

Assemblée nationale

Table nominative

établie par le service des Archives et de la Recherche historique parlementaire
de l'Assemblée nationale

Du 1^{er} octobre 2006 au 19 juin 2007

12^e législature

Session ordinaire de 2006-2007

A

Jean-Pierre ABELIN

Vienne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 novembre 2006] (p. 17299)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 novembre 2006] (p. 17299)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 novembre 2006] (p. 17981)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 novembre 2006] (p. 17981)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XVI : Ville et logement (aide à l'accès au logement ; développement et amélioration de l'offre de logement) (n° 3365) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3471 visant à rendre obligatoire l'équipement des stations-service en systèmes de récupération des vapeurs d'essence [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3633 visant à renforcer la protection des personnes âgées à l'égard du démarchage [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1815, posée le 9 janvier 2007. Etablissements de santé. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 171)

n° 1876, posée le 13 février 2007. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1432). Appelée le 13 février 2007. Fonctionnement, financement, Châtelleraut et Loudun (p. 1086)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Sa réponse (p. 6572)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7565)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 7595)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7565)

Baux : loyers (p. 7566)

Impôts et taxes : crédit d'impôt : logement (p. 7566)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7566)

Logement : logement social : livret A (p. 7566)

Logement : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) : subventions (p. 7565)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 7565)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7565)

Logement : aides et prêts : allocations de logement : effet de seuil (p. 7566)

Logement : aides et prêts : Fonds national d'aide au logement (p. 7565)

TVA : taux réduit : logement (p. 7566)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7566)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7614)

Crédits mission : "Ville et logement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7614)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1214)

Son intervention (p. 1222)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1223)

Baux : loyers (p. 1222)

Communes : logement social (p. 1222, 1223)

Logement : accédants en difficulté : médiation (p. 1223)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1214, 1222)

Logement : logement social (p. 1222)

Logement : politique du logement (p. 1222, 1223)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 1214, 1222)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 117 rectifié précédemment réservé (développement de la construction de logements financés par des

prêts locatifs aidés d'intégration ou des subventions de l'agence nationale de l'habitat) : rejeté (p. 1448)

Jean-Claude ABRIOUX

*Seine-Saint-Denis (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Bernard ACCOYER

*Haute-Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Parlement. Législature [21 février 2007] (p. 1411)

RAPPELS AU REGLEMENT

Accuse le groupe socialiste de démagogie dans l'utilisation des "niches" parlementaires ; demande une suspension de séance d'une heure [12 octobre 2006] (p. 6125)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 octobre 2006] (p. 6125)

Vote sur le passage à la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6129)

Demande la vérification du quorum (p. 6129)

Son intervention (p. 6129)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 32

Son amendement n° 198 (situation des travailleurs frontaliers employés en Suisse au regard de l'assurance maladie obligatoire) : adopté (p. 6668)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 109 du Gouvernement (usage du titre de psychologue) (p. 240)

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (usage du titre de psychologue) (p. 240)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychologue) (p. 240)

Patricia ADAM

*Finistère (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 15 novembre 2006] (p. 17214)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 novembre 2006] (p. 17214)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 décembre 2006] (p. 18297)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 décembre 2006] (p. 18297)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 9 janvier 2007] (p. 460)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 janvier 2007] (p. 460)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 janvier 2007] (p. 823)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 12 janvier 2007] (p. 823)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 février 2007] (p. 2696)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 février 2007] (p. 2696)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 février 2007] (p. 3421)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 février 2007] (p. 3421)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Fait remarquer qu'en raison de l'absentéisme des députés de la majorité, c'est la voix du Président qui permet l'adoption de leurs amendements et de ceux du Gouvernement [24 novembre 2006] (p. 8066)

Estime que l'absence de certains ministres constitue un manque de respect du Parlement et demande le report des travaux pour organiser les débats en présence des ministres concernés [24 novembre 2006] (p. 8078)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7861)

Thèmes :

Communes : maires : prévention (p. 7862)

Départements : action sociale : prévention (p. 7861)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 7861)

Enfants : protection (p. 7861)

Famille : parents : responsabilité (p. 7862)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 7861)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 7861)

Politique sociale : exclusion (p. 7861)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7861)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p.8437)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 589 (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7992) : rejeté (p. 7996)

Son amendement n° 594 (rôle et fonctions des différents acteurs impliqués dans la prévention de la délinquance) (p. 7996) : rejeté (p. 8000)

Son amendement n° 599 (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8006) : rejeté (p. 8010)

Son amendement n° 609 (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8010) : rejeté (p. 8012)

Son amendement n° 614 (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8012) : rejeté (p. 8015)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8033 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8066)

Article 1er bis précédemment réservé (présence de travailleurs sociaux dans les commissariats)

Son intervention (p. 8067)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Son intervention (p. 8070)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8078)

Article 2 bis précédemment réservé (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8082)

Avant l'article 5

Son amendement n° 673 précédemment réservé (compétence territoriale du département en matière de prévention spécialisée) (p. 8100) : rejeté (p. 8101)

Intervient sur l'ad n° 709 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (informations confidentielles recueillies par le maire communicables uniquement aux professionnels tenus au secret ou aux magistrats) (p. 8103)

Son amendement n° 708 précédemment réservé (échange d'informations pour la protection des mineurs en danger entre le président du conseil général et l'autorité judiciaire) (p. 8101) : rejeté (p. 8103)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8106 et s.)

Son amendement n° 680 rectifié : SCRUTIN PUBLIC (p. 8117)

Son amendement n° 701 rectifié (p. 8121)

Son amendement n° 702 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8130)

Son amendement n° 703 (p. 8135)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 700 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (suppression du contrat de responsabilité parentale) (p. 8141)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son intervention (p. 8142)

Après l'article 6

Son amendement n° 682 précédemment réservé (partage du secret professionnel en matière de protection de l'enfance) (p. 8204) : rejeté (p. 8207)

Son amendement n° 684 précédemment réservé (organisation territoriale de leurs services par les présidents de conseils généraux en matière d'action sociale et de protection de l'enfance pour assurer la coordination avec les maires) (p. 8207) : rejeté (p. 8208)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son intervention (p. 8211)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8280 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 42 précédemment réservé de M. Noël Mamère (fin de la compétence exclusive du ministre de l'économie

et des finances pour initier des poursuites contre certaines infractions à la législation financière) (p. 8300)

Son amendement n° 681 précédemment réservé (formation des acteurs de la protection de l'enfance et de la prévention de la délinquance) : rejeté (p. 8306)

Son amendement n° 694 précédemment réservé (création d'un chapitre consacré à la délinquance économique) : rejeté (p. 8315)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 52)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 53)

Enfants : droits de l'enfant (p. 52, 53)

Enfants : mauvais traitements (p. 52)

Enfants : politique de l'enfance (p. 53, 54)

Enfants : protection maternelle et infantile (PMI) (p. 53)

Etrangers : enfants (p. 53)

Famille : adoption (p. 53)

Famille : familles monoparentales (p. 53)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 53, 54)

Politique sociale : aide sociale : enfants (p. 53)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 39 (changement de terminologie, notamment substitution du terme "accueil" au terme "placement") : rejeté (p. 72)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son intervention (p. 74 et s.)

Ses amendements n°s 49, 48 rectifié et 40 rectifié (p. 74 et s.)

Son amendement n° 41 rectifié (p. 79) : adopté (p. 80)

Ses amendements n°s 42 et 43 : adoptés (p. 80)

Son amendement n° 44 (p. 81)

Son amendement n° 262 : adopté (p. 81)

Ses amendements n°s 233 et 47 (p. 82, 84)

Article 2 (élargissement des missions de la politique de protection de l'enfance à la prévention des risques de danger pour l'enfant)

Son amendement n° 50 : adopté (p. 84)

Ses amendements n°s 51 et 54 (p. 84 et s.)

Son amendement n° 53 (p. 85) : adopté (p. 87)

Son amendement n° 52 (p. 87)

Après l'article 3

Son amendement n° 56 (conditions de cessation de l'obligation alimentaire envers les parents naturels en cas d'adoption simple) : adopté (p. 89)

Son amendement n° 55 (maintien sur le territoire français des enfants étrangers scolarisés et de leurs parents ainsi que des jeunes étrangers confiés au service de l'aide sociale à l'enfance) : rejeté (p. 90)

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Ses amendements n°s 57 et 60 rectifié (p. 93, 94)

Après l'article 4

Son amendement n° 222 (extension au PACS de la règle de dévolution de l'autorité parentale en cas de mariage entre l'adoptant et le parent de l'adopté) : rejeté (p. 97)

Après l'article 4 bis

Reprend l'adt n° 124 de M. Patrick Delnatte (conditions de saisine, par un mineur, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles -CNAOP) (p. 118) : rejeté (p. 119)

Son amendement n° 217 (possibilité pour les mineurs étrangers dont la loi personnelle prohibe l'adoption de bénéficiaire du droit commun en matière d'adoption) (p. 119) : retiré (p. 121)

Son amendement n° 218 (impossibilité de bénéficier de l'adoption plénière pour les mineurs étrangers ressortissants d'un Etat prohibant cette institution ; possibilité de bénéficiaire, en revanche, de l'adoption simple) (p. 121) : rejeté (p. 123)

Son amendement n° 219 (possibilité pour les mineurs originaires d'un Etat prohibant l'adoption de bénéficiaire du droit commun en matière d'adoption en cas d'acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité) : rejeté (p. 123)

Son amendement n° 220 (accès à la délivrance d'un titre de séjour pour les enfants étrangers recueillis par des Français selon une décision de kafala judiciaire) (p. 123) : rejeté (p. 124)

Son amendement n° 221 (possibilité de réclamer la nationalité française pour les enfants étrangers recueillis par des Français selon une décision de kafala judiciaire) : rejeté (p. 124)

Article 5 (signalement des mineurs en danger)

Ses amendements n°s 61, 77, 79 et 74 (p. 125, 126)

Son amendement n° 63 : adopté (p. 126)

Ses amendements n°s 64 et 66 (p. 126)

Son intervention (p. 127)

Ses amendements n°s 65, 67, 68, 75 (p. 127)

Son amendement n° 76 : adopté (p. 128)

Son amendement n° 78 (p. 128)

Ses amendements n°s 71, 80, 69 (p. 129)

Ses amendements n°s 72 rectifié et 73 (p. 130)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Serge Blisko (convention entre l'Etat et le président du conseil général pour élargir la prise en charge sociale des mineurs isolés demandeurs d'asile) (p. 130)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 227 de M. Serge Blisko (accès à la carte de séjour temporaire portant la mention "vie privée et familiale" pour les étrangers atteignant leur majorité et préalablement confiés après 16 ans au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 131)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Son intervention (p. 132 et s.)

Son amendement n° 81 (p. 136) : adopté après modification (p. 139)

Article 7 (secret professionnel partagé)

Ses amendements n°s 83 et 82 (p. 139)

Article 8 (création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance)

Son amendement n° 84 : adopté (p. 140)

Ses amendements n°s 85, 86, 90, 89 rectifié et 88 (p. 140 et s.)

Article 10 (information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection)

Son amendement n° 91 rectifié : adopté (p. 143)

Son amendement n° 92 (p. 143)

Article 11 (engagements réciproques des parents et du service de l'aide sociale à l'enfance au sujet de la prise en charge du mineur)

Son amendement n° 94 (p. 144)

Après l'article 11

Son amendement n° 95 (suppression du contrat de responsabilité parentale permettant la suppression des allocations familiales aux familles défaillantes) (p. 144) : rejeté (p. 145)

Article 12 (création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial)

Ses amendements n°s 102, 100 et 103 (p. 145 et s.)

Ses amendements n°s 96, 104, 101 et 99 (p. 151 et s.)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Son amendement n° 108 : adopté (p. 153)

Ses amendements n°s 111, 110, 107 (p. 154 et s.)

Son intervention (p. 156 et s.)

Ses amendements n°s 112 et 109 (p. 158)

Son amendement n° 105 : adopté (p. 159)

Article 15 (obligation de formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance à la problématique de l'enfance en danger)

Son amendement n° 113 (p. 161)

Après l'article 15

Son amendement n° 114 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre de la convention internationale relative aux droits de l'enfant) : retiré (p. 162)

Son amendement n° 115 (participation de l'autorité judiciaire à la définition des orientations de la politique départementale de protection de l'enfance) : rejeté (p. 162)

Après l'article 16

Son amendement n° 117 (compensation pour les départements des charges financières induites par leurs nouvelles responsabilités en matière de protection de l'enfance) (p. 162) : rejeté (p. 163)

Son amendement n° 118 (compensation pour les départements des charges financières induites par leurs nouvelles responsabilités en matière de protection de l'enfance) : rejeté (p. 163)

Article 17 (création d'un fonds de financement de la protection de l'enfance pour compenser les charges de la mise en œuvre du projet de loi)

Son amendement n° 119 (de suppression) (p. 163)

Son intervention (p. 164)

Après l'article 17

Son amendement n° 122 (recherche de l'existence ou non d'une reconnaissance paternelle anténatale en cas d'accouchement sous X) (p. 164) : retiré (p. 165)

Intervient sur l'adt n° 302 rectifié de la commission (répression de la pédo-pornographie sur Internet) (p. 169)

Intervient sur l'adt n° 306 de la commission (possibilité de reporter une partie du congé de maternité après la naissance de l'enfant) (p. 170)

Reprend l'adt n° 38 rectifié de la commission (création d'une Délégation parlementaire aux droits de l'enfant dans chacune des deux assemblées du Parlement) (p. 172) : rejeté (p. 173)

Intervient sur l'adt n° 240 de M. Serge Blisko (suppression de l'opposition administrative aux donations entre vifs ou par testament au profit de fondations, congrégations et associations) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Serge Blisko (répression de l'enfermement social des mineurs) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Serge Blisko (sanctions applicables en cas de défaut de déclaration d'une naissance) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Philippe Vuilque (ouverture à compter de la majorité de la victime du délai de prescription en matière d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse commis contre un mineur dans le cadre d'une organisation sectaire) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 231 de M. Serge Blisko (pouvoir du médecin de procéder en cas de nécessité à une transfusion sanguine) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 216 de M. Serge Blisko (nouveau titre : "Dispositions tendant à protéger les enfants des dérives sectaires" au sein du projet de loi) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Philippe Vuilque (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 211 de M. Philippe Vuilque (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 210 de M. Philippe Vuilque (renforcement des dispositions permettant de poursuivre les mouvements sectaires faisant du prosélytisme envers la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Philippe Vuilque (répression de la publicité des mouvements sectaires sur Internet) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Philippe Vuilque (enquête sur les délits commis par voie électronique contre les mineurs et personnes vulnérables) (p. 178)

Titre

Son amendement n° 123 (nouveau titre : "projet de loi relatif aux missions de la protection de l'enfance et au respect des droits de l'enfant") : rejeté (p. 180)

Ses explications de vote (p. 182)

Abstention du groupe socialiste (p. 183)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 403 et s.)

Article 6 (gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle)

Son intervention (p. 445)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 448)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 457)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 291 du Gouvernement (inscription des mentions relatives à la nationalité sur les extraits d'acte de naissance) (p. 464)

Manuel AESCHLIMANN

*Hauts-de-Seine (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VI : Relations avec les collectivités territoriales (n° 3368) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Allemagne. Relations bilatérales [24 janvier 2007] (p. 624)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES****Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)**

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 6749)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 6749)

Collectivités territoriales : services publics locaux (p. 6750)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : politique sociale (p. 6750)

Finances publiques : recettes fiscales : prélèvement (p. 6749)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 6750)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)*Après l'article 51*

Intervient sur l'ad. n° 70 de Mme Marie-Jo Zimmermann (éligibilité à la DSU des communes de moins de 5 000 habitants comportant une zone urbaine sensible) (p. 6769)

Christine ALBANEL

Ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement

Est nommée ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

Pierre ALBERTINI

*Seine-Maritime (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 18 : Justice (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*RAPPELS AU REGLEMENT*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : déplore l'artifice de procédure utilisé par l'UMP portant sur un texte méritant d'être discuté et voté librement [12 octobre 2006] (p. 6125)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)**

Son intervention (p. 6116)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf supra) [12 octobre 2006] (p. 6125)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6116)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 6116)

Chômage : indemnisation : UNEDIC : intermittents du spectacle (p. 6116)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6116, 6117)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****JUSTICE**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7548)*Article 34 (crédits du budget général)*

Son intervention (p. 7548)

Son amendement n° 250 (p. 7550)

Son amendement n° 251 (p. 7551) : adopté (p. 7552)

Article 49 (revalorisation de l'aide juridictionnelle)

Son intervention (p. 7552)

Après l'article 49

Intervient sur l'adit n° 193 du Gouvernement (création d'une contribution financière obligatoire à la charge de tous les greffiers des tribunaux de commerce) (p. 7552)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- *Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006*

Ses interventions (p. 7577, 7582)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : projet de loi (p. 7582)

Justice : aide juridictionnelle (p. 7577)

Justice : juges de proximité (p. 7577)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7577)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 7577)

Michèle ALLIOT-MARIE

*Ministre de la défense
puis Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités
territoriales*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

Est nommée Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Fromion. Défense. Plan défense deuxième chance [17 octobre 2006] (p. 6182)

Mme Christiane Taubira. Traités et conventions. Convention sur les armes classiques produisant des effets traumatiques. Attitude de la France [25 octobre 2006] (p. 6551)

M. Jean-Pierre Dufau. Traités et conventions. Convention sur les armes classiques produisant des effets traumatiques. Bombes à sous-munitions, attitude de la France [6 décembre 2006] (p. 8610)

M. Michel Voisin. Défense. Politique de la défense. Opérations extérieures, Afghanistan [19 décembre 2006] (p. 9153)

M. Gilles Artigues. Anciens combattants et victimes de guerre. Veuves. Revendications [31 janvier 2007] (p. 848)

Mme Marguerite Lamour. Défense. Emploi et activité. Brest [6 février 2007] (p. 954)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Stéphane Demilly. Gendarmerie. Casernes. Construction, Albert [5 décembre 2006] (p. 8486)

Mme Geneviève Colot. Défense. Etablissements de l'État. Centre de consultations médicales de l'ex-centre d'essais en vol, maintien, Brétigny-sur-Orge [19 décembre 2006] (p. 9139)

M. François Dosé. Défense. 8ème régiment d'artillerie. Gymnase, construction, calendrier, Commercy [13 février 2007] (p. 1095)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7137)

Ses réponses (p. 7144 à 7147)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armement : exportations (p. 7142)

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7139)

Défense : armements et équipements : recherche développement (p. 7139)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7140)

Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 7142)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) (p. 7140)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 7141)

Défense : entreprises : GIAT-Industries (p. 7142)

Défense : entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 7142)

Défense : hélicoptères (p. 7139)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 7143)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7137)

Défense : médecine militaire (p. 7139)

Défense : militaires et assimilés : action sociale (p. 7140)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 7149)

Défense : militaires et assimilés : logement (p. 7140)

Défense : opérations extérieures : Afghanistan (p. 7138)

Défense : opérations extérieures : Côte d'Ivoire (p. 7138)

Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7137)

Défense : opérations extérieures : Liban (p. 7138)

Défense : porte-avions (p. 7139)

Défense : réserves (p. 7149)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 7139)

Energie et carburants : tarifs : défense (p. 7140)

Espace : satellites : défense (p. 7142)

Gendarmerie (p. 7138)

Jeunes : insertion professionnelle : armée (p. 7143)

Ordre public : plan Vigipirate (p. 7138)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7141)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 7141)

Union européenne : politique de la défense (p. 7142)

Réponses aux questions :

Défense : recherche développement (p. 7146) (M. Bernard Carayon) (p. 7146)

Défense : bases : Loir-et-Cher (p. 7145) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 7145)

Défense : entreprises : restructurations (p. 7144) (M. Jean-Claude Sandrier) (p. 7144)

Défense : militaires et assimilés : formation professionnelle (p. 7145) (M. Dominique Caillaud) (p. 7144)

Défense : opérations extérieures (p. 7144) (M. Jacques Desallangre) (p. 7143)

Jeunes : insertion professionnelle : armée (p. 7147) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 7146)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Baux : baux emphytéotiques (p. 7035)

Etrangers : immigration clandestine : gendarmerie (p. 7036)

Gendarmerie : effectifs (p. 7034)

Gendarmerie : militaires et assimilés (p. 7036)

Gendarmerie : opérations extérieures (p. 7036)

Gendarmerie : police de proximité (p. 7036)

Gendarmerie : réservistes (p. 7034)

Gendarmerie : casernes (p. 7035)

Gendarmerie : crédits (p. 7033)

Gendarmerie : équipements (p. 7034)

Gendarmerie : gendarmes : carrière (p. 7034)

Ordre public : attentats : élus locaux (p. 7035)

Ordre public : terrorisme : gendarmerie (p. 7036)

Sécurité routière : gendarmerie (p. 7035)

Alfred ALMONT

*Martinique (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi organique n° 3383 modifiant le mode d'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française [17 octobre 2006]

Proposition de résolution n° 3444 sur la réforme du volet interne de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane (n° E 3266) [15 novembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme du volet interne de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane (COM (2006) 489 final/n° E 3266) [15 novembre 2006] (n° 3443)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Alfred Almont, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur la réforme du volet interne de l'organisation

commune des marchés dans le secteur de la banane (n° E 3266) (N° 3444) [21 novembre 2006] (n° 3452)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7213)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : droits à paiement unique (DPU) (p. 7213)

Agriculture : bananes : Antilles (p. 7213)

Agriculture : bananes : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7214)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 7214)

Outre-mer : politique agricole (p. 7213)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : espace rural (p. 7214)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7213)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 7214)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7330)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurances : Caisse centrale de réassurance : catastrophes naturelles (p. 7331)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7330)

Logement : habitat insalubre : outre-mer (p. 7331)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7331)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7331)

Outre-mer : octroi de mer (p. 7331)

Pierre AMOUROUX

*Yvelines (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement maternel et primaire. Programmes. Calcul mental [10 janvier 2007] (p. 111)

Jean-Paul ANCIAUX

*Saône-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VII : Recherche et enseignement supérieur (formations supérieures et recherche universitaire ; vie étudiante) (n° 3364) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3517 tendant à simplifier les modalités de validation du permis de chasser [13 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports ferroviaires. Matériel roulant. Renouvellement, attribution du marché [7 novembre 2006] (p. 6990)

DEBATS**Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5797)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5797, 5798)

Entreprises : expression des salariés (p. 5797, 5798)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5797, 5798)

Politique sociale : dialogue social (p. 5798)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR****Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6873)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 6873)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 6873)

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 6874)

Enseignement supérieur : étudiants : logement : aides et prêts (p. 6874)

Enseignement supérieur : médecine universitaire (p. 6875)

Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 6873, 6874)

Enseignement supérieur : universités (p. 6873)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 6874)

René ANDRÉ

*Manche (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Démission le 3 octobre 2006 [J.O. du 4 octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Sylvie ANDRIEUX

*Bouches-du-Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Incendies d'autobus, conséquences [31 octobre 2006] (p. 6777)

Logement. Logement social. [20 février 2007] (p. 1317)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1774, posée le 19 décembre 2006. Travail. Conditions de travail (J.O. Questions p. 13070). Appelée le 19 décembre 2006. Centres d'appel, label de responsabilité sociale, mise en place (p. 9142)

n° 1848, posée le 30 janvier 2007. Pharmacie et médicaments. Pharmaciens (J.O. Questions p. 921). Appelée le 30 janvier 2007. Pouvoir d'achat (p. 727)

DEBATS**Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6099)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6099)

Relations internationales : Turquie (p. 6099)

Gilles ARTIGUES

*Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XII : Sport, jeunesse et vie associative (n° 3364) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [31 octobre 2006] (p. 6778)

Anciens combattants et victimes de guerre. Veuves. Revendications [31 janvier 2007] (p. 848)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1723, posée le 28 novembre 2006. Enseignement privé. Etablissements sous contrat (J.O. Questions p. 12270). Appelée le 29 novembre 2006. Effectifs de personnel (p. 8242)

n° 1814, posée le 9 janvier 2007. Automobiles et cycles. Pièces et équipements (J.O. Questions p. 171). Appelée le 9 janvier 2007. SCEMM, emploi et activité, Saint-Étienne (p. 25)

n° 1896, posée le 20 février 2007. Enseignement maternel et primaire. Elèves (J.O. Questions p. 1641). Appelée le 20 février 2007. Admission en classe maternelle, enfants âgés de deux ans (p. 1284)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7480)

MEDIAS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7679)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : câble (p. 7679)

Audiovisuel et communication : satellites (p. 7679)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 7679)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 7679)

Presse et livres : périodiques (p. 7679)

Presse et livres : presse régionale (p. 7679)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 7679)

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Procédure des questions :

Professions de santé : sages-femmes : Loire (p. 6854)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Procédure des questions :

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 7044)

Système pénitentiaire : détenus : transports (p. 7044)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Education physique et sportive : sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) (p. 7068)

Emploi : jeunes (p. 7069)

Enseignement : diplômés (p. 7068)

Sports : enseignement (p. 7068, 7069)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 7068)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 7068)

Sports : métiers du sport (p. 7068, 7069)

Sports : politique du sport (p. 7068)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2006] (p. 7086)

Après l'article 56

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Michel Raison (non-assujettissement des associations retransmettant, sans pratiquer l'entrée payante, des événements sportifs télévisés au forfait dû au titre de la diffusion de passages musicaux) (p. 7087)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Alain Néri (rapport au Parlement sur l'évaluation des exonérations instituées par la loi n° 2004-1366 sur le sport professionnel) (p. 7088)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Son intervention (p. 8849)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : protection des consommateurs (p. 8849)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : surendettement (p. 8849)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : fichiers informatisés (p. 8849)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : responsabilités (p. 8849)

Ses explications de vote (p. 8861)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8862)

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

[12 décembre 2006] (p. 8869)

Son intervention (p. 8874)

Thèmes :

Emploi (p. 8875)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 8875)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 8875)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 8875)

Pays étrangers : Russie (p. 8875)

Politiques communautaires : immigration (p. 8875)

Union européenne : Conseil européen (p. 8874, 8875)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 8875)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 8874)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 8875)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1128)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1129)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 1129)

Droit pénal : exécution des peines (p. 1128)

Droit pénal : mineurs : internat (p. 1128)

Droit pénal : mineurs : prévention (p. 1128)

Logement : mixité sociale (p. 1128)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1129)

François ASENSI

*Seine-Saint-Denis (11^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

DEPOTS

Proposition de résolution n° 3533 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de vie dans les centres de rétention administrative, la place réservée aux enfants et la présence de tribunaux dans des enceintes soumises au ministère de l'intérieur [20 décembre 2006]

Proposition de résolution n° 3534 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions et les critères d'attribution et de renouvellement des agréments et des habilitations en zones réservées [20 décembre 2006]

Proposition de résolution n° 3535 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société Wagon Automotive [20 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Emploi et activité. [6 décembre 2006] (p. 8604)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)

Procédure des questions :

Impôts locaux : fracture sociale (p. 6766)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : Seine-Saint-Denis (p. 7164)

Philippe AUBERGER

*Yonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Démission le 1^{er} mars 2007. [J.O. du 1^{er} mars 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Création. Charges sociales, report de paiement, réglementation [9 janvier 2007] (p. 36)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5794)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5794)

Entreprises : expression des salariés (p. 5794)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5794)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5794)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6239)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6240)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6240)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6239)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6246)

Finances publiques : dette publique (p. 6240)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 6240)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6241)

Logement (p. 6240)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6240)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6326)

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (concubins – pensions alimentaires pour enfants mineurs : plafonnement de la déduction) (p. 6328)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 6332 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-adt n° 331 de M. Marc Le Fur (valeur vénale prise en compte à partir de 1 000 000 €) à l'adt n° 60 de M. Claude Goasguen (ISF – résidence principale : exonération) (p. 6345)

Article 9 (étalement de la déduction des frais d'acquisition des titres de participation)

Son amendement n° 41 (p. 6377)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 83 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (biocarburant super éthanol E 85 : régime fiscal) (p. 6404)

Après l'article 10

Son amendement n° 45 (taxes sur les véhicules de sociétés : déductibilité du résultat) (p. 6414) : retiré (p. 6415)

Article 11 (prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations)

Son intervention (p. 6415)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8651)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 8651)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 8651)

Impôt sur les sociétés : acomptes : réforme (p. 8651 et s.)

Industrie (p. 8651)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8651)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 2 (poursuite de la réforme du régime des acomptes de l'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 8667 et s.)

Article 21 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de logements neufs et des logements achevés avant le 1er janvier 1977 économes en énergie)

Son intervention (p. 8707)

Article 23 (instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)

Son intervention (p. 8711 et s.)

Article 29 (aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés)

Son amendement n° 51 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8731)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8741)

Après l'article 34

Son amendement n° 290 (financement de l'Autorité des marchés financiers - modification de l'assiette des contributions et augmentation de leur montant) : adopté (p. 8755)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Jacques Le Guen (serres agricoles dont la construction a été autorisée entre le 1er janvier 1996 et le

31 décembre 1998 - possibilité d'exonération de taxe locale d'équipement) (p. 8767)

Proposition de loi n° 3382 portant diverses dispositions intéressant la Banque de France

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 365)

Son intervention (p. 367)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France : code du travail (p. 368)

Banques et établissements financiers : Banque de France : comité de la politique monétaire (p. 368)

Banques et établissements financiers : Banque de France : établissements (p. 368)

Banques et établissements financiers : Banque de France : propositions de loi (p. 367 et s.)

Banques et établissements financiers : Banque de France : règles prudentielles (p. 368)

Banques et établissements financiers : Banque de France : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 368)

Banques et établissements financiers : Banque de France : rôle et missions (p. 368)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : financement (p. 368)

Union européenne : euro : taux d'intérêt (p. 368)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 368)

Jean-Marie AUBRON

*Moselle (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1845, posée le 30 janvier 2007. Aménagement du territoire. Contrats de projets État-régions (J.O. Questions p. 921). Appelée le 30 janvier 2007. Mise en œuvre, Lorraine (p. 719)

Jean AUCLAIR

*Creuse (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence [31 octobre 2006] (p. 6784)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1829, posée le 16 janvier 2007. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires (J.O. Questions p. 415). Appelée le 16 janvier 2007. Loi n° 2004-811 du 13 août 2004, application, bénéficiaires (p. 280)

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Son intervention (p. 8830)

Thèmes :

Agriculture : groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 8830)

Agriculture : organisations professionnelles (p. 8830)

Eau : redevances des agences de l'eau : élevage (p. 8830)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9020)

Son amendement n° 320 (p. 9023)

Ses amendements n°s 322, 323 et 327 (p. 9024)

Ses amendements n°s 324 et 326 (p. 9025)

Ses amendements n°s 321 et 325 (p. 9026)

Article 38 (pour coordination)

Son intervention (p. 9034)

Bertho AUDIFAX

*La Réunion (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Enfants. Hospitalisation en métropole, accompagnant familial, frais de transport et prise en charge [21 novembre 2006] (p. 7802)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7333)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : logement social : outre-mer (p. 7334)

Outre-mer : loi de programme (p. 7334)

Outre-mer : congé-solidarité (p. 7334)

Outre-mer : continuité territoriale : aide sociale (p. 7334)

Outre-mer : La Réunion : sécurité sanitaire (p. 7334)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7374)*Après l'article 50*

Intervient sur l'ad n° 249 du Gouvernement (prolongation d'un an et adaptations du dispositif du congé-solidarité en outre-mer) (p. 7377)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8652)

Thème :

Lois : loi de programme : outre-mer (p. 8652 et s.)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)*Après l'article 31*

Son amendement n° 317 (défiscalisation des investissements outre-mer : transmission d'informations à l'administration fiscale par les personnes morales qui les réalisent en vue de les donner en location) : adopté (p. 8739)

Après l'article 36

Son amendement n° 316 (taxe d'embarquement applicable outre-mer : prorogation) : adopté (p. 8757)

Martine AURILLAC*Paris (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement de l'autoroute A 35 à la route nationale N 2 entre Bâle et Saint-Louis (n° 3400) [17 octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif au raccordement de l'autoroute A 35 à la route nationale N 2 entre Bâle et Saint-Louis (n° 3400) [31 octobre 2006] (n° 3402)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières (n° 3087) [6 décembre 2006] (n° 3501)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Tabagisme. Interdiction de fumer, lieux publics [10 octobre 2006] (p. 5943)

Famille. Familles recomposées. Nouveau conjoint, statut [22 novembre 2006] (p. 7883)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5789)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 5789)

Entreprises : expression des salariés (p. 5790)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5789, 5790)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5789)

Politique sociale : dialogue social (p. 5790)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6559)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6560)

Démographie : vieillissement de la population (p. 6560)

Famille : politique familiale (p. 6560)

Sécurité sociale : déficit (p. 6559, 6560)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)*Procédure des questions :*

Politique extérieure : aide au développement : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6803)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)*Procédure des questions :*

Emploi : création d'emplois (p. 7166)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 51)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 51)

Enfants : mauvais traitements (p. 51)

Enfants : politique de l'enfance (p. 51)

Enfants : protection maternelle et infantile (PMI) (p. 53)

Famille : parents : responsabilité (p. 51)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 51)

Santé : santé publique : enfants (p. 51)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)*Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)*

Son intervention (p. 95)

Projet de loi n° 3387 autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 janvier 2007] (p. 191)

Son intervention (p. 194)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 194)

Organisations internationales : Agence internationale de lutte contre le dopage (p. 194)

Organisations internationales : UNESCO (p. 194)

Sports : dopage (p. 194)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 194)

Jean-Marc AYRAULT*Loire-Atlantique (3^{ème} circonscription)
Socialiste
Président du groupe socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]Président du groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]**DEPOTS**

Proposition de résolution n° 3360 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de traitement des dossiers de régularisation des ressortissants étrangers en situation

irrégulière, parents d'enfants scolarisés, dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 [11 octobre 2006]

Proposition de résolution n° 3361 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation des banlieues un an après les émeutes de novembre 2005 afin de procéder à l'état des lieux des moyens mobilisés par l'État et d'en diagnostiquer l'impact effectif [11 octobre 2006]

Proposition de résolution n° 3401 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les raisons des retards de production et de livraison du groupe Airbus, sur les conséquences industrielles et sociales du plan de restructuration du groupe EADS [31 octobre 2006]

Proposition de loi constitutionnelle n° 3539 relative à l'article 39 de la Constitution et à la priorité reconnue au Sénat en matière de projet de loi relatif à l'organisation des collectivités territoriales [20 décembre 2006]

Proposition de loi n° 3545 visant à l'instauration de mesures de réparation en faveur des orphelins de la guerre de 1939-1945 pupilles de la Nation [20 décembre 2006]

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches [30 janvier 2007]

Proposition de résolution n° 3652 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'activité de la direction des renseignements généraux, les méthodes employées pour établir des fiches individuelles, leur utilisation en dehors de la défense des intérêts de l'État, leur finalité réelle et leurs destinataires ainsi que sur les modes de contrôle existants [31 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [8 novembre 2006] (p. 7096)

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [5 décembre 2006] (p. 8510)

Police. Renseignements généraux. Elections présidentielles, enquêtes, réglementation enquête [30 janvier 2007] (p. 742)

RAPPELS AU REGLEMENT

Accusé d'hypocrisie l'attitude des députés UMP, signataires de la proposition de loi qui trouvent des subterfuges pour ne pas la voter [12 octobre 2006] (p. 6125)

Demande aux deux membres du Gouvernement de ne pas faire obstacle au passage au vote par la durée de leurs interventions [12 octobre 2006] (p. 6125)

Indique que le groupe socialiste ne présentera pas de candidat à l'élection du président de l'Assemblée nationale faisant suite à la nomination de M. Jean-Louis Debré au Conseil constitutionnel, souhaite que l'Assemblée débattre d'un rapport du Gouvernement sur la situation d'Airbus et que soient publiées les statistiques annuelles de l'INSEE sur le chômage [7 mars 2007] (p. 1543)

*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié**

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5751) soutenue par M. Jean Le Garrec : rejetée (p. 5755)

Sa motion de renvoi en commission (p. 5812) soutenue par M. Michel Charzat : rejetée (p. 5818)

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Ses rappels au règlement (cf supra) [12 octobre 2006] (p. 6125)

Vote sur le passage à la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6129)

Son intervention (p. 6129)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6207) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 6216)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6295) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 6305)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6511) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 6517)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6578) soutenue par M. Gérard Bapt : rejetée (p. 6585)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8170) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 8173)

Sa question préalable (p. 8173) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée (p. 8176)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Son exception d'irrecevabilité (p. 6967) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 6973)

Sa question préalable (p. 6973) soutenue par M. Christian Bataille : rejetée (p. 6976)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7832) soutenue par M. Jean-Pierre Blazy : rejetée (p. 7846)

Son intervention (p. 7894)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7929) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 7936)

Thèmes :

Communes : mairies : délinquance et criminalité (p. 7896)

Communes : mairies : délinquance et criminalité (p. 7896)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 7897)

Droit pénal : délinquance et criminalité : crimes et délits contre les personnes (p. 7895)

Droit pénal : peines planchers (p. 7896)

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 7896)

Etat : missions régaliennes : lutte contre l'insécurité (p. 7895)

Jeunes : service civique (p. 7897)

Justice : délais : sanctions (p. 7896)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 7896)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 7894)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : quartiers défavorisés (p. 7897)

Police : police de proximité (p. 7895, 7897)

Politique sociale : inégalités (p. 7897)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1124) soutenue par M. Jean-Pierre Blazy : rejetée (p. 1127)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1139) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 1141)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7945) soutenue par M. Serge Blisko : rejetée (p. 7951)

Sa question préalable (p. 7951) soutenue par Mme Marylise Lebranchu : rejetée (p. 7957)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7970) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 7975)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 249)

Son exception d'irrecevabilité (p. 251) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 251)

Sa question préalable (p. 251) soutenue par M. Gérard Bapt : rejetée (p. 254)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8537) soutenue par M. Alain Vidalies : rejetée (p. 8541)

Sa question préalable (p. 8541) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 8544)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8656) soutenue par M. Augustin Bonrepaux : rejetée (p. 8659)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Sa question préalable (p. 8822) soutenue par M. Jean Launay : rejetée (p. 8825)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8835) soutenue par M. Pierre Ducout : rejetée (p. 8838)

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

[12 décembre 2006] (p. 8869)

Son intervention (p. 8873)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums (p. 8874)

Energie et carburants (p. 8873)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 8874)

Etrangers : immigration (p. 8873, 8874)

Industrie (p. 8873)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 8873)

Pays étrangers : Chypre (p. 8873)

Pays étrangers : Espagne (p. 8874)

Pays étrangers : Roumanie (p. 8873)

Pays étrangers : Turquie (p. 8873, 8874)

Politique économique : croissance (p. 8873)

Politique sociale (p. 8873)

Union européenne : Conseil européen (p. 8873)

Union européenne : élargissement (p. 8873)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 8874)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Sa question préalable (p. 9079) soutenue par M. André Vallini : rejetée (p. 9083)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Sa question préalable (p. 477) soutenue par Mme Catherine Génisson : rejetée (p. 481)

Sa motion de renvoi en commission (p. 498) soutenue par M. Bruno Le Roux : rejetée (p. 506)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son exception d'irrecevabilité (p. 756) soutenue par M. Pierre Bourguignon : rejetée (p. 756)

Sa question préalable (p. 757) soutenue par M. Pierre Bourguignon : rejetée (p. 757)

Sa motion de renvoi en commission (p. 772) soutenue par M. Pierre Bourguignon : rejetée (p. 772)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son exception d'irrecevabilité (p. 789) soutenue par M. Christian Paul : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 794)

Sa question préalable (p. 795) soutenue par M. Didier Mathus : rejetée (p. 800)

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 931)

Thèmes :

Emploi : statistiques (p. 945)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 944)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 944)

Politique sociale : pauvreté (p. 945)

Travail : contrats de travail (p. 944)

Travail : précarité (p. 944, 945)

Ses explications de vote (p. 944)

Vote pour du groupe socialiste (p. 944)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1197) soutenue par M. Jean-Yves Le Bouillonnet : rejetée (p. 1207)

Sa motion de renvoi en commission (p. 1248) soutenue par Mme Annick Lepetit : rejetée (p. 1255)

B

Roselyne BACHELOT-NARQUIN

Ministre de la santé, de la jeunesse et des sports

Est nommée ministre de la santé, de la jeunesse et des sports. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

Jean-Paul BACQUET

*Puy-de-Dôme (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la constitution et à la convention de l'Union internationale des télécommunications, adoptés à Marrakech le 18 octobre 2002 (n° 3463) [13 décembre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel au traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise portant statut de l'EUROFOR (n° 3563) [17 janvier 2007]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VI : Développement et régulation économiques (développement des entreprises) (n° 3366) [12 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée (n° 3119) [12 décembre 2006] (n° 3509)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la constitution et à la convention de l'Union internationale des télécommunications, adoptés à Marrakech le 18 octobre 2002 (n° 3463) [6 février 2007] (n° 3667)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole additionnel au traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République italienne, la République portugaise portant statut de l'EUROFOR (n° 3563) [6 février 2007] (n° 3669)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Accès aux soins. CMU, bénéficiaires [6 décembre 2006] (p. 8607)

Santé. Accès aux soins. Disparités [30 janvier 2007] (p. 747)

DEBATS**Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6528)

Son intervention (p. 6564)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6528)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6528 et 6565)

Professions de santé : médecins : diplômés (p. 6565)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 6565)

Santé : accès aux soins (p. 6565)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6564)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 6528)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8175)

Son intervention (p. 8176)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 8175 à 8177)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 8176, 8177)

Santé : zones rurales (p. 8176)

Santé : accès aux soins (p. 8176)

Syndicats : représentativité (p. 8175 à 8177)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8183)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES**

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6916)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 6916)

Commerce extérieur : déficit (p. 6916)

Pierre-Christophe BAGUET

*Hauts-de-Seine (9^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Non inscrit*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [11 octobre 2006] (p. 15131)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 11 octobre 2006] (p. 15131)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 12 octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 octobre 2006] (p. 15134)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 octobre 2006] (p. 15460)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1822, posée le 16 janvier 2007. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 414). Appelée le 16 janvier 2007. Calendrier, mai 2007 (p. 289)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Ses explications de vote [14 décembre 2006] (p. 8361)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8361)

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Après l'article 27

Son amendement n° 195 (alignement du régime fiscal et social de l'indemnité de départ à la retraite sur celui de l'indemnité de mise à la retraite) (p. 5995) : retiré (p. 5996)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 347 de M. Bruno Gilles (institution d'un départ à la retraite décidé en commun ouvrant droit au régime fiscal et social de la mise à la retraite) (p. 6629, 6630)

Après l'article 19

Son amendement n° 176 (alignement du régime fiscal et social de l'indemnité de départ à la retraite sur celui de l'indemnité de mise à la retraite) (p. 6647) : rejeté (p. 6648)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 6

Son amendement n° 109 (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1391) : rejeté (p. 1396)

Patrick BALKANY

*Hauts-de-Seine (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Édouard BALLADUR

*Paris (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères dressant le bilan de l'activité de la commission des affaires étrangères lors de la XII^{ème} législature (2002-2007) [7 mars 2007] (n° 3769)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS*

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 37

Son amendement n° 2 (conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 6004) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 6007)

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

[12 décembre 2006] (p. 8869)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 8876)

Thèmes :

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 8876)

Pays étrangers : Turquie (p. 8876)

Union européenne : Conseil (p. 8876)

Union européenne : élargissement (p. 8876)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 8876)

Jean-Pierre BALLIGAND

*Aisne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, réforme [6 décembre 2006] (p. 8606)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1744, posée le 5 décembre 2006. Impôts locaux. Taxe professionnelle unique (J.O. Questions p. 12585). Appelée le 5 décembre 2006. EPCL, réglementation (p. 8483)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5783)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5783 et s.)

Entreprises : actionnariat salarié : stock options (p. 5785)

Entreprises : bénéfiques (p. 5785)

Entreprises : chefs d'entreprises : rémunération (p. 5785)

Entreprises : épargne salariale (p. 5783 et s.)

Entreprises : expression des salariés (p. 5783)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5783 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5784, 5785)

Politique économique : capitalisme (p. 5784)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5783)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 1er (attribution d'un supplément d'intéressement ou de participation)

Son intervention (p. 5826 et s.)

Ses amendements n°s 13 et 14 (p. 5829 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 219 de M. François Cornut-Gentille (réforme du livret d'épargne salariale) (p. 5833)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son intervention (p. 5843)

Son amendement n° 15 (p. 5843)

Avant l'article 5

Son amendement n° 16 (obligation pour toutes les entreprises, y compris les très petites, de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5851) : rejeté (p. 5853)

Son amendement n° 17 (obligation pour toutes les entreprises employant un minimum de dix salariés de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5853) : rejeté (p. 5855)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son amendement n° 18 (p. 5855)

Son intervention (p. 5862)

Après l'article 7

Son amendement n° 26 (communication de données sur la masse salariale et les dispositifs d'intéressement et de participation avant la négociation annuelle sur les salaires) : rejeté (p. 5883)

Après l'article 11

Son amendement n° 20 (suppression de la possibilité d'un abondement par l'employeur du transfert de sommes d'un Plan d'épargne d'entreprises (PEE) ou d'un Plan d'épargne interentreprise vers un Plan d'épargne retraite collective - PERCO -) : rejeté (p. 5890)

Article 12 (report en avant de l'imposition des sommes transférées d'un compte épargne-temps sur un PERCO ou un PEE)

Son amendement n° 23 (p. 5890) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5891)

Avant l'article 15

Son amendement n° 24 (délibération portant sur la plus haute et sur la plus basse des rémunérations au sein de l'entreprise lors de l'assemblée annuelle des actionnaires) (p. 5904) : rejeté (p. 5905)

Article 15 (représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration et les directoires des entreprises)

Ses amendements n°s 25 et 303 (p. 5906, 5908)

Avant l'article 37

Son amendement n° 19 deuxième rectification (mise en place de comités de rémunérations par les conseils d'administration) (p. 5999) : rejeté (p. 6001)

Intervient sur l'ad n° 295 de M. François Guillaume (impossibilité de vendre les stock-options par leurs bénéficiaires durant leur mandat) (p. 6006)

Intervient sur l'ad n° 287 de M. François Guillaume (réalisation des stock-options par leurs bénéficiaires interdite avant un mois) (p. 6006)

Intervient sur l'ad n° 288 de M. François Guillaume (obligation d'opter, soit pour les stock-options, soit pour l'attribution d'actions gratuites) (p. 6006)

Intervient sur l'ad n° 2 de M. Édouard Balladur (conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 6006)

Son amendement n° 12 rectifié (octroi aux dirigeants de rémunérations annexes subordonné à la mise en place ou au renouvellement d'un accord d'intéressement) : rejeté (p. 6008)

Son amendement n° 302 (taxe additionnelle sur les plus-values réalisées grâce au système des stock-options) (p. 6008) : rejeté (p. 6009)

Son amendement n° 301 (exclusion des bénéfices réalisés dans le cadre de la levée de stock-options du "bouclier fiscal") : rejeté (p. 6009)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 7

Son amendement n° 170 (report en avant des déficits : limitation à trois ans) : rejeté (p. 6373)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7727) :

- Réunion de la commission des finances du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7730)

Thèmes :

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 7730)

Entreprises : EADS (p. 7730)

Finances publiques : Agence des participations de l'Etat (p. 7730)

Gérard BAPT

*Haute-Garonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 29 : Santé (n° 3363) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la pertinence d'un modèle de santé nordique : le Danemark et la Suède [20 mars 2007] (n° 3784)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Equilibre financier. [11 octobre 2006] (p. 6031)

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [15 novembre 2006] (p. 7466)

Santé. Accès aux soins. Aide médicale d'État, CMU [9 janvier 2007] (p. 35)

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [6 février 2007] (p. 956)

FAIT PERSONNEL

Explique qu'il n'a pas menti : l'amendement n° 239 ayant été examiné en commission plus tôt que prévu, les membres de l'opposition qui assistaient alors à une réunion de groupe étaient absents lors de cet examen [25 octobre 2006] (p. 6618)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6578) : rejetée (p. 6585)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6580)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6579)

Assurances : compagnies (p. 6581)

Economie sociale : mutuelles (p. 6581)

Enfants : crèches et garderies (p. 6580)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6580 et s.)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 6581)

Politique sociale : inégalités (p. 6579)

Professions de santé : médecins : démographie (p. 6582)

Santé : accès aux soins (p. 6579 et 6582)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 6578, 6579)

Sécurité sociale : déficit (p. 6578, 6579)

Sécurité sociale : financement (p. 6578 et s.)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 6578, 6579)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 5 (contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques)

Reprend l'adt n° 15 de la commission des finances (de suppression) (p. 6595)

Article 6 (rectification pour 2006 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale – rectification pour 2006 des prévisions de recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6598)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6606)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6614)

Article 13 (indemnités de départ volontaire)

Son intervention (p. 6616)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 347 de M. Bruno Gilles (institution d'un départ à la retraite décidé en commun ouvrant droit au régime fiscal et social de la mise à la retraite) (p. 6629)

Article 14 (affectation à la CNAMTS de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges)

Son intervention (p. 6631 et 6632)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 268 de M. Jean-Marie Le Guen (augmentation de 2% à 6% du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine) (p. 6633)

Article 15 (affectation des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance-vie au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6634)

Article 16 (modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements)

Son intervention (p. 6637)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse (majoration des taux de la contribution des entreprises pharmaceutiques n'ayant pas suffisamment investi dans la recherche) (p. 6639)

Article 18 (taux de la contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur leur chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 6641 et 6642)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son intervention (p. 6644 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Jean Dionis du Séjour (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de la complexité et de la multiplicité des actes) (p. 6688)

Intervient sur l'adt n° 245 rectifié du Gouvernement (compétences de l'établissement public chargé de la gestion des personnels de direction de la fonction publique hospitalière et des praticiens hospitaliers) (p. 6689)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 460 du Gouvernement (aide à l'installation des médecins ou chirurgiens-dentistes) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission des finances (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n° 172 de M. Jean-Luc Prél (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n° 278 de M. Jean-Marie Le Guen (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n° 55 de Mme Jacqueline Fraysse (rapport gouvernemental sur la responsabilité médicale) (p. 6692)

Article 41 (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son intervention (p. 6696)

Article 47 précédemment réservé (exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans)

Son intervention (p. 6723)

Article 52 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2007)

Son intervention (p. 6726)

Après l'article 55

Intervient sur l'adt n° 146 précédemment réservé de M. Yves Censi (amélioration des petites retraites agricoles) (p. 6731)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Son intervention (p. 6822)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : droit d'asile (p. 6823)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 6823)

Etrangers : visas : délivrance (p. 6823)

Français de l'étranger : rapatriement : Côte d'Ivoire (p. 6823)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance (p. 6822)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 6823)

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 6822)

Pays étrangers : Liban (p. 6822)

Pays étrangers : Mali (p. 6824)

Pays étrangers : Sénégal (p. 6824)

Procédure des questions :

Défense : opérations extérieures : Afrique (p. 6835)

Pays étrangers : Liban (p. 6836)

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6838)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 6840)

Santé : accès aux soins (p. 6840)

Santé : cancer (p. 6838, 6839)

Santé : chikungunya (p. 6838)

Santé : crédits (p. 6838 et s.)

Santé : maladies nouvelles (p. 6838)

Santé : obésité (p. 6839)

Santé : politique de la santé (p. 6838 et s.)

Santé : prévention (p. 6838, 6839)

Santé : soins (p. 6838 et s.)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Procédure des questions :

Hôtellerie et restauration : durée du travail (p. 7171)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Article 57 (prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n° 128 rectifié (de suppression) (p. 7179)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Son intervention (p. 7960)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7974)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 7960)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 7974)

Professions de santé : psychiatres (p. 7960)

Santé : maladies mentales (p. 7960, 7961, 7974)

Santé : obésité (p. 7974)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 249)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 252) : rejetée (p. 254)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 253)

Communes : maires (p. 253)

Droits de l'homme et libertés publiques : maladies mentales (p. 252, 253)

Professions de santé : psychiatres (p. 252)

Santé : données médicales (p. 253)

Santé : maladies mentales (p. 252, 253)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 256)

Article 13 (création d'un nouveau secteur tarifaire ouvert aux médecins relevant de certaines spécialités)

Son intervention (p. 256)

Article 14 (modalités de mise en œuvre du dossier médical personnel)

Son intervention (p. 257)

Vote contre du groupe socialiste (p. 253)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 29 (extension de l'utilisation de l'injonction thérapeutique)

Son intervention (p. 8427)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 209)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 210)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 209, 210)

Santé : droits du malade (p. 210)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 209, 210)

Union européenne : droit communautaire (p. 209)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son intervention (p. 227)

Après l'article 28

Intervient sur le sous-adt n° 106 de M. Gérard Cherpion (extension de la collecte aux pharmacies à usage intérieur) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (collecte des médicaments inutilisés) (p. 234)

Intervient sur le sous-adt n° 107 de M. Gérard Cherpion (modalités de destruction des médicaments périmés) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 234)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament)

Son intervention (p. 243)

Abstention du groupe socialiste (p. 248)

Jean BARDET

*Val-d'Oise (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1778, posée le 19 décembre 2006. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 13071). Appelée le 19 décembre 2006. Construction, calendrier, Taverny (p. 9131)

n° 1852, posée le 30 janvier 2007. Transports ferroviaires. Ligne Eaubonne Saint-Lazare (J.O. Questions p. 922). Appelée le 30 janvier 2007. Ouverture, conséquences (p. 736)

Brigitte BARÈGES

*Tarn-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

François BAROIN

*Ministre de l'outre-mer
puis Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 26 mars 2007 [J.O. du 27 mars 2007] (p. 5642)

Est nommé Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Décret du 26 mars 2007 [J.O. du 27 mars 2007] (p. 5642)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM : transports aériens. Jeunes, passeport mobilité, financement [4 octobre 2006] (p. 5775)

Mme Juliana Rimane. Outre-mer. Logement. Logement social [17 octobre 2006] (p. 6185)

M. Victorin Lurel. Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM) : Polynésie française. Ordre public [24 octobre 2006] (p. 6478)

M. Philippe Folliot. Outre-mer. DOM : Guyane. Sécurité publique [25 octobre 2006] (p. 6549)

M. Gérard Grignon. Outre-mer. Collectivité territoriale : Saint-Pierre-et-Miquelon. Relations internationales, droit international, plateau continental, exploitation [25 octobre 2006] (p. 6554)

M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : assurances. Catastrophes naturelles, attitude des compagnies d'assurance [29 novembre 2006] (p. 8272)

Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM : La Réunion. Politique économique, observatoire des prix et des revenus, mise en place [5 décembre 2006] (p. 8518)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Martinique. Transports, politique des transports [23 janvier 2007] (p. 568)

Mme Béatrice Vernaudon. Outre-mer. Environnement. Politique dans le Pacifique sud [23 janvier 2007] (p. 568)

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Jean-Christophe Lagarde : répond que c'est au Président de la République d'apprécier l'opportunité de convoquer un Congrès du Parlement pour modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie et le mode de scrutin en Polynésie française. [14 novembre 2006] (p. 7371)

M. Louis-Joseph Manscour : répond qu'il ne pensait pas à M. Manscour lorsqu'il a affirmé que des parlementaires de l'opposition soutenaient en privé le budget de l'outre-mer tout en votant contre. [14 novembre 2006] (p. 7371)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****OUTRE-MER****Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)**

Ses réponses (p. 7367, 7371 à 7373)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Christophe Lagarde (cf supra) [14 novembre 2006] (p. 7371)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Louis-Joseph Manscour (cf supra) [14 novembre 2006] (p. 7371)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : bananes : Antilles (p. 7370)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 7367)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : Guadeloupe (p. 7367)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7368)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7370)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 7369)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : Guyane (p. 7370)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes : outre-mer (p. 7370)

Logement : habitat insalubre : outre-mer (p. 7369)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7368)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 7367)

Outre-mer : Guyane : lutte contre l'insécurité (p. 7369)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : budget (p. 7367)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : politique économique (p. 7367)

Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 7368)

Transports par eau : transports fluviaux : Guyane (p. 7367)

Réponses aux questions :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 7372) (M. Michel Vaxès) (p. 7372)

Outre-mer : Guadeloupe : syndicats (p. 7373) (M. Éric Jalton) (p. 7373)

Outre-mer : Mayotte : immigration clandestine (p. 7373) (M. René Dosière) (p. 7372)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : produits de la mer (p. 7372) (M. Gérard Grignon) (p. 7372)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7374)

Crédits de la mission : "Outre-mer" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 7374, 7375)

Après l'article 50

Intervient sur l'adt n° 249 du Gouvernement (prolongation d'un an et adaptations du dispositif du congé-solidarité en outre-mer) (p. 7376)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 8987)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 8989)

Constitution : révision : article 77 (p. 8988)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 8988)

Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 8990)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 8989)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 8988)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 8988)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : paix (p. 8989)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)

Avant l'article unique

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Marc Le Fur (reconnaissance des langues régionales) (p. 9012)

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Victorin Lurel (mention des collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans l'article 72-3 de la Constitution) (p. 9014)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 585)

Sa réponse (p. 639)

Thèmes :

Constitution : révision : application (p. 585)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 640)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : autonomie (p. 586, 639)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : fiscalité (p. 587, 639)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : modernisation (p. 585)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Barthélemy (p. 586, 639)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Martin (p. 586, 639)

Outre-mer : Martinique : transports (p. 640)

Outre-mer : Mayotte (p. 587, 640)

Outre-mer : Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) (p. 587)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 1er (adaptation des lois et règlements dans les départements et régions d'outre-mer - DOM-TOM)

Son intervention (p. 641)

Article 3 (dispositions organiques du statut de Mayotte)

Son intervention (p. 642 et s.)

Article 4 (statut de la collectivité d'outre mer de Saint-Barthélemy)

Son intervention (p. 646 et s.)

Article 5 (statut de la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin)

Son intervention (p. 647 et s.)

Article 6 (dispositions organiques du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 649 et s.)

Article 2 précédemment réservé (création et organisation d'une sixième partie du code général des collectivités territoriales relative aux collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 654)

Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 656 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 11 de Mme Béatrice Vernaudon (découpage en trois circonscriptions de la circonscription des Iles du Vent pour les élections à l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 664)

Intervient sur l'adt n° 12 de M. Jean-Christophe Lagarde (rétablissement du mode de scrutin antérieur à la loi organique du 27 février 2004 pour l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 666)

Intervient sur l'adt n° 270 de la commission (modification du mode de scrutin applicable au prochain renouvellement de l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 666)

Article 9 (présentation par les élus locaux des collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin des candidats à la présidence de la République - organisation du scrutin pour les élections présidentielles à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin)

Son intervention (p. 668)

Article 10 (pouvoirs des juridictions financières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 668)

Article 11 (modernisation terminologique et coordination)

Son intervention (p. 668)

Article 12 (incompatibilités applicables aux magistrats judiciaires dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie)

Son intervention (p. 668 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 464 du Gouvernement (précisions concernant l'entrée en vigueur des lois et actes administratifs à Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) (p. 669)

Article 14 (coordination)

Son intervention (p. 669)

Article 15 (constitution des nouvelles collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin)

Son intervention (p. 669)

Article 16 (modalités d'entrée en vigueur)

Son intervention (p. 669)

Article 17 (entrée en vigueur des dispositions relatives aux collectivités d'outre-mer de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 669)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 454 du Gouvernement (décrets nécessaires à la période transitoire) (p. 670)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[7 février 2007] (p. 1012)**

Son intervention (p. 1014)

Thèmes :

Elections et référendums : élections législatives : Ile de Saint-Barthélemy (p. 1014)

Ordonnances : loi d'habilitation : outre-mer (p. 1015)

Outre-mer : indemnité des élus locaux (p. 1015)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : sénateurs (p. 1015)

Outre-mer : Ile de Saint-Martin : députés (p. 1014)

Outre-mer : octroi de mer (p. 1015)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1025)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

**Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ;
[24 janvier 2007] (p. 625)**

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Article 1er (dispositions ordinaires complétant les statuts de Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 675 et s.)

Article 1er bis (création en Guyane d'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge (CCPAB))

Son intervention (p. 678)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 231 du Gouvernement (extension aux communes de Mayotte du remboursement par l'Etat de la moitié des dépenses de premier numérotage et d'adressage) (p. 679)

Intervient sur l'adt n° 233 du Gouvernement (prise en compte du transport scolaire fluvial dans le calcul de la dotation générale de décentralisation en Guyane) (p. 679)

Intervient sur l'adt n° 232 du Gouvernement (compétence de l'Etat sur les routes nationales 1 et 2 en Guyane) (p. 679)

Intervient sur l'adt n° 180 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (droit additionnel à l'octroi de mer régional à Cayenne et à Fort-de-France) (p. 679)

Article 2 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 681 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 223 du Gouvernement (coordination) (p. 683)

Article 5 bis (dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif des départements d'outre-mer, de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 683)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 217 du Gouvernement (plans de construction à l'intérieur de la zone dite "des cinquante pas géométriques" à Mayotte) (p. 684)

Article 9 (aménagement du dispositif de continuité territoriale)

Son intervention (p. 685 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 202 de M. Mansour Kamardine (adaptation pour les communes de Mayotte des règles relatives aux marchés publics) (p. 686)

Intervient sur l'adt n° 226 du Gouvernement (affectation possible des personnels des DDE transférés dans un syndicat mixte pour la gestion des routes outre-mer) (p. 686)

Article 10 (habilitations données au Gouvernement pour légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 686 et s.)

Article 11 (ratification d'ordonnances)

Son intervention (p. 689 et s.)

Article 12 (modernisations terminologiques et coordination)

Son intervention (p. 690 et s.)

Après l'article 12 ter

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Mansour Kamardine (application à Mayotte de diverses dispositions relatives aux libertés et responsabilités locales et aux règles de comptabilité publique) (p. 691)

Article 13 (abrogation de dispositions obsolètes)

Son intervention (p. 691)

Article 14 (adaptation provisoire des dispositions relatives aux sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, aux élections au conseil territorial de Saint-Martin - élections au conseil d'exploitation et à la commission administrative du service d'incendie et de secours de Mayotte)

Son intervention (p. 692)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 197 de M. Mansour Kamardine (mission de la commission de révision de l'état civil de Mayotte prorogée jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 692 et s.)

Seconde délibération

Article 1er bis (création en Guyane d'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge - CCPAB)

Son intervention (p. 693)

Son intervention à l'issue du vote (p. 694)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1024)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 1024 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1025)

Claude BARTOLONE

*Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Philippe BAS

*Ministre délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille,
puis Ministre de la santé et des solidarités*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 26 mars 2007 [27 mars 2007] (p. 5642)

Est nommé Ministre de la santé et des solidarités. Décret du 26 mars 2007 [J.O. du 27 mars 2007] (p. 5642)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

DEPOT

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007 [11 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Cécile Gallez. Santé. Maladie d'Alzheimer. Cause nationale [4 octobre 2006] (p. 5776)

M. Gilbert Biessy. Politique économique. Pouvoir d'achat. Retraités [18 octobre 2006] (p. 6252)

M. Armand Jung. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Ateliers et chantiers d'insertion, financement [25 octobre 2006] (p. 6553)

M. Jean-Pierre Nicolas. Enfants. Modes de garde. Capacités d'accueil, financement [8 novembre 2006] (p. 7102)

Mme Geneviève Colot. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale ; logement. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005, application [14 novembre 2006] (p. 7359)

Mme Martine Carrillon-Couvreur. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. [14 novembre 2006] (p. 7363)

Mme Muguette Jacquaint. Politique sociale. Enfants. Pauvreté, lutte et prévention [15 novembre 2006] (p. 7468)

Mme Martine Aurillac. Famille. Familles recomposées. Nouveau conjoint, statut [22 novembre 2006] (p. 7883)

M. Albert Facon. Enfants. Politique de l'enfance. [22 novembre 2006] (p. 7883)

M. Jean-Michel Ferrand. Handicapés. Etablissements. Création, financement [29 novembre 2006] (p. 8270)

M. Pierre Cardo. Enfants. Modes de garde. Financement, aides de l'État [29 novembre 2006] (p. 8272)

M. Alain Gest. Personnes âgées. Journée de solidarité. Mise en œuvre [5 décembre 2006] (p. 8516)

M. Olivier Jardé. Santé. Jeunes. Obésité, lutte et prévention [6 décembre 2006] (p. 8604)

M. Jean-Paul Bacquet. Santé. Accès aux soins. CMU, bénéficiaires [6 décembre 2006] (p. 8607)

M. Claude Leteurtre. Personnes âgées. Foyers-logements. Normes de sécurité, réglementation [13 décembre 2006] (p. 8981)

Mme Michèle Tabarot. Famille. Adoption. Pupilles de l'État, développement [13 décembre 2006] (p. 8987)

M. Patrick Roy. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation, délais [20 décembre 2006] (p. 9221)

Mme Valérie Pécresse. Enfants. Réglementation. Projet de loi réformant la protection de l'enfance, contenu [9 janvier 2007] (p. 37)

Mme Cécile Gallez. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Plan solidarité grand âge [10 janvier 2007] (p. 116)

Mme Christine Boutin. Famille. Politique familiale. [16 janvier 2007] (p. 303)

M. Jean-Pierre Door. Famille. Politique familiale. Petite enfance, métiers, développement [23 janvier 2007] (p. 565)

M. Jean-Marie Le Guen. Sécurité publique. Réglementation. Prévention de la délinquance, projet de loi, contenu, santé mentale [31 janvier 2007] (p. 853)

M. Gilbert Biessy. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. [6 février 2007] (p. 950)

M. Serge Blisko. Sécurité publique. Réglementation. Prévention de la délinquance, projet de loi, contenu, santé mentale [13 février 2007] (p. 1117)

M. Gérard Cherpion. Handicapés. Emplois réservés. Fonction publique [13 février 2007] (p. 1118)

M. Jean-Marie Rolland. Politique économique. Pouvoir d'achat. Retraités [14 février 2007] (p. 1178)

M. Richard Mallié. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. [20 février 2007] (p. 1323)

Mme Muguette Jacquaint. Prestations familiales. Allocation de parent isolé. Conditions d'attribution [21 février 2007] (p. 1414)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Bernard Madrelle. Voirie. Agglomération bordelaise. [5 décembre 2006] (p. 8503)

M. Michel Charzat. Audiovisuel et communication. Jeux vidéo. Développement, aides de l'État [5 décembre 2006] (p. 8505)

M. Gérard Lorgeoux. Etablissements de santé. Fonctionnement. Pôle de santé public-privé, Morbihan [5 décembre 2006] (p. 8501)

M. Philippe Armand Martin. Personnes âgées. Revendications. [5 décembre 2006] (p. 8500)

M. André Schneider. Enseignement : personnel. Enseignants. Voyages scolaires, accompagnateurs, frais, prise en charge [5 décembre 2006] (p. 8504)

M. Jean-Luc Warsmann. Sécurité routière. Permis de conduire. Examen, Ardennes [5 décembre 2006] (p. 8502)

M. Christian Decocq. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Contrats urbains de cohésion sociale, mise en œuvre [9 janvier 2007] (p. 18)

M. Richard Mallié. Santé. Maladies rares. Prise en charge, cystinurie [9 janvier 2007] (p. 20)

M. Jean-Marc Roubaud. Enseignement supérieur. Professions de santé. Sages-femmes, réforme [9 janvier 2007] (p. 24)

M. Axel Poniatowski. Etablissements de santé. Etablissements privés. Fondation Chantepie-Mancier, situation financière, L'Isle-Adam [9 janvier 2007] (p. 19)

M. Jean-Claude Thomas. Enseignement supérieur. Professions de santé. Masseurs-kinésithérapeutes, institut de formation, création, Reims [9 janvier 2007] (p. 19)

M. Armand Jung. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Aides soignants, Bas-Rhin [9 janvier 2007] (p. 21)

M. Gilles Artigues. Automobiles et cycles. Pièces et équipements. SCEMM, emploi et activité, Saint-Étienne [9 janvier 2007] (p. 25)

M. François Liberti. Enseignement supérieur. Professions de santé. Sages-femmes, réforme [16 janvier 2007] (p. 274)

M. Francis Hillmeyer. Impôt sur le revenu. Politique fiscale. Cotisations d'assurance complémentaire, retraités [16 janvier 2007] (p. 272)

M. David Habib. Etablissements de santé. Hôpitaux. Service de chirurgie, fermeture, conséquences, Orthez [16 janvier 2007] (p. 273)

M. Jean-Marie Rolland. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Permanence des soins, financement [16 janvier 2007] (p. 271)

Mme Valérie Pecresse. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé [16 janvier 2007] (p. 271)

M. Didier Quentin. Pharmacie et médicaments. Officines. Services de garde, organisation, zones rurales [16 janvier 2007] (p. 275)

M. Christophe Masse. Etablissements de santé. Centre gérontologique départemental. Effectifs de personnel, Marseille [30 janvier 2007] (p. 728)

Mme Sylvie Andrieux. Pharmacie et médicaments. Pharmaciens. Pouvoir d'achat [30 janvier 2007] (p. 727)

M. Robert Diat. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Saint-Géréon [30 janvier 2007] (p. 726)

M. Jean-Pierre Grand. Professions sociales. Assistants maternels. Durée du travail, réglementation [30 janvier 2007] (p. 725)

M. Philippe Pemezec. Santé. Politique de la santé. Maisons médicales de garde, financement [30 janvier 2007] (p. 724)

Mme Henriette Martinez. Handicapés. Enfants. Pôle enfance, Gap, financement [30 janvier 2007] (p. 725)

M. Maxime Gremetz. Etablissements de santé. CHU. Restructuration, conséquences, Amiens [30 janvier 2007] (p. 722)

M. Marc Reymann. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Plan solidarité grand âge [30 janvier 2007] (p. 723)

M. Bernard Derosier. Handicapés. Etablissements. Maisons départementales des personnes handicapées [13 février 2007] (p. 1084)

M. Jean-Pierre Abelin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Châtelleraut et Loudun [13 février 2007] (p. 1086)

Mme Muguette Jacquaint. Communes. Administration. Services d'hygiène et de sécurité, fonctionnement, Seine-Saint-Denis [13 février 2007] (p. 1087)

M. Étienne Blanc. Handicapés. Formation professionnelle. Réglementation [13 février 2007] (p. 1087)

M. Louis Cosyns. Etablissements de santé. Centres hospitaliers spécialisés. Accueil familial thérapeutique, financement [13 février 2007] (p. 1088)

Mme Michèle Tabarot. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé [13 février 2007] (p. 1089)

M. Jean-Paul Dupré. Santé. Aide médicale urgente. SMUR, Quillan [20 février 2007] (p. 1297)

Mme Cécile Gallez. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, Valenciennes [20 février 2007] (p. 1294)

M. Jean-Yves Cousin. Etablissements de santé. Schéma d'organisation sanitaire. Représentants des usagers, frais de transport, prise en charge [20 février 2007] (p. 1293)

M. Philippe Armand Martin. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. [20 février 2007] (p. 1291)

M. Mansour Kamardine. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte. Accès aux soins, carte vitale [20 février 2007] (p. 1292)

M. Daniel Paul. Etablissements de santé. Etablissements publics. Groupe hospitalier du Havre, fonctionnement, financement [20 février 2007] (p. 1295)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6497)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6515)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6526)

Sa réponse (p. 6572)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6583)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6500 et 6577)

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 6583)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 6573 et 6576)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6575, 6576)

Démographie : pyramide des âges (p. 6499)

Emploi : seniors (p. 6575)

Enfants : crèches et garderies (p. 6498 et 6574)

Enfants : politique de l'enfance (p. 6498)

Entreprises : charges : exonérations (p. 6573)

Famille : naissances (p. 6573)

Famille : politique familiale (p. 6574, 6575)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 6572)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 6498)

Logement : logement social (p. 6574)

Logement : aides et prêts : logement social (p. 6515)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 6574)
 Personnes âgées : dépendance (p. 6497)
 Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 6497, 6498 et 6577)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 6497)
 Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 6497 et 6577)
 Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 6576)
 Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 6576)
 Politique sociale : solidarité (p. 6577)
 Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 6515, 6574)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 6498)
 Professions de santé : démographie (p. 6578)
 Professions de santé : chirurgiens (p. 6577)
 Professions de santé : médecin traitant (p. 6576)
 Professions de santé : médecins généralistes (p. 6573)
 Professions sociales : création d'emplois (p. 6498)
 Retraites : généralités : réforme (p. 6499)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 6498, 6499)
 Retraites : régime agricole : majorations des pensions (p. 6577)
 Santé : accès aux soins (p. 6573)
 Santé : soins : remboursement (p. 6526)
 Sécurité sociale : compensations financières (p. 6573)
 Sécurité sociale : ressources (p. 6499)
 Sécurité sociale : déficit (p. 6497 et s., 6515, 6526)
 Sécurité sociale : financement (p. 6497 et s., 6515, 6572)
 Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 6499, 6500, 6515)
 Sécurité sociale : organisation (p. 6575)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 4 (rectification du montant de la dotation et du plafond de dépenses du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV)

Son intervention (p. 6592)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 321 de M. Bruno Gilles (extension de l'accès au régime social des étudiants pour les étudiants pourvus d'un emploi salarié) (p. 6598)

Article 6 (rectification pour 2006 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale – rectification pour 2006 des prévisions de recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6598)

Article 10 (assiette des cotisations et contributions sociales des professions indépendantes)

Son intervention (p. 6600)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 78 de Mme Jacqueline Fraysse (instauration d'une cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et des ménages) (p. 6602)

Intervient sur l'adit n° 17 de la commission des finances (extension de l'assiette de CSG et de CRDS à l'ensemble des revenus d'origine non déterminée) (p. 6602)

Intervient sur l'adit n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse (instauration d'une contribution sociale sur les bénéficiaires des entreprises) (p. 6603)

Intervient sur l'adit n° 76 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation du taux de cotisation sociale des entreprises en fonction de la part des salaires dans la valeur ajoutée) (p. 6604)

Après l'article 11

Intervient sur l'adit n° 94 de la commission (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Intervient sur l'adit n° 84 de M. Jean-Luc Prével (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Intervient sur l'adit n° 92 de M. Patrick Beaudouin (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6608 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adit n° 19 de la commission des finances (limitation des exonérations de cotisations sociales ; contribution du comité d'entreprise à l'acquisition des chèques-vacances) (p. 6626)

Intervient sur l'adit n° 347 de M. Bruno Gilles (institution d'un départ à la retraite décidé en commun ouvrant droit au régime fiscal et social de la mise à la retraite) (p. 6628, 6630)

Article 14 (affectation à la CNAMTS de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges)

Son intervention (p. 6632 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adit n° 268 de M. Jean-Marie Le Guen (augmentation de 2% à 6% du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine) (p. 6633)

Article 15 (affectation des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance-vie au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6634 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adit n° 100 de la commission (simplification du cadre de gestion des avoirs financiers du fonds de réserve pour les retraites) (p. 6636)

Intervient sur l'adit n° 22 de la commission des finances (simplification du cadre de gestion des avoirs financiers du fonds de réserve pour les retraites) (p. 6636)

Article 16 (modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements)

Son intervention (p. 6636)

Après l'article 19

Intervient sur l'adit n° 176 de M. Pierre-Christophe Baguet (alignement du régime fiscal et social de l'indemnité de départ à la retraite sur celui de l'indemnité de mise à la retraite) (p. 6647)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 448 de M. Yves Censi (alignement de règles d'exonération de cotisations sociales du code rural sur celles du code de la sécurité sociale) (p. 6656)

Intervient sur l'adt n° 103 de la commission (habilitation des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales à la vérification de l'assiette des cotisations des régimes de retraite complémentaire et des contributions d'assurance chômage) (p. 6657)

Intervient sur les sous-ads n°s 446 et 447 du Gouvernement (de précision) à l'adt n° 103 de la commission (p. 6657)

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son intervention (p. 6658)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 309 de M. Bruno Gilles (exonération de cotisations sociales des cotisations de retraites complémentaires prises en charge par l'employeur) (p. 6660)

Article 23 et annexe C (prévisions pour 2007 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 6662)

Article 24 (prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale)

Son intervention (p. 6662)

Article 25 (prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre du régime général)

Son intervention (p. 6663)

Article 28 (autorisation donnée à l'ACOSS d'émettre des titres de créances négociables)

Son intervention (p. 6663)

Article 29 (règles d'inscription du privilège)

Son intervention (p. 6663)

Article 30 (dématérialisation des déclarations et des paiements de cotisations, contributions ou taxes sociales)

Son intervention (p. 6664)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 151 du Gouvernement (réforme du mode d'approbation des comptes des organismes de sécurité sociale) (p. 6664)

Intervient sur l'adt n° 150 du Gouvernement (aménagement du statut de la caisse de sécurité sociale de Mayotte) (p. 6664)

Article 9 et annexe B précédemment réservés (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son intervention (p. 6665 et s.)

Article 32 (définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail)

Son intervention (p. 6667)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 460 du Gouvernement (aide à l'installation des médecins ou chirurgiens-dentistes) (p. 6690)

Section 4 : Dispositions relatives aux dépenses de la branche famille

Son intervention (p. 6705)

Article 64 (report de la date de versement de l'allocation de base de la PAJE)

Son intervention (p. 6706 et s.)

Article 65 (possibilité de partage des allocations familiales entre les parents séparés en cas de garde alternée des enfants)

Son intervention (p. 6708)

Article 66 (création du congé de soutien familial)

Son intervention (p. 6709)

Article 67 (création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active)

Son intervention (p. 6710)

Article 41 précédemment réservé (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son intervention (p. 6710 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 255 précédemment réservé de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur le reclassement des techniciens de laboratoire en catégorie B) (p. 6713)

Article 42 précédemment réservé (répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée)

Son intervention (p. 6714 et s.)

Article 43 précédemment réservé (création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6716 et s.)

Article 44 précédemment réservé (amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6719)

Article 45 précédemment réservé (conventions entre les pharmaciens d'officine et les EHPAD ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur – forfaits soins de ces EHPAD – accès du médecin coordonnateur des EHPAD au dossier médical personnel des résidents)

Son intervention (p. 6721)

Article 46 précédemment réservé (gestion des crédits de promotion des actions innovantes et de renforcement de la professionnalisation par la CNSA)

Son intervention (p. 6722)

Article 47 précédemment réservé (exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans)

Son intervention (p. 6722)

Après l'article 47

Intervient sur l'adt n° 295 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la lutte contre la toxicomanie) (p. 6723)

Intervient sur l'adt n° 307 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prél (vote annuel par le Parlement des priorités en matière de santé à partir des propositions de la Conférence nationale de la santé) (p. 6723)

Intervient sur l'adt n° 350 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prével (débat annuel organisé au Parlement sur l'actualisation et l'évaluation des priorités en matière de santé) (p. 6723)

Article 51 précédemment réservé (création d'un Fonds de prévention des risques sanitaires -FPRS)

Son intervention (p. 6725)

Article 54 précédemment réservé (assouplissement des règles de cumul emploi-retraite)

Son intervention (p. 6730)

Après l'article 55

Intervient sur l'adt n° 146 précédemment réservé de M. Yves Censi (amélioration des petites retraites agricoles) (p. 6731)

Article 57 précédemment réservé (affiliation des moniteurs de ski à l'assurance vieillesse obligatoire des professions libérales)

Son intervention (p. 6732)

Avant l'article 60

Intervient sur l'adt n° 40 précédemment réservé de la commission des finances (extension de la lutte contre les abus en matière de frais de transport ou d'indemnités journalières) (p. 6733)

Article 60 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 6734 et s.)

Après l'article 69

Intervient sur l'adt n° 443 du Gouvernement (contrôle des conditions d'ouverture de droits à prestations pour les personnes résidant à l'étranger) (p. 6737)

Intervient sur l'adt n° 442 rectifié du Gouvernement (renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources) (p. 6737)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Sa réponse (p. 8181)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : équilibre financier (p. 8181)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 8181)

Politique sociale : handicapés (p. 8181)

Politique sociale : personnes âgées (p. 8181)

Sécurité sociale : financement (p. 8181)

Syndicats : représentativité (p. 8181)

Travail : négociations (p. 8181)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8182 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8189)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7308)

Ses réponses (p. 7311 à 7315)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle (p. 7310)

Enfants : crèches et garderies (p. 7309)

Famille : politique familiale (p. 7309)

Handicapés : dépendance (p. 7310)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 7310)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 7310)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7310)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 7310)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 7310)

Politique sociale : crédits (p. 7308 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7309)

Prestations familiales : contrôle (p. 7310)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7309)

Produits dangereux : amiante (p. 7311)

Travail : femmes (p. 7309)

Réponses aux questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : enfants (p. 7318) (Mme Hélène Mignon) (p. 7317)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 7315) (Mme Jacqueline Fraysse) (p. 7314)

Handicapés : allocations et ressources (p. 7313) (M. Patrick Braouezec) (p. 7312)

Handicapés : emplois réservés (p. 7312) (M. Francis Vercamer) (p. 7312)

Politique sociale : centres d'action sociale : financement (p. 7311) (M. Francis Vercamer) (p. 7311)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7318)

Article 55 (alignement du forfait logement de l'allocation de parent isolé - API - sur celui du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son intervention (p. 7318)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Ses observations : rappelle que la dissolution d'une association suppose une procédure contradictoire afin que chacun puisse présenter sa défense. Le ministre de l'intérieur répondra aux questions sur ce sujet lorsque l'ordre du jour le permettra [27 novembre 2006] (p. 8099)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 673 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (compétence territoriale du département en matière de prévention spécialisée) (p. 8100)

Intervient sur l'adt n° 708 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (échange d'informations pour la protection des mineurs en danger entre le président du conseil général et l'autorité judiciaire) (p. 8101)

Intervient sur l'adt n° 709 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (informations confidentielles recueillies par le maire communicables uniquement aux professionnels tenus au secret ou aux magistrats) (p. 8104)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8113 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 700 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (suppression du contrat de responsabilité parentale) (p. 8141)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 8146 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 682 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (partage du secret professionnel en matière de protection de l'enfance) (p. 8204 et s.)

Intervient sur l'adt n° 684 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (organisation territoriale de leurs services par les présidents de conseils généraux en matière d'action sociale et de protection de l'enfance pour assurer la coordination avec les maires) (p. 8208)

Intervient sur l'adt n° 371 précédemment réservé de M. Nicolas Perruchot (statut de la profession de correspondant de nuit) (p. 8208)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Ses interventions (p. 8212 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 686 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (suppression de la procédure de transaction proposée par le maire en réparation d'un préjudice) (p. 8213)

Intervient sur l'adt n° 129 précédemment réservé de M. Pierre Cardo (saisine du juge des enfants par le maire en cas de carence du président du conseil général) (p. 8214)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9051)

Son intervention (p. 9051)

Sa réponse (p. 9059)

Thèmes :

Professions de santé : exercice de la profession (p. 9059)

Professions de santé : infirmiers (p. 9051, 9059, 9060)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 9051, 9059, 9060)

Santé : droits du malade (p. 9059)

Santé : soins palliatifs (p. 9059)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9060)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son intervention (p. 9061 et s.)

Article 6 (dispositions de coordination relatives au contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale)

Intervient sur l'adt n° 12 de Mme Catherine Génisson (p. 9065)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 39)

Sa réponse (p. 64)

Thèmes :

Départements : dépenses : protection de la famille et de l'enfance (p. 39, 65, 66)

Départements : présidents de conseil général (p. 41)

Enfants : droits de l'enfant (p. 39 et s., 64 et s.)

Enfants : enfants accueillis (p. 39, 41)

Enfants : mauvais traitements (p. 39 et s., 64)

Enfants : politique de l'enfance (p. 39 et s., 64 et s.)

Enfants : protection maternelle et infantile (PMI) (p. 40)

Enseignement : élèves : protection de la famille et de l'enfance (p. 40)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 40, 66)

Famille : parents : responsabilité (p. 66)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 39 et s., 64 et s.)

Justice : droits de l'enfant (p. 41, 64)

Politique sociale : aide sociale : enfants (p. 40 et s.)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 65, 66)

Professions sociales : secret professionnel (p. 41)

Santé : santé publique : enfants (p. 66)

Télécommunications : Internet : protection de la famille et de l'enfance (p. 64, 67)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 39 de Mme Patricia Adam (changement de terminologie, notamment substitution du terme "accueil" au terme "placement") (p. 72)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son intervention (p. 73 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 285 de la commission (dispositions de coordination dans le code de l'éducation) (p. 84)

Article 2 (élargissement des missions de la politique de protection de l'enfance à la prévention des risques de danger pour l'enfant)

Son intervention (p. 84 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 172 de Mme Muguette Jacquaint (protection des mineurs étrangers recueillis en France en vertu d'une décision judiciaire de kafala de droit coranique) (p. 88)

Article 3 (assouplissement des conditions de dispense de l'obligation alimentaire)

Son intervention (p. 88)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 173 de Mme Muguette Jacquaint (assouplissement des conditions d'octroi de la nationalité ou d'une carte de séjour temporaire pour les jeunes étrangers scolarisés en France) (p. 89)

Intervient sur l'adt n° 204 de Mme Michèle Tabarot (saisine du tribunal de grande instance par le président du conseil général en vue d'un prononcé d'abandon) (p. 89)

Intervient sur l'adt n° 56 de Mme Patricia Adam (conditions de cessation de l'obligation alimentaire envers les parents naturels en cas d'adoption simple) (p. 89)

Intervient sur l'adt n° 174 de Mme Muguette Jacquaint (accès au placement rapide pour les enfants étrangers isolés se trouvant en zone d'attente) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 55 de Mme Patricia Adam (maintien sur le territoire français des enfants étrangers scolarisés et de leurs parents ainsi que des jeunes étrangers confiés au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 175 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction du placement des mineurs étrangers en centre de rétention administrative) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 9 rectifié de la commission (réglementation de l'installation des établissements vendant des objets à caractère pornographique) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 286 de la commission (compétences du Défenseur des enfants) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 283 de la commission (modalités de la saisine du Défenseur des enfants) (p. 91)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 228 de Mme Geneviève Levy (droit réciproque en matière de relations personnelles entre l'enfant et ses ascendants) (p. 91)

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (droit de l'enfant à entretenir des relations personnelles avec ses ascendants) (p. 91)

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son intervention (p. 92 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 222 de Mme Patricia Adam (extension au PACS de la règle de dévolution de l'autorité parentale en cas de mariage entre l'adoptant et le parent de l'adopté) (p. 97)

Intervient sur l'adt n° 13 rectifié de la commission (droits de l'enfant ayant la capacité de discernement en matière de saisine du juge des affaires familiales sur les conditions d'exercice de l'autorité parentale) (p. 97)

Intervient sur l'adt n° 125 corrigé de M. Georges Fenech (désignation d'un avocat chargé de défendre un mineur sous emprise sectaire dans les procédures de reconnaissance de droit de visite ou de garde ou les procédures pénales) (p. 98)

Intervient sur le sous-adt n° 273 de la commission (désignation de l'avocat "si nécessaire" dans la procédure civile) à l'adt n° 125 corrigé de M. Georges Fenech (p. 98)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Patrick Delnatte (conditions de saisine, par un mineur, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP)) (p. 117)

Intervient sur l'adt n° 217 de Mme Patricia Adam (possibilité pour les mineurs étrangers dont la loi personnelle prohibe l'adoption de bénéficier du droit commun en matière d'adoption) (p. 120)

Intervient sur l'adt n° 218 de Mme Patricia Adam (impossibilité de bénéficier de l'adoption plénière pour les mineurs étrangers

ressortissants d'un Etat prohibant cette institution ; possibilité de bénéficier, en revanche, de l'adoption simple) (p. 122)

Intervient sur l'adt n° 274 de la commission (impossibilité de bénéficier de l'adoption plénière pour les mineurs étrangers ressortissants d'un Etat prohibant cette institution ; possibilité de bénéficier, en revanche, de l'adoption simple) (p. 122)

Intervient sur l'adt n° 219 de Mme Patricia Adam (possibilité pour les mineurs originaires d'un Etat prohibant l'adoption de bénéficier du droit commun en matière d'adoption en cas d'acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité) (p. 123)

Intervient sur l'adt n° 220 de Mme Patricia Adam (accès à la délivrance d'un titre de séjour pour les enfants étrangers recueillis par des Français selon une décision de kafala judiciaire) (p. 123)

Intervient sur l'adt n° 221 de Mme Patricia Adam (possibilité de réclamer la nationalité française pour les enfants étrangers recueillis par des Français selon une décision de kafala judiciaire) (p. 124)

Article 5 (signalement des mineurs en danger)

Son intervention (p. 124 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 227 de M. Serge Blisko (accès à la carte de séjour temporaire portant la mention "vie privée et familiale" pour les étrangers atteignant leur majorité et préalablement confiés après 16 ans au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 131)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Son intervention (p. 132 et s.)

Article 7 (secret professionnel partagé)

Son intervention (p. 139 et s.)

Article 8 (création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance)

Son intervention (p. 140 et s.)

Article 9 (l'accueil de jour comme forme nouvelle de placement judiciaire)

Son intervention (p. 142 et s.)

Article 10 (information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection)

Son intervention (p. 143 et s.)

Article 11 (engagements réciproques des parents et du service de l'aide sociale à l'enfance au sujet de la prise en charge du mineur)

Son intervention (p. 144)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 95 de Mme Patricia Adam (suppression du contrat de responsabilité parentale permettant la suppression des allocations familiales aux familles défaillantes) (p. 145)

Intervient sur l'adt n° 153 de Mme Muguette Jacquaint (suppression du contrat de responsabilité parentale permettant la suppression des allocations familiales aux familles défaillantes) (p. 145)

Article 12 (création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial)

Son intervention (p. 145 et s.)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Son intervention (p. 153 et s.)

Article 14 (organisation des établissements en unités de vie distinctes en fonction des motifs du placement)

Son intervention (p. 160)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 268 du Gouvernement (décompte du temps de travail des permanents des lieux de vie) (p. 161)

Article 15 (obligation de formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance à la problématique de l'enfance en danger)

Son intervention (p. 161)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission (rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en oeuvre de la convention internationale relative aux droits de l'enfant) (p. 162)

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Claude Leteurtre (transfert au président du conseil général de la tutelle des pupilles de l'Etat) (p. 162)

Intervient sur l'adt n° 115 de Mme Patricia Adam (participation de l'autorité judiciaire à la définition des orientations de la politique départementale de protection de l'enfance) (p. 162)

Article 16 (dispositions transitoires pour organiser les modes d'accueil séparés dans les établissements)

Son intervention (p. 162)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 201 de M. Claude Leteurtre (extension du bénéfice de l'accueil collectif à caractère éducatif à tout enfant de moins de six ans y ayant déjà été inscrit) (p. 162)

Intervient sur l'adt n° 117 de Mme Patricia Adam (compensation pour les départements des charges financières induites par leurs nouvelles responsabilités en matière de protection de l'enfance) (p. 163)

Intervient sur l'adt n° 118 de Mme Patricia Adam (compensation pour les départements des charges financières induites par leurs nouvelles responsabilités en matière de protection de l'enfance) (p. 163)

Article 17 (création d'un fonds de financement de la protection de l'enfance pour compenser les charges de la mise en œuvre du projet de loi)

Son intervention (p. 163 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 122 de Mme Patricia Adam (recherche de l'existence ou non d'une reconnaissance paternelle anténatale en cas d'accouchement sous X) (p. 165)

Intervient sur l'adt n° 186 de Mme Muguette Jacquaint (substitution du terme d' "accueil" à celui de "placement" d'enfants pour désigner la prise en charge d'enfants) (p. 165)

Intervient sur l'adt n° 307 du Gouvernement (reconnaissance de la qualification professionnelle des ressortissants européens souhaitant accéder aux métiers du travail social) (p. 165)

Intervient sur l'adt n° 301 de la commission (délégation parentale à un tiers pour les actes de la vie courante relatifs à la surveillance et à l'éducation de l'enfant) (p. 166)

Intervient sur l'adt n° 302 rectifié de la commission (répression de la pédo-pornographie sur Internet) (p. 168)

Intervient sur l'adt n° 306 de la commission (possibilité de reporter une partie du congé de maternité après la naissance de l'enfant) (p. 170)

Intervient sur l'adt n° 264 du Gouvernement (base légale de la commission en charge d'autoriser l'emploi des mineurs dans les entreprises de spectacle ou de mannequinat) (p. 172)

Intervient sur l'adt n° 38 rectifié de la commission (création d'une Délégation parlementaire aux droits de l'enfant dans chacune des deux assemblées du Parlement) (p. 172)

Intervient sur l'adt n° 127 de M. Georges Fenech (contrôle des motivations du choix de l'enseignement à distance) (p. 174)

Intervient sur l'adt n° 310 de la commission (limitation du nombre de familles autorisées à donner en commun une instruction à domicile de leurs enfants) (p. 174)

Intervient sur l'adt n° 128 de M. Georges Fenech (obligation d'utiliser les instruments pédagogiques du Centre national d'enseignement à distance ou d'organismes privés agréés pour les familles pratiquant l'instruction à domicile) (p. 174)

Intervient sur l'adt n° 129 de M. Georges Fenech (entrée en vigueur dès la rentrée scolaire de 2007 du dispositif concernant l'enseignement à distance) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Georges Fenech (nouveau chapitre : "Les organismes de soutien scolaire" au sein du code de l'éducation) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 130 de M. Georges Fenech (qualification des directeurs des organismes privés d'enseignement à distance) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 131 de M. Georges Fenech (régime des incapacités relatives à l'exercice de fonctions au sein d'un organisme privé d'enseignement à distance) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Georges Fenech (régime des incapacités relatives à l'exercice des fonctions de directeur d'un organisme de soutien scolaire) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 134 de M. Georges Fenech (nouveau titre : "Dispositions relatives à l'éducation" au sein du projet de loi) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 240 de M. Serge Blisko (suppression de l'opposition administrative aux donations entre vifs ou par testament au profit de fondations, congrégations et associations) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Georges Fenech (répression des actes visant à empêcher un mineur d'accéder à une éducation permettant son insertion sociale) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Serge Blisko (répression de l'enfermement social des mineurs) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Georges Fenech (répression du défaut de déclaration d'une naissance) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Serge Blisko (sanctions applicables en cas de défaut de déclaration d'une naissance) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Philippe Vuilque (ouverture à compter de la majorité de la victime du délai de prescription en matière d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse commis contre un mineur dans le cadre d'une organisation sectaire) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 137 de M. Georges Fenech (ouverture à compter de la majorité de la victime du délai de prescription en matière d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse commis contre un mineur dans le cadre d'une organisation sectaire) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Georges Fenech (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 190 de M. Claude Leteurtre (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 141 de M. Georges Fenech (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Philippe Vuilque (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 142 de M. Georges Fenech (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 211 de M. Philippe Vuilque (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'ad n° 140 de M. Georges Fenech (renforcement des dispositions permettant de poursuivre les mouvements sectaires faisant du prosélytisme envers la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'ad n° 210 de M. Philippe Vuilque (renforcement des dispositions permettant de poursuivre les mouvements sectaires faisant du prosélytisme envers la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'ad n° 212 de M. Philippe Vuilque (répression de la publicité des mouvements sectaires sur Internet) (p. 178)

Intervient sur l'ad n° 213 de M. Philippe Vuilque (enquête sur les délits commis par voie électronique contre les mineurs et personnes vulnérables) (p. 178)

Intervient sur l'ad n° 143 de M. Georges Fenech (nouveau titre : "Protection des enfants contre les dérives sectaires" au sein du projet de loi) (p. 178)

Intervient sur l'ad n° 232 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 179)

Intervient sur l'ad n° 234 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 179)

Intervient sur l'ad n° 241 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 179)

Intervient sur l'ad n° 235 de M. Bruno Gilles (prévention de l'accès aux activités de jeu d'argent illégales par voie électronique) (p. 179)

Intervient sur l'ad n° 269 du Gouvernement (abrogation de la condition de nationalité pour le bénéfice de la carte famille nombreuse SNCF) (p. 179)

Intervient sur l'ad n° 308 du Gouvernement (application outre-mer) (p. 180)

Titre

Son intervention (p. 180)

Seconde délibération

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son intervention (p. 180)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Son intervention (p. 180)

Article 27 (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales)

Son intervention (p. 181)

Son intervention à l'issue du vote (p. 184)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1496)

Sa réponse (p. 1502)

Thèmes :

Départements : action sociale : dépenses (p. 1503)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1502, 1503)

Enfants : mauvais traitements (p. 1502, 1503)

Enfants : politique de l'enfance (p. 1502, 1503)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 1503)

Famille : adoption (p. 1503)

Famille : familles monoparentales (p. 1503)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1504)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 249)

Son intervention (p. 249)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 251)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 254)

Sa réponse (p. 256)

Thèmes :

Professions de santé : diététiciens (p. 249)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 249, 256)

Professions de santé : exercice illégal de la profession (p. 249)

Professions de santé : médecins : rémunération (p. 250, 256)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 249, 256)

Santé : accès aux soins (p. 249, 256)

Santé : données médicales (p. 249)

Santé : maladies mentales (p. 249, 256)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 256)

Article 13 (création d'un nouveau secteur tarifaire ouvert aux médecins relevant de certaines spécialités)

Son intervention (p. 257)

Article 14 (modalités de mise en œuvre du dossier médical personnel)

Son intervention (p. 257)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 340)

Sa réponse (p. 358)

Thèmes :

Associations : action sociale (p. 342)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : maladie d'Alzheimer (p. 340)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 341)

Déchéances et incapacités : mandat de protection future (p. 341)

Déchéances et incapacités : tutelle : contrôle (p. 341)

Déchéances et incapacités : tutelle : financement public (p. 341)

Déchéances et incapacités : tutelle : prestations sociales (p. 341)

Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 340)

Départements : action sociale : tutelle (p. 342)

Handicapés : mandat de protection future (p. 341)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 448 et s.)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 454 et s.)

Article 10 (insertion des services de tutelles dans la nomenclature des établissements sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation)

Son intervention (p. 457)

Article 11 (compétences en matière de tarification des services mandataires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 457 et s.)

Article 12 (financement de la protection judiciaire des majeurs)

Son intervention (p. 458)

Article 13 (coordinations en matière de droits des majeurs protégés usagers de services sociaux et médico-sociaux tutélaires)

Son intervention (p. 458)

Article 14 (régime juridique de l'activité des personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 459 et s.)

Article 15 (sanctions pénales des infractions au régime juridique des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 461)

Article 16 (règles applicables aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs dans les hôpitaux et les structures de soins psychiatriques)

Son intervention (p. 461)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 182 rectifié de la commission (conditions d'exercice et financement de l'activité de délégué aux prestations familiales) (p. 461)

Intervient sur l'adt n° 183 de la commission (personnes exerçant une mesure de protection juridique à titre non professionnel) (p. 461)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 184 de la commission (coordination) (p. 461 et s.)

Intervient sur l'adt n° 331 de M. Maxime Gremetz (coordination) (p. 461 et s.)

Article 19 (approfondissement du contrôle des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 462)

Article 20 (coordination)

Son intervention (p. 462)

Article 21 (contrats d'assurance sur la vie d'un majeur en tutelle ou en curatelle)

Son intervention (p. 462 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 197 de M. Pierre-Louis Fagniez (fin de la compétence du juge des tutelles pour autoriser une recherche biomédicale sur une personne majeure non protégée hors d'état de manifester son consentement) (p. 463)

Article 23 (prorogation de l'échéancier d'expérimentation du financement par dotation globale)

Son intervention (p. 464)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 291 du Gouvernement (inscription des mentions relatives à la nationalité sur les extraits d'acte de naissance) (p. 464)

Intervient sur l'adt n° 214 rectifié du Gouvernement (substitution du nouveau code de procédure civile à l'ancien) (p. 464)

Intervient sur l'adt n° 215 du Gouvernement (de la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions commises par des majeurs protégés) (p. 464 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 461 de M. Alain Vidalies (prescriptions prévues imposées, à peine de nullité, pour les personnes sous tutelle) à l'adt n° 215 du Gouvernement (p. 465)

Intervient sur l'adt n° 213 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n°2005-656 du 8 juin 2005 relative aux règles de fonctionnement des juridictions du contentieux de l'incapacité) (p. 465)

Intervient sur l'adt n° 216 rectifié du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation) (p. 465)

Article 24 (habilitation du Gouvernement à transposer la réforme outre-mer par voie d'ordonnance)

Son intervention (p. 465)

Article 25 (délais de mise en conformité avec les dispositions de la loi pour l'autorisation, l'agrément et la déclaration des activités tutélaires)

Son intervention (p. 465)

Article 26 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 465 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 196 de la commission (rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la mesure d'accompagnement social personnalisé) (p. 466)

Son intervention à l'issue du vote (p. 467)

Proposition de loi n° 3227 relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 541)**

Sa réponse (p. 549)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 551)

Emploi : jeunes (p. 551)

Emploi : seniors (p. 551)

Enfants : crèches et garderies (p. 550)

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 551)

Famille : naissances (p. 550, 551)

Famille : politique familiale (p. 550, 551)

Handicapés : pensions des invalides (p. 551, 552)

Handicapés : solidarité (p. 551)

Retraites : généralités : réforme (p. 549, 550)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 552)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 549 et s.)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 958)

Sa réponse (p. 965)

Thèmes :

Lois : application : décrets (p. 966)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 965)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 965, 966)

Pharmacie et médicaments : médicaments : collecte (p. 965, 966)

Santé : droits du malade (p. 965)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 965)

Santé : sécurité sanitaire (p. 965)

Union européenne : droit communautaire (p. 965)

Jacques BASCOU

*Aude (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1870, posée le 13 février 2007. Enseignement secondaire. ZEP (J.O. Questions p. 1431). Appelée le 13 février 2007. Quartier Saint-Jean-Saint-Pierre, Narbonne (p. 1100)

DEBATS

Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)

Son intervention (p. 5931)

Thèmes :

Sports : bénévolat (p. 5931)

Sports : arbitres (p. 5931, 5932)

Sports : arbitres : formation professionnelle (p. 5931)

Sports : arbitres : indépendance (p. 5931)

Sports : arbitres : missions de service public (p. 5931)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5931)

Sports : fédérations : arbitrage (p. 5932)

Sports : métiers du sport (p. 5932)

Sylvia BASSOT

*Orne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Christian BATAILLE

*Nord (22^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

DEPOT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'évaluation du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs (PNG-MDR) [6 avril 2007] (n° 3793)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Suez, fusion, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5727)

Etat. Organisation. Laïcité, rapport, conclusions [16 janvier 2007] (p. 296)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1721, posée le 28 novembre 2006. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins (J.O. Questions p. 12269). Appelée le 29 novembre 2006. Indemnisation, champ d'application (p. 8244)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Son intervention (p. 6925)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRÉ) (p. 6925)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 6924)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 6926)
 Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6925)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : privatisations (p. 6926)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6925)
 Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 6925)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6925)
 Sécurité publique : risques technologiques : contrôle (p. 6925)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6909)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6972)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6973) : rejetée (p. 6976)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6973, 6974)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 6973)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 6972)
 Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 6973)
 Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 6972)
 Energie et carburants : gaz (p. 6972)
 Energie et carburants : gaz : investissements (p. 6973)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 6973)
 Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6972)
 Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 6972)
 Energie et carburants : pétrole : prix (p. 6973)
 Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 6973)
 Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 6973)
 Energie et carburants : tarifs (p. 6974)

Jean-Claude BATEUX

*Seine-Maritime (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

François BAYROU

*Pyrénées-Atlantiques (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Liban. Situation politique [22 novembre 2006] (p. 7877)

DEBATS

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 804)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 805)
 Audiovisuel et communication : pluralisme (p. 806)
 Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 805)
 Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 804, 805)
 Audiovisuel et communication : sociétés de programme : concurrence (p. 804 et s.)
 Audiovisuel et communication : TF1 (p. 805)
 Union européenne : directives : audiovisuel et communication (p. 804)

Jean-Claude BEAUCHAUD

*Charente (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Patrick BEAUDOUIN

*Val-de-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome X : Solidarité et intégration (n° 3364) [12 octobre 2006]

Proposition de résolution n° 3399 tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale pour établir des règles de transparence concernant les groupes d'intérêts [30 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3418 portant sur l'intégration d'un dispositif de collecte, de traitement et de distribution des eaux de pluie dans toutes les constructions nouvelles de bâtiments publics appartenant à une collectivité publique [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3627 visant à encadrer les délais de paiement dans la sous-traitance industrielle [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernal [7 novembre 2006] (p. 6994)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1830, posée le 16 janvier 2007. Ministères et secrétariats d'Etat. Transports, équipement, tourisme et mer : IGN (J.O. Questions p. 416). Appelée le 16 janvier 2007. Transfert (p. 283)

*DEBATS***Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Après l'article 23

Son amendement n° 166 (policiers municipaux : obligation de servir trois ans la collectivité qui a financé leur formation) (p. 6141) : retiré (p. 6142)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007**PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 11

Son amendement n° 92 (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) : rejeté (p. 6604)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)**

Son intervention (p. 7450)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7451)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7451)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7450)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7450)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7450)

Défense : cimetières militaires (p. 7450)

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION**Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7291)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit civil : domicile (p. 7293)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 7293)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 7292, 7293)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7291 et s.)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE**Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)**

Son intervention (p. 7073)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : volontaires (p. 7075)

Enseignement : diplômés (p. 7074)

Sports : handicapés (p. 7074)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 7074)

Sports : dopage (p. 7074, 7075)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 7075)

Sports : métiers du sport (p. 7074)

Sports : sports de loisirs (p. 7074)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques**DEUXIEME LECTURE**

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 23 ter (crédit d'impôt pour les dépenses d'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux pluviales)

Son amendement n° 167 (p. 8944)

Son amendement n° 169 (p. 8944) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8945)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 9

Son amendement n° 144 rectifié (jeunes étrangers pouvant accéder de droit à la nationalité française : dispense de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration - CAI) : adopté (p. 1433)

Joël BEAUGENDRE

*Guadeloupe (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la réforme du volet interne de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane (n° E 3266) (n° 3444) [15 novembre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome IV : Outre-mer (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : assurances. Catastrophes naturelles, attitude des compagnies d'assurance [29 novembre 2006] (p. 8272)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7210)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : bananes : Antilles (p. 7211)

Agriculture : produits phytosanitaires : pollution (p. 7211)

Outre-mer : politique agricole (p. 7211)

Outre-mer : Guadeloupe : agriculture (p. 7210)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Procédure des questions :

Outre-mer : cinéma (p. 7534)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7326)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : bananes : organisation commune du marché (OCM) (p. 7328)

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 7328)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7327)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 7327)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7327)

Outre-mer : loi de programme (p. 7326)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 7327)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7326)

Outre-mer : octroi de mer (p. 7327)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 7327)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7663)

Thèmes :

Outre-mer : continuité territoriale : transports aériens (p. 7663)

Outre-mer : Guadeloupe : aéroports (p. 7663)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 632)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral : outre-mer (p. 633)

Elections et référendums : élections européennes : circonscriptions (p. 633)

Outre-mer : autonomie : Saint-Barthélemy (p. 632)

Outre-mer : autonomie : Saint-Martin (p. 632)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 633)

Outre-mer : Guadeloupe : transports (p. 633)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Article 10 (habilitations données au Gouvernement pour légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 688)

Jean-Claude BEAULIEU

*Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VII : Défense (soutien de la politique de la défense) (n° 3367) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7115)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : systèmes d'information (p. 7116)

Défense : médecine militaire (p. 7115)

Défense : militaires et assimilés : action sociale (p. 7116)

Défense : terrains militaires : cession (p. 7115)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la défense : effectifs (p. 7115)

Projet de loi n° 2277 rectifié modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 966)

Son intervention (p. 967)

Thèmes :

Défense : secret défense (p. 967, 968)

Droit pénal : code pénal (p. 967, 968)

Ordre public : terrorisme (p. 967)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 967, 968)

Union européenne (p. 967, 968)

Union européenne : Conseil (p. 967)

Projet de loi n° 3275 ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 969)

Son intervention (p. 974)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 974)

Droit pénal : procédures (p. 974)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 974)

Justice : justice militaire (p. 974)

Police : officiers de police judiciaire (p. 974)

Pierre BÉDIER

*Yvelines (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Azouz BEGAG

Ministre délégué à la promotion des chances

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

Huguette BELLO

*La Réunion (2^{ème} circonscription)
Non inscrite*

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : La Réunion. Politique économique, observatoire des prix et des revenus, mise en place [5 décembre 2006] (p. 8518)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1894, posée le 20 février 2007. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 1641). Appelée le 20 février 2007. Numéros surtaxés, tarification, réforme (p. 1289)

*DEBATS***Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6050)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de personnel : La Réunion (p. 6050)

Communes : fonctionnaires et agents publics (p. 6050)

Fonctionnaires et agents publics : contrats à durée indéterminée (p. 6051)

Outre-mer : La Réunion : fonctionnaires et agents publics (p. 6051)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****OUTRE-MER**

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7337)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7337)

Energie et carburants : énergies renouvelables : La Réunion (p. 7337)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7337)

Outre-mer : congé-solidarité (p. 7337)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7338)

Outre-mer : La Réunion : sécurité sanitaire (p. 7338)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Son intervention (p. 490)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 490)

Coopération intercommunale : parité (p. 490)

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 490)

Elections et référendums : élections municipales : La Réunion (p. 490)

Elections et référendums : élections sénatoriales (p. 490)

Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 490)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1231)

Thèmes :

Logement : personnes défavorisées (p. 1232)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1231, 1232)

Logement : droit au logement : outre-mer (p. 1231, 1232)

Logement : logement social (p. 1231, 1232)

Jacques Alain BÉNISTI

*Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, de modernisation de la fonction publique (n° 3549) [17 janvier 2007] (n° 3592)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Fonction publique de l'Etat. Personnel. Gestion, modernisation, mise en œuvre [24 janvier 2007] (p. 622)

RAPPELS AU REGLEMENT

Demande au président de séance d'user de son autorité pour permettre l'examen du texte [24 novembre 2006] (p. 8028)

Répond à une observation de M. Mamère sur le rôle du maire [24 novembre 2006] (p. 8032)

*DEBATS***Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6045)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : Centre national de la fonction publique territoriale : concours (p. 6045)

Fonction publique territoriale : Centre national de la fonction publique territoriale : validation des acquis de l'expérience (p. 6045)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 8 (missions du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6074 et s.)

Article 10 (attribution à un centre de gestion de la gestion des agents "A+")

Son amendement n° 248 : adopté (p. 6077)

Après l'article 10

Son amendement n° 252 (représentation des collectivités non affiliées au sein des conseils d'administration des centres de gestion) : retiré (p. 6077)

Article 11 (organisation régionale des centres de gestion)

Son amendement n° 270 (p. 6077)

Article 14 (compétences obligatoires des centres de gestion)

Son amendement n° 271 (p. 6079)

Son intervention (p. 6080)

Son amendement n° 250 (p. 6080)

Après l'article 14

Son amendement n° 251 (ensemble des concours, hormis ceux réservés au Centre national de la fonction publique territoriale, organisé exclusivement par les centres de gestion) : rejeté (p. 6080)

Article 15 (communication de certaines informations au centre de gestion)

Son amendement n° 259 (p. 6080)

Article 15 quinquies (rôle des centres de gestion en matière de contrats d'assurance couvrant les risques statutaires)

Son intervention (p. 6081)

Article 17 bis (création d'une conférence nationale des centres de gestion coordonnateurs)

Son amendement n° 272 (de suppression) (p. 6082)

Article 18 A (possibilité pour une collectivité membre d'un EPCI non obligatoirement affilié à un centre de gestion de constituer des commissions administratives paritaires communes avec cet EPCI)

Son amendement n° 253 (de suppression) : adopté (p. 6083)

Article 18 C (création de comités techniques paritaires communs à l'EPCI et aux communes adhérentes)

Son amendement n° 254 (de suppression) : retiré (p. 6083) ; repris par M. Bernard Derosier (p. 6083)

Article 25 (octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical)

Son amendement n° 265 : adopté (p. 6143)

Article 28 bis (règles de délibération des conseils de discipline)

Son amendement n° 249 (de suppression) : adopté (p. 6145)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'ad. n° 50 de la commission (création d'un titre emploi collectivité) (p. 6147)

Article 30 (création d'un chapitre relatif à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine préventive au sein du statut de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6147 et s.)

Article 32 bis (dérogation à la limite d'âge pour les agents occupant certains emplois fonctionnels)

Son amendement n° 236 : adopté (p. 6150)

Ses explications de vote (p. 6159)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6159)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1045)

Son intervention (p. 1049)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : concours : catégorie A (p. 1050)

Fonctionnaires et agents publics : promotion interne (p. 1049)

Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 1049)

Discussion des articles [7 février 2007] (p. 1056)

Article 28 bis A (présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale)

Son intervention (p. 1058)

Ses explications de vote (p. 1059)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1059)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7717)

Son intervention (p. 7718)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : missions et programmes : retraites (p. 7719)

Fonction publique de l'Etat : modernisation (p. 7719)

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7719)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Son intervention (p. 7751)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : modernisation (p. 7751)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : communautés d'agglomération (p. 7752)

Fonctionnaires et agents publics : promotion interne (p. 7751)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : pouvoir d'achat (p. 7751)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7851)

Son intervention (p. 7857)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : dépistage (p. 7858)

Droit pénal : délinquance et criminalité : moyens (p. 7858)

Droit pénal : délinquance et criminalité : réinsertion professionnelle et sociale (p. 7858)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7851)

Droit pénal : mineurs : alphabétisation (p. 7858)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 7857)

Santé : maladies mentales (p. 7851)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p.8437)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7988)

Intervient sur l'adt n° 589 de Mme Patricia Adam (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7993)

Intervient sur l'adt n° 594 de Mme Patricia Adam (rôle et fonctions des différents acteurs impliqués dans la prévention de la délinquance) (p. 7999)

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Noël Mamère (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance) (p. 8008)

Intervient sur l'adt n° 599 de Mme Patricia Adam (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8008)

Intervient sur l'adt n° 609 de Mme Patricia Adam (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8012)

Après l'article 12

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8028)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8032)

Son intervention (p. 8037 et s.)

Son amendement n° 131 (p. 8054)

Article 1er bis précédemment réservé (présence de travailleurs sociaux dans les commissariats)

Son amendement n° 132 (p. 8068)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Son intervention (p. 8071)

Son amendement n° 133 (p. 8079)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8111 et s.)

Son amendement n° 134 (p. 8131)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son intervention (p. 8202)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 682 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (partage du secret professionnel en matière de protection de l'enfance) (p. 8207)

Intervient sur l'adt n° 371 précédemment réservé de M. Nicolas Perruchot (statut de la profession de correspondant de nuit) (p. 8209)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son intervention (p. 8211)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Son intervention (p. 8216)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8277 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 42 précédemment réservé de M. Noël Mamère (fin de la compétence exclusive du ministre de l'économie et des finances pour initier des poursuites contre certaines infractions à la législation financière) (p. 8300)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 385 de M. Jean-Pierre Blazy (restauration de la police de proximité dans les zones urbaines sensibles) (p. 8349)

Article 15 (répression des violences au sein du couple)

Ses interventions (p. 8351 et s.)

Article 16 (secret médical)

Ses interventions (p. 8353 et s.)

Article 4 précédemment réservé (composante judiciaire de la prévention de la délinquance : reconnaissance explicite par la loi du rôle du ministère public en matière de prévention)

Son intervention (p. 8378)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 173 précédemment réservé de la commission (information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés) (p. 8380)

Article 25 (renforcement des obligations des personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes - FIJAIS)

Son amendement n° 151 (de suppression) (p. 8382)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 569 de M. Jean-Christophe Lagarde (extension au plaignant de la protection dont bénéficie le témoin) (p. 8385)

Article 35 (aménagement des mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - application de la composition pénale aux mineurs)

Ses interventions (p. 8442 et s.)

Son amendement n° 156 (p. 8444)

Article 36 (juge des enfants)

Son intervention (p. 8449)

Article 37 (contrôle judiciaire)

Ses interventions (p. 8450 et s.)

Article 39 (nouvelles sanctions éducatives - mesure d'activité de jour)

Ses amendements n^{os} 157 et 158 (p. 8453)

Après l'article 39

Intervient sur l'ad^t n^o 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8460)

Explications de vote et vote [5 décembre 2006] (p. 8519)

Ses explications de vote (p. 8521)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8522)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1135)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 1135)

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1135)

Projet de loi organique n^o 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Après l'article 8

Son amendement n^o 43 (extension des possibilités de détachement judiciaire) : adopté (p. 9114)

Projet de loi n^o 3134 de modernisation de la fonction publique

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 569)

Son intervention (p. 570)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire : subventions (p. 571)

Fonctionnaires et agents publics : accords professionnels (p. 570)

Fonctionnaires et agents publics : chômage : indemnisation (p. 571)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 571)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 571)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 571)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 571)

Fonctionnaires et agents publics : notation (p. 571)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation : financement (p. 571)

Discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 577)

Article 31 (substitution, à titre expérimental, d'un entretien professionnel à la notation chiffrée des fonctionnaires)

Son intervention (p. 579)

Article 32 (substitution, à titre expérimental, d'un entretien professionnel à la notation chiffrée des fonctionnaires)

Son intervention (p. 580)

Jean-Louis BERNARD

Loiret (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n^o 3341) tome VI : Défense (préparation et emploi des forces ; Air (n^o 3367) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n^o 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7114)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de l'air : crédits budgétaires (p. 7114)

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7115)

Défense : avions (p. 7115)

Défense : opérations extérieures : Afghanistan (p. 7115)

Défense : opérations extérieures : Liban (p. 7115)

Energie et carburants : tarifs : défense (p. 7114)

Marc BERNIER

Mayenne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les Médaillés Militaires" (n^o 3482) [17 janvier 2007]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007

(n° 3341) tome II : Anciens combattants, mémoires et liens avec la Nation (n° 3364) [12 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Charles Cova relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les Médailleurs Militaires" (n° 3482) [17 janvier 2007] (n° 3587)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Anciens combattants et victimes de guerre. Associations. Bleuets de France, missions [8 novembre 2006] (p. 7100)

Professions de santé, Médecins. Effectifs de la profession, zones rurales [23 janvier 2007] (p. 561)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1728, posée le 28 novembre 2006. Emploi. Contrats d'avenir (J.O. Questions p. 12271). Appelée le 29 novembre 2006. Réglementation (p. 8254)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6567)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6567)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 6567)

Retraites : régime agricole : salariés agricoles (p. 6567)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7436)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7438)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7436)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7436, 7437)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7437, 7438)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7437)

Défense : cimetières militaires (p. 7437)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7489)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad. n° 163 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur le fonctionnement de l'ONAC et les moyens lui étant alloués) (p. 7501)

Proposition de loi n° 3482 relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les Médailleurs Militaires"

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 697)

Son intervention (p. 697)

Thèmes :

Associations : statuts : médaille militaire (p. 698)

Décorations, insignes et emblèmes : médaille militaire (p. 697, 698)

Défense : militaires et assimilés (p. 697, 698)

Défense : militaires et assimilés : famille (p. 697, 698)

Economie sociale : mutuelles (p. 697, 698)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1242)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 1243)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1242)

Logement : logement social (p. 1242)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1242, 1243)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1242)

André BERTHOL

*Moselle (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3419 élargissant le bénéfice du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle aux ministres des cultes reconnus et aux membres de leurs congrégations et collectivités religieuses [3 novembre 2006]

Jean-Michel BERTRAND

*Ain (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3544 relative aux obligations déclaratives en matière de redevance audiovisuelle [20 décembre 2006]

Léon BERTRAND

Ministre délégué au tourisme

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Michel Roumegoux. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. [7 février 2007] (p. 1011)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. François Rochebloine. Pharmacie et médicaments. Médicaments. Prix, hausse, lutte et prévention [19 décembre 2006] (p. 9136)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Antilles et Guyane. Etablissements de santé, équipements, imagerie médicale [19 décembre 2006] (p. 9138)

M. François Dosé. Handicapés. IME. Création, financement, Commercy [19 décembre 2006] (p. 9137)

Mme Geneviève Colot. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Orly [30 janvier 2007] (p. 735)

M. Jean Bardet. Transports ferroviaires. Ligne Eaubonne Saint-Lazare. Ouverture, conséquences [30 janvier 2007] (p. 736)

Mme Bérengère Poletti. Transports ferroviaires. TGV Est. Tarification, conséquences [30 janvier 2007] (p. 734)

M. François-Michel Gonnot. Transports par eau. Canal Seine Nord. Aménagement [30 janvier 2007] (p. 737)

DEBATS**Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES****Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)**

Son intervention (p. 7403)

Ses réponses (p. 7407 à 7424)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 7406)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7404)

Commerce et artisanat : ruralistes : aménagement du territoire (p. 7405)

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 7404)

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 7406)

Régions : contrats de plan Etat-régions : politique du tourisme (p. 7404)

Tourisme et loisirs : chèques vacances (p. 7404)

Tourisme et loisirs : crédits budgétaires (p. 7403)

Tourisme et loisirs : enseignement supérieur (p. 7405)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 7404)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : contrats de partenariat public-privé (p. 7406)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 7404)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 7405)

Urbanisme : permis de construire (p. 7406)

Réponses aux questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7420) (M. Jean Launay) (p. 7420)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : hôtels (p. 7424) (M. Jean Launay) (p. 7424)

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 7423) (M. Philippe Armand Martin) (p. 7422)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 7407) (M. Michel Lejeune) (p. 7407)

Transports : infrastructures (p. 7423) (M. Jacques Bobe) (p. 7423)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7424)*Crédits de la mission : "Politique des territoires" inscrits à l'Etat B*

Son intervention (p. 7425 et s.)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)***Après l'article 1er*

Intervient sur l'ad n° 13 de Mme Jacqueline Fraysse (sanctions frappant les organismes ayant entravé de manière discriminatoire l'application de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" dans le domaine de l'assurance de prêt) (p. 8807)

Xavier BERTRAND

*Ministre de la santé et des solidarités
puis Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 26 mars 2007 [J.O. du 27 mars 2007] (p. 5642)

Est nommé Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

DEPOTS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007 [11 octobre 2006]

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé [22 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Martine Aurillac. Santé. Tabagisme. Interdiction de fumer, lieux publics [10 octobre 2006] (p. 5943)

M. Jean-Marie Le Guen. Sécurité sociale. Equilibre financier. [11 octobre 2006] (p. 6029)

M. Gérard Bapt. Sécurité sociale. Equilibre financier. [11 octobre 2006] (p. 6031)

M. Jean-Pierre Door. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [18 octobre 2006] (p. 6256)

M. Serge Roques. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. [24 octobre 2006] (p. 6479)

M. Gérard Weber. Sécurité sociale. Prestations. Fraudes, lutte et prévention [25 octobre 2006] (p. 6550)

M. Christian Vanneste. Etablissements de santé. Hygiène et sécurité. Infections nosocomiales, lutte et prévention [25 octobre 2006] (p. 6555)

M. Jean-Pierre Door. Sécurité sociale. Lois de financement. Equilibre financier [31 octobre 2006] (p. 6782)

M. Denis Jacquat. Pharmacie et médicaments. Médicaments. Déremboursement, économies [31 octobre 2006] (p. 6784)

M. Bertho Audifax. Outre-mer. Enfants. Hospitalisation en métropole, accompagnant familial, frais de transport et prise en charge [21 novembre 2006] (p. 7802)

M. Pascal Ménage. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques. Remboursement, prévention de la bronchiolite [22 novembre 2006] (p. 7881)

Mme Maryvonne Briot. Santé. Cancer de l'utérus. Lutte et prévention [28 novembre 2006] (p. 8164)

M. Christian Ménard. Santé. Sida. Lutte et prévention [29 novembre 2006] (p. 8264)

M. Jean-Christophe Lagarde. Santé. Politique de la santé. Accès aux soins [29 novembre 2006] (p. 8265)

M. Philippe Vitel. Droit pénal. Atteintes à l'intégrité de la personne. Excision, lutte et prévention [5 décembre 2006] (p. 8513)

M. Manuel Valls. Recherche. Médecine. Collecte de fonds, procédure [5 décembre 2006] (p. 8513)

M. Georges Fenech. Esotérisme. Sectes. Protection, enfants [19 décembre 2006] (p. 9156)

M. Jean-Marie Le Guen. Sécurité sociale. Equilibre financier. Conséquences, soins de ville [19 décembre 2006] (p. 9157)

M. Gérard Bapt. Santé. Accès aux soins. Aide médicale d'État, CMU [9 janvier 2007] (p. 35)

M. Bernard Pousset. Assurances. Prêts. Discriminations fondées sur l'état de santé [16 janvier 2007] (p. 301)

M. Claude Leteurtre. Travail. Conditions de travail. Pénibilité, négociations interprofessionnelles [17 janvier 2007] (p. 385)

M. Jean Le Garrec. Travail. Conditions de travail. Pénibilité, négociations interprofessionnelles [17 janvier 2007] (p. 389)

M. Marc Bernier. Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession, zones rurales [23 janvier 2007] (p. 561)

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Dossier médical personnel. [23 janvier 2007] (p. 564)

M. Jean-Claude Lemoine. Etablissements de santé. Hygiène et sécurité. Infections nosocomiales, lutte et prévention [23 janvier 2007] (p. 566)

M. Jean-Luc Prével. Assurance maladie maternité : généralités. Dossier médical personnel. Mise en œuvre [24 janvier 2007] (p. 616)

M. Jean-Paul Bacquet. Santé. Accès aux soins. Disparités [30 janvier 2007] (p. 747)

M. Yves Bur. Santé. Tabagisme. Interdiction de fumer, lieux publics, mise en œuvre [6 février 2007] (p. 955)

Mme Marcelle Ramonet. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Plan de lutte contre les fraudes [7 février 2007] (p. 1009)

Mme Catherine Génisson. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [7 février 2007] (p. 1010)

M. Georges Colombier. Santé. Politique de la santé. Urgences médicales [7 février 2007] (p. 1012)

M. Jean-Luc Prével. Professions de santé. Ordre professionnel. Infirmiers, création, décrets d'application, publication [14 février 2007] (p. 1171)

Mme Josiane Boyce. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques. Remboursement, vaccin contre le cancer de l'utérus [14 février 2007] (p. 1174)

M. Olivier Dassault. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan Hôpital 2012 [14 février 2007] (p. 1176)

M. Alain Gest. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [20 février 2007] (p. 1317)

M. Jean-Pierre Kucheida. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Indemnisation [21 février 2007] (p. 1418)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6492)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 6493)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6494)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6494, 6495)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6494)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6494 et s.)

Handicapés : dépendance (p. 6492)

Personnes âgées : dépendance (p. 6492)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 6495)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 6495)

Politique sociale : fraude (p. 6494)

Professions de santé : infirmiers (p. 6494)

Professions de santé : médecins (p. 6495)

Professions de santé : médecins : installation (p. 6496)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 6492)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 6492)

Santé : accès aux soins (p. 6493, 6494)

Santé : politique de la santé (p. 6493)

Santé : prévention (p. 6493)

Sécurité sociale : réforme (p. 6492 et s.)

Sécurité sociale : déficit (p. 6493)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6493)

Sécurité sociale : financement (p. 6492 et s.)

Sécurité sociale : régimes de base (p. 6493)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 4 (rectification du montant de la dotation et du plafond de dépenses du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV)

Son intervention (p. 6593)

Article 5 (contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6594 et s.)

Article 16 (modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements)

Son intervention (p. 6637)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse (majoration des taux de la contribution des entreprises pharmaceutiques n'ayant pas suffisamment investi dans la recherche) (p. 6638)

Article 18 (taux de la contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur leur chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 6641 et s.)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son intervention (p. 6645 et s.)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 198 de M. Bernard Accoyer (situation des travailleurs frontaliers employés en Suisse au regard de l'assurance maladie obligatoire) (p. 6668)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son intervention (p. 6669 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 29 de la commission des finances (utilisation de la télétransmission par les médecins) (p. 6673 et s.)

Article 34 (possibilité pour les infirmiers de prescrire certains dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 6675 et s.)

Article 35 (encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) – conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations)

Son intervention (p. 6677 et s.)

Article 36 (conditions d'autorisation de mise sur le marché et de fixation du prix de certains médicaments autorisés dans un autre Etat membre et non en France)

Son intervention (p. 6681)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 386 de M. Jean-Marie Rolland (compétences de la Haute Autorité de santé : simplification de la procédure d'inscription des actes à la nomenclature) (p. 6681)

Article 37 (conditions de prise en charge des médicaments susceptibles de faire l'objet d'un usage détourné, abusif ou de mésusage)

Son intervention (p. 6682)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 221 rectifié de M. Jean-Luc Prél (affections de longue durée : conditions de prise en charge des médicaments) (p. 6682)

Intervient sur l'adt n° 214 rectifié de M. Yves Bur (délivrance de médicaments en grands conditionnements) (p. 6682)

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission des finances (obligation pour les médecins d'établir la prescription en dénomination commune internationale en cas d'affections de longue durée) (p. 6683)

Article 38 (renforcement de l'encadrement de la publicité des dispositifs médicaux auprès du grand public)

Son intervention (p. 6684)

Article 39 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son intervention (p. 6684 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Jean-Luc Prél (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de l'évolution de l'activité médicale des établissements)

Intervient sur l'adt n° 444 de la commission (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur le sous-adt n° 463 de M. Bruno Gilles (nécessité d'un non-respect substantiel) à l'adt n° 444 de la commission (p. 6686)

Intervient sur le sous-adt n° 464 de M. Bruno Gilles (nécessité d'un non-respect substantiel) à l'adt n° 444 de la commission (p. 6686)

Intervient sur l'adt n° 62 rectifié de M. Jean-Luc Prél (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'adt n° 187 rectifié de M. Olivier Jardé (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'adt n° 335 de M. Bruno Gilles (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'adt n° 450 de la commission (création d'un Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 6686)

Intervient sur le sous-adt n° 462 de M. Bruno Gilles (élaboration d'un rapport trimestriel sur l'évolution des dépenses hospitalières ; conditions de consultation de l'Observatoire par le Gouvernement) à l'adt n° 450 de la commission (p. 6686)

Intervient sur l'adt n° 397 rectifié de M. Jean-Marie Rolland (possibilité de modification des tarifs de psychiatrie au fur et à mesure de l'année en cours) (p. 6687)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Jean-Luc Prével (modification des tarifs de psychiatrie après neutralisation de l'impact financier des créations et fermetures d'établissements) (p. 6687)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Jean Dionis du Séjour (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de la complexité et de la multiplicité des actes) (p. 6688)

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission des finances (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de l'évolution de l'activité médicale des établissements) (p. 6688)

Intervient sur l'adt n° 402 de M. Jean-Marie Rolland (compensation, pour les établissements, de la charge causée par l'encadrement des stagiaires) (p. 6688)

Intervient sur l'adt n° 245 rectifié du Gouvernement (compétences de l'établissement public chargé de la gestion des personnels de direction de la fonction publique hospitalière et des praticiens hospitaliers) (p. 6688)

Intervient sur l'adt n° 213 rectifié de M. Yves Bur (expérimentation de nouveaux modes de financement des activités de psychiatrie) (p. 6689)

Article 40 (possibilité pour les hôpitaux locaux de recruter des médecins salariés)

Son intervention (p. 6689)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission des finances (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690 et 6691)

Intervient sur l'adt n° 172 de M. Jean-Luc Prével (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690 et 6691)

Intervient sur l'adt n° 278 de M. Jean-Marie Le Guen (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690 et 6691)

Intervient sur l'adt n° 55 de Mme Jacqueline Fraysse (rapport gouvernemental sur la responsabilité médicale) (p. 6691 et s.)

Article 41 (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son intervention (p. 6695 et s.)

Article 51 précédemment réservé (création d'un Fonds de prévention des risques sanitaires -FPRS)

Son intervention (p. 6725)

Article 52 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2007)

Son intervention (p. 6726)

Article 53 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) pour 2007)

Son intervention (p. 6728)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 467 précédemment réservé du Gouvernement (permanence des soins) (p. 6729)

Après l'article 69

Intervient sur l'adt n° 442 rectifié du Gouvernement (renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources) (p. 6738)

Après l'article 70

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Pierre Morange (création d'un répertoire commun aux organismes sociaux) (p. 6740)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Pierre Morange (mutualisation des ressources des organismes de sécurité sociale) (p. 6740)

Seconde délibération

Article 9 et annexe B (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son intervention (p. 6740)

Article 25 (prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre du régime général)

Intervention du Gouvernement : (p. 6741)

Son intervention (p. 6785)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Son intervention (p. 8169)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8172)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8175)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 8170)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8169)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8169, 8170)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 8170)

Préretraites : liquidation des pensions (p. 8170)

Produits dangereux : amiante : maladies professionnelles (p. 8170)

Professions de santé : responsabilité civile (p. 8169)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 8169)

Professions de santé : infirmiers (p. 8169)

Santé : maladies (p. 8169, 8170)

Santé : soins (p. 8169)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 8169)

Sécurité sociale : financement (p. 8169)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 8169)

Sécurité sociale : Union des caisses d'assurance maladie (UNCAM) (p. 8169, 8171)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Son intervention (p. 6848)

Ses réponses (p. 6851 à 6859)

Thèmes avant la procédure des questions :

Démographie : espérance de vie (p. 6846)

Drogue : toxicomanie (p. 6850)

Professions de santé : infirmiers (p. 6851)
 Professions de santé : sages-femmes (p. 6851)
 Santé : accès aux soins (p. 6850)
 Santé : alcoolisme (p. 6849, 6850)
 Santé : cancer (p. 6848)
 Santé : chikungunya (p. 6848, 6849)
 Santé : hépatite C (p. 6846)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 6850)
 Santé : maladies mentales (p. 6849)
 Santé : maladies nouvelles (p. 6848, 6849)
 Santé : maladies sexuellement transmissibles (MST) (p. 6849)
 Santé : obésité (p. 6849)
 Santé : politique de la santé (p. 6848 et s.)
 Santé : prévention (p. 6848, 6849)
 Santé : santé publique : organisation (p. 6849)
 Santé : sida (p. 6848 et s.)
 Santé : soins (p. 6850)
 Santé : tabagisme (p. 6849, 6850)

Réponses aux questions :

Commerce et artisanat : buralistes (p. 6857) (M. Thierry Mariani) (p. 6857)
 Enseignement supérieur : professions médicales : internes (p. 6851) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 6851)
 Etablissements de santé : centres hospitaliers : Vaucluse (p. 6854) (M. Thierry Mariani) (p. 6853)
 Etablissements de santé : hôpitaux : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6854) (M. Gérard Grignon) (p. 6854)
 Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 6858) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6857)
 Politique sociale : solidarité : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6858) (M. Gérard Grignon) (p. 6858)
 Professions de santé : médecins : Haute-Normandie (p. 6852) (M. Thierry Mariani) (p. 6852)
 Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 6853) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 6853)
 Professions de santé : sages-femmes : diplômés (p. 6852) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 6852)
 Professions de santé : sages-femmes : Loire (p. 6855) (M. Gilles Artigues) (p. 6854)
 Santé : maladies nouvelles : soins (p. 6856) (M. François Rochebloine) (p. 6856)
 Santé : santé publique : régions (p. 6855) (M. Jean-Luc Prétel) (p. 6855)
 Santé : santé publique : régions (p. 6859) (M. Pierre Méhaignerie) (p. 6859)
 Santé : soins palliatifs (p. 6856) (M. Jean-Luc Prétel) (p. 6856)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Son intervention (p. 6953)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : recherche médicale (p. 6953)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6953)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 6953)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 6953, 6954)

Santé : agences sanitaires (p. 6953, 6954)

Santé : chikungunya (p. 6953, 6954)

Santé : épidémies (p. 6954)

Santé : maladies nouvelles (p. 6953, 6954)

Santé : prévention (p. 6954)

Santé : prophylaxie (p. 6954)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6953 et s.)

Santé : vaccinations (p. 6954)

Santé : veille sanitaire (p. 6953, 6954)

Santé : virus H5N1 (p. 6953)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7823)

Thèmes :

Communes : maires : hospitalisation d'office (p. 7823)

Droit pénal : injonction de soins (p. 7824)

Informatique : fichiers : hospitalisation d'office (p. 7824)

Santé : maladies mentales : délinquance et criminalité (p. 7823)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 18 précédemment réservé (renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques)

Ses interventions (p. 8413 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad t n° 416 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de soins et période d'observation des personnes atteintes de troubles mentaux) (p. 8415)

Article 19 précédemment réservé (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 8416 et s.)

Article 20 précédemment réservé (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Ses interventions (p. 8419 et s.)

Article 21 précédemment réservé (réforme de l'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 8422 et s.)

Article 22 précédemment réservé (réforme de l'hospitalisation d'office)

Son intervention (p. 8424)

Article 23 précédemment réservé (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale)

Son intervention (p. 8424)

Article 24 précédemment réservé (extension au classement sans suite des dispositions applicables aux non-lieu, relaxe ou acquittement en raison de l'irresponsabilité pénale)

Ses interventions (p. 8424 et s.)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Son intervention (p. 7941)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7949)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7955)

Son intervention (p. 7965)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7973)

Son intervention (p. 7975)

Thèmes :

Professions de santé : simplifications administratives (p. 7941)

Professions de santé : assistants dentaires (p. 7965)

Professions de santé : déontologie (p. 7941 et s.)

Professions de santé : diététiciens (p. 7942, 7965)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 7941 et s.)

Professions de santé : exercice illégal de la profession (p. 7942)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 7965)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 7941)

Professions de santé : psychiatres (p. 7942, 7965)

Santé : maladies mentales (p. 7950, 7973, 7975)

Santé : nutrition (p. 7973)

Santé : obésité (p. 7942)

Santé : politique de la santé (p. 7941 et s.)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7975)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005)

Son intervention (p. 7975)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (procédures de décision des chambres disciplinaires ordinales des professions de santé) (p. 7975)

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (fonctionnement des commissions de conciliation placées auprès des conseils départementaux des ordres des professions médicales) (p. 7975)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Jean-Luc Prével (fonctionnement des chambres de discipline de l'ordre des pharmaciens) (p. 7976)

Intervient sur l'adt n° 16 rectifié de M. Jean-Marie Rolland (fonctionnement des chambres de discipline de l'ordre des pharmaciens) (p. 7976)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Richard Mallié (composition de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des chirurgiens-dentistes d'Ile-de-France) (p. 7976)

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Richard Mallié (modalités d'élection des membres de la chambre disciplinaire interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse) (p. 7977)

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission (harmonisation des dispositions relatives aux fonctionnements des chambres disciplinaires nationales des ordres des professions médicales) (p. 7977)

Article 6 (dispositions applicables aux masseurs-kinésithérapeutes exerçant à La Réunion)

Son intervention (p. 7977)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 8 de la commission (règles professionnelles applicables aux orthophonistes et aux orthoptistes) (p. 7977)

Article 7 (statut des diététiciens)

Son intervention (p. 7978)

Article 9 (dispositions applicables à Mayotte et à Wallis-et-Futuna)

Son intervention (p. 7979)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Richard Mallié (statut des assistants dentaires) (p. 7979)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions relatives aux soins psychiatriques sans consentement) (p. 7979)

Son intervention à l'issue du vote (p. 7982)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8786)

Sa réponse (p. 8799)

Thèmes :

Assurances : assurance décès (p. 8786, 8799, 8800)

Assurances : contrats : assurance invalidité décès (p. 8788)

Assurances : primes (p. 8787)

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8786 et s., 8800)

Banques et établissements financiers : prêts (p. 8786 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 8756, 8787)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8786 et s., 8800)

Handicapés : droits (p. 8800)

Santé : cancer (p. 8800)

Santé : sida (p. 8800)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)

Article 1er (nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son intervention (p. 8801 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription dans le code des assurances de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (retranscription dans le code des assurances de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 8 de Mme Jacqueline Fraysse (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 18 de M. Luc Chatel (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Jean-Marie Le Guen (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 7 de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Jean-Marie Le Guen (retranscription dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 10 de Mme Jacqueline Fraysse (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" lors de l'adhésion à un contrat d'assurance de prêt (p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Luc Chatel (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" lors de l'adhésion à un contrat d'assurance de prêt (p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805, 8806)

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Luc Chatel (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805, 8806)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805, 8806)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Jean-Marie Le Guen (sanctions frappant les organismes ayant entravé de manière discriminatoire l'application de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" dans le domaine de l'assurance de prêt) (p. 8807)

Article 2 (rubriques obligatoires de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son intervention (p. 8808)

Article 3 (pérennité du dispositif conventionnel d'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son intervention (p. 8808 et s.)

Article 4 (évaluation de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé dans les six mois précédant son échéance)

Son intervention (p. 8809)

Article 5 (applicabilité de la loi à la convention déjà signée et évaluation intermédiaire de la convention nationale en vigueur à la date de publication de la loi)

Son intervention (p. 8809)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission (accès des assurés aux éléments médicaux recueillis par les compagnies d'assurance) (p. 8810)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8810)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 198)

Sa réponse (p. 212)

Thèmes :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 199, 200)

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 199)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 199, 213)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 198 et s., 212, 213)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 213)

Politique extérieure : aide au développement : santé (p. 199)

Santé : décrets (p. 213)

Santé : droits du malade (p. 213)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 198, 199, 212)

Santé : maladies (p. 213)

Santé : politique de la santé (p. 198, 199, 212)

Santé : sécurité sanitaire (p. 198)

Union européenne : droit communautaire (p. 198, 199, 213)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 1er (conditions d'exonération de la responsabilité des professionnels de santé, des fabricants et des titulaires de l'autorisation d'utilisation ou de mise sur le marché d'un médicament dans le cas d'une menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 213)

Article 2 (renforcement de la réglementation des relations entre les professionnels de santé et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 213)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse (création d'un Conseil national du médicament) (p. 214)

Article 3 (actualisation de la définition du médicament et principe de l'application de la réglementation pharmaceutique aux produits dits "frontière")

Son intervention (p. 214)

Article 4 (définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires)

Son intervention (p. 214 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 26 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Door (traçabilité des médicaments) (p. 215)

Article 5 (modification du régime d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des médicaments)

Son intervention (p. 215 et s.)

Article 6 (critères de refus de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) d'un médicament et conditions de délivrance de l'AMM dans des circonstances exceptionnelles)

Son intervention (p. 224 et s.)

Article 7 (possibilité donnée à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) de permettre la mise sur le marché d'un médicament autorisé uniquement dans un autre état membre)

Son intervention (p. 225)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son intervention (p. 225 et s.)

Article 9 (conditions de commercialisation des médicaments génériques, biologiques similaires et quasi-génériques)

Son intervention (p. 228)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 98 de la commission (autorisation de mise sur le marché d'un médicament dérivé du sang) (p. 228)

Article 11 (application aux médicaments biologiques similaires et "quasi-génériques" d'un régime juridique proche de celui des médicaments génériques)

Son intervention (p. 229)

Article 15 (décrets en Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 229)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Yves Bur (contrôle des importations et exportations des micro-organismes pathogènes et des toxines) (p. 229)

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (critères de certification des logiciels d'aide à la prescription) (p. 229)

Article 17 (publicité auprès du public pour les médicaments à usage humain)

Son intervention (p. 230)

Article 18 (remise gratuite d'échantillons de médicaments et avantages consentis aux professionnels de santé)

Son intervention (p. 230)

Article 20 (transmission à l'AFSSAPS de la date de commercialisation du médicament)

Son intervention (p. 230)

Article 21 (informations à fournir à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) en cas de suspension de commercialisation d'un médicament ou de risque de rupture de stock)

Son intervention (p. 231)

Article 22 (autorisation d'importation par un particulier de médicament à usage humain)

Son intervention (p. 231)

Article 28 (publicité et annualité des déclarations d'intérêts)

Son intervention (p. 232)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 88 rectifié de M. Yves Bur (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 232)

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Claude Evin (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 233)

Intervient sur l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (collecte des médicaments inutilisés) (p. 233)

Intervient sur le sous-adt n° 106 de M. Gérard Cherpion (extension de la collecte aux pharmacies à usage intérieur) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 233)

Intervient sur le sous-adt n° 107 de M. Gérard Cherpion (modalités de destruction des médicaments périmés) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 233)

Intervient sur l'adt n° 99 de M. Richard Mallié (exercice de la profession d'assistant dentaire) (p. 236)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Yves Bur (prix des médicaments destinés à l'exportation) (p. 237)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié du Gouvernement (contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) (p. 237)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié du Gouvernement (abattement au titre de la contribution sur le chiffre d'affaires pour les dépenses de recherche et de développement) (p. 238)

Intervient sur l'adt n° 109 du Gouvernement (usage du titre de psychothérapeute) (p. 239)

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (usage du titre de psychothérapeute) (p. 239)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychothérapeute) (p. 243)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament)

Son intervention (p. 245 et s.)

Article 30 (application à Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis, Futuna, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Terres australes et antarctiques françaises)

Son intervention (p. 248)

Son intervention à l'issue du vote (p. 248)

Proposition de loi n° 3607 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1504)

Son intervention (p. 1504)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 1505)

Santé : chikungunya (p. 1504)

Santé : prévention (p. 1505)

Santé : réserve sanitaire (p. 1504)

Santé : réserve sanitaire : volontaires (p. 1504)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1504, 1505)

Santé : veille sanitaire (p. 1504)

Sécurité publique : canicule (p. 1504)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 1504)

Discussion des articles [22 février 2007] (p. 1512)

Article 2 (création du corps de réserve sanitaire et d'un établissement public chargé de gérer les moyens de lutte contre les menaces sanitaires de grande ampleur)

Son intervention (p. 1512 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1515)

Véronique BESSE

*Vendée (4^{ème} circonscription)
Non inscrite*

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Jean-Yves BESSELAT

*Seine-Maritime (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XIII : Transports (sécurité et affaires maritimes) (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**DEBATS****Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****TRANSPORTS**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7655)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 7655)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 7655)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 7655)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7655)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 7655)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)**

Article 28 (suppression de l'article 39 CA du code général des impôts et limitation de la déductibilité des amortissements des biens donnés en location)

Son amendement n° 145 rectifié : adopté (p. 8730)

Éric BESSON

*Drôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste
Non inscrit
puis Secrétaire d'Etat chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [3 mars 2007] (p. 4071)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 3 mars 2007] (p. 4071)

Est nommé Secrétaire d'Etat chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques, auprès du Premier ministre. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 mars 2007] (p. 4071)

En qualité de député**INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE****QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Finances publiques. Budget de l'Etat. Contrôle [10 octobre 2006] (p. 5944)

Politique économique. Croissance. [14 novembre 2006] (p. 7357)

Emploi. Contrats nouvelle embauche. [30 janvier 2007] (p. 749)

DEBATS**Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6259)

Thèmes :

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 6261)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6260)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6260 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6259 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 6260)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6261)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6260)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6260 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6262)

Secteur public : privatisations (p. 6260)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 116 de M. Didier Migaud ("bouclier fiscal" : maintien d'une contribution à l'ISF) (p. 6308)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 6330)

Gabriel BIANCHERI

*Drôme (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Arboriculture. Aides de l'État [13 décembre 2006] (p. 8986)

*DEBATS***Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques****DEUXIEME LECTURE**

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8931)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance**DEUXIEME LECTURE**

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 12 ter A (évaluation comportementale de certains chiens)

Son intervention (p. 1158)

Jean-Louis BIANCO

*Alpes-de-Haute-Provence (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3727 visant à permettre aux parents d'un enfant handicapé de bénéficier de l'allocation de solidarité spécifique suite au décès de leur enfant [15 février 2007]

Gilbert BIESSY

*Isère (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. Retraités [18 octobre 2006] (p. 6252)

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. [6 février 2007] (p. 950)

Jérôme BIGNON

*Somme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Rapporteur pour avis du projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (n° 3656) [7 février 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3412 visant à garantir aux personnes placées sous un régime de protection juridique un droit à entretenir des relations personnelles avec tout tiers [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3475 visant à instituer dans les collectivités ou établissements territoriaux employant plus de cinquante personnes un rapport bisannuel "développement durable" [30 novembre 2006]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (n° 3656) [7 février 2007] (n° 3675)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Francophonie. Sommet de Bucarest, conclusions [15 novembre 2006] (p. 7473)

Mer et littoral. Protection. [30 janvier 2007] (p. 751)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1752, posée le 5 décembre 2006. Industrie. Politique industrielle (J.O. Questions p. 12586). Appelée le 5 décembre 2006. Systèmes productifs locaux plus (p. 8490)

DEBATS**Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)**

Son intervention (p. 9089)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9089)

Droit pénal : détention provisoire (p. 9089)

Justice : magistrats : formation professionnelle (p. 9089)

Justice : magistrats : sanctions disciplinaires (p. 9090)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)**Après l'article 8**

Intervient sur l'ad n° 71 de la commission (mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 9114)

Intervient sur l'ad n° 57 de M. André Vallini (mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 9114)

Ses explications de vote (p. 9116)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9116)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1479)**

Son intervention (p. 1484)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 1484)

Etat : Médiateur de la République (p. 1485)

Justice : Cour de cassation : avocats (p. 1485)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 1485)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1485)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)**

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Article 11 (restrictions apportées à la suspension du jugement civil en raison du déclenchement d'une action publique et à la révision du jugement civil)

Son intervention (p. 9207)

Ses explications de vote (p. 9211)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9211)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Didier Quentin

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. René Dosière (p. 596)

Son intervention (p. 601)

Thèmes :

Constitution : article 73 (p. 601)

Constitution : révision : application (p. 596)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 602)

Etat : République : territoires d'outre-mer (p. 601)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 602)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 602)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)**

Son intervention (p. 1012)

Thèmes :

Constitution : article 73 (p. 1013)

Elections et référendums : modes de scrutin : outre-mer (p. 1013)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 1014)

Mer et littoral : zone des cinquante pas géométriques : Mayotte (p. 1014)

Ordonnances : loi d'habilitation : outre-mer (p. 1014)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer (p. 1013)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Ile de Saint-Barthélemy (p. 1013)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Ile de Saint-Martin (p. 1013)

Outre-mer : DOM (p. 1013)

Outre-mer : Mayotte : statuts (p. 1013)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 1013)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1024)

Ses interventions dans la discussion des amendements (p. 1024 et s.)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 1193)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1255)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1194, 1195)

Bâtiment et travaux publics : maîtrise d'ouvrage (p. 1195)

Communes : logement social (p. 1194, 1195)

Logement : personnes défavorisées (p. 1193, 1194)

Logement : accédants en difficulté : handicapés (p. 1195)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1193 et s.)

Logement : logement social (p. 1194)

Logement : politique du logement (p. 1193 et s.)

Logement : aides et prêts : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (p. 1194, 1255)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er bis (renforcement des plans pour l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri)

Son intervention (p. 1268)

Article 1er ter (diffusion d'informations de nature à favoriser la mise en œuvre du droit au logement)

Son intervention (p. 1271)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1327 et s.)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1357)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 60 de la commission des affaires économiques (suspension des voies d'exécution et des procédures d'expulsion en cas d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 1436 et s.)

Intervient sur l'adt n° 61 de la commission des affaires économiques (clarification de la distinction entre procédure

"classique" de surendettement et procédure de rétablissement personnel) (p. 1437)

Intervient sur l'adt n° 63 de la commission des affaires économiques (définition des biens exclus de la liquidation dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 1438)

Intervient sur l'adt n° 64 rectifié de la commission des affaires économiques (liquidation pour insuffisance d'actifs dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 1438)

Intervient sur l'adt n° 65 rectifié de la commission des affaires économiques (exclusion de l'effacement des dettes des créances du bailleur) (p. 1438)

Intervient sur l'adt n° 66 de la commission des affaires économiques (exclusion des créances résultant de faits volontaires et involontaires présentant le caractère matériel d'une infraction pénale) (p. 1438)

Article 5 bis précédemment réservé (objectif légal de construction de logements sociaux)

Son intervention (p. 1447)

Article 5 quater précédemment réservé (comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable)

Son intervention (p. 1451)

Après l'article 5 sexies

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (ratification et modification de l'ordonnance n° 2007-137 du 1er février 2007 relative aux offices publics de l'habitat) (p. 1452)

Article 6 B précédemment réservé (indexation du barème des aides au logement sur l'indice de référence des loyers)

Son amendement n° 107 : adopté (p. 1457)

Après l'article 6 I

Intervient sur l'adt n° 53 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (documents demandés par les bailleurs aux candidats locataires) (p. 1460)

Après l'article 6 L

Son amendement n° 104 précédemment réservé (logements-foyers ; harmonisation de codification) : adopté (p. 1461)

Intervient sur l'adt n° 55 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération ou allègement d'impôt sur les plus-values lors de la cession d'un terrain à l'association Foncière logement pour les opérations acquises en vente en l'état futur d'achèvement entrant dans le champ du logement social) (p. 1462)

Son amendement n° 105 précédemment réservé (indexation de la révision des loyers des locations meublées sur l'indice de référence des loyers) : adopté (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone urbaine sensible) (p. 1463)

Intervient sur l'adt n° 57 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de logement neuf à usage locatif de l'association Foncière logement) (p. 1465)

Intervient sur l'adt n° 58 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement pour les transferts d'actifs opérés par l'association Foncière logement au profit des caisses de retraites complémentaires obligatoires des salariés) (p. 1465)

Intervient sur l'adt n° 54 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (ratification de l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat dangereux et insalubre) (p. 1466)

Proposition de loi n° 3607 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2007] (p. 1512)

Article 2 (création du corps de réserve sanitaire et d'un établissement public chargé de gérer les moyens de lutte contre les menaces sanitaires de grande ampleur)

Son intervention (p. 1512 et s.)

Ses explications de vote (p. 1515)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1515)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1524)

Son intervention (p. 1526)

Thèmes :

Baux : résiliation (p. 1527)

Coopération intercommunale : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 1527)

Police : police administrative : prévention (p. 1527)

Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 1527)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1527)

Martine BILLARD

Paris (1^{ère} circonscription)
Non inscrite

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Agriculture. OGM [14 février 2007] (p. 1179)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5802)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : stock options (p. 5803)

Entreprises : épargne salariale (p. 5803)

Entreprises : expression des salariés (p. 5803)

Politique sociale : inégalités (p. 5803)

Travail : chèque-transport (p. 5803)

Travail : salaires (p. 5802, 5803)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission des affaires économiques (création d'un dividende du travail) (p. 5820)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 130 deuxième rectification de la commission (crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 5953)

Intervient sur l'adt n° 131 de la commission (intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 6949)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son amendement n° 268 (de suppression) (p. 5959)

Son intervention (p. 5964 et s.)

Article 23 (instauration d'un congé de mobilité pour certains salariés menacés de licenciement)

Son amendement n° 269 (de suppression) (p. 5975)

Son intervention (p. 5982 et s.)

Article 24 (ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle (CTP))

Son amendement n° 270 (p. 5988)

Article 25 (recours au travail temporaire pour compléter les revenus d'un temps partiel)

Son amendement n° 271 (de suppression) (p. 5992) : adopté (p. 5993)

Article 28 (extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans)

Son amendement n° 272 (de suppression) : adopté (p. 5996)

Article 29 (levée des obstacles aux activités de tutorat exercées par des salariés retraités)

Son amendement n° 273 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 30 (indemnisation des activités prud'homales)

Son amendement n° 274 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 32 (clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles)

Son amendement n° 275 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Avant l'article 37

Son amendement n° 279 (suppression des stock-options) (p. 6002) : rejeté (p. 6004)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6235)

Thèmes :

- Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6235 et s.)
- Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6236)
- Energie et carburants : économies d'énergie (p. 6236)
- Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6236)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 6236)
- Logement (p. 6236)
- Transports (p. 6236)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 8110)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Thèmes :

- Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 8555)
- Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 8555)
- Etat : Conseil économique et social (p. 8556)
- Politique sociale : dialogue social (p. 8555, 8556)
- Travail : droit du travail (p. 8555, 8556)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de M. Alain Vidalies (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8566, 8569)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Maxime Gremetz (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8566, 8569)

Son amendement n° 45 (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8565) : rejeté (p. 8570)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Maxime Gremetz (subordination de la validité des conventions collectives à la signature d'organisations syndicales représentant une majorité de salariés) (p. 8573)

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Alain Vidalies (suppression de dispositions dérogoires au principe de faveur) (p. 8575)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Ses amendements n°s 46 rectifié et 48 (p. 8613 et s.)

Son intervention (p. 8620)

Son amendement n° 49 (p. 8625)

Son amendement n° 50 (p. 8625)

Son amendement n° 51 (p. 8628)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 22 de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (participation des associations de protection de l'environnement au dialogue préalable à toute décision en matière d'environnement) (p. 8632)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 210)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 211)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 211)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 210, 211)

Santé : droits du malade (p. 210)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 210, 211)

Santé : politique de la santé (p. 210, 211)

Union européenne : droit communautaire (p. 210, 211)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 5 (modification du régime d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des médicaments)

Son amendement n° 74 (p. 215) : adopté (p. 217)

Ses amendements n°s 75 et 76 (p. 223)

Article 6 (critères de refus de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) d'un médicament et conditions de délivrance de l'AMM dans des circonstances exceptionnelles)

Son amendement n° 77 (p. 225)

Article 15 (décrets en Conseil d'Etat)

Son amendement n° 78 (p. 229)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (critères de certification des logiciels d'aide à la prescription) (p. 229)

Article 26 (publicité de la synthèse des dossiers d'autorisation d'un nouveau médicament)

Son amendement n° 79 (p. 231)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 88 rectifié de M. Yves Bur (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 233)

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Claude Evin (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 233)

Intervient sur le sous-adt n° 106 de M. Gérard Cherpion (extension de la collecte aux pharmacies à usage intérieur) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (collecte des médicaments inutilisés) (p. 234)

Intervient sur le sous-adt n° 107 de M. Gérard Cherpion (modalités de destruction des médicaments périmés) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 234)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament)

Son intervention (p. 244)

Son amendement n° 80 (p. 244) : SCRUTIN PUBLIC (p. 245)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Article 1er (parité dans les exécutifs municipaux)

Son intervention (p. 507)

Article 3 (parité aux élections cantonales - institution d'un suppléant du conseiller général, obligatoirement de sexe opposé)

Son amendement n° 27 (de suppression) (p. 511)

Après l'article 3

Son amendement n° 26 (scrutin de liste avec prime majoritaire pour les élections cantonales, listes composées alternativement d'un homme et d'une femme) : rejeté (p. 512)

Article 4 (renforcement des incitations financières à la parité aux élections législatives)

Ses amendements n° 23 et 28 (p. 513, 515)

Après l'article 4

Son amendement n° 25 (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 517) : rejeté (p. 518)

Intervient sur l'adt n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte des compétences acquises dans l'exercice des mandats locaux pour l'ouverture des droits au congé individuel de formation) (p. 519 et s.)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers généraux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 519 et s.)

Intervient sur l'adt n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers régionaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 519 et s.)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Après l'article 9

Son amendement n° 147 (prise en charge des coûts de transport et de diffusion des sociétés nationales de programme)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1259 et s.)

Son amendement n° 186 (p. 1262)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 301 de M. Michel Piron (régime fiscal des investissements destinés à pérenniser les places d'hébergement d'urgence : TVA à taux réduit et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 1269)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maintien en structure d'hébergement d'urgence jusqu'à une orientation vers une structure pérenne) (p. 1270)

Intervient sur le sous-adt n° 373 rectifié du Gouvernement (disposition précisant que la structure pérenne est adaptée à la situation de l'intéressé) à l'adt n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1270)

Article 2 (procédure de médiation)

Son amendement n° 188 (p. 1274)

Son intervention (p. 1276, 1336 et s.)

Ses amendements n°s 202 rectifié, 189, 200, 201, 159 (p. 1331 et s.)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Ses amendements n°s 161, 163 rectifié (p. 1356)

Son intervention (p. 1359 et s.)

Ses amendements n° 164, 165 (p. 1364)

Article 6 M (clarification des règles en matière de domiciliation)

Son amendement n° 177 (p. 1374)

Son intervention (p. 1376 et s.)

Son amendement n° 178 : adopté après modification (p. 1378)

Son amendement n° 180 (p. 1379)

Son amendement n° 181 : adopté (p. 1380)

Son amendement n° 182 (p. 1380)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre-Christophe Baguet (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1392 et s.)

Article 9 (restriction de l'accès à certaines prestations sociales pour les ressortissants communautaires entrés en France pour y rechercher un emploi)

Son amendement n° 183 (de suppression) (p. 1430)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 384 de la commission (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) (p. 1436)

Intervient sur l'adt n° 60 de la commission des affaires économiques (suspension des voies d'exécution et des procédures d'expulsion en cas d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 1437)

Intervient sur l'adt n° 66 de la commission des affaires économiques (exclusion des créances résultant de faits volontaires et involontaires présentant le caractère matériel d'une infraction pénale) (p. 1438 et s.)

Article 4 précédemment réservé (substitution du délégataire du contingent préfectoral à l'Etat en tant qu'autorité garante du droit au logement)

Son amendement n° 167 (de rétablissement) (p. 1441)

Après l'article 5

Son amendement n° 171 précédemment réservé (anonymat du demandeur lors de l'examen d'une demande de logement social) : rejeté (p. 1443)

Son amendement n° 169 précédemment réservé (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants) (p. 1443) : rejeté (p. 1444)

Article 5 bis précédemment réservé (objectif légal de construction de logements sociaux)

Son amendement n° 174 rectifié : adopté (p. 1447)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 257 précédemment réservé (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1448) : rejeté (p. 1449)

Article 5 quater précédemment réservé (comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable)

Ses amendements n°s 172 et 173 (p. 1451)

Article 5 quinquies précédemment réservé (dispositif expérimental de délégation aux EPCI de la garantie du droit au logement)

Son intervention (p. 1452)

Après l'article 5 nonies

Intervient sur l'ad n° 157 précédemment réservé de M. Yves Simon (pouvoir du juge d'autoriser la location d'un logement en cas d'abandon manifeste) (p. 1454)

Article 6 C précédemment réservé (création d'un Fonds de garantie des risques locatifs)

Son amendement n° 175 (p. 1458)

Après l'article 6 I

Son amendement n° 185 rectifié précédemment réservé (gel des loyers des logements locatifs privés) (p. 1459) : rejeté (p. 1460)

Article 6 J précédemment réservé (régime d'interdiction des interruptions pour non-paiement des factures concernant la distribution d'eau)

Son amendement n° 176 (p. 1460)

Après l'article 6 L

Intervient sur l'ad n° 402 précédemment réservé du Gouvernement (exonération de TVA en cas de location par un propriétaire d'un immeuble nu à un gestionnaire de logements-foyers) (p. 1464 et s.)

Jean-Marie BINETRUY

*Doubs (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome IX : Recherche et enseignement supérieur (recherche industrielle) (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Réglementation. Délais de paiement [24 janvier 2007] (p. 624)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1879, posée le 13 février 2007. Logement. Maisons individuelles (J.O. Questions p. 1433). Appelée le 13 février 2007. Construction, paiement, modalités (p. 1106)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Départements : Vaucluse : politique agricole (p. 7241)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6876)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6877, 6878)

Recherche : secteur privé (p. 6877)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 6877)

Recherche : crédits (p. 6876, 6877)

Recherche : innovation (p. 5876 et s.)

Recherche : recherche industrielle (p. 6876 et s.)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son intervention (p. 7185)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8959)

Claude BIRRAUX

*Haute-Savoie (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les apports de la science et de la technologie au développement durable - Actes du colloque (tome I : Changement climatique et transition énergétique : dépasser la crise) [6 novembre 2006] (n° 3425)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques sur la compatibilité électromagnétique entre téléphonie mobile et dispositifs médicaux [9 novembre 2006] (n° 3431)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les nanotechnologies: risques potentiels, enjeux éthiques (compte rendu de l'audition publique du 7 novembre 2006) [5 février 2007] (n° 3658)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs [14 février 2007] (n° 3701)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la place dans les enjeux internationaux de la recherche en milieu polaire : le cas de l'Antarctique [14 février 2007] (n° 3702)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'évaluation du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs (PNG-MDR) [6 avril 2007] (n° 3793)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Politique énergétique. Politique nucléaire [20 décembre 2006] (p. 9224)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1831, posée le 16 janvier 2007. Transports ferroviaires. Ligne Cornavin Eaux-Vives Annemasse (J.O. Questions p. 416). Appelée le 16 janvier 2007. Calendrier, financement (p. 284)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR****Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)**

Son intervention (p. 6879)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 6879)

Recherche : création d'emplois (p. 6879)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 6879)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6879)

Recherche : Centre européen de recherches nucléaires (CERN) (p. 6880)

Recherche : crédits (p. 6879, 6880)

Recherche : innovation (p. 6880)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 6879)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6908)

VILLE ET LOGEMENT**Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)***Procédure des questions :*

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs : accession à la propriété (p. 7613)

Logement : logement social : financement (p. 7611)

Christian BLANC

Yvelines (3^{ème} circonscription)

Apparté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)**

Son intervention (p. 8996)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 8997)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 8996)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 8996)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 8996)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : démographie (p. 8996)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : paix (p. 8996)

Retraites : généralités : majoration des pensions (p. 8996)

Étienne BLANC

Ain (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi portant réforme de l'assurance de protection juridique (n° 3608) [31 janvier 2007]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de l'assurance de protection juridique (n° 3608) [6 février 2007] (n° 3661)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Administration. Rapports avec les administrés. Internet [31 janvier 2007] (p. 856)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1880, posée le 13 février 2007. Handicapés. Formation professionnelle (J.O. Questions p.1433). Appelée le 13 février 2007. Réglementation (p. 1087)

DEBATS

Proposition de loi n° 3608 portant réforme de l'assurance de protection juridique

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2007] (p. 1063)

Son intervention (p. 1065)

Thèmes :

Assurances : assurance juridique : clauses abusives (p. 1065)

Etrangers : aide juridictionnelle (p. 1066)

Justice : aide juridictionnelle (p. 1066)

Justice : recours : aide juridictionnelle (p. 1066)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : rémunération (p. 1065)

Discussion des articles [8 février 2007] (p. 1069)

Article 1er (point de départ de la déclaration du sinistre - obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - obligation de recourir à un avocat)

Son intervention (p. 1070 et s.)

Article 3 (libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client)

Son intervention (p. 1072 et s.)

Article 5 (subsidiarité de l'aide juridictionnelle pour les frais couverts par une protection juridique)

Son intervention (p. 1076)

Jean-Pierre BLAZY

*Val-d'Oise (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3415 relative au renforcement des moyens de la justice en cas de catastrophe humaine liée aux transports [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3778 rectifiée visant à assurer la mise en application du principe de développement durable au transport aérien [13 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1869, posée le 13 février 2007. Transports aériens. Politique des transports aériens (J.O. Questions p.1431). Appelée le 13 février 2007. ADP, privatisation, conséquences, Goussainville (p. 1102)

RAPPELS AU REGLEMENT

Aurait aimé que le ministre de l'intérieur soit présent dans l'hémicycle au lieu de présenter son projet de loi devant le congrès des maires de France [23 novembre 2006] (p. 7983)

Regrette que son collègue M. Zanchi n'ait pu s'exprimer. Il réclame à nouveau la présence du ministre de l'intérieur [23 novembre 2006] (p. 7990)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère : estime que le texte examiné ne répond pas à la demande des maires [23 novembre 2006] (p. 7992)

Demande au ministre de s'expliquer sur l'urgence de débattre de l'amendement du Gouvernement relatif au permis à points [23 novembre 2006] (p. 8016)

Remarque que le ministre avait largement le temps d'aller en Italie et de revenir avant l'examen de l'article 12 qui traite des infractions au code de la route commises par les étrangers [23 novembre 2006] (p. 8017)

Remarque que l'esprit partisan du ministre l'a emporté sur sa fonction ministérielle et demande des résultats complets [23 novembre 2006] (p. 8021)

Commente, comme le Gouvernement en a pris l'initiative, les résultats des élections professionnelles de la police [24 novembre 2006] (p. 8027)

Conteste les propos du ministre délégué à l'aménagement du territoire [24 novembre 2006] (p. 8030)

Reconnaît les compétences sur le texte de M. Estrosi mais se plaint de l'absence du ministre d'Etat [24 novembre 2006] (p. 8038)

Demande une suspension de séance afin de vérifier qu'en cas d'égalité de voix acquise grâce au vote du président de séance, l'amendement est rejeté [24 novembre 2006] (p. 8041)

Souligne, à la reprise de la séance, que la majorité est précaire, en raison de l'absence d'un grand nombre des députés qui la composent [24 novembre 2006] (p. 8041)

Fait remarquer l'absence de caractère normatif de l'amendement adopté [24 novembre 2006] (p. 8046)

Regrette que des amendements sur lesquels son groupe souhaitait intervenir aient été retirés. [24 novembre 2006] (p. 8047)

S'indigne de l'examen des articles dans le désordre en raison de l'agenda des ministres et demande le respect du Parlement [24 novembre 2006] (p. 8065)

Déplore l'absence des ministres de la justice et de la famille. La présence du Premier ministre mettrait de l'ordre dans cette situation qu'il juge confuse [24 novembre 2006] (p. 8066)

Déplore les conditions dégradées dans lesquelles se déroule le débat : changement dans l'ordre de la discussion des articles, remplacement des articles 18 à 24 par une ordonnance, majorité faiblement mobilisée, absence des ministres concernés [24 novembre 2006] (p. 8074)

Exprime son indignation sur la manière dont le Gouvernement se comporte vis-à-vis de l'Assemblée [24 novembre 2006] (p. 8079)

Demande une suspension de séance pour permettre au ministre de la famille d'arriver [24 novembre 2006] (p. 8088)

Se plaint de l'absence du ministre de la famille concerné par les dispositions en discussion [24 novembre 2006] (p. 8089)

Conteste l'issue du vote à main levée sur l'amendement n°127, et demande de recommencer ce vote par assis et levé [28 novembre 2006] (p. 8203)

Souhaite que le ministre de l'éducation nationale vienne s'expliquer sur l'absentéisme scolaire [29 novembre 2006] (p. 8284)

Demande s'il est conforme au règlement d'empêcher que le vote par scrutin public sur l'amendement n° 108 ait lieu avant le vote sur l'amendement n° 730 [29 novembre 2006] (p. 8294)

Reproche au vice-président de donner l'avis de la commission à la place du rapporteur [29 novembre 2006] (p. 8327)

Se plaint de la façon dont est conduit le débat et de ne pas avoir pu aborder les points qu'il souhaitait [29 novembre 2006] (p. 8330)

Souhaite savoir quel ministre sera présent pour l'examen des articles relatifs aux stupéfiants [30 novembre 2006] (p. 8347)

Salut la présence du ministre de la santé mais regrette l'absence du ministre de l'intérieur [30 novembre 2006] (p. 8412)

Demande des précisions statistiques sur la délinquance des jeunes [1^{er} décembre 2006] (p. 8438)

Rappelle que le débat porte sur l'ordonnance sur les mineurs et souhaite que l'on s'y tienne [1^{er} décembre 2006] (p. 8459)

Suspecte des difficultés internes à la majorité et estime que les amendements retirés portent directement atteinte à la liberté des juges [1^{er} décembre 2006] (p. 8464)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6101)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6101)

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6101)

Droit pénal : génocide : recherches universitaires (p. 6102)

Parlement : rôle : histoire (p. 6101)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6162)

Son intervention (p. 6166)

Thèmes :

Corps diplomatique et consulaire : consulats : moyens (p. 6167)

Droits de l'homme et libertés publiques : mariage (p. 6167)

Etat civil : mariage : contrôle (p. 6167)

Etat civil : mariage avec un étranger : naissances (p. 6166)

Etat civil : mariage avec un étranger : pays étrangers (p. 6166)

Etrangers : immigration clandestine : régularisations (p. 6168)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 6167)

Famille : mariage forcé (p. 6167)

Famille : mariages blancs : immigration (p. 6166)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 6167)

Discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6168)

Article 1er (composition du dossier de mariage et audition des futurs époux)

Son amendement n° 2 (de suppression) (p. 6168)

Ses amendements n°s 3 et 4 (p. 6168 et s.)

Article 3 (contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger)

Son amendement n° 5 (de suppression) (p. 6169)

Ses amendements n°s 6 à 9, 11, 10, 13, 14 et 12 (p. 6169 et s.)

Article 6 (force probante des actes de l'état civil étrangers)

Ses amendements n°s 15, 17 et 16 (p. 6172)

Après l'article 8

Son amendement n° 18 (délais de contrôle de la validité du mariage non pris en compte pour l'appréciation de la durée de la communauté de vie) (p. 6172) : rejeté (p. 6173)

Son amendement n° 19 (rapport annuel d'évaluation) : rejeté (p. 6173)

Ses explications de vote (p. 6173)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6173)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7019)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : statistiques (p. 7019)

Etrangers : immigration clandestine : expulsion (p. 7020)

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 7019)

Ordre public : personnels : agressions (p. 7019)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 7019)

Police : adjoints de sécurité (p. 7019)

Police : effectifs (p. 7020)

Police : police de proximité (p. 7020)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2006] (p. 7048)

Crédits de la mission : "Sécurité" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7050)

Crédits de la mission : "Sécurité civile" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7050)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7832) : rejetée (p. 7846)

Son intervention (p. 7900)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7833)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7832)

Droit pénal : récidive : prévention (p. 7833)

Elections et référendums : campagnes électorales : délinquance et criminalité (p. 7832)

Police : police de proximité (p. 7833, 7900)

Police : policiers : agressions (p. 7833)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 novembre 2006] (p. 7983)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 376 (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7983) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7990)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 novembre 2006] (p. 7990)

Intervient sur l'ad n° 589 de Mme Patricia Adam (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7995)

Son amendement n° 590 (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7992) : rejeté (p. 7996)

Son amendement n° 595 (rôle et fonctions des différents acteurs impliqués dans la prévention de la délinquance) (p. 7996) : rejeté (p. 8000)

Intervient sur l'ad n° 599 de Mme Patricia Adam (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8006 et s.)

Ses observations : demande communication de l'amendement du Gouvernement ayant motivé une modification de l'ordre d'examen des articles [23 novembre 2006] (p. 8006)

Intervient sur l'ad n° 25 de M. Noël Mamère (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance) (p. 8009)

Son amendement n° 600 (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8006) : rejeté (p. 8010)

Intervient sur l'ad n° 609 de Mme Patricia Adam (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8011)

Intervient sur l'ad n° 614 de Mme Patricia Adam (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8012)

Son amendement n° 610 (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8010) : rejeté (p. 8012)

Son amendement n° 615 (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8012) : rejeté (p. 8015)

Ses observations : demande une suspension de séance pour lire l'amendement du Gouvernement qui vient d'être rectifié [23 novembre 2006] (p. 8015)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) (p. 7991)

Après l'article 12

Ses rappels au règlement (cf supra) [23 novembre 2006] (p. 8016, 8017)

Intervient sur l'ad n° 293 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives aux permis à points) (p. 8019)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 novembre 2006] (p. 8021)

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8027, 8030)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8032 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8038)

Ses amendements n°s 641 rectifié et 642 (p. 8040 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8041)

Son amendement n° 643 (p. 8042)

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8046, 8047)

Ses amendements n°s 644 et 645 (p. 8050)

Ses amendements n°s 646, 647 et 639 (p. 8055 et s.)

Ses amendements n°s 648 et 649 (p. 8064)

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8065, 8066)

Article 1er bis précédemment réservé (présence de travailleurs sociaux dans les commissariats)

Ses interventions (p. 8068 et s.)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Ses interventions (p. 8069 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8074, 8079)

Article 2 bis précédemment réservé (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8082)

Son sous-amendement n° 714 à l'ad n° 633 du Gouvernement : SCRUTIN PUBLIC (p. 8084)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8086)

Son amendement n° 674 (p. 8087) : adopté après modification (p. 8088)

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8088, 8089)

Avant l'article 5

Son amendement n° 709 précédemment réservé (informations confidentielles recueillies par le maire communicables uniquement aux professionnels tenus au secret ou aux magistrats) (p. 8103) : rejeté (p. 8104)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son amendement n° 699 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8114)

Son amendement n° 388 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8119)
 Ses interventions (p. 8124 et s.)
 Son amendement n° 389 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8129)
 Son amendement n° 391 (p. 8131)
 Son amendement n° 392 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8132)

Après l'article 5

Son amendement n° 700 précédemment réservé (suppression du contrat de responsabilité parentale) : rejeté (p. 8141)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 8142 et s.)
 Son amendement n° 705 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8147)
 Son rappel au règlement (cf supra) [28 novembre 2006] (p. 8203)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 682 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (partage du secret professionnel en matière de protection de l'enfance) (p. 8206)

Intervient sur l'adt n° 371 précédemment réservé de M. Nicolas Perruchot (statut de la profession de correspondant de nuit) (p. 8208)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son amendement n° 685 (de suppression) (p. 8212)
 Son intervention (p. 8213)

Après l'article 7

Son amendement n° 686 précédemment réservé (suppression de la procédure de transaction proposée par le maire en réparation d'un préjudice) : rejeté (p. 8213)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 8214 et s.)
 Son amendement n° 687 (de suppression) (p. 8216)

Article 8 bis précédemment réservé (contribution de l'Education nationale à la lutte contre les violences)

Son intervention (p. 8222)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8223 et s.)
 Ses amendements n°s 379 et 688 (p. 8277 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8284)
 Ses amendements n°s 380, 382 et 383 (p. 8286 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8294)
 Son amendement n° 689 (p. 8295)

Après l'article 9

Son amendement n° 650 précédemment réservé (fin de la compétence exclusive du ministre de l'économie et des finances pour initier des poursuites contre certaines infractions à la législation financière) (p. 8298) : rejeté (p. 8301)

Intervient sur l'adt n° 681 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (formation des acteurs de la protection de l'enfance et de la prévention de la délinquance) (p. 8306)

Son amendement n° 652 précédemment réservé (suppression de la répression du racolage passif) (p. 8307) : rejeté (p. 8308)

Son amendement n° 637 rectifié précédemment réservé (pénalisation d'infractions à l'environnement) (p. 8308) : rejeté (p. 8309)

Son amendement n° 697 précédemment réservé (détachement de fonctionnaires de police auprès de l'autorité judiciaire) (p. 8309) : rejeté (p. 8310)

Intervient sur l'adt n° 462 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée) (p. 8311)

Son amendement n° 695 précédemment réservé (renforcement des moyens procéduraux applicables au délit de corruption) (p. 8310) : rejeté (p. 8311)

Son amendement n° 653 précédemment réservé (aggravation de la sanction pour infraction à l'obligation de paiement des salaires) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 683 précédemment réservé (contrôle de l'utilisation des fonds publics accordés aux entreprises) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 651 précédemment réservé (suppression de la commission des infractions fiscales) (p. 8312) : rejeté (p. 8313)

Son amendement n° 696 précédemment réservé (indépendance de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics) (p. 8313) : rejeté (p. 8314)

Son amendement n° 698 précédemment réservé (indépendance du Service central de prévention de la corruption) : rejeté (p. 8314)

Intervient sur l'adt n° 694 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (création d'un chapitre consacré à la délinquance économique) (p. 8315)

Article 11 bis précédemment réservé (participation possible des communes aux dépenses de sécurité des immeubles)

Ses interventions (p. 8319 et s.)

Après l'article 11 quater

Intervient sur l'adt n° 728 précédemment réservé du Gouvernement (obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 8322)

Intervient sur l'adt n° 543 précédemment réservé de M. Serge Grouard (résiliation du bail pour troubles du voisinage aux abords immédiats des immeubles) (p. 8323)

Article 12 précédemment réservé (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8327)

Après l'article 12

Son amendement n° 496 (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 8328) : devenu sans objet (p. 8329)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Ses interventions (p. 8330 et s.)
 Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8330)

Article 12 ter (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Ses interventions (p. 8332 et s.)

Avant l'article 13

Son amendement n° 384 (nouvel intitulé du titre du chapitre IV) (p. 8342) : rejeté (p. 8344)

Article 13 (création d'un service volontaire citoyen de la police nationale)

Son intervention (p. 8346)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8347)

Après l'article 13

Son amendement n° 386 rectifié (saisine de la commission nationale de déontologie de la sécurité -CNDS) (p. 8347) : adopté après modification (p. 8348)

Son amendement n° 385 (restauration de la police de proximité dans les zones urbaines sensibles) (p. 8348) : rejeté (p. 8349)

Article 14 (prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique)

Son intervention (p. 8349)

Article 17 bis (création d'une infraction de non-dénonciation volontaire de la disparition d'un enfant)

Ses interventions (p. 8366 et s.)

Article 4 précédemment réservé (composante judiciaire de la prévention de la délinquance : reconnaissance explicite par la loi du rôle du ministère public en matière de prévention)

Ses interventions (p. 8374 et s.)

Ses amendements n°s 675 (de suppression), 677 et 679 (p. 8375 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 475 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (obligation pour les policiers municipaux de servir pendant une durée minimum de trois ans la collectivité qui a financé leur formation) (p. 8379)

Intervient sur l'adt n° 173 précédemment réservé de la commission (information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés) (p. 8381)

Article 25 (renforcement des obligations des personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes -FJAIS)

Son intervention (p. 8381)

Son amendement n° 661 (de suppression) (p. 8382)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 568 de M. Jean-Christophe Lagarde (aggravation des peines en cas de violation répétée d'un arrêté municipal) (p. 8388)

Intervient sur l'adt n° 101 du Gouvernement (circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 8390 et s.)

Article 28 (création d'une circonstance aggravante à l'usage illicite de produits stupéfiants lorsqu'il est le fait de certaines personnes dans l'exercice de leurs fonctions - autorisation du dépistage de l'usage de produits stupéfiants dans les lieux où s'effectue le transport public des voyageurs - répression de la provocation à l'usage ou au trafic de stupéfiants)

Son intervention (p. 8401)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8412)

Article 30 (extension des mesures de composition pénale)

Ses interventions (p. 8427 et s.)

Article 35 (aménagement des mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - application de la composition pénale aux mineurs)

Ses interventions (p. 8437 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} décembre 2006] (p. 8438)

Ses amendements n°s 619, 664 et 655 (p. 8440, 8442, 8445)

Article 36 (juge des enfants)

Ses interventions (p. 8448 et s.)

Article 37 (contrôle judiciaire)

Son intervention (p. 8450)

Son amendement n° 666 (p. 8450)

Article 38 (organisation des audiences du tribunal pour enfants - procédure de présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs)

Ses interventions (p. 8451 et s.)

Son amendement n° 667 (de suppression) (p. 8452)

Article 39 (nouvelles sanctions éducatives - mesure d'activité de jour)

Son intervention (p. 8452)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8455 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} décembre 2006] (p. 8459)

Article 40 (mesure d'activité de jour et ajournement)

Son intervention (p. 8460)

Article 41 (nouvelle hypothèse de placement dans les centres éducatifs fermés)

Son intervention (p. 8461)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 351 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (création d'une peine de sanction-restauration) (p. 8463)

Article 45 (assistance éducative des mineurs en danger - possibilité de placement en internat)

Son intervention (p. 8464)

Après l'article 45

Son amendement n° 387 (droit de vote à partir de seize ans) : rejeté (p. 8464)

Son rappel au règlement (cf supra) [1^{er} décembre 2006] (p. 8464)

Intervient sur l'adt n° 631 rectifié de la commission (motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive) (p. 8466)

Intervient sur l'adt n° 241 deuxième rectification de la commission (possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'arrêt en cas d'urgence et d'empêchement du juge de l'application des peines) (p. 8467)

Article 45 bis (écoutes par l'administration pénitentiaire de conversations téléphoniques passées par les personnes condamnées)

Son intervention (p. 8468)

Article 46 (pouvoirs de police judiciaire des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - police des chemins de fer)

Ses interventions (p. 8468 et s.)

Ses amendements n°s 668 et 669 (p. 8469 et s.)

Article 51 (application des autres dispositions du projet de loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et-Futuna)

Ses interventions (p. 8472 et s.)

Explications de vote et vote [5 décembre 2006] (p. 8519)

Ses explications de vote (p. 8522)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8523)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1125) : rejetée (p. 1127)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1125)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1126)

Droit pénal : procédure de présentation immédiate (p. 1126)

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) : atteintes à la vie privée (p. 1127)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 1126)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 1126)

Enseignement : établissements scolaires : surveillants (p. 1125)

Gens du voyage : stationnement (p. 1126)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 1125)

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 1er (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son amendement n° 47 (p. 1146)

Article 5 (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son amendement n° 48 (de suppression) (p. 1147)

Son amendement n° 49 (p. 1148)

Article 6 (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son amendement n° 50 (de suppression) (p. 1148)

Article 8 (rappel à l'ordre par le maire)

Son amendement n° 51 (de suppression) (p. 1150)

Son intervention (p. 1151)

Article 9 (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son amendement n° 52 (p. 1151)

Article 11 quinquies (obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation)

Son amendement n° 53 (p. 1153)

Article 12 (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)

Son amendement n° 54 rectifié (p. 1154)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Son amendement n° 55 (p. 1156)

Son amendement n° 71 rectifié (p. 1156) : adopté après deuxième rectification (p. 1157)

Article 12 ter A (évaluation comportementale de certains chiens)

Ses amendements n° 56 et 70 (p. 1157 et s.)

Article 12 quinquies (conditions du pouvoir de réquisition du préfet)

Son amendement n° 57 (de suppression) (p. 1158)

Article 13 bis (dispositions relatives à la Commission nationale de déontologie de la sécurité)

Son amendement n° 58 (p. 1159)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son intervention (p. 1160)

Article 18 (renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques)

Son amendement n° 59 (de suppression) (p. 1162) : adopté (p. 1164)

Article 19 (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Son amendement n° 60 (de suppression) (p. 1162) : adopté (p. 1164)

Article 20 (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Son amendement n° 61 (de suppression) (p. 1162) : adopté (p. 1164)

Article 21 (déclenchement de la procédure d'hospitalisation d'office par le maire)

Son amendement n° 62 (de suppression) (p. 1162) : adopté (p. 1164)

Article 22 (confirmation de la décision d'hospitalisation d'office par le préfet)

Son amendement n° 63 (de suppression) (p. 1162) : adopté (p. 1164)

Article 23 (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale)

Son amendement n° 64 (de suppression) (p. 1162) : adopté (p. 1164)

Article 24 (extension au classement sans suite des dispositions applicables aux non-lieu, relaxe ou acquittement en raison de l'irresponsabilité pénale)

Son amendement n° 65 (de suppression) (p. 1162) : adopté (p. 1164)

Article 26 bis A (circonstance aggravante de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion - "happy slapping")

Ses amendements n° 66 et 67 (p. 1164)

Article 43 (sanction-réparation)

Son amendement n° 68 (p. 1165)

Article 45 bis D (possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'amener en cas de manquement à une obligation liée à une condamnation exécutée en milieu ouvert)

Son amendement n° 69 (de suppression) (p. 1166)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1524)

Son intervention (p. 1527)

Thèmes :

- Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1527)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 1528)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1529)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 1527)
- Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 1528)
- Enseignement secondaire : personnel : surveillants (p. 1528)
- Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 1528)
- Justice : crédits budgétaires (p. 1529)
- Police : effectifs : Val d'Oise (p. 1528)
- Police : police de proximité (p. 1528)
- Vote contre du groupe socialiste (p. 1529)

Émile BLESSIG

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (n° 3462) [21 novembre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 21 février 2007] (p. 3100)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3419 élargissant le bénéfice du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle aux ministres des cultes reconnus et aux membres de leurs congrégations et collectivités religieuses [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3520 visant à réformer l'assurance de protection juridique [13 décembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le déploiement de la couverture numérique sur le territoire (télévision numérique de terre, téléphonie mobile, internet haut débit) [19 décembre 2006] (n° 3531)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur

le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (n° 3462) [10 janvier 2007] (n° 3557)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [20 février 2007] (n° 3749)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [28 novembre 2006] (p. 8166)

Déchéances et incapacités. Incapables majeurs. Tutelle et curatelle, réforme [16 janvier 2007] (p. 299)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 18 C (création de comités techniques paritaires communs à l'EPCI et aux communes adhérentes)

Son amendement n° 155 (de suppression) (p. 6083)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Procédure des questions :

Etrangers : visas : délivrance (p. 6833)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Son intervention (p. 7581)

Thèmes :

Droit local : Alsace-Moselle (p. 7581)

Droit pénal : peines : aménagement (p. 7581)

Justice : frais de justice : sécurité (p. 7581)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 342)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : maladie d'Alzheimer (p. 342)

Départements : action sociale : compensations financières (p. 343)

Donations et successions : successions : recours (p. 343)

Droit civil : code civil : modernisation (p. 343)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)*Article 1er (modifications de nomenclature)*

Ses amendements n^{os} 274 et 275 : adoptés (p. 394)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n^o 3 de la commission (fin de la tutelle du mineur) (p. 394)

Article 4 (simplification des dispositions relatives à la tutelle des mineurs)

Son intervention (p. 394 et s.)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 399 et s.)

Son amendement n^o 340 (p. 399) : adopté (p. 400)

Ses amendements n^{os} 341 et 218 : adoptés (p. 405, 411)

Son amendement n^o 219 deuxième rectification (p. 415) : adopté (p. 420)

Ses amendements n^{os} 342 à 344 : adoptés (p. 430 et s.)

Ses amendements n^{os} 345 et 346 : adoptés (p. 440 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n^o 422 de M. Alain Vidalies (formation et soutien des mandataires bénévoles) (p. 445)

Intervient sur l'adt n^o 410 de M. Alain Vidalies (coordination) (p. 445)

Intervient sur l'adt n^o 411 de M. Alain Vidalies (divorce d'un époux sous mandat de protection) (p. 445)

Intervient sur l'adt n^o 412 de M. Alain Vidalies (fourniture gratuite obligatoire par les banques de prestations informatiques facilitant la gestion des comptes des personnes protégées) (p. 445)

Article 6 (gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle)

Son intervention (p. 445 et s.)

Ses amendements n^{os} 347 à 350 : adoptés (p. 445 et s.)

Article 7 (présomption de suggestion et de captation par les professionnels de santé et les mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 447)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n^o 135 de la commission (coordinations au sein du code civil) (p. 447)

Intervient sur l'adt n^o 134 de la commission (modification du régime matrimonial d'une personne protégée) (p. 447)

Avant l'article 8

Son amendement n^o 276 (intitulé du titre II complété par "et le code de la santé publique") : adopté (p. 447)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 448 et s.)

Ses amendements n^{os} 277 et 279 : adoptés (p. 451 et s.)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 455 et s.)

Article 10 (insertion des services de tutelles dans la nomenclature des établissements sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation)

Son intervention (p. 457)

Son amendement n^o 283 : adopté (p. 457)

Article 11 (compétences en matière de tarification des services mandataires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 457 et s.)

Son amendement n^o 284 : adopté (p. 458)

Article 12 (financement de la protection judiciaire des majeurs)

Son intervention (p. 458)

Article 13 (coordinations en matière de droits des majeurs protégés usagers de services sociaux et médico-sociaux tutélaires)

Son intervention (p. 458)

Article 14 (régime juridique de l'activité des personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 459 et s.)

Son amendement n^o 220 rectifié (p. 459) : adopté (p. 460)

Ses amendements n^{os} 285 et 286 : adoptés (p. 460)

Article 15 (sanctions pénales des infractions au régime juridique des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 461)

Article 16 (règles applicables aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs dans les hôpitaux et les structures de soins psychiatriques)

Son intervention (p. 461)

Son amendement n^o 288 : adopté (p. 461)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n^o 182 rectifié de la commission (conditions d'exercice et financement de l'activité de délégué aux prestations familiales) (p. 461)

Intervient sur l'adt n^o 183 de la commission (personnes exerçant une mesure de protection juridique à titre non professionnel) (p. 461)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n^o 184 de la commission (coordination) (p. 461)

Article 19 (approfondissement du contrôle des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 462)

Article 20 (coordination)

Son intervention (p. 462)

Article 21 (contrats d'assurance sur la vie d'un majeur en tutelle ou en curatelle)

Son intervention (p. 462 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 197 de M. Pierre-Louis Fagniez (fin de la compétence du juge des tutelles pour autoriser une recherche biomédicale sur une personne majeure non protégée hors d'état de manifester son consentement) (p. 463)

Article 23 (prorogation de l'échéancier d'expérimentation du financement par dotation globale)

Son intervention (p. 464)

Après l'article 23

Intervient sur l'adit n° 291 du Gouvernement (inscription des mentions relatives à la nationalité sur les extraits d'acte de naissance) (p. 464)

Intervient sur l'adit n° 214 rectifié du Gouvernement (substitution du nouveau code de procédure civile à l'ancien) (p. 464)

Intervient sur l'adit n° 215 du Gouvernement (de la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions commises par des majeurs protégés) (p. 465)

Intervient sur le sous-adit n° 461 de M. Alain Vidalies (prescriptions prévues imposées, à peine de nullité, pour les personnes sous tutelle) à l'adit n° 215 du Gouvernement (p. 465)

Intervient sur l'adit n° 213 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n°2005-656 du 8 juin 2005 relative aux règles de fonctionnement des juridictions du contentieux de l'incapacité) (p. 465)

Intervient sur l'adit n° 216 rectifié du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n°2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation) (p. 465)

Article 24 (habilitation du Gouvernement à transposer la réforme outre-mer par voie d'ordonnance)

Son amendement n° 335 : adopté (p. 465)

Article 25 (délais de mise en conformité avec les dispositions de la loi pour l'autorisation, l'agrément et la déclaration des activités tutélaires)

Son amendement n° 338 rectifié : adopté (p. 465)

Article 26 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 465 et s.)

Son amendement n° 351 : adopté (p. 466)

Après l'article 26

Intervient sur l'adit n° 196 de la commission (rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la mesure d'accompagnement social personnalisé) (p. 466)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1487)

Son intervention (p. 1487)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : fiducie (p. 1488)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 1488)

Déchéances et incapacités : mandat de protection future (p. 1487)

Déchéances et incapacités : tutelle : financement (p. 1488)

Déchéances et incapacités : tutelle : information (p. 1488)

Donations et successions : recours (p. 1488)

Professions judiciaires et juridiques : notaires : mandat de protection future (p. 1488)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 816)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 816, 817)

Audiovisuel et communication : pluralisme (p. 816, 817)

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 816)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 816, 817)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 816)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 816, 817)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 816, 817)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 2 (procédure dérogatoire d'attribution des fréquences pour le "dividende numérique")

Son intervention (p. 837)

Proposition de loi n° 3608 portant réforme de l'assurance de protection juridique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2007] (p. 1063)

Son intervention (p. 1066)

Thèmes :

Assurances : assurance juridique (p. 1066)

Assurances : assurance juridique : clauses abusives (p. 1067)

Justice : aide juridictionnelle (p. 1066)

Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 1066)

Discussion des articles [8 février 2007] (p. 1069)

Article 1er (point de départ de la déclaration du sinistre - obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - obligation de recourir à un avocat)

Son intervention (p. 1072)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1067)

Serge BLISKO

Paris (10^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 janvier 2007] (p. 1170)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 19 janvier 2007] (p. 1170)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iran. Conférence négationniste, attitude de la France [13 décembre 2006] (p. 8981)

Sécurité publique. Réglementation. Prévention de la délinquance, projet de loi, contenu, santé mentale [13 février 2007] (p. 1117)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7303)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle (p. 7303)

Handicapés : dépendance (p. 7303)

Procédure des questions :

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 7316)

Politique sociale : hébergement d'urgence : crédits (p. 7315)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7318)

Article 55 (alignement du forfait logement de l'allocation de parent isolé - API - sur celui du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son intervention (p. 7318)

Article 56 (subsidiarité de l'allocation de parent isolé - API)

Son intervention (p. 7319)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 19 précédemment réservé (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 8415 et s.)

Article 20 précédemment réservé (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Son intervention (p. 8419)

Article 21 précédemment réservé (réforme de l'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 8421 et s.)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1136)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1136)

Professions de santé : secret médical (p. 1136)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7945) : rejetée (p. 7951)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 7947, 7948)

Politique sociale : exclusion (p. 7949)

Professions de santé : psychiatres (p. 7946, 7947)

Santé : maladies mentales (p. 7945 et s.)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 7948)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8173)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8173) : rejetée (p. 8176)

Thèmes :

Professions de santé : chirurgiens (p. 8173)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 8173, 8174)

Professions de santé : exercice libéral (p. 8173)

Santé : accès aux soins (p. 8173)

Santé : soins : remboursement (p. 8173)

Syndicats : représentativité (p. 8174)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 56)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 57)

Enfants : droits de l'enfant (p. 56, 57)

Enfants : enfants accueillis (p. 56)

Enfants : mauvais traitements (p. 56, 57)

Etrangers : enfants (p. 56)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 56, 57)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son amendement n° 224 : adopté (p. 74)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 125 corrigé de M. Georges Fenech (désignation d'un avocat chargé de défendre un mineur sous emprise sectaire dans les procédures de reconnaissance de droit de visite ou de garde ou les procédures pénales) (p. 98)

Article 5 (signalement des mineurs en danger)

Son amendement n° 225 (p. 127)

Après l'article 5

Son amendement n° 226 (convention entre l'Etat et le président du conseil général pour élargir la prise en charge sociale des mineurs isolés demandeurs d'asile) : rejeté (p. 130)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 227 (accès à la carte de séjour temporaire portant la mention "vie privée et familiale" pour les étrangers atteignant leur majorité et préalablement confiés après 16 ans au service de l'aide sociale à l'enfance) : rejeté (p. 131)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Son amendement n° 223 (p. 132)

Après l'article 17

Son amendement n° 240 (suppression de l'opposition administrative aux donations entre vifs ou par testament au profit de fondations, congrégations et associations) : rejeté (p. 176)

Son amendement n° 208 (répression de l'enfermement social des mineurs) : rejeté (p. 176)

Son amendement n° 214 (sanctions applicables en cas de défaut de déclaration d'une naissance) : devenu sans objet (p. 176)

Son amendement n° 231 (pouvoir du médecin de procéder en cas de nécessité à une transfusion sanguine) (p. 176) : retiré (p. 177)

Son amendement n° 216 (nouveau titre : " Dispositions tendant à protéger les enfants des dérives sectaires" au sein du projet de loi) : retiré (p. 178)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 351)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : contraception (p. 352)

Déchéances et incapacités : tutelle : contrôle (p. 353)

Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 352)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : protection (p. 353)

Justice : moyens (p. 352)

Justice : maisons de la justice et du droit (p. 353)

Professions de santé : médecins : expertise (p. 353)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 397 et s.)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 454)

Patrick BLOCHE

*Paris (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Patrick Bloche et plusieurs de ses collègues relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle (n° 2141) [4 octobre 2006] (n° 3354)

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome I : Action extérieure de l'Etat (rayonnement culturel et scientifique) (n° 3364) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Accoyer : s'exprime en faveur du passage au vote de la proposition de loi ; rappelle un précédent où la séance du matin s'est poursuivie jusqu'à quinze heures [12 octobre 2006] (p. 6125)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6113)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf supra) [12 octobre 2006] (p. 6125)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6113 et s.)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 6113 et s.)

Chômage : indemnisation : UNEDIC : intermittents du spectacle (p. 6114)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) : intermittents du spectacle (p. 6114 et s.)

Syndicats : accords professionnels (p. 6114, 6115)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6114, 6115)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 3

Son amendement n° 138 (PACS – droits de mutation à titre gratuit : alignement sur les taux applicables aux couples mariés) : rejeté (p. 6336)

Son amendement n° 133 (PACS – droits de mutation à titre gratuit : bénéfice de l'abattement accordé au conjoint survivant) (p. 6336) : rejeté (p. 6337)

Après l'article 9

Son amendement n° 173 (sociétés d'investissements immobiliers cotées – taux d'imposition des plus-values de cession porté de 16,5 % à 26,5 %) (p. 6377) : rejeté (p. 6378)

Ses amendements n° 171 et 172 rectifiés (personnes non résidentes – plus-values immobilières : imposition à défaut de convention prévoyant la taxation dans l'un des Etats) (p. 6381) : retirés (p. 6382)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT****Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6813)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : étrangers (p. 6814)

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 6814)

Etrangers : visas : délivrance (p. 6814)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 6813)

Politique extérieure : relations culturelles : agences (p. 6814)

Politique extérieure : relations culturelles : centres culturels (p. 6813)

Politique extérieure : relations culturelles : grandes écoles (p. 6814)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2006] (p. 6836)*Crédits de la mission : "Action extérieure de l'Etat" inscrits à l'Etat B*

Son intervention (p. 6837)

CULTURE**Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)**

Son intervention (p. 7519)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7519)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7520)

Culture : création (p. 7520)

Culture : crédits (p. 7519 et s.)

Culture : décentralisation (p. 7519, 7520)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7520)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7520)

Patrimoine culturel : musées (p. 7520)

Télécommunications : Internet : droits d'auteur (p. 7519)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7536)*Après l'article 62*

Intervient sur l'adit n° 224 de M. François Brottes (majoration des montants de la taxe fixée pour la publicité radiodiffusée et télévisée) (p. 7537)

MEDIAS**Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7629)**

Son intervention (p. 7632)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : radio (p. 7632)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 7632)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 7632)

Presse et livres : périodiques (p. 7632 et s.)

Presse et livres : presse : aides (p. 7633)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7633)*Crédits de la mission "Médias" inscrits à l'état B*

Son amendement n° 278 (redéploiement de crédits du programme "Chaîne française d'information internationale" vers le programme "Presse") (p. 7633)

Après l'article 63

Son amendement n° 279 (dégrèvement de la redevance en faveur des étudiants boursiers) : rejeté (p. 7637)

Son amendement n° 280 (dégrèvement de la redevance en faveur des bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité) : rejeté (p. 7637)

Son amendement n° 281 (émission de l'avis d'imposition de la redevance avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 7637) : rejeté (p. 7638)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)**

Son intervention (p. 54)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 54, 55)

Enfants : enfants accueillis (p. 55)

Enfants : mauvais traitements (p. 54, 55)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 54, 55)

Politique sociale : aide sociale : enfants (p. 55)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)**

Son intervention (p. 818)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : diversité culturelle (p. 818, 819)

Audiovisuel et communication : pluralisme (p. 818, 819)

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 819)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 819, 820)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 818, 819)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 819)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 819)

Audiovisuel et communication : sociétés de programme : concurrence (p. 819)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 819, 820)

Télécommunications : Internet (p. 820)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 870 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 167 de M. Didier Mathus (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Didier Mathus (obligation, dès lors que l'offre du câblo-opérateur le permet, d'examen, par l'assemblée générale de copropriété, d'une proposition commerciale permettant la distribution de la TNT) (p. 880)

Après l'article 5 bis

Intervient sur le sous-adt n° 283 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des limites techniques) à l'adt n° 87 rectifié de la commission des affaires économiques (reprise des programmes régionaux de France 3 sur les réseaux des distributeurs de service du câble, du satellite et de l'ADSL) (p. 882)

Intervient sur l'adt n° 171 rectifié de M. Didier Mathus (reprise des programmes régionaux de France 3 sur les réseaux des distributeurs de service du câble, du satellite et de l'ADSL) (p. 882)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 886 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 53 deuxième rectification de la commission (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 891)

Intervient sur l'adt n° 180 de M. Didier Mathus (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 891)

Article 10 (procédure d'autorisation de l'opérateur de multiplex et reprise des chaînes de télévision mobile personnelle par les distributeurs)

Son intervention (p. 892)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Didier Mathus (systèmes de contrôle d'accès aux chaînes cryptées par "standards ouverts") (p. 899)

Article 11 (abrogation)

Son intervention (p. 900)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Didier Mathus (droit à la reprise intégrale et simultanée des services de télévision à accès libre diffusés en clair) (p. 900)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 185 de M. Didier Mathus (limitation à 37,5 % de la part maximum d'audience des services nationaux de télévision) (p. 903, 904)

Article 16 (modification de la programmation et des modalités de commercialisation d'un service de télévision mobile personnelle sans remise en cause de l'autorisation)

Son intervention (p. 905)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (lots d'images non exclusives des manifestations sportives diffusables gratuitement) (p. 908)

Article 16 ter (définition de l'œuvre audiovisuelle)

Son intervention (p. 911)

Article 16 quinquies (numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services)

Son intervention (p. 912)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (aménagement de la contribution du secteur télévisuel au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP) (p. 914)

Intervient sur le sous-adt n° 190 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 914)

Intervient sur le sous-adt n° 191 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervient sur le sous-adt n° 192 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervention : demande la position du Gouvernement sur les coupures de publicité dans l'audiovisuel public [31 janvier 2007] (p. 915)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Didier Mathus (assujettissement des services de télévision mobile personnelle à la taxe sur les services télévisuels) (p. 919)

Après l'article 18

Son amendement n° 200 (conditions de fixation du prix de référence en cas de contentieux concernant l'exploitation d'œuvres cinématographiques) (p. 920) : retiré (p. 921)

Roland BLUM

*Bouches-du-Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon (n° 3678) [7 février 2007]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome III : Affaires européennes (n° 3366) [12 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon (n° 3678) [13 février 2007] (n° 3692)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'utilisation par les ONG françaises des aides publiques et privées françaises destinées aux victimes du tsunami [20 février 2007] (n° 3743)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3654)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Turquie (p. 3654)

Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3654)

Droit pénal : négationnisme : histoire (p. 3654)

Relations internationales : Turquie (p. 3654)

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son intervention (p. 6110)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6455 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

[12 décembre 2006] (p. 8869)

Son intervention (p. 8871)

Thèmes :

Pays étrangers : Chypre (p. 8872)

Pays étrangers : Irak (p. 8872)

Pays étrangers : Maroc (p. 8872)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 8872)

Pays étrangers : Russie (p. 8872)

Pays étrangers : Turquie (p. 8871, 8872)

Politiques communautaires : immigration (p. 8872, 8873)

Union européenne (p. 8873, 8874)

Union européenne : Conseil européen (p. 8871, 8872)

Union européenne : élargissement (p. 8872)

Jacques BOBE

*Charente (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VII : Politique des territoires (aménagement, urbanisme et ingénierie publique) (n° 3365) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Urbanisme. Permis de construire. Réforme, mise en œuvre [31 janvier 2007] (p. 852)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6283)

Thème :

Bourses d'études (p. 6284)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7383)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 7383)

Urbanisme : agences d'urbanisme (p. 7383)

Urbanisme : permis de construire (p. 7383)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7383)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 7383)

Procédure des questions :

Transports : infrastructures (p. 7423)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 823)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 824)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 824)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 824)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 823, 824)

Télécommunications : Internet (p. 824)

Alain BOCQUET

*Nord (20^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains
Président du groupe Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

Président du groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la place et le rôle des fonds d'investissement dans l'économie, sur leurs méthodes d'acquisition d'entreprises par effet de levier appelées LBO, sur les conséquences de telles pratiques pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail ainsi que les solutions alternatives qui pourraient être mises en oeuvre à partir de la constitution d'un pôle financier public (n° 3491) [14 décembre 2006]

DEPOTS

Proposition de résolution n° 3491 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la place et le rôle des fonds d'investissement dans l'économie, sur leurs méthodes d'acquisition d'entreprises par effet de levier appelées LBO, sur les conséquences de telles pratiques pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail ainsi que les solutions alternatives qui pourraient être mises en oeuvre à partir de la constitution d'un pôle financier public [5 décembre 2006]

Proposition de résolution n° 3533 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de vie dans les centres de rétention administrative, la place réservée aux enfants et la

présence de tribunaux dans des enceintes soumises au ministère de l'intérieur [20 décembre 2006]

Proposition de résolution n° 3534 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions et les critères d'attribution et de renouvellement des agréments et des habilitations en zones réservées [20 décembre 2006]

Proposition de résolution n° 3535 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société Wagon Automobile [20 décembre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la place et le rôle des fonds d'investissement dans l'économie, sur leurs méthodes d'acquisition d'entreprises par effet de levier appelées LBO, sur les conséquences de telles pratiques pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail ainsi que sur les solutions alternatives qui pourraient être mises en oeuvre à partir de la constitution d'un pôle financier public (n° 3491) [17 janvier 2007] (n° 3590)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Nord, Picardie [16 janvier 2007] (p. 297)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1770, posée le 19 décembre 2006. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique (J.O. Questions p. 13069). Appelée le 19 décembre 2006. Avenant (p. 9126)

n° 1877, posée le 13 février 2007. Entreprises. Contrôle (J.O. Questions p. 1432). Appelée le 13 février 2007. Fonds d'investissement, conséquences (p. 1091)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Sa question préalable (p. 5755) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 5761)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5760)

Son intervention (p. 5780)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 5781)

Entreprises : fermeture (p. 5781)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5761, 5780)

Entreprises : actionnariat salarié : stock options (p. 5780, 5781)

Entreprises : bénéfices (p. 5780)

Entreprises : délocalisations (p. 5761)

Entreprises : épargne salariale (p. 5761)

Entreprises : GDF / SUEZ (p. 5780)

Entreprises : Michelin (p. 5781)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5780)

Entreprises : représentants du personnel (p. 5781)

Industrie : automobile (p. 5780)

Marchés financiers : bourses de valeurs (p. 5780, 5781)

Politique économique : marchés financiers (p. 5780, 5781)

Politique économique : libéralisme (p. 5780, 5781)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5760)
 Secteur public : pouvoirs publics (p. 5761)
 Travail : droit du travail (p. 5781)
 Travail : durée du travail (p. 5760)
 Travail : licenciements (p. 5780)
 Travail : salaires (p. 5760, 5780)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Sa question préalable (p. 6216) soutenue par M. Jean-Claude Sandrier : rejetée (p. 6225)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Sa question préalable (p. 6523) soutenue par Mme Jacqueline Fraysse : rejetée (p. 6528)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Sa question préalable (p. 7846) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 7854)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8817) soutenue par M. André Chassaing : rejetée (p. 8822)

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

[12 décembre 2006] (p. 8869)

Son intervention (p. 8870)

Thèmes :

Emploi : chômeurs (p. 8870)
 Environnement : protection (p. 8871)
 Industrie : automobile (p. 8871)
 Pays étrangers : Irak (p. 8871)
 Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 8871)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 8871)
 Politiques communautaires : immigration (p. 8870)
 Produits dangereux : amiante (p. 8871)
 Travail : droit du travail (p. 8871)
 Union européenne (p. 8870, 8871)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 8871)
 Union européenne : constitution européenne (p. 8870)

Union européenne : élargissement (p. 8870, 8871)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 8871)

Proposition de loi n° 3227 relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 541)

Thèmes :

Entreprises : contributions patronales (p. 553)

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 553)

Handicapés : pensions des invalides (p. 553)

Politique sociale : pauvreté (p. 553)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 553)

Vote sur le passage à la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 553)

Demande la vérification du quorum : retrait de la demande [23 janvier 2007] (p. 554)

Ses explications de vote (p. 553)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 553)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Sa question préalable (p. 1207) soutenue par M. Patrick Braouezec : rejetée (p. 1214)

Jean-Claude BOIS

*Pas-de-Calais (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Yves BOISSEAU

*Calvados (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 12

Intervient sur l'adit n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6615)

Daniel BOISSERIE

Haute-Vienne (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts locaux. Taux. Disparités [10 janvier 2007] (p. 114)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1745, posée le 5 décembre 2006. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 12585). Appelée le 5 décembre 2006. Conséquences, finances, collectivités territoriales (p. 8493)

Marcel BONNOT

Doubs (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Maxime BONO

Charente-Maritime (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5795)

Thèmes :

Energie et carburants : carburants (p. 5795, 5796)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5796)

Travail : chèque-transport (p. 5795, 5796)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 45 (création du chèque-transport)

Son amendement n° 304 (p. 6015)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7656)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : transports ferroviaires (p. 7657)

Aménagement du territoire : zones rurales : transports ferroviaires (p. 7664)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : transports (p. 7656)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7656)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : investissements (p. 7656)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7657)

Transports urbains : transports en site propre (p. 7657)

Travail : chèque-transport (p. 7657)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1219)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1220)

Baux : loyers (p. 1221)
 Communes : logement social (p. 1220, 1221)
 Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1220, 1221)
 Logement : HLM (p. 1220, 1221)
 Logement : logement social (p. 1220)
 Logement : mal logés (p. 1219 et s.)
 Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1220)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1220)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 1220, 1221)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1219)

Augustin BONREPAUX

*Ariège (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le coût de la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées [13 décembre 2006] (n° 3514)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et leur financement [14 décembre 2006] (n° 3523)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme [15 novembre 2006] (p. 7472)

Finances publiques. Déficit publics. [14 février 2007] (p. 1175)

RAPPELS AU REGLEMENT

Souligne que les taux des impôts locaux avaient baissé de 1997 à 2001, note que les crédits du fonds national d'aménagement du territoire "ne sont jamais arrivés en Ariège", ne conteste pas le plafonnement de la taxe professionnelle mais la hausse de la fiscalité des ménages qui en résulte [18 octobre 2006] (p. 6305)

Demande communication des calculs ayant permis de fixer le montant des compensations au titre des compétences transférées aux départements et aux régions [19 octobre 2006] (p. 6352)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : s'inquiète de l'avenir d'une proposition de M. Jacques Pélissard concernant le recyclage des textiles [19 octobre 2006] (p. 6384)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8350)

Thèmes :

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8351 et s.)

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8350)

Hôtellerie et restauration : restaurants : salariés (p. 8351)

Logement (p. 8350)

Politiques communautaires : budget (p. 8350)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8351)

Président de la République (p. 8351)

TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8350)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6222)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6295) ; rejetée (p. 6305)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2006] (p. 6305)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6298 et s.)

Assurance maladie maternité : généralités (p. 6296)

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6223, 6296 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6297)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6223, 6296 et s.)

Culture : crédits : Midi-Pyrénées (p. 6298)

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 6295)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6295)

Finances publiques : dette publique (p. 6222, 6295)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6296)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6222, 6296)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6295)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6296)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6297)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6222, 6296)

Politique sociale : pauvreté : inégalités (p. 6222)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6298 et s.)

Voirie : Autoroutes de France : privatisations (p. 6298)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Son amendement n° 113 ("bouclier fiscal" : suppression) (p. 6308) : rejeté (p. 6309)

Son amendement n° 117 ("bouclier fiscal" : prise en charge intégrale par l'Etat de l'incidence sur les finances locales) : rejeté (p. 6310)

Son amendement n° 114 ("bouclier fiscal" : suppression de la participation des collectivités territoriales) (p. 6310) : rejeté (p. 6311)

Son amendement n° 115 ("bouclier fiscal" : suppression de la participation des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 6311)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son intervention (p. 6312)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6325 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Patrick Bloche (PACS – droits de mutation à titre gratuit : bénéfice de l'abattement accordé au conjoint survivant) (p. 6336)

Son amendement n° 130 (prime pour l'emploi : versement lorsque son montant est inférieur à 30 €) : rejeté (p. 6336)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-adt n° 331 de M. Marc Le Fur (valeur vénale prise en compte à partir de 1 000 000 € à l'adt n° 60 de M. Claude Goasguen (ISF – résidence principale : exonération) (p. 6345)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2006] (p. 6352)

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Didier Migaud (ISF – titres de sociétés – abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 6353)

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Didier Migaud (ISF – souscription au capital de PME – exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts : suppression) (p. 6354 et s.)

Intervient sur l'adt n° 126 de M. Didier Migaud (ISF – barème – indexation automatique : suppression) (p. 6357)

Article 5 (amélioration de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance)

Son amendement n° 134 (p. 6358)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Michel Hunault (primes d'assurance-dépendance : déduction du revenu) (p. 6364)

Intervient sur l'adt n° 120 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt – plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 €) (p. 6364)

Son amendement n° 121 (emploi d'un salarié à domicile : réduction des plafonds des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt) (p. 6364) : rejeté (p. 6366)

Après l'article 10

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 6384)

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (presse sur support électronique – TVA : taux de 2,1 %) (p. 6389)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 6421)

Ses amendements n°s 182 et 183 (p. 6422 et 6423)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 6425 et s.)

Article 14 (compensation des transferts de compétences aux départements)

Son intervention (p. 6429)

Son amendement n° 185 (de suppression) (p. 6431)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 281 de M. Didier Migaud (RMI et RMA – compensation aux départements : mode de calcul - prise en compte de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 6433 et s.)

Article 15 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son amendement n° 186 (p. 6434)

Article 26 (prélèvement de solidarité pour l'eau)

Son amendement n° 196 (de suppression) (p. 6441)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE****Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7182)**

Crédits de la mission : "Ecologie et développement durable" inscrits à l'état B

Son amendement n° 179 (p. 7282)

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7708)**

Son intervention (p. 7710)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : Agence des participations de l'Etat : rôle (p. 7710)

Finances publiques : dette publique : agence France Trésor (p. 7710)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 7710)

Secteur public : privatisations (p. 7710)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7711)

Crédits de la mission "Participations financières de l'Etat" inscrits à l'état D

Intervient sur l'adt n° 91 de M. François Brottes (création du programme "Abondement du fonds de réserve pour les retraites") (p. 7711 et s.)

Après l'article 63

Intervient sur l'adt n° 90 de M. François Brottes (Agence des participations financières de l'Etat : établissement d'un projet annuel de performance et d'un rapport annuel de performance spécifiques) (p. 7712)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)***Après l'article 51*

Son amendement n° 74 (révision des modalités de calcul du prélèvement "France Télécom" sur la DGF) (p. 6770) : retiré (p. 6771)

**ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 329 (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-7 du code général des collectivités territoriales : création d'une catégorie relative aux enseignes lumineuses) : rejeté (p. 7768)

Son amendement n° 327 (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-10 du code général des collectivités territoriales : majoration et indexation des tarifs) (p. 7768) : rejeté (p. 7769)

Son amendement n° 328 (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-10 du code général des collectivités territoriales : faculté de majoration des tarifs) : rejeté (p. 7769)

Son amendement n° 330 (taxe perçue par les communes sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur – article 2333-92 du code général des collectivités territoriales : extension aux équipements créés antérieurement au 1er janvier 2006) : retiré (p. 7770)

Intervient sur l'adt n° 137 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (zones de revitalisation rurale ou éligibles à la réduction d'impôt au titre des investissements touristiques – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe foncière – compensation pour les collectivités territoriales) : rectifié (application aux seules zones de revitalisation rurale) (p. 7774)

Intervient sur l'adt n° 135 deuxième rectification de M. Jean-Luc Warsmann (zones de revitalisation rurale – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe d'habitation – compensation pour les collectivités territoriales) (p. 7775)

Son amendement n° 323 (réévaluation des valeurs locatives : plus 2 %) : retiré (p. 7778)

Son amendement n° 324 (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,8 %) : adopté (p. 7778)

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean-Claude Viollet (gens du voyage - résidences mobiles terrestres – taxe d'habitation : taux ramené de 25 € à 15 € par mètre carré) (p. 7779)

Son amendement n° 322 (impôts locaux – "déliaison" des taux) (p. 7779) : rejeté (p. 7780)

Ses amendements n° 325 et 326 (impôts locaux – prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement : réduction du taux de 0,4 point) : rejetés (p. 7780)

Son amendement n° 316 (taxe professionnelle - plafonnement : intégration à la valeur ajoutée des charges d'intérim ou de mise à disposition de personnel) : rejeté (p. 7781)

Son amendement n° 317 (taxe professionnelle – plafonnement – groupes de sociétés : prise en compte de la valeur ajoutée du groupe) : rejeté (p. 7781)

Son amendement n° 341 (taxe professionnelle – taux de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) : rejeté (p. 7784)

Intervient sur l'adt n° 343 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle – plafonnement – part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : financement par la majoration de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 7785)

Intervient sur l'adt n° 275 de la commission (taxe professionnelle - plafonnement - part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : imputation sur les recettes de l'année suivant celle de l'imposition) (p. 7787)

Intervient sur l'adt n° 333 de M. Didier Migaud (éducation nationale - conséquences des transferts de personnels aux collectivités territoriales sur les charges de pensions dues par la CNRACL) (p. 7790)

Son amendement n° 318 (taxe professionnelle – plafonnement : information des collectivités territoriales avant le 1er mars de

chaque année sur les bases des établissements, leur plafonnement et les conséquences d'une augmentation du taux) (p. 7789) : retiré (p. 7790)

Son amendement n° 340 (droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements : création d'un fonds de péréquation) (p. 7790) : rejeté (p. 7791)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8656) : rejetée (p. 8659)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8656)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 8656)

Impôt sur le revenu : souscriptions en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 8656)

Impôt sur les sociétés : acomptes : réforme (p. 8656)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8656)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8656)

Régions : fiscalité : gauche (p. 8656)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 7 (affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers - TIPP)

Son intervention (p. 8680 et s.)

Article 8 (affectation aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances automobiles - TSCA)

Son intervention (p. 8682)

Son amendement n° 102 (p. 8683)

Après l'article 9

Son amendement n° 180 (RMI et RMA – compensation aux départements : mode de calcul - prise en compte de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) : rejeté (p. 8686)

Article 10 (majoration et répartition des concours du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion)

Son intervention (p. 8686 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 71 rectifié de M. Jean-Jacques Descamps (éligibilité au dispositif des chèques-vacances : revenu fiscal de référence du foyer remplacé par un plafond de rémunération fixé à trois fois le montant du SMIC) (p. 8729)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8742)

Article 35 (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)

Son amendement n° 187 (de suppression) (p. 8755) : adopté (p. 8756)

Après l'article 36

Intervient sur l'ad n° 245 de M. Thierry Mariani (petits commerces ayant subi une perte de chiffre d'affaires du fait de travaux de voirie réalisés par des collectivités territoriales : possibilité d'exonération de taxe professionnelle) (p. 8760)

Son amendement n° 88 (droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements : majoration et création d'un fonds de péréquation) : retiré (p. 8762)

Intervient sur l'ad n° 288 de M. Jean-Luc Warsmann (institution des bassins d'emploi à redynamiser : régime fiscal et social) (p. 8763)

Son amendement n° 86 (taxe professionnelle - abrogation du plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 8764)

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Jean-Yves Cousin (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des EPCI à fiscalité additionnelle ayant reçu des compétences en 2004) (p. 8765)

Son amendement n° 90 (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : référence aux taux de l'année 2005 pour le calcul de la part du dégrèvement prise en charge par l'Etat) : rejeté (p. 8765)

Son amendement n° 91 (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : financement de la part restant à la charge des collectivités par le relèvement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) : rejeté (p. 8765)

Son amendement n° 92 (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des EPCI à taxe professionnelle unique dont le produit des impôts locaux augmente moins que l'indice prévisionnel des prix) (p. 8765) : retiré (p. 8766)

Article 37 (abondement de la dotation relative à l'aide exceptionnelle au titre de la réparation de dommages causés aux bâtiments par la sécheresse survenue de juillet à septembre 2003)

Son intervention (p. 8767)

Après l'article 43

Son amendement n° 101 (répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales : prise en compte de la spécificité des territoires ruraux) : retiré (p. 8771)

Ses amendements n° 96 et 99 (exclusion de la majoration de la dotation "superficiaire" du potentiel financier des communes de montagne) : rejetés (p. 8772)

Ses amendements n° 97 et 98 (dotation de garantie des communes supérieure à 40 % de la dotation forfaitaire : indexation respectivement sur la DGF ou sur la dotation de base) : rejetés (p. 8772)

Son amendement n° 100 (potentiel financier des communes : exclusion de la dotation forfaitaire de DGF) : rejeté (p. 8773)

Son amendement n° 93 (répartition de la dotation de fonctionnement minimale des départements : prise en compte de la densité de population) : rejeté (p. 8773)

Son amendement n° 94 (dotation de fonctionnement minimale des départements - garantie minimale de progression de 6 %) : rejeté (p. 8773)

Son amendement n° 89 (calcul de la compensation versée par les communes en contrepartie de l'assujettissement de France Télécom à la taxe professionnelle : prise en compte des bases actuelles) (p. 8773) : retiré (p. 8774)

Après l'article 44

Son amendement n° 191 (pérennisation du remboursement aux communes des frais de secours engagés au bénéfice des pratiquants d'activités sportives ou de loisirs) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8775)

Après l'article 45

Son amendement n° 95 (transferts d'agents de l'Etat aux collectivités territoriales - rapport sur les conséquences pour la CNRACL) : retiré (p. 8777)

Proposition de loi n° 3382 portant diverses dispositions intéressant la Banque de France

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 365)

Son intervention (p. 369)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France : code du travail (p. 369 et s.)

Banques et établissements financiers : Banque de France : comité de la politique monétaire (p. 370)

Banques et établissements financiers : Banque de France : conseil général (p. 370)

Banques et établissements financiers : Banque de France : établissements (p. 370)

Banques et établissements financiers : Banque de France : oeuvres sociales (p. 369)

Banques et établissements financiers : Banque de France : propositions de loi (p. 369)

Banques et établissements financiers : Banque de France : règles prudentielles (p. 370)

Banques et établissements financiers : Banque de France : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 369 et s.)

Banques et établissements financiers : Banque de France : rôle et missions (p. 370)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : financement (p. 370)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 375)

Article 5 (application du droit du travail à la Banque de France)

Son intervention (p. 377)

Vote contre du groupe socialiste (p. 370)

Jean-Louis BORLOO

*Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement
puis Ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

Est nommé Ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

DEPOT

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social [22 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Cornut-Gentille. Entreprises. Intéressement et participation. Salariés, développement [3 octobre 2006] (p. 5724)

Mme Marie-Anne Montchamp. Travail. Négociations. Dialogue social, réforme [11 octobre 2006] (p. 6028)

Mme Chantal Brunel. Emploi. Politique de l'emploi. Service d'aide aux personnes, valorisation [18 octobre 2006] (p. 6254)

M. François Grosdidier. Logement. Politique du logement. Plan de cohésion sociale, mise en oeuvre [8 novembre 2006] (p. 7097)

M. Axel Poniatowski. Logement. Construction. [8 novembre 2006] (p. 7103)

M. Jean Ueberschlag. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, comptabilité, droit communautaire [14 novembre 2006] (p. 7363)

M. Gérard Hamel. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. [15 novembre 2006] (p. 7466)

M. Alain Suguenot. Logement. Accession à la propriété. Aides de l'État [29 novembre 2006] (p. 8267)

M. François Vannson. Emploi. Contrats d'avenir. [5 décembre 2006] (p. 8512)

Mme Martine David. Emploi. Chômage. Statistiques [5 décembre 2006] (p. 8515)

M. Yves Simon. Logement. Politique du logement. [20 décembre 2006] (p. 9218)

M. Franck Gilard. Emploi. Politique de l'emploi. Maisons de l'emploi, mise en place [20 décembre 2006] (p. 9222)

M. François Liberti. Logement. Politique du logement. [9 janvier 2007] (p. 31)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement. Politique du logement. [9 janvier 2007] (p. 33)

M. Lucien Degauchy. Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, développement [10 janvier 2007] (p. 111)

Mme Annick Lepetit. Logement. Logement social. Projet de loi [10 janvier 2007] (p. 112)

M. Pierre-André Périssol. Logement. Politique du logement. Droit opposable au logement, modalités [17 janvier 2007] (p. 386)

M. Martial Saddier. Tourisme et loisirs. Stations de montagne. Déficit d'enneigement, conséquences [17 janvier 2007] (p. 390)

M. Jean-Pierre Dufau. Emploi. Insertion professionnelle. Prime de retour à l'emploi, conditions d'attribution [17 janvier 2007] (p. 392)

M. Pierre-André Périssol. Logement. Logement social. Droit au logement opposable [23 janvier 2007] (p. 563)

M. Jean-Pierre Nicolas. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Rénovation urbaine [13 février 2007] (p. 1113)

Mme Sylvie Andrieux. Logement. Logement social. [20 février 2007] (p. 1317)

M. Didier Migaud. Emploi. Chômage. Statistiques, fiabilité [20 février 2007] (p. 1322)

M. Alain Vidalies. Travail. Réforme. Code du travail [21 février 2007] (p. 1412)

M. Aimé Kergueris. Logement. Politique du logement. [21 février 2007] (p. 1415)

Mme Élisabeth Guigou. Politique sociale. Surendettement. Lutte et prévention [21 février 2007] (p. 1416)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5740)

Thèmes :

Entreprises : recrutement (p. 5741)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5740, 5741)

Entreprises : concertation avec le personnel (p. 5740, 5741)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5740)

Entreprises : plan d'épargne d'entreprise (PEE) (p. 5740)

Entreprises : reprise par les salariés (p. 5740)

Politique sociale : dialogue social (p. 5740)

Travail : accords de branche (p. 5740)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad n° 341 deuxième rectification du Gouvernement (assouplissement des règles de blocage des actions et parts placées sur un plan d'épargne d'entreprise - PÉE -) (p. 5948)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 131 de la commission (intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 5949, 5952)

Avant l'article 22

Intervient sur l'ad n° 73 de M. Maxime Gremetz (extension de la responsabilité de l'entreprise dominante en cas de dépendance décisionnelle et financière particulièrement marquée des sous-traitants ou des filiales) (p. 5955)

Intervient sur l'ad n° 74 de M. Maxime Gremetz (droit d'agir en tant que partie civile reconnu au comité d'entreprise ou à défaut à tout représentant du personnel en cas d'abus grave de biens sociaux) (p. 5956)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 5962 et s.)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Son intervention (p. 7173)

Ses réponses (p. 7164 à 7173)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 7163)

Démographie : population (p. 7163)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 7164)

Emploi : chômage (p. 7163)

Emploi : contrats aidés (p. 7163)

Emploi : création d'emplois (p. 7163, 7164)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 7164)

Entreprises : recrutement (p. 7163)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7163)

Travail : crédits (p. 7163)

Réponses aux questions :

Emploi : création d'emplois (p. 7167) (Mme Martine Aurillac) (p. 7166)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 7167) (M. Daniel Garrigue) (p. 7167)

Emploi : missions locales (p. 7168) (Mme Marie-Renée Oget) (p. 7168)

Emploi : politique de l'emploi : collectivités locales (p. 7168) (M. Michel Liebgott) (p. 7167)

Emploi : politique de l'emploi : Seine-Saint-Denis (p. 7164) (M. François Asensi) (p. 7164)

Emploi : politique de l'emploi : zones rurales (p. 7167) (M. Robert Diat) (p. 7167)

Emploi : recrutement : discrimination (p. 7170) (M. Francis Vercamer) (p. 7170)

Emploi : seniors (p. 7169) (Mme Anne-Marie Comparini) (p. 7169)

Entreprises : faillites (p. 7166) (M. André Chassaigne) (p. 7166)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7173) (M. Gaëtan Gorce) (p. 7172)

Hôtellerie et restauration : durée du travail (p. 7172) (M. Gérard Bapt) (p. 7171)

Justice : conseils de prud'hommes (p. 7165) (M. Maxime Gremetz) (p. 7165)

Outre-mer : Mayotte : emploi (p. 7171) (M. Mansour Kamardine) (p. 7171)

Politique sociale : insertion : associations (p. 7171) (M. Robert Diat) (p. 7170)

Professions sociales : éducateurs spécialisés : durée du travail (p. 7170) (M. Dominique Paillé) (p. 7170)

Travail : inspection du travail : recrutement (p. 7169) (M. Alain Vidalies) (p. 7169)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7179)

Article 57 (prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 7179)

Après l'article 57

Intervient sur l'ad n° 175 du Gouvernement (mise en place d'une aide à l'embauche des "extras" dans le secteur de l'hôtellerie, des cafés et des restaurants) (p. 7179)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 174 du Gouvernement (allègement du montant restant à la charge des départements lors d'une activation du RMI dans le cadre du contrat d'avenir) (p. 7180)

Article 59 (expérimentation par les départements en matière de retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son intervention (p. 7180 et s.)

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son intervention (p. 7183)

Après l'article 60

Intervient sur l'ad n° 15 rectifié de la commission (pérennisation du fonctionnement du comité central de coordination de l'apprentissage dans le secteur des bâtiments et travaux publics) (p. 7185)

Article 61 (diversification des ressources de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes - AFPA)

Son intervention (p. 7187 et s.)

Après l'article 61

Intervient sur l'ad n° 125 rectifié de M. Yves Jégo (extension de l'accès au chèque emploi-service) (p. 7188)

Intervient sur l'ad n° 126 rectifié de M. Yves Jégo (alignement du régime fiscal et social des agents publics bénéficiant du chèque emploi service sur celui des agents privés) (p. 7189)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Son intervention (p. 8531)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 8531, 8532)

Travail : droit du travail (p. 8532)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8626)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 8 de M. Francis Vercamer (élaboration, par le Gouvernement, d'un document d'orientation sur la réforme des règles de représentativité des organisations syndicales) (p. 8629)

Intervient sur l'ad n° 44 de M. Alain Vidalies (rapport au Parlement sur la mise en œuvre de l'accord du 12 décembre 2001 sur le dialogue social dans l'artisanat) (p. 8630)

Article 2 (modification des attributions de la commission nationale de la négociation collective et du comité supérieur de l'emploi)

Son intervention (p. 8631)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 22 de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (participation des associations de protection de l'environnement au dialogue préalable à toute décision en matière d'environnement) (p. 8631)

Seconde délibération

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8632)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1185)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1203)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1210)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1185, 1186, 1210)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 1204)

Emploi : création d'emplois : services à la personne (p. 1188)

Etrangers : logement (p. 1188)

Impôts et taxes : avantages fiscaux : logement (p. 1187)

Logement : personnes défavorisées (p. 1186 et s., 1203)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1185 et s., 1211)

Logement : habitat insalubre (p. 1186)
 Logement : HLM (p. 1188)
 Logement : logement social (p. 1186, 1187, 1211)
 Logement : politique du logement (p. 1185 et s., 1210, 1211)
 Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1211)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne : tierces personnes (p. 1187)
 Logement : aides et prêts : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (p. 1203, 1210 et s.)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1204, 1211)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1204, 1211)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1186)
 TVA : taux : logement (p. 1186)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 1187)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1^{er} (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1265 et s.)

Article 1^{er} bis (renforcement des plans pour l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri)

Son intervention (p. 1268)

Après l'article 1^{er} bis

Intervient sur l'ad^t n° 301 de M. Michel Piron (régime fiscal des investissements destinés à pérenniser les places d'hébergement d'urgence : TVA à taux réduit et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 1269)

Intervient sur l'ad^t n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maintien en structure d'hébergement d'urgence jusqu'à une orientation vers une structure pérenne) (p. 1269 et s.)

Intervient sur le sous-ad^t n° 373 rectifié du Gouvernement (disposition précisant que la structure pérenne est adaptée à la situation de l'intéressé) à l'ad^t n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1269)

Article 1^{er} ter (diffusion d'informations de nature à favoriser la mise en œuvre du droit au logement)

Son intervention (p. 1271)

Après l'article 1^{er} quater

Intervient sur l'ad^t n° 249 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (extension du droit opposable au logement à tous les logements sociaux correspondant à la définition de l'article 55 de la loi SRU) (p. 1272 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 248 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (fixation, pour le contingent préfectoral, de logements réservés dans tous les programmes de logements sociaux d'un taux minimum de 25 %) (p. 1273)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1273 et s., 1327 et s.)

Article 7 (création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1422)

Article 7 bis (garantie d'accès aux soins médicaux pour les bénéficiaires de l'aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1427 et s.)

Article 8 (élargissement du crédit d'impôt pour les dépenses de services à la personne)

Son intervention (p. 1429 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad^t n° 393 du Gouvernement (possibilité pour les familles de payer les garderies périscolaires par chèque emploi-service universel) (p. 1430)

Intervient sur l'ad^t n° 142 du Gouvernement (octroi des avantages fiscaux des zones franches urbaines aux entreprises installées dans les parties étendues de ces zones au 1^{er} janvier 2007) (p. 1430)

Article 9 (restriction de l'accès à certaines prestations sociales pour les ressortissants communautaires entrés en France pour y rechercher un emploi)

Son intervention (p. 1431 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad^t n° 367 de la commission (jeunes étrangers pouvant accéder de droit à la nationalité française : dispense de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration - CAI) (p. 1433)

Article 10 (compensation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - CNRACL - au titre des transferts de personnels de l'Etat)

Son intervention (p. 1433)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad^t n° 374 du Gouvernement (négociations professionnelles des industries électriques et gazières : prolongation du délai) (p. 1433)

Intervient sur l'ad^t n° 371 de la commission (rapport au Parlement sur l'indemnisation des dommages liés à la sécheresse) (p. 1434)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad^t n° 384 de la commission (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) (p. 1435)

Intervient sur l'ad^t n° 336 de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) (p. 1435)

Intervient sur l'ad^t n° 60 de la commission des affaires économiques (suspension des voies d'exécution et des procédures d'expulsion en cas d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 1437)

Intervient sur l'ad^t n° 61 de la commission des affaires économiques (clarification de la distinction entre procédure "classique" de surendettement et procédure de rétablissement personnel) (p. 1437)

Intervient sur l'ad^t n° 63 de la commission des affaires économiques (définition des biens exclus de la liquidation dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 1438)

Intervient sur l'ad^t n° 64 rectifié de la commission des affaires économiques (liquidation pour insuffisance d'actifs dans le cadre d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 1438)

Intervient sur l'ad^t n° 66 de la commission des affaires économiques (exclusion des créances résultant de faits volontaires et involontaires présentant le caractère matériel d'une infraction pénale) (p. 1438)

Article 3 précédemment réservé (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1439 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 316 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonec (relogement des occupants des logements déclarés inhabitables) (p. 1441)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 269 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (institution d'une association départementale d'information sur le logement) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 289 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (nécessité de l'accord du préfet pour le non-renouvellement des conventions en matière de logement social) (p. 1442 et s.)

Intervient sur l'adt n° 218 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonec (nécessité de l'accord du préfet pour le non-renouvellement des conventions en matière de logement social) (p. 1442 et s.)

Intervient sur l'adt n° 171 précédemment réservé de Mme Martine Billard (anonymat du demandeur lors de l'examen d'une demande de logement social) (p. 1443)

Intervient sur l'adt n° 263 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (assouplissement des conditions de construction de logement sociaux sur le domaine public de l'Etat, cession d'immeubles du domaine privé de l'Etat à un prix inférieur à leur valeur vénale dans le cadre de programmes de construction de logements sociaux) (p. 1445)

Intervient sur l'adt n° 191 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonec (obligation aux acquéreurs d'immeubles et de terrains appartenant au domaine privé de l'Etat d'y réaliser des logements sociaux) (p. 1445)

Intervient sur l'adt n° 293 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (conditions fiscales des aides de l'Etat à l'hébergement d'urgence et conditions d'attribution à leurs bénéficiaires) (p. 1446)

Intervient sur l'adt n° 304 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonec (conditions fiscales des aides de l'Etat à l'hébergement d'urgence et conditions d'attribution à leurs bénéficiaires) (p. 1446)

Intervient sur l'adt n° 297 précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (interdiction des coupures de fourniture en eau et énergie) (p. 1447)

Intervient sur l'adt n° 296 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (interdiction des expulsions locatives) (p. 1447)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 264 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 205 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonec (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 204 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonec (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 257 précédemment réservé de Mme Martine Billard (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1449)

Article 5 quater précédemment réservé (comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable)

Son intervention (p. 1450 et s.)

Après l'article 5 sexies

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (ratification et modification de l'ordonnance n° 2007-137 du 1er février 2007 relative aux offices publics de l'habitat) (p. 1452)

Après l'article 5 octies

Intervient sur l'adt n° 303 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonec (conditions d'élaboration et de mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées) (p. 1453)

Intervient sur l'adt n° 298 précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (bénéfice du tarif "social" de l'énergie pour les personnes non-imposables sur leur revenu) (p. 1453)

Après l'article 5 nonies

Intervient sur l'adt n° 157 précédemment réservé de M. Yves Simon (pouvoir du juge d'autoriser la location d'un logement en cas d'abandon manifeste) (p. 1454)

Avant l'article 6 A

Intervient sur l'adt n° 17 précédemment réservé de la commission (suppression du chapitre II intitulé : "Dispositions en faveur de la cohésion sociale" ; remplacement après l'article 6L) (p. 1455)

Après l'article 6 A

Intervient sur l'adt n° 396 précédemment réservé du Gouvernement (financement des structures d'hébergement d'urgence, de réinsertion sociale et d'accueil des demandeurs d'asile) (p. 1456)

Intervient sur l'adt n° 335 précédemment réservé du Gouvernement (modification de la programmation budgétaire en matière de prêts "PLUS" et "PLAI") (p. 1456)

Intervient sur l'adt n° 399 précédemment réservé du Gouvernement (programmation du logement social dans les DOM, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 1456)

Intervient sur l'adt n° 51 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (garantie temporaire de l'accès aux tarifs réglementés de l'électricité) (p. 1456)

Intervient sur l'adt n° 18 de la commission (bilan annuel de la mise en œuvre du dispositif de "numéro unique" de demandes de logement social) (p. 1457)

Article 6 B précédemment réservé (indexation du barème des aides au logement sur l'indice de référence des loyers)

Son intervention (p. 1457)

Article 6 C précédemment réservé (création d'un Fonds de garantie des risques locatifs)

Son intervention (p. 1458)

Après l'article 6 C

Intervient sur l'adt n° 319 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonec (rapport annuel sur les montants des aides publiques au logement) (p. 1458)

Après l'article 6 E

Intervient sur l'adt n° 299 précédemment réservé de M. Michel Piron (conditions de financement hypothécaire de la construction d'un logement en bail à construction ou de son acquisition en cours de bail) (p. 1459)

Après l'article 6 H

Intervient sur l'adt n° 331 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (échelonnement de la mise en place des diagnostics de performance énergétique) (p. 1459)

Après l'article 6 I

Intervient sur l'adt n° 53 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (documents demandés par les bailleurs aux candidats locataires) (p. 1460)

Après l'article 6 J

Intervient sur l'adt n° 332 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (récupération des charges liées à la rémunération des concierges et gardiens) (p. 1461)

Intervient sur l'adt n° 224 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Kucheida (exonération de frais d'abonnement pour la fourniture énergétique à tarif spécial à caractère social) (p. 1461)

Après l'article 6 L

Intervient sur l'adt n° 104 précédemment réservé de M. Jérôme Bignon (logements-foyers ; harmonisation de codification) (p. 1461)

Intervient sur l'adt n° 339 précédemment réservé de la commission (conditions d'usage professionnel dans une partie des logements locatifs sociaux en zone urbaine sensible) (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 128 rectifié précédemment réservé de M. Rodolphe Thomas (conditions d'usage professionnel dans une partie des logements locatifs sociaux en zone urbaine sensible) (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 105 précédemment réservé de M. Jérôme Bignon (indexation de la révision des loyers des locations meublées sur l'indice de référence des loyers) (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 300 rectifié précédemment réservé de M. Michel Piron (extension du dispositif "Borloo dans l'ancien") (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 55 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération ou allègement d'impôt sur les plus-values lors de la cession d'un terrain à l'association Foncière logement pour les opérations acquises en vente en l'état futur d'achèvement entrant dans le champ du logement social) (p. 1463)

Intervient sur le sous-adt n° 401 précédemment réservé du Gouvernement (extension aux SCI dont la Foncière logement détient la majorité des parts) à l'adt n° 55 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (p. 1463)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone urbaine sensible) (p. 1463 et s.)

Intervient sur l'adt n° 404 précédemment réservé du Gouvernement (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone faisant l'objet d'une convention ANRU) (p. 1463 et s.)

Intervient sur l'adt n° 403 précédemment réservé du Gouvernement (accès au taux de TVA réduit et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les établissements d'accueil pour personnes âgées et handicapées) (p. 1464)

Intervient sur l'adt n° 397 précédemment réservé du Gouvernement (taux de TVA réduit pour les prestations d'accueil des jeunes enfants) (p. 1464)

Intervient sur l'adt n° 402 précédemment réservé du Gouvernement (exonération de TVA en cas de location par un propriétaire d'un immeuble nu à un gestionnaire de logements-foyers) (p. 1464)

Intervient sur l'adt n° 57 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de logement neuf à usage locatif de l'association Foncière logement) (p. 1465)

Intervient sur l'adt n° 405 précédemment réservé du Gouvernement (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de logement neuf à usage locatif de l'association Foncière logement) (p. 1465)

Intervient sur l'adt n° 58 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement pour les transferts d'actifs opérés par l'association Foncière logement au profit des caisses de retraites complémentaires obligatoires des salariés) (p. 1465)

Intervient sur le sous-adt n° 400 précédemment réservé du Gouvernement (précision en matière de champ d'application) à l'adt n° 58 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (p. 1465)

Intervient sur l'adt n° 54 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (ratification de l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat dangereux et insalubre) (p. 1466)

Intervient sur le sous-adt n° 381 précédemment réservé du Gouvernement (de précision) à l'adt n° 54 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (p. 1466)

Bernard BOSSON

*Haute-Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Jean-Michel BOUCHERON

*Ille-et-Vilaine (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7125)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7126)

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 7127)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7126)

Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 7126)

Défense : entreprises : EADS (p. 7126)

Défense : frégates (p. 7126)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7127)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 7126)

Défense : opérations extérieures : Côte d'Ivoire (p. 7126)

Pays étrangers : Irak (p. 7127)

Pays étrangers : Iran (p. 7127)

Union européenne : politique de la défense (p. 7126)

René BOUIN

*Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Roger BOULLONNOIS

*Seine-et-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Gilles BOURDOULEIX

*Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. PAT. [14 février 2007] (p. 1178)

Bruno BOURG-BROC

*Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 23 : Pouvoirs publics (Conseil et contrôle de l'Etat) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole n° 2 à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale (n° 3194) [6 février 2007] (n° 3662)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Traité de Rome. 50^{ème} anniversaire, déclaration politique, contenu [21 février 2007] (p. 1419)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1903, posée le 20 février 2007. Voirie. RN 44 (J.O. Questions p. 1643). Appelée le 20 février 2007. Déviation de Chepy, mise en œuvre, Châlons-en-Champagne (p. 1302)

DEBATS**Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT****Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)**

Son intervention (p. 6820)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 6820)

Etrangers : droit d'asile (p. 6821)

Etrangers : visas : délivrance (p. 6821)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 6821)

Langue française : francophonie (p. 6821)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 6820)

Politique extérieure : relations culturelles : agences (p. 6821)

Politique extérieure : relations culturelles : centres culturels (p. 6821)

Proposition de loi n° 2624 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 702)**

Son intervention (p. 704)

Thèmes :

Collectivités territoriales : actions extérieures (p. 704)

Collectivités territoriales : subventions : aide humanitaire (p. 705)

Politique extérieure : coopération économique (p. 704)

Politique extérieure : coopération économique : eau (p. 705)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 705)

Pierre BOURGUIGNON

*Seine-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Banlieues [13 février 2007] (p. 1111)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6123)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6123, 6124)

Chômage : indemnisation : UNEDIC : intermittents du spectacle (p. 6123, 6124)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6123, 6124)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****POUVOIRS PUBLICS - CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT**

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7552)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7552)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Conseil économique et social : documents budgétaires (p. 7553)

Etat : Conseil économique et social : indicateurs de performance (p. 7554)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition : Président de la République (p. 7553)

Justice : Cour de justice de la République : loyers (p. 7553)

Justice : Cour des comptes : autonomie financière (p. 7554)

Justice : juridictions administratives : recrutement (p. 7554)

Président de la République : crédits : documents budgétaires (p. 7552)

Président de la République : crédits : taxe sur les salaires (p. 7553)

Sécurité sociale : comptes : certification (p. 7554)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7560)

Crédits de la mission : "Pouvoirs publics" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 7560)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 756) : rejetée (p. 756)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 757) : rejetée (p. 757)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 772) : rejetée (p. 772)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 776)

Chantal BOURRAGUÉ

*Gironde (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Rapporteuse pour avis au nom de la commission des affaires culturelles : Médias de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome V : Médias (n° 3364) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [18 octobre 2006] (p. 6253)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Son intervention (p. 7689)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : bourses d'études (p. 7689)

Enseignement : enseignement privé (p. 7689)

Enseignement : parents d'élèves (p. 7689)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 7689)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 7689)

MEDIAS

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7633)

Après l'article 63

Intervient sur l'ad t n° 93 de la commission des affaires culturelles (exonération de la redevance en faveur des centres de formation pour apprentis) (p. 7638)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7672)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 7672 et s.)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 7673)

Audiovisuel et communication : programmes : régions (p. 7672 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 7672 et s.)

Danielle BOUSQUET

*Côtes-d'Armor (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Christine BOUTIN

*Yvelines (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Ministre du logement et de la ville*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Est nommée Ministre du logement et de la ville. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteuse du projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (n° 3656) [23 janvier 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3378 visant à créer le Dividende universel [17 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (n° 3656) [6 février 2007] (n° 3671)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [22 février 2007] (n° 3767)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Pauvreté. Lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6179)

Famille. Politique familiale. [16 janvier 2007] (p. 303)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5800)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : stock options (p. 5801)

Entreprises : expression des salariés (p. 5800, 5801)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5801)

Travail : contrats de travail (p. 5801)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6555)

Thèmes :

Démographie : fécondité (p. 6556)

Famille : naissances (p. 6556)

Famille : politique familiale (p. 6556)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 6556)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6556)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2006] (p. 7048)

Crédits de la mission : "Sécurité" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7049)

Crédits de la mission : "Sécurité civile" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7049)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8290 et s.)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1189)

Son intervention la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1212)

Thèmes :

Logement : outre-mer (p. 1192)

Logement : personnes défavorisées (p. 1189 et s.)

Logement : accédants en difficulté : médiation (p. 1191)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1189 et s., 1212)

Logement : logement social (p. 1189 et s.)

Logement : politique du logement (p. 1189 et s.)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 1191)

Logement : aides et prêts : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (p. 1190)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1190, 1191)

Politique sociale : inégalités (p. 1190)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1262 et s.)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 301 de M. Michel Piron (régime fiscal des investissements destinés à pérenniser les places d'hébergement d'urgence : TVA à taux réduit et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 1269)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maintien en structure d'hébergement d'urgence jusqu'à une orientation vers une structure pérenne) (p. 1270 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 373 rectifié du Gouvernement (disposition précisant que la structure pérenne est adaptée à la situation de l'intéressé) à l'adt n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1270)

Article 1er ter (diffusion d'informations de nature à favoriser la mise en œuvre du droit au logement)

Son intervention (p. 1271)

Après l'article 1er quater

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (extension du droit opposable au logement à tous les logements

sociaux correspondant à la définition de l'article 55 de la loi SRU) (p. 1272)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (fixation, pour le contingent préfectoral, de logements réservés dans tous les programmes de logements sociaux d'un taux minimum de 25 %) (p. 1273)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1273 et s., 1327 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (prise en compte dans le dispositif d'opposabilité des logements ayant bénéficié de l'aide de l'ANAH) (p. 1349)

Intervient sur l'adt n° 13 de la commission (location de logements conventionnés à des organismes privés ou publics en vue de leur sous-location aux demandeurs de logement) (p. 1350)

Intervient sur l'adt n° 382 du Gouvernement (critères de détermination de l'habitat indigne et diffusion des données relatives à cet habitat) (p. 1351)

Intervient sur l'adt n° 309 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diffusion des données relatives à l'habitat insalubre, déclenchement des procédures départementales de lutte contre cet habitat) (p. 1351)

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Jean-Louis Dumont (solution pérenne d'hébergement ou de logement pour les personnes accueillies en hébergement d'urgence) (p. 1352)

Intervient sur l'adt n° 307 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (saisine de la commission de médiation dans les cas de non-respect de l'article 55 de la loi SRU : dispositions transitoires d'accès au parc locatif privé par l'intermédiaire de la collectivité ou de l'établissement public concerné) (p. 1354)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1355 et s.)

Avant l'article 6 M

Intervient sur l'adt n° 20 rectifié de la commission (intitulé du Chapitre II : "Dispositions en faveur de la cohésion sociale") (p. 1374)

Article 6 M (clarification des règles en matière de domiciliation)

Son intervention (p. 1374 et s.)

Après l'article 6 M

Intervient sur l'adt n° 97 rectifié de M. Étienne Pinte (salariés intérimaires : affectation de fonds correspondant à la taxe d'apprentissage à des actions en faveur de la formation continue et de l'aide au logement) (p. 1384)

Article 6 N (extension de l'expérimentation en matière d'activation des minima sociaux)

Son intervention (p. 1385 et s.)

Après l'article 6 N

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Patrick Braouezec (encadrement des conventions de stage ; statut et droits du stagiaire) (p. 1388)

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Patrick Braouezec (quota de contrats de travail autres que les CDI) (p. 1388)

Intervient sur l'adt n° 277 de M. Patrick Braouezec (conditions de requalification en temps complet d'un contrat de travail à temps partiel) (p. 1388)

Intervient sur l'adt n° 278 de M. Patrick Braouezec (interdiction des grilles de salaires débutant en dessous du SMIC) (p. 1390)

Article 6 (instauration de cotisations sociales proportionnelles au chiffre d'affaires pour les activités non salariées nouvelles ou restant modestes)

Son intervention (p. 1390 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre-Christophe Baguet (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1392 et s.)

Article 6 bis (ratification des ordonnances relatives à la création du régime social des indépendants et instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants)

Son intervention (p. 1397 et s.)

Article 6 ter (prolongation d'un an de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle)

Son intervention (p. 1399 et s.)

Article 6 quater (modulation de la tarification afférente aux soins des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes en fonction d'un référentiel national)

Son intervention (p. 1400)

Après l'article 6 quater

Intervient sur l'adt n° 125 de Mme Paulette Guinhard (établissements d'hébergement des personnes âgées ; extension à l'ensemble des établissements publics et privés à but non lucratif de l'exonération de taxe sur les salaires) (p. 1400 et s.)

Article 7 (création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1421 et s.)

Article 7 bis (garantie d'accès aux soins médicaux pour les bénéficiaires de l'aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1425 et s.)

Article 8 (élargissement du crédit d'impôt pour les dépenses de services à la personne)

Son intervention (p. 1429 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 393 du Gouvernement (possibilité pour les familles de payer les garderies périscolaires par chèque emploi-service universel) (p. 1430)

Intervient sur l'adt n° 142 du Gouvernement (octroi des avantages fiscaux des zones franches urbaines aux entreprises installées dans les parties étendues de ces zones au 1er janvier 2007) (p. 1430)

Article 9 (restriction de l'accès à certaines prestations sociales pour les ressortissants communautaires entrés en France pour y rechercher un emploi)

Son intervention (p. 1430 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 367 de la commission (jeunes étrangers pouvant accéder de droit à la nationalité française : dispense de signature d'un contrat d'accueil et d'intégration - CAI) (p. 1433)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 374 du Gouvernement (négociations professionnelles des industries électriques et gazières : prolongation du délai) (p. 1433)

Intervient sur l'adt n° 371 de la commission (rapport au Parlement sur l'indemnisation des dommages liés à la sécheresse) (p. 1434)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 384 de la commission (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) (p. 1435)

Intervient sur l'adt n° 336 de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) (p. 1435)

Intervient sur l'adt n° 60 de la commission des affaires économiques (suspension des voies d'exécution et des procédures d'expulsion en cas d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel) (p. 1437)

Intervient sur l'adt n° 66 de la commission des affaires économiques (exclusion des créances résultant de faits volontaires et involontaires présentant le caractère matériel d'une infraction pénale) (p. 1438)

Article 3 précédemment réservé (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1439 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 316 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (relogement des occupants des logements déclarés inhabitables) (p. 1441)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 269 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (institution d'une association départementale d'information sur le logement) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 289 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (nécessité de l'accord du préfet pour le non-renouvellement des conventions en matière de logement social) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 218 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (nécessité de l'accord du préfet pour le non-renouvellement des conventions en matière de logement social) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 171 précédemment réservé de Mme Martine Billard (anonymat du demandeur lors de l'examen d'une demande de logement social) (p. 1443)

Intervient sur l'adt n° 261 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants) (p. 1444)

Intervient sur l'adt n° 169 précédemment réservé de Mme Martine Billard (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants) (p. 1444)

Intervient sur l'adt n° 273 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (élévation du taux de la contribution sur les revenus locatifs) (p. 1444)

Intervient sur l'adt n° 263 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (assouplissement des conditions de construction de logement sociaux sur le domaine public de l'Etat, cession d'immeubles du domaine privé de l'Etat à un prix inférieur à leur valeur vénale dans le cadre de programmes de construction de logements sociaux) (p. 1444 et s.)

Intervient sur l'adt n° 191 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (obligation aux acquéreurs d'immeubles et de terrains appartenant au domaine privé de l'Etat d'y réaliser des logements sociaux) (p. 1445)

Intervient sur l'adt n° 274 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (plans locaux d'urbanisme ; élévation du pourcentage de logements sociaux en zones urbaines) (p. 1446)

Intervient sur l'adt n° 293 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (conditions fiscales des aides de l'Etat à l'hébergement d'urgence et conditions d'attribution à leurs bénéficiaires) (p. 1446)

Intervient sur l'adt n° 304 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions fiscales des aides de l'Etat à l'hébergement d'urgence et conditions d'attribution à leurs bénéficiaires) (p. 1446)

Intervient sur l'adt n° 297 précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (interdiction des coupures de fourniture en eau et énergie) (p. 1447)

Intervient sur l'adt n° 296 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (interdiction des expulsions locatives) (p. 1447)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 211 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (inventaire annuel des logements locatifs sociaux au niveau départemental avec ventilation par catégorie) (p. 1448)

Intervient sur l'adt n° 117 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Abelin (développement de la construction de logements financés par des prêts locatifs aidés d'intégration ou des subventions de l'agence nationale de l'habitat) (p. 1448)

Intervient sur l'adt n° 212 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (développement de la construction de logements financés par des prêts locatifs aidés d'intégration) (p. 1448)

Intervient sur l'adt n° 264 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 205 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 204 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 257 précédemment réservé de Mme Martine Billard (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 213 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (quota minimum de réalisation de logements locatifs sociaux) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 116 rectifié précédemment réservé de M. Francis Vercamer (quota minimum de réalisation de logements locatifs sociaux) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 219 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (quota minimum de réalisation de logements locatifs sociaux) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 206 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (abrogation de la disposition instituant, sous la responsabilité du représentant de l'Etat dans le département, une commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 266 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (abrogation de la disposition instituant, sous la responsabilité du représentant de l'Etat dans le département, une commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 217 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (nécessité de l'accord du préfet pour la vente de logements locatifs sociaux dans les communes n'atteignant pas le quota légal de logements sociaux) (p. 1450)

Intervient sur l'adt n° 288 rectifié précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (vente des logements locatifs sociaux subordonnée à autorisation préfectorale quand celle-ci a pour effet de franchir le seuil de 20 % de logements sociaux) (p. 1450)

Intervient sur l'adt n° 287 rectifié précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (interdiction aux communes ne respectant pas le quota de 20 % de logements sociaux d'autoriser tout programme de plus de 20 logements ne comportant pas au moins 20 % de logements sociaux) (p. 1450)

Article 5 quater précédemment réservé (comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable)

Son intervention (p. 1450 et s.)

Après l'article 5 sexies

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (ratification et modification de l'ordonnance n° 2007-137 du 1er février 2007 relative aux offices publics de l'habitat) (p. 1452)

Après l'article 5 octies

Intervient sur l'adt n° 303 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions d'élaboration et de mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées) (p. 1453)

Intervient sur l'adt n° 298 précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (bénéfice du tarif "social" de l'énergie pour les personnes non-imposables sur leur revenu) (p. 1453)

Après l'article 5 nonies

Intervient sur l'adt n° 157 précédemment réservé de M. Yves Simon (pouvoir du juge d'autoriser la location d'un logement en cas d'abandon manifeste) (p. 1454)

Avant l'article 6 A

Intervient sur l'adt n° 17 précédemment réservé de la commission (suppression du chapitre II intitulé : "Dispositions en faveur de la cohésion sociale" ; remplacement après l'article 6L) (p. 1455)

Après l'article 6 A

Intervient sur l'adt n° 396 précédemment réservé du Gouvernement (financement des structures d'hébergement d'urgence, de réinsertion sociale et d'accueil des demandeurs d'asile) (p. 1456)

Intervient sur l'adt n° 335 précédemment réservé du Gouvernement (modification de la programmation budgétaire en matière de prêts "PLUS" et "PLAI") (p. 1456)

Intervient sur l'adt n° 399 précédemment réservé du Gouvernement (programmation du logement social dans les DOM, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 1456)

Intervient sur l'adt n° 51 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (garantie temporaire de l'accès aux tarifs réglementés de l'électricité) (p. 1456)

Article 6 B précédemment réservé (indexation du barème des aides au logement sur l'indice de référence des loyers)

Son intervention (p. 1457)

Article 6 C précédemment réservé (création d'un Fonds de garantie des risques locatifs)

Son intervention (p. 1457 et s.)

Après l'article 6 C

Intervient sur l'adt n° 319 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport annuel sur les montants des aides publiques au logement) (p. 1458)

Après l'article 6 E

Intervient sur l'adt n° 299 précédemment réservé de M. Michel Piron (conditions de financement hypothécaire de la construction d'un logement en bail à construction ou de son acquisition en cours de bail) (p. 1459)

Après l'article 6 H

Intervient sur l'adt n° 331 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (échelonnement de la mise en place des diagnostics de performance énergétique) (p. 1459)

Après l'article 6 I

Intervient sur l'adt n° 185 rectifié précédemment réservé de Mme Martine Billard (gel des loyers des logements locatifs privés) (p. 1460)

Intervient sur l'adt n° 267 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (gel des loyers des logements locatifs privés) (p. 1460)

Intervient sur l'adt n° 268 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (références à fournir par le bailleur dans les grandes agglomérations) (p. 1460)

Intervient sur l'adt n° 225 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (documents demandés par les bailleurs aux candidats locataires) (p. 1460)

Intervient sur l'adt n° 53 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (documents demandés par les bailleurs aux candidats locataires) (p. 1460)

Article 6 J précédemment réservé (régime d'interdiction des interruptions pour non-paiement des factures concernant la distribution d'eau)

Son intervention (p. 1460)

Après l'article 6 J

Intervient sur l'adt n° 332 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (récupération des charges liées à la rémunération des concierges et gardiens) (p. 1461)

Intervient sur l'adt n° 224 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Kucheida (exonération de frais d'abonnement pour la fourniture énergétique à tarif spécial à caractère social) (p. 1461)

Après l'article 6 L

Intervient sur l'adt n° 104 précédemment réservé de M. Jérôme Bignon (logements-foyers ; harmonisation de codification) (p. 1461)

Intervient sur l'adt n° 339 précédemment réservé de la commission (conditions d'usage professionnel dans une partie des logements locatifs sociaux en zone urbaine sensible) (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 128 rectifié précédemment réservé de M. Rodolphe Thomas (conditions d'usage professionnel dans une partie des logements locatifs sociaux en zone urbaine sensible) (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 105 précédemment réservé de M. Jérôme Bignon (indexation de la révision des loyers des locations meublées sur l'indice de référence des loyers) (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 262 rectifié précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (suppression de la déduction fiscale au titre de l'amortissement) (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 300 rectifié précédemment réservé de M. Michel Piron (extension du dispositif "Borloo dans l'ancien") (p. 1462)

Intervient sur l'adt n° 55 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération ou allègement d'impôt sur les plus-values lors de la cession d'un terrain à l'association Foncière logement pour les opérations acquises en vente en l'état futur d'achèvement entrant dans le champ du logement social) (p. 1463)

Intervient sur le sous-adt n° 401 précédemment réservé du Gouvernement (extension aux SCI dont la Foncière logement détient la majorité des parts) à l'adt n° 55 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (p. 1463)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone urbaine sensible) (p. 1463)

Intervient sur l'adt n° 404 précédemment réservé du Gouvernement (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone faisant l'objet d'une convention ANRU) (p. 1463)

Intervient sur l'adt n° 403 précédemment réservé du Gouvernement (accès au taux de TVA réduit et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les établissements d'accueil pour personnes âgées et handicapées) (p. 1464)

Intervient sur l'adt n° 397 précédemment réservé du Gouvernement (taux de TVA réduit pour les prestations d'accueil des jeunes enfants) (p. 1464)

Intervient sur l'adt n° 402 précédemment réservé du Gouvernement (exonération de TVA en cas de location par un propriétaire d'un immeuble nu à un gestionnaire de logements-foyers) (p. 1464)

Intervient sur l'adt n° 57 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de logement neuf à usage locatif de l'association Foncière logement) (p. 1465)

Intervient sur l'adt n° 405 précédemment réservé du Gouvernement (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de logement neuf à usage locatif de l'association Foncière logement) (p. 1465)

Intervient sur l'adt n° 58 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (exonération de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement pour les transferts d'actifs opérés par l'association Foncière logement au profit des caisses de retraites complémentaires obligatoires des salariés) (p. 1465)

Intervient sur le sous-adt n° 400 précédemment réservé du Gouvernement (précision en matière de champ d'application) à l'adt n° 58 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (p. 1465)

Intervient sur l'adt n° 54 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (ratification de l'ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 relative au recouvrement des créances de l'Etat et des communes résultant de mesures de lutte contre l'habitat dangereux et insalubre) (p. 1466)

Intervient sur le sous-adt n° 381 précédemment réservé du Gouvernement (de précision) à l'adt n° 54 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (p. 1466)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1531)

Son intervention (p. 1531)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : comptes courants : difficultés (p. 1532)

Etrangers : logement (p. 1532)

Logement : accueil par des particuliers (p. 1532)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1531, 1532)

Logement : habitat insalubre : médiation (p. 1532)

Logement : logements vacants (p. 1532)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1532)

Politique sociale : services à la personne : crédit d'impôt (p. 1532)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1538)

Son intervention (p. 1538 et s.)

Loïc BOUVARD

*Morbihan (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Corée du Nord. Tir nucléaire, attitude de la France [10 octobre 2006] (p. 5940)

DEBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Thème :

Défense : opérations extérieures (p. 8644)

Michel BOUVARD

*Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 25 : Recherche et enseignement supérieur (formations supérieures et recherche universitaire ; vie étudiante) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à l'enquête de la Cour des comptes sur la formation continue dans les universités [20 décembre 2006] (n° 3536)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif au passeport mobilité [13 mars 2007] (n° 3781)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Rappelle "la tolérance" selon laquelle un membre de la commission des finances soutient - sans en être signataire - l'amendement d'un de ses collègues absent, membre de la commission [19 octobre 2006] (p. 6362)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8346)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : TVA (p. 8346 et s.)

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8347 et s.)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8347)

Logement (p. 8347)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8346 et s.)

TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8347)

Union européenne : Commission : Conseil (p. 8347)

Discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8360)

Article unique

Son intervention (p. 8360)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6216)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6222)

Son intervention (p. 6229)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6303)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 6304)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 6216)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6304)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 6229)

Etat : décentralisation : fonctionnaires et agents publics (p. 6230)

Etat : réforme (p. 6230 et s.)

Finances publiques : budgétisations : prélèvements sur recettes (p. 6230)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6229)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 6216)

Finances publiques : dette publique (p. 6230)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 6230 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6229)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6216)

Impôt sur les sociétés (p. 6222)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6216)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 6303)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6230 et s., 6304)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances locales (p. 6304)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6213)

Recherche (p. 6229)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 6222)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6216)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6324)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 6331 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 313 rectifié (prime pour l'emploi : exclusion des assujettis à l'ISF) : retiré (p. 6336)

Son amendement n° 312 (exercice du droit de reprise – impôts directs d'Etat : délai unique de trois ans) (p. 6337) : retiré (p. 6338)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égal à 3 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure) (p. 6351)

Après l'article 5

Son amendement n° 317 ("Loi Malraux" : extension aux locaux autres que d'habitation) (p. 6359) : retiré (p. 6360)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2006] (p. 6362)

Son amendement n° 314 (non salariés n'adhérant pas à un centre de gestion agréée - majoration de 25 % des revenus : exclusion des médecins à honoraires conventionnés) : rejeté (p. 6363)

Intervient sur l'adt n° 14 de la commission (déclaration de revenus - internet : réduction d'impôt de 20 € pour les seuls primodéclarants par voie électronique) (p. 6366 et s.)

Intervient sur l'adt n° 122 de M. Didier Migaud (bénévoles auprès d'associations : crédit d'impôt) (p. 6368)

Son amendement n° 316 (Jeux Olympiques et Paralympiques de Turin – exonération des primes versées par l'Etat aux médaillés) (p. 6371) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 6372)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 19 de la commission (équipements de tourisme social et associatif propriété des collectivités territoriales – récupération de la TVA sur les travaux : suppression de la condition de bail commercial) (p. 6385)

Son amendement n° 319 (équipements de tourisme social et associatif propriété des collectivités territoriales – récupération de la TVA sur les travaux : suppression de la condition de bail commercial) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 6385)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 6424 et s.)

Article 14 (compensation des transferts de compétences aux départements)

Son intervention (p. 6430)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 21 de la commission (monuments historiques appartenant aux collectivités territoriales – fonds de compensation

pour la TVA : éligibilité des dépenses quels que soient l'affectation finale et le mode de location ou de mise à disposition) (p. 6433)

Son amendement n° 320 (monuments historiques appartenant aux collectivités territoriales – fonds de compensation pour la TVA : éligibilité des dépenses quels que soient l'affectation finale et le mode de location ou de mise à disposition) : adopté (p. 6433)

Article 22 (modifications apportées à certains comptes spéciaux)

Son intervention (p. 6435)

Article 24 (affectation d'une fraction de la taxe sur les installations nucléaires de base - INB - à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN)

Son amendement n° 307 (de suppression) (p. 6438)

Article 25 (affectation de l'intégralité du droit de francisation et de navigation des bateaux au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres)

Son amendement n° 308 : adopté (p. 6440)

Article 27 (contribution à l'effort national de recherche)

Son amendement n° 309 (de suppression) (p. 6442)

Article 28 (financement de l'Agence nationale des titres sécurisés)

Son amendement n° 310 (de suppression) (p. 6442)

Son amendement n° 321 (p. 6442)

Article 30 (élargissement des missions et des modalités de financement du Centre des monuments nationaux - CMN)

Son intervention (p. 6443)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Crédits de la mission : "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'Etat B

Son amendement n° 110 (p. 7245)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son amendement n° 114 (p. 7495)

Son intervention (p. 7499)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7704)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7704 et s.)

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7735) : - Réunion du 7 novembre 2006 de la commission des finances du 7 novembre 2006

Son intervention en qualité de vice-président de la commission des finances (p. 7742, 7745)

Thèmes :

- Administration : modernisation : audit (p. 7745)
- Collectivités territoriales : subventions : délais de paiement (p. 7745)
- Commerce extérieur : douanes : fraude (p. 7742)
- Etat : patrimoine (p. 7745)

FONCTION PUBLIQUE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7719)

Crédits de la mission : "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B

- Son intervention (p. 7719 et s.)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006
- Ses interventions en qualité de vice-président de la commission des finances (p. 7570 et s.)

Thèmes :

- Assemblée nationale : examen en commission élargie (p. 7570)
- Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : Roissy (p. 7578)
- Finances publiques : indicateurs de performance (p. 7578)
- Justice : frais de justice : aéroports (p. 7578)
- Télécommunications : visioconférence : système pénitentiaire (p. 7578)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7424)

Crédits de la mission : "Politique des territoires" inscrits à l'Etat B

- Son intervention (p. 7426)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

- Son intervention (p. 6868)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 6869, 6870)
- Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 6868)
- Enseignement supérieur : établissements (p. 6868, 6869)
- Enseignement supérieur : crédits (p. 6868)
- Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (p. 6870)
- Enseignement supérieur : universités (p. 6870)
- Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 6868 et s.)
- Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 6868 et s.)
- Enseignement technique et professionnel : instituts universitaires de technologie (IUT) (p. 6871)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

- Son intervention (p. 6902 à 6907)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)*Après l'article 51*

Son amendement n° 59 (logements étudiants pris en compte pour le calcul de la DGF) : retiré (p. 6768)

Son amendement n° 60 (prise en compte des étudiants inscrits dans un centre universitaire situé sur la commune pour le calcul de la DGF) : retiré (p. 6768)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7622)

Son intervention (p. 7625)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : transports routiers (p. 7626)
- Sécurité routière (p. 7625)
- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7626)
- Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7625)
- Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 7626)
- Transports ferroviaires : TGV (p. 7626)
- Transports urbains : Ile-de-France (p. 7625)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7626)

Crédits de la mission "Transports" inscrits à l'état B

- Son intervention (p. 7626)

Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route" inscrits à l'état D

- Son intervention (p. 7629)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

- Son intervention (p. 7658, 7667)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : transferts de compétences : transports (p. 7659)
- Politiques communautaires : transports (p. 7659)
- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7659)
- Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 7659)
- Transports routiers : chauffeurs routiers : durée du travail (p. 7659)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[17 novembre 2006] (p. 7764)**

Article 39 (majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)

- Son intervention (p. 7765)

Après l'article 40

Son amendement n° 288 (produits de grande consommation – déchets : collecte, traitement et élimination) (p. 7765) : rejeté (p. 7766)

Intervient sur l'adit n° 208 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (téléphonie mobile – investissements des collectivités territoriales en vue de l'extension de la couverture du territoire – éligibilité au

fonds de compensation pour la TVA : prorogation jusqu'au 31 décembre 2008) (p. 7767)

Son amendement n° 289 (produits pouvant présenter un risque pour la santé ou l'environnement : collecte et élimination) : retiré (p. 7767)

Intervient sur l'ad n° 349 de M. Jean-Louis Christ (entreprises artisanales – communes de moins de 2 500 habitants : déduction pour investissement) (p. 7770)

Intervient sur l'ad n° 274 de la commission (titulaires du brevet d'alpinisme – exonération de taxe professionnelle) (p. 7776)

Son amendement n° 58 (presse – exonération de taxe professionnelle : extension aux sociétés de groupage et de distribution de journaux) : retiré (p. 7776)

Son amendement n° 287 (titulaires du brevet d'alpinisme – exonération de taxe professionnelle) (p. 7776) : retiré (p. 7777)

Intervient sur l'ad n° 269 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,8 %) (p. 7778)

Son amendement n° 62 (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,8 %) : adopté (p. 7778)

Intervient sur l'ad n° 350 de M. Jean-Louis Christ (transmission d'entreprises – évaluation effectuée par une expertise réalisée dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat : contestation dans les trois mois par l'administration sur la base d'une seconde expertise établie dans les mêmes conditions) (p. 7782)

Intervient sur l'ad n° 308 de M. Jean-Yves Cousin (taxe professionnelle – plafonnement – neutralisation des effets des transferts de compétence intervenus en 2004 entre communes et groupements de communes) (p. 7785)

Son amendement n° 63 (taxe professionnelle – plafonnement - part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : prise en compte de la situation des collectivités territoriales devant honorer une garantie d'emprunt) : retiré (p. 7788)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8644)

Thèmes :

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 8644)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8645)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8644 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 8645)

Impôt de solidarité sur la fortune : résidence principale (p. 8645)

Impôt sur le revenu : souscriptions en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 8646)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8646)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8645)

Parlement : contrôle (p. 8645)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 2

Son amendement n° 195 (frais professionnels réels - trajets entre le domicile et le lieu de travail : limite portée de 40 kilomètres à 50 kilomètres) : retiré ; repris par M. Jean-Louis Dumont : rejeté (p. 8671)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 84 de M. Henri Emmanuelli (abaissement à 1,5 kilowattheure par euro de valeur ajoutée du seuil d'admission aux souscriptions en capital de sociétés d'approvisionnement en électricité) (p. 8674)

Article 8 (affectation aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances automobiles - TSCA)

Son intervention (p. 8684)

Après l'article 10

Son sous-amendement n° 360 (prélèvement au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale pour la seule année 2006) à l'ad n° 324 du Gouvernement (produit des amendes forfaitaires de police : prélèvements en 2006 de 50 millions d'euros au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale et de 50 millions d'euros au profit de la dotation pour l'aménagement des communes) (p. 8688) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8690)

Article 14 et état B (budget général : ouverture de crédits supplémentaires)

Son intervention (p. 8699)

Article 15 et état B' (budget général : annulation de crédits)

Son intervention (p. 8699)

Après l'article 20

Son sous-amendement n° 364 (à compter du 1er janvier 2010) à l'ad n° 106, deuxième rectification de M. Charles de Courson (sacs de caisse en matière plastique non biodégradable : institution d'une taxe au profit de l'ADEME et perçue à compter du 1er janvier 2009) (p. 8703) : retiré (p. 8705)

Article 21 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de logements neufs et des logements achevés avant le 1er janvier 1977 économes en énergie)

Son amendement n° 196 (de suppression) (p. 8706)

Après l'article 22

Son amendement n° 237 (hydroélectricité : institution d'une redevance à la charge du concessionnaire et suppression du dispositif de l'énergie réservée) (p. 8708) : adopté (p. 8709)

Article 23 (instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)

Son amendement n° 238 (p. 8709)

Article 26 (mise en œuvre du contrat de croissance signé entre les organisations professionnelles et l'Etat en faveur de l'emploi et de la modernisation du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 8720)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad n° 314 de M. Marc Le Fur (exploitants agricoles - droits à paiement unique : prise en compte sur 7 ans du second versement au titre de l'exercice clôturé entre le 31 mai et le 30 novembre 2007) (p. 8722)

Intervient sur l'ad n° 313 de M. Marc Le Fur (déficits agricoles – imputation sur le revenu global : limite portée de 61 080 € à 100 000 €) (p. 8723)

Son amendement n° 236 (sportifs - étalement des revenus au titre de contrats passés avec un sponsor) (p. 8722) : retiré (p. 8723)

Intervient sur l'ad n° 71 rectifié de M. Jean-Jacques Descamps (éligibilité au dispositif des chèques-vacances : revenu fiscal de référence du foyer remplacé par un plafond de rémunération fixé à trois fois le montant du SMIC) (p. 8729)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 60 de Mme Béatrice Pavy (régime fiscal des groupements de coopération sociale et médico-sociale: alignement sur celui des groupements de coopération sanitaire - choix entre l'impôt sur les sociétés et la fiscalité des sociétés de personnes) (p. 8731)

Après l'article 29

Son amendement n° 235 (entreprises "électro-intensives" - prorogation du régime fiscal de la souscription au capital de sociétés ayant pour activité l'acquisition de contrats d'approvisionnement à long terme) (p. 8733) : adopté (p. 8734)

Article 31 (possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes)

Son intervention (p. 8737)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 259 de M. Gilles Carrez (défiscalisation des investissements outre-mer : transmission d'informations à l'administration fiscale par les personnes morales qui les réalisent en vue de les donner en location) (p. 8739)

Son amendement n° 239 (crédit d'impôt recherche - dépenses éligibles : possibilité d'appréciation par le ministère chargé de la recherche) (p. 8739) : retiré (p. 8740)

Après l'article 34

Son amendement n° 215 (majoration des montants de la taxe affectée à la formation professionnelle dans les transports routiers) (p. 8754) : adopté (p. 8755)

Après l'article 36

Intervient sur l'ad n° 316 de M. Bertho Audifax (taxe d'embarquement applicable outre-mer : prorogation) (p. 8757)

Intervient sur l'ad n° 72 de M. Denis Merville (habitations situées en zones "Seveso" : possibilité d'exonération à hauteur de 50 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 8758)

Son amendement n° 249 (messageries de presse : exonération de taxe professionnelle) (p. 8758) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8759)

Son amendement n° 318 (équipements préexistants à l'adoption des normes comptables IFRS permettant de modifier les durées d'amortissement : maintien des bases de taxe professionnelle) (p. 8760) : retiré (p. 8761)

Son amendement n° 311 (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des départements ayant augmenté leur taux de moins de 7,3 % entre 2004 et 2005) : retiré (p. 8765)

Son amendement n° 201 (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des collectivités territoriales devant honorer une garantie d'emprunt) : retiré (p. 8766)

Après l'article 43

Son amendement n° 199 rectifié (inéligibilité aux attributions du FCTVA des fonds de concours versés par les communes au titre de conventions signées avant le 1er janvier 2005 pour des opérations d'infrastructure routière) (p. 8771) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8772)

Son amendement n° 240 (DGF des communes de moins de 10 000 habitants comptant un centre universitaire - majoration de la population d'un habitant pour 10 étudiants) : retiré (p. 8772)

Son amendement n° 241 (DGF des communes de moins de 10 000 habitants comptant des logements spécialement affectés aux étudiants - majoration de la population d'un habitant par logement) : retiré (p. 8772)

Après l'article 44

Son amendement n° 200 (pérennisation du remboursement aux communes des frais de secours engagés au bénéfice des pratiquants d'activités sportives ou de loisirs) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8775)

Après l'article 45

Son amendement n° 243 (création et suppression d'annexes budgétaires et documents relatifs à des politiques interministérielles) : adopté (p. 8776)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9240)

Son intervention (p. 9242)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9242)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 9242)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : enfants (p. 9242)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 9240)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9242)

Lois de règlement (p. 9243)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : impôts et taxes (p. 9242)

Parlement : prérogatives : Assemblée nationale (p. 9242)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9246)

Article 27 quater B (emploi d'un salarié à domicile - transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt pour la garde d'enfants)

Intervient sur l'ad n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat : application à toutes les prestations éligibles à la réduction d'impôt) (p. 9249)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8892 et s.)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son sous-amendement n° 478 rectifié à l'ad n° 474 rectifié du Gouvernement (p. 660)

Josiane BOYCE

*Morbihan (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques. Remboursement, vaccin contre le cancer de l'utérus [14 février 2007] (p. 1174)

Françoise BRANGET

*Doubs (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3418 portant sur l'intégration d'un dispositif de collecte, de traitement et de distribution des eaux de pluie dans toutes les constructions nouvelles de bâtiments publics appartenant à une collectivité publique [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3485 visant à supprimer le versement de cotisations retraite pour les personnes cumulant emploi et retraite [30 novembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'Etablissement Public d'Insertion de la Défense (EPIDe) [31 janvier 2007] (n° 3650)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS*

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 23 ter (crédit d'impôt pour les dépenses d'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux pluviales)

Son intervention (p. 8943 et s.)

Patrick BRAOUEZEC

*Seine-Saint-Denis (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumis à référendum (n° 560) [8 janvier 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

DEPOT

Proposition de résolution n° 3534 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions et les critères d'attribution et de renouvellement des agréments et des habilitations en zones réservées [20 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports aériens. Aéroports. Sécurité, salariés, accès [22 novembre 2006] (p. 7877)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son intervention (p. 6657)

Article 22 (approbation du montant des compensations des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale)

Son intervention (p. 6660)

Article 23 et annexe C (prévisions pour 2007 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 6661)

Article 9 et annexe B précédemment réservés (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son intervention (p. 6664)

Article 32 (définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail)

Son intervention (p. 6666 et s.)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son intervention (p. 6668)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Son intervention (p. 6818)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 6818)

Etrangers : droit d'asile (p. 6820)

Etrangers : visas : délivrance (p. 6820)

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 6819)

Pays étrangers : Liban (p. 6819)

Pays étrangers : Palestine (p. 6819)

Politique extérieure : aide au développement : annulation de dettes (p. 6819)

Transports aériens : taxe sur les billets : aide au développement (p. 6820)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 6820)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 7260)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 7260)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 7259)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7259)

Transports : politique des transports : environnement (p. 7260)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution industrielle : principe pollueur payeur (p. 7277)

Logement : économies d'énergie (p. 7278)

MEDIAS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :*- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006*

Son intervention (p. 7679)

Son intervention (p. 7681)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias (p. 7679)

Audiovisuel et communication : radio (p. 7679)

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 7679)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 7679)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Son intervention (p. 6883)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 6884)

Enseignement supérieur : crédits (p. 6884)

Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 6884)

Enseignement technique et professionnel : instituts universitaires de technologie (IUT) (p. 6883)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6883)

Recherche : chercheurs (p. 6884)

Recherche : crédits (p. 6883)

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7297)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 7297)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 7298)

Etrangers : intégration (p. 7298)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 7298)

Politique sociale : crédits (p. 7297)

Politique sociale : inégalités (p. 7298)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7297, 7298)

Politique sociale : pauvreté (p. 7298)

Travail : égalité professionnelle : femmes (p. 7298)

Travail : salaires (p. 7297)

Procédure des questions :

Handicapés : allocations et ressources (p. 7312)

Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 7314)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7587)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7589)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7587)

Logement : habitat insalubre (p. 7587)

Logement : mal logés (p. 7587)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7587)

Logement : aides et prêts : allocations de logement : effet de seuil (p. 7587)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 7588)

Lois : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) : logement social (p. 7587)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7588)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7846) : rejetée (p. 7854)

Thèmes :

Communes : maires : prestations familiales (p. 7848)
 Droit pénal : comparution immédiate : mineurs (p. 7847)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7849)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 7846, 7849)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7846, 7849)
 Droit pénal : responsabilité pénale : mineurs (p. 7847)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme : secret professionnel (p. 7848)
 Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 7847)
 Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 7848)
 Famille : parents : responsabilité (p. 7848)
 Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 7847)
 Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : système pénitentiaire (p. 7849)
 Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 7847)
 Ordre public : Observatoire national de la délinquance : statistiques (p. 7849)
 Police : contrôle d'identité : transports de voyageurs (p. 7848)
 Politique générale : libéralisme (p. 7848)
 Politique sociale : exclusion (p. 7846)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7850)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 8114)

Article 29 (extension de l'utilisation de l'injonction thérapeutique)

Son intervention (p. 8426)

Article 30 (extension des mesures de composition pénale)

Son intervention (p. 8428)

Article 31 (traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale)

Son intervention (p. 8429)

Article 32 (dispositions sur les coups d'achat)

Son intervention (p. 8429)

Article 33 (création d'une peine de stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants)

Son intervention (p. 8429)

Article 34 (instauration d'une circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste)

Son intervention (p. 8430)

Article 35 (aménagement des mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - application de la composition pénale aux mineurs)

Ses interventions (p. 8443 et s.)

Article 36 (juge des enfants)

Ses interventions (p. 8448 et s.)

Article 37 (contrôle judiciaire)

Ses interventions (p. 8449 et s.)

Article 38 (organisation des audiences du tribunal pour enfants - procédure de présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs)

Son intervention (p. 8451)

Article 39 (nouvelles sanctions éducatives - mesure d'activité de jour)

Son intervention (p. 8452)

Après l'article 39

Intervient sur l'ad n° 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8460)

Article 40 (mesure d'activité de jour et ajournement)

Ses interventions (p. 8460 et s.)

Article 41 (nouvelle hypothèse de placement dans les centres éducatifs fermés)

Son intervention (p. 8461)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad n° 351 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (création d'une peine de sanction-restauration) (p. 8463)

Article 44 (stage de responsabilité parentale)

Son intervention (p. 8463)

Article 45 bis (écoutes par l'administration pénitentiaire de conversations téléphoniques passées par les personnes condamnées)

Son intervention (p. 8467)

Article 46 (pouvoirs de police judiciaire des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - police des chemins de fer)

Son intervention (p. 8469)

Article 47 (extension du champ d'application de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer)

Son intervention (p. 8471)

Article 50 (application des dispositions relatives aux pouvoirs du maire à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française)

Son intervention (p. 8472)

Article 51 (application des autres dispositions du projet de loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et-Futuna)

Son intervention (p. 8473)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1129)

Thèmes :

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 1130)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 1130)

Droit pénal : mineurs : aggravation des peines (p. 1130)

Droit pénal : mineurs : prévention (p. 1130)

Droit pénal : sanctions pénales : personnes défavorisées (p. 1129)
 Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 1130)
 Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 1129)
 Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 1130)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1130)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1524)

Son intervention (p. 1525)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 1525)
 Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 1525)
 Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 1525)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1525)
 Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 1525)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1526)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1207) : rejetée (p. 1214)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1208)
 Communes : logement social (p. 1208, 1209)
 Droit civil : domiciliation (p. 1209)
 Etrangers : logement (p. 1210)
 Impôts et taxes : avantages fiscaux : logement (p. 1207)
 Logement : personnes défavorisées (p. 1207)
 Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1207 et s.)
 Logement : HLM (p. 1209)
 Logement : logement social (p. 1207 et s.)
 Logement : mixité sociale (p. 1208)
 Logement : politique du logement (p. 1207 et s.)
 Logement : aides et prêts : associations (p. 1208, 1209)
 Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1208)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Ses amendements n°s 291 et 290 (p. 1263, 1267)

Article 1er bis (renforcement des plans pour l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri)

Son intervention (p. 1268)

Article 2 (procédure de médiation)

Ses amendements n°s 285 et 282 (p. 1274, 1333)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 382 du Gouvernement (critères de détermination de l'habitat indigne et diffusion des données relatives à cet habitat) (p. 1351)

Intervient sur l'ad t n° 309 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diffusion des données relatives à l'habitat insalubre, déclenchement des procédures départementales de lutte contre cet habitat) (p. 1351)

Intervient sur l'ad t n° 307 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (saisine de la commission de médiation dans les cas de non-respect de l'article 55 de la loi SRU ; dispositions transitoires d'accès au parc locatif privé par l'intermédiaire de la collectivité ou de l'établissement public concerné) (p. 1355)

Après l'article 6 N

Son amendement n° 276 (encadrement des conventions de stage ; statut et droits du stagiaire) (p. 1387) : rejeté (p. 1388)

Son amendement n° 275 (quota de contrats de travail autres que les CDI) : rejeté (p. 1388)

Son amendement n° 277 (conditions de requalification en temps complet d'un contrat de travail à temps partiel) : rejeté (p. 1388)

Son amendement n° 279 (suppression du contrat "nouvelles embauches (CNE)") (p. 1388) : rejeté (p. 1389)

Son amendement n° 278 (interdiction des grilles de salaires débutant en dessous du SMIC) (p. 1389) : rejeté (p. 1390)

Article 6 (instauration de cotisations sociales proportionnelles au chiffre d'affaires pour les activités non salariées nouvelles ou restant modestes)

Son amendement n° 280 (de suppression) (p. 1390)

Article 7 bis (garantie d'accès aux soins médicaux pour les bénéficiaires de l'aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1426)

Article 9 (restriction de l'accès à certaines prestations sociales pour les ressortissants communautaires entrés en France pour y rechercher un emploi)

Son amendement n° 281 (de suppression) (p. 1430)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 384 de la commission (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) (p. 1436)

Après l'article 5

Son amendement n° 269 précédemment réservé (institution d'une association départementale d'information sur le logement) (p. 1441) : rejeté (p. 1442)

Son amendement n° 289 précédemment réservé (nécessité de l'accord du préfet pour le non-renouvellement des conventions en matière de logement social) (p. 1442) : rejeté (p. 1443)

Son amendement n° 261 précédemment réservé (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants) (p. 1443) : rejeté (p. 1444)

Son amendement n° 273 précédemment réservé (élévation du taux de la contribution sur les revenus locatifs) : rejeté (p. 1444)

Son amendement n° 263 précédemment réservé (assouplissement des conditions de construction de logement sociaux sur le domaine public de l'Etat, cession d'immeubles du domaine privé de l'Etat à un prix inférieur à leur valeur vénale dans le cadre de programmes de construction de logements sociaux) (p. 1444) : rejeté (p. 1445)

Intervient sur l'ad t n° 293 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (conditions fiscales des aides de l'Etat à l'hébergement d'urgence et conditions d'attribution à leurs bénéficiaires) (p. 1446)

Son amendement n° 274 précédemment réservé (plans locaux d'urbanisme ; élévation du pourcentage de logements sociaux en zones urbaines) : rejeté (p. 1446)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 264 précédemment réservé (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1448) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 266 précédemment réservé (abrogation de la disposition instituant, sous la responsabilité du représentant de l'Etat dans le département, une commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 288 rectifié précédemment réservé (vente des logements locatifs sociaux subordonnée à autorisation préfectorale quand celle-ci a pour effet de franchir le seuil de 20 % de logements sociaux) : rejeté (p. 1450)

Son amendement n° 287 rectifié précédemment réservé (interdiction aux communes ne respectant pas le quota de 20 % de logements sociaux d'autoriser tout programme de plus de 20 logements ne comportant pas au moins 20 % de logements sociaux) : rejeté (p. 1450)

Article 5 quater précédemment réservé (comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable)

Son amendement n° 294 rectifié (p. 1451)

Après l'article 6 I

Son amendement n° 267 précédemment réservé (gel des loyers des logements locatifs privés) : rejeté (p. 1460)

Son amendement n° 268 précédemment réservé (références à fournir par le bailleur dans les grandes agglomérations) : rejeté (p. 1460)

Après l'article 6 J

Intervient sur l'adit n° 332 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (récupération des charges liées à la rémunération des concierges et gardiens) (p. 1461)

Après l'article 6 L

Son amendement n° 262 rectifié précédemment réservé (suppression de la déduction fiscale au titre de l'amortissement) : rejeté (p. 1462)

Ses explications de vote (p. 1468)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1468)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1531)

Son intervention (p. 1535)

Thèmes :

Communes : logement social (p. 1536)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1535, 1536)

Logement : logement social (p. 1536)

Logement : mal logés (p. 1536)

Logement : mixité sociale (p. 1536)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1536)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : associations (p. 1536)

Politique sociale : solidarité (p. 1536, 1537)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1496)

Son intervention (p. 1497)

Thèmes :

Départements : action sociale : dépenses (p. 1498)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1497, 1498)

Enfants : mauvais traitements (p. 1498)

Enfants : politique de l'enfance (p. 1497, 1498)

Etrangers : enfants (p. 1498)

Télécommunications : Internet (p. 1498)

Travail : congé de maternité (p. 1498)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1498)

Proposition de loi n° 3607 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1504)

Son intervention (p. 1507)

Thèmes :

Santé : chikungunya (p. 1508)

Santé : réserve sanitaire (p. 1508)

Santé : réserve sanitaire : volontaires (p. 1508)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1507 et s.)

Santé : virus H5N1 (p. 1508)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 1508)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1509)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1515)

Son intervention (p. 1517)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : médias : monopole (p. 1517)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 1517)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 1517)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 1517, 1518)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 1517)

Télécommunications : Internet (p. 1517)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1518)

Jean-Pierre BRARD

*Seine-Saint-Denis (7^{me} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 12 : Direction de l'action du Gouvernement (coordination du travail gouvernemental ; publications officielles et information administrative) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à l'amélioration de la transparence des règles applicables aux pensions de retraite et aux rémunérations outre-mer [13 mars 2007] (n° 3780)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Charges. Exonération, statistiques [31 janvier 2007] (p. 848)

RAPPELS AU REGLEMENT

Jugeant que l'intervention du rapporteur général à la tribune ne reflète pas son analyse réelle de la politique budgétaire, déclare qu'il lui semble "atteint de schizophrénie" [17 octobre 2006] (p. 6204)

Fait état de propos critiques à l'égard de Madame Laurence Parisot tenus par le ministre de l'économie et lui reproche "de confondre les affaires de l'Etat avec celles du MEDEF" [19 octobre 2006] (p. 6395)

Souhaite que les amendements autres que de pure forme fassent l'objet d'explications [24 janvier 2007] (p. 652)

Fait état des manifestations des salariés d'Airbus et indique que – "comme autrefois en Union soviétique" – il n'y aura qu'un candidat à l'élection du président de l'Assemblée nationale faisant suite à la nomination de M. Jean-Louis Debré au Conseil constitutionnel [7 mars 2007] (p. 1543)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6120)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6120, 6121)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 6120)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) : intermittents du spectacle (p. 6120)

Syndicats : accords professionnels (p. 6120)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6214)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6223)

Son intervention (p. 6266)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6302)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 octobre 2006] (p. 6204)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6303)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6267)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6268)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6267 et s., 6302)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6214 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6303)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 6303)

Marchés financiers : dividendes (p. 6269)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 6214 et s., 6224)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances locales (p. 6303)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 6224)

Politique générale : populisme : extrême droite (p. 6223)

Politique sociale : pauvreté : inégalités (p. 6223 et s.)

Secteur public : privatisations (p. 6269)

Sociétés : dirigeants (p. 6267)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Didier Migaud ("bouclier fiscal" : suppression) (p. 6308)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son amendement n° 85 (p. 6312)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 6332 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 131 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : montant minimal de 30 €) (p. 6335)

Article 4 (aménagement du régime de l'hypothèque rechargeable)

Son amendement n° 84 (de suppression) (p. 6338)

Après l'article 4

Son amendement n° 86 (ISF - biens professionnels : intégration dans l'assiette pour 50 % de leur valeur avant correction en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés où ils sont situés) : rejeté (p. 6339)

Son amendement n° 89 (ISF - résidence principale : abattement plafonné à 100 fois le montant mensuel du RMI) (p. 6340) : rejeté (p. 6350)

Son amendement n° 87 (ISF - objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égal à 3 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure) (p. 6350) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6352)

Son amendement n° 88 (ISF - titres de sociétés - abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)

Intervient sur l'ad n° 124 de M. Didier Migaud (ISF – souscription au capital de PME – exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts : suppression) (p. 6355)

Après l'article 5

Son amendement n° 105 (presse bénéficiant des aides de l'Etat - dons aux associations de soutien : réduction d'impôt) (p. 6368) : rejeté (p. 6369)

Après l'article 7

Son amendement n° 106 (presse bénéficiant des aides de l'Etat - dons aux associations de soutien : réduction d'impôt) (p. 6373) : rejeté (p. 6374)

Après l'article 8

Son amendement n° 302 (rétablissement de la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 6376)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Patrick Bloche (sociétés d'investissements immobiliers cotées – taux d'imposition des plus-values de cession porté de 16,5 % à 26,5 %) (p. 6378)

Après l'article 10

Son amendement n° 93 (TVA – taux normal ramené à 18,6 %) : rejeté (p. 6385)

Son amendement n° 100 (dépenses funéraires – application du taux réduit de TVA) : rejeté (p. 6388)

Son amendement n° 94 (énergie éolienne – matériels de production et de stockage – application du taux réduit de TVA) : rejeté (p. 6388)

Son amendement n° 95 (réseaux de chaleur - abonnements - application du taux réduit de TVA) : retiré (p. 6388)

Son amendement n° 91 (établissements publics de santé et établissements accueillant des personnes handicapées- travaux : application du taux réduit de TVA) (p. 6388) : rejeté (p. 6389)

Après l'article 7

Son amendement n° 90 précédemment réservé (sociétés pétrolières – bénéfiques – taux d'imposition : majoration égale à 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 6397) : rejeté (p. 6399)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 83 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (biocarburant super éthanol E 85 : régime fiscal) (p. 6405)

Article 18 précédemment réservé (suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé "La Monnaie de Paris")

Ses amendements n°s 101 (de suppression) à 104 : (p. 6408 et s.)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 6421)

Son amendement n° 107 (p. 6425)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7507)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7507)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 7507)

Etat : Centre d'analyse stratégique (p. 7507)

Etat : Médiateur de la République (p. 7508)

Etat : services du Premier ministre : Union européenne (p. 7507)

Presse et livres : Journaux officiels : nouvelles technologies (p. 7508)

Presse et livres : Journaux officiels : préretraites (p. 7508)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7510)

Après l'article 62

Intervient sur l'ad n° 304 du Gouvernement (rémunération des services rendus par la Documentation française) (p. 7510)

FONCTION PUBLIQUE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7719)

Crédits de la mission : "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B

Son amendement n° 247 (p. 7719)

Son amendement n° 246 : adopté (p. 7720)

Ses amendements n°s 248 et 245 (p. 7721 et s.)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. René Dosière (p. 595)

Son intervention (p. 603)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination : Saint-Barthélemy (p. 604)

Impôts et taxes : paradis fiscaux : Saint-Barthélemy (p. 595)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : fiscalité (p. 603)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Barthélemy (p. 595, 604)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Martin (p. 596, 604)

Pays étrangers : Pays-Bas : conventions fiscales (p. 596)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 3 (dispositions organiques du statut de Mayotte)

Son intervention (p. 643 et s.)

Article 4 (statut de la collectivité d'outre mer de Saint-Barthélemy)

Son intervention (p. 646)

Article 6 (dispositions organiques du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 janvier 2007] (p. 652)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Reprend le sous-adt n° 271 de M. Patrice Martin-Lalande à l'adt n° 150 du Gouvernement (p. 866)

Son intervention (p. 866 et s.)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1227)

Thèmes :

Communes : logement social (p. 1228)

Logement : accédants en difficulté (p. 1228)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1228)

Logement : logement social (p. 1228)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1229)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 5

Son amendement n° 293 précédemment réservé (conditions fiscales des aides de l'Etat à l'hébergement d'urgence et conditions d'attribution à leurs bénéficiaires) : rejeté (p. 1446)

Ghislain BRAY

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat, formulaires déclaratifs, lisibilité [6 décembre 2006] (p. 8610)

Thierry BRETON

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

DEPOTS

Projet de loi n° 3430 en faveur des consommateurs [8 novembre 2006]

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006 [15 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Brottes. Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Suez, fusion, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5721)

M. Daniel Paul. Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Suez, fusion, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5722)

M. Gilles Carrez. Finances publiques. Dette publique. Réduction [3 octobre 2006] (p. 5726)

M. Stéphane Demilly. Industrie. Construction aéronautique. Airbus [10 octobre 2006] (p. 5938)

M. Jean Diébold. Industrie. Construction aéronautique. Airbus [10 octobre 2006] (p. 5939)

Mme Françoise Imbert. Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [10 octobre 2006] (p. 5940)

M. Alain Gest. Energie et carburants. Biocarburants. Développement [10 octobre 2006] (p. 5941)

M. Maxime Gremetz. Industrie. Construction aéronautique. Airbus [11 octobre 2006] (p. 6025)

M. Charles de Courson. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Affaire Adidas, décision de la Cour de cassation [11 octobre 2006] (p. 6027)

M. Henri Emmanuelli. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion, mise en œuvre [17 octobre 2006] (p. 6183)

M. Gilles Artigues. Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [31 octobre 2006] (p. 6778)

M. Pierre Cohen. Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [31 octobre 2006] (p. 6781)

M. Michel Vaxès. Energie et carburants. Electricité. Puissance disponible, seuil de rupture, conséquences, pays européens [7 novembre 2006] (p. 6988)

M. Jean Proriol. Energie et carburants. Electricité. Puissance disponible, seuil de rupture, conséquences, pays européens [7 novembre 2006] (p. 6989)

M. Pierre Ducoat. Energie et carburants. Politique énergétique. [7 novembre 2006] (p. 6991)

M. Jacques Desallangre. Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement [14 novembre 2006] (p. 7356)

M. Jean-Marc Roubaud. Banques et établissements financiers. Services bancaires. Tarification [14 novembre 2006] (p. 7357)

M. Éric Besson. Politique économique. Croissance. [14 novembre 2006] (p. 7357)

M. Émile Zuccarelli. Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement [14 novembre 2006] (p. 7364)

M. Didier Migaud. Politique économique. Croissance. [21 novembre 2006] (p. 7799)

M. François Brottes. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [22 novembre 2006] (p. 7879)

M. Jean-Marc Ayrault. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [5 décembre 2006] (p. 8510)

M. Jean Lassalle. Energie et carburants. Politique énergétique. Tarifs réglementés [5 décembre 2006] (p. 8511)

M. Nicolas Perruchot. Union européenne. BCE. Missions [19 décembre 2006] (p. 9151)

M. Gilles Carrez. Finances publiques. Dette publique. [17 janvier 2007] (p. 388)

M. Jean-Michel Fourgous. Impôts et taxes. Politique fiscale. [24 janvier 2007] (p. 618)

M. Jean Gaubert. Parlement. Ordre du jour. Inscription, projet de loi en faveur des consommateurs [6 février 2007] (p. 954)

M. Robert Lamy. Finances publiques. Déficit publics. Réduction [7 février 2007] (p. 1004)

Mme Anne-Marie Comparini. Energie et carburants. Politique énergétique. Politiques communautaires [7 février 2007] (p. 1005)

M. Jacques Remiller. Finances publiques. Dette publique. Réduction [13 février 2007] (p. 1114)

Mme Marie-George Buffet. Politique économique. Politique industrielle. [20 février 2007] (p. 1316)

M. Stéphane Demilly. Industrie. Construction aéronautique. Airbus, emploi et activité [20 février 2007] (p. 1318)

M. Pierre Cohen. Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [20 février 2007] (p. 1320)

REponses AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Brard : exprime son attachement au paritarisme, son souhait de partenaires sociaux forts et participant au débat [19 octobre 2006] (p. 6396)

M. Didier Migaud : exprime son attachement au paritarisme, son souhait de partenaires sociaux forts et participant au débat [19 octobre 2006] (p. 6396)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5741)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5742)

Entreprises : chefs d'entreprises : stock options (p. 5743, 5757)

Entreprises : épargne salariale (p. 5742)

Entreprises : expression des salariés (p. 5742)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5741, 5742)

Entreprises : plan d'épargne d'entreprise (PEE) (p. 5742)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 5743)

Politique économique : concurrence (p. 5742)

Politique économique : croissance (p. 5741)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5741)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 22

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Maxime Gremetz (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 5959)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6188 et s.)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 6191)

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 6190 et s.)

Energie et carburants : pétrole (p. 6190)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6192)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6189 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6190, 6192)

Finances publiques : dette publique (p. 6189 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 6192 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6191)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6192)

Impôt sur les sociétés (p. 6192)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6192)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6191)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 6189 et s.)

Politique économique : investissement (p. 6191 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6190 et s.)

Secteur public : privatisations (p. 6193)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 90 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières – bénéfiques – taux d'imposition : majoration égale à 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 6397)

Intervient sur l'adt n° 139 précédemment réservé de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières – bénéfiques – taux d'imposition : majoration lorsque la progression de leurs profits d'une année sur l'autre excède 20 %) (p. 6400)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 83 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (biocarburant super éthanol E 85 : régime fiscal) (p. 6402 et s.)

Intervient sur l'adt n° 283 rectifié précédemment réservé de M. Charles de Courson (biocarburant super éthanol E 85 – définition – régime fiscal) (p. 6403)

Intervient sur l'adt n° 140 précédemment réservé de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 6407)

Intervient sur l'adt n° 141 précédemment réservé de M. Didier Migaud (carburateurs destinés aux avions – TIPP : suppression de l'exonération) (p. 6408)

Article 18 précédemment réservé (suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé "La Monnaie de Paris")

Son intervention (p. 6409)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9170)

Article 4 bis (aménagement des modalités d'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune de la valeur capitalisée des rentes viagères constituées dans le cadre de l'épargne retraite)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 9170)

Article 7 ter (extension du crédit d'impôt recherche aux dépenses liées aux certificats d'obtention végétale)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 9170)

Article 8 (aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'ad t n° 5 du Gouvernement (de suppression - coordination avec le projet de loi de finances rectificative pour 2006) (p. 9170)

Article 8 ter (bénéfice de l'exonération des plus-values professionnelles aux dirigeants de PME exerçant une profession libérale, même lorsqu'ils n'assument pas de fonction de dirigeant au sens du code général des impôts)

Intervient sur les adts n°s 3 et 4 du Gouvernement (p. 9170)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Intervient sur l'ad t n° 6 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 9170)

Article 33 et état A (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)

Intervient sur l'ad t n° 11 du Gouvernement (de coordination avec le projet de loi de finances rectificative pour 2006) (p. 9170)

Article 34 et état B (crédits du budget général)

Intervient sur l'ad t n° 7 du Gouvernement (minoration de 20 millions d'euros des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat - de conséquence de l'article 4 du projet de loi de finances rectificative pour 2006 réservant l'exonération de TIPP aux seules missions militaires relevant du ministère de la défense) (p. 9170, 9172)

Article 40 bis A (mesures d'harmonisation de la fiscalité relative au capital investissement)

Intervient sur l'ad t n° 12 du Gouvernement (de précision) (p. 9170)

Article 40 bis D (harmonisation du régime de retenue à la source sur les revenus distribués par les sociétés françaises cotées)

Intervient sur l'ad t n° 8 du Gouvernement (de précision) (p. 9170)

Article 40 bis F (investissement des FCPI dans les sociétés cotées sur un marché non réglementé)

Intervient sur l'ad t n° 13 du Gouvernement (de coordination avec l'amendement n° 12 à l'article 40 bis A) (p. 9170)

Article 40 quinquies (taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage)

Intervient sur l'ad t n° 9 du Gouvernement (rédactionnel et de précision) (p. 9170)

Article 53 bis supprimé par la commission mixte paritaire (attribution aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome dont peuvent bénéficier les personnes handicapées)

Intervient sur l'ad t n° 10 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 9170, 9172)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Ses interventions (p. 6966, 6983)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 6966)

Énergie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6967)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6967)

Énergie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 6967)

Énergie et carburants : tarif transitoire (p. 6966)

Entreprises : action spécifique (p. 6967)

Proposition de loi n° 3385 instituant la fiducie

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1025)

Son intervention (p. 1025)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : fiducie : gauche (p. 1025)

Banques et établissements financiers : fiducie : histoire (p. 1026)

Droit civil : contrats : fiducie (p. 1026)

Entreprises : gestion (p. 1026)

Entreprises : délocalisations (p. 1026)

Impôts et taxes : évasion fiscale (p. 1026)

Discussion des articles [7 février 2007] (p. 1039)

Article 1er (régime juridique de la fiducie)

Son intervention (p. 1039)

Article 2 (déclaration de sommes ou d'opérations soupçonnées d'être illicites)

Son intervention (p. 1039)

Victor BRIAL

*Wallis-et-Futuna (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7334)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7334)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna : transports aériens (p. 7334)

Politique extérieure : Fonds Pacifique (p. 7335)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : Wallis-et-Futuna (p. 7335)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 9008)

Thèmes :

Constitution : révision : article 77 (p. 9008)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 9009)

Mines et carrières : exploitation : Nouvelle-Calédonie (p. 9009)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9009)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : paix (p. 9009)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 9009)

Philippe BRIAND

*Indre-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Hôtellerie et restauration. Durée du travail. Réglementation [6 février 2007] (p. 957)

Jacques BRIAT

*Tarn-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3543 portant modification du régime des habilitations en matière de tourisme [20 décembre 2006]

Proposition de loi n° 3637 portant revalorisation des retraites agricoles par la création de la taxe de valorisation sociale agricole [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3757 portant obligation de poursuites judiciaires par le ministère public en cas d'infraction constituée et abrogeant le droit de classement sans suite [21 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1793, posée le 9 janvier 2007. Transports aériens. Aéroports (J.O. Questions p. 167). Appelée le 9 janvier 2007. Second aéroport, construction, Toulouse (p. 12)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7212)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : droits à paiement unique (DPU) (p. 7213)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 7212)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7212)

Retraites : régime agricole (p. 7212)

Maryvonne BRIOT

*Haute-Saône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant création d'un ordre national des infirmiers (n° 3357) [14 novembre 2006] (n° 3433)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Cancer de l'utérus. Lutte et prévention [28 novembre 2006] (p. 8164)

Enfants. Protection. Disparitions, système d'alerte, mise en œuvre [17 janvier 2007] (p. 389)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son intervention (p. 8190)

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 12 (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)

Son intervention (p. 1155)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9051)

Son intervention (p. 9051)

Thèmes :

Professions de santé : professions paramédicales (p. 9052)

Professions de santé : déontologie (p. 9052)

Professions de santé : exercice libéral (p. 9052)

Professions de santé : infirmiers (p. 9052)

Professions de santé : ordre professionnel : cotisations (p. 9052)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 9051 et s.)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9060)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son intervention (p. 9060 et s.)

Article 6 (dispositions de coordination relatives au contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale)

Intervient sur l'adit n° 12 de Mme Catherine Génisson (p. 9065)

Bernard BROCHAND

*Alpes-Maritimes (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1724, posée le 28 novembre 2006. Ministères et secrétariats d'Etat. Affaires étrangères : ambassades et consulats (J.O.

Questions p. 12270). Appelée le 29 novembre 2006. Visas, conditions de délivrance, Russie (p. 8257)

n° 1832, posée le 16 janvier 2007. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours (J.O. Questions p. 416). Appelée le 16 janvier 2007. Financement (p. 281)

François BROTTE

*Isère (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Suez, fusion, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5721)

Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement, conséquences [24 octobre 2006] (p. 6483)

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion [22 novembre 2006] (p. 7879)

Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement, conséquences [29 novembre 2006] (p. 8271)

Energie et carburants. TOTAL. Profits, taxe [14 février 2007] (p. 1177)

RAPPELS AU REGLEMENT

Regrette que l'Assemblée n'ait pas disposé du texte de l'amendement n° 35 rectifié de la commission des affaires économiques [20 février 2007] (p. 1331)

S'étonne que le débat sur le droit au logement opposable se poursuive le mercredi matin 21 février alors que la commission des affaires économiques tiendra une réunion à la même heure [20 février 2007] (p. 1357)

Souhaite que le rapporteur pour avis de la commission des lois réponde à une question, pertinente, posée par M. Le Bouillonnet [20 février 2007] (p. 1363)

Demande au Gouvernement et à la commission de s'exprimer sur les amendements de caractère autre que rédactionnel [21 février 2007] (p. 1423)

DEBATS

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6967) : rejetée (p. 6973)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : Constitution (p. 6968, 6969)

Constitution : préambule (p. 6968, 6969)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6968)

Energie et carburants : politique énergétique : politique énergétique (p. 6968)

Entreprises : action spécifique (p. 6969)

Entreprises : GDF / SUEZ : fusion (p. 6968)

Secteur public : continuité du service public : Constitution (p. 6968, 6969)

Union européenne : Commission : GDF / SUEZ (p. 6968)

Ses explications de vote (p. 6996)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6997)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Agriculture : agriculture biologique (p. 7232)

Bois et forêts : filière bois : crédits budgétaires (p. 7230)

CULTURE

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7536)

Après l'article 62

Son amendement n° 224 (majoration des montants de la taxe fixée pour la publicité radiodiffusée et télévisée) : rejeté (p. 7537)

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7711)

Crédits de la mission "Participations financières de l'Etat" inscrits à l'état D

Son amendement n° 91 (création du programme "Abondement du fonds de réserve pour les retraites") (p. 7711)

Après l'article 63

Son amendement n° 90 (Agence des participations financières de l'Etat : établissement d'un projet annuel de performance et d'un rapport annuel de performance spécifiques) : rejeté (p. 7712)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7727) :

- Réunion de la commission des finances du 2 novembre 2006

Ses interventions (p. 7729, 7734)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7729)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : tarifs (p. 7730)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 7730)

Entreprises : EADS (p. 7730)

Finances publiques : Agence des participations de l'Etat (p. 7730)

Recherche : nanotechnologies : Isère (p. 7734)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 7730)

Secteur public : entreprises publiques : comptes (p. 7730)

Secteur public : privatisations (p. 7730)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7730)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Ses interventions (p. 7656)

Thème :

Assemblée nationale : examen en commission élargie : lois de finances (p. 7656)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7179)

Article 57 (prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 7179)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 339 (entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers - taxe professionnelle - plafonnement : taux ramené de 1,5 % à 1 % de la valeur ajoutée) (p. 7780) : rejeté (p. 7781)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives aux ouvrages)

Son intervention (p. 8884 et s.)

Article 4 bis A (sanctions applicables aux entreprises hydrauliques exploitées sans titre et suppression du droit de préférence)

Son intervention (p. 8889)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8891 et s.)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son amendement n° 221 (p. 8949)

Son intervention (p. 8953)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8958)

Article 38 (pour coordination)

Son intervention (p. 9034)

Proposition de loi n° 3598 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 977)

Son intervention (p. 984)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 984)

Départements : conseils généraux : Hauts-de-Seine (p. 984)

Régions : Ile-de-France : aménagement du territoire (p. 984)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : budget (p. 985)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : collectivités territoriales (p. 984)

Urbanisme : opérations d'aménagement : Conseil d'Etat (p. 984)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : fiscalité (p. 984)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : logement (p. 985)

Ses explications de vote (p. 984)

Vote contre du groupe socialiste (p. 985)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1328 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 février 2007] (p. 1331)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 février 2007] (p. 1357)

Son intervention (p. 1360 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 février 2007] (p. 1363)

Article 7 (création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 février 2007] (p. 1423)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 142 du Gouvernement (octroi des avantages fiscaux des zones franches urbaines aux entreprises installées dans les parties étendues de ces zones au 1er janvier 2007) (p. 1430)

Après l'article 6 A

Intervient sur l'ad n° 51 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (garantie temporaire de l'accès aux tarifs réglementés de l'électricité) (p. 1456)

Après l'article 6 J

Intervient sur l'ad n° 224 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Kucheida (exonération de frais d'abonnement pour la fourniture énergétique à tarif spécial à caractère social) (p. 1461)

Chantal BRUNEL

*Seine-et-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Rapporteuse de la proposition de résolution sur l'obtention d'une dérogation à l'Organisation Mondiale du Commerce en vue de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés publics (E 1285) (n° 3395) [7 novembre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Daniel Garrigue, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur l'obtention d'une dérogation à l'Organisation Mondiale du Commerce en vue de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés publics (E 1285) (n° 3395) [15 novembre 2006] (n° 3437)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les délocalisations [29 novembre 2006] (n° 3467)

Proposition de loi n° 3579 visant à renforcer la compétitivité de la France en favorisant la recherche et l'innovation [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3580 visant à favoriser le développement des petites et moyennes entreprises et à soutenir l'investissement dans l'innovation [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3581 visant à une meilleure utilisation des aides publiques aux entreprises [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3634 tendant à rendre obligatoires le tri et la collecte sélective des déchets ménagers dans les communes de plus de 1000 habitants [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Service d'aide aux personnes, valorisation [18 octobre 2006] (p. 6254)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1725, posée le 28 novembre 2006. Politique extérieure. Vietnam (J.O. Questions p. 12270). Appelée le 29 novembre 2006. Droits de l'homme (p. 8258)

n° 1794, posée le 9 janvier 2007. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 167). Appelée le 9 janvier 2007. Fonctionnement, aménagements, université de Marne-la-Vallée (p. 25)

n° 1904, posée le 20 février 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Société Compost Val d'Europe (J.O. Questions p. 1643). Appelée le 20 février 2007. Environnement, infractions, sanctions (p. 1309)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)*Procédure des questions :*

Police : commissariats : Bussy-Saint-Georges (p. 7043)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7662)

Thème :

Aménagement du territoire : villes nouvelles : voirie (p. 7662)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7921)

Thèmes :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : mineurs (p. 7921)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 7921)

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 7921)

Droit pénal : violences conjugales : femmes (p. 7921)

Gens du voyage : stationnement (p. 7921)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 7921)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)*Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)*

Son amendement n° 298 : adopté (p. 8296)

Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 529)

Son intervention (p. 534)

Thèmes :

Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 535)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 534)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 535)

Impôts et taxes : politique fiscale : pays étrangers (p. 534)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 534)

Politiques communautaires : environnement (p. 536)

Politiques communautaires : politique sociale (p. 536)

Politiques communautaires : marché unique (p. 535)

Sécurité sociale : protection sociale : TVA (p. 534)

Travail : licenciement économique (p. 534)

Travail : plan social (p. 535)

Jacques BRUNHES*Hauts-de-Seine (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains
Secrétaire de l'Assemblée nationale*Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]**INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE***QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1748, posée le 5 décembre 2006. Postes. Courrier (J.O. Questions p. 12586). Appelée le 5 décembre 2006. Acheminement et distribution, dysfonctionnements (p. 8484)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7122)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : modernisation (p. 7122)

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 7122)

Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 7123)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 7123)

Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7122)

Energie et carburants : tarifs : défense (p. 7123)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7123)

Pays étrangers : Corée du Nord (p. 7122)

Pays étrangers : Iran (p. 7122)

Union européenne : politique de la défense (p. 7123)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 311)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 312)
 Constitution : article 68 (p. 312)
 Constitution : régime présidentiel (p. 313)
 Justice : Cour de cassation : jurisprudence (p. 312)
 Justice : Haute cour de justice (p. 312)
 Président de la République : responsabilité pénale (p. 311)
 Président de la République : statut pénal (p. 313)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Son intervention (p. 1021)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 1022)
 Outre-mer : autonomie : législation (p. 1021)
 Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 1022)
 Politique sociale : personnes défavorisées : outre-mer (p. 1022)
 Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains [7 février 2007] (p. 1022)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1025)

Proposition de loi n° 3385 instituant la fiducie

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1025)

Son intervention (p. 1038)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : fiducie : blanchiment des capitaux (p. 1038)
 Consommation : recours collectifs de consommateurs : projet de loi (p. 1038)
 Donations et successions : successions : fiducie (p. 1038)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1038)
 Impôts et taxes : évasion fiscale (p. 1038)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains [7 février 2007] (p. 1039)

Marie-George BUFFET

*Seine-Saint-Denis (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de résolution n° 3390 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques de certaines sociétés installées sur le territoire français qui, en toute connaissance de cause, embauchent et exploitent, sous la menace d'un licenciement expéditif, des salariés étrangers en situation irrégulière, et sur l'attitude des services de l'Etat face à des agissements assimilables à du trafic de main d'œuvre [24 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Industrie. Politiques communautaires [10 janvier 2007] (p. 110)

Politique économique. Politique industrielle. [20 février 2007] (p. 1316)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1919, posée le 20 février 2007. Industrie. Imprimerie (J.O. Questions p. 1646). Appelée le 20 février 2007. JDC, emploi et activité, Torcy (p. 1307)

DEBATS

Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 529)

Son intervention (p. 533)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : délocalisations (p. 533)
 Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 533)
 Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 533)
 Entreprises : comités d'entreprise : rôle (p. 534)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 534)
 Politique économique : concurrence : pays étrangers (p. 533)
 Politique économique : investissement : création d'emplois (p. 534)
 Politique économique : libéralisme (p. 533)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 534)
 Politiques communautaires : politique sociale (p. 534)
 Services : délocalisations (p. 533)

Michel BULLARD

*Polynésie Française (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

DEPOT

Proposition de loi organique n° 3552 relative à la modification du mode d'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française [9 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7338)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7338)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : Polynésie française (p. 7338)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt (p. 7338)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7338)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7338)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 7339)

Outre-mer : Polynésie française : budget (p. 7338)

Outre-mer : Polynésie française : enseignement (p. 7339)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions : Polynésie française (p. 7338)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 635)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 635)

Elections et référendums : prime majoritaire : Polynésie française (p. 635)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : Polynésie française (p. 636)

Partis et mouvements politiques : indépendantistes : Polynésie française (p. 635)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : Polynésie française (p. 636)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 656)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 11 de Mme Béatrice Vernaudon (découpage en trois circonscriptions de la circonscription des Iles du Vent pour les élections à l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 665)

Yves BUR

*Bas-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur pour avis du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n° 3362) [18 octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 17 janvier 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

DEPOT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n° 3362) [18 octobre 2006] (n° 3388)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Jacques Alain Bénisti : remarque que cette intervention n'était en rien un rappel au règlement [24 novembre 2006] (p. 8032)

M. Jean-Pierre Blazy : demande de ne pas revenir sur les amendements déjà examinés [24 novembre 2006] (p. 8046)

Mme Patricia Adam : répond qu'il n'a utilisé son droit de vote qu'une fois et que l'absentéisme est partagé sur tous les bancs [24 novembre 2006] (p. 8066)

Mme Patricia Adam : rappelle que la Constitution et le règlement prévoient simplement que le Gouvernement soit représenté. De plus, il est difficile, du fait de la durée imprévisible des débats sur tel ou tel article, de programmer la venue de tel ou tel ministre devant l'Assemblée [24 novembre 2006] (p. 8078)

M. Jérôme Rivière : souligne que le règlement a été respecté à la lettre [30 janvier 2007] (p. 772)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son intervention : fait remarquer à M. Raoult que s'il revient sur un amendement retiré par un rappel au règlement, ses collègues l'imiteront et "nous n'en sortirons pas" (p. 8054)

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Alain Bénisti (cf supra) (p. 8032)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8046)

Répond au rappel au règlement de Mme Patricia Adam (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8066)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Répond au le rappel au règlement de Mme Patricia Adam (cf supra) (p. 8078)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8088)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Répond au rappel au règlement de M. Jérôme Rivière (cf supra) [30 janvier 2007] (p. 772)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Tabagisme. Interdiction de fumer, lieux publics, mise en œuvre [6 février 2007] (p. 955)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1779, posée le 19 décembre 2006. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 13071). Appelée le 19 décembre 2006. Aides-soignants, Bas-Rhin (p. 9135)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 18 C (création de comités techniques paritaires communs à l'EPCI et aux communes adhérentes)

Son intervention (p. 6083)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Article 28 (financement de l'Agence nationale des titres sécurisés)

Son amendement n° 67 (p. 6442)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7302)

Thèmes avant la procédure des questions :

Prestations familiales : contrôle (p. 7302)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7302)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6509)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6509)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 6509)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6510)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6510)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 6510)

Retraites : généralités : réforme (p. 6509)

Sécurité sociale : dépenses (p. 6509, 6510)

Sécurité sociale : financement (p. 6509, 6510)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 6511)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 5 (contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6593 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 321 de M. Bruno Gilles (extension de l'accès au régime social des étudiants pour les étudiants pourvus d'un emploi salarié) (p. 6598)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 17 de la commission des finances (extension de l'assiette de CSG et de CRDS à l'ensemble des revenus d'origine non déterminée) (p. 6602)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6612)

Intervient sur le sous-adt n° 449 de M. Pierre-Louis Fagniez (date limite pour la négociation d'un nouvel accord collectif de branche fixée au 31 janvier 2007) à l'adt n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (p. 6612)

Article 13 (indemnités de départ volontaire)

Son intervention (p. 6617)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 19 de la commission des finances (limitation des exonérations de cotisations sociales ; contribution du comité d'entreprise à l'acquisition des chèques-vacances) (p. 6626)

Article 14 (affectation à la CNAMTS de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges)

Son intervention (p. 6632)

Article 15 (affectation des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance-vie au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6634 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 100 de la commission (simplification du cadre de gestion des avoirs financiers du fonds de réserve pour les retraites) (p. 6635)

Intervient sur l'adt n° 22 de la commission des finances (simplification du cadre de gestion des avoirs financiers du fonds de réserve pour les retraites) (p. 6635)

Article 16 (modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements)

Son intervention (p. 6636 et 6638)

Article 18 (taux de la contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur leur chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 6641)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son intervention (p. 6646)

Article 24 (prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale)

Son intervention (p. 6663)

Article 29 (règles d'inscription du privilège)

Son intervention (p. 6663)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son intervention (p. 6670 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 29 de la commission des finances (utilisation de la télétransmission par les médecins) (p. 6673 et s.)

Article 35 (encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) – conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations)

Son intervention (p. 6680)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission des finances (obligation pour les médecins d'établir la prescription en dénomination commune internationale en cas d'affections de longue durée) (p. 6683)

Son amendement n° 214 rectifié (délivrance de médicaments en grands conditionnements) (p. 6682) : retiré (p. 6683)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission des finances (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de l'évolution de l'activité médicale des établissements) (p. 6688)

Son amendement n° 213 rectifié (expérimentation de nouveaux modes de financement des activités de psychiatrie) : adopté (p. 6689)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission des finances (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n° 172 de M. Jean-Luc Prél (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n° 278 de M. Jean-Marie Le Guen (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Article 42 précédemment réservé (répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée)

Son intervention (p. 6713)

Article 43 précédemment réservé (création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6716 et s.)

Article 46 précédemment réservé (gestion des crédits de promotion des actions innovantes et de renforcement de la professionnalisation par la CNSA)

Son intervention (p. 6722)

Article 47 précédemment réservé (exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans)

Son intervention (p. 6722)

Article 49 précédemment réservé (missions et montant de la dotation du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés -FMESPP)

Son amendement n° 215 rectifié : adopté (p. 6724)

Article 51 précédemment réservé (création d'un Fonds de prévention des risques sanitaires -FPRS)

Son intervention (p. 6725)

Avant l'article 60

Intervient sur l'adt n° 40 précédemment réservé de la commission des finances (extension de la lutte contre les abus en matière de frais de transport ou d'indemnités journalières) (p. 6733)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8185)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7914)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7914)

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 7915)

Famille : parents : responsabilité (p. 7915)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Avant l'article 18

Son amendement n° 280 (importation de cigarettes en provenance de Bulgarie et de Roumanie : restrictions transitoires) : adopté (p. 8700)

Après l'article 36

Son amendement n° 272 (taxe spéciale sur les transports routiers en Alsace : prorogation) (p. 8757) : adopté (p. 8758)

Intervient sur l'adt n° 192 de M. Gérard Hamel (article 1585 D du code général des impôts relatif à la taxe locale d'équipement – correction d'une erreur matérielle) (p. 8762)

Seconde délibération

Article 35 supprimé en première délibération (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)

Son intervention (p. 8779)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 61)

Thèmes :

Départements : dépenses : protection de la famille et de l'enfance (p. 61)

Enfants : protection maternelle et infantile (PMI) (p. 61)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 61)

Famille : parents : responsabilité (p. 61)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 61)

Politique sociale : aide sociale : enfants (p. 61)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 208)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 208)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 208)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 208, 209)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 208)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 208, 209)

Union européenne : droit communautaire (p. 208)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 4 (définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires)

Son amendement n° 82 (p. 215)

Article 5 (modification du régime d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des médicaments)

Son amendement n° 84 (p. 216)

Son amendement n° 83 (p. 215) : adopté (p. 217)

Son amendement n° 84 rectifié : adopté (p. 223)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son intervention (p. 226)

Article 9 (conditions de commercialisation des médicaments génériques, biologiques similaires et quasi-génériques)

Son amendement n° 85 (p. 227) : adopté (p. 228)

Après l'article 15

Son amendement n° 86 (contrôle des importations et exportations des micro-organismes pathogènes et des toxines) : adopté (p. 229)

Article 26 (publicité de la synthèse des dossiers d'autorisation d'un nouveau médicament)

Son amendement n° 87 (p. 231) : adopté (p. 232)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Claude Evin (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 232)

Son amendement n° 88 rectifié (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 232) : adopté (p. 233)

Intervient sur le sous-adt n° 106 de M. Gérard Cherpion (extension de la collecte aux pharmacies à usage intérieur) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (collecte des médicaments inutilisés) (p. 234)

Intervient sur le sous-adt n° 107 de M. Gérard Cherpion (modalités de destruction des médicaments périmés) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 234)

Intervient sur l'adt n° 99 de M. Richard Mallié (exercice de la profession d'assistant dentaire) (p. 236)

Son amendement n° 89 (prix des médicaments destinés à l'exportation) : retiré (p. 237)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié du Gouvernement (contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) (p. 238)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié du Gouvernement (abattement au titre de la contribution sur le chiffre d'affaires pour les dépenses de recherche et de développement) (p. 239)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament)

Son amendement n° 90 (p. 247)

Patricia BURCKHART-VANDEVELDE

*Meurthe-et-Moselle (2^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Droits de l'homme et libertés publiques. Liberté d'expression. Enseignants, publication dans la presse [3 octobre 2006] (p. 5726)

Enseignement. Programmes. Grammaire [16 janvier 2007] (p. 299)

Dominique BUSSEREAU

*Ministre de l'agriculture et de la pêche
puis Secrétaire d'Etat chargé des transports*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

Est nommé Secrétaire d'Etat chargé des transports. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Jean-Luc Warsmann. Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, lutte et prévention [3 octobre 2006] (p. 5728)

M. Daniel Garrigue. Retraites : régime agricole. Politique à l'égard des retraités. [11 octobre 2006] (p. 6030)

M. Jean-Marie Sermier. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides, versement anticipé [17 octobre 2006] (p. 6185)

M. Jean-Paul Dupré. Agriculture. Viticulteurs. Revendications, Languedoc-Rousillon [18 octobre 2006] (p. 6254)

Mme Bérengère Poletti. Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, conséquences, Ardennes [18 octobre 2006] (p. 6258)

M. François Liberti. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [8 novembre 2006] (p. 7095)

M. Luc Chatel. Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, conséquences [15 novembre 2006] (p. 7471)

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Aquaculture et pêche professionnelle. Ostréiculture. Bassin d'Arcachon, commercialisation [22 novembre 2006] (p. 7882)

M. Jean-Pierre Decool. Energie et carburants. Biocarburants. Développement [29 novembre 2006] (p. 8268)

M. Gabriel Biancheri. Agriculture. Arboriculture. Aides de l'État [13 décembre 2006] (p. 8986)

M. Daniel Garrigue. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Revalorisation [10 janvier 2007] (p. 115)

M. Kléber Mesquida. Agriculture. Viticulture. Aides de l'État [23 janvier 2007] (p. 566)

M. Jean Proriol. Agriculture. Politique agricole. [30 janvier 2007] (p. 746)

M. Antoine Herth. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Aides de l'État [31 janvier 2007] (p. 853)

M. Jean-Pierre Door. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [6 février 2007] (p. 956)

M. Marc Le Fur. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Revalorisation [20 février 2007] (p. 1319)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Arnaud Montebourg. Sécurité sociale. Mutualité sociale agricole. FFPSA, financement [29 novembre 2006] (p. 8251)

M. Émile Zuccarelli. Agriculture. Châtaignes. [29 novembre 2006] (p. 8250)

M. Georges Fenech. Transports. Politique des transports. Contournement ferroviaire, Lyon [5 décembre 2006] (p. 8487)

M. Daniel Garrigue. Agroalimentaire. Viticulture. Copeaux, usage, politiques communautaires [5 décembre 2006] (p. 8488)

M. Dominique Paillé. Agriculture. Calamités agricoles. Sécheresse de 2006, reconnaissance, Deux-Sèvres [5 décembre 2006] (p. 8490)

M. Antoine Herth. Aménagement du territoire. Contrats de projets Etat-régions. Déviation de Châteinois, maintien [9 janvier 2007] (p. 15)

M. Pierre Forgues. Bois et forêts. Assurances. Réforme [9 janvier 2007] (p. 14)

M. Jacques Remiller. Agriculture. Tabaculture. [16 janvier 2007] (p. 277)

M. Jean-Claude Perez. Justice. Conseils de prud'hommes. Fonctionnement, Carcassonne [30 janvier 2007] (p. 715)

M. Jean-Claude Mathis. Agriculture. Viticulture. Vins AOC, aires, extension [30 janvier 2007] (p. 714)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)**

Ses réponses (p. 7215, 7227 à 7243)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 7222)

Agriculture : droits à paiement unique (DPU) (p. 7218)

Agriculture : assurance récolte (p. 7220)

Agriculture : bananes : Antilles (p. 7218)

Agriculture : bananes : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7218)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 7221)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 7219)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 7220)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 7216)

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 7218)

Agriculture : prêts bonifiés (p. 7221)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7216)

Agriculture : produits phytosanitaires : pollution (p. 7217 et s.)

Agriculture : revenu agricole (p. 7216)

Agroalimentaire : viticulture (p. 7217)

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 7221)

Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer (p. 7221)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 7221)

Bois et forêts : filière bois (p. 7221)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 7221)

Chambres consulaires : chambres d'agriculture (p. 7217)

Collectivités territoriales : interventions économiques : agriculture (p. 7220)

Elevage : bâtiments (p. 7216)

Elevage : porcins (p. 7221)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7219)

Energie et carburants : énergie hydraulique : agriculture (p. 7220)

Enseignement agricole (p. 7216)

Environnement : protection : agriculture (p. 7217)

Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : crédits budgétaires (p. 7216)

Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 7222)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7222)

Outre-mer : pêche (p. 7222)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : espace rural (p. 7216, 7220)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7217 et s.)

Retraites : régime agricole (p. 7218)

Santé : sécurité sanitaire (p. 7216)

Réponses aux questions :

Agriculture : agriculture biologique (p. 7232) (M. François Brottes) (p. 7232)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles : financement (p. 7235) (M. André Chassaing) (p. 7235)

Agriculture : montagne : aides (p. 7227) (M. Francis Saint-Léger) (p. 7227)

Agriculture : montagne : reclassement (p. 7233) (M. Jean Lassalle) (p. 7233)

Agriculture : organisations professionnelles : crédits budgétaires (p. 7229) (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 7229)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7242) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 7242)

Agroalimentaire : viticulture : appellations d'origine contrôlée (AOC) (p. 7234) (M. François Liberti) (p. 7234)

Agroalimentaire : viticulture : exportations (p. 7241) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 7241)

Animaux : animaux dangereux : animaux de compagnie (p. 7238) (Mme Geneviève Gaillard) (p. 7238)

Aquaculture et pêche professionnelle : droit de pêche : contrôle (p. 7236) (M. François Liberti) (p. 7236)

Bois et forêts : filière bois : crédits budgétaires (p. 7230) (M. François Brottes) (p. 7230)

Bois et forêts : forêts privées (p. 7228) (M. Antoine Carré) (p. 7228)

Bois et forêts : politique forestière : tempêtes (p. 7239) (M. Daniel Garrigue) (p. 7239)

Départements : Vaucluse : politique agricole (p. 7242) (M. Jean-Marie Binetruy) (p. 7241)

Eau : gestion quantitative de l'eau : réserves (p. 7234) (M. François Rochebloine) (p. 7233)

Elevage : bâtiments : modernisation (p. 7228) (M. Pierre Morel-A-L'Huissier) (p. 7228)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7231) (Mme Geneviève Gaillard) (p. 7231)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7237) (Mme Pascale Gruny) (p. 7237)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : produits de la mer (p. 7240) (M. Gérard Grignon) (p. 7240)

Santé : sécurité sanitaire : hygiène alimentaire (p. 7239) (M. Yannick Favennec) (p. 7238)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Crédits de la mission : "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 7243 et s.)

Article 41 (fixation du plafond d'augmentation de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Son intervention (p. 7247)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 115 de M. Marc Le Fur (modification du tarif de la taxe instituée au profit de l'office national d'intervention chargé du lait et des produits laitiers) (p. 7248)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Son intervention (p. 6955)

Sa réponse (p. 6956, 6957)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : abattage (p. 6956)

Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 6955)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 6955, 6956)

Animaux : contrôle vétérinaire (p. 6955)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales (p. 6956)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6955)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6955, 6956)

Santé : virus H5N1 (p. 6955)

Réponses aux questions :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 6956) (M. Jacques Desallangre) (p. 6956)

Elevage : contrôle sanitaire (p. 6957) (M. Georges Colombier) (p. 6957)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2006] (p. 6958)

Article 52 (création d'une taxe fiscale affectée, au titre de l'évaluation et du contrôle de la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques)

Son intervention (p. 6958)

C

Christian CABAL

*Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les grands domaines programmatiques de la politique spatiale du futur - Politique spatiale : l'audace ou le déclin. Comment faire de l'Europe le leader mondial de l'espace [7 février 2007] (n° 3676)

Dominique CAILLAUD

*Vendée (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire (n° 3275) [24 janvier 2007]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire (n° 3275) [31 janvier 2007] (n° 3649)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**DEBATS**

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****CULTURE**

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : protection : Pays-de-la-Loire (p. 7530)

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Procédure des questions :

Défense : militaires et assimilés : formation professionnelle (p. 7144)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Son intervention (p. 7392)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Conseil national de l'information géographique (CNIG) (p. 7392)

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 7392)

Union européenne : directives (p. 7392)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Procédure des questions :

Sécurité publique : secourisme : financement (p. 7042)

Projet de loi n° 3275 ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 969)

Son intervention (p. 970)

Thèmes :

Défense : code de la défense (p. 971)

Défense : secret défense (p. 970)

Droit pénal : perquisitions (p. 971)

Droits de l'homme et libertés publiques : écoutes téléphoniques (p. 971)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 971)

Justice : Cour de cassation (p. 970)

Justice : justice militaire (p. 970, 971)

Justice : procédures (p. 971)

Police : officiers de police judiciaire (p. 971)

Discussion des articles [6 février 2007] (p. 975)

Article 2 (introduction dans le code de justice militaire de la procédure d'appel en matière criminelle et modification de dispositions législatives annexes)

Son intervention (p. 976)

Ses amendements n°s 3, 5 à 11 : adoptés (p. 976 et s.)

Article 3 (modification de certaines dispositions du code de la défense concernant la protection et le contrôle des matières nucléaires)

Son amendement n° 12 rectifié : adopté (p. 977)

Titre

Son intervention (p. 977)

François CALVET

*Pyrénées-Orientales (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Jean-Christophe CAMBADÉLIS

*Paris (20^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Bernard CARAYON

*Tarn (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 9 : Défense (environnement et prospective de la politique de défense) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement secondaire. Orientation scolaire et professionnelle. [31 janvier 2007] (p. 851)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7104)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armement : exportations (p. 7105)

Défense : armements et équipements : recherche développement (p. 7104)

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 7105)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7104)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) (p. 7104)

Défense : entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 7104)

Défense : renseignement : crédits budgétaires (p. 7104)

Parlement : contrôle parlementaire : défense (p. 7105)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 7105)

Procédure des questions :

Défense : recherche développement (p. 7146)

Thierry CARCENAC

*Tarn (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 17 : Gestion et contrôle des finances publiques (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6231)

Thème :

Etat : Monnaies et médailles (p. 6231 et s.)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 127 de M. Didier Migaud (déclaration de revenus - internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 6366)

Intervient sur l'adit n° 14 de la commission (déclaration de revenus - internet : réduction d'impôt de 20 € pour les seuls primodéclarants par voie électronique) (p. 6367)

Intervient sur l'adit n° 135 de Mme Martine Lignières-Cassou (travaux pour économies d'énergie réalisés dans les logements - dépenses prises en compte pour le crédit d'impôt : alignement du

plafond applicable aux personnes vivant seules sur celui bénéficiant aux couples) (p. 6369)

Article 18 précédemment réservé (suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé "La Monnaie de Paris")

Ses amendements n^{os} 187 (de suppression), 197 et 188 (p. 6408, 6410, 6412)

Son intervention (p. 6413)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Examen des fascicules [17 novembre 2006] (p. 7712)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7714)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 7714)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7714)

Impôts et taxes : contrôle fiscal (p. 7714)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 7714)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7715)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7735) :

- Réunion du 7 novembre 2006 de la commission des finances du 7 novembre 2006

Son intervention (p. 7739)

Thèmes :

Administration : modernisation : audit (p. 7741)

Administration : rapports avec les administrés : nouvelles technologies (p. 7740)

Commerce et artisanat : buralistes (p. 7741)

Commerce extérieur : douanes : fraude (p. 7741)

Finances publiques : fongibilité des crédits (p. 7740)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7739 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 7740)

Impôt sur le revenu : déclarations : Internet (p. 7741)

Impôts et taxes : contrôle fiscal (p. 7741)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : modernisation (p. 7740)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n^o 218 de M. Alain Néri (anciens combattants – demi-part supplémentaire : condition d'âge ramenée de 75 ans à 70 ans) (p. 7771)

Pierre CARDO

*Yvelines (7^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Modes de garde. Financement, aides de l'Etat [29 novembre 2006] (p. 8272)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n^o 1753, posée le 5 décembre 2006. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 12587). Appelée le 5 décembre 2006. Inondations, mise en place, conséquences, Yvelines (p. 8498)

DEBATS

Projet de loi de finances n^o 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Son intervention (p. 7582)

Thème :

Justice : centres éducatifs fermés (p. 7582)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n^o 277 de la commission (produit textiles – déchets : recyclage et traitement) (p. 7766)

Projet de loi n^o 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'ad n^o 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7985)

Intervient sur l'ad n^o 589 de Mme Patricia Adam (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7995)

Article 1^{er} précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son intervention (p. 8040)

Son amendement n^o 89 (p. 8042) : adopté (p. 8044)

Article 2 bis précédemment réservé (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8083 s.)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8087)

Son sous-amendement n° 717 à l'ad n° 473 de M. Jean-Christophe Lagarde : adopté (p. 8087)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 8107)

Son amendement n° 92 (p. 8130)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 700 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (suppression du contrat de responsabilité parentale) (p. 8141)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 8143 et s.)

Son amendement n° 94 : adopté après rectification (p. 8190)

Ses amendements n° 96 et 125 (p. 8191 et s.)

Son amendement n° 126 rectifié (p. 8192) : adopté (p. 8195)

Son amendement n° 127 (p. 8201)

Après l'article 7

Son amendement n° 129 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en cas de carence du président du conseil général) (p. 8213) : rejeté (p. 8214)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 8216 et s.)

Son amendement n° 159 (p. 8221)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son amendement n° 88 (p. 8284)

Christophe CARESCHE

Paris (18^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 22 novembre 2006] (p. 17533)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifestations sportives, décès d'un supporter, Parc des princes, Paris [28 novembre 2006] (p. 8165)

RAPPELS AU REGLEMENT

Critique l'attitude du ministre de l'intérieur qui a organisé une réunion avec les seules instances sportives sur les violences dans les stades. Il demande la mise en œuvre de la loi autorisant la dissolution des clubs de supporters [27 novembre 2006] (p. 8098)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Son intervention (p. 7579)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 7580)

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 7580)

Justice : recrutement (p. 7580)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 7580)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7900)

Thèmes :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes (p. 7900)

Droit pénal : peines planchers (p. 7901)

Justice : victimes (p. 7900)

Police : police de proximité (p. 7901)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7985)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son intervention (p. 8039)

Son amendement n° 638 (p. 8048)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2006] (p. 8098)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son amendement n° 375 rectifié (p. 8296) : adopté (p. 8697)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9084)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9084)

Droit pénal : détention provisoire (p. 9085)

Droit pénal : droits de la défense (p. 9084)

Droit pénal : garde à vue (p. 9085)

Justice : audiences (p. 9085)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 9084)

Justice : juge d'instruction (p. 9084)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Article 9 (coordination)

Son intervention (p. 9115)

Article 10 (entrée en vigueur du rattachement des procureurs généraux aux emplois hors hiérarchie de la Cour de cassation)

Son intervention (p. 9115)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Avant le chapitre 1er

Intervient sur les adts n°s 77 et 81 de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9175 et s.)

Projet de loi n° 3407 relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 991)

Son intervention (p. 996)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 996)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 996)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 996)

Vote pour du groupe socialiste (p. 996)

Antoine CARRÉ

*Loiret (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome III : Défense (préparation et emploi des forces) (n° 3367) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Bois et forêts : forêts privées (p. 7228)

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7111)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire (p. 7111)

Défense : médecine militaire (p. 7112)

Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7112)

Défense : opérations extérieures : Liban (p. 7112)

Energie et carburants : tarifs : défense (p. 7112)

Ordre public : plan Vigipirate (p. 7112)

Gilles CARREZ

*Val-de-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France (n° 3382) [14 novembre 2006]

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2006 (n° 3447) [29 novembre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 15 décembre 2006] (p. 18978)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

Rapporteur du projet de loi portant règlement définitif du budget de 2006 (n° 3) [28 juin 2007]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2008 (E 3567) (n° 69 rectifié) [28 juin 2007]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant diverses dispositions intéressant la Banque de France (n° 3382) [28 novembre 2006] (n° 3464)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 (n° 3447) [29 novembre 2006] (n° 3469)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2007 [14 décembre 2006] (n° 3524)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2006 [20 décembre 2006] (n° 3538)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les premiers éléments disponibles concernant l'exécution du budget en 2006 [20 mars 2007] (n° 3782)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. Dette publique. Réduction [3 octobre 2006] (p. 5726)

Finances publiques. Dette publique. [17 janvier 2007] (p. 388)

COUR DES COMPTES

Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2006 [7 février 2007] (p. 1031)

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud : indique dans quelles conditions l'amendement n° 40 de M. Jacques Pélissard portant sur la taxation des imprimés non sollicités a été retiré [19 octobre 2006] (p. 6384)

*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5872)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad. n° 334 de la commission (nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986) (p. 5912)

Après l'article 20

Son amendement n° 212 (extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) (p. 5947) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 5948)

Son amendement n° 213 (possibilité d'affiliation d'un établissement de crédit à plusieurs organes centraux) (p. 5947) : adopté (p. 5948)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6198 et s.)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6203)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6203)

Défense : opérations extérieures (p. 6200)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6203)

Emploi : UNEDIC (p. 6204)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 6203)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6202)

Etat : missions régaliennes (p. 6203)

Etat : réforme (p. 6200 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6199 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6199 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 6199)

Finances publiques : exécution du budget (p. 6201)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 6199 et s.)

Finances publiques : recettes non fiscales : Caisse des dépôts et consignations (p. 6202)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6203)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6202)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 6202)
 Impôt sur les sociétés : imposition forfaitaire annuelle (p. 6204)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6201 et s.)
 Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 6203)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6200)
 Partis et mouvements politiques : droite : impôts et taxes (p. 6202)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6199 et s., 6213)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 6199 et s.)
 Sécurité sociale : financement : Etat (p. 6203)
 Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 6200)

**PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE
L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Didier Migaud ("bouclier fiscal" : suppression) (p. 6306 et s.)
 Intervient sur l'adt n° 113 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : suppression) (p. 6309)
 Intervient sur l'adt n° 116 de M. Didier Migaud ("bouclier fiscal" : maintien d'une contribution à l'ISF) (p. 6309)
 Intervient sur l'adt n° 117 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : prise en charge intégrale par l'Etat de l'incidence sur les finances locales) (p. 6310)
 Intervient sur l'adt n° 114 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : suppression de la participation des collectivités territoriales) (p. 6310)
 Intervient sur l'adt n° 115 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : suppression de la participation des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 6311)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son intervention (p. 6313 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6322 et s.)
 Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (concubins – pensions alimentaires pour enfants mineurs : plafonnement de la déduction) (p. 6328)
 Intervient sur l'adt n° 119 de M. Didier Migaud (réductions d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 €) (p. 6329)
 Intervient sur l'adt n° 226 de M. Hervé Mariton (impôt sur le revenu - familiarisation" de la décote) (p. 6329)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 6331 et s.)

Son amendement n° 142 (p. 6332) : adopté (p. 6333)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 131 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : montant minimal de 30 €) (p. 6335 et s.)
 Intervient sur l'adt n° 130 de M. Augustin Bonrepaux (prime pour l'emploi : versement lorsque son montant est inférieur à 30 €) (p. 6336)

Intervient sur l'adt n° 138 de M. Patrick Bloche (PACS – droits de mutation à titre gratuit : alignement sur les taux applicables aux couples mariés) (p. 6336)

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Patrick Bloche (PACS – droits de mutation à titre gratuit : bénéfice de l'abattement accordé au conjoint survivant) (p. 6336)

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié de M. Charles de Courson (parts de sociétés – donation avec pacte de conservation : abattement porté de 50 % à 75 %) (p. 6337)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Didier Migaud (assurance-vie : somme exonérée de droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) (p. 6337)

Intervient sur l'adt n° 312 de M. Michel Bouvard (exercice du droit de reprise – impôts directs d'Etat : délai unique de trois ans) (p. 6338)

Article 4 (aménagement du régime de l'hypothèque rechargeable)

Son intervention (p. 6338 et s.)

Son amendement n° 143 : adopté (p. 6339)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - biens professionnels : intégration dans l'assiette pour 50 % de leur valeur avant correction en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés où ils sont situés) (p. 6339)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Claude Goasguen (ISF – résidence principale : exonération) (p. 6341 et s.)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – résidence principale : abattement plafonné à 100 fois le montant mensuel du RMI) (p. 6341 et s.)

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égal à 3 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure) (p. 6351)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – titres de sociétés – abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 6353)

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Didier Migaud (ISF – souscription au capital de PME – exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts : suppression) (p. 6355)

Intervient sur l'adt n° 125 de M. Didier Migaud (ISF – titres de sociétés - abattement de 75 % prévu par l'article 885 I quater du code général des impôts au bénéfice des salariés ou mandataires sociaux des sociétés concernées : suppression) (p. 6356)

Intervient sur l'adt n° 126 de M. Didier Migaud (ISF – barème – indexation automatique : suppression) (p. 6357)

Article 5 (amélioration de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance)

Son intervention (p. 6358)

Son amendement n° 144 : adopté après modification (suppression du gage) (p. 6358)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Marc Le Fur (exploitants agricoles - droits à paiement unique : possibilité de prise en compte à la date d'encaissement) (p. 6359)

Intervient sur l'adt n° 37 de la commission ("Loi Malraux" : extension aux locaux autres que d'habitation) (p. 6359)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Jean-Pierre Decool (régimes de prévoyance complémentaire - cotisations : déduction du revenu) (p. 6363)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Michel Bouvard (non salariés n'adhérant pas à un centre de gestion agréée - majoration de 25 % des revenus : exclusion des médecins à honoraires conventionnés) (p. 6363)

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Michel Hunault (primes d'assurance-dépendance : déduction du revenu) (p. 6363 et s.)

Intervient sur l'adt n° 120 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt – plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 €) (p. 6364)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile : réduction des plafonds des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt) (p. 6365)

Intervient sur l'adt n° 127 de M. Didier Migaud (déclaration de revenus - internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 6366)

Intervient sur l'adt n° 14 de la commission (déclaration de revenus - internet : réduction d'impôt de 20 € pour les seuls primodéclarants par voie électronique) (p. 6366 et s.)

Intervient sur l'adt n° 122 de M. Didier Migaud (bénévoles auprès d'associations : crédit d'impôt) (p. 6367)

Intervient sur l'adt n° 105 de M. Jean-Pierre Brard (presse bénéficiant des aides de l'Etat - dons aux associations de soutien : réduction d'impôt) (p. 6368)

Intervient sur l'adt n° 135 de Mme Martine Lignières-Cassou (travaux pour économies d'énergie réalisés dans les logements - dépenses prises en compte pour le crédit d'impôt : alignement du plafond applicable aux personnes vivant seules sur celui bénéficiant aux couples) (p. 6369)

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Didier Migaud (travaux pour économies d'énergie réalisés dans les logements : majoration de 10 points des taux des crédits d'impôt) (p. 6369)

Intervient sur l'adt n° 137 de M. Didier Migaud (achat de "véhicules propres" : doublement des crédits d'impôt) (p. 6370)

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (Jeux Olympiques et Paralympiques de Turin – exonération des primes versées par l'Etat aux médaillés) (p. 6371)

Article 7 (aménagement de la provision pour entreprises de presse)

Intervient sur les adts n° 108, 109 et 110 deuxième rectification du Gouvernement (p. 6372)

Son intervention (p. 6372)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 27 de M. Patrice Martin-Lalande (entreprises de distribution de programmes audiovisuels : constitution de provisions déductibles) (p. 6373)

Intervient sur l'adt n° 170 de M. Jean-Pierre Balligand (report en avant des déficits : limitation à trois ans) (p. 6373)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Jean-Pierre Brard (presse bénéficiant des aides de l'Etat - dons aux associations de soutien : réduction d'impôt) (p. 6374)

Intervient sur l'adt n° 16 de la commission (dépenses de défense de brevets imputables sur le crédit d'impôt recherche : suppression du plafond) (p. 6374)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Patrice Martin-Lalande (création de jeux vidéo présentant un caractère culturel : institution d'un crédit d'impôt) (p. 6374)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 231 de M. Hervé Mariton (impôt sur les sociétés – seuil de l'imposition forfaitaire annuelle porté de 300 000 € à 400 000 € de chiffre d'affaires) (p. 6376)

Intervient sur l'adt n° 302 de M. Jean-Pierre Brard (rétablissement de la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés) (p. 6376)

Article 9 (étalement de la déduction des frais d'acquisition des titres de participation)

Son intervention (p. 6377)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 173 de M. Patrick Bloche (sociétés d'investissements immobiliers cotées – taux d'imposition des plus-values de cession porté de 16,5 % à 26,5 %) (p. 6378)

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Didier Migaud (mise en œuvre de la « taxe Tobin » sur les transactions sur devises au taux de 0,05 %) (p. 6379 et s.)

Intervient sur les adts n° 171 et 172 rectifiés de M. Patrick Bloche (personnes non résidentes – plus-values immobilières : imposition à défaut de convention prévoyant la taxation dans l'un des Etats) (p. 6382)

Article 10 (aménagement du régime des plus ou moins-values à long terme pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 6383)

Ses amendements n° 145 et 146 : adoptés (p. 6384)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 19 de la commission (équipements de tourisme social et associatif propriété des collectivités territoriales – récupération de la TVA sur les travaux : suppression de la condition de bail commercial) (p. 6385)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Jean-Pierre Brard (TVA – taux normal ramené à 18,6 %) (p. 6385)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. Thierry Mariani (restauration – application du taux réduit de TVA) (p. 6386)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Jean-Pierre Brard (dépenses funéraires – application du taux réduit de TVA) (p. 6388)

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Jean-Pierre Brard (énergie éolienne – matériels de production et de stockage – application du taux réduit de TVA) (p. 6388)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Jean-Pierre Brard (réseaux de chaleur - abonnements - application du taux réduit de TVA) (p. 6388)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Jean-Pierre Brard (établissements publics de santé et établissements accueillant des personnes handicapées- travaux : application du taux réduit de TVA) (p. 6389)

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (presse sur support électronique – TVA : taux de 2,1 %) (p. 6389)

Intervient sur l'adt n° 235 de M. Richard Mallié (cafés et bars-tabacs – jeux – taxe unique d'Etat de 5 € par appareil substituée à l'impôt communal) (p. 6389)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 6384)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 90 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières – bénéfices – taux d'imposition : majoration égale à 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 6397)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 83 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (biocarburant super éthanol E 85 : régime fiscal) (p. 6403)

Intervient sur l'adt n° 283 rectifié précédemment réservé de M. Charles de Courson (biocarburant super éthanol E 85 – définition – régime fiscal) (p. 6403)

Intervient sur l'adt n° 140 précédemment réservé de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 6407)

Intervient sur l'adt n° 141 précédemment réservé de M. Didier Migaud (carburateurs destinés aux avions – TIPP : suppression de l'exonération) (p. 6408)

Article 18 précédemment réservé (suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé "La Monnaie de Paris")

Son intervention (p. 6409 et s.)

Ses amendements n^{os} 150, 157, 158, 151, 149 et 152 : adoptés (p. 6411)

Ses amendements n^{os} 153, 156, 155, 154 et 159 : adoptés (p. 6412 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n^o 278 de M. Charles de Courson (taxes sur les véhicules de sociétés : exonération des automobiles de moins de trois mètres dont les émissions de CO² sont inférieures à 120 g au kilomètre) (p. 6414)

Intervient sur l'adt n^o 45 de M. Philippe Auberger (taxes sur les véhicules de sociétés : déductibilité du résultat) (p. 6415)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 6420 et s.)

Ses amendements n^{os} 147 et 148 : adoptés (p. 6425)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 6426 et s.)

Article 14 (compensation des transferts de compétences aux départements)

Son intervention (p. 6431 et s.)

Article 15 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6434 et s.)

Article 21 (création du compte de commerce dénommé : "Cantine des détenus et travail dans le cadre pénitentiaire")

Ses amendements n^{os} 160 rectifié et 161 : adoptés (p. 6435)

Article 22 (modifications apportées à certains comptes spéciaux)

Son intervention (p. 6435)

Article 23 (mesures modifiant la répartition de droits de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 6436 et s.)

Son amendement n^o 162 : adopté (p. 6436)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n^o 174 de M. Didier Migaud (associations – taxe sur les salaires : abattement porté de 5 185 € à 10 900 €) (p. 6438)

Article 24 (affectation d'une fraction de la taxe sur les installations nucléaires de base - INB - à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN)

Son intervention (p. 6438 et s.)

Son amendement n^o 164 (p. 6439) : adopté (p. 6440)

Article 25 (affectation de l'intégralité du droit de francisation et de navigation des bateaux au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres)

Son intervention (p. 6440)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n^o 288 de M. Charles de Courson (quotités du droit de francisation et de navigation : majoration de 18 %) (p. 6440)

Article 26 (prélèvement de solidarité pour l'eau)

Son intervention (p. 6441)

Article 27 (contribution à l'effort national de recherche)

Son intervention (p. 6442)

Article 28 (financement de l'Agence nationale des titres sécurisés)

Son intervention (p. 6442)

Son amendement n^o 165 : adopté (p. 6443)

Article 30 (élargissement des missions et des modalités de financement du Centre des monuments nationaux - CMN)

Son intervention (p. 6443)

Son amendement n^o 166 : adopté (p. 6443)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n^o 279 du Gouvernement (suppression des droits perçus au titre des contrôles de produits à usage agricole) (p. 6443)

Article 31 (transfert de la créance détenue par l'Etat sur l'UNEDIC au Fonds de solidarité)

Son intervention (p. 6444 et s.)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6452 et s.)

Article 33 et état A annexé (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Son intervention (p. 6467)

Seconde délibération

Article 15 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6469)

Explications de vote et vote [24 octobre 2006] (p. 6485)

Son intervention (p. 6486)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Examen des fascicules [17 novembre 2006] (p. 7712)

Son intervention (p. 7713)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : audit (p. 7713)

Finances publiques : dépenses fiscales : "niches fiscales" (p. 7713 et s.)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7713)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : contrôle (p. 7714)

Impôts et taxes : dégrèvements : remboursement (p. 7715)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7714)

FONCTION PUBLIQUE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7719)

Crédits de la mission : "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7725)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)*Après l'article 51*

Intervient sur l'adt n° 59 de M. Michel Bouvard (logements étudiants pris en compte pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Michel Bouvard (prise en compte des étudiants inscrits dans un centre universitaire situé sur la commune pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Augustin Bonrepaux (révision des modalités de calcul du prélèvement "France Télécom" sur la DGF) (p. 6770)

Son amendement n° 71 (instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements "historiques") : adopté (p. 6770)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant de M. Richard Mallié

Son intervention (p. 6945)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 6946)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 6946)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6945, 6946)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 6945)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6945, 6946)

Santé : veille sanitaire (p. 6945)

TRAVAIL ET EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son intervention (p. 7184)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[17 novembre 2006] (p. 7764)**

Article 38 (plafonds des autorisations d'emplois)

Son intervention (p. 7764)

Article 39 (majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)

Son intervention (p. 7764)

Son amendement n° 332 : adopté (p. 7764)

Article 40 (renforcement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre des souscriptions au capital de PME)

Son intervention (p. 7765)

Ses amendements n°s 334 à 336 : adoptés (p. 7765)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 288 de M. Michel Bouvard (produits de grande consommation – déchets : collecte, traitement et élimination) (p. 7765)

Intervient sur l'adt n° 277 de la commission (produit textiles – déchets : recyclage et traitement) (p. 7766)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Michel Bouvard (produits pouvant présenter un risque pour la santé ou l'environnement : collecte et élimination) (p. 7767)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (téléphonie mobile – investissements des collectivités territoriales en vue de l'extension de la couverture du territoire – éligibilité au fonds de compensation pour la TVA : prorogation jusqu'au 31 décembre 2008) (p. 7767)

Intervient sur le sous-adt n° 362 du Gouvernement (31 décembre 2007) à l'adt n° 208 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (p. 7768)

Intervient sur l'adt n° 329 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-7 du code général des collectivités territoriales : création d'une catégorie relative aux enseignes lumineuses) (p. 7768)

Intervient sur l'adt n° 327 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-10 du code général des collectivités territoriales : majoration et indexation des tarifs) (p. 7769)

Intervient sur l'adt n° 328 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-10 du code général des collectivités territoriales : faculté de majoration des tarifs) (p. 7769)

Intervient sur l'adt n° 271 de la commission (taxe de séjour – renforcement des pénalités en cas de non-respect des obligations imposées aux professionnels en vue de sa perception) (p. 7769)

Intervient sur l'adt n° 272 de la commission (taxe perçue par les communes sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur – article 2333-92 du code général des collectivités territoriales : extension aux équipements créés antérieurement au 1er janvier 2006 et aménagements) (p. 7770)

Intervient sur l'adt n° 330 de M. Augustin Bonrepaux (taxe perçue par les communes sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur – article 2333-92 du code général des collectivités territoriales : extension aux équipements créés antérieurement au 1er janvier 2006) (p. 7770)

Intervient sur l'adt n° 349 de M. Jean-Louis Christ (entreprises artisanales – communes de moins de 2 500 habitants : déduction pour investissement) (p. 7770)

Intervient sur l'adt n° 347 de M. Jean-Louis Christ (revenus perçus par les non adhérents aux centres de gestion agréés : suppression de la majoration de 25 %) (p. 7771)

Intervient sur l'adt n° 218 de M. Alain Néri (anciens combattants – demi-part supplémentaire : condition d'âge ramenée de 75 ans à 70 ans) (p. 7771)

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Camille de Rocca Serra (fonds d'investissement de proximité : réduction d'impôt portée de 25 % à 50 % jusqu'en 2011 - actif constitué pour 60 % par des sociétés exerçant principalement en Corse) (p. 7771)

Intervient sur le sous-adt n° 358 de la commission (sociétés exerçant exclusivement en Corse) à l'adt n° 254 de M. Camille de Rocca Serra (p. 7771)

Intervient sur le sous-adt n° 359 de la commission (jusqu'en 2010) à l'adt n° 254 de M. Camille de Rocca Serra (p. 7771)

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Daniel Garrigue (friches commerciales : institution d'une taxe perçue par les communes) (p. 7773)

Intervient sur l'adt n° 137 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (zones de revitalisation rurale ou éligibles à la réduction d'impôt au titre des investissements touristiques – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe foncière – compensation pour les collectivités territoriales) : rectifié : (application aux seules zones de revitalisation rurale) (p. 7773 et s.)

Intervient sur l'adt n° 294 de M. François Scellier (logements locatifs sociaux – fixation à 20 ans de l'exonération de taxe foncière sous condition de respect de critères de qualité environnementale : ajout des matériaux indéfiniment recyclables) (p. 7775)

Intervient sur l'adt n° 135 deuxième rectification de M. Jean-Luc Warsmann (zones de revitalisation rurale – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe d'habitation – compensation pour les collectivités territoriales) (p. 7775)

Intervient sur l'ad^t n° 273 de la commission (vendeurs à domicile indépendants - taxe professionnelle : exonération lorsque la rémunération brute mensuelle n'exécède pas 381 €) (p. 7776)

Intervient sur l'ad^t n° 58 de M. Michel Bouvard (presse - exonération de taxe professionnelle : extension aux sociétés de groupage et de distribution de journaux) (p. 7776)

Intervient sur l'ad^t n° 274 de la commission (titulaires du brevet d'alpinisme - exonération de taxe professionnelle) (p. 7777)

Intervient sur l'ad^t n° 300 de M. Sébastien Huyghe (valeurs locatives - actualisation ou révision générale : plafonnement de la hausse de l'imposition à 20 % par an sauf reconstruction ou agrandissement de plus de 20 % de la surface) (p. 7777)

Intervient sur l'ad^t n° 269 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,8 %) (p. 7778)

Intervient sur le sous-ad^t n° 353 de M. Charles de Courson (moins 1 % pour les propriétés non bâties) à l'ad^t n° 269 de la commission (p. 7778)

Intervient sur le sous-ad^t n° 354 de M. Charles de Courson (plus 2 % pour les propriétés bâties) à l'ad^t n° 269 de la commission (p. 7778)

Intervient sur l'ad^t n° 270 de la commission (gens du voyage - résidences mobiles terrestres - taxe d'habitation : report de l'entrée en vigueur du 1er janvier 2007 au 1er janvier 2008) (p. 7779)

Intervient sur l'ad^t n° 342 de M. Jean-Claude Viollet (gens du voyage - résidences mobiles terrestres - taxe d'habitation : taux ramené de 25 € à 15 € par mètre carré) (p. 7779)

Intervient sur les ad^ts n°s 325 et 326 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux - prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement : réduction du taux de 0,4 point) (p. 7780)

Intervient sur l'ad^t n° 339 de M. François Brottes (entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers - taxe professionnelle - plafonnement : taux ramené de 1,5 % à 1 % de la valeur ajoutée) (p. 7781)

Intervient sur l'ad^t n° 316 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement : intégration à la valeur ajoutée des charges d'intérim ou de mise à disposition de personnel) (p. 7781)

Intervient sur l'ad^t n° 317 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement - groupes de sociétés : prise en compte de la valeur ajoutée du groupe) (p. 7781)

Intervient sur l'ad^t n° 356 de M. Charles de Courson (entreprises de transport aérien - taxe professionnelle : bénéfice du dégrèvement consenti aux entreprises de transport maritime) (p. 7782)

Intervient sur l'ad^t n° 350 de M. Jean-Louis Christ (transmission d'entreprises - évaluation effectuée par une expertise réalisée dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat : contestation dans les trois mois par l'administration sur la base d'une seconde expertise établie dans les mêmes conditions) (p. 7782)

Intervient sur l'ad^t n° 337 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle - abrogation du plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée) (p. 7783)

Intervient sur l'ad^t n° 341 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - taux de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) (p. 7784)

Intervient sur l'ad^t n° 346 de M. Guy Geoffroy (taxe professionnelle - syndicats d'agglomération nouvelle : taux de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) (p. 7785)

Intervient sur l'ad^t n° 308 de M. Jean-Yves Cousin (taxe professionnelle - plafonnement - neutralisation des effets des transferts de compétence intervenus en 2004 entre communes et groupements de communes) (p. 7785)

Intervient sur l'ad^t n° 343 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle - plafonnement - part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : financement par la majoration de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 7786)

Intervient sur l'ad^t n° 275 de la commission (taxe professionnelle - plafonnement - part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : imputation sur les recettes de l'année suivant celle de l'imposition) (p. 7786)

Intervient sur l'ad^t n° 63 de M. Michel Bouvard (taxe professionnelle - plafonnement - part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : prise en compte de la situation des collectivités territoriales devant honorer une garantie d'emprunt) (p. 7788)

Intervient sur l'ad^t n° 276 de la commission (réforme de la taxe professionnelle - conséquences : rapport du Gouvernement) (p. 7789)

Intervient sur l'ad^t n° 318 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement : information des collectivités territoriales avant le 1er mars de chaque année sur les bases des établissements, leur plafonnement et les conséquences d'une augmentation du taux) (p. 7789)

Intervient sur l'ad^t n° 333 de M. Didier Migaud (éducation nationale - conséquences des transferts de personnels aux collectivités territoriales sur les charges de pensions dues par la CNRACL) (p. 7790)

Intervient sur l'ad^t n° 340 de M. Augustin Bonrepaux (droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements : création d'un fonds de péréquation) (p. 7791)

Article 37 et état E (autorisations de découvert)

Son amendement n° 21 : adopté (p. 7792)

Seconde délibération

Article 34 et état B (crédits du budget général)

Son intervention (p. 7793)

Article 35 et état C (crédits des budgets annexes)

Son intervention (p. 7793)

Article 36 et état D (crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)

Intervient sur l'ad^t n° 28 du Gouvernement (mission pensions - pensions d'invalidité et de retraite servies aux ressortissants des pays antérieurement placés sous souveraineté française : majoration des autorisations d'engagement et des crédits de paiement de 110 millions d'euros) (p. 7793)

Son intervention (p. 7793)

Article 33 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'ad^t n° 33 du Gouvernement (déficit majoré de 33 millions d'euros et porté à 41,68 milliards d'euros) (p. 7793)

Explications de vote et vote [21 novembre 2006] (p. 7807)

Son intervention (p. 7808)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9159)

Son intervention (p. 9159)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : communes (p. 9160)

Entreprises : mécénat (p. 9160)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9159 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9159 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 9160)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 9159)

Politique économique : croissance (p. 9159)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 9160)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9170)

Article 4 bis (aménagement des modalités d'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune de la valeur capitalisée des rentes viagères constituées dans le cadre de l'épargne retraite)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 9170)

Article 7 ter (extension du crédit d'impôt recherche aux dépenses liées aux certificats d'obtention végétale)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 9170)

Article 8 (aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'adt n° 5 du Gouvernement (de suppression - coordination avec le projet de loi de finances rectificative pour 2006) (p. 9170, 9171)

Article 8 ter (bénéfice de l'exonération des plus-values professionnelles aux dirigeants de PME exerçant une profession libérale, même lorsqu'ils n'assument pas de fonction de dirigeant au sens du code général des impôts)

Intervient sur les adts n°s 3 et 4 du Gouvernement (p. 9170)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Intervient sur l'adt n° 6 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 9170)

Article 33 et état A (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)

Intervient sur l'adt n° 11 du Gouvernement (de coordination avec le projet de loi de finances rectificative pour 2006) (p. 9170)

Article 34 et état B (crédits du budget général)

Intervient sur l'adt n° 7 du Gouvernement (minoration de 20 millions d'euros des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat - de conséquence de l'article 4 du projet de loi de finances rectificative pour 2006 réservant l'exonération de TIPP aux seules missions militaires relevant du ministère de la défense) (p. 9170)

Article 40 bis A (mesures d'harmonisation de la fiscalité relative au capital investissement)

Intervient sur l'adt n° 12 du Gouvernement (de précision) (p. 9170)

Article 40 bis D (harmonisation du régime de retenue à la source sur les revenus distribués par les sociétés françaises cotées)

Intervient sur l'adt n° 8 du Gouvernement (de précision) (p. 9170)

Article 40 bis F (investissement des FCPI dans les sociétés cotées sur un marché non réglementé)

Intervient sur l'adt n° 13 du Gouvernement (de coordination avec l'amendement n° 12 à l'article 40 bis A) (p. 9170)

Article 40 quinquiés (taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage)

Intervient sur l'adt n° 9 du Gouvernement (rédactionnel et de précision) (p. 9170)

Article 53 bis supprimé par la commission mixte paritaire (attribution aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome dont peuvent bénéficier les personnes handicapées)

Intervient sur l'adt n° 10 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 9170, 9171)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6570)

Thèmes :

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 6571, 6572)

Sécurité sociale : compensations financières (p. 6571)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6571)

Sécurité sociale : déficit (p. 6571, 6572)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6571)

Sécurité sociale : financement (p. 6570 et s.)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son intervention (p. 6659)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8639)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 8639)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 8639)

Finances publiques : dette publique (p. 8640)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8639)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 8639)

Impôt sur le revenu : souscriptions en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 8640)

Impôt sur les sociétés : acomptes : réforme (p. 8640)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8640)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8639)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 1er (allègement de la taxe sur les véhicules des sociétés afférente aux véhicules des salariés ou dirigeants pour lesquels l'entreprise procède à des remboursements de frais kilométriques)

Son intervention (p. 8666)

Son amendement n° 117 : adopté (p. 8667)

Article 2 (poursuite de la réforme du régime des acomptes de l'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 8667 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Michel Bouvard (frais professionnels réels - trajets entre le domicile et le lieu de travail : limite portée de 40 kilomètres à 50 kilomètres) (p. 8671)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Jean-Louis Dumont (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : augmentation des cotisations limitée à 10 %) (p. 8672)

Article 3 (prorogation et aménagement du dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de TICGN en faveur des agriculteurs)

Son amendement n° 118 : adopté (p. 8673)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 66 rectifié de M. Jacques Péliissard (imprimés non sollicités – taxe générale sur les activités polluantes : modification de l'assiette et du montant) (p. 8673)

Article 4 (instauration d'une exonération de TIPP au bénéfice du ministère de la défense)

Son intervention (p. 8678)

Son amendement n° 260 : adopté (p. 8679)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 306 de M. Michel Raison (aménagement des dispositions relatives aux mutations à titre onéreux et à titre gratuit des fonds agricoles) (p. 8679)

Article 5 (aménagement du régime des taxes et redevances applicables aux opérateurs de communications électroniques)

Ses amendements n°s 119 et 120 : adoptés (p. 8680)

Article 7 (affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers - TIPP)

Son intervention (p. 8681 et s.)

Article 8 (affectation aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances automobiles - TSCA)

Son intervention (p. 8682 et s.)

Son amendement n° 121 : adopté (p. 8685)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 180 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA – compensation aux départements : mode de calcul - prise en compte de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 8686)

Article 10 (majoration et répartition des concours du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion)

Son intervention (p. 8686)

Ses amendements n°s 122 à 127 : adoptés (p. 8687)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 324 du Gouvernement (produit des amendes forfaitaires de police : prélèvements en 2006 de 50 millions d'euros au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale et de 50 millions d'euros au profit de la dotation pour l'aménagement des communes) (p. 8688)

Intervient sur le sous-adt n° 360 de M. Michel Bouvard (prélèvement au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale pour la seule année 2006) à l'adt n° 324 du Gouvernement (p. 8688)

Article 13 et état A (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Son intervention (p. 8691)

Article 14 et état B (budget général : ouverture de crédits supplémentaires)

Son intervention (p. 8698)

Article 15 et état B' (budget général : annulation de crédits)

Son intervention (p. 8698)

Article 17 (ratification de trois décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance)

Son intervention (p. 8699)

Avant l'article 18

Intervient sur l'adt n° 280 de M. Yves Bur (importation de cigarettes en provenance de Bulgarie et de Roumanie : restrictions transitoires) (p. 8700)

Article 18 (définition d'un régime fiscal pour le développement de la filière superéthanol E85)

Ses amendements n°s 129 rectifié, 128 rectifié et 130 : adoptés (p. 8700)

Article 19 (aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules "propres")

Son intervention (p. 8701 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Didier Migaud (économies d'énergie dans l'habitation – crédit d'impôt : majoration des taux de dix points) (p. 8703)

Article 20 (création du livret de développement durable)

Son intervention (p. 8703)

Son amendement n° 131 : adopté (p. 8703)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 106, deuxième rectification de M. Charles de Courson (sacs de caisse en matière plastique non biodégradable : institution d'une taxe au profit de l'ADEME et perçue à compter du 1er janvier 2009) (p. 8704)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Denis Merville (équipements électriques et électroniques mis sur le marché - tenue des statistiques : institution d'une taxe perçue au profit de l'ADEME) (p. 8705)

Article 21 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de logements neufs et des logements achevés avant le 1er janvier 1977 économes en énergie)

Son intervention (p. 8707)

Article 22 (imputation sur le revenu global des déficits fonciers afférents aux dépenses de préservation et d'amélioration du patrimoine naturel)

Son amendement n° 132 : adopté (p. 8708)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 237 de M. Michel Bouvard (hydroélectricité : institution d'une redevance à la charge du concessionnaire et suppression du dispositif de l'énergie réservée) (p. 8709)

Article 23 (instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)

Son intervention (p. 8709 et s.)

Son amendement n° 133 : adopté (p. 8709)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 34 de la commission (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales et des entreprises de transports en commun - exonération de TIPP) (p. 8713)

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales - TIPP applicable au gazole diminuée de la réduction bénéficiant aux esters méthyliques d'huile végétale) (p. 8713 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 362 de M. Jean Dionis du Séjour (ajout des entreprises de transports en commun) à l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (p. 8713, 8714 et s.)

Intervient sur l'adt n° 35 de la commission (cogénération - gaz naturel : régime de l'exonération de TIPP) (p. 8715)

Article 24 (modification des tarifs de la taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 8715)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 21 rectifié de M. Denis Merville (contributions versées aux organismes de surveillance de la qualité de l'air - relèvement du plafond de la déduction de la TGAP) (p. 8716)

Article 25 (modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Son intervention (p. 8716 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 292 de M. Sébastien Huyghe (successions - inventaire simplifié des meubles meublants) (p. 8717)

Intervient sur l'adt n° 296 de M. Sébastien Huyghe (successions - déductibilité des frais funéraires : limite portée de 1 500 € à 3 000 € sur justificatifs) (p. 8717)

Intervient sur l'adt n° 294 de M. Sébastien Huyghe (successions - PACS : déductibilité des loyers ou indemnités d'occupation afférents au droit temporaire au logement bénéficiant au partenaire survivant) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 291 de M. Sébastien Huyghe (donations-partage transgénérationnelles - réincorporation de donations simples antérieures : assujettissement aux droits de partage et non aux droits de mutation) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Sébastien Huyghe (donations-partages transgénérationnelles : cumul des abattements) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 315 de M. Sébastien Huyghe (successions - dons faits par des héritiers à des établissements publics de l'Etat : abattement égal à leur montant) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 293 de M. Sébastien Huyghe (successions - PACS : exonération du droit temporaire au logement bénéficiant au partenaire survivant) (p. 8719)

Intervient sur l'adt n° 295 de M. Sébastien Huyghe (successions - PACS : exonération de l'avantage retiré par le partenaire survivant des acquisitions en indivision quel que soit leur financement) (p. 8719)

Intervient sur l'adt n° 297 de M. Charles de Courson (exonération d'ISF - groupements fonciers agricoles : extension aux apports en numéraire) (p. 8719)

Intervient sur l'adt n° 205 de M. Thierry Mariani (passeports délivrés aux mineurs de quinze ans : exonération du droit de timbre) (p. 8719)

Article 26 (mise en œuvre du contrat de croissance signé entre les organisations professionnelles et l'Etat en faveur de l'emploi et de la modernisation du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 8719 et s.)

Son amendement n° 134 (p. 8719) : adopté (p. 8720)

Ses amendements n°s 142, 135 à 138, 143 et 144 : adoptés (p. 8720)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Yannick Favennec (bouilleurs de cru - allocation en franchise de 10 litres d'alcool : prorogation reportée du 1er janvier 2008 au 1er janvier 2013) (p. 8721)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Michel Raison (micro-foncier : abattement sur le revenu brut porté de 30 % à 50 %) (p. 8722)

Intervient sur l'adt n° 305 de M. Michel Raison (exploitants agricoles - droits à paiement unique : prise en compte sur 7 ans du second versement au titre de l'exercice clôturé entre le 31 mai et le 30 novembre 2007) (p. 8722)

Intervient sur l'adt n° 236 de M. Michel Bouvard (sportifs - étalement des revenus au titre de contrats passés avec un sponsor) (p. 8723)

Intervient sur l'adt n° 304 de M. Michel Raison (déficits agricoles - imputation sur le revenu global : limite portée de 61 080 € à 100 000 €) (p. 8723)

Intervient sur l'adt n° 22 de M. Denis Merville (déductibilité du revenu de la pension versée à des enfants majeurs non rattachés : limite portée de 5 398 € à 6 000 €) (p. 8723)

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Philippe Folliot (études secondaires ou supérieures : transformation en crédit d'impôt de la réduction d'impôt) (p. 8724)

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Hervé Novelli (souscription au capital des sociétés non cotées - dispositifs prévus par l'article 199 terdecies OA du code général des impôts : institution d'un plafond global d'investissement - 40 000 € pour une personne seule et 80 000 € pour un couple) (p. 8724)

Son amendement n° 262 (acquisition de logements dans des résidences hôtelières à vocation sociale : institution d'une réduction d'impôt) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8724)

Intervient sur l'adt n° 250 du Gouvernement (jeunes prenant un emploi dans un secteur en pénurie de main d'œuvre : majoration du crédit d'impôt prévu par l'article 200 decies du code général des impôts) (p. 8726)

Intervient sur l'adt n° 251 du Gouvernement (déménagement pour exercer une activité salariée : montant du crédit d'impôt porté de 1 500 € à 2 000 €) (p. 8728)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Jean-Michel Fourgous (rachats d'entreprises : création de fonds communs de placement à risque ouverts aux salariés et aux dirigeants de l'entreprise rachetée et de la société de gestion) (p. 8728)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de M. Michel Raison (rémunération des salariés ayant contribué à une invention : bénéfice du régime de l'intéressement) (p. 8728)

Son amendement n° 213 (prêt à taux zéro - prise en compte de la réforme de l'impôt sur le revenu : plafond de ressources porté de 51 900 € à 64 875 €) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8728)

Intervient sur l'adt n° 71 rectifié de M. Jean-Jacques Descamps (éligibilité au dispositif des chèques-vacances : revenu fiscal de référence du foyer remplacé par un plafond de rémunération fixé à trois fois le montant du SMIC) (p. 8729)

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre Hériaud (comptabilisation des stocks à rotation lente : abrogation de l'article 49 de la loi de finances rectificative pour 2005) (p. 8730)

Article 28 (suppression de l'article 39 CA du code général des impôts et limitation de la déductibilité des amortissements des biens donnés en location)

Ses amendements n°s 146 et 147 : adoptés (p. 8730)

Son amendement n° 148 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8730)

Ses amendements n°s 149 et 150 : adoptés (p. 8730)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Jean-Paul Charié (investissements relatifs aux lieux d'organisation de foires ou de salons

professionnels et palais des congrès : amortissement dégressif) (p. 8730)

Intervient sur le sous-adt n° 266 de la commission (application aux immeubles et à leurs équipements affectés exclusivement à l'accueil des expositions et des congrès) à l'adt n° 24 de M. Jean-Paul Charié (p. 8730)

Intervient sur le sous-adt n° 263 rectifié de la commission (exclusion des palais des congrès) à l'adt n° 24 de M. Jean-Paul Charié (p. 8730)

Intervient sur le sous-adt n° 267 de la commission (application aux investissements réalisés à compter du 1er janvier 2007) à l'adt n° 24 de M. Jean-Paul Charié (p. 8730)

Intervient sur l'adt n° 301 de M. Hervé Morin (exonération des plus values de cession de matériels agricoles ou forestiers - calcul du seuil de recettes pour 2006 : option pour l'exercice ou l'année civile) (p. 8731)

Intervient sur l'adt n° 81 rectifié de M. Aimé Kergueris (sociétés d'armement : option pour la taxe au tonnage) (p. 8731)

Son amendement n° 116 (régime fiscal des groupements de coopération sociale et médico-sociale : alignement sur celui des groupements de coopération sanitaire - choix entre l'impôt sur les sociétés et la fiscalité des sociétés de personnes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8731)

Article 29 (aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés)

Son intervention (p. 8731 et s.)

Après l'article 29

Son amendement n° 114 (dispositifs fiscaux bénéficiant aux zones fragiles et définition de la PME : mise en conformité avec des directives européennes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8732)

Intervient sur l'adt n° 354 rectifié du Gouvernement (gestion des contrats d'assurance maladie complémentaires solidaires et responsables : exonération d'impôt sur les sociétés et de taxe professionnelle - diverses dispositions relatives aux assurances) (p. 8733)

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Jean-Claude Sandrier (bénéfices des sociétés pétrolières - taux d'imposition : majoration égale à 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 8733)

Intervient sur l'adt n° 235 de M. Michel Bouvard (entreprises "électro-intensives" - prorogation du régime fiscal de la souscription au capital de sociétés ayant pour activité l'acquisition de contrats d'approvisionnement à long terme) (p. 8734)

Intervient sur l'adt n° 252 du Gouvernement (crédit d'impôt recherche : plafond porté de 10 millions d'euros à 16 millions d'euros) (p. 8734)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 319 de M. Yves Censi (contrôle par l'administration des douanes du bien-fondé des avantages qu'attribue le fonds européen agricole de garantie) (p. 8734)

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Michel Raison (équipements de protection des conducteurs de deux roues : taux réduit de TVA) (p. 8734)

Intervient sur l'adt n° 320 de M. Yves Censi (concerts donnés dans des établissements où la consommation est facultative : taux réduit de TVA) (p. 8734)

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8735)

Article 31 (possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes)

Son intervention (p. 8737)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 178 de M. Jean-Michel Fourgous (crédit d'impôt recherche - dépenses éligibles : possibilité d'appréciation par le ministère chargé de la recherche) (p. 8739)

Son amendement n° 259 (défiscalisation des investissements outre-mer : transmission d'informations à l'administration fiscale par les personnes morales qui les réalisent en vue de les donner en location) : adopté (p. 8739)

Intervient sur l'adt n° 255 de M. Camille de Rocca Serra (Corse : transmission d'informations par l'administration fiscale aux maires, aux présidents des conseils généraux et au président de la collectivité territoriale) (p. 8740)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Ses amendements n°s 139 à 141 : adoptés (p. 8741)

Son intervention (p. 8743)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 40 de la commission (dépenses de commercialisation de droits audiovisuels - dépenses : institution d'un crédit d'impôt au taux de 20 %) (p. 8751)

Article 33 (simplification de la taxe sur le prix des entrées aux séances organisées dans les établissements de spectacles cinématographiques, transfert de sa gestion au Centre national de la cinématographie et dématérialisation de la billetterie pour les spectacles)

Ses amendements n°s 151 à 155 : adoptés (p. 8751)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 309 de M. Charles de Courson (moniteurs destinés au réglage d'appareils récepteurs en réparation : exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 8752)

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission (vendeurs de télévision : suppression des obligations déclaratives) (p. 8752)

Article 34 (aménagement de la redevance sur l'emploi de la reprographie)

Son intervention (p. 8753)

Son amendement n° 156 : adopté (p. 8753)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de la commission (droit de francisation et de navigation affecté au Conservatoire de l'espace littoral : réforme de l'assiette et du barème) (p. 8753)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Philippe Armand Martin (taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles - part variable : prorogation du plafonnement) (p. 8754)

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Michel Bouvard (majoration des montants de la taxe affectée à la formation professionnelle dans les transports routiers) (p. 8754)

Intervient sur l'adt n° 290 de M. Philippe Auberger (financement de l'Autorité des marchés financiers - modification de l'assiette des contributions et augmentation de leur montant) (p. 8755)

Article 35 (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)

Son intervention (p. 8755 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 370 du Gouvernement (suppression de la caution exigée des opérateurs agréés pour la production de biocarburants) (p. 8756)

Intervient sur l'adt n° 369 du Gouvernement (biocarburants incorporés au gazole : diminution du taux de la TGAP) (p. 8757)

Article 36 (transfert du recouvrement des produits et redevances du domaine au réseau comptable de la direction générale de la comptabilité publique)

Ses amendements n^{os} 157, 159, 158, 160 et 161 : adoptés (p. 8757)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n^o 316 de M. Bertho Audifax (taxe d'embarquement applicable outre-mer : prorogation) (p. 8757)

Intervient sur l'adt n^o 272 de M. Yves Bur (taxe spéciale sur les transports routiers en Alsace : prorogation) (p. 8757)

Intervient sur l'adt n^o 72 de M. Denis Merville (habitations situées en zones "Seveso" : possibilité d'exonération à hauteur de 50 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 8758)

Intervient sur l'adt n^o 298 de M. Patrice Martin-Lalande (adaptation du logement à une personne handicapée, invalide ou âgée de plus de 60 ans : abattement supplémentaire de taxe d'habitation) (p. 8758)

Intervient sur l'adt n^o 249 de M. Michel Bouvard (messageries de presse : exonération de taxe professionnelle) (p. 8759)

Intervient sur l'adt n^o 245 de M. Thierry Mariani (petits commerces ayant subi une perte de chiffre d'affaires du fait de travaux de voirie réalisés par des collectivités territoriales : possibilité d'exonération de taxe professionnelle) (p. 8759)

Intervient sur l'adt n^o 318 de M. Michel Bouvard (équipements préexistants à l'adoption des normes comptables IFRS permettant de modifier les durées d'amortissement : maintien des bases de taxe professionnelle) (p. 8761)

Intervient sur l'adt n^o 302 de M. Sébastien Huyghe (valeurs locatives des locaux d'habitation - étalement sur trois ans des augmentations supérieures à 30 %) (p. 8761)

Intervient sur l'adt n^o 194 de M. Daniel Garrigue (autorisation d'institution d'une taxe annuelle sur les friches commerciales par les communes ou leurs groupements) (p. 8761)

Intervient sur l'adt n^o 88 de M. Augustin Bonrepaux (droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements : majoration et création d'un fonds de péréquation) (p. 8762)

Intervient sur l'adt n^o 359 du Gouvernement (dispositif de formation professionnelle des chefs d'entreprises de l'artisanat : réaménagement) (p. 8762)

Son amendement n^o 115 rectifié (divers dispositifs fiscaux, taxes et procédures : corrections d'erreurs matérielles - dispositions de précision, de simplification et d'harmonisation) : adopté (p. 8762)

Intervient sur l'adt n^o 192 de M. Gérard Hamel (article 1585 D du code général des impôts relatif à la taxe locale d'équipement - correction d'une erreur matérielle) (p. 8763)

Intervient sur l'adt n^o 365 du Gouvernement (contrôleurs aériens - allocation temporaire de retraite : revalorisation) (p. 8763)

Intervient sur l'adt n^o 288 de M. Jean-Luc Warsmann (institution des bassins d'emploi à redynamiser : régime fiscal et social) (p. 8763)

Intervient sur l'adt n^o 86 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - abrogation du plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée) (p. 8764)

Intervient sur l'adt n^o 90 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : référence aux taux de l'année 2005 pour le calcul de la part du dégrèvement prise en charge par l'Etat) (p. 8765)

Intervient sur l'adt n^o 311 de M. Michel Bouvard (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des départements ayant augmenté leur taux de moins de 7,3 % entre 2004 et 2005) (p. 8765)

Intervient sur l'adt n^o 173 de M. Jean-Yves Cousin (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des EPCI à fiscalité additionnelle ayant reçu des compétences en 2004) (p. 8765)

Intervient sur l'adt n^o 91 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : financement de la part restant à la charge des collectivités par le relèvement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 8765)

Intervient sur l'adt n^o 92 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des EPCI à taxe professionnelle

unique dont le produit des impôts locaux augmente moins que l'indice prévisionnel des prix) (p. 8766)

Intervient sur l'adt n^o 201 de M. Michel Bouvard (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des collectivités territoriales devant honorer une garantie d'emprunt) (p. 8766)

Intervient sur l'adt n^o 7 de M. Jacques Le Guen (serres agricoles dont la construction a été autorisée entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1998 - possibilité d'exonération de taxe locale d'équipement) (p. 8767)

Article 37 (abondement de la dotation relative à l'aide exceptionnelle au titre de la réparation de dommages causés aux bâtiments par la sécheresse survenue de juillet à septembre 2003)

Son intervention (p. 8767)

Article 40 (réforme du régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics)

Ses amendements n^{os} 162 à 164, 166, 165 et 167 : adoptés (p. 8767)

Article 41 (modification des modalités de gestion des cotisations et prestations de retraite des fonctionnaires de La Poste)

Ses amendements n^{os} 168 à 171 : adoptés (p. 8768)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n^o 310 de M. Charles de Courson (gouvernance des régimes ayant succédé au Complément de retraite des fonctionnaires : alignement sur les PERP) (p. 8768)

Article 42 (exonération de redevance sur la création de bureaux)

Son intervention (p. 8769)

Son amendement n^o 261 : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8769)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n^o 25 rectifié de M. Jean-Paul Charié (locaux de foires, de salons professionnels et palais des congrès - exonération de taxe sur les bureaux en Ile-de-France) (p. 8770)

Intervient sur l'adt n^o 26 rectifié de M. Jean-Paul Charié (locaux de foires, de salons professionnels et palais des congrès : classement en catégorie 3 de la taxe locale d'équipement) (p. 8770)

Article 43 (réforme du concours de la dotation générale de décentralisation relatif aux ports)

Son amendement n^o 172 : adopté (p. 8771)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n^o 101 de M. Augustin Bonrepaux (répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales : prise en compte de la spécificité des territoires ruraux) (p. 8771)

Intervient sur l'adt n^o 5 de M. Jean-Luc Warsmann (investissements des collectivités territoriales relatifs à la lutte contre les incendies réalisés sur des biens appartenant à des tiers : éligibilité aux attributions du FCTVA) (p. 8771)

Son amendement n^o 107 (réforme de la dotation spécifique relative aux bibliothèques municipales : base légale conférée au décret n^o 2005-1719 du 30 décembre 2005) : adopté (p. 8771)

Intervient sur l'adt n^o 199 rectifié de M. Michel Bouvard (inéligibilité aux attributions du FCTVA des fonds de concours versés par les communes au titre de conventions signées avant le 1^{er} janvier 2005 pour des opérations d'infrastructure routière) (p. 8772)

Intervient sur les adts n^{os} 96 et 99 de M. Augustin Bonrepaux (exclusion de la majoration de la dotation "superficière" du potentiel financier des communes de montagne) (p. 8772)

Intervient sur les adts n^{os} 97 et 98 de M. Augustin Bonrepaux (dotation de garantie des communes supérieure à 40 % de la dotation forfaitaire : indexation respectivement sur la DGF ou sur la dotation de base) (p. 8772)

Son amendement n° 265 (dotations de péréquation versées aux communes : suppression de certaines règles de plafonnement) : adopté (p. 8772)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Augustin Bonrepaux (potentiel financier des communes : exclusion de la dotation forfaitaire de DGF) (p. 8773)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Augustin Bonrepaux (répartition de la dotation de fonctionnement minimale des départements : prise en compte de la densité de population) (p. 8773)

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Augustin Bonrepaux (dotation de fonctionnement minimale des départements – garantie minimale de progression de 6 %) (p. 8773)

Son amendement n° 269 (calcul de la DSU : suppression de la prise en compte des logements foyers) (p. 8772) : adopté (p. 8773)

Son amendement n° 264 (seconde part de la dotation de développement rural : attributions aux communes bénéficiaires l'année précédente de la dotation péréquation de la dotation de solidarité rurale) : adopté (p. 8773)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Augustin Bonrepaux (calcul de la compensation versée par les communes en contrepartie de l'assujettissement de France Télécom à la taxe professionnelle : prise en compte des bases actuelles) (p. 8774)

Intervient sur l'adt n° 45 de la commission (produit des amendes forfaitaires perçues par la voie des systèmes automatisés – montant revenant aux collectivités territoriales : affectation à la dotation aménagement de la DGF) (p. 8774)

Intervient sur l'adt n° 46, deuxième rectification de la commission (plafonnement de la compensation versée par les communes en contrepartie de l'assujettissement de France Télécom à la taxe professionnelle : prise en compte des bases actuelles) (p. 8774)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 191 de M. Augustin Bonrepaux (pérennisation du remboursement aux communes des frais de secours engagés au bénéfice des pratiquants d'activités sportives ou de loisirs) (p. 8775)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 371 du Gouvernement (allègements généraux de cotisations sociales patronales - modalités de compensation à la sécurité sociale à compter de 2008) (p. 8775)

Intervient sur l'adt n° 253 du Gouvernement (Mayotte : validation de la taxe spéciale sur la consommation des produits pétroliers instituée par le Conseil général et report de l'application du code général des impôts et du code des douanes) (p. 8776)

Intervient sur l'adt n° 254 du Gouvernement (retraite du combattant – revalorisation de l'indice prévue par l'article 125 de la loi de finances pour 2006 : application aux ressortissants des pays anciennement placés sous souveraineté française) (p. 8776)

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Michel Bouvard (création et suppression d'annexes budgétaires et documents relatifs à des politiques interministérielles) (p. 8776)

Intervient sur l'adt n° 47 de la commission (déclaration électronique de dédouanement : rapport sur le coût de la gratuité pour l'Etat) (p. 8777)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Augustin Bonrepaux (transferts d'agents de l'Etat aux collectivités territoriales - rapport sur les conséquences pour la CNRACL) (p. 8777)

Intervient sur l'adt n° 273 de M. Jean-Claude Sandrier (rapport sur l'"optimisation fiscale" et la délocalisation fiscale des sociétés) (p. 8777 et s.)

Intervient sur l'adt n° 274 de M. Jean-Claude Sandrier (rapport sur le régime du bénéfice mondial) (p. 8778)

Seconde délibération

Article 35 supprimé en première délibération (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)

Son intervention (p. 8779)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9240)

Son intervention (p. 9240)

Thèmes :

Aménagement du territoire : bassins d'emploi à redynamiser (p. 9240)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : enfants (p. 9240)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 9242)

Impôts locaux : taxe professionnelle : France Télécom (p. 9240)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : impôts et taxes (p. 9240)

Politique sociale : insertion : départements (p. 9240)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9246)

Article 27 quater B (emploi d'un salarié à domicile - transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt pour la garde d'enfants)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat : application à toutes les prestations éligibles à la réduction d'impôt) (p. 9247)

Article 34 bis A supprimé par la commission mixte paritaire (exploitants agricoles - taxe sur le chiffre d'affaires dite taxe ADAR - Agence pour le développement agricole et rural : reconduction du plafonnement)

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 9249)

Proposition de loi n° 3382 portant diverses dispositions intéressant la Banque de France

Rapport de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 365)

Son intervention (p. 365)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France : code du travail (p. 366)

Banques et établissements financiers : Banque de France : comité de la politique monétaire (p. 365)

Banques et établissements financiers : Banque de France : conseil général (p. 365)

Banques et établissements financiers : Banque de France : établissements (p. 366)

Banques et établissements financiers : Banque de France : oeuvres sociales (p. 366)

Banques et établissements financiers : Banque de France : règles prudentielles (p. 365)

Banques et établissements financiers : Banque de France : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 366)

Banques et établissements financiers : Banque de France : rôle et missions (p. 365)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 375)

Article 5 (application du droit du travail à la Banque de France)

Son intervention (p. 376)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 3 du Gouvernement (directives européennes relatives aux marchés d'instruments financiers : prorogation de l'habilitation pour leur transposition par ordonnance) (p. 378)

Intervient sur l'ad n° 4 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n° 2006-346 du 23 mars 2006 relative aux sûretés - hypothèque rechargeable et prêt viager hypothécaire - et conversion du privilège de prêteurs de deniers en hypothèque rechargeable) (p. 379)

Son sous-amendement n° 5 (conversion du privilège de prêteurs de deniers en hypothèque rechargeable : exonération de taxe de publicité foncière et du droit fixe d'enregistrement) à l'ad n° 4 du Gouvernement (p. 379) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 380)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 7 bis (garantie d'accès aux soins médicaux pour les bénéficiaires de l'aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1423 et s.)

Martine CARRILLON-COUVREUR

*Nièvre (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteuse de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 19 février 2007]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur l'action sociale du régime général de sécurité sociale et l'action sociale des collectivités territoriales [20 février 2007] (n° 3739)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. [14 novembre 2006] (p. 7363)

Laurent CATHALA

*Val-de-Marne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 février 2007] (p. 2696)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 février 2007] (p. 2696)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 février 2007] (p. 3421)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 février 2007] (p. 3421)

Richard CAZENAVE

*Isère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7664)

Thème :

Transports ferroviaires : Rhône-Alpes (p. 7664)

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

*Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3598 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 977)

Son intervention (p. 986)

Thèmes :

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : collectivités territoriales (p. 986)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : rénovation urbaine (p. 986)

Ses explications de vote (p. 986)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 986)

Yves CENSI

*Aveyron (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Statistiques [31 octobre 2006] (p. 6779)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 20

Son amendement n° 448 (alignement de règles d'exonération de cotisations sociales du code rural sur celles du code de la sécurité sociale) (p. 6656) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 6657)

Après l'article 55

Son amendement n° 146 précédemment réservé (amélioration des petites retraites agricoles) (p. 6730) : adopté (p. 6732)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6936)

Après l'article 46

Son amendement n° 81 (extension au secteur des industries du bois de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement) (p. 6937) : adopté (p. 6938)

Son amendement n° 82 (extension au secteur des arts de la table de la taxe pour le développement de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie) (p. 6938) : adopté (p. 6939)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8622)

Son amendement n° 38 (p. 8619) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8622)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 30

Son amendement n° 319 (contrôle par l'administration des douanes du bien-fondé des avantages qu'attribue le fonds européen agricole de garantie) : adopté (p. 8734)

Son amendement n° 320 (concerts donnés dans des établissements où la consommation est facultative : taux réduit de TVA) (p. 8734) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8735)

Proposition de loi n° 3608 portant réforme de l'assurance de protection juridique

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2007] (p. 1069)

Article 1er (point de départ de la déclaration du sinistre - obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - obligation de recourir à un avocat)

Son amendement n° 3 (p. 1070)

Article 3 (libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client)

Son amendement n° 2 (p. 1073)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 6 bis (ratification des ordonnances relatives à la création du régime social des indépendants et instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants)

Son amendement n° 155 (p. 1396) : adopté (p. 1398)

Son amendement n° 154 : adopté (p. 1398)

Après l'article 6 quater

Intervient sur l'ad. n° 125 de Mme Paulette Guinchard (établissements d'hébergement des personnes âgées ; extension à l'ensemble des établissements publics et privés à but non lucratif de l'exonération de taxe sur les salaires) (p. 1401)

Jean-Yves CHAMARD

*Vienne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 16 : Enseignement scolaire (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**DEBATS****Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7639)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : carte scolaire (p. 7642)

Enseignement : crédits (p. 7639 et s.)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7639 et s.)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 7641)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 7643)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 7641 et s.)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 7640)

Enseignement privé : enseignants (p. 7642)

Enseignement secondaire : crédits (p. 7640)

Enseignement secondaire : pédagogie (p. 7640 et s.)

Enseignement secondaire : programmes (p. 7640 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7704)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7704 et s.)

Après l'article 48

Intervient sur l'ad. n° 292 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur les incidences de la disposition prévoyant la contribution des communes aux frais de scolarisation des enfants domiciliés sur leur territoire dans un établissement privé d'une autre commune) (p. 7707 et s.)

Jean-Paul CHANTEGUET

*Indre (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DEBAT**

n° 1824, posée le 16 janvier 2007. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 414). Appelée le 16 janvier 2007. Accès, zones rurales (p. 282)

DEBATS**Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE****Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)**

Son intervention (p. 7262)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : biodiversité (p. 7262)

Environnement : Natura 2000 (p. 7262)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : Guyane (p. 7262)

Environnement : zones humides (p. 7263)

Politiques communautaires : directives : environnement (p. 7263)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)**

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : TGV (p. 7409)

Gérard CHARASSE

*Allier (4^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3571 instituant un droit à l'hébergement et au logement des personnes sans domicile fixe [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**DEBATS****Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)**

Son intervention (p. 7451)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7451)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7451)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7451)

Hervé de CHARETTE

*Maine-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome 1 : Action extérieure de l'Etat (n° 3366) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le suivi des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne [6 décembre 2006] (n° 3493)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Turquie [8 novembre 2006] (p. 7095)

Politique extérieure. Liban. Situation politique [22 novembre 2006] (p. 7878)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6815)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 6816)

Défense : opérations extérieures : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 6816)

Etrangers : droit d'asile (p. 6817)

Etrangers : visas : délivrance (p. 6817)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 6815)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 6815)

Organisations internationales : financement (p. 6815)

Pays étrangers : Chine : relations culturelles (p. 6816)

Politique extérieure : aide au développement (p. 6815)

MEDIAS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Son intervention en qualité de vice-président de la commission des affaires étrangères (p. 7671)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires étrangères (p. 7671)

Etat : Gouvernement (p. 7671)

Jean-Paul CHARIÉ

*Loiret (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Estime que les trois sous-amendements - dont il n'avait pas eu connaissance - à son amendement n° 24 adopté après l'article 28 lui ôtent toute portée [7 décembre 2006] (p. 8732)

DEBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 28

Son amendement n° 24 (investissements relatifs aux lieux d'organisation de foires ou de salons professionnels et palais des congrès : amortissement dégressif) (p. 8730) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 8731)

Article 29 (aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 décembre 2006] (p. 8732)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8736)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 369 du Gouvernement (biocarburants incorporés au gazole : diminution du taux de la TGAP) (p. 8757)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Thierry Mariani (petits commerces ayant subi une perte de chiffre d'affaires du fait de travaux de voirie)

réalisés par des collectivités territoriales : possibilité d'exonération de taxe professionnelle) (p. 8760)

Intervient sur l'adit n° 288 de M. Jean-Luc Warsmann (institution des bassins d'emploi à redynamiser : régime fiscal et social) (p. 8763 et s.)

Après l'article 42

Son amendement n° 25 rectifié (locaux de foires, de salons professionnels et palais des congrès - exonération de taxe sur les bureaux en Ile-de-France) : rejeté (p. 8770)

Son amendement n° 26 rectifié (locaux de foires, de salons professionnels et palais des congrès : classement en catégorie 3 de la taxe locale d'équipement) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8770)

Françoise CHARPENTIER

*Eure (1^{ère} circonscription)
Non inscrite
Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens députée le 5 mars 2007 [J.O. du 6 mars 2007]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 mars 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 7 mars 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mars 2007] (p. 5188)

Jean CHARROPPIN

*Jura (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Jérôme CHARTIER

*Val-d'Oise (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007

(n° 3341) : annexe n° 1 : Action extérieure de l'Etat (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6811)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : étrangers (p. 6812)

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 6812)

Etrangers : visas : délivrance (p. 6811)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AÉFE) (p. 6812)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 6811)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 6811)

Politique extérieure : relations culturelles : centres culturels (p. 6812)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2006] (p. 6836)

Crédits de la mission : "Action extérieure de l'Etat" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 6836)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son amendement n° 89 rectifié (redéploiement de crédits des lignes "recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires" et "orientation et pilotage de la recherche vers le programme "formations supérieures et recherche universitaire" au bénéfice de l'enseignement supérieur privé) (p. 6905)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son sous-amendement n° 735 rectifié à l'adit n° 575 de M. Jean-Christophe Lagarde : adopté (p. 8359)

Michel CHARZAT

Paris (21^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J 1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1747, posée le 5 décembre 2006. Audiovisuel et communication. Jeux vidéo (J.O. Questions p. 12586). Appelée le 5 décembre 2006. Développement, aides de l'Etat (p. 8505)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5812) : rejetée (p. 5818)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : stock options (p. 5814)

Entreprises : épargne salariale (p. 5812, 5813)

Entreprises : expression des salariés (p. 5812 et s.)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5812 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5813)

Entreprises : plan d'épargne d'entreprise (PEE) (p. 5813)

Entreprises : salariés : protection (p. 5814)

Politique économique : libéralisme (p. 5812 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5813)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 5814)

Sports : associations et clubs : actions (p. 5814)

Travail : chèque-transport (p. 5814, 5815)

Travail : droit du travail (p. 5812 et s.)

Travail : licenciements (p. 5814)

Travail : précarité (p. 5813, 5814)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 12 (report en avant de l'imposition des sommes transférées d'un compte épargne-temps sur un PERCO ou un PEE)

Son intervention (p. 5890)

Avant l'article 15

Intervient sur l'ad n° 24 de M. Jean-Pierre Balligand (délibération portant sur la plus haute et sur la plus basse des rémunérations au

sein de l'entreprise lors de l'assemblée annuelle des actionnaires) (p. 5904)

Article 15 (représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration et les directoires des entreprises)

Son intervention (p. 5906)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son amendement n° 239 (de suppression) (p. 5959)

Ses amendements n°s 240 et 241 (p. 5964 et s.)

Son amendement n° 242 (p. 5965)

Son amendement n° 243 (p. 5966)

Son amendement n° 244 (p. 5966)

Son amendement n° 245 (p. 5967)

Son amendement n° 246 (p. 5967) : adopté (p. 5968)

Article 23 (instauration d'un congé de mobilité pour certains salariés menacés de licenciement)

Son amendement n° 226 (de suppression) (p. 5975)

Ses amendements n°s 227 et 228 (p. 5978 et s.)

Ses amendements n°s 229 et 230 (p. 5982 et s.)

Son sous-amendement n° 325 à l'ad n° 141 de la commission (p. 5983)

Son amendement n° 231 (p. 5985)

Son amendement n° 232 : adopté (p. 5985)

Son amendement n° 234 (p. 5985)

Son amendement n° 235 (p. 5986)

Son amendement n° 236 : adopté (p. 5986)

Son amendement n° 237 (p. 5987)

Après l'article 23

Son amendement n° 238 (reclassement des salariés des petites et moyennes entreprises en difficultés économiques conduisant à des licenciements ; création d'un fonds de mutualisation de reclassement) (p. 5987) : rejeté (p. 5988)

Article 24 (ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle (CTP))

Son amendement n° 248 (p. 5988)

Article 25 (recours au travail temporaire pour compléter les revenus d'un temps partiel)

Son amendement n° 249 (de suppression) (p. 5992) : adopté (p. 5993)

Article 27 (suppression de la "contribution Delalande")

Son amendement n° 250 (de suppression) (p. 5994)

Article 30 (indemnisation des activités prud'homales)

Son amendement n° 251 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 32 (clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles)

Son amendement n° 252 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 33 (modalités d'enregistrement des contrats d'apprentissage et d'utilisation de la fraction de la taxe d'apprentissage versée au Trésor public)

Son amendement n° 253 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Après l'article 34

Son amendement n° 256 (gestion des œuvres sociales par le comité central d'entreprise : assouplissement de la règle de l'unanimité syndicale) : retiré

Article 35 (prolongation de l'habilitation pour la recodification du code du travail)

Son amendement n° 254 (p. 5999)

Son amendement n° 255 : adopté (p. 5999)

Explications de vote et vote [11 octobre 2006] (p. 6033)

Ses explications de vote (p. 6036)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6036)

André CHASSAIGNE

*Puy-de-Dôme (5^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome X : Recherche et enseignement supérieur (recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources) (n° 3365) [12 octobre 2006]

Proposition de résolution n° 3526 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes du dépôt de bilan de la société DAPTA SAS et d'étudier les conséquences économiques et sociales de la gestion de DAPTA par le groupe EURODEC industries [15 décembre 2006]

Proposition de résolution n° 3659 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application des politiques de santé sur les territoires et dans les établissements de proximité, et plus précisément sur les raisons qui ont conduit à la fermeture de la maternité d'Ambert [5 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, transposition [4 octobre 2006] (p. 5770)

Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [21 novembre 2006] (p. 7800)

Sécurité publique. Sapeurs-pompiers. Revendications [29 novembre 2006] (p. 8266)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1771, posée le 19 décembre 2006. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget et réforme de l'Etat : services du Trésor (J.O. Questions p. 13069). Appelée le 19 décembre 2006. Restructuration (p. 9125)

n° 1821, posée le 16 janvier 2007. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget et réforme de l'Etat : services du Trésor (J.O. Questions p. 414). Appelée le 16 janvier 2007. Restructuration (p. 268)

RAPPELS AU REGLEMENT

Souhaite savoir si l'Assemblée aura communication du texte définitif des ordonnances le soir même [30 novembre 2006] (p. 8347)

*DEBATS***Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)**

Son intervention (p. 5928)

Thèmes :

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 5928, 5929)

Sports : bénévolat (p. 5928)

Sports : arbitres (p. 5928, 5929)

Sports : arbitres : formation professionnelle (p. 5929)

Sports : arbitres : impôt sur le revenu (p. 5929)

Sports : arbitres : missions de service public (p. 5929)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5928)

Sports : compétitions : arbitrage (p. 5928, 5929)

Sports : compétitions : sécurité (p. 5929)

Sports : fédérations : arbitrage (p. 5928, 5929)

Sports : football (p. 5928, 5929)

Sports : métiers du sport (p. 5928, 5929)

Sports : rugby (p. 5929)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)**

Son intervention (p. 6234)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6234)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 6234 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6234 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6235)

Politique sociale : pauvreté : inégalités (p. 6234 et s.)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)**

Son intervention (p. 7200)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : droits à paiement unique (DPU) (p. 7202)

Agriculture : assurance récolte (p. 7202)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 7201)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 7202)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 7201)

Agriculture : montagne : aides (p. 7201)
 Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7201)
 Agriculture : revenu agricole (p. 7201)
 Bois et forêts : filière bois (p. 7201)
 Elevage : bâtiments (p. 7201)
 Elevage : bovins : aides (p. 7201)
 Environnement : protection : agriculture (p. 7202)
 Politique économique : pôles de compétitivité : agroalimentaire (p. 7201)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7202)
 Retraites : régime agricole (p. 7202)

Procédure des questions :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles : financement (p. 7235)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Crédits de la mission : "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 7244 et s.)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 7481)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Son intervention (p. 6921)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 6922)
 Commerce extérieur : déficit (p. 6921)
 Emploi : réductions de cotisations patronales sur les bas salaires (p. 6921)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6921)
 Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 6922)
 Formation professionnelle : financement (p. 6922)

Procédure des questions :

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 6934)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6936)

Après l'article 46

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Yves Censi (extension au secteur des industries du bois de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement) (p. 6937)

Intervient sur l'adt n° 82 de M. Yves Censi (extension au secteur des arts de la table de la taxe pour le développement de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie) (p. 6939)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6878)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : organismes (p. 6878)

Recherche : crédits (p. 6878, 6879)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 6878)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 6878)

Procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 6899)

Enseignement supérieur : médecine universitaire (p. 6901)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : recrutement (p. 6900)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6904, 6906)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)

Son intervention (p. 6754)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : fracture sociale (p. 6755)

Collectivités territoriales : investissement (p. 6755)

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 6754)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : croissance (p. 6756)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 6756)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6755)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 6755)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : Puy-de-Dôme (p. 6755)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Procédure des questions :

Entreprises : faillites (p. 7166)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 3 (rectification pour 2006 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 6591)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse (instauration d'une contribution sociale sur les bénéfices des entreprises) (p. 6602)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 12 quater (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Son intervention (p. 8342)

Article 13 (création d'un service volontaire citoyen de la police nationale)

Ses interventions (p. 8344 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8347)

Article 14 (prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique)

Son intervention (p. 8350)

Article 15 (répression des violences au sein du couple)

Ses interventions (p. 8351 et s.)

Article 16 (secret médical)

Son intervention (p. 8355)

Article 17 bis (création d'une infraction de non-dénonciation volontaire de la disparition d'un enfant)

Son intervention (p. 8367)

Article 4 précédemment réservé (composante judiciaire de la prévention de la délinquance : reconnaissance explicite par la loi du rôle du ministère public en matière de prévention)

Son intervention (p. 8375)

Article 25 (renforcement des obligations des personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes - FJIAIS)

Ses interventions (p. 8381 et s.)

Article 26 (allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes)

Son intervention (p. 8385)

Après l'article 26

Intervient sur l'adit n° 101 du Gouvernement (circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 8392)

Intervient sur le sous-adit n° 738 de M. Jean-Christophe Lagarde (gardiens d'immeubles assermentés protégés par ce dispositif) à l'adit n° 101 du Gouvernement (p. 8392)

Article 27 (réforme de l'injonction thérapeutique)

Son intervention (p. 8398)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8817) : rejetée (p. 8822)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8825)

Son intervention (p. 8828)

Thèmes :

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 8819)

Collectivités territoriales : charges : principe d'égalité (p. 8819)

Collectivités territoriales : services publics locaux : eau (p. 8817)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 8819, 8825)

Eau : eau potable : accès (p. 8825, 8829)

Eau : eau potable : contrôles sanitaires (p. 8829)

Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 8828)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 8818)

Eau : redevances des agences de l'eau : assiette (p. 8825)

Eau : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) (p. 8819)

Environnement : charte de l'environnement (p. 8819)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8819)

Politique économique : prix : eau (p. 8818)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 8825)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 1er A (droit d'accès à l'eau potable)

Son intervention (p. 8840)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives aux ouvrages)

Son amendement n° 289 (p. 8883)

Son amendement n° 288 (p. 8883)

Son amendement n° 290 (p. 8884)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8891)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 8900)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8922)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son amendement n° 368 (p. 8931)

Son amendement n° 369 (p. 8931)

Article 24 quater (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires)

Son amendement n° 370 (p. 8945)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son sous-amendement n° 371 à l'ad t n° 111 de la commission : adopté (p. 8949)

Son intervention (p. 8950)

Son amendement n° 372 (p. 8953)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8957, 8959)

Son amendement n° 373 (p. 8961)

Article 27 ter (assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)

Son amendement n° 374 (p. 8962)

Article 28 (modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration (SATESE))

Son amendement n° 375 (p. 8964)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8966)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son amendement n° 377 (p. 8968)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9029)

Article 43 bis (garderie particulière des droits de pêche)

Son amendement n° 379 (p. 9035)

Ses explications de vote (p. 9039)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9039)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 9225)

Son intervention (p. 9231)

Thèmes :

Agriculture : pollution : élevage (p. 9231)

Collectivités territoriales : délégations de service public : eau (p. 9232)

Eau : assainissement (p. 9232)

Eau : eau potable : accès (p. 9232)

Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 9232)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 9233)

Union européenne : directives : eau (p. 9231)

Ses explications de vote (p. 9231)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9233)

Roland CHASSAIN

*Bouches-du-Rhône (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3519 visant à instaurer une exonération de responsabilité pénale personnelle des maires, des élus municipaux ayant reçu délégation, du président du comité des fêtes et de l'éleveur dans le cadre de manifestations taurines et de courses d'animaux [13 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Plan Rhône, mise en oeuvre, financement [14 novembre 2006] (p. 3762)

DEBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)*Avant l'article unique*

Intervient sur l'ad t n° 3 de M. Marc Le Fur (reconnaissance des langues régionales) (p. 9013)

Luc CHATEL

*Haute-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3373 tendant à instaurer, dans le cadre des enseignements du second degré, des stages de découverte du milieu associatif [17 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, conséquences [15 novembre 2006] (p. 7471)

Télécommunications. Internet. Accès, ADSL [17 janvier 2007] (p. 393)

DEBATS

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8795)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8796, 8797)

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 8795, 8796)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8795, 8796)

Santé : cancer (p. 8795, 8796)

Santé : sida (p. 8795, 8796)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)*Article 1er (nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)*

Son amendement n° 17 (p. 8801)

Après l'article 1er

Son amendement n° 18 (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802) : rejeté (p. 8803)

Son amendement n° 20 (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" lors de l'adhésion à un contrat d'assurance de prêt : rejeté (p. 8804)

Son amendement n° 19 (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8804) : rejeté (p. 8806)

Gérard CHERPION*Vosges (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]**DEPOT**

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XI : Solidarité et intégration (handicap et dépendance) (n° 3364) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Handicapés. Emplois réservés. Fonction publique [13 février 2007] (p. 1118)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1905, posée le 20 février 2007. Justice. Tribunaux (J.O. Questions p. 1643). Appelée le 20 février 2007. Regroupement, Saint-Dié-des-Vosges (p. 1304)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION****Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7294)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : handicapés (p. 7295)

Fonctionnaires et agents publics : handicapés (p. 7294, 7295)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 7295)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 7295)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7294, 7295)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 7294, 7295)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)*Après l'article 28*

Son sous-amendement n° 106 (extension de la collecte aux pharmacies à usage intérieur) à l'ad n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (collecte des médicaments inutilisés) (p. 233) : adopté (p. 235)

Son sous-amendement n° 107 (modalités de destruction des médicaments périmés) à l'ad n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 233) : adopté (p. 235)

Jean-François CHOSSY*Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]**Jean-Louis CHRIST***Haut-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3715 relative à la prise en compte, pour l'ouverture des droits à la retraite, des périodes accomplies dans la Résistance avant l'âge de seize ans [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement maternel et primaire. Programmes. Grammaire, réforme [5 décembre 2006] (p. 8513)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES****Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6936)**

Après l'article 46

Son amendement n° 78 (exclusion de la profession de prothésistes dentaires de l'assujettissement à la taxe pour le développement d'un certain nombre de secteurs d'activité prévue à l'article 71-E de la loi de finances rectificative du 30 décembre 2003) (p. 6939) : retiré (p. 6940)

TRAVAIL ET EMPLOI**Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)**

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son amendement n° 20 (de suppression) (p. 7183)

Article 61 (diversification des ressources de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes - AFPA)

Son amendement n° 124 (de suppression) (p. 7186)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[17 novembre 2006] (p. 7764)**

Après l'article 40

Son amendement n° 349 (entreprises artisanales – communes de moins de 2 500 habitants : déduction pour investissement) (p. 7770) : retiré (p. 7771)

Son amendement n° 347 (revenus perçus par les non adhérents aux centres de gestion agréés : suppression de la majoration de 25 %) : retiré (p. 7771)

Son amendement n° 348 (revenus perçus par les non adhérents aux centres de gestion agréés mais faisant appel à un professionnel comptable ou à un expert comptable : suppression de la majoration de 25 %) : retiré (p. 7771)

Son amendement n° 350 (transmission d'entreprises – évaluation effectuée par une expertise réalisée dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat : contestation dans les trois mois par l'administration sur la base d'une seconde expertise établie dans les mêmes conditions) : retiré (p. 7782)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)**

Article 26 (mise en œuvre du contrat de croissance signé entre les organisations professionnelles et l'Etat en faveur de l'emploi et de la modernisation du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Ses amendements n°s 229 à 232 (p. 8720)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)**

Article 8 (élargissement du crédit d'impôt pour les dépenses de services à la personne)

Son amendement n° 184 (p. 1429)

Dino CINIERI

*Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1881, posée le 13 février 2007. Fonction publique territoriale. Catégorie C (J.O. Questions p. 1433). Appelée le 13 février 2007. Rémunérations (p. 1098)

*DEBATS***Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 46

Son amendement n° 452 (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) : adopté après modification (p. 8470)

Son amendement n° 449 (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) : adopté (p. 8471)

Son amendement n° 450 (sanctions pénales encourues par les agents de sécurité privée sans carte professionnelle et leurs employeurs) : adopté (p. 8471)

Son amendement n° 451 (report du délai accordé aux agents de sécurité privée en activité pour respecter la condition d'aptitude professionnelle) : adopté après modification (p. 8471)

Alain CLAEYS

Vienna (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques sur les recherches sur le fonctionnement des cellules humaines [6 décembre 2006] (n° 3498)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6241)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 6241)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6241 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6241)

Télécommunications : France Télécom : taxe professionnelle (p. 6242)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Son intervention (p. 6880)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : universités (p. 6880, 6881)

Enseignement supérieur : universités : dirigeants (p. 6881)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6881)

Recherche : crédits (p. 6880, 6881)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 6881)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6568)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6568, 6569)

Santé : accès aux soins (p. 6568)

Santé : soins : remboursement (p. 6568)

Santé : urgences (p. 6569)

Pascal CLÉMENT

Garde des Sceaux, ministre de la justice

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

DEPOTS

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats [24 octobre 2006]

Projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur [24 octobre 2006]

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [24 octobre 2006]

Projet de loi n° 3407 relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme [2 novembre 2006]

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs [28 novembre 2006]

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort [17 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

Mme Élisabeth Guigou. Justice. Fonctionnement. Instruction, réforme [24 octobre 2006] (p. 6480)

M. Éric Raoult. Droit pénal. Agressions de policiers. Sanctions [24 octobre 2006] (p. 6481)

M. Gérard Dubrac. Recherche. Agriculture. Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), destruction, sanctions [7 novembre 2006] (p. 6990)

M. Paul-Henri Cugnenc. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Déclarations d'un président de région, sanctions [21 novembre 2006] (p. 7801)

M. Laurent Wauquiez. Déchéances et incapacités. Incapables majeurs. Tutelle et curatelle, réforme [6 décembre 2006] (p. 8607)

M. Émile Blessig. Déchéances et incapacités. Incapables majeurs. Tutelle et curatelle, réforme [16 janvier 2007] (p. 299)

Mme Maryvonne Briot. Enfants. Protection. Disparitions, système d'alerte, mise en œuvre [17 janvier 2007] (p. 389)

M. Arnaud Montebourg. Justice. Magistrats. Exercice des fonctions [6 février 2007] (p. 951)

M. Yannick Favennec. Entreprises. Entreprises en difficulté. Plan de sauvegarde, loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, application [6 février 2007] (p. 953)

M. Christian Paul. Droits de l'homme et libertés publiques. CNIL. Missions [7 février 2007] (p. 1005)

*DEBATS***Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages****DEUXIEME LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6162)

Son intervention (p. 6162)

Thèmes :

Administration : actes administratifs : pays étrangers (p. 6183)

Etat civil : mariage : auditions (p. 6162)

Etat civil : mariage : certificat de capacité (p. 6163)

Etat civil : mariage : formalités administratives (p. 6162)

Etat civil : mariage : papiers d'identité (p. 6162)
 Etat civil : mariage : pays étrangers (p. 6162)
 Etat civil : mariage : textes d'application (p. 6163)
 Etat civil : mariage avec un étranger (p. 6163)

Discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6168)

Article 1er (composition du dossier de mariage et audition des futurs époux)

Son intervention (p. 6168 et s.)

Article 3 (contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger)

Son intervention (p. 6169 et s.)

Article 6 (force probante des actes de l'état civil étrangers)

Son intervention (p. 6172)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 18 de M. Jean-Pierre Blazy (délais de contrôle de la validité du mariage non pris en compte pour l'appréciation de la durée de la communauté de vie) (p. 6173)

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport annuel d'évaluation) (p. 6173)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7543)

Son intervention (p. 7543)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : exécution des peines (p. 7544)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 7544)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 7544)

Justice : modernisation (p. 7543)

Justice : nouvelles technologies (p. 7543)

Justice : aide juridictionnelle (p. 7543)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 7544)

Justice : délais (p. 7544)

Justice : frais de justice (p. 7543)

Justice : maisons de la justice et du droit (p. 7544)

Justice : réforme (p. 7545)

Justice : victimes : associations (p. 7544)

Lois : loi de programmation : justice (p. 7543)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : aide juridictionnelle (p. 7544)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires (p. 7544)

Télécommunications : visioconférence : système pénitentiaire (p. 7543)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7548)

Article 34 (crédits du budget général)

Son intervention (p. 7549 et s.)

Article 49 (revalorisation de l'aide juridictionnelle)

Son intervention (p. 7552)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 193 du Gouvernement (création d'une contribution financière obligatoire à la charge de tous les greffiers des tribunaux de commerce) (p. 7552)

Intervient sur l'adt n° 194 rectifié du Gouvernement (désignation de quatre nouveaux premiers avocats généraux près la cour de cassation) (p. 7552)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- *Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006*

Ses interventions (p. 7571 et s.)

Thèmes :

Assurances : assurance juridique (p. 7579)

Cultes : islam (p. 7576)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 7582)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 7572)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : ministère de la justice (p. 7574)

Formation professionnelle : stagiaires : rémunération (p. 7576)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 7572, 7576)

Justice : effectifs (p. 7572, 7583)

Justice : modernisation (p. 7571)

Justice : nouvelles technologies (p. 7571)

Justice : aide juridictionnelle : rémunération (p. 7571, 7579, 7583)

Justice : audiences : Roissy (p. 7579)

Justice : carte judiciaire (p. 7583)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 7572, 7576)

Justice : crédits (p. 7571)

Justice : délais (p. 7571, 7578)

Justice : frais de justice (p. 7571)

Justice : greffiers : formation professionnelle (p. 7574, 7582)

Justice : juge de l'application des peines (p. 7574)

Justice : juge d'instruction (p. 7574)

Justice : juridictions spécialisées (p. 7583)

Justice : magistrats : effectifs (p. 7573, 7582)

Justice : magistrats : retraites (p. 7582)

Justice : réforme (p. 7573, 7583)

Justice : tribunaux : sécurité (p. 7572)

Justice : victimes : associations (p. 7572)

Lois : loi de programmation : justice (p. 7578)

Lois : loi d'orientation : justice (p. 7582)

Système pénitentiaire (p. 7575, 7583)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires (p. 7572, 7575, 7583)

Système pénitentiaire : détenus : intégrisme (p. 7576)

Système pénitentiaire : détenus : statistiques (p. 7575)

Système pénitentiaire : encellulement individuel (p. 7578)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 7576)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 7583)

Système pénitentiaire : sécurité des établissements : téléphones mobiles (p. 7572)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 7582)

Télécommunications : visioconférence : centres pénitentiaires (p. 7571, 7579)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7821)

Thèmes :

Communes : maires : information (p. 7822)

Drogue : cannabis : délinquance et criminalité (p. 7821)

Droit pénal : alternatives aux poursuites (p. 7821)

Droit pénal : alternatives aux poursuites : internat (p. 7822)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7821)

Droit pénal : injonction de soins : alcoolisme (p. 7822)

Droit pénal : injonction de soins : drogue (p. 7822)

Droit pénal : mineurs : composition pénale (p. 7821)

Droit pénal : mineurs : exécution des peines (p. 7822)

Droit pénal : mineurs : procédure de présentation immédiate (p. 7821)

Droit pénal : peines de travail d'intérêt général : HLM (p. 7823)

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 7821)

Enseignement : élèves : absentéisme (p. 7821)

Famille : parents : responsabilité (p. 7823)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7822)

Justice : exécution des décisions : délais (p. 7821)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p.8437)

Article 4 précédemment réservé (composante judiciaire de la prévention de la délinquance : reconnaissance explicite par la loi du rôle du ministère public en matière de prévention)

Ses interventions (p. 8375 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 475 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (obligation pour les policiers municipaux de servir pendant une durée minimum de trois ans la collectivité qui a financé leur formation) (p. 8379)

Intervient sur l'adt n° 173 précédemment réservé de la commission (information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés) (p. 8380)

Article 25 (renforcement des obligations des personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes -FIIAIS)

Ses interventions (p. 8382 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 569 de M. Jean-Christophe Lagarde (extension au plaignant de la protection dont bénéficie le témoin) (p. 8384)

Article 26 (allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes)

Ses interventions (p. 8386 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 567 de M. Jean-Christophe Lagarde (paiement des contraventions prélevé sur la fraction insaisissable) (p. 8387)

Intervient sur l'adt n° 568 de M. Jean-Christophe Lagarde (aggravation des peines en cas de violation répétée d'un arrêté municipal) (p. 8388)

Intervient sur l'adt n° 101 du Gouvernement (circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 8389 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 273 de la commission (personnel pénitentiaire protégé par ce dispositif) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8390)

Intervient sur le sous-adt n° 546 de M. Sébastien Huyghe (personnel pénitentiaire protégé par ce dispositif) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8390)

Intervient sur le sous-adt n° 736 de M. Philippe Houillon (incapacité totale de travail constatée par un médecin expert) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8390)

Intervient sur le sous-adt n° 738 de M. Jean-Christophe Lagarde (gardiens d'immeubles assermentés protégés par ce dispositif) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8393)

Intervient sur l'adt n° 274 de la commission (création d'une infraction spécifique de détention ou transport sans motif légitime de substances ou produits incendiaires ou explosifs) (p. 8394)

Avant l'article 27

Intervient sur l'adt n° 413 de M. Jean-Michel Dubernard (injonction thérapeutique pour les conducteurs habituellement consommateurs excessifs d'alcool) (p. 8397)

Article 27 (réforme de l'injonction thérapeutique)

Ses interventions (p. 8399 et s.)

Article 28 (création d'une circonstance aggravante à l'usage illicite de produits stupéfiants lorsqu'il est le fait de certaines personnes dans l'exercice de leurs fonctions - autorisation du dépistage de l'usage de produits stupéfiants dans les lieux où s'effectue le transport public des voyageurs - répression de la provocation à l'usage ou au trafic de stupéfiants)

Ses interventions (p. 8400 et s.)

Article 29 (extension de l'utilisation de l'injonction thérapeutique)

Ses interventions (p. 8426 et s.)

Article 30 (extension des mesures de composition pénale)

Son intervention (p. 8428)

Article 31 (traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale)

Son intervention (p. 8429)

Article 32 (dispositions sur les coups d'achat)

Son intervention (p. 8429)

Article 33 (création d'une peine de stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants)

Ses interventions (p. 8429 et s.)

Article 34 (instauration d'une circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste)

Ses interventions (p. 8430 et s.)

Article 35 (aménagement des mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - application de la composition pénale aux mineurs)

Ses interventions (p. 8439 et s.)

Article 36 (juge des enfants)

Ses interventions (p. 8448 et s.)

Article 37 (contrôle judiciaire)

Ses interventions (p. 8450 et s.)

Article 38 (organisation des audiences du tribunal pour enfants - procédure de présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs)

Son intervention (p. 8452)

Article 39 (nouvelles sanctions éducatives - mesure d'activité de jour)

Ses interventions (p. 8452 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8455)

Article 40 (mesure d'activité de jour et ajournement)

Son intervention (p. 8461)

Article 41 (nouvelle hypothèse de placement dans les centres éducatifs fermés)

Son intervention (p. 8462)

Article 43 (instauration de la sanction-réparation)

Son intervention (p. 8462)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 351 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (création d'une peine de sanction-restauration) (p. 8463)

Article 44 (stage de responsabilité parentale)

Son intervention (p. 8463)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 238 de la commission (généralisation de la peine de confiscation) (p. 8463)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 387 de M. Jean-Pierre Blazy (droit de vote à partir de seize ans) (p. 8464)

Intervient sur l'adt n° 631 rectifié de la commission (motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive) (p. 8466)

Intervient sur le sous-adt n° 713 rectifié du Gouvernement (motivation au regard de l'ensemble des peines encourues) à l'adt n° 631 rectifié de la commission (p. 8466)

Intervient sur l'adt n° 239 de la commission (possibilité de transmission de documents sous forme numérique à la suite d'une réquisition judiciaire) (p. 8467)

Intervient sur l'adt n° 240 de la commission (généralisation de la visioconférence pour le contentieux de la détention provisoire devant la chambre de l'instruction) (p. 8467)

Intervient sur l'adt n° 241 deuxième rectification de la commission (possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'arrêt en cas d'urgence et d'empêchement du juge de l'application des peines) (p. 8467)

Intervient sur le sous-adt n° 743 du Gouvernement (en cas de manquement à une obligation liée au placement sous surveillance électronique mobile) à l'adt n° 241 deuxième rectification de la commission (p. 8467)

Article 45 bis (écoutes par l'administration pénitentiaire de conversations téléphoniques passées par les personnes condamnées)

Son intervention (p. 8468)

Après l'article 45 bis

Intervient sur l'adt n° 243 de la commission (coordination avec le code de l'environnement) (p. 8468)

Article 46 (pouvoirs de police judiciaire des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - police des chemins de fer)

Ses interventions (p. 8469 et s.)

Après l'article 46

Intervient sur l'adt n° 452 de M. Dino Cinieri (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 8470)

Intervient sur le sous-adt n° 742 de M. Claude Goasguen (coordination) à l'adt n° 452 de M. Dino Cinieri (p. 8470)

Intervient sur le sous-adt n° 740 de la commission (coordination) à l'adt n° 452 de M. Dino Cinieri (p. 8470)

Intervient sur l'adt n° 449 de M. Dino Cinieri (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 8471)

Article 48 (date d'entrée en vigueur des dispositions du I de l'article 17)

Son intervention (p. 8471)

Article 50 (application des dispositions relatives aux pouvoirs du maire à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française)

Son intervention (p. 8472)

Article 51 (application des autres dispositions du projet de loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et-Futuna)

Son intervention (p. 8473)

Seconde délibération

Article 16 adopté en première délibération (secret médical)

Son intervention (p. 8473)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9069)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 9083)

Sa réponse (p. 9094)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9069)

Droit pénal : détention provisoire (p. 9070, 9083, 9095)

Droit pénal : droits de la défense (p. 9096)

Droit pénal : garde à vue (p. 9071)

Droit pénal : plaintes : partie civile (p. 9071)

Droit pénal : procédure inquisitoire (p. 9094)

Droit pénal : procédure pénale : nouvelles technologies (p. 9070)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 9070, 9095)
 Etat : Médiateur de la République (p. 9073, 9095)
 Grandes écoles : Ecole nationale de la magistrature (ENM) : stages (p. 9072)
 Justice : effectifs (p. 9095)
 Justice : aide juridictionnelle (p. 9070)
 Justice : auditions : mineurs (p. 9071)
 Justice : carte judiciaire (p. 9070, 9096)
 Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 9073)
 Justice : expertise (p. 9071)
 Justice : faute : juge unique (p. 9073, 9095)
 Justice : greffiers : recrutement (p. 9071, 9095)
 Justice : juge d'instruction : affectation (p. 9070)
 Justice : juge d'instruction : juge unique (p. 9070, 9083, 9095)
 Justice : magistrats : discipline (p. 9072)
 Justice : magistrats : formation professionnelle (p. 9072, 9096)
 Justice : magistrats : maladies (p. 9073)
 Justice : magistrats : responsabilité (p. 9073, 9095)
 Justice : magistrats : sanctions disciplinaires (p. 9072)
 Justice : parquet : rôle (p. 9071)
 Justice : réforme (p. 9069)
 Justice : réforme : financement (p. 9094)
 Justice : tribunaux de grande instance : visioconférence (p. 9070)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission (intitulé du chapitre complété par : "et au recrutement des magistrats") (p. 9100)
 Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de M. Michel Vaxès (nominations aux emplois de procureurs généraux soumises à un avis préalable du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 9100)
 Intervient sur l'adt n° 44 de M. André Vallini (option du magistrat après dix années de carrière pour les fonctions du siège ou du parquet) (p. 9101)
 Intervient sur l'adt n° 45 de M. André Vallini (rétablissement des listes d'aptitude aux postes de magistrats) (p. 9101)
 Intervient sur l'adt n° 61 de Mme Anne-Marie Comparini (formation des magistrats à l'audition des enfants et au traitement des infractions sexuelles) (p. 9102)
 Intervient sur l'adt n° 2 de la commission (soumission des magistrats à une obligation de formation continue) (p. 9102)
 Intervient sur l'adt n° 3 de la commission (augmentation du nombre maximal de postes d'auditeurs de justice pourvus par recrutement sur titre) (p. 9102)
 Intervient sur l'adt n° 47 de M. André Vallini (stage obligatoire d'un an chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9103)
 Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (stage obligatoire chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9103)
 Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de la commission (contenu de l'avis du jury chargé du classement des auditeurs de justice aptes à l'exercice des fonctions judiciaires) (p. 9104)
 Intervient sur l'adt n° 6 de la commission (versement de la recommandation et des réserves du jury de classement au dossier des magistrats) (p. 9105)

Article 1er (soumission des candidats reçus au concours complémentaire de l'Ecole nationale de la magistrature à une

formation probatoire - suivi d'une formation complémentaire pour tous les candidats déclarés aptes)

Son intervention (p. 9105)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 12 de la commission (augmentation du nombre maximal de recrutements au titre de l'intégration directe dans le corps judiciaire) (p. 9105)

Intervient sur l'adt n° 13 de la commission (augmentation du nombre maximal de recrutements au titre de l'intégration directe dans le corps judiciaire) (p. 9105)

Article 2 (généralisation, sauf dispense exceptionnelle, de la formation probatoire pour les candidats admis à l'intégration directe dans le corps judiciaire)

Son intervention (p. 9105)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (interdiction de choisir un premier poste ayant fait l'objet de réserves de la part du jury de classement des auditeurs de justice) (p. 9106)

Article 3 (suivi, sauf dispense exceptionnelle, d'une formation probatoire avant la nomination des candidats recrutés pour l'exercice temporaire des fonctions de magistrat)

Son intervention (p. 9106)

Article 4 (généralisation de la formation probatoire pour les juges de proximité)

Son intervention (p. 9106)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 64 rectifié de M. Michel Vaxès (plafonnement du montant des sommes recouvrées dans le cadre d'une action récursoire contre un magistrat) (p. 9106)

Intervient sur l'adt n° 69 deuxième rectification du Gouvernement (violation grave et intentionnelle des droits des parties constitutive d'une faute disciplinaire) (p. 9107)

Intervient sur le sous-adt n° 73 rectifié de M. Michel Vaxès (et n'ayant pas fait l'objet de voies de recours) à l'adt n° 69 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9107)

Article 5 (interdiction de l'exercice des fonctions de juge unique)

Son intervention (p. 9108)

Article 6 (possibilité d'assortir une sanction disciplinaire d'un déplacement d'office et interdiction de l'honorariat pour les magistrats mis à la retraite d'office)

Son intervention (p. 9109)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-adt n° 65 rectifié de M. Michel Vaxès (réclamations portant non pas sur le comportement d'un magistrat mais sur un dysfonctionnement du service public de la justice) à l'adt n° 24 rectifié de la commission

Intervient sur l'adt n° 75 du Gouvernement (réforme de l'organisation du parquet général de la Cour de cassation - assouplissement des règles d'accès aux emplois hors hiérarchie à la Cour de cassation au bénéfice des anciens conseillers ou avocats généraux référendaires) (p. 9109 et s.)

Intervient sur l'adt n° 48 de M. André Vallini (code de déontologie de la magistrature établi par décret en Conseil d'Etat sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 9110)

Intervient sur l'adt n° 25 de la commission (élaboration par le Conseil supérieur de la magistrature d'un recueil des obligations déontologiques des magistrats) (p. 9110)

Intervient sur l'adt n° 23 de la commission (passerelle entre la responsabilité civile de l'Etat pour fonctionnement défectueux du

service public de la justice et la responsabilité des magistrats; poursuites disciplinaires) (p. 9110)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de la commission (examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 9111)

Intervient sur le sous-adt n° 74 du Gouvernement (susceptible de constituer une faute disciplinaire) à l'adt n° 24 rectifié de la commission (p. 9111)

Intervient sur le sous-adt n° 66 rectifié de M. Michel Vaxès (et possibilité de saisir le Conseil supérieur de la magistrature) à l'adt n° 24 rectifié de la commission (p. 9111 et s.)

Intervient sur l'adt n° 52 de M. André Vallini (examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur les dysfonctionnements du service public de la justice et possibilité pour celui-ci de saisir le Conseil supérieur de la magistrature) (p. 9112)

Intervient sur l'adt n° 51 de M. André Vallini (rapport annuel sur les différents aspects de l'activité judiciaire) (p. 9113)

Intervient sur l'adt n° 26 de la commission (rapport annuel sur les actions en responsabilité engagées contre l'Etat du fait des dysfonctionnements du service public de la justice) (p. 9113)

Avant l'article 7

Intervient sur l'adt n° 27 de la commission (actualisation d'une référence à l'outre-mer au sein de l'ordonnance du 22 décembre 1958) (p. 9113)

Article 7 (garanties d'affectation applicables aux procureurs généraux de cour d'appel)

Son intervention (p. 9113)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 70 de la commission (durée maximale d'exercice des conseillers et avocats généraux en service extraordinaire à la Cour de cassation portée de cinq à huit ans) (p. 9114)

Article 8 (suspension d'un magistrat en raison de son état de santé)

Son intervention (p. 9114)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 71 de la commission (mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 9114)

Intervient sur l'adt n° 57 de M. André Vallini (mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 9114)

Intervient sur l'adt n° 43 de M. Jacques Alain Bénisti (extension des possibilités de détachement judiciaire) (p. 9114)

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission (exclusion de la mobilité statutaire de la limitation du nombre de magistrats en position de détachement) (p. 9115)

Intervient sur l'adt n° 58 de M. André Vallini (coordination) (p. 9115)

Article 9 (coordination)

Son intervention (p. 9115)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 76 du Gouvernement (coordination avec la création des avocats généraux référendaires) (p. 9115)

Intervient sur le sous-adt n° 72 de M. Philippe Houillon (rédactionnel) à l'adt n° 76 du Gouvernement (p. 9115)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 34 de la commission (abrogation d'une disposition transitoire de l'ordonnance du 22 décembre 1958, liée à la décolonisation) (p. 9115)

Article 11 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 9115)

Titre

Son intervention (p. 9116)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1479)

Son intervention (p. 1480)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 1481)

Droit pénal : détention provisoire (p. 1480)

Etat : Médiateur de la République (p. 1481)

Grandes écoles : Ecole nationale de la magistrature (ENM) : stages (p. 1481)

Justice : moyens (p. 1482)

Justice : juge d'instruction : juge unique (p. 1480)

Justice : magistrats : formation professionnelle (p. 1481)

Justice : magistrats : mobilité (p. 1481)

Justice : magistrats : recrutement (p. 1481)

Justice : magistrats : sanctions disciplinaires (p. 1481)

Justice : réforme (p. 1482)

Projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9116)

Article unique (examen par le Médiateur de la République des réclamations relatives au fonctionnement du service de la justice mettant en cause le comportement d'un magistrat de l'ordre judiciaire)

Son intervention (p. 9117)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Avant le chapitre Ier

Intervient sur les adts n° 77 et 81 de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9173 et s.)

Intervient sur les adts n° 78 deuxième rectification, 79 et 80 troisième rectification de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9173 et s.)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 110 de M. André Vallini (modification de l'intitulé d'un chapitre du code de procédure pénale) (p. 9178)

Article 1er (création de pôles de l'instruction)

Son intervention (p. 9185)

Article 2 (cosaisine des juges d'instruction)

Son intervention (p. 9186)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 140 de M. Michel Vaxès (détachement d'agents et d'officiers de police judiciaire auprès de l'autorité judiciaire) (p. 9186)

Intervient sur l'adt n° 82 de M. Philippe Houillon (rapport du Gouvernement sur la préparation de la mise en œuvre de la collégialité de l'instruction) (p. 9186 et s.)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 141 de M. Michel Vaxès (suppression de la saisine du juge des libertés et de la détention par le parquet pour demander le placement en détention provisoire) (p. 9187)

Intervient sur l'adt n° 161 de M. André Vallini (limitation des cas motivant la détention provisoire) (p. 9187)

Article 3 (conditions dans lesquelles la détention provisoire peut être ordonnée)

Son intervention (p. 9187 et s.)

Article 4 (débat public et contradictoire sur le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 9191 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (correction de références) (p. 9192)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. André Vallini (instauration de délais maximum de détention provisoire avant l'audience de jugement) (p. 9193)

Intervient sur les adts n°s 146, 147, 149 et 148 de M. Michel Vaxès (limitation de la détention provisoire) (p. 9194)

Article 5 (contrôle de la détention provisoire par la chambre de l'instruction)

Son intervention (p. 9194 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 119 de M. André Vallini (rapport annuel sur les gardes à vue) (p. 9196)

Intervient sur l'adt n° 112 de M. André Vallini (motivation en fait inscrite au procès-verbal des décisions de placement en garde à vue) (p. 9196)

Intervient sur l'adt n° 113 de M. André Vallini (information de la personne placée en garde à vue sur les faits qui lui sont reprochés) (p. 9196 et s.)

Intervient sur l'adt n° 114 de M. André Vallini (personne placée en garde à vue informée sur son droit à garder le silence) (p. 9197)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. André Vallini (information de la personne placée en garde à vue sur son droit à connaître six mois après celle-ci les suites donnée à la procédure la concernant) (p. 9197)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. André Vallini (présence de l'avocat à tous les interrogatoires effectués pendant la garde à vue) (p. 9198)

Intervient sur l'adt n° 117 de M. André Vallini (accès au dossier pour l'avocat de la personne gardée à vue au-delà de 24 heures) (p. 9198 et s.)

Intervient sur l'adt n° 118 de M. André Vallini (accès limité au dossier en cas de criminalité organisée) (p. 9199)

Intervient sur l'adt n° 120 rectifié de M. André Vallini (possibilité d'observations et de demandes d'investigations complémentaires de l'avocat dans les enquêtes menées par le procureur) (p. 9200)

Intervient sur l'adt n° 111 rectifié de M. André Vallini (amélioration du droit des personnes placées en garde à vue) (p. 9200)

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Michel Vaxès (suppression de la détention provisoire en matière délictuelle pour les mineurs de treize à seize ans en cas de non-respect d'un placement en centre éducatif) (p. 9200)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 152 de M. Michel Vaxès (rapport sur la création d'un internat du barreau pour l'aide juridictionnelle) (p. 9201)

Article 6 (enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes majeures gardées à vue et des interrogatoires réalisés dans le cabinet du juge d'instruction des personnes mises en examen)

Son intervention (p. 9201 et s.)

Article 7 (enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes majeures gardées à vue et des interrogatoires réalisés dans le cabinet du juge d'instruction des personnes mises en examen)

Son intervention (p. 9203)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 130 de M. André Vallini (institution d'une procédure marquant la fin de l'enquête préalable à la demande de personnes mises en cause) (p. 9203)

Article 8 (droits de la personne mise en examen et du témoin assisté)

Son intervention (p. 9203)

Article 9 (dispositions visant à renforcer le caractère contradictoire des expertises - transmission des documents aux avocats des parties par voie électronique)

Son intervention (p. 9204 et s.)

Avant l'article 11

Intervient sur l'adt n° 137 de M. André Vallini (durée raisonnable et horaire non tardif des audiences) (p. 9205)

Article 11 (restrictions apportées à la suspension du jugement civil en raison du déclenchement d'une action publique et à la révision du jugement civil)

Son intervention (p. 9205 et s.)

Article 12 (recevabilité en matière délictuelle de la plainte avec constitution de partie civile - pouvoirs du procureur de la République avant l'ouverture de l'information judiciaire - complément de consignation aux fins de réalisation d'une expertise - mise à la charge de la partie civile des frais d'expertise)

Son intervention (p. 9208)

Article 13 (audiencement des affaires criminelles)

Son intervention (p. 9208)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission (désistement du ministère public de son appel à titre principal d'une décision de cour d'assises) (p. 9208)

Intervient sur l'adt n° 44 rectifié de la commission (tribunal correctionnel composé d'un président et de deux citoyens) (p. 9209)

Intervient sur l'ad n° 45 rectifié de la commission (institution d'un délai pour le dépôt du mémoire du ministère public ayant formé un pourvoi en cassation) (p. 9209)

Article 14 (obligation d'assistance par un avocat pour les mineurs victimes d'infractions sexuelles)

Son intervention (p. 9209)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 47 de la commission (harmonisation des dispositions applicables pour l'enregistrement des gardes à vue des mineurs délinquants avec les mesures prévues pour celui des gardes à vue en matière criminelle) (p. 9210)

Avant l'article 16

Intervient sur l'ad n° 58 de M. Léonce Deprez (atteinte à la présomption d'innocence punie d'une amende civile de 15 000 euros) (p. 9210)

Article 16 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 9210)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 55 de la commission (rapport dressant le bilan de l'obligation d'enregistrement des gardes à vue et des interrogatoires des personnes mises en examen dans le cabinet du juge d'instruction) (p. 9211)

Son intervention à l'issue du vote (p. 9213)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 305)

Sa réponse (p. 324)

Thèmes :

Constitution : article 68 (p. 306)

Constitution : révision (p. 307, 325)

Justice : Cour de cassation : jurisprudence (p. 305, 324)

Justice : Haute cour de justice (p. 306, 324)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 306, 324)

Président de la République : responsabilité (p. 305, 324)

Président de la République : statut pénal (p. 305, 324)

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)

Avant l'article unique

Intervient sur l'ad n° 8 de M. René Dosière (organisation et fonctionnement de la Présidence de la République déterminés par une loi organique) (p. 327)

Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)

Son intervention (p. 330 et s.)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 337)

Sa réponse (p. 358)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : personnes défavorisées (p. 337, 358)

Déchéances et incapacités : subsidiarité (p. 338, 358)

Déchéances et incapacités : curatelle (p. 338)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs (p. 337, 358)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : maladie d'Alzheimer (p. 359)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 340, 358)

Déchéances et incapacités : mandat de protection future (p. 338, 358)

Déchéances et incapacités : tutelle : contrôle (p. 339, 358)

Déchéances et incapacités : tutelle : financement public (p. 340, 359)

Déchéances et incapacités : tutelle : prestations sociales (p. 338)

Départements : action sociale : personnes défavorisées (p. 338, 359)

Droit civil : représentation (p. 339)

Droit civil : code civil : modernisation (p. 337)

Handicapés : mandat de protection future (p. 339, 358)

Lois : application : outre-mer (p. 359)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 1er (modifications de nomenclature)

Son intervention (p. 394)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 3 de la commission (fin de la tutelle du mineur) (p. 394)

Article 4 (simplification des dispositions relatives à la tutelle des mineurs)

Son intervention (p. 394 et s.)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 397 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 422 de M. Alain Vidalies (formation et soutien des mandataires bénévoles) (p. 445)

Intervient sur l'ad n° 410 de M. Alain Vidalies (coordination) (p. 445)

Intervient sur l'ad n° 411 de M. Alain Vidalies (divorce d'un époux sous mandat de protection) (p. 445)

Intervient sur l'ad n° 412 de M. Alain Vidalies (fourniture gratuite obligatoire par les banques de prestations informatiques facilitant la gestion des comptes des personnes protégées) (p. 445)

Article 6 (gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle)

Son intervention (p. 445 et s.)

Article 7 (présomption de suggestion et de captation par les professionnels de santé et les mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 447)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 135 de la commission (coordinations au sein du code civil) (p. 447)

Intervient sur l'ad t n° 134 de la commission (modification du régime matrimonial d'une personne protégée) (p. 447)

Avant l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 276 de M. Émile Blessig (intitulé du titre II complété par "et le code de la santé publique") (p. 447)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[22 février 2007] (p. 1487)**

Son intervention (p. 1489)

Thèmes :

Bioéthique : lois (p. 1489)

Déchéances et incapacités : mandat de protection future (p. 1489)

Déchéances et incapacités : tutelle : financement (p. 1489)

Professions judiciaires et juridiques : notaires : mandat de protection future (p. 1489)

**Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la
peine de mort**

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 752)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 753)

Constitution : révision (p. 753)

Droit pénal : peine de mort (p. 752)

Droit pénal : réclusion criminelle : perpétuité (p. 752)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 753)

Justice : erreurs judiciaires (p. 752)

Justice : victimes (p. 752)

Président de la République : peine de mort (p. 753)

Relations internationales : peine de mort (p. 753)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 773 et s.)

Marie-Françoise CLERGEAU

Loire-Atlantique (2^{ème} circonscription)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

**Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour
2007**

Rapporteuse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

**Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ;
[25 octobre 2006] (p. 6555)**

Son intervention en qualité de rapporteure de la commission des affaires culturelles (p. 6505)

Thèmes :

Enfants : assistants maternels (p. 6506)

Enfants : crèches et garderies (p. 6506)

Enfants : garde alternée (p. 6506)

Enfants : politique de l'enfance (p. 6506)

Famille : politique familiale (p. 6505 et s.)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 6505, 6506)

Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 6505, 6506)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 6507)

Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 6507)

Sécurité sociale : déficit (p. 6505)

Travail : congé de paternité (p. 6506)

**Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ;
[26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)**

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son intervention (p. 6658 et s.)

Section 4 : Dispositions relatives aux dépenses de la branche famille

Son intervention (p. 6704)

Article 64 (report de la date de versement de l'allocation de base de la PAJE)

Son intervention (p. 6706 et s.)

Son amendement n° 267 (de suppression) (p. 6706)

Article 65 (possibilité de partage des allocations familiales entre les parents séparés en cas de garde alternée des enfants)

Son intervention (p. 6708)

Son amendement n° 418 : adopté (p. 6708)

Article 66 (création du congé de soutien familial)

Ses amendements n°s 419, 420 et 421 : adoptés (p. 6709)

Article 67 (création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active)

Son intervention (p. 6710)

Philippe COCHET

*Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation des accords sous forme d'échange de lettres relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Gouvernement de la République française et les territoires dépendants et associés du Royaume-Uni et des Pays-Bas (n° 3352) [17 janvier 2007]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation des accords sous forme d'échange de lettres relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne entre le Gouvernement de la République française et les territoires dépendants et associés du Royaume-Uni et des Pays-Bas (n° 3352) [24 janvier 2007] (n° 3616)

Yves COCHET

*Paris (11^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**DEBATS****Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6242)

Thèmes :

- Energie et carburants : biocarburants (p. 6243)
- Energie et carburants : économies d'énergie (p. 6243)
- Energie et carburants : pétrole (p. 6242 et s.)
- Politique économique : croissance : prévisions (p. 6243)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7268)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7269)

Environnement : biodiversité (p. 7269)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7269)

Environnement : Natura 2000 (p. 7269)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'écologie et du développement durable : effectifs (p. 7269)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7269)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques**DEUXIEME LECTURE**

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Son intervention (p. 8831)

Thèmes :

- Agriculture : agriculture biologique (p. 8832)
- Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 8832)
- Eau : fiscalité écologique (p. 8832)
- Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 8831)
- Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 8832)
- Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 8831)
- Environnement : charte de l'environnement (p. 8832)
- Politiques communautaires : directives : eau (p. 8831)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8832)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives aux ouvrages)

- Son amendement n° 272 (p. 8884)
- Son amendement n° 279 (p. 8884)
- Son amendement n° 273 (p. 8885)
- Son amendement n° 49 (p. 8885)
- Son amendement n° 55 (p. 8886)
- Ses amendements n°s 275 et 274 (p. 8886)
- Son amendement n° 274 (p. 8886)
- Son amendement n° 50 (p. 8887)
- Son amendement n° 318 (p. 8887)

Article 4 bis A (sanctions applicables aux entreprises hydrauliques exploitées sans titre et suppression du droit de préférence)

- Son amendement n° 51 (p. 8887) : adopté (p. 8888)
- Son amendement n° 151 : adopté (p. 8888)
- Son amendement n° 276 (p. 8888)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

- Son amendement n° 277 (p. 8889)
- Son intervention (p. 8892)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

- Son amendement n° 56 (p. 8895)
- Son amendement n° 278 (p. 8896)
- Son amendement n° 280 : adopté après modification (p. 8896)
- Son amendement n° 281 (p. 8896)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son amendement n° 284 (p. 8897)

Son amendement n° 52 : adopté (p. 8897)

Article 7 bis (ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets)

Son amendement n° 53 (p. 8897)

Son amendement n° 54 rectifié (p. 8898)

Ses amendements n°s 48 rectifié et 43 (p. 8898)

Son amendement n° 57 (p. 8899)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 8900)

Son amendement n° 45 (p. 8901)

Son amendement n° 46 (p. 8902)

Son amendement n° 47 (p. 8902)

Article 14 A (modification des dispositions relatives aux objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Ses amendements n°s 58, 59, 60 et 61 (p. 8912)

Article 18 bis (publicité portant sur les pesticides)

Son intervention (p. 8918 et s.)

Son amendement n° 64 (p. 8919)

Son amendement n° 63 : adopté (p. 8920)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8922)

Article 20 quater (eaux noires)

Son amendement n° 65 (p. 8925)

Reprend l'adt n° 382 de M. Antoine Herth (coordination avec la création des avocats généraux référendaires) (p. 8926)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son amendement n° 67 (p. 8932)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8959)

Son amendement n° 26 (p. 8959)

Son amendement n° 27 (p. 8959)

Son amendement n° 28 (p. 8960)

Son amendement n° 29 (p. 8960)

Son amendement n° 30 (p. 8960)

Article 27 bis AA (modification des seuils de création des commissions consultatives des services publics locaux)

Son amendement n° 31 (p. 8961)

Article 30 (définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE))

Son amendement n° 32 (p. 8967)

Article 34 (modification, révision et mise en conformité du SAGE)

Ses amendements n°s 35, 33 et 36 (p. 8969)

Article 34 bis (dispositions particulières au SDAGE et au SAGE de Corse)

Son amendement n° 34 (p. 8970)

Gilles COCQUEMPOT

*Pas-de-Calais (7^{me} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1872, posée le 13 février 2007. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie (J.O. Questions p. 1431). Appelée le 13 février 2007. Personnel, droit du travail, respect (p. 1103)

DEBATS

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Article 11 (restrictions apportées à la suspension du jugement civil en raison du déclenchement d'une action publique et à la révision du jugement civil)

Son intervention (p. 9207 et s.)

Pierre COHEN

*Haute-Garonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [4 octobre 2006] (p. 5769)

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS
[31 octobre 2006] (p. 6781)

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS
[20 février 2007] (p. 1320)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7727) :

- Réunion de la commission des finances du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7730)

Thèmes :

Entreprises : EADS (p. 7730)

Etat : participations financières de l'Etat : gouvernance (p. 7730)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Son intervention (p. 6886)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : création d'emplois (p. 6686)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 6687)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6687)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 6886)

Recherche : chercheurs (p. 6686, 6687)

Recherche : crédits (p. 6886 et s.)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 6687, 6688)

Recherche : recherche médicale (p. 6688)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6904, 6907)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7904)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7906)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7905)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7905)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 7905)

Jeunes : discrimination (p. 7905)

Police : police de proximité (p. 7906)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006]

(p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son intervention (p. 8210)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 8215 et s.)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8224)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1241)

Thèmes :

Communes : logement social (p. 1241)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1241, 1242)

Logement : logement social (p. 1241)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1241)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 1241)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1241)

Georges COLOMBIER

Isère (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la prise en charge des urgences médicales [7 février 2007] (n° 3672)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Urgences médicales [7 février 2007] (p. 1012)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1780, posée le 19 décembre 2006. Enseignement technique et professionnel. IUT (J.O. Questions p. 13071). Appelée le 19 décembre 2006. Département génie électrique et informatique industrielle, maintien, L'Isle-d'Abeau (p. 9138)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION**

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7445)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7447)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7445)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7445)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7446)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7446)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7445, 7446)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7446)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7447)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7491 et s.)

Son amendement n° 260 (p. 7495)

Son amendement n° 259 (p. 7498)

Après l'article 43

Son amendement n° 242 (rapport au Parlement sur le fonctionnement de l'ONAC et les moyens lui étant alloués) (p. 7501) : retiré (p. 7502)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 7406)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Procédure des questions :

Elevage : contrôle sanitaire (p. 6957)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son intervention (p. 8213)

Article 8 bis précédemment réservé (contribution de l'Education nationale à la lutte contre les violences)

Son intervention (p. 8223)

Catherine COLONNA

Ministre déléguée aux affaires européennes

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Olivier Jardé. Politique extérieure. Canada. Ressortissante française détenue, affaire Nathalie Gettlife [3 octobre 2006] (p. 5722)

M. André Chassaigne. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, transposition [4 octobre 2006] (p. 5770)

M. Germinal Peiro. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides, répartition [25 octobre 2006] (p. 6548)

M. Alain Moyné-Bressand. Politique extérieure. Hongrie. Commémoration de l'insurrection hongroise de 1956 [25 octobre 2006] (p. 6550)

M. Pierre Lequiller. Union européenne. Traité de Rome. Commémoration [10 janvier 2007] (p. 107)

M. Manuel Aeschlimann. Politique extérieure. Allemagne. Relations bilatérales [24 janvier 2007] (p. 624)

M. Bruno Bourg-Broc. Union européenne. Traité de Rome. 50ème anniversaire, déclaration politique, contenu [21 février 2007] (p. 1419)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. René Rouquet. Parlement. Sénat. Ordre du jour, inscription, proposition de loi visant à réprimer la négation du génocide arménien [20 février 2007] (p. 1303)

M. Gérard Cherpion. Justice. Tribunaux. Regroupement, Saint-Dièdes-Vosges [20 février 2007] (p. 1304)

Mme Marie-Anne Montchamp. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Dépollution, site de l'ancienne école Marie-Curie, Nogent-sur-Marne [20 février 2007] (p. 1303)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Sa réponse (p. 6106)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6106)

Droit pénal : génocide : Turquie (p. 6106)

Parlement : rôle : histoire (p. 6106)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6449 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

[12 décembre 2006] (p. 8869)

Sa réponse (p. 8876)

Thèmes :

Energie et carburants (p. 8878)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 8878)

Environnement : changements climatiques (p. 8878)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 8878)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 8879)

Pays étrangers : Finlande (p. 8879)

Pays étrangers : Roumanie (p. 8878)

Pays étrangers : Turquie (p. 8878)

Politiques communautaires : immigration (p. 8876, 8877)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 8877, 8878)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 8878)

Recherche : innovation (p. 8877, 8878)

Union européenne (p. 8877)

Union européenne : Commission (p. 8877)

Union européenne : Conseil européen (p. 8876, 8877, 8878, 8879)

Union européenne : élargissement (p. 8877, 8878)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 8879)

Geneviève COLOT

*Essonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale ; logement. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005, application [14 novembre 2006] (p. 7359)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1781, posée le 19 décembre 2006. Défense. Etablissements de l'Etat (J.O. Questions p. 13071). Appelée le 19 décembre 2006. Centre de consultations médicales de l'ex-centre d'essais en vol, maintien, Brétigny-sur-Orge (p. 9139)

n° 1853, posée le 30 janvier 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 922). Appelée le 30 janvier 2007. Bruits, lutte et prévention, Orly (p. 735)

Anne-Marie COMPARINI

*Rhône (1^{re} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les médicaments de thérapie innovante, (COM [2005] 567 final/n° E 3011) [23 janvier 2007] (n° 3602)

Proposition de loi n° 3720 sur la régionalisation de la responsabilité de l'intermodalité et des fonctions liées à la tarification, l'information et la gestion des pôles d'échange [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Politique énergétique. Politiques communautaires [7 février 2007] (p. 1005)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1850, posée le 30 janvier 2007. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions (J.O. Questions p. 922). Appelée le 30 janvier 2007. Subventions, Rhône-Alpes (p. 730)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

See explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5755)

Son intervention (p. 5778)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5817)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 5779)
 Entreprises : actionariat salarié (p. 5778 et s.)
 Entreprises : épargne salariale (p. 5778)
 Entreprises : expression des salariés (p. 5779)
 Entreprises : participation (p. 5778, 5817)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5778 et s.)
 Sports : associations et clubs : actions (p. 5779)
 Travail : chèque-transport (p. 5779, 5780)
 Travail : droit du travail (p. 5755)
 Travail : négociations (p. 5779)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour toutes les entreprises, y compris les très petites, de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5853)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 5962)

Explications de vote et vote [11 octobre 2006] (p. 6033)

Ses explications de vote (p. 6033)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6034)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 décembre 2006] (p. 8523)

Son intervention (p. 8530)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 8530, 8531)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8530)
 Politique sociale : dialogue social (p. 8531)
 Travail : droit du travail (p. 8531)
 Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8531)

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6047)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : modernisation (p. 6047)
 Fonction publique territoriale : recrutement (p. 6048)
 Fonction publique territoriale : Centre national de la fonction publique territoriale : compétences (p. 6048)
 Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 6048)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 39 (inéligibilité des agents des EPCI aux élections municipales dans les communes membres de l'EPCI)

Son amendement n° 240 (de suppression) (p. 6155) : adopté (p. 6157)

Ses explications de vote (p. 6160 et s.)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6161)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1045)

Son intervention (p. 1052)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : carrière (p. 1053)
 Fonction publique territoriale : centres de gestion (p. 1052)
 Fonctionnaires et agents publics : catégorie A : retraites (p. 1052)
 Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 1052)

Discussion des articles [7 février 2007] (p. 1056)

Article 15 quater (compétences facultatives des centres de gestion en matière de comptes épargne-temps des personnels et de contrôle des règles de sécurité)

Son amendement n° 1 (p. 1056)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1053)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6460)

Article 33 et état A annexé (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Son intervention (p. 6466)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Son intervention (p. 6920)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 6920)

Commerce extérieur : déficit (p. 6920)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6920)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6920)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6920)

Postes : service universel (p. 6920)

Procédure des questions :

Politique économique : pôles de compétitivité : petites et moyennes entreprises (p. 6933)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale : petites et moyennes entreprises (p. 6933)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Son intervention (p. 6882)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 6882)

Enseignement supérieur : universités : dirigeants (p. 6882)

Recherche : création d'emplois (p. 6882)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6883)

Recherche : chercheurs (p. 6882)

Recherche : crédits (p. 6882)

Recherche : recherche industrielle (p. 6883)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son amendement n° 80 (redéploiement de crédits des lignes "recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires" et "recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources" vers le programme "formations supérieures et recherche universitaire" au bénéfice des IUT) (p. 6902)

Son intervention (p. 6906)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Procédure des questions :

Emploi : seniors (p. 7169)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9083)

Son intervention (p. 9085)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9083, 9085)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 9086)

Etat : Médiateur de la République (p. 9085)

Justice : moyens (p. 9086)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 9086)

Justice : délais (p. 9086)

Justice : magistrats : sanctions disciplinaires (p. 9085)

Justice : réforme (p. 9083, 9085)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 3 de la commission (augmentation du nombre maximal de postes d'auditeurs de justice pourvus par recrutement sur titre) (p. 9102)

Son amendement n° 61 (formation des magistrats à l'audition des enfants et au traitement des infractions sexuelles) (p. 9101) : rejeté (p. 9102)

Intervient sur l'ad n° 47 de M. André Vallini (stage obligatoire d'un an chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9104)

Intervient sur l'ad n° 4 de la commission (stage obligatoire chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9104)

Article 5 (interdiction de l'exercice des fonctions de juge unique)

Son intervention (p. 9109)

Ses explications de vote (p. 9116)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9116)

Jean-François COPÉ

Ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPNSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Camille de Rocca Serra. Finances publiques. Lois de finances. 2007 [4 octobre 2006] (p. 5775)

M. Jean-Claude Sandrier. Finances publiques. Politique budgétaire. [10 octobre 2006] (p. 5938)

M. Didier Migaud. Finances publiques. Dette publique. [10 octobre 2006] (p. 5942)

M. Éric Besson. Finances publiques. Budget de l'Etat. Contrôle [10 octobre 2006] (p. 5944)

M. Lionel Luca. Commerce et artisanat. Débits de tabac. Gérants, contrats d'avenir [10 octobre 2006] (p. 5945)

M. Jacques Myard. Jeux et paris. Pari mutuel urbain (PMU). Politiques communautaires [11 octobre 2006] (p. 6032)

M. Hervé Mariton. Finances publiques. Déficit publics. [17 octobre 2006] (p. 6188)

M. Jean-François Mancel. Finances publiques. Lois de finances. 2007 [24 octobre 2006] (p. 6482)

M. Céleste Lett. Commerce et artisanat. Débits de tabac. Gérants frontaliers, revendications [7 novembre 2006] (p. 6993)

M. Nicolas Perruchot. Impôt sur les sociétés. Imposition forfaitaire annuelle. Réforme conséquences [15 novembre 2006] (p. 7468)

M. Augustin Bonrepaux. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme [15 novembre 2006] (p. 7472)

M. André Chassaingne. Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [21 novembre 2006] (p. 7800)

M. Jean-Pierre Soisson. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Hausse, conséquences [21 novembre 2006] (p. 7803)

M. Jean-Pierre Balligand. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, réforme [6 décembre 2006] (p. 8606)

M. Ghislain Bray. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat, formulaires déclaratifs, lisibilité [6 décembre 2006] (p. 8610)

M. Jean-Claude Sandrier. Impôt sur le revenu. Paiement. Prélèvement à la source [20 décembre 2006] (p. 9217)

M. Richard Mallié. Commerce et artisanat. Débits de tabac. Gérants, contrats d'avenir [10 janvier 2007] (p. 113)

M. Jean-Claude Sandrier. Impôts et taxes. Politique fiscale. [17 janvier 2007] (p. 385)

M. Charles de Courson. Sécurité sociale. Equilibre financier. Dette de l'Etat [30 janvier 2007] (p. 743)

M. Alain Joyandet. Finances publiques. Déficit budgétaire. [30 janvier 2007] (p. 748)

M. Étienne Blanc. Administration. Rapports avec les administrés. Internet [31 janvier 2007] (p. 856)

M. Gaëtan Gorce. Politique économique. Croissance. [14 février 2007] (p. 1173)

M. Augustin Bonrepaux. Finances publiques. Déficits publics. [14 février 2007] (p. 1175)

M. François Brottes. Energie et carburants. TOTAL. Profits, taxe [14 février 2007] (p. 1177)

M. Thierry Mariani. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [20 février 2007] (p. 1321)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Jean-Pierre Balligand. Impôts locaux. Taxe professionnelle unique. EPCI, réglementation [5 décembre 2006] (p. 8483)

M. Jacques Brunhes. Postes. Courrier. Acheminement et distribution, dysfonctionnements [5 décembre 2006] (p. 8484)

M. Jean-Claude Sandrier. Transports. Politique des transports. Infrastructures, Cher [5 décembre 2006] (p. 8481)

M. Hugues Martin. Santé. Tabagisme. Interdiction de fumer, lieux publics, conséquences, buralistes [5 décembre 2006] (p. 8485)

M. André Chassaigne. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget et réforme de l'Etat: services du Trésor. Restructuration [16 janvier 2007] (p. 268)

Mme Claude Darcioux. Industrie. Emploi et activité. Bassins d'emploi, aides de l'Etat [16 janvier 2007] (p. 270)

M. Jean-Pierre Nicolas. Industrie. Emploi et activité. Georgia Pacific, Brionne [16 janvier 2007] (p. 267)

Mme Huguette Bello. Télécommunications. Téléphone. Numéros surtaxés, tarification, réforme [20 février 2007] (p. 1289)

M. Stéphane Demilly. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, attitude des opérateurs [20 février 2007] (p. 1289)

M. Yannick Favennec. Donations et successions. Droits de succession. Fratries, réglementation [20 février 2007] (p. 1288)

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Didier Migaud: annonce que la proposition de M. Jacques Péliissard concernant le recyclage des textiles sera prochainement soumise au Parlement [19 octobre 2006] (p. 6385)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Sa réponse (p. 8358)

Thèmes :

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8358 et s.)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8360)

Logement (p. 8358)

Pays étrangers : Allemagne (p. 8359)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8359)

TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8359)

Union européenne : Commission : Conseil (p. 8358)

Union européenne : Cour de justice : sanctions (p. 8359)

Discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8360)

Son intervention (p. 8360)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6193 et s.)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6213)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6221)

Sa réponse (p. 6284)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6299)

Thèmes :

Bourses d'études (p. 6292)

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6197, 6290, 6300 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6194, 6285 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6287, 6291, 6300)

Commerce et artisanat : buralistes (p. 6291)

Conseil constitutionnel (p. 6195, 6288)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 6287)

Défense : opérations extérieures (p. 6284)

Donations et successions : exonérations : résidence principale (p. 6291)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6197, 6290 et s.)

Energie et carburants : pétrole (p. 6290)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 6285)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6287)

Etat : Monnaies et médailles (p. 6286)

Etat : patrimoine : gestion (p. 6195, 6288)

Etat : réforme (p. 6195 et s., 6284 et s., 6289 et s.)

Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 6289)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6196 et s., 6288)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6194 et s., 6284 et s., 6289)

Finances publiques : dette publique (p. 6196 et s., 6290)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 6285 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6198)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 6287)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6196 et s., 6222, 6289)

Impôt sur les sociétés : imposition forfaitaire annuelle (p. 6285)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6196, 6288, 6290)

Impôts locaux : dégrèvement : exonérations (p. 6285, 6300)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6301)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 6300)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6194 et s., 6284 et s., 6291)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances locales (p. 6300)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6197 et s.)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 6289)

Partis et mouvements politiques : UDF (p. 6286, 6289)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 6195, 6288)

Politique générale : populisme : extrême droite (p. 6222)

Recherche (p. 6196, 6290)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 6288, 6301)

Régions : dépenses (p. 6287)

Régions : fiscalité : gauche (p. 6197)

Sécurité sociale : financement : Etat (p. 6194)

Sécurité sociale : régimes complémentaires : fiscalité (p. 6288)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 6287 et s.)

Travail (p. 6197)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6197)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 6291)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Didier Migaud ("bouclier fiscal" : suppression) (p. 6306 et s.)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Didier Migaud ("bouclier fiscal" : maintien d'une contribution à l'ISF) (p. 6309)

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : prise en charge intégrale par l'Etat de l'incidence sur les finances locales) (p. 6310)

Intervient sur l'adt n° 114 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : suppression de la participation des collectivités territoriales) (p. 6310)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : suppression de la participation des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 6311)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son intervention (p. 6313 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6323 et s.)

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (concubins – pensions alimentaires pour enfants mineurs : plafonnement de la déduction) (p. 6328)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Hervé Mariton (impôt sur le revenu - familiarisation" de la décote) (p. 6329)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 6331 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 131 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : montant minimal de 30 €) (p. 6335 et s.)

Intervient sur l'adt n° 130 de M. Augustin Bonrepaux (prime pour l'emploi : versement lorsque son montant est inférieur à 30 €) (p. 6336)

Intervient sur l'adt n° 138 de M. Patrick Bloche (PACS – droits de mutation à titre gratuit : alignement sur les taux applicables aux couples mariés) (p. 6336)

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Patrick Bloche (PACS – droits de mutation à titre gratuit : bénéfice de l'abattement accordé au conjoint survivant) (p. 6336 et s.)

Intervient sur l'adt n° 277 rectifié de M. Charles de Courson (parts de sociétés – donation avec pacte de conservation : abattement porté de 50 % à 75 %) (p. 6337)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Didier Migaud (assurance-vie : somme exonérée de droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) (p. 6337)

Intervient sur l'adt n° 312 de M. Michel Bouvard (exercice du droit de reprise – impôts directs d'Etat : délai unique de trois ans) (p. 6338)

Article 4 (aménagement du régime de l'hypothèque rechargeable)

Son intervention (p. 6338 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - biens professionnels : intégration dans l'assiette pour 50 % de leur valeur avant correction en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés où ils sont situés) (p. 6339)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Claude Goasguen (ISF – résidence principale : exonération) (p. 6342 et s.)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – résidence principale : abattement plafonné à 100 fois le montant mensuel du RMI) (p. 6342)

Intervient sur le sous-adt n° 331 de M. Marc Le Fur (valeur vénale prise en compte à partir de 1 000 000 €) à l'adt n° 60 de M. Claude Goasguen (p. 6344)

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égal à 3 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure) (p. 6351)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – titres de sociétés – abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 6353 et s.)

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Didier Migaud (ISF – souscription au capital de PME – exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts : suppression) (p. 6355)

Intervient sur l'adt n° 125 de M. Didier Migaud (ISF – titres de sociétés - abattement de 75 % prévu par l'article 885 I quater du code général des impôts au bénéfice des salariés ou mandataires sociaux des sociétés concernées : suppression) (p. 6356)

Intervient sur l'adt n° 126 de M. Didier Migaud (ISF – barème – indexation automatique : suppression) (p. 6357)

Article 5 (amélioration de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance)

Son intervention (p. 6358)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Marc Le Fur (exploitants agricoles - droits à paiement unique : possibilité de prise en compte à la date d'encaissement) (p. 6359)

Intervient sur l'adt n° 37 de la commission ("Loi Malraux" : extension aux locaux autres que d'habitation) (p. 6360)

Intervient sur l'adt n° 317 de M. Michel Bouvard ("Loi Malraux" : extension aux locaux autres que d'habitation) (p. 6360)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Jean-Pierre Decool (régimes de prévoyance complémentaire - cotisations : déduction du revenu) (p. 6363)

Intervient sur l'ad t n° 314 de M. Michel Bouvard (non salariés n'adhérant pas à un centre de gestion agréée - majoration de 25 % des revenus : exclusion des médecins à honoraires conventionnés) (p. 6363)

Intervient sur l'ad t n° 23 de M. Michel Hunault (primes d'assurance-dépendance : déduction du revenu) (p. 6364)

Intervient sur l'ad t n° 120 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt - plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 €) (p. 6364)

Intervient sur l'ad t n° 121 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile : réduction des plafonds des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt) (p. 6365)

Intervient sur l'ad t n° 127 de M. Didier Migaud (déclaration de revenus - internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 6366)

Intervient sur l'ad t n° 14 de la commission (déclaration de revenus - internet : réduction d'impôt de 20 € pour les seuls primodéclarants par voie électronique) (p. 6366)

Intervient sur l'ad t n° 122 de M. Didier Migaud (bénévoles auprès d'associations : crédit d'impôt) (p. 6367)

Intervient sur l'ad t n° 105 de M. Jean-Pierre Brard (presse bénéficiant des aides de l'Etat - dons aux associations de soutien : réduction d'impôt) (p. 6368)

Intervient sur l'ad t n° 135 de Mme Martine Lignières-Cassou (travaux pour économies d'énergie réalisés dans les logements - dépenses prises en compte pour le crédit d'impôt : alignement du plafond applicable aux personnes vivant seules sur celui bénéficiant aux couples) (p. 6369)

Intervient sur l'ad t n° 136 de M. Didier Migaud (travaux pour économies d'énergie réalisés dans les logements : majoration de 10 points des taux des crédits d'impôt) (p. 6369)

Intervient sur l'ad t n° 137 de M. Didier Migaud (achat de "véhicules propres" : doublement des crédits d'impôt) (p. 6370)

Intervient sur les adts n° 71 à 79 de M. Thierry Mariani (débroussaillage : réduction d'impôt) (p. 6371)

Intervient sur l'ad t n° 15 de la commission (Jeux Olympiques et Paralympiques de Turin - exonération des primes versées par l'Etat aux médaillés) (p. 6371 et s.)

Article 7 (aménagement de la provision pour entreprises de presse)

Intervient sur les adts n° 108, 109 et 110 deuxième rectification du Gouvernement (p. 6372)

Son intervention (p. 6372)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 27 de M. Patrice Martin-Lalande (entreprises de distribution de programmes audiovisuels : constitution de provisions déductibles) (p. 6373)

Intervient sur l'ad t n° 170 de M. Jean-Pierre Balligand (report en avant des déficits : limitation à trois ans) (p. 6373)

Intervient sur l'ad t n° 16 de la commission (dépenses de défense de brevets imputables sur le crédit d'impôt recherche : suppression du plafond) (p. 6374)

Intervient sur l'ad t n° 28 de M. Patrice Martin-Lalande (création de jeux vidéo présentant un caractère culturel : institution d'un crédit d'impôt) (p. 6374 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 231 de M. Hervé Mariton (impôt sur les sociétés - seuil de l'imposition forfaitaire annuelle porté de 300 000 € à 400 000 € de chiffre d'affaires) (p. 6376)

Intervient sur l'ad t n° 302 de M. Jean-Pierre Brard (rétablissement de la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés) (p. 6376)

Article 9 (étalement de la déduction des frais d'acquisition des titres de participation)

Son intervention (p. 6377)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 173 de M. Patrick Bloche (sociétés d'investissements immobiliers cotées - taux d'imposition des plus-values de cession porté de 16,5 % à 26,5 %) (p. 6378)

Intervient sur l'ad t n° 169 de M. Didier Migaud (mise en œuvre de la « taxe Tobin » sur les transactions sur devises au taux de 0,05 %) (p. 6379 et s.)

Intervient sur les adts n° 171 et 172 rectifiés de M. Patrick Bloche (personnes non résidentes - plus-values immobilières : imposition à défaut de convention prévoyant la taxation dans l'un des Etats) (p. 6382)

Article 10 (aménagement du régime des plus ou moins-values à long terme pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 6383)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 19 de la commission (équipements de tourisme social et associatif propriété des collectivités territoriales - récupération de la TVA sur les travaux : suppression de la condition de bail commercial) (p. 6385)

Intervient sur l'ad t n° 24 rectifié de M. Thierry Mariani (restauration - application du taux réduit de TVA) (p. 6386)

Intervient sur l'ad t n° 100 de M. Jean-Pierre Brard (dépenses funéraires - application du taux réduit de TVA) (p. 6388)

Intervient sur l'ad t n° 20 de la commission (presse sur support électronique - TVA : taux de 2,1 %) (p. 6389)

Intervient sur l'ad t n° 235 de M. Richard Mallié (cafés et bars-tabacs - jeux - taxe unique d'Etat de 5 € par appareil substituée à l'impôt communal) (p. 6390)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 6384)

Article 18 précédemment réservé (suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé "La Monnaie de Paris")

Son intervention (p. 6410 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 278 de M. Charles de Courson (taxes sur les véhicules de sociétés : exonération des automobiles de moins de trois mètres dont les émissions de CO2 sont inférieures à 120 g au kilomètre) (p. 6414)

Intervient sur l'ad t n° 45 de M. Philippe Auberger (taxes sur les véhicules de sociétés : déductibilité du résultat) (p. 6415)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 6422 et s.)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 6427)

Article 14 (compensation des transferts de compétences aux départements)

Son intervention (p. 6431 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad t n° 21 de la commission (monuments historiques appartenant aux collectivités territoriales - fonds de compensation pour la TVA : éligibilité des dépenses quels que soient l'affectation finale et le mode de location ou de mise à disposition) (p. 6433)

Intervient sur l'ad t n° 281 de M. Didier Migaud (RMI et RMA - compensation aux départements : mode de calcul - prise en compte de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 6433)

Article 15 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6434 et s.)

Article 22 (modifications apportées à certains comptes spéciaux)

Son intervention (p. 6435)

Article 23 (mesures modifiant la répartition de droits de consommation sur les tabacs)

Son intervention (p. 6436 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad n° 174 de M. Didier Migaud (associations – taxe sur les salaires : abattement porté de 5 185 € à 10 900 €) (p. 6438)

Article 24 (affectation d'une fraction de la taxe sur les installations nucléaires de base - INB - à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN)

Son intervention (p. 6439 et s.)

Article 25 (affectation de l'intégralité du droit de francisation et de navigation des bateaux au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres)

Son intervention (p. 6440)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad n° 288 de M. Charles de Courson (quotités du droit de francisation et de navigation : majoration de 18 %) (p. 6440)

Article 26 (prélèvement de solidarité pour l'eau)

Son intervention (p. 6441)

Article 27 (contribution à l'effort national de recherche)

Son intervention (p. 6442)

Article 28 (financement de l'Agence nationale des titres sécurisés)

Son intervention (p. 6442)

Article 30 (élargissement des missions et des modalités de financement du Centre des monuments nationaux - CMN)

Son intervention (p. 6443)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad n° 279 du Gouvernement (suppression des droits perçus au titre des contrôles de produits à usage agricole) (p. 6443)

Article 31 (transfert de la créance détenue par l'Etat sur l'UNEDIC au Fonds de solidarité)

Son intervention (p. 6444)

Article 33 et état A annexé (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Son intervention (p. 6467)

Seconde délibération

Article 15 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6469)

Explications de vote et vote [24 octobre 2006] (p. 6485)

Son intervention (p. 6486)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Examen des fascicules [17 novembre 2006] (p. 7712)

Son intervention (p. 7712)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 7713)

Finances publiques : audit (p. 7713)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7712)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7713)

Impôts et taxes : dégrèvements : remboursement (p. 7713)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 7713)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7716)

Crédits de la mission "Provisions" inscrits à l'état B

Intervient sur l'ad n° 140 du Gouvernement (de conséquence de la majoration de la DGF des communes situées dans un parc naturel : réduction des crédits de 3 millions d'euros) (p. 7716)

Crédits de la mission "Remboursements et dégrèvements" inscrits à l'état B

Intervient sur l'ad n° 105 du Gouvernement (de conséquence de l'exclusion des personnes assujetties à l'ISF du bénéfice de la prime pour l'emploi : réduction des crédits de 1 million d'euros) (p. 7717)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7735) :

- Réunion du 7 novembre 2006 de la commission des finances du 7 novembre 2006

Son intervention (p. 7735)

Sa réponse (p. 7739, 7741, 7744 et s.)

Thèmes :

Administration : modernisation : audit (p. 7736, 7745)

Administration : rapports avec les administrés : nouvelles technologies (p. 7736 et s., 7741)

Commerce et artisanat : buralistes (p. 7743)

Commerce extérieur : douanes : fraude (p. 7742 et s.)

Etat : réforme (p. 7736)

Finances publiques : budget de l'Etat : certification (p. 7737)

Finances publiques : budget de l'Etat : sécurité sociale (p. 7739)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7737 et s.)

Finances publiques : fongibilité des crédits (p. 7742)

Finances publiques : mission remboursements et dégrèvements (p. 7744)

Fonctionnaires et agents publics (p. 7736, 7739, 7741)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 7742)

Impôt sur le revenu : déclarations : Internet (p. 7743)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 7744)

Impôts et taxes : dégrèvements : remboursement (p. 7738)

Logement : épargne logement (p. 7739)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : modernisation (p. 7735 et s., 7742, 7744)

Politique économique : prévisions (p. 7737, 7745)

TVA : remboursement : délais (p. 7744)

FONCTION PUBLIQUE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7719)

Crédits de la mission : "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7724)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Sa réponse (p. 7750, 7753 et 7754)

Thèmes :

Etat : patrimoine immobilier : vente (p. 7754, 7758)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 7758)

Finances publiques : service France domaine (p. 7755, 7758)

Ministères et secrétariats d'Etat : loyers (p. 7755, 7758, 7760)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : personnels (p. 7758)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : réforme (p. 7759)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance : réforme (p. 7760)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : La Poste (p. 7758)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP (p. 7758)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 7758, 7760)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7755)

Transports ferroviaires : SNCF : bénéfiques (p. 7759)

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7708)

Son intervention (p. 7708)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : dette publique : agence France Trésor (p. 7708)

Secteur public : entreprises publiques : comptes (p. 7708)

Secteur public : entreprises publiques : dividendes (p. 7708)

Secteur public : privatisations (p. 7708)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7711)

Crédits de la mission "Participations financières de l'Etat" inscrits à l'état D

Intervient sur l'adt n° 91 de M. François Brottes (création du programme "Abondement du fonds de réserve pour les retraites") (p. 7711 et s.)

Après l'article 63

Intervient sur l'adt n° 90 de M. François Brottes (Agence des participations financières de l'Etat : établissement d'un projet annuel de performance et d'un rapport annuel de performance spécifiques) (p. 7712)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[17 novembre 2006] (p. 7764)**

Article 38 (plafonds des autorisations d'emplois)

Son intervention (p. 7764)

Article 39 (majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)

Son intervention (p. 7764)

Article 40 (renforcement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre des souscriptions au capital de PME)

Son intervention (p. 7765)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 288 de M. Michel Bouvard (produits de grande consommation – déchets : collecte, traitement et élimination) (p. 7766)

Intervient sur l'adt n° 277 de la commission (produit textiles – déchets : recyclage et traitement) (p. 7766)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Michel Bouvard (produits pouvant présenter un risque pour la santé ou l'environnement : collecte et élimination) (p. 7767)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (téléphonie mobile – investissements des collectivités territoriales en vue de l'extension de la couverture du territoire – éligibilité au fonds de compensation pour la TVA : prorogation jusqu'au 31 décembre 2008) (p. 7768)

Intervient sur le sous-adt n° 362 du Gouvernement (31 décembre 2007) à l'adt n° 208 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (p. 7768)

Intervient sur l'adt n° 329 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-7 du code général des collectivités territoriales : création d'une catégorie relative aux enseignes lumineuses) (p. 7768)

Intervient sur l'adt n° 327 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-10 du code général des collectivités territoriales : majoration et indexation des tarifs) (p. 7769)

Intervient sur l'adt n° 328 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-10 du code général des collectivités territoriales : faculté de majoration des tarifs) (p. 7769)

Intervient sur l'adt n° 271 de la commission (taxe de séjour – renforcement des pénalités en cas de non-respect des obligations imposées aux professionnels en vue de sa perception) (p. 7769)

Intervient sur l'adt n° 272 de la commission (taxe perçue par les communes sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur – article 2333-92 du code général des collectivités territoriales : extension aux équipements créés antérieurement au 1er janvier 2006 et aménagements) (p. 7770)

Intervient sur l'adt n° 349 de M. Jean-Louis Christ (entreprises artisanales – communes de moins de 2 500 habitants : déduction pour investissement) (p. 7770)

Intervient sur l'adt n° 347 de M. Jean-Louis Christ (revenus perçus par les non adhérents aux centres de gestion agréés : suppression de la majoration de 25 %) (p. 7771)

Intervient sur l'adt n° 218 de M. Alain Néri (anciens combattants – demi-part supplémentaire : condition d'âge ramenée de 75 ans à 70 ans) (p. 7771)

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Camille de Rocca Serra (fonds d'investissement de proximité : réduction d'impôt portée de 25 % à 50 % jusqu'en 2011 - actif constitué pour 60 % par des sociétés exerçant principalement en Corse) (p. 7772)

Intervient sur le sous-adt n° 358 de la commission (sociétés exerçant exclusivement en Corse) à l'adt n° 254 de M. Camille de Rocca Serra (p. 7772)

Intervient sur le sous-adt n° 359 de la commission (jusqu'en 2010) à l'adt n° 254 de M. Camille de Rocca Serra (p. 7772)

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Daniel Garrigue (friches commerciales : institution d'une taxe perçue par les communes) (p. 7773)

Intervient sur l'adt n° 137 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (zones de revitalisation rurale ou éligibles à la réduction d'impôt au titre des investissements touristiques – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe foncière – compensation pour les collectivités territoriales) : rectifié : (application aux seules zones de revitalisation rurale) (p. 7774 et s.)

Intervient sur l'ad n° 135 deuxième rectification de M. Jean-Luc Warsmann (zones de revitalisation rurale – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe d'habitation – compensation pour les collectivités territoriales) (p. 7774 et s.)

Intervient sur l'ad n° 136 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (zones de revitalisation rurale – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe professionnelle – compensation pour les collectivités territoriales) (p. 7774 et s.)

Intervient sur l'ad n° 294 de M. François Scellier (logements locatifs sociaux – fixation à 20 ans de l'exonération de taxe foncière sous condition de respect de critères de qualité environnementale : ajout des matériaux indéfiniment recyclables) (p. 7775)

Intervient sur l'ad n° 273 de la commission (vendeurs à domicile indépendants – taxe professionnelle : exonération lorsque la rémunération brute mensuelle n'exécède pas 381 €) (p. 7776)

Intervient sur l'ad n° 58 de M. Michel Bouvard (presse – exonération de taxe professionnelle : extension aux sociétés de groupage et de distribution de journaux) (p. 7776)

Intervient sur l'ad n° 274 de la commission (titulaires du brevet d'alpinisme – exonération de taxe professionnelle) (p. 7777)

Intervient sur l'ad n° 300 de M. Sébastien Huyghe (valeurs locatives – actualisation ou révision générale : plafonnement de la hausse de l'imposition à 20 % par an sauf reconstruction ou agrandissement de plus de 20 % de la surface) (p. 7777)

Intervient sur l'ad n° 269 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,8 %) (p. 7778)

Intervient sur le sous-ad n° 353 de M. Charles de Courson (moins 1 % pour les propriétés non bâties) à l'ad n° 269 de la commission (p. 7778 et s.)

Intervient sur le sous-ad n° 354 de M. Charles de Courson (plus 2 % pour les propriétés bâties) à l'ad n° 269 de la commission (p. 7778 et s.)

Intervient sur l'ad n° 270 de la commission (gens du voyage – résidences mobiles terrestres – taxe d'habitation : report de l'entrée en vigueur du 1er janvier 2007 au 1er janvier 2008) (p. 7779)

Intervient sur l'ad n° 342 de M. Jean-Claude Viollet (gens du voyage – résidences mobiles terrestres – taxe d'habitation : taux ramené de 25 € à 15 € par mètre carré) (p. 7779)

Intervient sur l'ad n° 322 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux – "déliaison" des taux) (p. 7780)

Intervient sur les ads n° 325 et 326 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux – prélèvement de l'Etat pour frais d'assiette et de recouvrement : réduction du taux de 0,4 point) (p. 7780)

Intervient sur l'ad n° 339 de M. François Brottes (entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers – taxe professionnelle – plafonnement : taux ramené de 1,5 % à 1 % de la valeur ajoutée) (p. 7781)

Intervient sur l'ad n° 316 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle – plafonnement : intégration à la valeur ajoutée des charges d'intérim ou de mise à disposition de personnel) (p. 7781)

Intervient sur l'ad n° 317 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle – plafonnement – groupes de sociétés : prise en compte de la valeur ajoutée du groupe) (p. 7781)

Intervient sur l'ad n° 356 de M. Charles de Courson (entreprises de transport aérien – taxe professionnelle : bénéfice du dégrèvement consenti aux entreprises de transport maritime) (p. 7782)

Intervient sur l'ad n° 350 de M. Jean-Louis Christ (transmission d'entreprises – évaluation effectuée par une expertise réalisée dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat : contestation dans les trois mois par l'administration sur la base d'une seconde expertise établie dans les mêmes conditions) (p. 7782)

Intervient sur l'ad n° 337 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle – abrogation du plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée) (p. 7784)

Intervient sur l'ad n° 341 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle – taux de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) (p. 7784)

Intervient sur l'ad n° 346 de M. Guy Geoffroy (taxe professionnelle – syndicats d'agglomération nouvelle : taux de

2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) (p. 7785)

Intervient sur l'ad n° 308 de M. Jean-Yves Cousin (taxe professionnelle – plafonnement – neutralisation des effets des transferts de compétence intervenus en 2004 entre communes et groupements de communes) (p. 7785)

Intervient sur l'ad n° 343 de M. Didier Migaud (taxe professionnelle – plafonnement – part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : financement par la majoration de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 7786)

Intervient sur l'ad n° 275 de la commission (taxe professionnelle – plafonnement – part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : imputation sur les recettes de l'année suivant celle de l'imposition) (p. 7786)

Intervient sur l'ad n° 63 de M. Michel Bouvard (taxe professionnelle – plafonnement – part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : prise en compte de la situation des collectivités territoriales devant honorer une garantie d'emprunt) (p. 7788)

Intervient sur l'ad n° 276 de la commission (réforme de la taxe professionnelle – conséquences : rapport du Gouvernement) (p. 7788)

Intervient sur l'ad n° 318 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle – plafonnement : information des collectivités territoriales avant le 1er mars de chaque année sur les bases des établissements, leur plafonnement et les conséquences d'une augmentation du taux) (p. 7789 et s.)

Intervient sur l'ad n° 333 de M. Didier Migaud (éducation nationale – conséquences des transferts de personnels aux collectivités territoriales sur les charges de pensions dues par la CNRACL) (p. 7790)

Intervient sur l'ad n° 340 de M. Augustin Bonrepaux (droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements : création d'un fonds de péréquation) (p. 7791)

Seconde délibération

Article 34 et état B (crédits du budget général)

Son intervention (p. 7792)

Article 36 et état D (crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)

Intervient sur l'ad n° 28 du Gouvernement (mission pensions – pensions d'invalidité et de retraite servies aux ressortissants des pays antérieurement placés sous souveraineté française : majoration des autorisations d'engagement et des crédits de paiement de 110 millions d'euros) (p. 7792)

Son intervention (p. 7793)

Article 38 (plafonds des autorisations d'emplois)

Intervient sur l'ad n° 29 du Gouvernement (majoration de 41 ETP au ministère de la Défense et réduction de 41 ETP aux Services du Premier ministre : de conséquence du transfert des personnels de la Commission d'indemnisation des victimes de spoliations (CIVS) de la mission Direction de l'action du Gouvernement vers la mission Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation) (p. 7792)

Article 33 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'ad n° 33 du Gouvernement (déficit majoré de 33 millions d'euros et porté à 41,68 milliards d'euros) (p. 7792)

Explications de vote et vote [21 novembre 2006] (p. 7807)

Son intervention (p. 7807)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8637)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8657)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8638)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8658 et s.)

Défense : opérations extérieures (p. 8637, 8657 et s.)

Entreprises : évaluation (p. 8638)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 8637)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8638, 8658)

Finances publiques : dette publique (p. 8658)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8657 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 8638)

Impôt sur le revenu : souscriptions en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 8638, 8658)

Impôt sur les sociétés : acomptes : réforme (p. p. 8638, 8657)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8638, 8658)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8659)

Industrie (p. 8658)

Lois : loi de programme : outre-mer (p. 8658)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8637 et s.)

Lois de finances rectificatives (p. 8639)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8657)

Régions : fiscalité : gauche (p. 8659)

TVA : fraude (p. 8638)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 1er (allègement de la taxe sur les véhicules des sociétés afférente aux véhicules des salariés ou dirigeants pour lesquels l'entreprise procède à des remboursements de frais kilométriques)

Son intervention (p. 8666)

Article 2 (poursuite de la réforme du régime des acomptes de l'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 8668 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Michel Bouvard (frais professionnels réels - trajets entre le domicile et le lieu de travail : limite portée de 40 kilomètres à 50 kilomètres) (p. 8671)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Jean-Louis Dumont (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : augmentation des cotisations limitée à 10 %) (p. 8672)

Article 3 (prorogation et aménagement du dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de TICGN en faveur des agriculteurs)

Son intervention (p. 8672)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 66 rectifié de M. Jacques Péliissard (imprimés non sollicités - taxe générale sur les activités polluantes : modification de l'assiette et du montant) (p. 8673)

Intervient sur l'adt n° 84 de M. Henri Emmanuelli (abaissement à 1,5 kilowattheure par euro de valeur ajoutée du seuil d'admission

aux souscriptions en capital de sociétés d'approvisionnement en électricité) (p. 8674 et s.)

Article 4 (instauration d'une exonération de TIPP au bénéfice du ministère de la défense)

Son intervention (p. 8677)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 306 de M. Michel Raison (aménagement des dispositions relatives aux mutations à titre onéreux et à titre gratuit des fonds agricoles) (p. 8679)

Article 5 (aménagement du régime des taxes et redevances applicables aux opérateurs de communications électroniques)

Son intervention (p. 8680)

Article 7 (affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers - TIPP)

Son intervention (p. 8681 et s.)

Article 8 (affectation aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances automobiles - TSCA)

Son intervention (p. 8682 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 180 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA - compensation aux départements : mode de calcul - prise en compte de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 8686)

Article 10 (majoration et répartition des concours du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion)

Son intervention (p. 8686 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 324 du Gouvernement (produit des amendes forfaitaires de police : prélèvements en 2006 de 50 millions d'euros au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale et de 50 millions d'euros au profit de la dotation pour l'aménagement des communes) (p. 8688 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 360 de M. Michel Bouvard (prélèvement au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale pour la seule année 2006) à l'adt n° 324 du Gouvernement (p. 8689)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 327 du Gouvernement (formation professionnelle - compensation pour les organismes collecteurs de la baisse du produit de la participation des employeurs induite par le relèvement des seuils d'effectifs salariés : attribution d'une fraction des droits sur les tabacs) (p. 8690)

Article 13 et état A (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Son intervention (p. 8690)

Article 14 et état B (budget général : ouverture de crédits supplémentaires)

Son intervention (p. 8698)

Article 15 et état B' (budget général : annulation de crédits)

Son intervention (p. 8698)

Article 17 (ratification de trois décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance)

Son intervention (p. 8699)

Avant l'article 18

Intervient sur l'adt n° 280 de M. Yves Bur (importation de cigarettes en provenance de Bulgarie et de Roumanie : restrictions transitaires) (p. 8700)

Article 18 (définition d'un régime fiscal pour le développement de la filière superéthanol E85)

Son intervention (p. 8700)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 30 de la commission (matériels contribuant à économiser l'énergie : prorogation des dispositifs d'amortissement exceptionnel) (p. 8701)

Article 19 (aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules "propres")

Son intervention (p. 8701 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Didier Migaud (économies d'énergie dans l'habitation – crédit d'impôt : majoration des taux de dix points) (p. 8703)

Article 20 (création du livret de développement durable)

Son intervention (p. 8703)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 106, deuxième rectification de M. Charles de Courson (sacs de caisse en matière plastique non biodégradable : institution d'une taxe au profit de l'ADEME et perçue à compter du 1er janvier 2009) (p. 8704)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Denis Merville (équipements électriques et électroniques mis sur le marché - tenue des statistiques : institution d'une taxe perçue au profit de l'ADEME) (p. 8705)

Article 21 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de logements neufs et des logements achevés avant le 1er janvier 1977 économes en énergie)

Son intervention (p. 8706 et s.)

Article 22 (imputation sur le revenu global des déficits fonciers afférents aux dépenses de préservation et d'amélioration du patrimoine naturel)

Son intervention (p. 8708)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 237 de M. Michel Bouvard (hydroélectricité : institution d'une redevance à la charge du concessionnaire et suppression du dispositif de l'énergie réservée) (p. 8709)

Article 23 (instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)

Son intervention (p. 8709 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales - TIPP applicable au gazole diminuée de la réduction bénéficiant aux esters méthyliques d'huile végétale) (p. 8713 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 362 de M. Jean Dionis du Séjour (ajout des entreprises de transports en commun) à l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (p. 8714)

Intervient sur l'adt n° 35 de la commission (cogénération – gaz naturel : régime de l'exonération de TIPP) (p. 8715)

Article 24 (modification des tarifs de la taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 8715)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 21 rectifié de M. Denis Merville (contributions versées aux organismes de surveillance de la qualité de l'air - relèvement du plafond de la déduction de la TGAP) (p. 8716)

Article 25 (modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Son intervention (p. 8716 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 292 de M. Sébastien Huyghe (successions – inventaire simplifié des meubles meublants) (p. 8717)

Intervient sur l'adt n° 296 de M. Sébastien Huyghe (successions – déductibilité des frais funéraires : limite portée de 1 500 € à 3 000 € sur justificatifs) (p. 8717)

Intervient sur l'adt n° 294 de M. Sébastien Huyghe (successions – PACS : déductibilité des loyers ou indemnités d'occupation afférents au droit temporaire au logement bénéficiant au partenaire survivant) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 291 de M. Sébastien Huyghe (donations-partage transgénérationnelles – réincorporation de donations simples antérieures : assujettissement aux droits de partage et non aux droits de mutation) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Sébastien Huyghe (donations-partages transgénérationnelles : cumul des abattements) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 315 de M. Sébastien Huyghe (successions - dons faits par des héritiers à des établissements publics de l'Etat : abattement égal à leur montant) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 293 de M. Sébastien Huyghe (successions – PACS : exonération du droit temporaire au logement bénéficiant au partenaire survivant) (p. 8719)

Intervient sur l'adt n° 295 de M. Sébastien Huyghe (successions – PACS : exonération de l'avantage retiré par le partenaire survivant des acquisitions en indivision quel que soit leur financement) (p. 8719)

Intervient sur l'adt n° 297 de M. Charles de Courson (exonération d'ISF - groupements fonciers agricoles : extension aux apports en numéraire) (p. 8719)

Intervient sur l'adt n° 205 de M. Thierry Mariani (passeports délivrés aux mineurs de quinze ans : exonération du droit de timbre) (p. 8719)

Article 26 (mise en œuvre du contrat de croissance signé entre les organisations professionnelles et l'Etat en faveur de l'emploi et de la modernisation du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 8720 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Yannick Favennec (bouilleurs de cru – allocation en franchise de 10 litres d'alcool : prorogation reportée du 1er janvier 2008 au 1er janvier 2013) (p. 8721)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Michel Raison (micro-foncier : abattement sur le revenu brut porté de 30 % à 50 %) (p. 8722)

Intervient sur l'adt n° 305 de M. Michel Raison (exploitants agricoles - droits à paiement unique : prise en compte sur 7 ans du second versement au titre de l'exercice clôturé entre le 31 mai et le 30 novembre 2007) (p. 8722)

Intervient sur l'adt n° 236 de M. Michel Bouvard (sportifs - étalement des revenus au titre de contrats passés avec un sponsor) (p. 8723)

Intervient sur l'adt n° 304 de M. Michel Raison (déficits agricoles – imputation sur le revenu global : limite portée de 61 080 € à 100 000 €) (p. 8723)

Intervient sur l'adt n° 22 de M. Denis Merville (déductibilité du revenu de la pension versée à des enfants majeurs non rattachés : limite portée de 5 398 € à 6 000 €) (p. 8724)

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Philippe Folliot (études secondaires ou supérieures : transformation en crédit d'impôt de la réduction d'impôt) (p. 8724)

Intervient sur l'adt n° 262 de M. Gilles Carrez (acquisition de logements dans des résidences hôtelières à vocation sociale : institution d'une réduction d'impôt) (p. 8724)

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Hervé Novelli (souscription au capital des sociétés non cotées - dispositifs prévus par l'article 199 terdecies OA du code général des impôts : institution d'un plafond global d'investissement - 40 000 € pour une personne seule et 80 000 € pour un couple) (p. 8725 et s.)

Intervient sur l'adt n° 250 du Gouvernement (jeunes prenant un emploi dans un secteur en pénurie de main d'œuvre : majoration du crédit d'impôt prévu par l'article 200 decies du code général des impôts) (p. 8726)

Intervient sur les adts n°s 110, 224, 223, 221, 222, 218 à 220 et 217 de M. Thierry Mariani (travaux de débroussaillage : institution d'une réduction d'impôt) (p. 8727)

Intervient sur l'adt n° 251 du Gouvernement (déménagement pour exercer une activité salariée : montant du crédit d'impôt porté de 1 500 € à 2 000 €) (p. 8728)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Gilles Carrez (prêt à taux zéro - prise en compte de la réforme de l'impôt sur le revenu : plafond de ressources porté de 51 900 € à 64 875 €) (p. 8728)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Jean-Michel Fourgous (rachats d'entreprises : création de fonds communs de placement à risque ouverts aux salariés et aux dirigeants de l'entreprise rachetée et de la société de gestion) (p. 8728)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de M. Michel Raison (rémunération des salariés ayant contribué à une invention : bénéfice du régime de l'intéressement) (p. 8729)

Intervient sur l'adt n° 71 rectifié de M. Jean-Jacques Descamps (éligibilité au dispositif des chèques-vacances : revenu fiscal de référence du foyer remplacé par un plafond de rémunération fixé à trois fois le montant du SMIC) (p. 8729)

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre Hériaud (comptabilisation des stocks à rotation lente : abrogation de l'article 49 de la loi de finances rectificative pour 2005) (p. 8730)

Article 28 (suppression de l'article 39 CA du code général des impôts et limitation de la déductibilité des amortissements des biens donnés en location)

Son intervention (p. 8730)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Jean-Paul Charié (investissements relatifs aux lieux d'organisation de foires ou de salons professionnels et palais des congrès : amortissement dégressif) (p. 8730)

Intervient sur le sous-adt n° 266 de la commission (application aux immeubles et à leurs équipements affectés exclusivement à l'accueil des expositions et des congrès) à l'adt n° 24 de M. Jean-Paul Charié (p. 8730)

Intervient sur le sous-adt n° 263 rectifié de la commission (exclusion des palais des congrès) à l'adt n° 24 de M. Jean-Paul Charié (p. 8730)

Intervient sur le sous-adt n° 267 de la commission (application aux investissements réalisés à compter du 1er janvier 2007) à l'adt n° 24 de M. Jean-Paul Charié (p. 8731)

Intervient sur l'adt n° 301 de M. Hervé Morin (exonération des plus values de cession de matériels agricoles ou forestiers - calcul du seuil de recettes pour 2006 : option pour l'exercice ou l'année civile) (p. 8731)

Intervient sur l'adt n° 81 rectifié de M. Aimé Kergueris (sociétés d'armement : option pour la taxe au tonnage) (p. 8731)

Intervient sur l'adt n° 60 de Mme Béatrice Pavy (régime fiscal des groupements de coopération sociale et médico-sociale: alignement sur celui des groupements de coopération sanitaire - choix entre l'impôt sur les sociétés et la fiscalité des sociétés de personnes) (p. 8731)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Gilles Carrez (régime fiscal des groupements de coopération sociale et médico-sociale: alignement sur celui des groupements de coopération sanitaire - choix entre l'impôt sur les sociétés et la fiscalité des sociétés de personnes) (p. 8731)

Article 29 (aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés)

Son intervention (p. 8731)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 114 de M. Gilles Carrez (dispositifs fiscaux bénéficiant aux zones fragiles et définition de la PME : mise en conformité avec des directives européennes) (p. 8732)

Intervient sur l'adt n° 354 rectifié du Gouvernement (gestion des contrats d'assurance maladie complémentaires solidaires et responsables : exonération d'impôt sur les sociétés et de taxe professionnelle - diverses dispositions relatives aux assurances) (p. 8732 et s.)

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Jean-Claude Sandrier (bénéfices des sociétés pétrolières – taux d'imposition : majoration égale à 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 8733)

Intervient sur l'adt n° 235 de M. Michel Bouvard (entreprises "électro-intensives" - prorogation du régime fiscal de la souscription au capital de sociétés ayant pour activité l'acquisition de contrats d'approvisionnement à long terme) (p. 8734)

Intervient sur l'adt n° 252 du Gouvernement (crédit d'impôt recherche : plafond porté de 10 millions d'euros à 16 millions d'euros) (p. 8734)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 319 de M. Yves Censi (contrôle par l'administration des douanes du bien-fondé des avantages qu'attribue le fonds européen agricole de garantie) (p. 8734)

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Michel Raison (équipements de protection des conducteurs de deux roues : taux réduit de TVA) (p. 8734)

Intervient sur l'adt n° 320 de M. Yves Censi (concerts donnés dans des établissements où la consommation est facultative : taux réduit de TVA) (p. 8734)

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8735)

Article 31 (possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes)

Son intervention (p. 8737)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Gilles Carrez (défiscalisation des investissements outre-mer : transmission d'informations à l'administration fiscale par les personnes morales qui les réalisent en vue de les donner en location) (p. 8739)

Intervient sur l'adt n° 178 de M. Jean-Michel Fourgous (crédit d'impôt recherche – dépenses éligibles : possibilité d'appréciation par le ministère chargé de la recherche) (p. 8740)

Intervient sur l'adt n° 255 de M. Camille de Rocca Serra (Corse : transmission d'informations par l'administration fiscale aux maires, aux présidents des conseils généraux et au président de la collectivité territoriale) (p. 8740)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8743 et s.)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 40 de la commission (dépenses de commercialisation de droits audiovisuels – dépenses : institution d'un crédit d'impôt au taux de 20 %) (p. 8751)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 309 de M. Charles de Courson (moniteurs destinés au réglage d'appareils récepteurs en réparation : exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 8752)

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission (vendeurs de télévision : suppression des obligations déclaratives) (p. 8752)

Article 34 (aménagement de la redevance sur l'emploi de la reprographie)

Son intervention (p. 8753)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de la commission (droit de francisation et de navigation affecté au Conservatoire de l'espace littoral : réforme de l'assiette et du barème) (p. 8753 et s.)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Philippe Armand Martin (taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles - part variable : prorogation du plafonnement) (p. 8754)

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Michel Bouvard (majoration des montants de la taxe affectée à la formation professionnelle dans les transports routiers) (p. 8755)

Intervient sur l'adt n° 290 de M. Philippe Auberger (financement de l'Autorité des marchés financiers - modification de l'assiette des contributions et augmentation de leur montant) (p. 8755)

Article 35 (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)

Son intervention (p. 8756)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 370 du Gouvernement (suppression de la caution exigée des opérateurs agréés pour la production de biocarburants) (p. 8756)

Intervient sur l'adt n° 369 du Gouvernement (biocarburants incorporés au gazole : diminution du taux de la TGAP) (p. 8757)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Bertho Audifax (taxe d'embarquement applicable outre-mer : prorogation) (p. 8757)

Intervient sur l'adt n° 272 de M. Yves Bur (taxe spéciale sur les transports routiers en Alsace : prorogation) (p. 8757)

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Denis Merville (habitations situées en zones "Seveso" : possibilité d'exonération à hauteur de 50 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 8758)

Intervient sur l'adt n° 298 de M. Patrice Martin-Lalande (adaptation du logement à une personne handicapée, invalide ou âgée de plus de 60 ans : abattement supplémentaire de taxe d'habitation) (p. 8758)

Intervient sur l'adt n° 44, deuxième rectification de la commission (vendeurs à domicile indépendants percevant moins de 381 euros bruts mensuels : exonération de taxe professionnelle) (p. 8758)

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Michel Bouvard (messageries de presse : exonération de taxe professionnelle) (p. 8759)

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Thierry Mariani (petits commerces ayant subi une perte de chiffre d'affaires du fait de travaux de voirie réalisés par des collectivités territoriales : possibilité d'exonération de taxe professionnelle) (p. 8759 et s.)

Intervient sur l'adt n° 318 de M. Michel Bouvard (équipements préexistants à l'adoption des normes comptables IFRS permettant de modifier les durées d'amortissement : maintien des bases de taxe professionnelle) (p. 8761)

Intervient sur l'adt n° 302 de M. Sébastien Huyghe (valeurs locatives des locaux d'habitation - étalement sur trois ans des augmentations supérieures à 30 %) (p. 8761)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Daniel Garrigue (autorisation d'institution d'une taxe annuelle sur les friches commerciales par les communes ou leurs groupements) (p. 8762)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Augustin Bonrepaux (droits de mutation à titre onéreux perçus par les départements : majoration et création d'un fonds de péréquation) (p. 8762)

Intervient sur l'adt n° 359 du Gouvernement (dispositif de formation professionnelle des chefs d'entreprises de l'artisanat : réaménagement) (p. 8762)

Intervient sur l'adt n° 115 rectifié de M. Gilles Carrez (divers dispositifs fiscaux, taxes et procédures : corrections d'erreurs matérielles - dispositions de précision, de simplification et d'harmonisation) (p. 8762)

Intervient sur l'adt n° 365 du Gouvernement (contrôleurs aériens - allocation temporaire de retraite : revalorisation) (p. 8763)

Intervient sur l'adt n° 288 de M. Jean-Luc Warsmann (institution des bassins d'emploi à redynamiser : régime fiscal et social) (p. 8763)

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - abrogation du plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée) (p. 8764)

Intervient sur l'adt n° 90 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : référence aux taux de l'année 2005 pour le calcul de la part du dégrèvement prise en charge par l'Etat) (p. 8765)

Intervient sur l'adt n° 311 de M. Michel Bouvard (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des départements ayant augmenté leur taux de moins de 7,3 % entre 2004 et 2005) (p. 8765)

Intervient sur l'adt n° 173 de M. Jean-Yves Cousin (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des EPCI à fiscalité additionnelle ayant reçu des compétences en 2004) (p. 8765)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : financement de la part restant à la charge des collectivités par le relèvement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 8765)

Intervient sur l'adt n° 92 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des EPCI à taxe professionnelle unique dont le produit des impôts locaux augmente moins que l'indice prévisionnel des prix) (p. 8766)

Intervient sur l'adt n° 201 de M. Michel Bouvard (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des collectivités territoriales devant honorer une garantie d'emprunt) (p. 8766)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Jacques Le Guen (serres agricoles dont la construction a été autorisée entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1998 - possibilité d'exonération de taxe locale d'équipement) (p. 8767)

Article 37 (abondement de la dotation relative à l'aide exceptionnelle au titre de la réparation de dommages causés aux bâtiments par la sécheresse survenue de juillet à septembre 2003)

Son intervention (p. 8767)

Article 41 (modification des modalités de gestion des cotisations et prestations de retraite des fonctionnaires de La Poste)

Son intervention (p. 8768)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 310 de M. Charles de Courson (gouvernance des régimes ayant succédé au Complément de retraite des fonctionnaires : alignement sur les PERP) (p. 8768)

Article 42 (exonération de redevance sur la création de bureaux)

Son intervention (p. 8769)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 25 rectifié de M. Jean-Paul Charié (locaux de foires, de salons professionnels et palais des congrès - exonération de taxe sur les bureaux en Ile-de-France) (p. 8770)

Intervient sur l'adt n° 26 rectifié de M. Jean-Paul Charié (locaux de foires, de salons professionnels et palais des congrès : classement en catégorie 3 de la taxe locale d'équipement) (p. 8770)

Article 43 (réforme du concours de la dotation générale de décentralisation relatif aux ports)

Son intervention (p. 8771)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 101 de M. Augustin Bonrepaux (répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales : prise en compte de la spécificité des territoires ruraux) (p. 8771)

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Gilles Carrez (réforme de la dotation spécifique relative aux bibliothèques municipales : base légale conférée au décret n° 2005-1719 du 30 décembre 2005) (p. 8771)

Intervient sur l'adt n° 5 de M. Jean-Luc Warsmann (investissements des collectivités territoriales relatifs à la lutte contre les incendies réalisés sur des biens appartenant à des tiers : éligibilité aux attributions du FCTVA) (p. 8771)

Intervient sur l'adt n° 199 rectifié de M. Michel Bouvard (inéligibilité aux attributions du FCTVA des fonds de concours versés par les communes au titre de conventions signées avant le 1er janvier 2005 pour des opérations d'infrastructure routière) (p. 8772)

Intervient sur les adts n°s 96 et 99 de M. Augustin Bonrepaux (exclusion de la majoration de la dotation "superficiare" du potentiel financier des communes de montagne) (p. 8772)

Intervient sur les adts n°s 97 et 98 de M. Augustin Bonrepaux (dotation de garantie des communes supérieure à 40 % de la dotation forfaitaire : indexation respectivement sur la DGF ou sur la dotation de base) (p. 8772)

Intervient sur l'adt n° 265 de M. Gilles Carrez (dotations de péréquation versées aux communes : suppression de certaines règles de plafonnement) (p. 8772)

Intervient sur l'adt n° 269 de M. Gilles Carrez (calcul de la DSU : suppression de la prise en compte des logements foyers) (p. 8773)

Intervient sur l'adt n° 264 de M. Gilles Carrez (seconde part de la dotation de développement rural : attributions aux communes bénéficiaires l'année précédente de la dotation péréquation de la dotation de solidarité rurale) (p. 8773)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Augustin Bonrepaux (potentiel financier des communes : exclusion de la dotation forfaitaire de DGF) (p. 8773)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Augustin Bonrepaux (répartition de la dotation de fonctionnement minimale des départements : prise en compte de la densité de population) (p. 8773)

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Augustin Bonrepaux (dotation de fonctionnement minimale des départements - garantie minimale de progression de 6 %) (p. 8773)

Intervient sur l'adt n° 46, deuxième rectification de la commission (plafonnement de la compensation versée par les communes en contrepartie de l'assujettissement de France Télécom à la taxe professionnelle : prise en compte des bases actuelles) (p. 8775)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 191 de M. Augustin Bonrepaux (pérennisation du remboursement aux communes des frais de secours engagés au bénéfice des pratiquants d'activités sportives ou de loisirs) (p. 8775)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 371 du Gouvernement (allègements généraux de cotisations sociales patronales - modalités de compensation à la sécurité sociale à compter de 2008) (p. 8775)

Intervient sur l'adt n° 253 du Gouvernement (Mayotte : validation de la taxe spéciale sur la consommation des produits pétroliers instituée par le Conseil général et report de l'application du code général des impôts et du code des douanes) (p. 8776)

Intervient sur l'adt n° 254 du Gouvernement (retraite du combattant - revalorisation de l'indice prévue par l'article 125 de la loi de finances pour 2006 : application aux ressortissants des pays anciennement placés sous souveraineté française) (p. 8776)

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Michel Bouvard (création et suppression d'annexes budgétaires et documents relatifs à des politiques interministérielles) (p. 8776)

Intervient sur l'adt n° 47 de la commission (déclaration électronique de dédouanement : rapport sur le coût de la gratuité pour l'Etat) (p. 8777)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Augustin Bonrepaux (transferts d'agents de l'Etat aux collectivités territoriales - rapport sur les conséquences pour la CNRACL) (p. 8777)

Intervient sur l'adt n° 273 de M. Jean-Claude Sandrier (rapport sur l'"optimisation fiscale" et la délocalisation fiscale des sociétés) (p. 8778)

Intervient sur l'adt n° 274 de M. Jean-Claude Sandrier (rapport sur le régime du bénéfice mondial) (p. 8778)

Seconde délibération

Article 35 supprimé en première délibération (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)

Son intervention (p. 8779)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9240)

Son intervention (p. 9244)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9245)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9245)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9246)

Article 25 bis M (application aux libéralités graduelles et résiduelles du régime fiscal applicable aux « legs de residuo »)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 9246)

Article 27 quater B (emploi d'un salarié à domicile - transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt pour la garde d'enfants)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat : application à toutes les prestations éligibles à la réduction d'impôt) (p. 9246, 9248 et s.)

Article 34 bis A supprimé par la commission mixte paritaire (exploitants agricoles - taxe sur le chiffre d'affaires dite taxe ADAR - Agence pour le développement agricole et rural : reconduction du plafonnement)

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 9249)

François CORNUT-GENTILLE

*Haute-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 10 : Défense (préparation et emploi des forces ; soutien de la politique de la défense ; équipement des forces) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Entreprises. Intéressement et participation. Salariés, développement [3 octobre 2006] (p. 5724)

*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5760)

Son intervention (p. 5785)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 5786)

Entreprises : expression des salariés (p. 5786)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5785 et s.)

Travail : accords de branche (p. 5786)

Travail : droit du travail (p. 5760)

Travail : négociations (p. 5760, 5786)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Après l'article 1er

Son amendement n° 219 (réforme du livret d'épargne salariale) (p. 5832) : adopté (p. 5833)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son amendement n° 320 (p. 5844) : adopté (p. 5845)

Article 10 (placement des sommes versées au titre de la participation sur un plan d'épargne d'entreprise -PEE)

Son amendement n° 221 : adopté après modification (p. 5888)

Explications de vote et vote [11 octobre 2006] (p. 6033)

Ses explications de vote (p. 6035)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6036)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 décembre 2006] (p. 8523)

Son intervention (p. 8529)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 8529, 8530)

Entreprises : épargne salariale (p. 8530)

Entreprises : intéressement et participation (p. 8529, 8530)

Politique sociale : dialogue social (p. 8530)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8530)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7105)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 7107)

Défense : avions (p. 7105)

Défense : chars de combat (p. 7107)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7106)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 7107)

Défense : hélicoptères (p. 7107)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7105)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 7107)

Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7108)

Défense : opérations extérieures : Liban (p. 7108)

Défense : porte-avions (p. 7107)

Energie et carburants : tarifs : défense (p. 7107)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7105)

Parlement : contrôle parlementaire : défense (p. 7106)

Pays étrangers : Irak (p. 7108)

Pays étrangers : Iran (p. 7108)

Union européenne : politique de la défense (p. 7106)

Alain CORTADE

*Vaucluse (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 6 (*élargissement de l'assiette fiscale de la participation*)

Son amendement n° 27 (p. 5871)

Louis COSYNS

*Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1882, posée le 13 février 2007. Etablissements de santé. Centres hospitaliers spécialisés (J.O. Questions p. 1434). Appelée le 13 février 2007. Accueil familial thérapeutique, financement (p. 1088)

René COUANAU

*Ille-et-Vilaine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Hôtellerie et restauration. Durée du travail. Réduction, application [24 octobre 2006] (p. 6483)

Charles de COURSON

*Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 37 : Transports (transports aériens ; météorologie ; contrôle et exploitation aériens) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3626 visant à autoriser la création de zones franches rurales [30 janvier 2007]

Proposition de résolution n° 3735 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les entraves à la bonne distribution de l'encours des contrats d'assurance-vie aux bénéficiaires désignés dans les contrats [20 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Affaire Adidas, décision de la Cour de cassation [11 octobre 2006] (p. 6027)

Sécurité sociale. Equilibre financier. Dette de l'État [30 janvier 2007] (p. 743)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1875, posée le 13 février 2007. Banques et établissements financiers. Crédit immobilier de France (J.O. Questions p. 1432). Appelée le 13 février 2007. SOFIAP, restitution à la SNCF (p. 1107)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6215)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6224)

Son intervention (p. 6263)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6304)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 6260)

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6263)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 6225, 6263, 6304 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6225, 6265, 6304)

Défense : opérations extérieures (p. 6265)

Emploi : UNEDIC (p. 6265)

Etat : décentralisation : réforme (p. 6266)

Etat : réforme (p. 6266)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 6265)

Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 6264 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6215, 6263 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6215, 6264 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 6215)

Finances publiques : équilibre budgétaire : fonctionnement (p. 6266)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 6265)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6215, 6264)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 6263)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6264, 6266)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6266)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6266)

Impôts locaux : dégrèvement : exonérations (p. 6263 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6263, 6304)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6215, 6263)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 6224)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 6264)

Régions : fiscalité : gauche (p. 6225)

Retraites : régime général (p. 6225, 6263, 6266)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6266)

Secteur public : privatisations (p. 6215)

Sécurité sociale : financement : Etat (p. 6265)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Didier Migaud ("bouclier fiscal" : suppression) (p. 6308)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son amendement n° 217 (p. 6314)

Après l'article 3

Son amendement n° 277 rectifié (parts de sociétés – donation avec pacte de conservation : abattement porté de 50 % à 75 %) : rejeté (p. 6337)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Didier Migaud (mise en œuvre de la « taxe Tobin » sur les transactions sur devises au taux de 0,05 % (p. 6380 et s.)

Article 10 (aménagement du régime des plus ou moins-values à long terme pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Ses amendements n°s 251 et 270 (p. 6382 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. Thierry Mariani (restauration – application du taux réduit de TVA) (p. 6386 et s.)

Intervient sur l'adt n° 235 de M. Richard Mallié (cafés et bars-tabacs – jeux – taxe unique d'Etat de 5 € par appareil substituée à l'impôt communal) (p. 6390)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 90 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières – bénéfiques – taux d'imposition : majoration égale à 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 6398)

Intervient sur l'adt n° 139 précédemment réservé de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières – bénéfiques – taux d'imposition : majoration lorsque la progression de leurs profits d'une année sur l'autre excède 20 %) (p. 6401)

Après l'article 10

Son amendement n° 283 rectifié précédemment réservé (biocarburant super éthanol E 85 – définition – régime fiscal) (p. 6402) : retiré (p. 6404)

Intervient sur l'adt n° 141 précédemment réservé de M. Didier Migaud (carburateurs destinés aux aéronefs – TIPP : suppression de l'exonération) (p. 6408)

Article 18 précédemment réservé (suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé "La Monnaie de Paris")

Son amendement n° 271 (p. 6412) : adopté après rectification (p. 6413)

Son amendement n° 273 (p. 6413)

Après l'article 10

Son amendement n° 278 (taxes sur les véhicules de sociétés : exonération des automobiles de moins de trois mètres dont les émissions de CO² sont inférieures à 120 g au kilomètre) : rejeté (p. 6414)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 6421 et s.)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 6427)

Article 14 (compensation des transferts de compétences aux départements)

Son intervention (p. 6430)

Son amendement n° 252 (de suppression) (p. 6431)

Article 15 (évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)

Son amendement n° 253 (de suppression) (p. 6434)

Article 23 (mesures modifiant la répartition de droits de consommation sur les tabacs)

Ses amendements n°s 274 et 275 (p. 6436)

Après l'article 25

Son amendement n° 288 (quotités du droit de francisation et de navigation : majoration de 18 %) (p. 6440) : retiré (p. 6441)

Article 27 (contribution à l'effort national de recherche)

Son amendement n° 254 (de suppression) (p. 6442)

Article 30 (élargissement des missions et des modalités de financement du Centre des monuments nationaux - CMN)

Son amendement n° 255 (de suppression) (p. 6443)

Article 31 (transfert de la créance détenue par l'Etat sur l'UNEDIC au Fonds de solidarité)

Son amendement n° 256 (de suppression) (p. 6444)

Explications de vote et vote [24 octobre 2006] (p. 6485)

Ses explications de vote (p. 6488)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6489)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Examen des fascicules [17 novembre 2006] (p. 7712)

Son intervention (p. 7715)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : dépenses fiscales : "niches fiscales" (p. 7715)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7715)

Impôts et taxes : dégrèvements : remboursement (p. 7715)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7715)

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7717)

Son intervention (p. 7718)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : effectifs (p. 7718)

Fonction publique de l'Etat : effectifs (p. 7718)

Fonction publique de l'Etat : modernisation (p. 7718)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7718)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7719)

Crédits de la mission : "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7722)

Après l'article 47

Intervient sur l'ad n° 265 de la commission (rapport annuel sur l'état de la fonction publique) (p. 7724)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Son intervention (p. 7752 et s.)

Thèmes :

Etat : patrimoine immobilier : vente (p. 7759)

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale : pensions (p. 7759)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7752)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : cotisations : financement (p. 7760)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : outre-mer (p. 7752)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 7759)

MEDIAS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7629)

Son intervention (p. 7630)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 7630)

Audiovisuel et communication : médias (p. 7630)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 7630)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 7630)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7633)

Crédits de la mission "Avances à l'audiovisuel public" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7636)

Après l'article 63

Intervient sur l'ad n° 281 de M. Patrick Bloche (émission de l'avis d'imposition de la redevance avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 7638)

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7708)

Son intervention (p. 7710)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 7710)

Finances publiques : dépenses (p. 7710)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 7711)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7711)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son amendement n° 79 (redéploiement de crédits concernant l'enseignement supérieur privé dans le cadre du programme "formations supérieures et recherche universitaire" au bénéfice de l'enseignement supérieur privé) (p. 6905)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)

Son intervention (p. 6753)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compensations financières (p. 6753)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : autonomie financière (p. 6754)

Impôts locaux : réforme (p. 6754)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 6753)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : compensations financières (p. 6754)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)

Crédits de la mission : "Relations avec les collectivités territoriales" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6767)

Après l'article 51

Intervient sur l'adt n° 59 de M. Michel Bouvard (logements étudiants pris en compte pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Michel Bouvard (prise en compte des étudiants inscrits dans un centre universitaire situé sur la commune pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Son amendement n° 56 (prise en compte des compensations d'exonérations fiscales dans le calcul du potentiel financier mais exclusion de la dotation de garantie) : retiré (p. 6768)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de la commission (adaptation des règles d'indexation de la dotation forfaitaire au département de Paris) (p. 6770)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Augustin Bonrepaux (révision des modalités de calcul du prélèvement "France Télécom" sur la DGF) (p. 6771)

Intervient sur l'adt n° 51 de la commission (instauration d'un prélèvement de 9,34 millions d'euros sur la dotation spéciale pour le logement des instituteurs au profit de la dotation d'aménagement) (p. 6771)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7622)

Son intervention (p. 7624)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) : financement (p. 7624)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF : réforme (p. 7624)

Sécurité routière (p. 7624)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7624)

Transports aériens (p. 7624)

Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 7624)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 7625)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7626)*Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route" inscrits à l'état D*

Son intervention (p. 7628)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Ses interventions (p. 7653, 7656, 7659)

Thèmes :

Entreprises : EADS (p. 7659)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : financement (p. 7653)

Transports aériens : aviation civile : impôts et taxes (p. 7653)

Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 7659)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 7653)

Transports aériens : sécurité : financement (p. 7659)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[17 novembre 2006] (p. 7764)***Après l'article 40*

Intervient sur l'adt n° 277 de la commission (produit textiles – déchets : recyclage et traitement) (p. 7766)

Intervient sur le sous-adt n° 362 du Gouvernement (31 décembre 2007) à l'adt n° 208 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier

(téléphonie mobile – investissements des collectivités territoriales en vue de l'extension de la couverture du territoire – éligibilité au fonds de compensation pour la TVA : prorogation jusqu'au 31 décembre 2008) (p. 7768)

Intervient sur l'adt n° 271 de la commission (taxe de séjour – renforcement des pénalités en cas de non-respect des obligations imposées aux professionnels en vue de sa perception) (p. 7769)

Intervient sur l'adt n° 272 de la commission (taxe perçue par les communes sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur – article 2333-92 du code général des collectivités territoriales : extension aux équipements créés antérieurement au 1er janvier 2006 et aménagements) (p. 7770)

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Camille de Rocca Serra (fonds d'investissement de proximité : réduction d'impôt portée de 25 % à 50 % jusqu'en 2011 - actif constitué pour 60 % par des sociétés exerçant principalement en Corse) (p. 7772)

Intervient sur l'adt n° 273 de la commission (vendeurs à domicile indépendants - taxe professionnelle : exonération lorsque la rémunération brute mensuelle n'excède pas 381 €) (p. 7776 et s.)

Son sous-amendement n° 353 (moins 1 % pour les propriétés non bâties) à l'adt n° 269 de la commission (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,8 %) : retiré (p. 7778)

Son sous-amendement n° 354 (plus 2 % pour les propriétés bâties) à l'adt n° 269 de la commission : retiré (p. 7778)

Intervient sur l'adt n° 270 de la commission (gens du voyage – résidences mobiles terrestres – taxe d'habitation : report de l'entrée en vigueur du 1er janvier 2007 au 1er janvier 2008) (p. 7779)

Son amendement n° 356 (entreprises de transport aérien – taxe professionnelle : bénéfice du dégrèvement consenti aux entreprises de transport maritime) (p. 7781) : retiré (p. 7782)

Son amendement n° 352 (taxe professionnelle - abrogation du plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée) (p. 7782) : rejeté (p. 7784)

Intervient sur l'adt n° 276 de la commission (réforme de la taxe professionnelle – conséquences : rapport du Gouvernement) (p. 7788)

Intervient sur l'adt n° 318 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle – plafonnement : information des collectivités territoriales avant le 1er mars de chaque année sur les bases des établissements, leur plafonnement et les conséquences d'une augmentation du taux) (p. 7789)

*Seconde délibération**Article 36 et état D (crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)*

Intervient sur l'adt n° 28 du Gouvernement (mission pensions – pensions d'invalidité et de retraite servies aux ressortissants des pays antérieurement placés sous souveraineté française : majoration des autorisations d'engagement et des crédits de paiement de 110 millions d'euros) (p. 7793)

Son intervention (p. 7793)

Explications de vote et vote [21 novembre 2006] (p. 7807)

Ses explications de vote (p. 7810)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7811)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9159)**

Son intervention (p. 9166)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses (p. 9166 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 9166)

Elections et référendums : élection présidentielle : programmes (p. 9166 et s.)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 9167)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9166 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9166)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 9167)

Finances publiques : dette publique (p. 9167)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 9166)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 9166)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9166)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 9166)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 9166)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 9166)

Impôts locaux : taxe professionnelle : plus-values (p. 9167)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9170)

Article 8 (aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'ad t n° 5 du Gouvernement (de suppression - coordination avec le projet de loi de finances rectificative pour 2006) (p. 9171)

Article 34 et état B (crédits du budget général)

Intervient sur l'ad t n° 7 du Gouvernement (minoration de 20 millions d'euros des remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat - de conséquence de l'article 4 du projet de loi de finances rectificative pour 2006 réservant l'exonération de TIPP aux seules missions militaires relevant du ministère de la défense) (p. 9171)

Article 40 quinquies (taxe sur les déchets réceptionnés dans un centre de stockage)

Intervient sur l'ad t n° 9 du Gouvernement (rédactionnel et de précision) (p. 9171)

Article 53 bis supprimé par la commission mixte paritaire (attribution aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome dont peuvent bénéficier les personnes handicapées)

Intervient sur l'ad t n° 10 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 9171, 9172)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9168)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 17

Son amendement n° 499 (autorisation d'exploiter des jeux de casinos sur Internet) (p. 8364) : rejeté (p. 8365)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 2006] (8593)

Article 1er (ratification et modifications de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété)

Son amendement n° 2 (p. 8594)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8640)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 8641)

Défense : opérations extérieures (p. 8642)

Finances publiques : dépenses : prévisions (p. 8642)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8641)

Impôt sur les sociétés : acomptes : réforme (p. 8641)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8641)

Impôts et taxes : taxe sur les véhicules de société (p. 8641)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8640 et s.)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 1er (allègement de la taxe sur les véhicules des sociétés afférente aux véhicules des salariés ou dirigeants pour lesquels l'entreprise procède à des remboursements de frais kilométriques)

Son amendement n° 281 (p. 8666)

Article 2 (poursuite de la réforme du régime des acomptes de l'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 8667)

Son amendement n° 282 (de suppression) (p. 8667)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 66 rectifié de M. Jacques Péliissard (imprimés non sollicités - taxe générale sur les activités polluantes : modification de l'assiette et du montant) (p. 8673)

Intervient sur l'ad t n° 84 de M. Henri Emmanuelli (abaissement à 1,5 kilowattheure par euro de valeur ajoutée du seuil d'admission aux souscriptions en capital de sociétés d'approvisionnement en électricité) (p. 8675)

Article 8 (affectation aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances automobiles - TSCA)

Son intervention (p. 8684)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 324 du Gouvernement (produit des amendes forfaitaires de police : prélèvements en 2006 de 50 millions d'euros au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale et de 50 millions d'euros au profit de la dotation pour l'aménagement des communes) (p. 8688)

Intervient sur le sous-ad t n° 360 de M. Michel Bouvard (prélèvement au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale pour la seule année 2006) à l'ad t n° 324 du Gouvernement (p. 8688)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 327 du Gouvernement (formation professionnelle - compensation pour les organismes collecteurs de la baisse du produit de la participation des employeurs induite par le relèvement des seuils d'effectifs salariés : attribution d'une fraction des droits sur les tabacs) (p. 8690)

Article 13 et état A (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Son intervention (p. 8691)

Article 17 (ratification de trois décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance)

Son amendement n° 284 (p. 8699)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 30 de la commission (matériels contribuant à économiser l'énergie : prorogation des dispositifs d'amortissement exceptionnel) (p. 8700)

Article 19 (aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules "propres")

Son amendement n° 283 (p. 8702)

Après l'article 20

Son amendement n° 106, deuxième rectification (sacs de caisse en matière plastique non biodégradable : institution d'une taxe au profit de l'ADEME et perçue à compter du 1er janvier 2009) (p. 8703) : rejeté (p. 8705)

Article 23 (instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)

Son amendement n° 285 (p. 8709)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 34 de la commission (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales et des entreprises de transports en commun - exonération de TIPP) (p. 8712)

Article 25 (modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Son intervention (p. 8716)

Son sous-amendement n° 228 à l'adt n° 37 de la commission : adopté (p. 8716)

Son amendement n° 80 (p. 8717)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 295 de M. Sébastien Huyghe (successions - PACS : exonération de l'avantage retiré par le partenaire survivant des acquisitions en indivision quel que soit leur financement) (p. 8719)

Son amendement n° 297 (exonération d'ISF - groupements fonciers agricoles : extension aux apports en numéraire) : rejeté (p. 8719)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Philippe Folliot (études secondaires ou supérieures : transformation en crédit d'impôt de la réduction d'impôt) (p. 8724)

Intervient sur l'adt n° 250 du Gouvernement (jeunes prenant un emploi dans un secteur en pénurie de main d'œuvre : majoration du crédit d'impôt prévu par l'article 200 decies du code général des impôts) (p. 8726)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 301 de M. Hervé Morin (exonération des plus values de cession de matériels agricoles ou forestiers - calcul du seuil de recettes pour 2006 : option pour l'exercice ou l'année civile) (p. 8731)

Article 29 (aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés)

Son amendement n° 307 (p. 8732)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 354 rectifié du Gouvernement (gestion des contrats d'assurance maladie complémentaires solidaires et responsables : exonération d'impôt sur les sociétés et de taxe professionnelle - diverses dispositions relatives aux assurances) (p. 8733)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8736)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8742)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission (vendeurs de télévision : suppression des obligations déclaratives) (p. 8752)

Son amendement n° 309 (moniteurs destinés au réglage d'appareils récepteurs en réparation : exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 8751) : retiré (p. 8752)

Article 34 (aménagement de la redevance sur l'emploi de la reprographie)

Son intervention (p. 8753)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de la commission (droit de francisation et de navigation affecté au Conservatoire de l'espace littoral : réforme de l'assiette et du barème) (p. 8753)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 272 de M. Yves Bur (taxe spéciale sur les transports routiers en Alsace : prorogation) (p. 8758)

Intervient sur l'adt n° 44, deuxième rectification de la commission (vendeurs à domicile indépendants percevant moins de 381 euros bruts mensuels : exonération de taxe professionnelle) (p. 8758)

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Thierry Mariani (petits commerces ayant subi une perte de chiffre d'affaires du fait de travaux de voirie réalisés par des collectivités territoriales : possibilité d'exonération de taxe professionnelle) (p. 8759)

Intervient sur l'adt n° 288 de M. Jean-Luc Warsmann (institution des bassins d'emploi à redynamiser : régime fiscal et social) (p. 8764)

Après l'article 41

Son amendement n° 310 (gouvernance des régimes ayant succédé au Complément de retraite des fonctionnaires : alignement sur les PERP) (p. 8768) : rejeté (p. 8769)

Article 44 (réforme des contingents communaux d'incendie et de secours)

Son intervention (p. 8775)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 371 du Gouvernement (allègements généraux de cotisations sociales patronales - modalités de compensation à la sécurité sociale à compter de 2008) (p. 8775)

Intervient sur l'adt n° 253 du Gouvernement (Mayotte : validation de la taxe spéciale sur la consommation des produits pétroliers instituée par le Conseil général et report de l'application du code général des impôts et du code des douanes) (p. 8776)

Intervient sur l'adt n° 47 de la commission (déclaration électronique de dédouanement : rapport sur le coût de la gratuité pour l'Etat) (p. 8777)

Seconde délibération

Article 35 supprimé en première délibération (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)

Son intervention (p. 8779)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 1er A (droit d'accès à l'eau potable)

Son intervention (p. 8838)

Article 1er (habilitation de Voies Navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son amendement n° 206 (p. 8840)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8967)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son amendement n° 208 (p. 8968)

Proposition de loi n° 3382 portant diverses dispositions intéressant la Banque de France

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 365)

Son intervention (p. 371)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France : accidents du travail (p. 372)

Banques et établissements financiers : Banque de France : assurance maladie maternité : généralités (p. 371)

Banques et établissements financiers : Banque de France : code du travail (p. 371)

Banques et établissements financiers : Banque de France : comité de la politique monétaire (p. 371)

Banques et établissements financiers : Banque de France : oeuvres sociales (p. 371)

Banques et établissements financiers : Banque de France : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 371 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 372)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 375)

Article 5 (application du droit du travail à la Banque de France)

Son intervention (p. 376)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (directives européennes relatives aux marchés d'instruments financiers : prorogation de l'habilitation pour leur transposition par ordonnance) (p. 378)

Intervient sur le sous-adt n° 5 de M. Gilles Carrez (conversion du privilège de prêteurs de deniers en hypothèque rechargeable : exonération de taxe de publicité foncière et du droit fixe d'enregistrement) à l'adt n° 4 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n° 2006-346 du 23 mars 2006 relative aux sûretés - hypothèque rechargeable et prêt viager hypothécaire - et conversion du privilège de prêteurs de deniers en hypothèque rechargeable) (p. 379)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 372)

Édouard COURTIAL

*Oise (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6052)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : mutations (p. 6053)

Fonction publique territoriale : recrutement (p. 6052)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 6053)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 6053)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 28 quater (rémunération du fonctionnaire pris en charge en raison de la suppression de son emploi)

Son amendement n° 113 rectifié (de suppression) : adopté (p. 6145)

Article 32 ter (extension de la possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie)

Son sous-amendement n° 114 à l'adt n° 64 de la commission (p. 6150) : adopté (p. 6151)

Alain COUSIN

*Manche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le dispositif public d'appui à l'export [14 février 2007] (n° 3703)

Proposition de loi n° 3809 relative à la détermination du lieu de naissance [23 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 18 bis (publicité portant sur les pesticides)

Son amendement n° 257 rectifié (p. 8920)

Jean-Yves COUSIN

*Calvados (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1795, posée le 9 janvier 2007. Associations. Centre d'initiative aux énergies renouvelables (J.O. Questions p. 167). Appelée le 9 janvier 2007. Activité de transport et de négoce de déchet, agrément (p. 15)

n° 1906, posée le 20 février 2007. Etablissements de santé. Schéma d'organisation sanitaire (J.O. Questions p. 1643). Appelée le 20 février 2007. Représentants des usagers, frais de transport, prise en charge (p. 1293)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 308 (taxe professionnelle – plafonnement – neutralisation des effets des transferts de compétence intervenus en 2004 entre communes et groupements de communes) : retiré (p. 7785)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 36

Son amendement n° 173 (taxe professionnelle - plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée : dispositif évitant la pénalisation des

EPCI à fiscalité additionnelle ayant reçu des compétences en 2004) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8765)

Yves COUSSAIN

*Cantal (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7663)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : transports ferroviaires (p. 7663)

Transports ferroviaires : TGV : Limousin (p. 7663)

Voirie : routes nationales : Cantal (p. 7663)

Jean-Michel COUVE

*Var (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VI : Politique des territoires (tourisme) (n° 3365) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3627 visant à encadrer les délais de paiement dans la sous-traitance industrielle [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques
(p. 7380)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER)
(p. 7380)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire
(p. 7380)

Tourisme et loisirs : chèques vacances (p. 7381)

Tourisme et loisirs : crédits budgétaires (p. 7380)

Tourisme et loisirs : développement durable (p. 7381)

Tourisme et loisirs : enseignement supérieur (p. 7381)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 7380)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 7381)

Charles COVA

*Seine-et-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces
armées [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée
parlementaire de l'OTAN (ex délégation de l'Assemblée nationale à
l'Assemblée de l'Atlantique nord) [J.O. du 23 février 2007] (p. 3329)

DEPOT

Proposition de loi n° 3482 relative aux modalités de dissolution de la
mutuelle dénommée Société nationale "Les Médailleurs Militaires"
[30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

*Article 4 (instauration d'une exonération de TIPP au bénéfice du
ministère de la défense)*

Son intervention (p. 8676)

**Proposition de loi n° 3482 relative aux modalités de dissolution de
la mutuelle dénommée Société nationale "Les Médailleurs
Militaires"**

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 697)

Ses interventions (p. 699, 701)

Thèmes :

Associations : statuts : médaille militaire (p. 699)

Décorations, insignes et emblèmes : médaille militaire (p. 699, 701)

Défense : militaires et assimilés (p. 699)

Défense : militaires et assimilés : famille (p. 699)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 699)

Paul-Henri CUGNENC

*Hérault (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme.
Déclarations d'un président de région, sanctions
[21 novembre 2006] (p. 7801)

Henri CUQ

Ministre délégué aux relations avec le Parlement

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O.
du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yvan Lachaud. Agriculture. Viticulteurs. Revendications
[14 novembre 2006] (p. 7358)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Armand Jung. Agroalimentaire. Chocolat. Suchard, emploi et
activité, Strasbourg [29 novembre 2006] (p. 8255)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Santé. Soins et maintien à domicile.
Financement, Lourdes et Ossun [29 novembre 2006] (p. 8252)

M. Marc Bernier. Emploi. Contrats d'avenir. Réglementation
[29 novembre 2006] (p. 8254)

M. Frédéric Soulier. Formation professionnelle. Apprentissage.
Mise en place, modalités [29 novembre 2006] (p. 8256)

M. Max Roustan. Chômage : indemnisation. Réglementation. Fonctionnaires territoriaux, OPAC [29 novembre 2006] (p. 8253)

M. Léonce Deprez. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Nord - Pas-de-Calais [19 décembre 2006] (p. 9134)

M. Yves Bur. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Aides-soignants, Bas-Rhin [19 décembre 2006] (p. 9135)

M. Albert Facon. Industrie. Textile et habillement. Entreprise Sublistic, plan social, Hénin-Beaumont [20 février 2007] (p. 1308)

M. Henri Sicre. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, travaux, financement, Pyrénées-Orientales [20 février 2007] (p. 1310)

Mme Chantal Brunel. Déchets, pollutions et nuisances. Société Compost Val d'Europe. Environnement, infractions, sanctions [20 février 2007] (p. 1309)

ÉLOGES FUNEBRES

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Gérard Léonard [3 octobre 2006] (p. 5739)

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Edouard Landrain [24 octobre 2006] (p. 6491)

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de Mme Nathalie Gautier [14 novembre 2006] (p. 7366)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son intervention (p. 6109 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de M. Christophe Masse (constitution de partie civile par les associations) (p. 6111)

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Christophe Masse (coordination) (p. 6111)

Titre

Intervient sur l'adt n° 5 de M. Christophe Masse (nouveau titre : "proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien") (p. 6111)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POUVOIRS PUBLICS - CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7552)

Son intervention (p. 7557)

Thèmes avant la procédure des questions :

Conseil constitutionnel : crédits budgétaires (p. 7557)

Elections et référendums : élection présidentielle : Conseil constitutionnel (p. 7557)

Etat : Conseil économique et social : indicateurs de performance (p. 7559)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition : Président de la République (p. 7558)

Justice : Conseil d'Etat : délais (p. 7558)

Justice : Cour des comptes : autonomie financière (p. 7558)

Justice : juridictions administratives : Internet (p. 7558)

Justice : juridictions administratives : moyens (p. 7558)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7557)

Président de la République : autonomie financière (p. 7557)

Président de la République : crédits : documents budgétaires (p. 7558)

Sécurité sociale : comptes : certification (p. 7558)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7560)

Crédits de la mission : "Pouvoirs publics" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 7560)

D**Claude DARCIAUX***Côte-d'Or (3^{ème} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]**INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE***QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1826, posée le 16 janvier 2007. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p.415). Appelée le 16 janvier 2007. Bassins d'emploi, aides de l'État (p. 270)

*DEBATS***Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 529)**

Son intervention (p. 537)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : délocalisations (p. 538)

Entreprises : bénéfiques (p. 538)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 538)

Industrie : électronique (p. 537)

Travail : licenciement économique (p. 537)

Travail : plan social (p. 538)

Xavier DARCOS*Ministre de l'éducation nationale*

Est nommé ministre de l'éducation nationale. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

Olivier DASSAULT*Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]**NOMINATIONS**Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]**DEPOT**

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 7 : Culture (création, transmission des savoirs et démocratisation de la culture ; cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Sorbonne. Etudiants, coopération avec les Emirats arabes unis [22 novembre 2006] (p. 7880)

Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan Hôpital 2012 [14 février 2007] (p. 1176)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****CULTURE****Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)**

Son intervention (p. 7510)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : musique (p. 7511)

Arts et spectacles : théâtres nationaux (p. 7511)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7512)

Culture : création (p. 7511)

Culture : crédits (p. 7510 et s.)

Culture : politique culturelle (p. 7511, 7512)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7511)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7512)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7536)*Crédits de la mission "Culture" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 7536)

Après l'article 62

Intervient sur l'adit n° 224 de M. François Brottes (majoration des montants de la taxe fixée pour la publicité radiodiffusée et télévisée) (p. 7537)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort**PREMIERE LECTURE****Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)**

Ses amendements n°s 1 et 2 (p. 773)

Michel DASSEUX*Dordogne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]**Rachida DATI***Garde des Sceaux, ministre de la justice*

Est nommée garde des sceaux, ministre de la justice. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

Marc-Philippe DAUBRESSE*Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]**NOMINATIONS**Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etat. Fonctionnement. Evaluation des politiques publiques [24 octobre 2006] (p. 6484)

*DEBATS***Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)**

Son intervention (p. 1229)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1229, 1230)

Communes : logement social (p. 1230)

Logement : personnes défavorisées (p. 1229)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 1229, 1231)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1229)

Logement : logement social (p. 1229 et s.)

Logement : mixité sociale (p. 1230)

Logement : aides et prêts : associations (p. 1231)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1229)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1229)

Martine DAVID*Rhône (13^{ème} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]**INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Chômage. Statistiques [5 décembre 2006] (p. 8515)

*DEBATS***Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)**

Son intervention (p. 3654)

Thèmes :

Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3654)

Parlement : rôle : Arménie (p. 3654)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)**

Son intervention (p. 7646)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7646)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 7646)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 7647)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 7647)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8543)

Bernard DEBRÉ

*Paris (15^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3630 relative à l'institution d'une communauté urbaine incluant Paris [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3631 relative à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers d'arrondissement [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse (majoration des taux de la contribution des entreprises pharmaceutiques n'ayant pas suffisamment investi dans la recherche) (p. 6640)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son intervention (p. 6645)

Article 32 (définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail)

Son intervention (p. 6667 et s.)

Jean-Louis DEBRÉ

*Eure (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Nomination au Conseil constitutionnel le 4 mars 2007 [J.O. du 6 mars 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Président

COUR DES COMPTES

Donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2006 [7 février 2007] (p. 1031)

ELOGES FUNEBRES DE

M. Gérard Léonard. Observation d'une minute de silence [3 octobre 2006] (p. 5738)

M. Edouard Landrain. Observation d'une minute de silence [24 octobre 2006] (p. 6490)

Nathalie Gautier. Observation d'une minute de silence [14 novembre 2006] (p. 7365)

HOMMAGE

À l'Abbé Pierre, décédé le 22 janvier 2007 [23 janvier 2007] (p. 560)

HOMMAGES DE BIENVENUE

À une délégation de parlementaires de la chambre des représentants de la Nouvelle-Zélande [3 octobre 2006] (p. 5720)

À une délégation de parlementaires du Congrès des députés d'Espagne [10 octobre 2006] (p. 5938)

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée de la République d'Albanie [18 octobre 2006] (p. 6251)

À une délégation de parlementaires de la Principauté d'Andorre [24 octobre 2006] (p. 6476)

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée législative de la République d'El Salvador ainsi qu'à une délégation de parlementaires de l'Assemblée du peuple d'Egypte [25 octobre 2006] (p. 6547)

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de la République populaire de Chine [21 novembre 2006] (p. 7799)

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale du Congrès de la République du Guatemala [7 février 2007] (p. 1004)

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée populaire nationale de la République algérienne démocratique et populaire [20 février 2007] (p. 1316)

À une délégation de parlementaires de la Chambre des députés de la République du Chili [28 novembre 2006] (p. 8158)

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Jean-Paul Charié : indique que les trois sous-amendements à son amendement n° 24 adopté après l'article 28 figuraient sur la feuille de séance et dans la liasse des amendements [7 décembre 2006] (p. 8732)

M. Jérôme Rivière : remarque que, depuis longtemps, les exceptions d'irrecevabilité ne servent plus, dans la plupart des cas, à soulever des problèmes de constitutionnalité [30 janvier 2007] (p. 756)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Après l'article 15

Son intervention : rappelle que l'Assemblée est tenue, par l'article 100 du Règlement, de ne pas délibérer sur les amendements qui ne sont pas soutenus en séance [5 octobre 2006] (p. 5911)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 29 (aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Paul Charié (cf supra) (p. 8732)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 8992)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Répond au rappel au règlement de M. Jérôme Rivière (cf supra) [30 janvier 2007] (p. 756)

Jean-Claude DECAGNY*Nord (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3423 visant à aménager les règles concernant le tabagisme dans les cafés, tabacs, restaurants et discothèques [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3633 visant à renforcer la protection des personnes âgées à l'égard du démarchage [30 janvier 2007]

Christian DECOCQ*Nord (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements (n° 2624) [17 janvier 2007]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'action

extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements (n° 2624) [24 janvier 2007] (n° 3610)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1796, posée le 9 janvier 2007. Aménagement du territoire. Politique de la ville (J.O. Questions p.167). Appelée le 9 janvier 2007. Contrats urbains de cohésion sociale, mise en œuvre (p. 18)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7902)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7902)

Communes : maires : information (p. 7902)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7902)

Politique sociale : action sociale (p. 7902)

Proposition de loi n° 2624 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 702)

Son intervention (p. 702)

Thèmes :

Collectivités territoriales : actions extérieures (p. 702)

Collectivités territoriales : compétences (p. 703)

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 702)

Collectivités territoriales : subventions : aide humanitaire (p. 703)

Communes : jumelages (p. 702)

Politique extérieure : aide au développement : collectivités territoriales (p. 702)

Politique extérieure : coopération économique : collectivités territoriales (p. 702)

Relations internationales : collectivités territoriales (p. 702)

Jean-Pierre DECOOL*Nord (14^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3370 visant à déduire du revenu imposable les cotisations de prévoyance complémentaire [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3442 prévoyant l'indemnisation des commerces qui subissent des préjudices financiers en raison de travaux sur la voie publique d'une durée supérieure à douze mois [15 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Biocarburants. Développement [29 novembre 2006] (p. 8268)

Chasse et pêche. Pêche. Carte de pêche, tarif [14 février 2007] (p. 1174)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1726, posée le 28 novembre 2006. Voirie. RN 42 (J.O. Questions p. 12271). Appelée le 29 novembre 2006. Contournement, Borre Pradelles (p. 8239)

n° 1854, posée le 30 janvier 2007. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers (J.O. Questions p. 922). Appelée le 30 janvier 2007. Taxe régionale (p. 721)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6245)

Thème :

Sécurité sociale : régimes complémentaires : fiscalité (p. 6245)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 5

Son amendement n° 8 (régimes de prévoyance complémentaire - cotisations : déduction du revenu) : retiré (p. 6363)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7483)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Télécommunications : Internet : accès (p. 7422)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7030)

Thème avant la procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites complémentaires (p. 7031)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 820)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : diversité culturelle (p. 820)

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 821)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 821)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 820, 821)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 820, 821)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son sous-amendement n° 269 à l'ad n° 29 de la commission (p. 863) : adopté (p. 864)

Son sous-amendement n° 268 à l'ad n° 29 de la commission (p. 863) : adopté (p. 864)

Son amendement n° 153 (p. 869)

Son sous-amendement n° 267 à l'ad n° 31 rectifié de la commission (p. 870) : adopté (p. 871)

Après l'article 5 ter

Son amendement n° 204 (obligation de reprise du programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) : rejeté (p. 882)

Bernard DEFLESSELLES

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politiques communautaires. Coopération et développement. Partenariat euro-méditerranéen [6 décembre 2006] (p. 8605)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1754, posée le 5 décembre 2006. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 12587). Appelée le 5 décembre 2006. Construction, La Ciotat (p. 8492)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7130)

*Thèmes avant la procédure des questions :*Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation
(p. 7131)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 7130)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7131)

Union européenne : politique de la défense : Agence européenne de
défense (AED) (p. 7130)**Jean-Pierre DEFONTAINE***Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*S'apparente au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]**Lucien DEGAUCHY***Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [1^{er} octobre 2006]Membre titulaire de la commission chargée de l'application de
l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de
la Constitution [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes,
développement [10 janvier 2007] (p. 111)**Marcel DEHOUX***Nord (24^{ème} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2006]Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les
comptes [1^{er} octobre 2006]**Francis DELATTRE***Val-d'Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]**Michel DELEBARRE***Nord (13^{ème} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]**Richard DELL'AGNOLA***Val-de-Marne (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*Sécurité routière. Politique et réglementation. [18 octobre 2006]
(p. 6256)

Sécurité routière. Accidents. [10 janvier 2007] (p. 114)

DEBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 765)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 765)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 765)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 765)

Relations internationales : guerre : peine de mort (p. 765)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son amendement n° 4 (p. 777)

Patrick DELNATTE*Nord (9^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 15964)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au contrôle de la validité des mariages (n° 3356) [11 octobre 2006] (n° 3359)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6162)

Son intervention (p. 6163)

Thèmes :

Administration : actes administratifs : pays étrangers (p. 6165)

Etat civil : mariage : certificat de capacité (p. 6164)

Etat civil : mariage : formalités administratives (p. 6164)

Etat civil : mariage avec un étranger : immigration (p. 6163)

Etat civil : mariage avec un étranger : statistiques (p. 6163)

Famille : mariage forcé (p. 6164)

Famille : mariages blancs (p. 6164)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 6164)

Discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6168)*Article 1er (composition du dossier de mariage et audition des futurs époux)*

Son intervention (p. 6168 et s.)

Article 3 (contrôle de la validité des mariages des Français à l'étranger)

Son intervention (p. 6169 et s.)

Article 6 (force probante des actes de l'état civil étrangers)

Son intervention (p. 6172)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 18 de M. Jean-Pierre Blazy (délais de contrôle de la validité du mariage non pris en compte pour l'appréciation de la durée de la communauté de vie) (p. 6173)

Intervient sur l'ad n° 19 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport annuel d'évaluation) (p. 6173)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7903)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7934)

Thèmes :

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 7904)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7904)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7903)

Droit pénal : violences conjugales (p. 7904)

Enfants : protection (p. 7934)

Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 7904)

Prestations familiales : tutelle (p. 7904)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 57)

Thèmes :

Départements : protection de la famille et de l'enfance (p. 57, 58)

Enfants : droits de l'enfant (p. 57, 58)
 Enfants : mauvais traitements (p. 57, 58)
 Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 58)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Après l'article 4 bis

Son amendement n° 124 (conditions de saisine, par un mineur, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP)) (p. 117) : retiré (p. 118)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 348)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 349)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : personnes âgées (p. 348)

Déchéances et incapacités : tutelle : prestations sociales (p. 349)

Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 348)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 402 et s.)

Son amendement n° 309 : adopté (p. 410)

Ses explications de vote (p. 466)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 466)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1487)

Son intervention (p. 1490)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : tutelle : professionnalisation (p. 1490)

Donations et successions : recours (p. 1490)

Droit civil : modernisation (p. 1490)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1490)

Projet de loi n° 3407 relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 991)

Son intervention (p. 994)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 994)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 994)

Etat : Conseil économique et social (p. 995)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 994)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 995)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 9 (restriction de l'accès à certaines prestations sociales pour les ressortissants communautaires entrés en France pour y rechercher un emploi)

Son intervention (p. 1432)

Jean DELOBEL

*Nord (15^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 novembre 2006] (p. 17870)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 novembre 2006] (p. 17870)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 décembre 2006] (p. 18297)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 décembre 2006] (p. 18297)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 décembre 2006] (p. 18871)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 décembre 2006] (p. 18781)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 janvier 2007] (p. 460)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 9 janvier 2007] (p. 460)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 12 janvier 2007] (p. 823)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 janvier 2007] (p. 823)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 février 2007] (p. 2300)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2007] (p. 2300)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 24 février 2007] (p. 3421)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 février 2007] (p. 3421)

Jean-Marie DEMANGE

*Moselle (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3374 visant à imposer aux établissements bancaires une obligation d'information envers leurs clients avant toute décision d'interdiction bancaire [17 octobre 2006]

Stéphane DEMILLY

*Somme (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3471 visant à rendre obligatoire l'équipement des stations-service en systèmes de récupération des vapeurs d'essence [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Airbus [10 octobre 2006] (p. 5938)

Energie et carburants. Biocarburants. [17 octobre 2006] (p. 6180)

Télécommunications. Réseaux. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, couverture du territoire [7 novembre 2006] (p. 6988)

Industrie. Construction aéronautique. Airbus, emploi et activité [6 février 2007] (p. 953)

Industrie. Construction aéronautique. Airbus, emploi et activité [20 février 2007] (p. 1318)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1750, posée le 5 décembre 2006. Gendarmerie. Casernes (J.O. Questions p. 12586). Appelée le 5 décembre 2006. Construction, Albert (p. 8486)

n° 1895, posée le 20 février 2007. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 1641). Appelée le 20 février 2007. Portables, antennes relais, installation, attitude des opérateurs (p. 1289)

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son amendement n° 356 (p. 8968)

Yves DENIAUD

*Orne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS*

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 45 (création du chèque-transport)

Son amendement n° 223 (p. 6014) : retiré (p. 6015)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6236)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6238)

Etat : patrimoine : gestion (p. 6237)

Etat : réforme (p. 6237)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6236)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6236)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 6237)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 6237)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6237)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6237)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 6237)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**TRANSPORTS**

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7662)

Thème :

Voirie : routes nationales : Eure (p. 7662)

Bernard DEPIERRE

*Côte-d'Or (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3480 relative à l'assouplissement de la durée légale du temps de travail [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [15 novembre 2006] (p. 7472)

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [7 février 2007] (p. 1009)

DEBATS

Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)

Son intervention (p. 5925)

Thèmes :

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 5925)

Sports : bénévolat (p. 5925)

Sports : arbitres (p. 5925, 5926)

Sports : arbitres : missions de service public (p. 5926)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5925, 5926)

Sports : compétitions : arbitrage (p. 5925)

Sports : compétitions : sécurité (p. 5925, 5926)

Sports : fédérations : arbitrage (p. 5925)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son intervention (p. 8361)

Son amendement n° 354 (p. 8361)

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 12 ter A (évaluation comportementale de certains chiens)

Son intervention (p. 1158)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son amendement n° 29 (p. 1160)

Son amendement n° 30 : adopté après rectification (p. 1160)

Ses amendements n° 31, 27 rectifié et 28 (p. 1160)

Léonce DEPRez

*Pas-de-Calais (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1782, posée le 19 décembre 2006. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 13071). Appelée le 19 décembre 2006. Fonctionnement, financement, Nord - Pas-de-Calais (p. 9134)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 5963)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Son intervention (p. 7389)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeux et paris : casinos : stations touristiques (p. 7390)

Tourisme et loisirs : aménagement du territoire (p. 7390)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : contrats de partenariat public-privé (p. 7390)

Travail : aménagement du temps de travail : tourisme et loisirs (p. 7390)

Union européenne : politique du tourisme (p. 7390)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)

Après l'article 51

Intervient sur l'adit n° 59 de M. Michel Bouvard (logements étudiants pris en compte pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Intervient sur l'adit n° 60 de M. Michel Bouvard (prise en compte des étudiants inscrits dans un centre universitaire situé sur la commune pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8628)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Avant le chapitre 1er

Intervient sur les adts n°s 77 et 81 de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9176 et s.)

Article 1er (création de pôles de l'instruction)

Son intervention (p. 9178)

Article 4 (débat public et contradictoire sur le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 9190 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 113 de M. André Vallini (information de la personne placée en garde à vue sur les faits qui lui sont reprochés) (p. 9197)

Intervient sur l'adit n° 117 de M. André Vallini (accès au dossier pour l'avocat de la personne gardée à vue au-delà de 24 heures) (p. 9199)

Avant l'article 16

Son amendement n° 58 (atteinte à la présomption d'innocence punie d'une amende civile de 15 000 euros) : rejeté (p. 9210)

Bernard DEROSIER

Nord (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome II : Direction de l'action du Gouvernement (fonction publique) (n° 3368) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3515 visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [13 décembre 2006]

Proposition de loi constitutionnelle n° 3539 relative à l'article 39 de la Constitution et à la priorité reconnue au Sénat en matière de projet de loi relatif à l'organisation des collectivités territoriales [20 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Procédure pénale. Perquisitions, réglementation [7 novembre 2006] (p. 6993)

Sécurité publique. Sapeurs-pompiers. Revendications [21 novembre 2006] (p. 7805)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1871, posée le 13 février 2007. Handicapés. Etablissements (J.O. Questions p. 1431). Appelée le 13 février 2007. Maisons départementales des personnes handicapées (p. 1084)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6046)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : Conseil supérieur de la fonction publique : action sociale (p. 6047)

Fonction publique territoriale : action sociale (p. 6047)

Fonction publique territoriale : modernisation (p. 6046)

Fonction publique territoriale : centres de gestion (p. 6047)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 6047)

Formation professionnelle : financement (p. 6047)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 182 de M. Paul Giacobbi (ensemble des règles à caractère législatif, y compris le droit à la formation, regroupé au sein de la loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale) (p. 6065)

Article 1er (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie)

Son intervention (p. 6065 et s.)

Ses amendements n°s 190 et 191 (p. 6066, 6068)

Son amendement n° 213 (p. 6068) : adopté après rectification (p. 6069)

Article 3 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle)

Son amendement n° 207 (p. 6070)

Son intervention (p. 6071)

Article 4 (formations obligatoires, dérogations du fait de l'expérience professionnelle et obligations de servir)

Son intervention (p. 6071)

Article 7 A (mission de représentation conférée au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale)

Son amendement n° 214 (p. 6072)

Article 8 (missions du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6074 et s.)

Ses amendements n°s 198 et 215 (p. 6076)

Article 10 (attribution à un centre de gestion de la gestion des agents "A+")

Son amendement n° 204 rectifié (p. 6077)

Son amendement n° 199 : adopté (p. 6077)

Article 12 (affiliation volontaire aux centres de gestion pour la gestion des agents TOS)

Son amendement n° 192 (de suppression) (p. 6078)

Après l'article 12

Son amendement n° 278 (suppression du dispositif dérogatoire applicable aux départements de la petite couronne parisienne pour les élections aux conseils d'administration des centres de gestion) (p. 6078) : rejeté (p. 6079)

Article 13 (financement des centres de gestion et modalités de transfert des compétences du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son amendement n° 200 (p. 6079)

Article 14 (compétences obligatoires des centres de gestion)

Son intervention (p. 6069)

Ses amendements n°s 201 et 220 (p. 6079 et s.)

Article 17 (création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial)

Son amendement n° 205 (p. 6081)

Avant l'article 18 A

Intervient sur l'ad n° 275 du Gouvernement (maintien du contrat à durée indéterminée de l'agent non titulaire recruté par la même collectivité pour un nouveau poste avec des fonctions similaires) (p. 6082)

Article 18 A (possibilité pour une collectivité membre d'un EPCI non obligatoirement affilié à un centre de gestion de constituer des commissions administratives paritaires communes avec cet EPCI)

Son amendement n° 221 (de suppression) : adopté (p. 6083)

Article 18 C (création de comités techniques paritaires communs à l'EPCI et aux communes adhérentes)

Reprend l'ad n° 254 de M. Jacques Alain Bénisti (de suppression) (p. 6083)

Article 18 (rôle des comités techniques paritaires)

Son intervention (p. 6085)

Article 21 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne "au choix")

Son amendement n° 209 (p. 6087)

Article 22 (extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude)

Son intervention (p. 6138)

Article 24 (abaissement des seuils de création des emplois fonctionnels)

Son intervention (p. 6142)

Après l'article 24

Son amendement n° 212 (modalités de nomination des directeurs départementaux et des directeurs départementaux adjoints des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 6142) : retiré (p. 6143)

Article 28 bis (règles de délibération des conseils de discipline)

Son amendement n° 206 (de suppression) : adopté (p. 6145)

Article 28 ter (définition de l'emploi supprimé)

Son intervention (p. 6145)

Article 29 (monétisation compensant l'absence de mise à disposition d'agents au bénéfice d'organisations syndicales)

Son amendement n° 181 rectifié (p. 6146)

Article 30 (création d'un chapitre relatif à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine préventive au sein du statut de la fonction publique territoriale)

Ses amendements n°s 238, 216 et 222 (p. 6147 et s.)

Article 31 (coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984)

Son amendement n° 202 (p. 6149)

Article 32 ter (extension de la possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie)

Son amendement n° 217 (de suppression) (p. 6150)

Son intervention (p. 6151)

Après l'article 33

Son amendement n° 188 (délégation de signature du maire aux responsables de services) : rejeté (p. 6152)

Article 33 ter (recours à un agent non titulaire pour pourvoir un poste imposé à la collectivité)

Son amendement n° 218 (de suppression) : adopté (p. 6153)

Après l'article 35

Intervient sur l'ad n° 282 de la commission (transfert du personnel et des biens d'un centre communal d'action sociale vers un centre intercommunal d'action sociale) (p. 6154)

Article 35 quater (possibilité de maintenir les avantages indemnitaires des fonctionnaires de l'Etat transférés aux collectivités territoriales)

Son amendement n° 189 (de suppression) (p. 6154)

Article 37 (moyens mis à la disposition du conseil d'orientation du centre de gestion chargé des missions de gestion de dimension nationale)

Son amendement n° 203 (de suppression) : adopté (p. 6155)

Article 39 (inéligibilité des agents des EPCI aux élections municipales dans les communes membres de l'EPCI)

Son amendement n° 219 (de suppression) (p. 6155) : adopté (p. 6157)

Après l'article 41

Son amendement n° 208 (promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale) : adopté après modification (p. 6158)

Ses explications de vote (p. 6160)

Abstention du groupe socialiste (p. 6160)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1045)

Son intervention (p. 1050)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 1051)

Fonction publique territoriale : action sociale (p. 1051)

Fonction publique territoriale : Centre national de formation de la fonction publique territoriale (p. 1051)

Fonction publique territoriale : Centre national de la fonction publique territoriale : gestion (p. 1051)

Fonction publique territoriale : Conseil supérieur de la fonction publique (p. 1050)

Fonctionnaires et agents publics : accès : contrats à durée indéterminée (p. 1050)

Fonctionnaires et agents publics : discipline (p. 1052)

Discussion des articles [7 février 2007] (p. 1056)

Article 18 AB (évolution de la rémunération et mise à disposition des agents publics titulaires d'un contrat à durée indéterminée)

Son amendement n° 7 (de suppression) (p. 1056)

Article 28 bis A (présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale)

Son amendement n° 9 (p. 1057) (p. 1058)

Ses explications de vote (p. 1058)

Abstention du groupe socialiste (p. 1059)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

FONCTION PUBLIQUE

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Ses interventions (p. 7749, 7750)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : mutuelles (p. 7749)

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7749)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7749)

Fonctionnaires et agents publics : contrats à durée indéterminée (p. 7749)

Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 7749)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : pouvoir d'achat (p. 7749 et s.)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)

Son intervention (p. 6752)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 6752)

Collectivités territoriales : charges (p. 6753)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réforme (p. 6753)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6753)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : routes nationales (p. 6752, 6764)

Départements : action sociale : dépenses (p. 6752)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 6753)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : autonomie financière : fiscalité (p. 6765)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation des charges (p. 6764)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7027)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonction publique territoriale : primes (p. 7028)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : carrière (p. 7029)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : statut général (p. 7028)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : primes (p. 7028)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites complémentaires (p. 7028)

Sécurité publique : sécurité civile : sapeurs-pompiers (p. 7028)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : collectivités territoriales (p. 7028)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 10 (majoration et répartition des concours du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion)

Ses amendements n°s 103 et 113 (p. 8686 et s.)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Article 3 (parité aux élections cantonales - institution d'un suppléant du conseiller général, obligatoirement de sexe opposé)

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 511)

Après l'article 3

Son amendement n° 30 (renouvellement intégral des conseillers généraux tous les six ans) (p. 512) : rejeté (p. 513)

Article 4 (renforcement des incitations financières à la parité aux élections législatives)

Son amendement n° 34 (p. 515)

Après l'article 4

Son amendement n° 32 (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 517) : rejeté (p. 518)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 569)

Son intervention (p. 573)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire : subventions (p. 574)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 573)

Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 574)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 573)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : mise à disposition (p. 573)

Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 573)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 573)

Discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 577)

Article 2 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - caractère transférable de ce droit au sein de la fonction publique - organisation de périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 577)

Article 18 A (définition de l'action sociale)

Son intervention (p. 578)

Article 31 (substitution, à titre expérimental, d'un entretien professionnel à la notation chiffrée des fonctionnaires)

Son amendement n° 21 (de suppression) (p. 579)

Article 32 (substitution, à titre expérimental, d'un entretien professionnel à la notation chiffrée des fonctionnaires)

Son amendement n° 22 (de suppression) (p. 580)

Ses explications de vote (p. 580)

Abstention du groupe socialiste (p. 581)

Jacques DESALLANGRE

*Aisne (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi (n° 3559) [17 janvier 2007]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [11 janvier 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi de M. Jacques Desallangre et plusieurs de ses collègues tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi (n° 3559) [17 janvier 2007] (n° 3597)

Proposition de loi n° 3775 tendant à créer une action de groupe [13 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Pauvreté. Lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6181)

Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement [14 novembre 2006] (p. 7356)

Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, attitude de la France [30 janvier 2007] (p. 744)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1740, posée le 28 novembre 2006. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 12274). Appelée le 29 novembre 2006. Infrastructures, développement, Aisne (p. 8237)

n° 1816, posée le 9 janvier 2007. Transports. Transport combiné (J.O. Questions p. 171). Appelée le 9 janvier 2007. Développement (p. 8)

RAPPELS AU REGLEMENT

Se plaint qu'un amendement qu'il a présenté a été déclaré irrecevable alors qu'un autre amendement émanant de la majorité et portant sur le même objet a été admis par la commission des finances [15 novembre 2006] (p. 7476, 7477)

Juge que les amendements de la majorité et ceux de l'opposition ont été traités de manière différente [15 novembre 2006] (p. 7478)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8353)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : TVA (p. 8353 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8353)

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8353)

Hôtellerie et restauration : restaurants : salariés (p. 8353)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8353)

Impôts et taxes : justice sociale : majorité (p. 8354)

Logement (p. 8354)

Parlement : rôle (p. 8355)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8353 et s.)

TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8355)

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 22

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Maxime Gremetz (extension de la responsabilité de l'entreprise dominante en cas de dépendance décisionnelle et financière particulièrement marquée des sous-traitants ou des filiales) (p. 5954)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Maxime Gremetz (droit d'agir en tant que partie civile reconnu au comité d'entreprise ou à défaut à tout représentant du personnel en cas d'abus grave de biens sociaux) (p. 5955)

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Maxime Gremetz (extension aux licenciements abusifs du régime de sanctions applicable aux licenciements nuls) (p. 5956)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition à une procédure de licenciement du comité d'entreprise ou des représentants du personnel) (p. 5957)

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Maxime Gremetz (responsabilités de l'entreprise donneuse d'ordre en cas de difficultés de l'entreprise sous-traitante conduisant à des licenciements) (p. 5957)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Maxime Gremetz (abrogation du contrat "nouvelles embauches" -CNE-) (p. 5958)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 5960)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6540)

Thèmes :

Entreprises : bénéfiques (p. 6541)

Santé : accès aux soins (p. 6540)

Sécurité sociale : déficit (p. 6540)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6540)

Sécurité sociale : financement (p. 6540, 6541)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)**

Son intervention (p. 7444)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7476, 7477)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7478)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7445)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7444, 7445)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7444)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7444, 7445)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)*Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 7491 et s.)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 258 du Gouvernement (dé cristallisation des pensions militaires d'invalidité et retraites du combattants servies aux anciens combattants ayant servi sous drapeau français et ressortissants d'états placés anciennement sous juridiction française) (p. 7500)

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)*Procédure des questions :*

Défense : opérations extérieures (p. 7143)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)*Procédure des questions :*

Entreprises : aides publiques : remboursement (p. 7413)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)*Procédure des questions :*

Impôts locaux : taxe professionnelle : abrogation (p. 6766)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)*Procédure des questions :*

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 6956)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7015)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : statistiques (p. 7015)

Droit pénal : procédure pénale : police (p. 7016)

Logement : mixité sociale (p. 7015)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : services publics (p. 7015)

Ordre public : maintien de l'ordre : audiovisuel et communication (p. 7017)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 7016)

Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) : sécurité publique (p. 7016)

Police : police de proximité (p. 7015 et s.)

Procédure des questions :

Droit pénal : procédures : formation professionnelle (p. 7041)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7662)

Thème :

Transports aériens : aéroports : contrats de partenariat public-privé (p. 7662)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Son intervention (p. 8850)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : surendettement (p. 8850)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : taux d'intérêt (p. 8850)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : responsabilités (p. 8850)

Politique économique : croissance (p. 8850)

Ses explications de vote (p. 8862)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8862)

Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 529)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 529)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 530)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 530)

Entreprises : bénéfices (p. 529)

Entreprises : Michelin (p. 529)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 530)

Politique économique : concurrence : pays étrangers (p. 530)

Politique extérieure : aide au développement (p. 530)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 530)

Travail : licenciement économique (p. 530)

Travail : salaires : pays en développement (p. 530)

Union européenne : subsidiarité : politique économique (p. 531)

Jean-Jacques DESCAMPS

*Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 28 : Remboursements et dégrèvements (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Permis de conduire. Points, aménagement [15 novembre 2006] (p. 7469)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1727, posée le 28 novembre 2006. Aménagement du territoire. Zones rurales (J.O. Questions p. 12271). Appelée le 29 novembre 2006. Pôles d'excellence, financement (p. 8248)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5793)

Thèmes :

Entreprises : fonctionnement (p. 5793, 5794)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5793)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5793)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5793)

Sociétés : participation aux résultats (p. 5793)

Travail : négociations (p. 5793)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7735) :

- Réunion du 7 novembre 2006 de la commission des finances du 7 novembre 2006

Son intervention (p. 7743)

Thèmes :

Finances publiques : mission remboursements et dégrèvements (p. 7743 et s.)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 7743)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 7743)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : modernisation (p. 7744)

TVA : remboursement : délais (p. 7743)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6748)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : missions et programmes (p. 6749)

Impôts locaux : dégrèvement : remboursement (p. 6748)

Impôts locaux : taxe d'habitation : plafonnement (p. 6749)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 27

Son amendement n° 71 rectifié (éligibilité au dispositif des chèques-vacances : revenu fiscal de référence du foyer remplacé par un plafond de rémunération fixé à trois fois le montant du SMIC) : retiré (p. 8729)

Après l'article 30

Intervient sur l'ad. n° 39 de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8736)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8742)

Michel DESTOT

*Isère (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Patrick DEVEDJIAN

*Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6097)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : recherches universitaires (p. 6098)

Droit pénal : génocide : Turquie (p. 6097)

Parlement : rôle : histoire (p. 6098)

Pays étrangers : Turquie : négationnisme (p. 6098)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 6098)

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son amendement n° 6 troisième rectification (p. 6109)

Éric DIARD

*Bouches-du-Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3474 relative à la reconnaissance du génocide ukrainien de 1932-1933 [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Etang de Berre. Réhabilitation [16 janvier 2007] (p. 302)

Robert DIAT

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3477 visant à encourager l'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux grises [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3802 visant à valoriser l'engagement associatif [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [11 octobre 2006] (p. 6029)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1855, posée le 30 janvier 2007. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 923). Appelée le 30 janvier 2007. Saint-Géréon (p. 726)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES****Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)**

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : aménagement du territoire (p. 6935)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : impôt sur les sociétés (p. 6936)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6936)

Après l'article 46

Son amendement n° 75 (inclusion de l'industrie des roches ornementales et de construction dans le champ d'application de la taxe pour le développement des industries de matériaux de construction) (p. 6940) : adopté (p. 6941)

TRAVAIL ET EMPLOI**Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)**

Procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : zones rurales (p. 7167)

Politique sociale : insertion : associations (p. 7170)

VILLE ET LOGEMENT**Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)**

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) : accession à la propriété (p. 7614)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : loyers (p. 7611)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques**DEUXIEME LECTURE**

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 23 ter (crédit d'impôt pour les dépenses d'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux pluviales)

Son amendement n° 159 (p. 8945)

Jean DIÉBOLD

*Haute-Garonne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Airbus [10 octobre 2006] (p. 5939)

Michel DIEFENBACHER

*Lot-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 42 : Participations financières de l'Etat (avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3710 relative au transfert de propriété des collèges et lycées aux départements et régions [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Soudan. Darfour, situation politique [6 décembre 2006] (p. 8608)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT****Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7708)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7709)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : dette publique : agence France Trésor (p. 7709)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 7710)

Secteur public : entreprises publiques : comptes (p. 7709)

Secteur public : entreprises publiques : dividendes (p. 7709)

Secteur public : entreprises publiques : partenariat (p. 7709)

Secteur public : entreprises publiques : rôle (p. 7709)

Secteur public : privatisations (p. 7709)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7711)*Crédits de la mission "Participations financières de l'Etat" inscrits à l'état D*

Intervient sur l'adit n° 91 de M. François Brottes (création du programme "Abondement du fonds de réserve pour les retraites") (p. 7711)

Après l'article 63

Intervient sur l'adit n° 90 de M. François Brottes (Agence des participations financières de l'Etat : établissement d'un projet annuel de performance et d'un rapport annuel de performance spécifiques) (p. 7712)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7727) :

- Réunion de la commission des finances du 2 novembre 2006

Ses interventions (p. 7728, 7732)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7732)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : tarifs (p. 7732)

Etat : participations financières de l'Etat : gouvernance (p. 7729, 7732)

Finances publiques : Agence des participations de l'Etat (p. 7732)

Finances publiques : dette publique : agence France Trésor (p. 7729)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 7732)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 7732)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 7729, 7732)

Secteur public : entreprises publiques : comptes (p. 7728 et s., 7732)

Secteur public : entreprises publiques : dividendes (p. 7729)

Secteur public : entreprises publiques : salaires (p. 7729)

Secteur public : privatisations (p. 7729)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7732)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7865)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7866)

Droit pénal : récidive : peines (p. 7866)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 7866)

Professions sociales : travailleurs sociaux : prévention (p. 7866)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 23

Son amendement n° 55, deuxième rectification (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales - TIPP applicable au gazole diminuée de la réduction bénéficiant aux esters méthyliques d'huile végétale) (p. 8712) : adopté AU SCRUTIN PUBLIC après rectification (suppression du gage) (p. 8715)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9032)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 9006)

Thèmes :

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 9006)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9006)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : négociation (p. 9006)

Président de la République : Nouvelle-Calédonie (p. 9006)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 59)

Thèmes :

Départements : dépenses : protection de la famille et de l'enfance (p. 60)

Départements : présidents de conseil général (p. 59)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 59)

Justice : enfants (p. 59)

Jean DIONIS du SÉJOUR

*Lot-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Biocarburants. [8 novembre 2006] (p. 7094)

Energie et carburants. Politique énergétique. Politiques communautaires [10 janvier 2007] (p. 109)

Energie et carburants. Biocarburants. [21 février 2007] (p. 1413)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 39

Son amendement n° 209 (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de la complexité et de la multiplicité des actes) (p. 6687) : rejeté (p. 6688)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 6972)

Son intervention (p. 6978)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 6978)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 6978, 6984)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 6979)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6979, 6983)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 6979)

Parlement : commissions mixtes paritaires : fonctionnement (p. 6978)

Ses explications de vote (p. 6997)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6997)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7207)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 7208)

Agroalimentaire : viticulture (p. 7207)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7207)

Energie et carburants : énergie hydraulique : agriculture (p. 7207)

Retraites : régime agricole (p. 7208)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Crédits de la mission : "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'Etat B

Son amendement n° 120 rectifié (p. 7243)

Son intervention (p. 7244)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7451)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : décrystallisation (p. 7452)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7452)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7452)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7452)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7452)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant : retraite du combattant (p. 7481)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7480)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7493)

Son amendement n° 238 (p. 7494)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 23

Son amendement n° 286 (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant - exonération de TIPP) (p. 8712) : retiré (p. 8713)

Son amendement n° 287 (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales - exonération de TIPP) (p. 8712) : retiré (p. 8713)

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales - TIPP applicable au gazole diminuée de la réduction bénéficiant aux esters méthyliques d'huile végétale) (p. 8714)

Son sous-amendement n° 362 (ajout des entreprises de transports en commun) à l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (p. 8712) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8715)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8794)

Thèmes :

Assurances : contrats : assurance invalidité décès (p. 8794)

Assurances : primes (p. 8795)

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8794)

Banques et établissements financiers : prêts (p. 8794)

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 8795)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8794, 8795)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8821)

Son intervention (p. 8827)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8838)

Thèmes :

Agriculture : groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 8828)

Agriculture : pollution (p. 8821, 8838)

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 8827)

Chasse et pêche : pêche (p. 8828)

Collectivités territoriales : services publics locaux : eau (p. 8821)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 8821, 8827, 8838)

Eau : assainissement (p. 8828)

Eau : eaux pluviales (p. 8827, 8838)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 8827)

Eau : qualité (p. 8827)

Eau : redevances des agences de l'eau (p. 8828)

Environnement : changements climatiques (p. 8827)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 8827)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8890)

Article 8 bis (information des fédérations et associations départementales de pêcheurs sur les actes susceptibles d'affecter la faune piscicole)

Son intervention (p. 8904)

Article 14 A (modification des dispositions relatives aux objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Son intervention (p. 8913)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Son amendement n° 331 (p. 8914)

Son amendement n° 332 : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8915)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son amendement n° 333 (p. 8921)

Article 20 (règles relatives aux matériels destinés à l'application de produits phytopharmaceutiques)

Son amendement n° 334 (p. 8924)

Article 21 (Fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues d'épuration urbaines ou industrielles et taxe destinée à financer ce fonds)

Son amendement n° 336 (p. 8926)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son sous-amendement n° 447 à l'adt n° 110 de la commission (p. 8949)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8966)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son amendement n° 335 (p. 8968)

Article 36 (orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son amendement n° 337 : adopté (p. 8971)

Son intervention (p. 8973)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9025 et s.)

Son amendement n° 341 (p. 9027)

Son amendement n° 340 (p. 9027) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9028)

Son amendement n° 347 (p. 9028)

Ses amendements n° 338, 339 et 357 (p. 9031)

Son amendement n° 342 : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9032)

Article 38 (pour coordination)

Son intervention (p. 9034)

Ses explications de vote (p. 9038)

Non-participation au vote du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9038)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 9225)

Son intervention (p. 9230)

Thèmes :

Agriculture : groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (p. 9231)

Agriculture : pollution : élevage (p. 9230)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 9231)

Eau : agences (p. 9230)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 9231)

Environnement : changements climatiques (p. 9230)

Ses explications de vote (p. 9230)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9231)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 793)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 799)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 794, 799)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 794)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 799)

Audiovisuel et communication : télévision : concurrence (p. 794)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 794, 799)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 2 (procédure dérogatoire d'attribution des fréquences pour le "dividende numérique")

Son intervention (p. 837)

Après l'article 2

Son amendement n° 233 (usage de la ressource radioélectrique pour la diffusion terrestre en mode numérique dans le cadre d'une planification des fréquences par allotissement) (p. 838) : retiré (p. 839)

Après l'article 3

Son amendement n° 234 (autorisation nationale d'émission radiophonique ; droit à la couverture du territoire national) : retiré (p. 840)

Son amendement n° 235 rectifié (missions de France 3 au niveau régional) (p. 840) : rejeté (p. 841)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 860 et s.)

Son amendement n° 236 (p. 862)

Son amendement n° 237 rectifié (p. 866) : SCRUTIN PUBLIC (p. 868)

Ses amendements n°s 238 à 241 (p. 868 et s.)

Son amendement n° 242 (p. 873) : SCRUTIN PUBLIC (p. 878)

Ses amendements n°s 244, 243 et 245 (p. 878 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 250 (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 879) : devenu sans objet (p. 880)

Son amendement n° 246 (neutralité technologique en matière de numérotation des chaînes, y compris pour les chaînes gratuites de la TNT) : devenu sans objet (p. 880)

Après l'article 5 ter

Son amendement n° 249 (obligation de reprise du programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) : rejeté (p. 882)

Son amendement n° 248 (interdiction aux collectivités territoriales de subventionner France 3) : rejeté (p. 883)

Après l'article 6

Son amendement n° 251 (élévation à trois ans au lieu d'un seul du délai d'interdiction de prise d'intérêt de membres du CSA en cessation de mandat dans une entreprise de l'audiovisuel, du cinéma, de l'édition, de la presse, de la publicité ou des télécommunications) : rejeté (p. 884)

Après l'article 7

Son amendement n° 154 (obligation pour les décodeurs de permettre la réception en haute définition des programmes diffusés en clair par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 884) : rejeté (p. 885)

Son amendement n° 265 (obligation pour les décodeurs de permettre la réception en clair des programmes diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique) : rejeté (p. 885)

Son amendement n° 253 (obligation pour les nouveaux téléviseurs de comporter un adaptateur de télévision numérique) : rejeté (p. 885)

Son amendement n° 254 (obligation de compatibilité des adaptateurs de télévision numérique avec la norme Mpeg-4) : rejeté (p. 885)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

Son amendement n° 255 (p. 890)

Article 10 (procédure d'autorisation de l'opérateur de multiplex et reprise des chaînes de télévision mobile personnelle par les distributeurs)

Son intervention (p. 892)

Son amendement n° 264 (p. 892)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 184 de M. Didier Mathus (restriction de l'accès aux procédures de soumission aux marchés publics pour les sociétés liées aux sociétés de télévision) (p. 902)

Article 16 (modification de la programmation et des modalités de commercialisation d'un service de télévision mobile personnelle sans remise en cause de l'autorisation)

Son intervention (p. 906)

Après l'article 16

Son amendement n° 262 (lots d'images non exclusives des manifestations sportives diffusables gratuitement) (p. 906) : rejeté (p. 908)

Son amendement n° 259 (conditions de retransmission dans les huit jours après leur première diffusion exclusive des retransmissions sportives) (p. 908) : rejeté (p. 909)

Après l'article 16 bis

Son amendement n° 258 rectifié (restriction au principe d'exclusivité au bénéfice d'opérateurs de téléphonie mobile des retransmissions sportives) (p. 909) : rejeté (p. 910)

Article 16 quater (bénéfice de la retraite pour les membres fonctionnaires du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Son intervention (p. 912)

Article 16 quinquies (numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services)

Ses amendements n°s 257 et 260 (p. 912, 913)

Après l'article 16 quinquies

Son intervention (p. 916)

Après l'article 17

Intervient sur l'adit n° 99 rectifié de la commission des affaires économiques (crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) (p. 918)

Ses explications de vote (p. 922)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 923)

Marc DOLEZ

*Nord (17^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Jacques DOMERGUE

*Hérault (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3413 relative à la protection des professionnels de santé face aux risques d'accidents d'exposition au sang [3 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1883, posée le 13 février 2007. Enseignement supérieur. Universités de médecine (J.O. Questions p. 1434). Appelée le 13 février 2007. Examen classant national, modalités (p. 1100)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6563)

Thèmes :

Etablissements de santé : établissements privés (p. 6563)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 6563)

Professions de santé : chirurgiens (p. 6563)

Santé : politique de la santé (p. 6563)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 6563)

Renaud DONNEDIEU de VABRES

Ministre de la culture et de la communication

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Dominique Richard. Patrimoine culturel. Monuments classés ; monuments historiques. Conservation, aides de l'Etat [11 octobre 2006] (p. 6031)

M. Michel Françaix. Presse et livres. Quotidiens. Aides de l'Etat [14 novembre 2006] (p. 7360)

M. Christian Kert. Patrimoine culturel. Musée du Louvre. Délocalisation des œuvres, Émirats arabes unis, pertinence [17 janvier 2007] (p. 391)

M. Frédéric Soulier. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [30 janvier 2007] (p. 747)

M. Alain Moyne-Bressand. Culture. Politique culturelle. [20 février 2007] (p. 1321)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Michel Herbillon. Enseignement supérieur. Institut national du patrimoine. Département des restaurateurs du patrimoine, transfert, calendrier [9 janvier 2007] (p. 6)

M. Alain Rodet. Transports ferroviaires. TGV. Ligne Poitiers Limoges [9 janvier 2007] (p. 7)

M. Jacques Desallangre. Transports. Transport combiné. Développement [9 janvier 2007] (p. 8)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6126)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6126 et s.)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 6127)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6126 et s.)

Travail : travail intermittent : arts et spectacles (p. 6127)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Son intervention (p. 7523)

Ses réponses (p. 7528 à 7536)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : artistes (p. 7527, 7528)

Arts et spectacles : danse (p. 7526)

Arts et spectacles : intermittents (p. 7527, 7528)

Arts et spectacles : musique (p. 7526)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7525)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7527)

Audiovisuel et communication : cinémathèque (p. 7526)

Audiovisuel et communication : radio (p. 7526)

Culture : crédits (p. 7523 et s.)

Culture : décentralisation (p. 7524, 7525)

Culture : diversité culturelle (p. 7524 et s.)

Culture : politique culturelle (p. 7523 et s.)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7527)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7524)

Patrimoine culturel : musées (p. 7526)

Réponses aux questions :

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 7535) (M. Louis Giscard d'Estaing) (p. 7535)

Audiovisuel et communication : radio : aides (p. 7528) (M. Frédéric Dutoit) (p. 7528)

Impôt sur les sociétés : avantages fiscaux (p. 7529) (M. Frédéric Dutoit) (p. 7529)

Outre-mer : cinéma (p. 7534) (M. Joël Beaugendre) (p. 7534)

Patrimoine culturel : classement (p. 7536) (M. Marc Le Fur) (p. 7535)

Patrimoine culturel : monuments classés : contrats de plan Etat-régions (p. 7532) (M. Claude Leterre) (p. 7532)

Patrimoine culturel : monuments classés : Guyane (p. 7532) (Mme Juliana Rimane) (p. 7531)

Patrimoine culturel : monuments classés : protection (p. 7531) (M. Serge Roques) (p. 7531)

Patrimoine culturel : monuments classés : restauration (p. 7533) (M. Claude Leterre) (p. 7533)

Patrimoine culturel : protection : Pays-de-la-Loire (p. 7530) (M. Dominique Caillaud) (p. 7530)

Presse et livres : livres (p. 7533) (M. Dominique Richard) (p. 7533)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7536)*Crédits de la mission "Culture" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 7536)

Après l'article 62

Intervient sur l'adt n° 224 de M. François Brottes (majoration des montants de la taxe fixée pour la publicité radiodiffusée et télévisée) (p. 7537)

MEDIAS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7629)

Son intervention (p. 7629)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 7630)

Audiovisuel et communication : médias (p. 7629 et s.)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 7629 et s.)

Presse et livres : presse (p. 7630)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7633)*Crédits de la mission "Médias" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 7634)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 96 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'activité et les moyens de l'audiovisuel extérieur) (p. 7635)

Crédits de la mission "Avances à l'audiovisuel public" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7636)

Article 63 (répartition, au profit des organismes de l'audiovisuel public, des ressources de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 7636)

Après l'article 63

Intervient sur l'adt n° 279 de M. Patrick Bloche (dégrèvement de la redevance en faveur des étudiants boursiers) (p. 7637)

Intervient sur l'adt n° 280 de M. Patrick Bloche (dégrèvement de la redevance en faveur des bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité) (p. 7637)

Intervient sur l'adt n° 281 de M. Patrick Bloche (émission de l'avis d'imposition de la redevance avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 7638)

Intervient sur l'adt n° 93 de la commission des affaires culturelles (exonération de la redevance en faveur des centres de formation pour apprentis) (p. 7638)

Intervient sur l'adt n° 98 de la commission (obligation pour chaque organisme de l'audiovisuel public de négocier avec l'Etat un contrat d'objectifs et de moyens) (p. 7639)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Ses interventions (p. 7668 et s.)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Radio France outre-mer (RFO) (p. 7677)

Audiovisuel et communication : Arte (p. 7669, 7670, 7672, 7677)

Audiovisuel et communication : câble (p. 7675)

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 7681)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 7675)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 7669, 7670, 7672)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 7670)

Audiovisuel et communication : médias (p. 7669 et s.)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 7669 et s., 7680 et s.)

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 7670, 7677)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 7670, 7675)

Audiovisuel et communication : satellites (p. 7682)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 7669, 7677, 7680 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 7669 et s., 7675 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 7669 et s., 7676 et s.)

Etat : Gouvernement (p. 7672)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 7682)

Presse et livres : périodiques (p. 7671, 7682)

Presse et livres : presse (p. 7670, 7671, 7680, 7682)

Presse et livres : presse : aides (p. 7671 et s.)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 7675)

Télécommunications : Internet (p. 7669, 7680)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 781)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 793)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 797)

Sa réponse (p. 827)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 782, 829 et s.)

Audiovisuel et communication : concurrence (p. 828, 829)

Audiovisuel et communication : déontologie (p. 798)

Audiovisuel et communication : diversité culturelle (p. 781, 828 et s.)

Audiovisuel et communication : pluralisme (p. 798, 828 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 782, 784, 785, 829)

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 798)

Audiovisuel et communication : Centre national de la cinématographie (p. 785)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 784)

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 783)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 783, 784, 798, 829 et s.)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 783)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 831)

Audiovisuel et communication : jeux vidéo (p. 785, 830)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 781 et s., 798, 830 et s.)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 830)

Audiovisuel et communication : satellites (p. 798)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 828)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 781, 783, 828, 830, 831)

Audiovisuel et communication : sociétés de programme (p. 785)

Audiovisuel et communication : télévision : équipements (p. 784, 798, 830)

Audiovisuel et communication : télévision : sociétés de programme (p. 793)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 781 et s., 828 et s.)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : télévision (p. 830)

Organisations internationales : UNESCO : diversité culturelle (p. 781)

Télécommunications : Internet (p. 785)

TVA : taux : Internet (p. 785)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 156 de M. Didier Mathus (mode de désignation des membres du CSA) (p. 833)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 280 de la commission des affaires économiques (institution d'une Commission supérieure de la convergence numérique et des postes ; compétence en matière d'attribution du dividende numérique) (p. 834)

Article 2 (procédure dérogatoire d'attribution des fréquences pour le "dividende numérique")

Son intervention (p. 835 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 222 rectifié de M. Emmanuel Hamelin (usage de la ressource radioélectrique pour la diffusion terrestre en mode numérique dans le cadre d'une planification des fréquences par allotissement) (p. 839)

Intervient sur l'adt n° 233 de M. Jean Dionis du Séjour (usage de la ressource radioélectrique pour la diffusion terrestre en mode numérique dans le cadre d'une planification des fréquences par allotissement) (p. 839)

Article 3 (extinction de l'analogique pour le service public de la télévision et de la radio)

Son intervention (p. 839)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 234 de M. Jean Dionis du Séjour (autorisation nationale d'émission radiophonique ; droit à la couverture du territoire national) (p. 840)

Intervient sur l'adt n° 235 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (missions de France 3 au niveau régional) (p. 841)

Article 4 (modification de l'intitulé et du contenu du titre VIII de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication)

Son intervention (p. 841)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 858 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 37 deuxième rectification de la commission des affaires économiques (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 879)

Intervient sur l'adt n° 86 troisième rectification de la commission des affaires économiques (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 879)

Intervient sur l'adt n° 167 de M. Didier Mathus (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 39 rectifié de la commission (obligation, dès lors que l'offre du câblo-opérateur le permet, d'examen par l'assemblée générale de copropriété, d'une proposition commerciale permettant la distribution de la TNT) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 82 rectifié de la commission des affaires économiques (obligation, dès lors que l'offre du câblo-opérateur le permet, d'examen, par l'assemblée générale de copropriété, d'une proposition commerciale permettant la distribution de la TNT) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Didier Mathus (obligation, dès lors que l'offre du câblo-opérateur le permet, d'examen, par l'assemblée générale de copropriété, d'une proposition commerciale permettant la distribution de la TNT) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 133 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (neutralité technologique en matière de numérotation des chaînes) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jean Dionis du Séjour (neutralité technologique en matière de numérotation des chaînes, y compris pour les chaînes gratuites de la TNT) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 83 rectifié de la commission des affaires économiques (élargissement à l'ensemble du territoire national du service antenne du câble) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 41 deuxième rectification de la commission (obligation d'informer, par une annexe au bail, les locataires sur les modalités de réception de la télévision dans l'immeuble et, le cas échéant, sur les modalités de réception du "service antenne" numérique) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Frédéric Dutoit (affectation à la diffusion de programmes associatifs de 10 % de la ressource libérée par l'extinction de la diffusion par voie hertzienne en mode analogique) (p. 881)

Article 5 bis (rapport au Parlement sur la mise en conformité des conventions liant les câblo-opérateurs aux collectivités)

Son intervention (p. 881)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de la commission (reprise des programmes régionaux de France 3 sur les réseaux des distributeurs de service du câble, du satellite et de l'ADSL) (p. 882)

Intervient sur l'adt n° 87 rectifié de la commission des affaires économiques (reprise des programmes régionaux de France 3 sur les réseaux des distributeurs de service du câble, du satellite et de l'ADSL) (p. 882)

Intervient sur le sous-adt n° 283 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des limites techniques) à l'adt n° 87 rectifié de la commission des affaires économiques (p. 882)

Intervient sur l'adt n° 171 rectifié de M. Didier Mathus (reprise des programmes régionaux de France 3 sur les réseaux des distributeurs de service du câble, du satellite et de l'ADSL) (p. 882)

Article 5 ter (diffusion satellitaire intégrale des programmes régionaux de France 3)

Son intervention (p. 882)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de reprise du programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) (p. 882)

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Jean-Pierre Decool (obligation de reprise du programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) (p. 882)

Intervient sur l'adt n° 120 de M. Frédéric Dutoit (accès au programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) (p. 883)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Jean Dionis du Séjour (interdiction aux collectivités territoriales de subventionner France 3) (p. 883)

Article 5 quater (reprise intégrale et simultanée des services de radios autorisés en mode analogique)

Son intervention (p. 883)

Après l'article 5 quater

Intervient sur l'adt n° 46 rectifié de la commission (attribution préférentielle des fréquences numériques pour les radios en bande L et III) (p. 884)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jean Dionis du Séjour (élévation à trois ans au lieu d'un seul du délai d'interdiction de prise d'intérêt de membres du CSA en cessation de mandat dans une entreprise de l'audiovisuel, du cinéma, de l'édition, de la presse, de la publicité ou des télécommunications) (p. 884)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 154 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation pour les décodeurs de permettre la réception en haute définition des programmes diffusés en clair par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 884)

Intervient sur l'adt n° 265 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation pour les décodeurs de permettre la réception en clair des programmes diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 884)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation pour les nouveaux téléviseurs de comporter un adaptateur de télévision numérique) (p. 884)

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de compatibilité des adaptateurs de télévision numérique avec la norme Mpeg-4) (p. 884)

Article 7 bis (information des consommateurs sur la compatibilité numérique des équipements et sur la haute définition)

Son intervention (p. 885)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Frédéric Dutoit (consultation publique préalable à la répartition du dividende numérique) (p. 886)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 886 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 53 deuxième rectification de la commission (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 890)

Intervient sur l'adt n° 180 de M. Didier Mathus (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 891)

Intervient sur l'adt n° 202 de M. Antoine Herth (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 891)

Intervient sur le sous-adt n° 284 de M. Patrice Martin-Lalande (exception en prévision d'une impossibilité technique) à l'adt n° 202 de M. Antoine Herth (p. 891)

Intervient sur l'adt n° 147 de Mme Martine Billard (prise en charge des coûts de transport et de diffusion des sociétés nationales de programme) (p. 891)

Article 10 (procédure d'autorisation de l'opérateur de multiplex et reprise des chaînes de télévision mobile personnelle par les distributeurs)

Son intervention (p. 892 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Didier Mathus (systèmes de contrôle d'accès aux chaînes cryptées par "standards ouverts") (p. 898)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 218 de M. Emmanuel Hamelin (de coordination) (p. 900)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de la commission des affaires économiques (mise en œuvre de la télévision interactive) (p. 900)

Article 13 (régime d'autorisation des services de communication audiovisuelle autres que de télévision en télévision mobile personnelle - Rapport sur la mise en œuvre des dispositions relatives à la télévision haute définition et à la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 900)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Didier Mathus (droit à la reprise intégrale et simultanée des services de télévision à accès libre diffusés en clair) (p. 901)

Article 14 (consultation publique préalable à l'attribution des fréquences en télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 901)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Didier Mathus (restriction de l'accès aux procédures de soumission aux marchés publics pour les sociétés liées aux sociétés de télévision) (p. 901)

Intervient sur l'adt n° 185 de M. Didier Mathus (limitation à 37,5 % de la part maximum d'audience des services nationaux de télévision) (p. 903 et s.)

Article 15 (dispositif anticoncentration pour la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 905)

Article 16 (modification de la programmation et des modalités de commercialisation d'un service de télévision mobile personnelle sans remise en cause de l'autorisation)

Son intervention (p. 905)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 58 de la commission (fréquence des émissions d'information multidiffusées) (p. 906)

Intervient sur l'adt n° 187 rectifié de M. Didier Mathus (fréquence des émissions d'information multidiffusées) (p. 906)

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (lots d'images non exclusives des manifestations sportives diffusables gratuitement) (p. 907)

Intervient sur l'adt n° 188 rectifié de M. Didier Mathus (lots d'images non exclusives des manifestations sportives diffusables gratuitement) (p. 907)

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Jean Dionis du Séjour (conditions de retransmission dans les huit jours après leur première diffusion exclusive des retransmissions sportives) (p. 909)

Article 16 bis (reprise intégrale et simultanée des événements d'importance majeure)

Son intervention (p. 909)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 127 de M. Frédéric Dutoit (restriction au principe d'exclusivité au bénéfice d'opérateurs de téléphonie mobile des retransmissions sportives) (p. 910)

Intervient sur l'adt n° 258 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (restriction au principe d'exclusivité au bénéfice d'opérateurs de téléphonie mobile des retransmissions sportives) (p. 910)

Article 16 ter (définition de l'œuvre audiovisuelle)

Son intervention (p. 910 et s.)

Après l'article 16 ter

Intervient sur l'adt n° 219 de M. Emmanuel Hamelin (insertion de la division et de l'intitulé : «Titre III Dispositions diverses») (p. 911)

Article 16 quater (bénéfice de la retraite pour les membres fonctionnaires du Conseil supérieur de l'audiovisuel)

Son intervention (p. 912)

Article 16 quinquies (numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services)

Son intervention (p. 912 et s.)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (aménagement de la contribution du secteur télévisuel au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP) (p. 913)

Intervient sur le sous-adt n° 190 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 914)

Intervient sur le sous-adt n° 285 du Gouvernement (opérateurs proposant des prestations mixtes, incluant téléphonie et Internet : accès au taux réduit de TVA pour les services de télévision) à l'adt n° 62 de la commission (p. 914)

Intervient sur le sous-adt n° 286 de la commission des affaires économiques (neutralité fiscale et technologique pour l'ensemble des distributeurs) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervient sur le sous-adt n° 191 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervient sur le sous-adt n° 192 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervient sur le sous-adt n° 193 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Son intervention : souligne les spécificités du financement de l'audiovisuel public [31 janvier 2007] (p. 915, 916)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de la commission des affaires économiques (crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) (p. 917)

Intervient sur le sous-adt n° 231 rectifié de M. Dominique Richard (rapport au Parlement sur la mise en œuvre du crédit d'impôt) à l'adt n° 99 rectifié de la commission des affaires économiques (p. 918)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Didier Mathus (assujettissement des services de télévision mobile personnelle à la taxe sur les services télévisuels) (p. 919)

Intervient sur l'adt n° 72 du Gouvernement (transfert des missions du groupement d'intérêt économique "Fréquences") (p. 919)

Article 17 bis (campagne de communication sur l'extinction de la diffusion analogique et le passage à la diffusion numérique)

Son intervention (p. 919)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'adt n° 266 de M. Dominique Richard (crédit d'impôt pour dépenses de tournages et de post-production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles étrangères engagées en France) (p. 920)

Intervient sur l'adt n° 63 de la commission (dérogation à l'interdiction faite aux étrangers d'acquérir plus de 20 % du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation de diffusion hertzienne terrestre d'un service de radio ou de télévision) (p. 920)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Patrick Bloche (conditions de fixation du prix de référence en cas de contentieux concernant l'exploitation d'œuvres cinématographiques) (p. 921)

Intervient sur l'adt n° 130 de M. Frédéric Dutoit (institution d'un service universel de la télévision numérique) (p. 921)

Son intervention à l'issue du vote (p. 923)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1515)**

Son intervention (p. 1521)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : création (p. 1521 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 1523)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 1523)

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 1523)

Audiovisuel et communication : jeux vidéo (p. 1522)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 1522 et s.)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 1523)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 1522, 1523)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 1521 et s.)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p.1524)

Son intervention (p. 1524)

Jean-Pierre DOOR

*Loiret (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur (n° 3607) [7 février 2007]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3540 visant à renforcer la coordination contre les risques épidémiques [20 décembre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur (n° 3607) [13 février 2007] (n° 3688)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la tuberculose constitue-t-elle un problème majeur de santé publique? (compte rendu de l'audition publique du 22 février 2007) [28 mars 2007] (n° 3791)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [18 octobre 2006] (p. 6256)

Sécurité sociale. Lois de financement. Equilibre financier [31 octobre 2006] (p. 6782)

Famille. Politique familiale. Petite enfance, métiers, développement [23 janvier 2007] (p. 565)

Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [6 février 2007] (p. 956)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1833, posée le 16 janvier 2007. Enseignement secondaire. EREA (J.O. Questions p. 416). Appelée le 16 janvier 2007. (p. 266)

DEBATS**Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6515)

Son intervention (p. 6536)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 6537)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 6536)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6536, 6537)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 6536, 6537)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6536, 6537)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 6536)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 6537)

Professions de santé : infirmiers (p. 6537)

Santé : accès aux soins (p. 6537)

Sécurité sociale : financement (p. 6516, 6536 et s.)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 6536)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 3 (rectification pour 2006 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 6592)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6608)

Article 16 (modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements)

Son intervention (p. 6637)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse (majoration des taux de la contribution des entreprises pharmaceutiques n'ayant pas suffisamment investi dans la recherche) (p. 6639)

Après l'article 47

Intervient sur l'ad n° 350 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prél (débat annuel organisé au Parlement sur l'actualisation et l'évaluation des priorités en matière de santé) (p. 6723)

Après l'article 53

Intervient sur l'ad n° 467 précédemment réservé du Gouvernement (permanence des soins) (p. 6730)

Après l'article 70

Intervient sur l'ad n° 194 de M. Pierre Morange (mutualisation des ressources des organismes de sécurité sociale) (p. 6740)

Ses explications de vote (p. 6789)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6789)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8172)

Son intervention (p. 8180)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 8172)

Parlement : amendements (p. 8172)

Professions de santé : responsabilité civile (p. 8180)

Professions de santé : chirurgiens (p. 8180)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 8180)

Professions de santé : exercice libéral (p. 8172)

Santé : accès aux soins (p. 8172)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8172)

Sécurité sociale : financement (p. 8180)

Syndicats : représentativité (p. 8180)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Son intervention (p. 6950)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : sécurité sanitaire (p. 6951, 6952)

Pharmacie et médicaments : médicaments : qualité (p. 6952)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6951)

Santé : épidémies (p. 6951)

Santé : maladies nouvelles (p. 6950, 6951)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6951, 6952)

Santé : virus H5N1 (p. 6951)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 201)

Thèmes :

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 202)

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 202)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 202)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 201, 202)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 202)

Santé : sécurité sanitaire (p. 202)

Union européenne : droit communautaire (p. 201)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 4 (définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires)

Son intervention (p. 215)

Après l'article 4

Son amendement n° 26 deuxième rectification (traçabilité des médicaments) : adopté (p. 215)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 202)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 958)

Son intervention (p. 960)

Thèmes :

- Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 961)
- Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 960, 961)
- Pharmacie et médicaments : médicaments : collecte (p. 960)
- Professions de santé : psychothérapeutes (p. 961)
- Sang et organes humains : produits sanguins (p. 961)
- Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 960)
- Santé : sécurité sanitaire (p. 960)
- Union européenne : droit communautaire (p. 961)
- Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 961)

Proposition de loi n° 3607 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1504)

Son intervention (p. 1506)

Thèmes :

- Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 1507)
- Santé : chikungunya (p. 1506)
- Santé : épidémies (p. 1506, 1507)
- Santé : prévention (p. 1507)
- Santé : réserve sanitaire (p. 1506, 1507)
- Santé : réserve sanitaire : volontaires (p. 1506, 1507)
- Santé : sécurité sanitaire (p. 1506, 1507)
- Santé : veille sanitaire (p. 1506)
- Santé : virus H5N1 (p. 1506)
- Sécurité publique : canicule (p. 1506)

Discussion des articles [22 février 2007] (p. 1512)

Article 2 (création du corps de réserve sanitaire et d'un établissement public chargé de gérer les moyens de lutte contre les menaces sanitaires de grande ampleur)

Son intervention (p. 1512 et s.)

Dominique DORD

*Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

François DOSÉ

*Meuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [22 novembre 2006] (p. 7881)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1776, posée le 19 décembre 2006. Handicapés. IME (J.O. Questions p. 13070). Appelée le 19 décembre 2006. Création, financement, Commercy (p. 9137)

n° 1873, posée le 13 février 2007. Défense. 8ème régiment d'artillerie (J.O. Questions p. 1432). Appelée le 13 février 2007. Gymnase, construction, calendrier, Commercy (p. 1095)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6049)

Thèmes :

- Fonction publique territoriale : action sociale (p. 6049)
- Fonction publique territoriale : mutations (p. 6050)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : transferts de charges (p. 7408)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8948)

Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 529)

Son intervention (p. 536)

Thèmes :

Démographie : pays en développement (p. 537)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 537)

Politique économique : concurrence : pays étrangers (p. 536)

Politiques communautaires : pays associés : délocalisations (p. 537)

Politiques communautaires : politique économique : délocalisations (p. 537)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 537)

Travail : licenciement économique (p. 536)

René DOSIÈRE

*Aisne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Vice-président de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 3804 supprimant le droit de veto du Sénat [4 mai 2007]

Proposition de loi organique n° 3810 relative à l'interdiction de certaines décorations publiques pour les magistrats [25 mai 2007]

Proposition de loi n° 3811 relative aux indemnités des élus locaux [29 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. François Brottes : indique que l'amendement n° 35 rectifié de la commission des affaires économiques ne comporte qu'une différence purement formelle par rapport à l'amendement n° 35 [20 février 2007] (p. 1331)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : indique qu'il a simplement pris acte des rappels au règlement afin de permettre aux membres de la commission des affaires économiques de participer aux débats intéressant leur commission à la fois en commission et en séance publique [20 février 2007] (p. 1358)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : indique que les rapporteurs ne peuvent être contraints à prendre la parole et qu'il a volontairement permis un débat très large sur l'amendement n° 334 rectifié à l'article 3 de M. Thierry Mariani [20 février 2007] (p. 1362)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 26

Ses observations : annonce qu'il n'est pas possible de siéger sous la menace permanente d'une suspension de séance, qu'il pourrait refuser les suspensions de séance qui ne sont pas destinées à réunir un groupe et rappelle la règle limitant le nombre des orateurs pouvant intervenir sur un amendement [30 novembre 2006] (p. 8388 et s.)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 2 (procédure de médiation)

Répond au rappel au règlement de M. François Brottes (cf supra) (p. 1331)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) (p. 1358)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) (p. 1362)

En qualité de Député

RAPPELS AU REGLEMENT

Trouve anormal que la commission des finances n'ait pas examiné un de ses propres amendements ainsi qu'un autre de Mme Taubira, pourtant déposés dans les délais réglementaires [14 novembre 2006] (p. 7378)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Procédure des questions :

Outre-mer : Mayotte : immigration clandestine (p. 7372)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7374)

Crédits de la mission : "Outre-mer" inscrits à l'Etat B

Son rappel au règlement (cf supra) [14 novembre 2006] (p. 7378)

Son amendement n° 226 (p. 7374)

POUVOIRS PUBLICS - CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7552)

Son intervention (p. 7556)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : documents budgétaires (p. 7557)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition : Président de la République (p. 7556)

Président de la République : personnel (p. 7557)

Président de la République : crédits : contrôle (p. 7557)

Président de la République : crédits : documents budgétaires (p. 7556)

Président de la République : crédits : fonctionnement (p. 7556)

Président de la République : crédits : statistiques (p. 7556)

Président de la République : crédits : taxe sur les salaires (p. 7556 et s.)

Président de la République : prérogatives (p. 7556)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7560)*Crédits de la mission : "Pouvoirs publics" inscrits à l'Etat B*

Son amendement n° 253 (p. 7560)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)**

Son intervention (p. 6757)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : investissement (p. 6758)

Collectivités territoriales : finances locales : équilibre budgétaire (p. 6758)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6758)

Coopération intercommunale (p. 6757)

Coopération intercommunale : suffrage universel (p. 6758)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 6758)

Finances publiques : dette publique : Etat (p. 6758)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 6759)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)*Après l'article 51*

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de la commission (adaptation des règles d'indexation de la dotation forfaitaire au département de Paris) (p. 6769)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Gilles Carrez (instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements "historiques") (p. 6770)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Augustin Bonrepaux (révision des modalités de calcul du prélèvement "France Télécom" sur la DGF) (p. 6770, 6771)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 8994)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 8994)

Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 8995)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 8994)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 8995)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 8995)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : citoyenneté (p. 8995)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : paix (p. 8996)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : transferts de compétences (p. 8995)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)*Avant l'article unique*

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Marc Le Fur (reconnaissance des langues régionales) (p. 9013)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)*Avant l'article unique*

Son amendement n° 8 (organisation et fonctionnement de la Présidence de la République déterminés par une loi organique) (p. 326) : rejeté (p. 327)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son exception d'irrecevabilité (p. 590) : rejetée (p. 597)

Thèmes :

Communes : Saint-Martin : fonctionnaires et agents publics (p. 593)

Communes : Saint-Martin : gestion (p. 593)

Drogue : trafic : Saint-Martin (p. 592)

Elections et référendums : circonscriptions (p. 594)

Impôts et taxes : exonérations : Saint-Barthélemy (p. 592)

Impôts et taxes : paradis fiscaux : Saint-Barthélemy (p. 592)

Outre-mer : généralités (p. 590)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : dépenses (p. 594)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : députés (p. 594)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : fiscalité (p. 591)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Barthélemy (p. 590)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Martin (p. 592)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : sénateurs (p. 593)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 654 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 11 de Mme Béatrice Vernaudo (découpage en trois circonscriptions de la circonscription des Iles du Vent pour les élections à l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 664)

Intervient sur l'adt n° 12 de M. Jean-Christophe Lagarde (rétablissement du mode de scrutin antérieur à la loi organique du 27 février 2004 pour l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 666 et s.)

Intervient sur l'ad n° 270 de la commission (modification du mode de scrutin applicable au prochain renouvellement de l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 666 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1015) : rejetée (p. 1017)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 1016)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 1015)

Outre-mer : assemblée territoriale : Polynésie française (p. 1016)

Outre-mer : Polynésie française : circonscriptions (p. 1015)

Philippe DOUSTE-BLAZY

Ministre des affaires étrangères

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

DEPOTS

Projet de loi n° 3387 autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport [18 octobre 2006]

Projet de loi n° 3428 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire, Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale [8 novembre 2006]

Projet de loi n° 3429 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [8 novembre 2006]

Projet de loi n° 3463 autorisant l'approbation des amendements à la constitution et à la convention de l'Union internationale des télécommunications, adoptés à Marrakech le 18 octobre 2002 [28 novembre 2006]

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006 [12 décembre 2006]

Projet de loi n° 3546 autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco [3 janvier 2007]

Projet de loi n° 3551 rectifié autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest [3 janvier 2007]

Projet de loi n° 3677 autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont ferroviaire sur le Rhin à Kehl [7 février 2007]

Projet de loi n° 3678 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon [7 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Loïc Bouvard. Politique extérieure. Corée du Nord. Tir nucléaire, attitude de la France [10 octobre 2006] (p. 5940)

Mme Henriette Martinez. Politique extérieure. Aide médicale. Pays en voie de développement, Unitaid, fonctionnement [11 octobre 2006] (p. 6026)

M. Jean-Claude Guibal. Politique extérieure. Soudan. Darfour, situation politique [18 octobre 2006] (p. 6254)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Soudan. Darfour, situation politique [18 octobre 2006] (p. 6257)

M. Hervé de Charette. Union européenne. Elargissement. Turquie [8 novembre 2006] (p. 7095)

M. Michel Hunault. Politique extérieure. Liban. Situation politique [21 novembre 2006] (p. 7800)

M. François Bayrou. Politique extérieure. Liban. Situation politique [22 novembre 2006] (p. 7877)

M. Bernard Deflesselles. Politiques communautaires. Coopération et développement. Partenariat euro-méditerranéen [6 décembre 2006] (p. 8605)

M. Michel Diefenbacher. Politique extérieure. Soudan. Darfour, situation politique [6 décembre 2006] (p. 8608)

M. Serge Blisko. Politique extérieure. Iran. Conférence négationniste, attitude de la France [13 décembre 2006] (p. 8981)

M. Xavier de Roux. Politique extérieure. Iran. Conférence négationniste, conséquences, relations bilatérales [13 décembre 2006] (p. 8983)

M. Étienne Pinte. Politique extérieure. Liban. Situation politique [13 décembre 2006] (p. 8985)

M. Jean-Claude Mignon. Politique extérieure. Libye. Personnel médical étranger, procès, condamnations à mort [20 décembre 2006] (p. 9220)

M. Pierre Lellouche. Presse et livres. Journalistes. Protection en temps de guerre [9 janvier 2007] (p. 32)

M. Jacques Desallangre. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, attitude de la France [30 janvier 2007] (p. 744)

M. Jean-Marc Nesme. Politique extérieure. Liban. Situation politique [30 janvier 2007] (p. 745)

Mme Françoise de Panafieu. Environnement. Protection. Gouvernance écologique mondiale [7 février 2007] (p. 1007)

Mme Michèle Tabarot. Relations internationales. Droits de l'homme et libertés publiques. Recrutement des enfants soldats, lutte et prévention [7 février 2007] (p. 1008)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3647)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 3647)

Parlement : rôle : histoire (p. 3647)

Pays étrangers : Arménie (p. 3647)

Pays étrangers : Turquie (p. 3647)

Pays étrangers : Turquie : archives (p. 3648)

Politique extérieure : Turquie (p. 3648)

Politique extérieure : relations commerciales : Turquie (p. 3649)

Relations internationales : Turquie (p. 3649)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Son intervention (p. 6828)

Ses réponses (p. 6833 à 6836)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : étrangers (p. 6830)

Corps diplomatique et consulaire (p. 6829)

Défense : opérations extérieures : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 6828)

Etrangers : droit d'asile (p. 6829)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 6829)

Etrangers : visas : délivrance (p. 6829)

Français de l'étranger : rapatriement : Liban (p. 6829)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 6829)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance (p. 6828)

Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6832)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : organisation (p. 6831)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : crédits budgétaires (p. 6828)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 6828)

Organisations internationales : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (p. 6831)

Pays étrangers : Canada (p. 6832)

Pays étrangers : Iran (p. 6832)

Pays étrangers : Liban (p. 6828)

Pays étrangers : Soudan (p. 6828)

Politique extérieure : aide au développement (p. 6831)

Politique extérieure : relations culturelles : agences (p. 6830)

Politique extérieure : relations culturelles : audiovisuel et communication (p. 6830)

Politique extérieure : relations culturelles : grandes écoles (p. 6830)

Transports aériens : taxe sur les billets : aide au développement (p. 6831)

Réponses aux questions :

Corps diplomatique et consulaire : consulats : Russie (p. 6834) (M. Thierry Mariani) (p. 6834)

Défense : opérations extérieures : Afrique (p. 6835) (M. Gérard Bapt) (p. 6835)

Elections et référendums : opérations de vote : Français de l'étranger (p. 6834) (M. Thierry Mariani) (p. 6834)

Etrangers : visas : délivrance (p. 6833) (M. Émile Blessig) (p. 6833)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : crédits budgétaires (p. 6833) (M. Marc Reymann) (p. 6832)

Pays étrangers : Liban (p. 6836) (M. Gérard Bapt) (p. 6836)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2006] (p. 6836)

Crédits de la mission : "Action extérieure de l'Etat" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 6837)

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

[12 décembre 2006] (p. 8869)

Son intervention (p. 8869)

Thèmes :

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 8870)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 8870)

Pays étrangers : Allemagne (p. 8869)

Pays étrangers : Bulgarie (p. 8869)

Pays étrangers : Chypre (p. 8869)

Pays étrangers : Congo (République démocratique) (p. 8870)

Pays étrangers : Grèce (p. 8869)

Pays étrangers : Iran (p. 8870)

Pays étrangers : Italie (p. 8869)

Pays étrangers : Liban (p. 8870)

Pays étrangers : Malte (p. 8869)

Pays étrangers : Roumanie (p. 8869)

Pays étrangers : Turquie (p. 8869)

Pays étrangers : Yougoslavie (p. 8869)

Politiques communautaires : immigration (p. 8869)

Union européenne : Conseil européen (p. 8869, 8870)

Union européenne : élargissement (p. 8869)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 8870)

Julien DRAY

*Essonne (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de résolution n° 3652 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'activité de la direction des renseignements généraux, les méthodes employées pour établir des fiches individuelles, leur utilisation en dehors de la défense des intérêts de l'Etat, leur finalité réelle et leurs destinataires ainsi que sur les modes de contrôle existants [31 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7913)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7913)

Justice : exécution des décisions : délais (p. 7913)

Justice : exécution des décisions : mineurs (p. 7913)

Police : syndicats (p. 7914)

Tony DREYFUS

Paris (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 26 : Régimes sociaux et de retraite (pensions) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

FONCTION PUBLIQUE

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Son intervention (p. 7757)

Thèmes :

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale : pensions (p. 7757)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance : réforme (p. 7757)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : subventions (p. 7757)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : La Poste (p. 7757)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP (p. 7757)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 7757)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1245)

Thèmes :

Baux : loyers (p. 1245)

Communes : logement social (p. 1245)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1245)

Guy DRUT

Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Jean-Michel DUBERNARD

Rhône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (n° 3338) [25 octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 22 novembre 2006] (p. 17536)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 29 novembre 2006] (p. 17984)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 1^{er} février 2007] (p. 2009)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi de programme n° 2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche [2 novembre 2006] (n° 3406)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les articles 5 à 9, 17 à 24 et 27 à 29 du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la prévention de délinquance (n° 3338) [14 novembre 2006] (n° 3434)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [28 novembre 2006] (n° 3461)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique [24 janvier 2007] (n° 3614)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en oeuvre de l'article 86 alinéa 8 du Règlement relatif à l'application des lois par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [20 février 2007] (n° 3737)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les travaux de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sous la 12^{ème} législature [20 février 2007] (n° 3738)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Godfrain : salue l'initiative du Président de la République d'encourager le dialogue social [10 octobre 2006] (p. 5947)

Regrette de ne pas avoir pu examiner l'article 5 ni même les amendements portant articles additionnels le précédant. Il considère que l'opposition fait de l'obstruction [24 novembre 2006] (p. 8090)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5744)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5815)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 5815, 5816)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5745)

Entreprises : concertation avec le personnel (p. 5746)

Entreprises : épargne salariale (p. 5745)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5744 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5745)

Entreprises : salariés : rôle (p. 5744)

Fonctionnaires et agents publics : fonctionnaires et agents publics : intéressement et participation (p. 5746)

Politique sociale : dialogue social (p. 5745, 5746)

Sociétés : participation aux résultats (p. 5745)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 105 deuxième rectification de la commission (création d'un dividende du travail) (p. 5819)

Intervient sur l'ad n° 3 rectifié de la commission des affaires économiques (création d'un dividende du travail) (p. 5819)

Article 1er (attribution d'un supplément d'intéressement ou de participation)

Son intervention (p. 5823 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 54 de M. Maxime Gremetz (accords sur l'intéressement ou la participation des salariés aux résultats de l'entreprise soumis à la signature des organisations syndicales représentatives majoritaires ou des délégués du personnel) (p. 5831)

Intervient sur l'ad n° 219 de M. François Cornut-Gentille (réforme du livret d'épargne salariale) (p. 5832)

Intervient sur l'ad n° 280 de M. François Guillaume (dividende du travail au sein des entreprises de moins de dix salariés) (p. 5833)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son intervention (p. 5841 et s.)

Article 4 (généralisation des comités de suivi des accords)

Son intervention (p. 5847 et s.)

Avant l'article 5

Intervient sur l'ad n° 16 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour toutes les entreprises, y compris les très petites, de mettre en oeuvre un dispositif de participation) (p. 5852)

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour toutes les entreprises employant un minimum de dix salariés de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5854)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5857 et s.)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5870)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 292 de M. François Guillaume (prise en compte de l'évolution de la valeur des actions de l'entreprise dans la formule dérogatoire de participation) (p. 5879)

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission des finances (instauration facultative d'une "prime de partage des profits" dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5880)

Article 7 (plafonnement des versements sur un PEE par un conjoint collaborateur ou associé d'un chef d'entreprise)

Son intervention (p. 5883)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Jean-Pierre Balligand (communication de données sur la masse salariale et les dispositifs d'intéressement et de participation avant la négociation annuelle sur les salaires) (p. 5883)

Article 8 (rationalisation et sécurisation des accords de participation)

Son intervention (p. 5883 et s.)

Article 9 (sécurisation de la répartition de la réserve de participation)

Son intervention (p. 5885)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 96 de la commission (extension de l'intéressement dans la fonction publique) (p. 5885)

Intervient sur l'adt n° 98 de la commission (rapport au Parlement sur l'extension de l'intéressement dans la fonction publique) (p. 5887)

Article 10 (placement des sommes versées au titre de la participation sur un plan d'épargne d'entreprise -PEE-)

Son intervention (p. 5887 et s.)

Article 11 (renforcement de la diffusion du plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) dans les entreprises)

Son intervention (p. 5888 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Jean-Pierre Balligand (suppression de la possibilité d'un abondement par l'employeur du transfert de sommes d'un Plan d'épargne d'entreprises (PEE) ou d'un Plan d'épargne interentreprise vers un Plan d'épargne retraite collective - PERCO) (p. 5890)

Article 12 (report en avant de l'imposition des sommes transférées d'un compte épargne-temps sur un PERCO ou un PEE)

Son intervention (p. 5891)

Article 13 (modalités de fonctionnement des plans d'épargne interentreprises -PEI)

Son intervention (p. 5893)

Article 14 (adaptation des règles de liquidité des fonds communs de placement d'entreprise - FCPE)

Son intervention (p. 5894)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 107 de la commission (association du comité d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 5894)

Intervient sur l'adt n° 108 de la commission (incitation à la programmation de mesures de développement de l'activité dans les bassins d'emploi concernés par des restructurations) (p. 5902)

Intervient sur l'adt n° 111 de la commission (modalités d'expression collective des salariés des entreprises de moins de 250 salariés ; dispositif expérimental et transitoire) (p. 5903)

Avant l'article 15

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Jean-Pierre Balligand (délibération portant sur la plus haute et sur la plus basse des rémunérations au sein de l'entreprise lors de l'assemblée annuelle des actionnaires) (p. 5905)

Article 15 (représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration et les directoires des entreprises)

Son intervention (p. 5906 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Maxime Gremetz (représentation élargie du personnel au sein du conseil d'administration) (p. 5909)

Intervient sur l'adt n° 285 de M. François Guillaume (représentation des salariés actionnaires et des salariés non actionnaires au sein du conseil d'administration) (p. 5909)

Intervient sur l'adt n° 211 de M. Maxime Gremetz (accès des salariés aux rapports des commissaires aux comptes) (p. 5910)

Intervient sur l'adt n° 63 de M. Maxime Gremetz (attribution au comité d'entreprise ou aux représentants des salariés d'une action de préférence spécifique) (p. 5910)

Intervient sur l'adt n° 64 de M. Maxime Gremetz (accès des salariés aux procédures de discussion lors d'une OPE ou OPA) (p. 5911)

Intervient sur l'adt n° 282 de M. François Guillaume (réunion commune entre une délégation du comité d'entreprise et une délégation du conseil d'administration) (p. 5911)

Intervient sur l'adt n° 334 de la commission (nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986) (p. 5911)

Article 16 (placement des actions gratuites sur un plan d'épargne d'entreprise (PEE) - Déduction fiscale en cas d'attribution d'actions gratuites et de souscription d'actions à titre onéreux réservée aux salariés)

Son intervention (p. 5912)

Article 17 (participation des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) aux pactes d'actionnaires)

Son intervention (p. 5914)

Article 18 (institution d'un fonds de reprise d'entreprise)

Son intervention (p. 5914)

Article 19 (établissement d'un crédit d'impôt incitant au rachat d'une société)

Son intervention (p. 5915)

Article 20 (développement de la pratique de l'attribution d'actions gratuites)

Son intervention (p. 5915 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Godfrain (cf supra) (p. 5947)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Gilles Carrez (extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) (p. 5947)

Intervient sur l'adt n° 341 deuxième rectification du Gouvernement (assouplissement des règles de blocage des actions et parts placées sur un plan d'épargne d'entreprise -PÉE-) (p. 5948)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 131 de la commission (intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 5948)

Intervient sur l'adt n° 130 deuxième rectification de la commission (crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 5952)

Intervient sur l'adt n° 129 de la commission (insertion d'un Chapitre IV intitulé : "Améliorer la formation des salariés aux mécanismes de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié") (p. 5954)

Avant l'article 22

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Maxime Gremetz (extension de la responsabilité de l'entreprise dominante en cas de dépendance décisionnelle et financière particulièrement marquée des sous-traitants ou des filiales) (p. 5954)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Maxime Gremetz (droit d'agir en tant que partie civile reconnu au comité d'entreprise ou à défaut à tout représentant du personnel en cas d'abus grave de biens sociaux) (p. 5956)

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Maxime Gremetz (extension aux licenciements abusifs du régime de sanctions applicable aux licenciements nuls) (p. 5956)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition à une procédure de licenciement du comité d'entreprise ou des représentants du personnel) (p. 5957)

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Maxime Gremetz (responsabilités de l'entreprise donneuse d'ordre en cas de difficultés de l'entreprise sous-traitante conduisant à des licenciements) (p. 5958)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Maxime Gremetz (abrogation du contrat "nouvelles embauches" -CN-) (p. 5959)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 5961 et s.)

Son amendement n° 224 : adopté (p. 5966)

Article 23 (instauration d'un congé de mobilité pour certains salariés menacés de licenciement)

Son intervention (p. 5976 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 238 de M. Michel Charzat (reclassement des salariés des petites et moyennes entreprises en difficultés économiques conduisant à des licenciements ; création d'un fonds de mutualisation de reclassement) (p. 5989)

Article 24 (ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle (CTP))

Son intervention (p. 5989)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 167 de M. Maxime Gremetz (restriction des possibilités de recours aux emplois temporaires) (p. 5990)

Article 25 (recours au travail temporaire pour compléter les revenus d'un temps partiel)

Son intervention (p. 5991)

Article 27 (suppression de la "contribution Delalande")

Son intervention (p. 5994)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Pierre-Christophe Baguet (alignement du régime fiscal et social de l'indemnité de départ à la retraite sur celui de l'indemnité de mise à la retraite) (p. 5996)

Article 28 (extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans)

Son intervention (p. 5996)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 190 de M. Dominique Tian (gestion du compte épargne-temps par des organismes agréés) (p. 5997)

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Michel Charzat (gestion des œuvres sociales par le comité central d'entreprise : assouplissement de la règle de l'unanimité syndicale) (p. 5998)

Article 35 (prolongation de l'habilitation pour la recodification du code du travail)

Son intervention (p. 5999)

Avant l'article 37

Intervient sur l'adt n° 19 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Balligand (mise en place de comités de rémunérations par les conseils d'administration) (p. 6000)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. François Guillaume (transparence des rémunérations des mandataires sociaux et membres du directoire) (p. 6001)

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Maxime Gremetz (suppression des stock-options) (p. 6003)

Intervient sur l'adt n° 279 de Mme Martine Billard (suppression des stock-options) (p. 6003)

Intervient sur l'adt n° 295 de M. François Guillaume (impossibilité de vendre les stock-options par leurs bénéficiaires durant leur mandat) (p. 6004)

Intervient sur l'adt n° 287 de M. François Guillaume (réalisation des stock-options par leurs bénéficiaires interdite avant un mois) (p. 6004)

Intervient sur l'adt n° 288 de M. François Guillaume (obligation d'opter, soit pour les stock-options, soit pour l'attribution d'actions gratuites) (p. 6004)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Édouard Balladur (conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 6004)

Intervient sur le sous-adt n° 343 de la commission (possibilité pour le conseil d'administration ou le conseil de surveillance d'imposer aux mandataires sociaux ou membres du directoire l'obligation de conserver tout ou partie de leurs stock-options durant leur mandat) à l'adt n° 2 de M. Édouard Balladur (p. 6004)

Intervient sur l'adt n° 294 de M. François Guillaume (suppression du rabais de 20 pour cent sur le cours des actions acquises dans le cadre d'un plan de stock-options) (p. 6008)

Intervient sur l'adt n° 290 de M. François Guillaume (administration des stock-options par un mandataire extérieur à la société) (p. 6008)

Intervient sur l'adt n° 291 de M. François Guillaume (incitation fiscale à consentir des actions à la majorité des membres du personnel) (p. 6008)

Intervient sur l'adt n° 12 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (octroi aux dirigeants de rémunérations annexes subordonné à la mise en place ou au renouvellement d'un accord d'intéressement) (p. 6008)

Intervient sur l'adt n° 302 de M. Jean-Pierre Balligand (taxe additionnelle sur les plus-values réalisées grâce au système des stock-options) (p. 6009)

Intervient sur l'ad n° 301 de M. Jean-Pierre Balligand (exclusion des bénéfices réalisés dans le cadre de la levée de stock-options du "bouclier fiscal") (p. 6009)

Article 37 (obligations en matière de publicité des producteurs et distributeurs de produits financiers)

Son intervention (p. 6009)

Article 38 (devoir de conseil des prestataires de services d'investissement)

Son intervention (p. 6009)

Article 44 (abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne)

Son intervention (p. 6011)

Article 45 (création du chèque-transport)

Son intervention (p. 6014 et s.)

Article 46 (régime fiscal et social du chèque-transport)

Son intervention (p. 6017)

Son amendement n° 296 : adopté (p. 6017)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6507)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6582)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 6583)

Economie sociale : mutuelles (p. 6582)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 6507)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6507 et s., 6582)

Etablissements de santé : hôpitaux : personnel (p. 6509)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 6582)

Politique sociale : solidarité (p. 6507)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 6508)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 6508)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 12

Son amendement n° 239 (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6610) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (compte tenu de la suppression du gage) (p. 6616)

Article 34 (possibilité pour les infirmiers de prescrire certains dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 6676)

Article 64 (report de la date de versement de l'allocation de base de la PAJE)

Son intervention (p. 6707)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7828)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : jeux vidéo (p. 7831)

Collectivités territoriales : compétences : solidarité (p. 7829)

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 7830)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7830)

Drogue : toxicomanie (p. 7831)

Droit pénal : agressions sexuelles : Internet (p. 7831)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7829)

Enfants : protection (p. 7828)

Enseignement : élèves : absentéisme (p. 7830)

Famille : parents : responsabilité (p. 7830)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 7828)

Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 7829)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7830)

Santé : maladies mentales : hospitalisation d'office (p. 7831)

Secteur public : services publics : quartiers défavorisés (p. 7829)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8090)

Avant l'article 5

Intervient sur l'ad n° 673 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (compétence territoriale du département en matière de prévention spécialisée) (p. 8100)

Intervient sur l'ad n° 708 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (échange d'informations pour la protection des mineurs en danger entre le président du conseil général et l'autorité judiciaire) (p. 8101)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8112 et s.)

Son sous-amendement n° 727 à l'ad n° 175 de la commission (p. 8136) : adopté (p. 8137)

Son amendement n° 498 (p. 8137) : adopté (p. 8139)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 700 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (suppression du contrat de responsabilité parentale) (p. 8141)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8289 et s.)
 Son amendement n° 730 (p. 8291)

Article 16 (secret médical)

Son intervention (p. 8355)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Ses interventions (p. 8358 et s.)

Après l'article 17

Ses sous-amendements n°s 722 et 721 (rédactionnels) à l'ad n° 256 de la commission (saisine du juge des référés par le ministère public en vue de la fermeture d'un site Internet illégal) : adoptés (p. 8365)

Intervient sur l'ad n° 412 de M. Jean-Marie Le Guen (logiciel de contrôle parental fourni gratuitement par les fournisseurs d'accès à Internet) (p. 8366)

Son sous-amendement n° 720 (rédactionnel) à l'ad n° 255 de la commission (obligation pour les fournisseurs d'accès de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux) : adopté (p. 8366)

Avant l'article 27

Son amendement n° 413 (injonction thérapeutique pour les conducteurs habituellement consommateurs excessifs d'alcool) (p. 8395) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8398)

Article 27 (réforme de l'injonction thérapeutique)

Son intervention (p. 8399)

Article 28 (création d'une circonstance aggravante à l'usage illicite de produits stupéfiants lorsqu'il est le fait de certaines personnes dans l'exercice de leurs fonctions - autorisation du dépistage de l'usage de produits stupéfiants dans les lieux où s'effectue le transport public des voyageurs - répression de la provocation à l'usage ou au trafic de stupéfiants)

Ses interventions (p. 8401 et s.)

Article 20 précédemment réservé (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Son amendement n° 497 : adopté (p. 8421)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7945)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7973)

Thème :

Santé : maladies mentales (p. 7945, 7973)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Thèmes :

Etat : Conseil économique et social (p. 8559)

Politique sociale : dialogue social (p. 8558, 8559)

Syndicats : représentativité (p. 8558, 8559, 8565)

Travail : négociations (p. 8558)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 8789)

Thèmes :

Assurances : primes (p. 8790)

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8789, 8790)

Banques et établissements financiers : prêts (p. 8790)

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 8790)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8789, 8790)

Santé : cancer (p. 8789)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 46)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 47)

Enfants : mauvais traitements (p. 47)

Santé : santé publique : enfants (p. 47)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1496)

Son intervention (p. 1496)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 1496, 1497)

Enfants : mauvais traitements (p. 1496, 1497)

Enfants : politique de l'enfance (p. 1496, 1497)

Enseignement : obligation scolaire (p. 1497)

Santé : vaccinations (p. 1497)

Télécommunications : Internet (p. 1497)

Travail : congé de maternité (p. 1497)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 53 deuxième rectification de la commission (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 891)

Intervient sur l'ad n° 180 de M. Didier Mathus (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 891)

Article 10 (procédure d'autorisation de l'opérateur de multiplex et reprise des chaînes de télévision mobile personnelle par les distributeurs)

Son intervention (p. 892)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1195)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1253)

Thèmes :

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1195 et s., 1253)

Logement : logement social (p. 1196)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1196)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 254 de M. Jean-Louis Dumont (solution pérenne d'hébergement ou de logement pour les personnes accueillies en hébergement d'urgence) (p. 1354)

Philippe DUBOURG

*Gironde (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Gérard DUBRAC

*Gers (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Agriculture. Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), destruction, sanctions [7 novembre 2006] (p. 6990)

Pierre DUCOUT

*Gironde (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Politique énergétique. [7 novembre 2006] (p. 6991)

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8835) : rejetée (p. 8838)

Thèmes :

Chasse et pêche : pêche (p. 8836)

Collectivités territoriales : services publics locaux : eau (p. 8836)

Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 8837)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 8836)

Eau : tarification sociale (p. 8835)

Eau : assainissement (p. 8837)

Eau : eaux pluviales (p. 8837)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 8835)

Eau : redevances des agences de l'eau (p. 8836)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 8837)

Environnement : changements climatiques (p. 8835)

Politique économique : Conseil de la concurrence : eau (p. 8836)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 8835)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 1er A (droit d'accès à l'eau potable)

Son intervention (p. 8840)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8895)

Jean-Pierre DUF AU

*Landes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Traités et conventions. Convention sur les armes classiques produisant des effets traumatiques. Bombes à sous-munitions, attitude de la France [6 décembre 2006] (p. 8610)

Emploi. Insertion professionnelle. Prime de retour à l'emploi, conditions d'attribution [17 janvier 2007] (p. 392)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6053)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : action sociale (p. 6054)

Fonction publique territoriale : Centre national de formation de la fonction publique territoriale (p. 6054)

Fonction publique territoriale : centres de gestion : catégorie A (p. 6054)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 6054)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 1er (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie)

Son intervention (p. 6066)

Article 12 (affiliation volontaire aux centres de gestion pour la gestion des agents TOS)

Son intervention (p. 6078)

Article 17 (création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial)

Son intervention (p. 6081)

Après l'article 41

Son sous-amendement n° 284 rectifié (à partir du rapport sur l'état de la collectivité) à l'ad t n° 208 de M. Bernard Derosier (promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale) : adopté (p. 6158)

Son sous-amendement n° 285 rectifié (selon un plan pluriannuel arrêté par l'autorité territoriale) à l'ad t n° 208 de M. Bernard Derosier (p. 6158) : adopté (p. 6159)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1045)

Son intervention (p. 1053)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de personnel : enseignement secondaire (p. 1053)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 1053)

Fonctionnaires et agents publics : sondages (p. 1053)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 1053)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7507)

Son intervention (p. 7509)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 7509)

Etat : services du Premier ministre : Union européenne (p. 7509)

Finances publiques : missions et programmes (p. 7509)

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7717)

Son intervention (p. 7717)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7717)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7717)

Fonctionnaires et agents publics : contrats à durée indéterminée (p. 7717)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Son intervention (p. 7752)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7752)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 7752)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : pouvoir d'achat (p. 7752)

Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 7752)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1238)

Thèmes :

Baux : loyers (p. 1239)

Communes : logement social (p. 1239)

Logement : personnes défavorisées (p. 1239)

Logement : accédants en difficulté : médiation (p. 1239)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1239)

Logement : mal logés (p. 1238, 1239)

Logement : politique du logement (p. 1238, 1239)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 1239)

William DUMAS

*Gard (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Well, emploi et activité, Le Vigan [29 novembre 2006] (p. 8268)

Industrie. Textile et habillement. Well, emploi et activité, Le Vigan [24 janvier 2007] (p. 620)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1743, posée le 5 décembre 2006. Eau. Qualité (J.O. Questions p. 12585). Suppléé par M. Daniel Boisserie. Appelée le 5 décembre 2006. Mise aux normes, financement (p. 8499)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7424)

Crédits de la mission : "Politique des territoires" inscrits à l'Etat B

Son amendement n° 202 rectifié (p. 7424)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Son intervention (p. 8855)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : surendettement (p. 8856)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : fichiers informatisés (p. 8856)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : responsabilités (p. 8856)

Jean-Louis DUMONT

*Meuse (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 3 : Affaires européennes (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1773, posée le 19 décembre 2006. Elevage. Maladies du bétail (J.O. Questions p. 13070). Appelée le 19 décembre 2006. Fièvre catarrhale, lutte et prévention, conséquences (p. 9144)

n° 1900, posée le 20 février 2007. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Age de la retraite (J.O. Questions p. 1642). Appelée le 20 février 2007. Enseignants, retraite anticipée, réglementation (p. 1287)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6213)

Son intervention (p. 6272)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6273)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6273 et s.)

Commerce et artisanat : buralistes (p. 6275)

Elevage : éleveurs : sécurité sanitaire (p. 6275)

Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 6274)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6274)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6273)

Finances publiques : recettes non fiscales : Caisse des dépôts et consignations (p. 6274)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6273)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6213 et s., 6273)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 6273)

Retraites : régime général (p. 6214)

Secteur public : privatisations (p. 6274)

Travail : bulletins de paie : support électronique (p. 6274)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 117 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : prise en charge intégrale par l'Etat de l'incidence sur les finances locales) (p. 6310)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 120 de M. Didier Migaud (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt – plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 €) (p. 6364)

Intervient sur l'ad n° 127 de M. Didier Migaud (déclaration de revenus - internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) (p. 6366)

Intervient sur l'ad n° 122 de M. Didier Migaud (bénévoles auprès d'associations : crédit d'impôt) (p. 6367)

Intervient sur l'ad n° 136 de M. Didier Migaud (travaux pour économies d'énergie réalisés dans les logements : majoration de 10 points des taux des crédits d'impôt) (p. 6369)

Intervient sur l'ad n° 15 de la commission (Jeux Olympiques et Paralympiques de Turin – exonération des primes versées par l'Etat aux médaillés) (p. 6371 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Patrick Bloche (sociétés d'investissements immobiliers cotées – taux d'imposition des plus-values de cession porté de 16,5 % à 26,5 %) (p. 6377)

Intervient sur les adts n° 171 et 172 rectifiés de M. Patrick Bloche (personnes non résidentes – plus-values immobilières : imposition à défaut de convention prévoyant la taxation dans l'un des Etats) (p. 6381)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 83 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (biocarburant super éthanol E 85 : régime fiscal) (p. 6405)

Article 11 (prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations)

Son intervention (p. 6415)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6453 et s.)

Article 33 et état A annexé (équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)

Son intervention (p. 6468)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7478)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7594)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7594)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7595)

Procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 7604)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8585)

Son intervention (p. 8592)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit immobilier de France (CIF) (p. 8592)

Banques et établissements financiers : Société de crédit immobilier des chemins de fer (SOCRIF) (p. 8592)

Economie sociale : sociétés coopératives d'intérêt collectif (p. 8593)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété (SACICAP) : action sociale (p. 8593)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 8593)

Discussion des articles [6 décembre 2006] (8593)*Article 1er (ratification et modifications de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété)*

Son intervention (p. 8594)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8650)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 8651)

Elevage (p. 8650)

Logement : logement social (p. 8651)

Pays étrangers : Luxembourg : conventions fiscales (p. 8650)

Politiques communautaires : coopération et développement (p. 8651)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 8650)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)*Article 1er (allègement de la taxe sur les véhicules des sociétés afférente aux véhicules des salariés ou dirigeants pour lesquels l'entreprise procède à des remboursements de frais kilométriques)*

Son intervention (p. 8666)

Après l'article 2

Reprend l'ad n° 195 de M. Michel Bouvard (frais professionnels réels - trajets entre le domicile et le lieu de travail : limite portée de 40 kilomètres à 50 kilomètres) (p. 8671) : rejeté (p. 8671)

Son amendement n° 186 (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : augmentation des cotisations limitée à 10 %) : rejeté (p. 8672)

Article 19 (aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules "propres")

Son amendement n° 182 (p. 8701)

Article 25 (modification des fourchettes des tarifs de la taxe d'aéroport et de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Son intervention (p. 8716)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8736)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1226)

Thèmes :

Logement : personnes défavorisées (p. 1226)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1227)

Logement : politique du logement (p. 1226)

Logement : aides et prêts : aides à la pierre (p. 1227)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1226, 1227)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1259)

Article 1er bis (renforcement des plans pour l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri)

Son intervention (p. 1267)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maintien en structure d'hébergement d'urgence jusqu'à une orientation vers une structure pérenne) (p. 1270)

Intervient sur le sous-adt n° 373 rectifié du Gouvernement (disposition précisant que la structure pérenne est adaptée à la situation de l'intéressé) à l'adt n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1270)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1328 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 254 (solution pérenne d'hébergement ou de logement pour les personnes accueillies en hébergement d'urgence) (p. 1351) : rejeté (p. 1354)

Article 6 M (clarification des règles en matière de domiciliation)

Son intervention (p. 1378 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre-Christophe Baguet (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1394)

Article 7 (création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1422)

Article 9 (restriction de l'accès à certaines prestations sociales pour les ressortissants communautaires entrés en France pour y rechercher un emploi)

Son intervention (p. 1431 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 218 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (nécessité de l'accord du préfet pour le non-renouvellement des conventions en matière de logement social) (p. 1442 et s.)

Intervient sur l'adt n° 191 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (obligation aux acquéreurs d'immeubles et de terrains appartenant au domaine privé de l'Etat d'y réaliser des logements sociaux) (p. 1446)

Intervient sur l'adt n° 304 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions fiscales des aides de l'Etat à l'hébergement d'urgence et conditions d'attribution à leurs bénéficiaires) (p. 1446)

Après l'article 6 H

Son amendement n° 331 précédemment réservé (échelonnement de la mise en place des diagnostics de performance énergétique) : rejeté (p. 1459)

Après l'article 6 J

Son amendement n° 332 rectifié précédemment réservé (récupération des charges liées à la rémunération des concierges et gardiens) (p. 1460) : rejeté (p. 1461)

Après l'article 6 L

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone urbaine sensible) (p. 1463)

Intervient sur l'adt n° 404 précédemment réservé du Gouvernement (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone faisant l'objet d'une convention ANRU) (p. 1463)

Jean-Pierre DUPONT

*Corrèze (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1856, posée le 30 janvier 2007. Impôts et taxes. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 923)

n° 1884, posée le 13 février 2007. Sécurité sociale. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 1434)

DEBATS

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son intervention (p. 83)

Article 2 (élargissement des missions de la politique de protection de l'enfance à la prévention des risques de danger pour l'enfant)

Son intervention (p. 86)

Nicolas DUPONT-AIGNAN

*Essonne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Non inscrit*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [9 février 2007] (p. 2523)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 9 février 2007] (p. 2523)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 février 2007] (p. 2587)

DEPOT

Proposition de loi n° 3473 tendant à créer un crédit d'impôt pour les entreprises qui favorisent l'apprentissage du français auprès de leurs collaborateurs étrangers [30 novembre 2006]

Jean-Paul DUPRÉ

*Aude (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Viticulteurs. Revendications, Languedoc-Rousillon [18 octobre 2006] (p. 6254)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1772, posée le 19 décembre 2006. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 13070). Appelée le 19 décembre 2006. Ouverture à la concurrence, fonctionnement, conséquences (p. 9124)

n° 1897, posée le 20 février 2007. Santé. Aide médicale urgente (J.O. Questions p. 1641). Appelée le 20 février 2007. SMUR, Quillan (p. 1297)

Yves DURAND

*Nord (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [11 octobre 2006] (p. 6026)

Enseignement. Politique de l'éducation. [24 janvier 2007] (p. 623)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Son intervention (p. 7689)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 7689 et s.)

Enseignement : égalité des chances (p. 7690 et s.)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7691 et s.)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 7690)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 7690)

Enseignement secondaire : collèges (p. 7690 et s.)

Procédure des questions :

Enseignement : personnel : indemnités (p. 7704)

Enseignement agricole : enseignants : effectifs (p. 7703)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7704)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7704 et s.)

Après l'article 48

Son amendement n° 292 (rapport au Parlement sur les incidences de la disposition prévoyant la contribution des communes aux frais de scolarisation des enfants domiciliés sur leur territoire dans un établissement privé d'une autre commune) (p. 7707) : rejeté (p. 7708)

Odette DURIEZ

*Pas-de-Calais (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Frédéric DUTOIT

*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de résolution n° 3389 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'application de la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation d'étrangers sans papiers parents d'enfants scolarisés [24 octobre 2006]

Proposition de résolution n° 3533 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de vie dans les centres de rétention administrative, la place réservée aux enfants et la présence de tribunaux dans des enceintes soumises au ministère de l'intérieur [20 décembre 2006]

Proposition de loi n° 3714 tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde Guerre mondiale [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports ferroviaires. SNCF. Dialogue social [24 octobre 2006] (p. 6477)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Incendies d'autobus, conséquences [31 octobre 2006] (p. 6778)

Emploi. Conférence sur l'emploi et les revenus [13 décembre 2006] (p. 8982)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1817, posée le 9 janvier 2007. Agroalimentaire. Sucre (J.O. Questions p. 172). Appelée le 9 janvier 2007. Saint-Louis Sucre, emploi et activité, Marseille (p. 16)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3651)

Thèmes :

Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3652)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense : Assemblée nationale (p. 3652)

Parlement : débats : Arménie (p. 3652)

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6097)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6097)

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6097)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 6097)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (O NU) (p. 6097)

Union européenne : conférences internationales (p. 6097)

Ses explications de vote (p. 6112)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6112)

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6117)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6117)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 6117)

Chômage : indemnisation : UNEDIC : intermittents du spectacle (p. 6117)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) : intermittents du spectacle (p. 6117)

Vote sur le passage à la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6129)

Son intervention (p. 6130)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****CULTURE**

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Son intervention (p. 7516)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7517)

Audiovisuel et communication : Télédiffusion de France (TDF) (p. 7517)

Culture : crédits (p. 7516, 7517)

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 7516)

Patrimoine culturel : conservation (p. 7516)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7516)

Patrimoine culturel : musées : personnel (p. 7517)

Presse et livres : reproduction (p. 7516)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : radio : aides (p. 7528)

Impôt sur les sociétés : avantages fiscaux (p. 7529)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Son intervention (p. 7389)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7389)

Politique économique : pôles de compétitivité : Marseille (p. 7389)

Secteur public : services publics (p. 7389)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7934)

Thèmes :

Ordonnances : loi d'habilitation : maladies mentales (p. 7934)

Professions de santé : psychiatres (p. 7935)

Santé : maladies mentales : délinquance et criminalité (p. 7935)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 794)

Son intervention (p. 800)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 800)

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 801)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 794, 801)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 794, 800)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 800, 801)

Audiovisuel et communication : sociétés de programme : concurrence (p. 800)

Audiovisuel et communication : télévision : concurrence (p. 794)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 800, 801)

Télécommunications : Internet (p. 801)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'ad n° 156 de M. Didier Mathus (mode de désignation des membres du CSA) (p. 833)

Article 2 (procédure dérogatoire d'attribution des fréquences pour le "dividende numérique")

Ses amendements n°s 104 et 105 (p. 835 et s.)

Article 3 (extinction de l'analogique pour le service public de la télévision et de la radio)

Son amendement n° 108 (p. 839)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Ses amendements n°s 110 deuxième rectification, 116, 112, 113 rectifié (p. 858 et s.)

Son amendement n° 115 (p. 873) : SCRUTIN PUBLIC (p. 878)

Après l'article 5

Son amendement n° 117 (affectation à la diffusion de programmes associatifs de 10 % de la ressource libérée par l'extinction de la diffusion par voie hertzienne en mode analogique) (p. 880) : rejeté (p. 881)

Après l'article 5 ter

Son amendement n° 120 (accès au programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) (p. 882) : rejeté (p. 883)

Article 5 quater (reprise intégrale et simultanée des services de radios autorisés en mode analogique)

Son amendement n° 195 (de suppression) : adopté (p. 883)

Après l'article 8

Son amendement n° 121 (consultation publique préalable à la répartition du dividende numérique) : rejeté (p. 886)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

Ses amendements n°s 122, 124, 123 (p. 886 et s.)

Après l'article 9

Reprend l'ad n° 147 de Mme Martine Billard (prise en charge des coûts de transport et de diffusion des sociétés nationales de programme) (p. 891) : rejeté (p. 891)

Article 11 (abrogation)

Son amendement n° 126 (de suppression) (p. 899) : SCRUTIN PUBLIC (p. 900)

Article 16 (modification de la programmation et des modalités de commercialisation d'un service de télévision mobile personnelle sans remise en cause de l'autorisation)

Son intervention (p. 905)

Après l'article 16 bis

Son amendement n° 127 (restriction au principe d'exclusivité au bénéfice d'opérateurs de téléphonie mobile des retransmissions sportives) (p. 909) : rejeté (p. 910)

Article 16 quinquies (numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services)

Son amendement n° 128 (p. 912)

Article 17 bis (campagne de communication sur l'extinction de la diffusion analogique et le passage à la diffusion numérique)

Son amendement n° 129 : adopté après rectification (p. 919)

Après l'article 18

Son amendement n° 130 (institution d'un service universel de la télévision numérique) : rejeté (p. 921)

Ses explications de vote (p. 923)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 923)

Projet de loi n° 3407 relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 991)

Son intervention (p. 993)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 993)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 994)

Etrangers : égalité des droits (p. 993)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 994)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 994)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1205)

Son intervention (p. 1223)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1254)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1224)

Bâtiment et travaux publics : immeubles d'habitation : profits (p. 1224)

Communes : logement social (p. 1224)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : logement (p. 1254)

Logement : personnes défavorisées (p. 1205, 1223)

Logement : précarité (p. 1223)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1205, 1223, 1224, 1254)

Logement : habitat insalubre (p. 1224)

Logement : logement social (p. 1224)

Logement : mal logés (p. 1224)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1263 et s.)

Article 1er bis (renforcement des plans pour l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri)

Son intervention (p. 1268)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 301 de M. Michel Piron (régime fiscal des investissements destinés à pérenniser les places d'hébergement d'urgence : TVA à taux réduit et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 1269)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maintien en structure d'hébergement d'urgence jusqu'à une orientation vers une structure pérenne) (p. 1270)

Après l'article 1er quater

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (extension du droit opposable au logement à tous les logements sociaux correspondant à la définition de l'article 55 de la loi SRU) (p. 1272)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1276, 1338 et s.)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1365)

Après l'article 6 N

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Patrick Braouezec (encadrement des conventions de stage ; statut et droits du stagiaire) (p. 1387)

Intervient sur l'adt n° 279 de M. Patrick Braouezec (suppression du contrat "nouvelles embauches (CNE)") (p. 1388 et s.)

Intervient sur l'adt n° 278 de M. Patrick Braouezec (interdiction des grilles de salaires débutant en dessous du SMIC) (p. 1389 et s.)

Article 6 (instauration de cotisations sociales proportionnelles au chiffre d'affaires pour les activités non salariées nouvelles ou restant modestes)

Son intervention (p. 1390)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre-Christophe Baguet (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1393 et s.)

Renaud DUTREIL

Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Janine Jambu. Hôtellerie et restauration. Durée du travail. Réglementation [25 octobre 2006] (p. 6548)

M. Louis Giscard d'Estaing. Politique économique. Entreprises. Plan innovation [28 novembre 2006] (p. 8166)

M. Philippe Auberger. Entreprises. Création. Charges sociales. report de paiement, réglementation [9 janvier 2007] (p. 36)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Son intervention (p. 6928)

Sa réponse (p. 6933, 6936)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : organisation (p. 6928)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 6929)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 6929)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 6929)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 6928)

Emploi : réductions de cotisations patronales sur les bas salaires (p. 6928)

Entreprises : transmission (p. 6929)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 6928)

Formation professionnelle : financement (p. 6929)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 6928)

Professions libérales : centres et associations de gestion agréés (p. 6929)

Régions : contrats de plan Etat-régions : artisanat (p. 6929)

Réponses aux questions :

Commerce et artisanat : aménagement du territoire (p. 6936) (M. Robert Diat) (p. 6935)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : impôt sur les sociétés (p. 6936) (M. Robert Diat) (p. 6936)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale : petites et moyennes entreprises (p. 6934) (Mme Anne-Marie Comparini) (p. 6933)

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 931)

Sa réponse (p. 940)

Thèmes :

Commerce et artisanat : artisanat (p. 942)

Emploi : chômage (p. 941, 942)

Emploi : chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (p. 941)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 941, 942)

Emploi : création d'emplois (p. 940 et s.)

Emploi : jeunes (p. 941)

Entreprises : aides publiques (p. 941)

Entreprises : compétitivité (p. 940, 941)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 940)

Travail : contrats de travail (p. 941)

Proposition de loi n° 3608 portant réforme de l'assurance de protection juridique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2007] (p. 1063)

Son intervention (p. 1063)

Thèmes :

Assurances : assurance juridique (p. 1063)

Assurances : assurance juridique : clauses abusives (p. 1063)

Assurances : assurance juridique : conseil (p. 1064)

Assurances : compagnies : négociations (p. 1063)

Baux : contentieux : assurance juridique (p. 1064)

Droit pénal : mineurs : aide juridictionnelle (p. 1064)

Etrangers : aide juridictionnelle (p. 1064)

Justice : aide juridictionnelle (p. 1064)

Justice : recours : aide juridictionnelle (p. 1064)

Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 1063)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : professions libérales (p. 1064)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : rémunération (p. 1065)

Discussion des articles [8 février 2007] (p. 1069)

Article 1er (point de départ de la déclaration du sinistre - obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - obligation de recourir à un avocat)

Son intervention (p. 1070 et s.)

Article 3 (libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client)

Son intervention (p. 1072 et s.)

Article 5 (subsidiarité de l'aide juridictionnelle pour les frais couverts par une protection juridique)

Son intervention (p. 1076)

E

Philippe EDMOND-MARIETTE

*Martinique (3^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7351)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 7351)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7351)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt (p. 7351)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7351)

Outre-mer : congé-solidarité (p. 7351)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7351)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 7351)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : outre-mer (p. 7352)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7374)

Après l'article 50

Intervient sur l'ad n° 249 du Gouvernement (prolongation d'un an et adaptations du dispositif du congé-solidarité en outre-mer) (p. 7377)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 293 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives au permis à points) (p. 8019)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son intervention (p. 8030)

Son amendement n° 398 (p. 8058)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Son intervention (p. 8080)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 629)

Thèmes :

Constitution : article 73 (p. 629)

Lois : application (p. 629)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : députés (p. 629)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Martin (p. 629)

Outre-mer : Martinique : transports (p. 629)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 3 (dispositions organiques du statut de Mayotte)

Son intervention (p. 646)

Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 660)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Article 1er (dispositions ordinaires complétant les statuts de Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son amendement n° 187 (p. 677)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 180 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (droit additionnel à l'octroi de mer régional à Cayenne et à Fort-de-France) (p. 680)

Article 4 (application des dispositions législatives relatives aux sondages d'opinion dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin - modalités d'élection des représentants français au Parlement européen dans la circonscription outre-mer - actualisation des tableaux de répartition des sièges de sénateurs relatifs aux prochains renouvellements partiels du Sénat)

Son amendement n° 190 (p. 682)

Article 10 (habilitations données au Gouvernement pour légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 687)

Proposition de loi n° 2624 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 702)

Son intervention (p. 706)

Thèmes :

Collectivités territoriales : actions extérieures (p. 706)

Outre-mer : Martinique : coopération (p. 706)

Politique extérieure : aide au développement : collectivités territoriales (p. 706)

Vote pour du groupe Députés n'appartenant à aucun groupe (p. 706)

Henri EMMANUELLI

*Landes (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 5 : Aide publique au développement (prêts à des Etats étrangers) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion, mise en œuvre [17 octobre 2006] (p. 6183)

Industrie. Construction aéronautique. EADS, A 350, financement [29 novembre 2006] (p. 8264)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 112 de M. Didier Migaud ("bouclier fiscal" : suppression) (p. 6306)

Après l'article 7

Son amendement n° 139 précédemment réservé (sociétés pétrolières – bénéfices – taux d'imposition : majoration lorsque la progression de leurs profits d'une année sur l'autre excède 20 %) (p. 6399) : rejeté (p. 6402)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6790)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (p. 6790)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 6790)

Politique extérieure : aide au développement : enseignement supérieur (p. 6791)

Politique extérieure : aide au développement : immigration (p. 6790)

Politique extérieure : aide au développement : santé (p. 6790)

Politique extérieure : annulation de dettes (p. 6791)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6803)

Après l'article 42

Intervient sur l'ad n° 36 rectifié de la commission (relèvement du plafond des annulations de dettes) (p. 6804 et s.)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 344 (taxe de séjour – renforcement des pénalités en cas de non-respect des obligations imposées aux professionnels en vue de sa perception) (p. 7769) : adopté (p. 7770)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 3

Son amendement n° 84 (abaissement à 1,5 kilowattheure par euro de valeur ajoutée du seuil d'admission aux souscriptions en capital de sociétés d'approvisionnement en électricité) (p. 8674) : retiré (p. 8675)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8953 et s.)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8961)

Article 27 ter (assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)

Son intervention (p. 8962)

Marie-Hélène des ESGAULX

*Gironde (8^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 33 : Solidarité et intégration (solidarité) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aquaculture et pêche professionnelle. Ostréiculture. Bassin d'Arcachon, commercialisation [22 novembre 2006] (p. 7882)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION****Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7287)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 7289)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7289)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 7289)

Logement : logement social (p. 7288)

Politique sociale : crédits (p. 7287 et s.)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 7288)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7287, 7288)

Prestations familiales : allocation de parent isolé (p. 7288)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7318)

Article 55 (alignement du forfait logement de l'allocation de parent isolé - API - sur celui du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son intervention (p. 7318)

Christian ESTROSI

Ministre délégué à l'aménagement du territoire

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Alfred Trassy-Paillogues. Aménagement du territoire. Fonds national pour l'aménagement et le développement du territoire (FNDAT). Financement [4 octobre 2006] (p. 5777)

M. Emmanuel Hamelin. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès, zones rurales [25 octobre 2006] (p. 6552)

Mme Sylvie Andrieux. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Incendies d'autobus, conséquences [31 octobre 2006] (p. 6777)

M. Frédéric Dutoit. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Incendies d'autobus, conséquences [31 octobre 2006] (p. 6778)

M. Jean Auclair. Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence [31 octobre 2006] (p. 6784)

M. Stéphane Demilly. Télécommunications. Réseaux. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, couverture du territoire [7 novembre 2006] (p. 6988)

M. Roland Chassain. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Plan Rhône, mise en oeuvre, financement [14 novembre 2006] (p. 3762)

M. Robert Lecou. Emploi. Chômage. Bassins d'emploi, Cévennes [15 novembre 2006] (p. 7474)

M. Hugues Martin. Industrie. Construction aéronautique. Pôles de compétitivité, concurrence, conséquences [21 novembre 2006] (p. 7806)

M. Patrick Braouezec. Transports aériens. Aéroports. Sécurité, salariés, accès [22 novembre 2006] (p. 7877)

M. François Dosé. Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [22 novembre 2006] (p. 7881)

Mme Henriette Martinez. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [22 novembre 2006] (p. 7884)

M. Daniel Spagnou. Aménagement du territoire. Montagne. [5 décembre 2006] (p. 8517)

M. Michel Hunault. Elections et référendums. Opérations de vote. Vote électronique [9 janvier 2007] (p. 33)

M. Philippe Vitel. Aménagement du territoire. Contrats de plan État-régions. [16 janvier 2007] (p. 304)

M. Luc Chatel. Télécommunications. Internet. Accès, ADSL [17 janvier 2007] (p. 393)

M. Michel Vaxès. Secteur public. Services publics. Maintien [23 janvier 2007] (p. 560)

M. Jérôme Bignon. Mer et littoral. Protection. [30 janvier 2007] (p. 751)

M. Jean-Claude Lenoir. Télécommunications. Téléphone et Internet. Couverture du territoire [6 février 2007] (p. 957)

M. Gilles Bourdouleix. Aménagement du territoire. PAT. [14 février 2007] (p. 1178)

M. Michel Raison. Transports. Transport multimodal. [21 février 2007] (p. 1420)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Michel Françaix. Police. Commissariats. Creil [29 novembre 2006] (p. 8249)

M. Pierre Lasbordes. Police. Commissaires. Nomination, Les Ulis [29 novembre 2006] (p. 8246)

M. Jean-Jacques Descamps. Aménagement du territoire. Zones rurales. Pôles d'excellence, financement [29 novembre 2006] (p. 8248)

Mme Pascale Gruny. Matières premières. Métaux. Vol, lutte et prévention, jeunes [29 novembre 2006] (p. 8247)

M. Jean Bardet. Police. Commissariats. Construction, calendrier, Taverny [19 décembre 2006] (p. 9131)

M. Thierry Mariani. Agriculture. Viticulture. Aides de l'État, PACA [19 décembre 2006] (p. 9131)

M. Robert Lamy. Industrie. Emploi et activité. Contrat de site, Tarare [19 décembre 2006] (p. 9129)

M. Dominique Richard. Impôts locaux. Exonération. Territoires ruraux de développement prioritaire, reconduction [19 décembre 2006] (p. 9128)

M. Frédéric Reiss. Etat civil. Prénoms. Francisation, Alsace-Moselle [19 décembre 2006] (p. 9130)

M. Jacques Briat. Transports aériens. Aéroports. Second aéroport, construction, Toulouse [9 janvier 2007] (p. 12)

M. Hervé Mariton. Télécommunications. Réseaux. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, accès, Drôme [9 janvier 2007] (p. 9)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Télécommunications. Internet. Accès, ADSL, Lozère [9 janvier 2007] (p. 11)

M. René Rouquet. Collectivités territoriales. DGF. Bonification, aménagements urbains, pratiques écologiques [9 janvier 2007] (p. 10)

M. Jean-Paul Chanteguet. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès, zones rurales [16 janvier 2007] (p. 282)

M. Jean Auclair. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. Loi n° 2004-811 du 13 août 2004, application, bénéficiaires [16 janvier 2007] (p. 280)

M. Bernard Brochand. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Financement [16 janvier 2007] (p. 281)

M. François Rochebloine. Enseignement. Fonctionnement. Conseillers d'orientation psychologues, effectifs de personnel, statut [30 janvier 2007] (p. 731)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels. Revendications [30 janvier 2007] (p. 729)

Mme Anne-Marie Comparini. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Subventions, Rhône-Alpes [30 janvier 2007] (p. 730)

M. Gilbert Meyer. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [20 février 2007] (p. 1305)

Mme Marie-George Buffet. Industrie. Imprimerie. JDC, emploi et activité, Torcy [20 février 2007] (p. 1307)

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Noël Mamère : cite un communiqué de l'association "Ville et Banlieue de France" sur le rôle du maire dans la prévention de la délinquance [23 novembre 2006] (p. 7992)

M. Noël Mamère : juge excessifs les propos de MM. Mamère et Blazy à l'égard des policiers [23 novembre 2006] (p. 8021)

M. Jean-Pierre Blazy : assure qu'il ne faisait que répondre à une polémique initiée par le groupe socialiste [23 novembre 2006] (p. 8021)

M. Noël Mamère : souligne qu'il n'a fait qu'apporter des précisions irréfutables sur les résultats des élections professionnelles de la police suite à l'anticipation des résultats par M. Dray [24 novembre 2006] (p. 8029)

Mme Muguette Jacquaint : regrette l'intervention de Mme Jacquaint, en contradiction avec celle de M. Vaxès qui souhaitait rester en dehors du débat sur ces résultats [24 novembre 2006] (p. 8029)

M. Noël Mamère : souligne qu'il peut, du fait de ses fonctions, représenter directement M. Sarkozy mais pas le garde des sceaux. Pour cette raison, il a demandé le report de l'article 4 qui concerne celui-ci [24 novembre 2006] (p. 8065)

M. Jean-Pierre Blazy : répond à M. Blazy que les ministres concernés viendront devant la représentation nationale. Par ailleurs, il fustige la mise en cause par M. Le Guen du ministre de l'intérieur à propos du décès d'un supporter du Paris Saint-Germain la nuit précédente [24 novembre 2006] (p. 8075)

M. André Chassaigne : répond que le ministre de la santé sera présent le soir pour répondre à cette question [30 novembre 2006] (p. 8347)

M. Jean-Pierre Blazy : répond que le garde des sceaux défendra les articles 25 et suivants [30 novembre 2006] (p. 8347)

M. Jean-Marie Le Guen : assure que le garde des sceaux se rendra disponible le moment venu [30 novembre 2006] (p. 8347)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Son intervention (p. 7397)

Ses réponses (p. 7406 à 7424)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : compétitivité (p. 7397)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) (p. 7399)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7401)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7399)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 7401)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7400)

Audiovisuel et communication : télévision numérique : accès (p. 7401)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7402)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 7398)

Justice : Cour des comptes : contrats de plan Etat-régions (p. 7403)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7398)

Politiques communautaires : développement des régions : fonds structurels (p. 7397)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : agriculture (p. 7401)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 7399)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7401)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 7401)

Télécommunications : Internet : accès (p. 7399)

Télécommunications : téléphones mobiles : accès (p. 7400)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7400)

Union européenne : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 7401)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : pays : budget (p. 7416) (M. Alain Ferry) (p. 7416)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7421) (M. Michel Hunault) (p. 7420)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies : accès (p. 7422) (M. Philippe Folliot) (p. 7421)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7414) (M. Michel Vaxès) (p. 7414)

Collectivités territoriales : transferts de charges (p. 7408) (M. François Dosé) (p. 7408)

Départements : Creuse : transferts de charges (p. 7417) (M. Michel Vergnier) (p. 7417)

Entreprises : aides publiques : remboursement (p. 7414) (M. Jacques Desallangre) (p. 7413)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : crédits budgétaires (p. 7416) (M. Pierre Micaux) (p. 7416)

Industrie : restructurations (p. 7411) (M. François Rochebloine) (p. 7411)

Outre-mer : Guyane : aménagement du territoire (p. 7408) (Mme Juliana Rimane) (p. 7407)

Politique économique : pôles de compétitivité : aménagement du territoire (p. 7410) (M. Henri Nayrou) (p. 7410)

Politique économique : pôles de compétitivité : aménagement du territoire (p. 7413) (M. Jean Lassalle) (p. 7412)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7415) (M. Denis Merville) (p. 7415)

Régions : Corse : programme exceptionnel d'investissement (PEI) (p. 7419) (M. Paul Giacobbi) (p. 7418)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 7406) (M. Georges Colombier) (p. 7406)

Télécommunications : Internet : accès (p. 7422) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 7422)

Transports ferroviaires : TGV (p. 7409) (M. Jean-Paul Chanteguet) (p. 7409)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7424)

Crédits de la mission : "Politique des territoires" inscrits à l'Etat B
Son intervention (p. 7425 et s.)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7843)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7850)

Son intervention (p. 7906)

Son intervention (p. 7923)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7930)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7850, 7924, 7927)

Droit pénal : aggravation des peines (p. 7906)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Seine-Saint-Denis (p. 7926)

Droit pénal : garde à vue : statistiques (p. 7926)

Droit pénal : mineurs (p. 7923)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 7924)

Enseignement : élèves : absentéisme (p. 7850)

Enseignement secondaire : internat (p. 7924)

Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 7850, 7924)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 7924)

Justice : magistrats : Bobigny (p. 7927)

Ordre public : terrorisme (p. 7928)

Ordre public : terrorisme : nouvelles technologies (p. 7930)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 7927)

Ordre public : violences urbaines (p. 7924)

Outre-mer : délinquance et criminalité (p. 7925)

Police : quartiers défavorisés (p. 7929)

Police : statistiques (p. 7929)

Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) : Seine-Saint-Denis (p. 7926)

Police : effectifs : réduction du temps de travail (RTT) (p. 7928)

Police : effectifs : Seine-Saint-Denis (p. 7926)

Police : police de proximité (p. 7928)

Télécommunications : opérateurs (p. 7930)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7984 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 589 de Mme Patricia Adam (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7993)

Intervient sur l'ad t n° 594 de Mme Patricia Adam (rôle et fonctions des différents acteurs impliqués dans la prévention de la délinquance) (p. 7998)

Ses observations : demande l'examen prioritaire de l'amendement n° 293 après l'article 12 relatif au permis à points [23 novembre 2006] (p. 8000)

Intervient sur l'ad t n° 25 de M. Noël Mamère (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance) (p. 8007)

Intervient sur l'ad t n° 599 de Mme Patricia Adam (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8007)

Intervient sur l'ad t n° 609 de Mme Patricia Adam (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8010)

Intervient sur l'ad t n° 614 de Mme Patricia Adam (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8013)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) (p. 7991)

Après l'article 12

Ses observations : tient à éclairer la représentation nationale sur les résultats du renouvellement de la représentation syndicale de la police [23 novembre 2006] (p. 8020)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) (p. 8021)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8021)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) (p. 8027)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf supra) (p. 8028)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8037 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Noël Mamère (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8065)

Article 1er bis précédemment réservé (présence de travailleurs sociaux dans les commissariats)

Ses interventions (p. 8068 et s.)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Ses interventions (p. 8072 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8074)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 472 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes) (p. 8080)

Intervient sur le sous-adt n° 716 de M. Lilian Zanchi (quelle que soit la taille des communes) à l'adt n° 472 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (p. 8081)

Ses observations : donne communication de la circulaire sur la rénovation des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance [24 novembre 2006] (p. 8081)

Article 2 bis précédemment réservé (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8084 et s.)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8087 et s.)

Ses observations : souligne que le Gouvernement est représenté par sa personne et qu'il revient à la présidence de l'Assemblée de décider de la poursuite des travaux [24 novembre 2006] (p. 8089)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 8217 et s.)

Article 8 bis précédemment réservé (contribution de l'Education nationale à la lutte contre les violences)

Son intervention (p. 8223)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8276 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 367 précédemment réservé de M. Michel Vaxès (extension à l'entreprise donneuse d'ordres de la procédure collective dont la filiale ou le sous-traitant font l'objet) (p. 8298)

Intervient sur l'adt n° 42 précédemment réservé de M. Noël Mamère (fin de la compétence exclusive du ministre de l'économie et des finances pour initier des poursuites contre certaines infractions à la législation financière) (p. 8299)

Intervient sur l'adt n° 681 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (formation des acteurs de la protection de l'enfance et de la prévention de la délinquance) (p. 8306)

Intervient sur l'adt n° 44 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression de la répression du racolage passif) (p. 8307)

Intervient sur l'adt n° 41 précédemment réservé de M. Noël Mamère (pénalisation d'infractions à l'environnement) (p. 8309)

Intervient sur l'adt n° 365 précédemment réservé de M. Michel Vaxès (constitution de partie civile par les représentants du personnel en ce qui concerne les abus de biens sociaux ayant entraîné la liquidation judiciaire de l'entreprise et des suppressions d'emplois) (p. 8309)

Intervient sur l'adt n° 697 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (détachement de fonctionnaires de police auprès de l'autorité judiciaire) (p. 8309)

Intervient sur l'adt n° 40 précédemment réservé de M. Noël Mamère (détachement de fonctionnaires de police auprès de l'autorité judiciaire) (p. 8310)

Intervient sur l'adt n° 38 précédemment réservé de M. Noël Mamère (renforcement des moyens procéduraux applicables au délit de corruption) (p. 8311)

Intervient sur l'adt n° 462 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée) (p. 8311)

Intervient sur l'adt n° 45 précédemment réservé de M. Noël Mamère (aggravation de la sanction pour infraction à l'obligation de paiement des salaires) (p. 8312)

Intervient sur l'adt n° 46 précédemment réservé de M. Noël Mamère (contrôle de l'utilisation des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 8312)

Intervient sur l'adt n° 43 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression de la commission des infractions fiscales) (p. 8313)

Intervient sur l'adt n° 39 précédemment réservé de M. Noël Mamère (indépendance du Service central de prévention de la corruption) (p. 8314)

Intervient sur l'adt n° 37 précédemment réservé de M. Noël Mamère (création d'un chapitre consacré à la délinquance économique) (p. 8315)

Intervient sur l'adt n° 694 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (création d'un chapitre consacré à la délinquance économique) (p. 8315)

Article 10 précédemment réservé (études de sécurité publique en matière d'urbanisme)

Ses interventions (p. 8316 et s.)

Article 11 précédemment réservé (règles de vote sur les fermetures de portes dans les copropriétés)

Son intervention (p. 8318)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 558 précédemment réservé de M. Serge Grouard (élargissement du domaine d'application de la procédure d'urgence en matière d'extension des systèmes de vidéosurveillance) (p. 8318 et s.)

Article 11 bis précédemment réservé (participation possible des communes aux dépenses de sécurité des immeubles)

Ses interventions (p. 8319 et s.)

Article 11 quater précédemment réservé (résiliation du bail en cas de troubles de voisinage)

Ses interventions (p. 8320 et s.)

Après l'article 11 quater

Intervient sur l'adt n° 728 précédemment réservé du Gouvernement (obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 8322)

Intervient sur l'adt n° 543 précédemment réservé de M. Serge Grouard (résiliation du bail pour troubles de voisinage aux abords immédiats des immeubles) (p. 8322)

Intervient sur l'adt n° 729 précédemment réservé du Gouvernement (incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles) (p. 8323 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 731 de M. Jean-Christophe Lagarde (y compris pour troubles de voisinage) à l'adt n° 729 précédemment réservé du Gouvernement (p. 8324 et s.)

Intervient sur l'adt n° 547 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (sanctions pour les infractions au règlement intérieur d'un immeuble) (p. 8326)

Article 12 précédemment réservé (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)

Ses interventions (p. 8327 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 190 rectifié précédemment réservé de la commission (transposition de la décision-cadre concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires) (p. 8328)

Intervient sur l'adt n° 552 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 8329)

Intervient sur l'adt n° 496 de M. Jean-Pierre Blazy (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 8329)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Ses interventions (p. 8329 et s.)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'adt n° 200 de la commission (subordination de la détention de chiens dangereux à l'obtention d'un certificat de sociabilité) (p. 8331)

Intervient sur le sous-adt n° 733 du Gouvernement (à l'évaluation comportementale du chien par un vétérinaire) à l'adt n° 519 de M. Lionnel Luca (subordination de la détention de chiens dangereux à l'obtention d'un certificat de sociabilité) (p. 8331)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Nicolas Perruchot (fichier national informatisé des permis de chasser) (p. 8332)

Article 12 ter (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Ses interventions (p. 8333 et s.)

Article 12 quater (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Son intervention (p. 8342)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'adt n° 204 de la commission (conditions du pouvoir de réquisition du préfet) (p. 8342)

Avant l'article 13

Intervient sur l'adt n° 384 de M. Jean-Pierre Blazy (nouvel intitulé du titre du chapitre IV) (p. 8343)

Article 13 (création d'un service volontaire citoyen de la police nationale)

Ses interventions (p. 8345 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. André Chassaing (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8347)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8347)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8347)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 386 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (saisine de la commission nationale de déontologie de la sécurité -CNDS) (p. 8348)

Intervient sur le sous-adt n° 734 du Gouvernement (institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de la CNDS) à l'adt n° 386 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (p. 8348)

Intervient sur l'adt n° 385 de M. Jean-Pierre Blazy (restauration de la police de proximité dans les zones urbaines sensibles) (p. 8348)

Article 14 (prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique)

Ses interventions (p. 8350 et s.)

Article 15 (répression des violences au sein du couple)

Ses interventions (p. 8352 et s.)

Article 16 (secret médical)

Ses interventions (p. 8355 et s.)

Seconde délibération : de l'amendement n° 414 à l'article 16 [30 novembre 2006] (p. 8356)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Jean-Marie Le Guen (création d'une commission nationale de protection de l'enfance dans les médias) (p. 8357 et s.)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Ses interventions (p. 8359 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 254 rectifié de la commission (gel des flux financiers des personnes organisant des jeux prohibés sur Internet) (p. 8363)

Intervient sur les sous-adts n°s 620, 706, 621, 622 et 623 du Gouvernement à l'adt n° 254 rectifié de la commission (p. 8363)

Intervient sur l'adt n° 516 de M. Philippe Houillon (sanctions encourues par les organisateurs de jeux non autorisés) (p. 8364)

Intervient sur l'adt n° 515 rectifié de M. Philippe Houillon (sanctions en cas de publicité pour des activités illicites de jeux) (p. 8364)

Intervient sur l'adt n° 499 de M. Charles de Courson (autorisation d'exploiter des jeux de casinos sur Internet) (p. 8364)

Intervient sur l'adt n° 256 de la commission (saisine du juge des référés par le ministère public en vue de la fermeture d'un site Internet illégal) (p. 8365)

Intervient sur les sous-adts n°s 722 et 721 de M. Jean-Michel Dubernard (rédactionnels) à l'adt n° 256 de la commission (p. 8365)

Intervient sur l'adt n° 412 de M. Jean-Marie Le Guen (logiciel de contrôle parental fourni gratuitement par les fournisseurs d'accès à Internet) (p. 8365)

Intervient sur l'adt n° 255 de la commission (obligation pour les fournisseurs d'accès de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux) (p. 8366)

Intervient sur le sous-adt n° 720 de M. Jean-Michel Dubernard (rédactionnel) à l'adt n° 255 de la commission (p. 8366)

Intervient sur l'adt n° 411 de M. Jean-Marie Le Guen (lutte contre la pornographie infantile sur Internet) (p. 8366)

Article 17 bis (création d'une infraction de non-dénonciation volontaire de la disparition d'un enfant)

Son intervention (p. 8367)

Explications de vote et vote [5 décembre 2006] (p. 8519)

Son intervention (p. 8519)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1127)

Son intervention (p. 1137)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1141)

Thèmes :

- Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 1137)
- Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1138)
- Droit pénal : mineurs : aggravation des peines (p. 1138)
- Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 1127)
- Enseignement : élèves : absentéisme (p. 1138)
- Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 1138)
- Justice : centres éducatifs fermés (p. 1137)
- Justice : victimes (p. 1141)
- Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 1127, 1141)
- Sports : stades : interdiction (p. 1138)

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 1er (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 1146 et s.)

Article 2 bis A (recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes)

Son intervention (p. 1147)

Article 5 (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 1148)

Article 6 (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 1149 et s.)

Article 8 (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 1150 et s.)

Article 9 (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 1151)

Article 11 quater (dispositions relatives aux troubles de voisinage)

Son intervention (p. 1153)

Article 11 quinquies (obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation)

Son intervention (p. 1154)

Article 12 (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)

Son intervention (p. 1155)

Article 12 bis C (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné)

Son intervention (p. 1155)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Ses interventions (p. 1155 et s.)

Article 12 ter A (évaluation comportementale de certains chiens)

Son intervention (p. 1158)

Article 12 quinquies (conditions du pouvoir de réquisition du préfet)

Son intervention (p. 1158)

Article 12 sexies (allongement de la durée de la mesure d'interdiction administrative de stade)

Son intervention (p. 1159)

Article 13 bis (dispositions relatives à la Commission nationale de déontologie de la sécurité)

Son intervention (p. 1159)

Article 16 (secret médical - diffamation en raison du handicap - diffamation des maires)

Ses interventions (p. 1159 et s.)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son intervention (p. 1160)

Article 17 bis E (obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux)

Son intervention (p. 1161)

Article 18 (renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques)

Ses interventions (p. 1161 et s.)

Article 19 (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 1161 et s.)

Article 20 (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Ses interventions (p. 1161 et s.)

Article 21 (déclenchement de la procédure d'hospitalisation d'office par le maire)

Ses interventions (p. 1161 et s.)

Article 22 (confirmation de la décision d'hospitalisation d'office par le préfet)

Ses interventions (p. 1161 et s.)

Article 23 (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale)

Ses interventions (p. 1161 et s.)

Article 24 (extension au classement sans suite des dispositions applicables aux non-lieu, relaxe ou acquittement en raison de l'irresponsabilité pénale)

Ses interventions (p. 1161 et s.)

Article 26 bis A (circonstance aggravante de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion - "happy slapping")

Son intervention (p. 1164)

Article 43 (sanction-réparation)

Son intervention (p. 1165)

Article 44 bis (généralisation de la mesure de confiscation)

Son intervention (p. 1165)

Article 45 bis D (possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'amener en cas de manquement à une obligation liée à une condamnation exécutée en milieu ouvert)

Son intervention (p. 1166)

Article 50 (application des dispositions relatives aux pouvoirs du maire à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française)

Ses interventions (p. 1166 et s.)

Article 51 (application des autres dispositions du projet de loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna)

Son intervention (p. 1167)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1524)

Son intervention (p. 1529)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1531)

Drogue : toxicomanie (p. 1529)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 1529)

Droit pénal : peines planchers (p. 1530)

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 1529)

Droit pénal : violences conjugales (p. 1530)

Gens du voyage : stationnement (p. 1530)

Ordre public : personnels : création d'emplois (p. 1530)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 1531)

Sports : stades : interdiction (p. 1530)

Claude EVIN

*Loire-Atlantique (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 19 de la commission des finances (limitation des exonérations de cotisations sociales ; contribution du comité d'entreprise à l'acquisition des chèques-vacances) (p. 6627)

Article 14 (affectation à la CNAMTS de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges)

Son intervention (p. 6631)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 268 de M. Jean-Marie Le Guen (augmentation de 2% à 6% du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine) (p. 6633)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son intervention (p. 6644 et s.)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son intervention (p. 6671)

Après l'article 33

Intervient sur l'ad n° 29 de la commission des finances (utilisation de la télétransmission par les médecins) (p. 6674)

Article 34 (possibilité pour les infirmiers de prescrire certains dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 6676)

Article 35 (encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) – conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations)

Son intervention (p. 6680, 6681)

Article 38 (renforcement de l'encadrement de la publicité des dispositifs médicaux auprès du grand public)

Son intervention (p. 6683)

Après l'article 39

Intervient sur l'ad n° 444 de la commission (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'ad n° 62 rectifié de M. Jean-Luc Prélé (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'ad n° 187 rectifié de M. Olivier Jardé (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'ad n° 335 de M. Bruno Gilles (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'adt n° 450 de la commission (création d'un Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 6686)

Intervient sur le sous-adt n° 462 de M. Bruno Gilles (élaboration d'un rapport trimestriel sur l'évolution des dépenses hospitalières ; conditions de consultation de l'Observatoire par le Gouvernement) à l'adt n° 450 de la commission (p. 6686)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 55 de Mme Jacqueline Fraysse (rapport gouvernemental sur la responsabilité médicale) (p. 6692)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 202)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : rôle et missions (p. 204)

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 202)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 203, 204)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 202 et s.)

Professions de santé : médecins (p. 203, 204)

Santé : droits du malade (p. 203, 204)

Santé : accès aux soins (p. 203, 204)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 202, 204)

Santé : politique de la santé (p. 203, 204)

Union européenne : droit communautaire (p. 202 et s.)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 2 (renforcement de la réglementation des relations entre les professionnels de santé et les entreprises pharmaceutiques)

Son amendement n° 31 : adopté (p. 213)

Article 4 (définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires)

Son amendement n° 32 (p. 214)

Article 5 (modification du régime d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des médicaments)

Son intervention (p. 216)

Article 6 (critères de refus de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) d'un médicament et conditions de délivrance de l'AMM dans des circonstances exceptionnelles)

Son amendement n° 33 (p. 225)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son intervention (p. 226)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (critères de certification des logiciels d'aide à la prescription) (p. 230)

Article 17 (publicité auprès du public pour les médicaments à usage humain)

Son intervention (p. 230)

Son amendement n° 34 : adopté (p. 230)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 88 rectifié de M. Yves Bur (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 232)

Son amendement n° 35 (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 232) : devenu sans objet (p. 233)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié du Gouvernement (contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) (p. 237)

Intervient sur l'adt n° 109 du Gouvernement (usage du titre de psychothérapeute) (p. 240)

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (usage du titre de psychothérapeute) (p. 240)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychothérapeute) (p. 240)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament)

Son intervention (p. 245 et s.)

Son amendement n° 36 (p. 244) : SCRUTIN PUBLIC (p. 246)

Son amendement n° 37 (p. 246)

F**Laurent FABIUS**

*Seine-Maritime (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Albert FACON

*Pas-de-Calais (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enfants. Politique de l'enfance. [22 novembre 2006] (p. 7883)

Entreprises. Chefs d'entreprise. Comportements délictueux, sanctions [16 janvier 2007] (p. 302)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1901, posée le 20 février 2007. Industrie, Textile et habillement (J.O. Questions p. 1642). Appelée le 20 février 2007. Entreprise Sublatic, plan social, Hénin-Beaumont (p. 1308)

Pierre-Louis FAGNIEZ

*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 22 novembre 2006] (p. 17536)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

DEPOTS

Proposition de loi organique n° 3383 modifiant le mode d'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française [17 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n° 3362)

de M. Pierre-Louis Fagniez, tome I : recettes et équilibre général (17 janvier 2006)

M. Jean-Marie Rolland, tome II : assurance maladie et accidents du travail (17 janvier 2006)

Mme Marie-Françoise Clergeau, tome III : famille (17 janvier 2006)

M. Denis Jacquat, tome IV : assurance vieillesse (17 janvier 2006)

et de M. Pierre-Louis Fagniez, M. Jean-Marie Rolland, M. Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [17 octobre 2006] (n° 3384)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [21 novembre 2006] (n° 3450)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**DEBATS****Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 6500)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6501, 6502)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6500, 6501)

Entreprises : charges : exonérations (p. 6501)

Retraites : généralités : réforme (p. 6500)

Sécurité sociale : réforme (p. 6500)

Sécurité sociale : dépenses (p. 6501)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6500)

Sécurité sociale : financement (p. 6500 et s.)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 2 et annexe A (approbation du rapport figurant en annexe A et précisant les modalités d'affectation des excédents ou de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2005)

Son amendement n° 368 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 6591)

Article 5 (contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6594 et s.)

Son amendement n° 369 (rédactionnel) : adopté (p. 6597)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 321 de M. Bruno Gilles (extension de l'accès au régime social des étudiants pour les étudiants pourvus d'un emploi salarié) (p. 6597)

Article 10 (assiette des cotisations et contributions sociales des professions indépendantes)

Son intervention (p. 6600)

Ses amendements n°s 371 et 370 : adoptés (p. 6600)

Son amendement n° 370 (de précision) : adopté (p. 6600)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 78 de Mme Jacqueline Fraysse (instauration d'une cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et des ménages) (p. 6602)

Intervient sur l'adt n° 17 de la commission des finances (extension de l'assiette de CSG et de CRDS à l'ensemble des revenus d'origine non déterminée) (p. 6602)

Intervient sur l'adt n° 77 de Mme Jacqueline Fraysse (instauration d'une contribution sociale sur les bénéfices des entreprises) (p. 6603)

Intervient sur l'adt n° 76 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation du taux de cotisation sociale des entreprises en fonction de la part des salaires dans la valeur ajoutée) (p. 6603)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 94 de la commission (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Intervient sur l'adt n° 84 de M. Jean-Luc Prétel (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Intervient sur l'adt n° 92 de M. Patrick Beaudouin (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6608 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6610)

Intervient sur le sous-adt n° 451 du Gouvernement (précision rédactionnelle sur les exonérations de charges : les exonérations de droit commun s'appliqueront entre la durée légale et la durée équivalente) à l'adt n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (p. 6610)

Son sous-amendement n° 449 (date limite pour la négociation d'un nouvel accord collectif de branche fixée au 31 janvier 2007) à l'adt n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (p. 6610) : adopté (p. 6616)

Article 13 (indemnités de départ volontaire)

Son intervention (p. 6616)

Son amendement n° 374 (p. 6617)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 19 de la commission des finances (limitation des exonérations de cotisations sociales ; contribution du comité d'entreprise à l'acquisition des chèques-vacances) (p. 6626)

Intervient sur l'adt n° 347 de M. Bruno Gilles (institution d'un départ à la retraite décidé en commun ouvrant droit au régime fiscal et social de la mise à la retraite) (p. 6628)

Article 14 (affectation à la CNAMTS de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges)

Son intervention (p. 6631 et s.)

Son amendement n° 375 : adopté (p. 6633)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 268 de M. Jean-Marie Le Guen (augmentation de 2% à 6% du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine) (p. 6633)

Article 15 (affectation des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance-vie au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6633 et s.)

Article 16 (modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements)

Son intervention (p. 6636)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse (majoration des taux de la contribution des entreprises pharmaceutiques n'ayant pas suffisamment investi dans la recherche) (p. 6638)

Article 18 (taux de la contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur leur chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 6642)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son intervention (p. 6644 et 6646)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Pierre-Christophe Baguet (alignement du régime fiscal et social de l'indemnité de départ à la retraite sur celui de l'indemnité de mise à la retraite) (p. 6647)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 448 de M. Yves Censi (alignement de règles d'exonération de cotisations sociales du code rural sur celles du code de la sécurité sociale) (p. 6656)

Intervient sur l'adt n° 103 de la commission (habilitation des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales à la vérification de l'assiette des cotisations des régimes de retraite complémentaire et des contributions d'assurance chômage) (p. 6657)

Intervient sur les sous-adts n°s 446 et 447 du Gouvernement (de précision) à l'adt n° 103 de la commission (p. 6657)

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son intervention (p. 6657)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 309 de M. Bruno Gilles (exonération de cotisations sociales des cotisations de retraites complémentaires prises en charge par l'employeur) (p. 6660)

Article 23 et annexe C (prévisions pour 2007 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 6662)

Article 24 (prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale)

Son intervention (p. 6663)

Article 28 (autorisation donnée à l'ACOSS d'émettre des titres de créances négociables)

Son intervention (p. 6663)

Article 29 (règles d'inscription du privilège)

Son intervention (p. 6663)

Article 30 (dématérialisation des déclarations et des paiements de cotisations, contributions ou taxes sociales)

Son intervention (p. 6663)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 151 du Gouvernement (réforme du mode d'approbation des comptes des organismes de sécurité sociale) (p. 6664)

Intervient sur l'adt n° 150 du Gouvernement (aménagement du statut de la caisse de sécurité sociale de Mayotte) (p. 6664)

Article 9 et annexe B précédemment réservés (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son intervention (p. 6665 et s.)

Son amendement n° 366 rectifié précédemment réservé (p. 6665) : adopté (p. 6666)

Article 51 précédemment réservé (création d'un Fonds de prévention des risques sanitaires -FPRS)

Son intervention (p. 6725)

Après l'article 70

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Pierre Morange (création d'un répertoire commun aux organismes sociaux) (p. 6740)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Pierre Morange (mutualisation des ressources des organismes de sécurité sociale) (p. 6740)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Son intervention (p. 8167)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8172)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8175)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 8168)

Préretraites : allocations (p. 8168)

Professions de santé : exercice de la profession : diplômés (p. 8168)

Santé : données médicales (p. 8168)

Santé : maladies mentales (p. 8168)

Santé : sécurité sanitaire (p. 8168)

Sécurité sociale : financement (p. 8167 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 8168, 8172)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8182 et s.)

Article 38 quater (information de l'observatoire des risques médicaux)

Son amendement n° 3 (de correction) : adopté (p. 8183)

Article 50 (fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville et prolongation de sa participation à la mise en oeuvre du dossier médical personnel)

Ses amendements n° 4 et 5 rectifiés (de correction) : adoptés (p. 8183)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son intervention (p. 225 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 102 de M. Laurent Wauquiez (contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) (p. 237)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 249)

Son intervention (p. 254)

Thèmes :

Professions de santé : responsabilité civile (p. 254)

Professions de santé : chirurgiens (p. 254)

Professions de santé : diététiciens (p. 254)

Professions de santé : médecins : rémunération (p. 254)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 254)

Santé : droits du malade (p. 254)

Santé : accès aux soins (p. 254)

Santé : données médicales (p. 254)

Santé : maladies mentales (p. 254, 255)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 254)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Après l'article 21

Son amendement n° 197 (fin de la compétence du juge des tutelles pour autoriser une recherche biomédicale sur une personne majeure non protégée hors d'état de manifester son consentement) (p. 463) : adopté (p. 464)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance**DEUXIEME LECTURE****Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1496)**

Son intervention (p. 1498)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 1500)

Départements : action sociale : dépenses (p. 1499)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1499, 1500)

Enfants : mauvais traitements (p. 1499)

Enfants : politique de l'enfance (p. 1499, 1500)

Enseignement : obligation scolaire (p. 1500)

Santé : accès aux soins : enfants (p. 1499)

Télécommunications : Internet (p. 1499)

Travail : congé de maternité (p. 1500)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1500)

Proposition de loi n° 3607 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1504)**

Son intervention (p. 1509)

Thèmes :

Santé : chikungunya (p. 1509)

Santé : prévention (p. 1509)

Santé : réserve sanitaire (p. 1509, 1510)

Santé : réserve sanitaire : volontaires (p. 1509, 1510)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1509, 1510)

Santé : veille sanitaire (p. 1509)

Santé : virus H5N1 (p. 1509)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 1510)

Francis FALALA*Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]**Yannick FAVENNEC***Mayenne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]**DEPOTS**

Proposition de loi n° 3373 tendant à instaurer, dans le cadre des enseignements du second degré, des stages de découverte du milieu associatif [17 octobre 2006]

Proposition de loi organique n° 3689 tendant à assurer la représentation des retraités au sein du Conseil économique et social [13 février 2007]

Proposition de loi n° 3713 visant à autoriser la création de zones franches rurales dans les zones de revitalisation rurale [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3728 tendant à assurer la représentation des retraités au sein des organismes de sécurité sociale [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Entreprises. Entreprises en difficulté. Plan de sauvegarde, loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, application [6 février 2007] (p. 953)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1783, posée le 19 décembre 2006. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 13071). Appelée le 19 décembre 2006. Conséquences, personnel, directions départementales de l'équipement (p. 9127)

n° 1907, posée le 20 février 2007. Donations et successions. Droits de succession (J.O. Questions p. 1643). Appelée le 20 février 2007. Fratries, réglementation (p. 1288)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)***Procédure des questions :*

Santé : sécurité sanitaire : hygiène alimentaire (p. 7238)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)***Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7487)

TRANSPORTS**Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :**

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7664)

Thème :

Voierie : routes nationales : Mayenne (p. 7664)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 26

Son amendement n° 4 (bouilleurs de cru – allocation en franchise de 10 litres d'alcool : prorogation reportée du 1er janvier 2008 au 1er janvier 2013) : rejeté (p. 8721)

Georges FENECH

Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur pour avis du projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (n° 3656) [31 janvier 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

DEPOTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les dispositions du chapitre 1er du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (n° 3656) [13 février 2007] (n° 3685)

Proposition de loi n° 3761 visant à encadrer les délais de paiement pour les entreprises [21 février 2007]

Proposition de loi n° 3762 relative à l'interprétation de la notion d'avantage injustifié procuré à autrui [21 février 2007]

Proposition de loi n° 3770 visant à accroître l'efficacité de la procédure de révision des condamnations pénales [13 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Aéroports. Mesures de sécurité [8 novembre 2006] (p. 7098)

Esotérisme. Sectes. Protection, enfants [19 décembre 2006] (p. 9156)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1755, posée le 5 décembre 2006. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 12587). Appelée le 5 décembre 2006. Contournement ferroviaire, Lyon (p. 8487)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7548)

Article 34 (crédits du budget général)

Son amendement n° 255 (p. 7548)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7918)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7918)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 7918)

Justice : tribunaux pour enfants (p. 7918)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9090)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9090)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 9091)

Justice : juge d'instruction : juge unique (p. 9091)

Justice : réforme (p. 9091)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Avant l'article 5

Intervient sur le sous-adt n° 73 rectifié de M. Michel Vaxès (et n'ayant pas fait l'objet de voies de recours) à l'adt n° 69 deuxième rectification du Gouvernement (violation grave et intentionnelle des droits des parties constitutive d'une faute disciplinaire) (p. 9107)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Article 5 (contrôle de la détention provisoire par la chambre de l'instruction)

Son amendement n° 100 : adopté (p. 9194)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)**

Son intervention (p. 63)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 63, 64)

Enfants : droits de l'enfant (p. 63, 64)

Enfants : mauvais traitements (p. 63)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 63)

Enseignement : obligation scolaire (p. 63)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son intervention (p. 76)

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son intervention (p. 95 et 96)

Après l'article 4

Son amendement n° 125 corrigé (désignation d'un avocat chargé de défendre un mineur sous emprise sectaire dans les procédures de reconnaissance de droit de visite ou de garde ou les procédures pénales) (p. 97) : retiré (p. 99)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Son amendement n° 126 (p. 132)

Article 15 (obligation de formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance à la problématique de l'enfance en danger)

Son amendement n° 144 (p. 161)

Après l'article 17

Son amendement n° 127 (contrôle des motivations du choix de l'enseignement à distance) (p. 173) : retiré (p. 174)

Son amendement n° 128 (obligation d'utiliser les instruments pédagogiques du Centre national d'enseignement à distance ou d'organismes privés agréés pour les familles pratiquant l'instruction à domicile) : retiré (p. 174)

Son amendement n° 129 (entrée en vigueur dès la rentrée scolaire de 2007 du dispositif concernant l'enseignement à distance) (p. 174) : retiré (p. 175)

Son amendement n° 133 (nouveau chapitre : "Les organismes de soutien scolaire" au sein du code de l'éducation) : retiré (p. 175)

Son amendement n° 130 (qualification des directeurs des organismes privés d'enseignement à distance) : adopté (p. 175)

Son amendement n° 131 (régime des incapacités relatives à l'exercice de fonctions au sein d'un organisme privé d'enseignement à distance) : adopté (p. 175)

Son amendement n° 132 (régime des incapacités relatives à l'exercice des fonctions de directeur d'un organisme de soutien scolaire) : adopté (p. 175)

Son amendement n° 134 (nouveau titre : "Dispositions relatives à l'éducation" au sein du projet de loi) : adopté (p. 175)

Son amendement n° 135 (répression des actes visant à empêcher un mineur d'accéder à une éducation permettant son insertion sociale) : rejeté (p. 176)

Son amendement n° 136 (répression du défaut de déclaration d'une naissance) : adopté (p. 176)

Son amendement n° 137 (ouverture à compter de la majorité de la victime du délai de prescription en matière d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse commis contre un mineur dans le cadre d'une organisation sectaire) : rejeté (p. 176)

Son amendement n° 138 (pouvoir du médecin de procéder en cas de nécessité à une transfusion sanguine) (p. 176) : retiré (p. 177)

Son amendement n° 139 (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales) : adopté (p. 177)

Son amendement n° 141 (contrôle des publications destinées à la jeunesse) : rejeté (p. 177)

Son amendement n° 142 (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 177) : rejeté (p. 178)

Son amendement n° 140 (renforcement des dispositions permettant de poursuivre les mouvements sectaires faisant du prosélytisme envers la jeunesse) : adopté (p. 178)

Son amendement n° 143 (nouveau titre : "Protection des enfants contre les dérives sectaires" au sein du projet de loi) : adopté (p. 178)

Seconde délibération

Article 27 (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales)

Son intervention (p. 181)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)**

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Ses amendements n°s 229, 231 à 238 (p. 411 à 421)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)**

Son intervention (p. 1192)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1192)

Justice : recours (p. 1193)

Logement : personnes défavorisées (p. 1192)

Logement : accédants en difficulté : médiation (p. 1193)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1192, 1193)

Logement : aides et prêts : prêts (p. 1192)

Politique sociale : précarité (p. 1192, 1193)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1335 et s.)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1355 et s., 1359 et s.)

Article 3 précédemment réservé (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1439 et s.)

Philippe FENEUIL
Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5868 et s.)

Son amendement n° 259 (p. 5871)

Jean-Michel FERRAND
Vaucluse (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Etablissements. Création, financement [29 novembre 2006] (p. 8270)

Alain FERRY
Bas-Rhin (6^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3568 visant à garantir la transparence et la sécurité juridique des élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : pays : budget (p. 7416)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Procédure des questions :

Logement : logement social : domaine public (p. 7610)

Daniel FIDELIN

Seine-Maritime (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités (n° 3427) [29 novembre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités (n° 3414) [29 novembre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur :

- la proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités (n° 3427)

- la proposition de loi de M. Jean Lemièrre visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités (n° 3414) [6 décembre 2006] (n° 3496)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3427 visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9047)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 9047 et s.)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 9048)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : syndicats et groupements (p. 9048)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : ports maritimes (p. 9048)

Régions : Basse-Normandie : ports maritimes (p. 9048)

Régions : Haute-Normandie : ports maritimes (p. 9048)

Transports par eau : ports maritimes : intérêt national (p. 9047)

François FILLON

Premier ministre

Est nommé Premier ministre. Décret du 17 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

André FLAJOLET

*Pas-de-Calais (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 20 décembre 2006] (p. 19209)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté avec modification en 2^{ème} lecture par le Sénat, sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 3303) [22 novembre 2006] (n° 3455)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2776-2 rectifié) [19 décembre 2006] (n° 3528)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad. n° 131 de la commission (intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 5951)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 8817)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 8824)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 8837)

Thèmes :

Agriculture : agriculture raisonnée (p. 8817)

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 8817)

Chasse et pêche : pêche (p. 8817)

Collectivités territoriales : services publics locaux : eau (p. 8837)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 8824)

Eau : tarification sociale (p. 8837)

Eau : agences (p. 8817)

Eau : assainissement (p. 8817)

Eau : eau potable : accès (p. 8824 et s.)

Eau : redevances des agences de l'eau : élevage (p. 8817)

Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 8817)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 8817)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 8817)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 8817)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 1er A (droit d'accès à l'eau potable)

Son intervention (p. 8838 et s.)

Article 1er (habilitation de Voies Navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 8840)

Article 3 (gestion du débit affecté)

Son intervention (p. 8842)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives aux ouvrages)

Son intervention (p. 8882 et s.)

Ses amendements n^{os} 239 et 240 (de coordination) : adoptés (p. 8885)

Article 4 bis A (sanctions applicables aux entreprises hydrauliques exploitées sans titre et suppression du droit de préférence)

Son intervention (p. 8887 et s.)

Son amendement n^o 76 rectifié : adopté (p. 8888)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8890 et s.)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son intervention (p. 8895)

Son amendement n^o 244 rectifié (p. 8895) : adopté (p. 8896)

Son sous-amendement n^o 443 à l'adt n^o 280 de M. Yves Cochet : adopté (p. 8896)

Ses amendements n^{os} 241 et 242 : adoptés (p. 8896 et s.)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son intervention (p. 8897)

Son amendement n^o 83 : adopté (p. 8897)

Article 7 bis (ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets)

Son intervention (p. 8897 et s.)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 8901 et s.)

Article 8 bis (information des fédérations et associations départementales de pêcheurs sur les actes susceptibles d'affecter la faune piscicole)

Son intervention (p. 8903)

Article 11 (dispositions de lutte contre le braconnage)

Son intervention (p. 8904)

Article 14 A (modification des dispositions relatives aux objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Son intervention (p. 8912)

Son amendement n^o 427 : adopté (p. 8912)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Son intervention (p. 8914 et s.)

Article 17 bis (vente, mise à disposition, application et mise sur le marché de produits biocides)

Son amendement n^o 428 : adopté (p. 8917)

Article 18 bis (publicité portant sur les pesticides)

Son intervention (p. 8919)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8921 et s.)

Article 20 (règles relatives aux matériels destinés à l'application de produits phytopharmaceutiques)

Son intervention (p. 8924)

Article 20 quater (eaux noires)

Son intervention (p. 8925 et s.)

Son amendement n^o 429 (p. 8925) : adopté (p. 8926)

Article 21 (Fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues d'épuration urbaines ou industrielles et taxe destinée à financer ce fonds)

Son intervention (p. 8926)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8927 et s.)

Reprend l'adt n^o 67 de M. Yves Cochet (violation grave et intentionnelle des droits des parties constitutive d'une faute disciplinaire) : adopté après modification (8932)

Son sous-amendement n^o 430 à l'adt n^o 95 de la commission : adopté (p. 8932)

Son sous-amendement n^o 431 à l'adt n^o 67 de M. Yves Cochet : adopté (p. 8932)

Article 22 bis (mise en cohérence d'articles du code de la construction et de l'habitation)

Son intervention (p. 8933)

Son amendement n^o 432 : adopté (p. 8933)

Article 23 (taxe pour la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales)

Son intervention (p. 8933)

Article 23 bis (crédit d'impôt pour dépenses de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8934)

Article 23 ter (crédit d'impôt pour les dépenses d'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux pluviales)

Son intervention (p. 8944 et s.)

Article 24 quater (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires)

Son intervention (p. 8946 et s.)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8948 et s.)

Ses amendements n^{os} 437, 433 à 435, 438, 439, 436, 440, 441, 411 : adoptés (p. 8948 et s.)

Article 26 bis A (mise en cohérence du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 8956)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8956 et s.)

Ses amendements n^{os} 423 rectifié, 425, 424 : adoptés (p. 8956 et s.)

Article 27 bis AA (modification des seuils de création des commissions consultatives des services publics locaux)

Son intervention (p. 8961)

Article 27 bis (adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte compétent en matière de gestion de l'eau ou des déchets ménagers)

Son intervention (p. 8962)

Article 27 ter (assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)

Son intervention (p. 8962)

Article 27 sexies (interruption des contrats d'abonnement des usagers des services de distribution d'eau)

Son amendement n^o 426 (p. 8962) : adopté (p. 8963)

Article 27 nonies (saisie des navires abandonnés sur le domaine public fluvial)

Son amendement n^o 245 : adopté (p. 8963)

Article 27 decies (accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial)

Son intervention (p. 8963)

Article 28 (modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration (SATESE))

Son intervention (p. 8964)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8965)

Article 30 (définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE))

Son intervention (p. 8967 et s.)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 8968 et s.)

Article 34 (modification, révision et mise en conformité du SAGE)

Son intervention (p. 8969)

Article 34 bis (dispositions particulières au SDAGE et au SAGE de Corse)

Son amendement n^o 248 : adopté (p. 8969)

Son intervention (p. 8970)

Son amendement n^o 237 rectifié : adopté (p. 8970)

Article 34 ter (compatibilité du schéma départemental des carrières avec le SDAGE ou le SAGE)

Son intervention (p. 8970)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son intervention (p. 8970 et s.)

Article 36 (orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 8971 et s.)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9021 et s.)

Son amendement n^o 249 : adopté après modification (suppression du gage) (p. 9021)

Ses amendements n^{os} 251 et 252 : adoptés (p. 9030, 9034)

Article 38 (pour coordination)

Son intervention (p. 9034)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son intervention (p. 9035)

Article 43 (Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique)

Son amendement n^o 258 : adopté (p. 9035)

Article 43 bis (garderie particulière des droits de pêche)

Son intervention (p. 9035)

Son amendement n^o 259 : adopté (p. 9035)

Article 46 (exercice des droits reconnus à la partie civile)

Son intervention (p. 9035)

Article 47 (coordination d'articles codifiés)

Son intervention (p. 9036)

Article 47 bis (régimes de garanties collectives en matière de prévoyance et de retraite supplémentaire des personnels des agences de l'eau, validation législative)

Son amendement n^o 260 : adopté (p. 9036)

Article 48 (encadrement de l'évolution des redevances de l'eau)

Son amendement n^o 261 : adopté (p. 9036)

Article 49 (abrogation de certains articles)

Son intervention (p. 9036 et s.)

Ses amendements n^{os} 262, 263 rectifié, 264 : adoptés (p. 9036 et s.)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son intervention (p. 9037)

Son intervention à l'issue du vote (p. 9040)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 9225)

Son intervention (p. 9225)

Thèmes :

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 9226)

Chasse et pêche : conseil supérieur de la pêche (p. 9227)

Collectivités territoriales : services publics locaux : eau (p. 9226)

Eau : agences (p. 9226)

Eau : assainissement (p. 9226)

Eau : eau potable : accès (p. 9226)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 9227)

Environnement : changements climatiques (p. 9227)

Union européenne : directives : eau (p. 9226)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 9234)

Article 23 (taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des travaux en matière d'assainissement)

Son intervention (p. 9234)

Jacques FLOCH

*Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la médiation en Europe (COM [2004] 718 final/n° E 2844) [13 février 2007] (n° 3696)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 13 février au 19 mars 2007 (n° E 3449, E 3450, E 3454, E 3457 à E 3467 et E 3469) et sur les textes n°s E 2606, E 2821, E 2951, E 3016, E 3039, E 3044, E 3065, E 3101, E 3119, E 3166, E 3202 à E 3204, E 3207, E 3210 à E 3213, E 3246, E 3260, E 3262, E 3264, E 3265, E 3297, E 3308, E 3310, E 3355, E 3364, E 3365, E 3392, E 3393 et E 3443 [20 mars 2007] (n° 3785)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Explicite, après que le ministre délégué aux anciens combattants en a cité des extraits, sa position sur la décristallisation quand il était lui-même secrétaire d'état chargé des anciens combattants [15 novembre 2006] (p. 7462)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7462)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 45 de M. André Vallini (rétablissement des listes d'aptitude aux postes de magistrats) (p. 9101)

Intervient sur l'adt n° 3 de la commission (augmentation du nombre maximal de postes d'auditeurs de justice pourvus par recrutement sur titre) (p. 9102)

Intervient sur l'adt n° 47 de M. André Vallini (stage obligatoire d'un an chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9104)

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (stage obligatoire chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9104)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de la commission (contenu de l'avis du jury chargé du classement des auditeurs de justice aptes à l'exercice des fonctions judiciaires) (p. 9104)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 64 rectifié de M. Michel Vaxès (plafonnement du montant des sommes recouvrées dans le cadre d'une action récursoire contre un magistrat) (p. 9106 et s.)

Article 5 (interdiction de l'exercice des fonctions de juge unique)

Son intervention (p. 9108)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 52 de M. André Vallini (examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur les dysfonctionnements du service public de la justice et possibilité pour celui-ci de saisir le Conseil supérieur de la magistrature) (p. 9111)

Jean-Claude FLORY

*Ardèche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3417 visant à ramener la période de restitution des points du permis de conduire de trois ans à dix-huit mois [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3708 visant à réguler le recours à la vivisection en France et à l'utilisation d'animaux domestiques en laboratoires [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3759 tendant à instaurer pour tous les élèves de classe de seconde un apprentissage aux gestes élémentaires de premiers secours [21 février 2007]

Proposition de loi n° 3795 visant à faire figurer la mention : "non fabriqué par des enfants" sur les produits distribués en France [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7598)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 7598)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7598)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 7598)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7598)

Politique sociale : cohésion sociale : contrats (p. 7598)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7598)

Philippe FOLLIOT*Tarn (3^{ème} circonscription)**Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome X : Sécurité (gendarmerie nationale) (n° 3367) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Agriculture. Organismes génétiquement modifiés (OGM), directive européenne, transposition [4 octobre 2006] (p. 5770)

Outre-mer. DOM : Guyane. Sécurité publique [25 octobre 2006] (p. 6549)

Assurances. Assurance catastrophes naturelles. Réforme [28 novembre 2006] (p. 8161)

Postes. La Poste. Portage de repas à domicile, tarifs [23 janvier 2007] (p. 562)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7205)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 7206)

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 7205)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 7205)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 7205)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7205)

Agroalimentaire : abattoirs : déchets (p. 7205)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 7206)

Élevage : bâtiments (p. 7205)

Élevage : porcins (p. 7205)

Énergie et carburants : énergie hydraulique : agriculture (p. 7205)

Environnement : protection : agriculture (p. 7205)

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7120)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7121)

Défense : avions (p. 7121)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 7121)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 7121)

Défense : porte-avions (p. 7121)

Défense : réserves (p. 7122)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 7121)

Espace : satellites : défense (p. 7121)

Gendarmerie (p. 7120)

Jeunes : insertion professionnelle : armée (p. 7122)

Ordre public : sécurité : Guyane (p. 7121)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 7121)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)*Procédure des questions :*

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies : accès (p. 7421)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7004)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gendarmerie : casernes (p. 7005)

Gendarmerie : équipements : hélicoptères (p. 7005)

Gendarmerie : équipements : transports (p. 7005)

Gendarmerie : gendarmes : Guyane (p. 7005)
 Gendarmerie : gendarmes : militaires et assimilés (p. 7004)
 Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 7005)
 Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) (p. 7005)
 Système pénitentiaire : détenus : transports (p. 7006)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :
 - Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006
 Son intervention (p. 7660)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 7660)
 Transports urbains : vélos (p. 7660)
 Voirie : routes nationales : Tarn (p. 7660)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 4 (instauration d'une exonération de TIPP au bénéfice du ministère de la défense)

Son intervention (p. 8675 et s., 8679)

Après l'article 27

Son amendement n° 73 (études secondaires ou supérieures : transformation en crédit d'impôt de la réduction d'impôt) : rejeté (p. 8724)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Son intervention (p. 485)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 506)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 485)
 Coopération intercommunale : parité (p. 487)
 Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 486, 506)
 Elections et référendums : femmes : histoire (p. 485)
 Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 487)
 Elections et référendums : représentation proportionnelle : parité (p. 486, 506)
 Elections et référendums : statut des élus (p. 487)
 Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 486)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 3 de Mme Marie-Jo Zimmermann (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités) (p. 509)

Article 3 (parité aux élections cantonales - institution d'un suppléant du conseiller général, obligatoirement de sexe opposé)

Son intervention (p. 510)

Son amendement n° 22 (p. 512)

Après l'article 3

Son amendement n° 20 (renouvellement intégral des conseillers généraux tous les six ans à partir de 2010) (p. 512) : rejeté (p. 513)

Son amendement n° 29 (scrutin proportionnel pour les élections des conseillers généraux issus de cantons situés dans une agglomération) : rejeté (p. 513)

Article 4 (renforcement des incitations financières à la parité aux élections législatives)

Son intervention (p. 516)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 14 de Mme Muguette Jacquaint (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 518)

Intervient sur l'ad n° 7 de Mme Marie-Jo Zimmermann (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 518)

Intervient sur l'ad n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte des compétences acquises dans l'exercice des mandats locaux pour l'ouverture des droits au congé individuel de formation) (p. 520)

Intervient sur l'ad n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers généraux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 520)

Intervient sur l'ad n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers régionaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 520)

Seconde délibération

Article 1er bis A (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités)

Son intervention (p. 521 et s.)

Ses explications de vote (p. 522 et s.)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 523)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 757)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 758)

Constitution (p. 758)

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 757)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 757)

Justice : erreurs judiciaires (p. 757)

Ses explications de vote (p. 778)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 778)

Projet de loi n° 3275 ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 969)

Son intervention (p. 975)

Thèmes :

Droit pénal : procédures (p. 975)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 975)

Justice : justice militaire (p. 975)

Justice : procédures (p. 975)

Projet de loi n° 3407 relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 991)

Son intervention (p. 995)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 995)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 996)

Pays étrangers : Chine : droits de l'homme et libertés publiques (p. 996)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 995)

Pierre FORGUES

*Hautes-Pyrénées (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1812, posée le 9 janvier 2007. Bois et forêts. Assurances (J.O. Questions p. 171). Appelée le 9 janvier 2007. Réforme (p. 14)

Jean-Michel FOURGOUS

*Yvelines (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 24 : Recherche et enseignement supérieur (recherche) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3374 visant à imposer aux établissements bancaires une obligation d'information envers leurs clients avant toute décision d'interdiction bancaire [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3599 visant à créer un Office d'évaluation et de contrôle [19 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. [24 janvier 2007] (p. 618)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6865)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche (p. 6867)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 6867)

Recherche : secteur privé (p. 6865)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6865)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 6865)

Recherche : chercheurs (p. 6866, 6867)

Recherche : crédits (p. 6865 et s.)

Recherche : innovation (p. 6865)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6901 à 6709)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 27

Son amendement n° 177 (rachats d'entreprises : création de fonds communs de placement à risque ouverts aux salariés et aux dirigeants de l'entreprise rachetée et de la société de gestion) : rejeté (p. 8728)

Article 31 (possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes)

Son amendement n° 179 (p. 8736)

Après l'article 31

Son amendement n° 178 (crédit d'impôt recherche – dépenses éligibles : possibilité d'appréciation par le ministère chargé de la recherche) (p. 8739) : retiré (p. 8740)

Michel FRANÇAIX

*Oise (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Quotidiens. Aides de l'Etat [14 novembre 2006] (p. 7360)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1718, posée le 28 novembre 2006. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 12269). Appelée le 29 novembre 2006. Creil (p. 8249)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6115)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6116)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 6115)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6115)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7479)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Son intervention (p. 7522)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : artistes (p. 7523)

Culture : décentralisation (p. 7522)

Culture : politique culturelle (p. 7522, 7523)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 799)

Son intervention (p. 807)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 808)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 808)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 807)

Audiovisuel et communication : sociétés de programme : concurrence (p. 800, 807, 808)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 799, 807 et s.)

Audiovisuel et communication : TF1 (p. 807)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 156 de M. Didier Mathus (mode de désignation des membres du CSA) (p. 834)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 859)

Marc FRANCINA

*Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les perspectives d'externalisation pour le ministère de la défense [17 janvier 2007] (n° 3591)

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal (n° 2277 rectifié) [31 janvier 2007] (n° 3648)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 2277 rectifié modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 966)

Son intervention (p. 966)

Thèmes :

Défense : secret défense (p. 967)
 Droit pénal : code pénal (p. 966)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 967)
 Pays étrangers : Suède (p. 967)
 Union européenne (p. 967)

Arlette FRANCO

*Pyrénées-Orientales (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution, du 30 août au 19 octobre 2006 (n^{os} E 3225 à E 3227, E 3229, E 3237, E 3240 à E 3244, E 3248, E 3250, E 3252, E 3253, E 3255 à E 3258, E 3261, E 3263, E 3267 et E 3269 à E 3275) et sur les textes n^{os} E 1285, E 2835, E 2874, E 3015, E 3028, E 3055, E 3118, E 3161, E 3174, E 3176, E 3179, E 3180, E 3191, E 3192, E 3195, E 3198, E 3201, E 3209, E 3214 et E 3215 [24 octobre 2006] (n^o 3394)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'organisation et le financement du sport en Europe [30 janvier 2007] (n^o 3642)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n^o 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7869)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7870)
 Communes : maires : mineurs (p. 7870)
 Droit pénal : récidive (p. 7870)
 Enseignement : obligation scolaire (p. 7870)
 Enseignement secondaire : internat (p. 7870)
 Jeunes : responsabilité (p. 7869)
 Justice : centres éducatifs fermés (p. 7870)

Jacqueline FRAYSSE

*Hauts-de-Seine (4^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité [14 février 2007] (p. 1171)

RAPPELS AU REGLEMENT

Dénonce l'atteinte portée selon elle aux droits des salariés de la sécurité sociale par les mesures de l'article 39 empêchant la mise en œuvre de conventions collectives existantes [26 octobre 2006] (p. 6705)

Propose de renoncer à examiner en son absence les articles concernant le ministre de la famille [24 novembre 2006] (p. 8089)

DEBATS

Projet de loi n^o 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6523) : rejetée (p. 6528)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 6524)
 Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6525)
 Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6525, 6526)
 Assurances : compagnies : contrats (p. 6523)
 Entreprises : bénéfices (p. 6523, 6524)
 Entreprises : contributions patronales (p. 6524)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6525, 6526)
 Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 6525)
 Politique sociale : solidarité (p. 6523)
 Professions de santé : démographie (p. 6525)
 Professions de santé : exercice de la profession (p. 6524, 6525)
 Professions de santé : infirmiers (p. 6525)
 Professions de santé : internes (p. 6525)
 Santé : accès aux soins (p. 6525)
 Santé : soins : remboursement (p. 6524)
 Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6523)
 Sécurité sociale : financement (p. 6523 et s., 6534, 6535)
 Sécurité sociale : médecine de ville (p. 6526)
 Travail : durée du travail : hôtellerie et restauration (p. 6526)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 1er (approbation au titre de l'exercice 2005 des tableaux d'équilibre)

Son intervention (p. 6590)

Après l'article 10

Son amendement n° 78 (instauration d'une cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et des ménages) (p. 6601) : rejeté (p. 6602)

Son amendement n° 77 (instauration d'une contribution sociale sur les bénéficiaires des entreprises) (p. 6602) : rejeté (p. 6603)

Son amendement n° 76 (modulation du taux de cotisation sociale des entreprises en fonction de la part des salaires dans la valeur ajoutée) (p. 6603) : rejeté (p. 6604)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6604)

Son amendement n° 80 (p. 6609)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6612)

Article 13 (indemnités de départ volontaire)

Son amendement n° 42 (de suppression) (p. 6616)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 19 de la commission des finances (limitation des exonérations de cotisations sociales ; contribution du comité d'entreprise à l'acquisition des chèques-vacances) (p. 6627)

Article 14 (affectation à la CNAMTS de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges)

Son intervention (p. 6631)

Après l'article 17

Son amendement n° 43 (majoration des taux de la contribution des entreprises pharmaceutiques n'ayant pas suffisamment investi dans la recherche) (p. 6638) : rejeté (p. 6640)

Article 18 (taux de la contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur leur chiffre d'affaires)

Son amendement n° 44 (p. 6642)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son amendement n° 45 (de suppression) (p. 6644)

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son amendement n° 46 (de suppression) (p. 6657)

Article 23 et annexe C (prévisions pour 2007 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son amendement n° 47 (de suppression) (p. 6662)

Article 9 et annexe B précédemment réservés (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son amendement n° 41 précédemment réservé (de suppression) (p. 6665)

Article 40 (possibilité pour les hôpitaux locaux de recruter des médecins salariés)

Son intervention (p. 6689)

Après l'article 40

Son amendement n° 55 (rapport gouvernemental sur la responsabilité médicale) (p. 6691) : rejeté (p. 6693)

Article 41 (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son intervention (p. 6693)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 octobre 2006] (p. 6705)

Article 63 (attribution du complément de libre choix du mode de garde de la PAJE aux familles ayant recours à des établissements d'accueil expérimentaux)

Son intervention (p. 6705)

Article 64 (report de la date de versement de l'allocation de base de la PAJE)

Son intervention (p. 6706)

Son amendement n° 426 (de suppression) (p. 6706)

Article 65 (possibilité de partage des allocations familiales entre les parents séparés en cas de garde alternée des enfants)

Son intervention (p. 6707, 6708)

Son amendement n° 439 (p. 6708)

Article 66 (création du congé de soutien familial)

Son intervention (p. 6708)

Article 67 (création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active)

Son intervention (p. 6709)

Article 41 précédemment réservé (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son amendement n° 197 (p. 6710) : adopté (p. 6711)

Ses amendements n°s 199, 302 et 57 (p. 6711 et s.)

Article 53 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) pour 2007)

Son intervention (p. 6727)

Son amendement n° 58 (de suppression) (p. 6729)

Article 54 précédemment réservé (assouplissement des règles de cumul emploi-retraite)

Son amendement n° 424 (de suppression) (p. 6730)

Article 55 précédemment réservé (extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans)

Son amendement n° 425 (p. 6730)

Article 56 précédemment réservé (sécurisation des conditions d'ouverture des droits à pension de retraite)

Son intervention (p. 6732)

Article 60 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amianté et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amianté)

Son intervention (p. 6733)

Article 61 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6736)

Après l'article 69

Intervient sur l'ad t n° 442 rectifié du Gouvernement (renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources) (p. 6737 et s.)

Ses explications de vote (p. 6788)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6789)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8173)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8176)

Son intervention (p. 8179)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8179)

Politique sociale : dialogue social (p. 8176)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 8179)

Santé : accès aux soins (p. 8173, 8179)

Sécurité sociale : cotisations : entreprises (p. 8180)

Sécurité sociale : financement (p. 8179, 8180)

Syndicats : représentativité (p. 8179)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8182)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Procédure des questions :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 7314)

Jeunes : insertion professionnelle : organismes (p. 7313)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7856)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 7856)

Droit pénal : corruption (p. 7857)

Droit pénal : délinquance financière (p. 7856)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 7856)

Politique sociale : exclusion (p. 7856)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ;

[29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son intervention (p. 8062)

Article 1er bis précédemment réservé (présence de travailleurs sociaux dans les commissariats)

Son intervention (p. 8067)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Ses interventions (p. 8071 et s.)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8086)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8089)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7950)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7955)

Son intervention (p. 7957)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 7957)

Professions de santé : diététiciens (p. 7950, 7958)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 7958)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 7957, 7958)

Santé : maladies mentales (p. 7950, 7955, 7956)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)

Article 1er (nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Ses amendements n°s 14 et 15 (p. 8800, 8801)

Après l'article 1er

Son amendement n° 11 rectifié (retranscription dans le code des assurances de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") : rejeté (p. 8802)

Son amendement n° 8 (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802) : rejeté (p. 8803)

Son amendement n° 9 (retranscription dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") : rejeté (p. 8803)

Son amendement n° 7 (retranscription dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803) : rejeté (p. 8804)

Son amendement n° 10 (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" lors de l'adhésion à un contrat d'assurance de prêt : rejeté (p. 8804)

Son amendement n° 12 (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8804) : rejeté (p. 8806)

Son amendement n° 13 (sanctions frappant les organismes ayant entravé de manière discriminatoire l'application de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" dans le domaine de l'assurance de prêt) (p. 8806) : rejeté (p. 8807)

Article 2 (rubriques obligatoires de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son amendement n° 16 (p. 8808)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 206)

Thèmes :

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 207)

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 206)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 207)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 206, 207)

Santé : accès aux soins (p. 207)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 207)

Santé : politique de la santé (p. 206, 207)

Santé : sécurité sanitaire (p. 207)

Union européenne : droit communautaire (p. 206, 207)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Après l'article 2

Son amendement n° 16 (création d'un Conseil national du médicament) (p. 213) : rejeté (p. 214)

Article 5 (modification du régime d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des médicaments)

Son amendement n° 11 : adopté après modification (p. 216)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 958)

Son intervention (p. 964)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 964)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 964)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 964, 965)

Pharmacie et médicaments : médicaments : collecte (p. 965)

Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 964)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 964)

Professions de santé : psychothérapeutes (p. 965)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 964)

Union européenne : droit communautaire (p. 964)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 965)

Projet de loi n° 3387 autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 janvier 2007] (p. 191)

Son intervention (p. 193)

Thèmes :

Drogue (p. 194)

Organisations internationales : Agence internationale de lutte contre le dopage (p. 194)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 194)

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 194)

Sports : Comité national olympique et sportif français (CNOSF) (p. 194)

Sports : dopage (p. 193, 194)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 194)

Proposition de loi n° 3227 relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 541)

Son intervention (p. 543)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 544)

Handicapés : pensions des invalides (p. 543, 544)

Politique sociale : solidarité (p. 544)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 544)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 544)

Retraites : généralités : majorations des pensions (p. 543, 544)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 544)

Proposition de loi n° 3598 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 977)

Son intervention (p. 981)

Thèmes :

Départements : conseils généraux : Hauts-de-Seine (p. 981)

Régions : Ile-de-France : aménagement du territoire (p. 982)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : budget (p. 981)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : collectivités territoriales (p. 981)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : logement (p. 982)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : rénovation urbaine (p. 981)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : transports (p. 982)

Ses explications de vote (p. 981)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 982)

Pierre FROGIER

*Nouvelle-Calédonie (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de
l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****OUTRE-MER****Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)**

Son intervention (p. 7339)

Thèmes avant la procédure des questions :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie
(p. 7339)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt
(p. 7339)

Mines et carrières : permis d'exploitation : Nouvelle-Calédonie
(p. 7339)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 7339)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7339)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 7339)

Politique sociale : dialogue social : Nouvelle-Calédonie (p. 7339)

**Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la
Constitution****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)**

Son intervention (p. 9002)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie
(p. 9003)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie
(p. 9002)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9002)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : citoyenneté (p. 9003)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : développement économique
(p. 9004)

Président de la République : Nouvelle-Calédonie (p. 9003)

Yves FROMION

*Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les
comptes [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et
d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les
comptes [J.O. du 25 janvier 2007] (p. 1465)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des
forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341)
tome II : Défense (environnement et prospective de la politique de
défense) (n° 3367) [12 octobre 2006]

Rapport déposé en application de l'article 16 du règlement par la
commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de
l'exercice 2006 [29 mai 2007] (n° 3812)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Défense. Plan défense deuxième chance [17 octobre 2006]
(p. 6182)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et
des forces armées

Son intervention (p. 7110)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armement : exportations (p. 7111)

Défense : armements et équipements : recherche développement
(p. 7111)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7110)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)
(p. 7110)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7110)

Défense : opérations extérieures : Liban (p. 7110)

Défense : renseignement : crédits budgétaires (p. 7110)

Espace : satellites : défense (p. 7111)

Parlement : contrôle parlementaire : défense (p. 7111)

G

Claude GAILLARD

*Meurthe-et-Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Programmes. Commémoration de la Shoah [24 janvier 2007] (p. 620)

*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5869)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7182)

Crédits de la mission : "Ecologie et développement durable" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7283)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques**DEUXIEME LECTURE**

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8820)

Son intervention (p. 8829)

Thèmes :

Collectivités territoriales : charges : principe d'égalité (p. 8820)

Collectivités territoriales : services publics locaux : eau (p. 8820)

Eau : tarification sociale (p. 8829)

Eau : agences (p. 8829)

Eau : assainissement (p. 8829)

Eau : eaux pluviales (p. 8829)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 8829)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 8820)

Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 8829)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8829)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 8829)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8930)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8951)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8966)

Article 36 (orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 8973)

Ses explications de vote (p. 9037)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9038)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 9225)

Son intervention (p. 9233)

Thèmes :

Collectivités territoriales : délégations de service public : eau (p. 9233)

Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 9233)

Eau : agences (p. 9233)

Eau : eau potable : accès (p. 9233)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 9234)

Ses explications de vote (p. 9233)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9234)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 760)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 761)

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 761)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 761)

Relations internationales : peine de mort (p. 761)

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 931)

Son intervention (p. 937)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 937, 938)

Emploi : création d'emplois (p. 937)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 938, 943, 944)

Entreprises : compétitivité (p. 938)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 937, 938, 943)

Travail : contrats de travail (p. 938)

Ses explications de vote (p. 943)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 944)

Geneviève GAILLARD

*Deux-Sèvres (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention [8 novembre 2006] (p. 7101)

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention [10 janvier 2007] (p. 108)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Animaux : animaux dangereux : animaux de compagnie (p. 7238)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7231)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7256)

Thèmes avant la procédure des questions :

Animaux : loup : protection (p. 7257)

Animaux : ours : protection (p. 7257)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 7257)

Environnement : biodiversité (p. 7257)

Environnement : développement durable : crédits budgétaires (p. 7258)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7257)

Environnement : zones humides (p. 7257)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : environnement (p. 7258)

Mer et littoral : littoral : urbanisme (p. 7257)

Mines et carrières : mines : risques technologiques (p. 7257)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6949)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 6950)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 6950)

Animaux : contrôle sanitaire (p. 6950)

Professions de santé : vétérinaires (p. 6950)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6949, 6950)

Santé : agences sanitaires (p. 6949, 6950)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6949, 6950)

Santé : virus H5N1 (p. 6950)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7660)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : santé publique (p. 7660)

Impôts et taxes : fiscalité écologique : transports routiers (p. 7661)

Régions : contrats de plan Etat-régions : transports (p. 7661)

Transports : contrats de plan Etat-régions (p. 7661)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7660)

Cécile GALLEZ

*Nord (21^{ème} circonscription)
Appartenance au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 1^{er} février 2007] (p. 2009)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [31 janvier 2007] (n° 3653)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Santé. Maladie d'Alzheimer. Cause nationale [4 octobre 2006] (p. 5776)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Plan solidarité grand âge [10 janvier 2007] (p. 116)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1908, posée le 20 février 2007. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1643). Appelée le 20 février 2007. Plan hôpital 2007, Valenciennes (p. 1294)

*DEBATS***Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)**

Son intervention (p. 200)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 200, 201)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 200, 201)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 200)

Sang et organes humains : produits sanguins (p. 201)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 200)

Santé : traitement : expérimentation (p. 201)

Union européenne : droit communautaire (p. 200)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 1er (conditions d'exonération de la responsabilité des professionnels de santé, des fabricants et des titulaires de l'autorisation d'utilisation ou de mise sur le marché d'un médicament dans le cas d'une menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 213)

Article 2 (renforcement de la réglementation des relations entre les professionnels de santé et les entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 213)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 16 de Mme Jacqueline Fraysse (création d'un Conseil national du médicament) (p. 214)

Article 3 (actualisation de la définition du médicament et principe de l'application de la réglementation pharmaceutique aux produits dits "frontière")

Son intervention (p. 214)

Article 4 (définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires)

Son intervention (p. 214 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 26 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Door (traçabilité des médicaments) (p. 215)

Article 5 (modification du régime d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des médicaments)

Son intervention (p. 215 et s.)

Article 6 (critères de refus de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) d'un médicament et conditions de délivrance de l'AMM dans des circonstances exceptionnelles)

Son intervention (p. 224 et s.)

Article 7 (possibilité donnée à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) de permettre la mise sur le marché d'un médicament autorisé uniquement dans un autre état membre)

Son intervention (p. 225)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son intervention (p. 225 et s.)

Article 9 (conditions de commercialisation des médicaments génériques, biologiques similaires et quasi-génériques)

Son intervention (p. 228)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 98 de la commission (autorisation de mise sur le marché d'un médicament dérivé du sang) (p. 228)

Article 11 (application aux médicaments biologiques similaires et "quasi-génériques" d'un régime juridique proche de celui des médicaments génériques)

Son intervention (p. 228)

Article 15 (décrets en Conseil d'Etat)

Son intervention (p. 229)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Yves Bur (contrôle des importations et exportations des micro-organismes pathogènes et des toxines) (p. 229)

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (critères de certification des logiciels d'aide à la prescription) (p. 229)

Article 17 (publicité auprès du public pour les médicaments à usage humain)

Son intervention (p. 230)

Article 18 (remise gratuite d'échantillons de médicaments et avantages consentis aux professionnels de santé)

Son intervention (p. 230)

Article 20 (transmission à l'AFSSAPS de la date de commercialisation du médicament)

Son intervention (p. 230)

Article 21 (informations à fournir à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) en cas de suspension de commercialisation d'un médicament ou de risque de rupture de stock)

Son intervention (p. 231)

Article 22 (autorisation d'importation par un particulier de médicament à usage humain)

Son intervention (p. 231)

Article 28 (publicité et annualité des déclarations d'intérêts)

Son intervention (p. 232)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 88 rectifié de M. Yves Bur (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 232)

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Claude Evin (publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) (p. 232)

Intervient sur l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (collecte des médicaments inutilisés) (p. 233)

Intervient sur le sous-adt n° 106 de M. Gérard Cherpion (extension de la collecte aux pharmacies à usage intérieur) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 233)

Intervient sur le sous-adt n° 107 de M. Gérard Cherpion (modalités de destruction des médicaments périmés) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 233)

Intervient sur l'adt n° 99 de M. Richard Mallié (exercice de la profession d'assistant dentaire) (p. 236)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Yves Bur (prix des médicaments destinés à l'exportation) (p. 237)

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié du Gouvernement (contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) (p. 237)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié du Gouvernement (abattement au titre de la contribution sur le chiffre d'affaires pour les dépenses de recherche et de développement) (p. 239)

Intervient sur l'adt n° 109 du Gouvernement (usage du titre de psychologue) (p. 239)

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (usage du titre de psychologue) (p. 239)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychologue) (p. 239)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament)

Son intervention (p. 245 et s.)

Article 30 (application à Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis, Futuna, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Terres australes et antarctiques françaises)

Son intervention (p. 248)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 958)

Son intervention (p. 958)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 959, 960)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 959, 960)

Professions de santé : psychothérapeutes (p. 960)

Sang et organes humains : produits sanguins (p. 959, 960)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 959, 960)

Union européenne : droit communautaire (p. 958 et s.)

René GALY-DEJEAN

Paris (13^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Daniel GARD

Aisne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Jean-Paul GARRAUD

Gironde (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 837 portant création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome III : Justice (justice judiciaire, accès au droit et politique de la justice) (n° 3368) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3411 ayant pour objet de redéfinir les contours de l'apprentissage de la conduite afin de réconcilier les usagers avec le permis de conduire [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3487 instaurant une gratification de points pour les bons conducteurs [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1857, posée le 30 janvier 2007. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 923). Appelée le 30 janvier 2007. Aréna, délocalisation, conséquences (p. 732)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****JUSTICE****Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7548)**

Article 34 (crédits du budget général)

Son intervention (p. 7549)

Après l'article 49

Intervient sur l'ad n° 194 rectifié du Gouvernement (désignation de quatre nouveaux premiers avocats généraux près la cour de cassation) (p. 7552)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 7573)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines (p. 7573)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 7573)

Justice : aide juridictionnelle (p. 7573)

Justice : frais de justice (p. 7573)

Justice : greffiers : rémunération au mérite (p. 7573)

Justice : juge des libertés et de la détention (p. 7573)

Justice : juges de proximité (p. 7573)

Daniel GARRIGUE

*Dordogne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 15 : Engagements financiers de l'Etat (provisions) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de résolution n° 3395 sur l'obtention d'une dérogation à l'Organisation Mondiale du Commerce en vue de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés publics (E 1285) [24 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution, du 30 août au 19 octobre 2006 (n°s E 3225 à E 3227, E 3229, E 3237, E 3240 à E 3244, E 3248, E 3250, E 3252, E 3253, E 3255 à E 3258, E 3261, E 3263, E 3267 et E 3269 à E 3275) et sur les textes n°s E 1285, E 2835, E 2874, E 3015, E 3028, E 3055, E 3118, E 3161, E 3174, E 3176, E 3179, E 3180, E 3191, E 3192, E 3195, E 3198, E 3201, E 3209, E 3214 et E 3215 [24 octobre 2006] (n° 3394)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 janvier au 12 février 2007 (n°s E 3376, E 3381, E 3382, E 3387, E 3388, E 3391, E 3394, E 3397 à E 3420, E 3422 à E 3425, E 3427 à E 3439, E 3442 et E 3444 à E 3446) et sur les textes n°s E 2572, E 2666, E 3056, E 3108, E 3129, E 3143, E 3206, E 3251, E 3254, E 3311, E 3321, E 3323, E 3324, E 3328, E 3329, E 3340, E 3360 et E 3371 [21 février 2007] (n° 3765)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Retraites : régime agricole. Politique à l'égard des retraités. [11 octobre 2006] (p. 6030)

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Revalorisation [10 janvier 2007] (p. 115)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1756, posée le 5 décembre 2006. Agroalimentaire. Viticulture (J.O. Questions p. 12588). Appelée le 5 décembre 2006. Copeaux, usage, politiques communautaires (p. 8488)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6275)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6276)

Collectivités territoriales : dépenses : réglementation (p. 6276)

Energie et carburants : pétrole (p. 6276)

Finances publiques : dette publique (p. 6276)

Finances publiques : documents budgétaires : Union européenne (p. 6276)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6276)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7206)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 7206)

Retraites : régime agricole (p. 7206)

Procédure des questions :

Bois et forêts : politique forestière : tempêtes (p. 7239)

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie général et du Plan

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7716)

Crédits de la mission "Provisions" inscrits à l'état B

Intervient sur l'adt n° 140 du Gouvernement (de conséquence de la majoration de la DGF des communes situées dans un parc naturel : réduction des crédits de 3 millions d'euros) (p. 7716)

Crédits de la mission "Remboursements et dégrèvements" inscrits à l'état B

Intervient sur l'adt n° 105 du Gouvernement (de conséquence de l'exclusion des personnes assujetties à l'ISF du bénéfice de la prime pour l'emploi : réduction des crédits de 1 million d'euros) (p. 7717)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7735) :

- Réunion du 7 novembre 2006 de la commission des finances du 7 novembre 2006

Son intervention (p. 7738)

Thèmes :

Finances publiques : budget de l'Etat : sécurité sociale (p. 7738)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7738)

Logement : épargne logement (p. 7738)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Son intervention (p. 7385)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7385)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7386)

Communes : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 7386)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7386)

Politique sociale : services à la personne (p. 7386)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 7385)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 7386)

Union européenne : fonds structurels (p. 7385)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Son intervention (p. 7157)

Thèmes avant la procédure des questions :

Démographie : population (p. 7157)

Emploi : contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA) (p. 7158)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 7157)

Emploi : contrats d'avenir (p. 7158)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 7158)

Emploi : politique de l'emploi (p. 7157, 7158)

Travail : crédits (p. 7157)

Procédure des questions :

Emploi : maisons de l'emploi (p. 7167)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Michel Bouvard (produits pouvant présenter un risque pour la santé ou l'environnement : collecte et élimination) (p. 7767)

Son amendement n° 117 (friches commerciales : institution d'une taxe perçue par les communes) (p. 7772) : retiré (p. 7773)

Intervient sur l'adt n° 270 de la commission (gens du voyage - résidences mobiles terrestres - taxe d'habitation : report de l'entrée en vigueur du 1er janvier 2007 au 1er janvier 2008) (p. 7779)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8742)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Philippe Armand Martin (taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles - part variable : prorogation du plafonnement) (p. 8754)

Après l'article 36

Son amendement n° 194 (autorisation d'institution d'une taxe annuelle sur les friches commerciales par les communes ou leurs groupements) (p. 8761) : adopté (p. 8762)

Claude GATIGNOL

*Manche (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire [J.O. du 15 décembre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3627 visant à encadrer les délais de paiement dans la sous-traitance industrielle [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Ses amendements n° 24 rectifié et 23 rectifié (p. 7494, 7498)

Jean GAUBERT

Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XI : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Parlement. Ordre du jour. Inscription, projet de loi en faveur des consommateurs [6 février 2007] (p. 954)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Suppléé par Mme Geneviève Gaillard

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Reprend l'adt n° 381 de M. Yves Simon (collecte des médicaments inutilisés) (p. 8916)

Article 18 bis (publicité portant sur les pesticides)

Son intervention (p. 8919)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8924)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8930)

Son sous-amendement n° 402 rectifié à l'adt n° 92 deuxième rectification de la commission (p. 8927) : adopté (p. 8931)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8950)

Jean de GAULLE

Paris (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Démission le 2 janvier 2007 [J.O. du 2 janvier 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'exercice sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2005 [15 décembre 2006] (n° 3527)

Jean-Jacques GAULTIER

Vosges (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VI : Recherche et enseignement supérieur (recherche) (n° 3364) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR****Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6871)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : création d'emplois (p. 6871)

Recherche : évaluation (p. 6872)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 6872)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6871)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 6871)

Recherche : chercheurs (p. 6871, 6872)

Recherche : crédits (p. 6871, 6872)

Catherine GÉNISSON

*Pas-de-Calais (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteuse pour avis au nom de la commission des affaires culturelles : Sécurité sanitaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Vice-présidente de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome IX : Sécurité sanitaire (n° 3364) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Papier et carton. Stora-Enso, emploi et activité, Corbehem [4 octobre 2006] (p. 5776)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [7 février 2007] (p. 1010)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1827, posée le 16 janvier 2007. Formation professionnelle. Ateliers de pédagogie personnalisée (J.O. Questions p. 415). Appelée le 16 janvier 2007. Financement (p. 265)

*DEBATS***Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 41

Son amendement n° 255 précédemment réservé (rapport au Parlement sur le reclassement des techniciens de laboratoire en catégorie B) (p. 6712) : rejeté (p. 6713)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****SECURITE SANITAIRE****Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)**

Rapporteuse pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6946)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : recherche médicale (p. 6947)

Sang et organes humains : transfusion sanguine (p. 6947)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 6946)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 6946, 6947)

Santé : agences sanitaires (p. 6947 et s.)

Santé : chikungunya (p. 6948)

Santé : hygiène (p. 6948)

Santé : maladies nouvelles (p. 6947, 6948)

Santé : politique de la santé (p. 6946 et s.)

Santé : prévention (p. 6947, 6948)

Santé : prophylaxie (p. 6948)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6946 et s.)

Santé : vaccinations (p. 6948)

Santé : veille sanitaire (p. 6948)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers**DEUXIEME LECTURE****Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9051)**

Son intervention (p. 9054)

Thèmes :

Professions de santé : professions paramédicales (p. 9055)

Professions de santé : déontologie (p. 9054, 9055)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 9054, 9055)

Professions de santé : exercice libéral (p. 9054)

Professions de santé : infirmiers (p. 9054, 9055)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 9054, 9055)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9060)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son amendement n° 1 (de suppression) (p. 9060)

Ses amendements nos 2 à 7, 11, 8, 9 rectifié et 10 (p. 9062 à 9065)

Article 6 (dispositions de coordination relatives au contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale)

Son amendement n° 12 (p. 9065)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 477) : rejetée (p. 481)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 479)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 478)

Coopération intercommunale : parité (p. 478)

Elections et référendums : élections cantonales : réforme (p. 479)

Elections et référendums : élections législatives : Parti socialiste (p. 480)

Elections et référendums : élections sénatoriales : parité (p. 478)

Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 477)

Femmes : égalité professionnelle (p. 477)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 477)

Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 478)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : parité (p. 477)

Guy GEOFFROY

*Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (n° 3393) [8 novembre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 21 février 2007] (p. 3100)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VII : Sécurité (n° 3368) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (n° 3393) [6 décembre 2006] (n° 3505)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [16 février 2007] (n° 3734)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Diplômes, emploi, adéquation, renforcement [13 décembre 2006] (p. 8983)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5816)

Thèmes :

Entreprises : participation (p. 5816)

Travail : code du travail (p. 5816)

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6048)

Thèmes :

- Fonction publique territoriale : personnel d'encadrement (p. 6049)
- Fonction publique territoriale : recrutement (p. 6049)
- Fonction publique territoriale : Centre national de la fonction publique territoriale : compétences (p. 6049)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)*Article 23 (instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation des agents territoriaux)*

Son intervention (p. 6140)

Article 39 (inéligibilité des agents des EPCI aux élections municipales dans les communes membres de l'EPCI)

Son intervention (p. 6156 et s.)

Projet de loi n° 2838 relatif au contrôle de la validité des mariages

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6162)

Son intervention (p. 6165)

Thèmes :

- Etat civil : mariage : auditions (p. 6166)
- Etat civil : mariage : pays étrangers (p. 6166)
- Famille : mariage forcé : violences conjugales (p. 6165)
- Famille : mariages blancs (p. 6165)
- Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6166)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

FONCTION PUBLIQUE

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Son intervention en qualité de vice-président de la commission des lois (p. 7747)

Thème :

Fonction publique de l'Etat : modernisation (p. 7747)

JUSTICE

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7543)

Son intervention (p. 7545)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Justice : effectifs (p. 7545)
- Justice : centres éducatifs fermés (p. 7545)
- Justice : réforme (p. 7545)
- Ordre public : personnels : effectifs (p. 7545)
- Système pénitentiaire : centres pénitentiaires (p. 7545)

POUVOIRS PUBLICS - CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT**Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7552)**

Son intervention (p. 7555)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assemblée nationale : crédits budgétaires (p. 7555)

Assemblée nationale : rapporteur : opposition (p. 7555)

Audiovisuel et communication : télévision numérique : Parlement (p. 7555)

Elections et référendums : élections législatives : crédits budgétaires (p. 7555)

Parlement : assistants parlementaires (p. 7555)

Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires : crédits budgétaires (p. 7555)

Parlement : fonctionnement des assemblées parlementaires : informatisation (p. 7555)

Parlement : parlementaires : indemnités (p. 7555)

Président de la République : crédits : documents budgétaires (p. 7555)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7006)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 7007)

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 7006)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : fichiers informatisés (p. 7007)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : officiers de police judiciaire (p. 7006)

Ordre public : personnels : équipements (p. 7007)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[17 novembre 2006] (p. 7764)***Après l'article 40*

Son amendement n° 346 (taxe professionnelle – syndicats d'agglomération nouvelle : taux de 2005 pour la détermination de la part du plafonnement prise en charge par l'Etat) (p. 7784) : retiré (p. 7785)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9170)

Article 53 bis supprimé par la commission mixte paritaire (attribution aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome dont peuvent bénéficier les personnes handicapées)

Intervient sur l'ad n° 10 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 9172)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7844)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville : contrats locaux de sécurité (p. 7844)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7844)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8742)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9077)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9077)

Droit pénal : détention provisoire (p. 9077)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 9078)

Justice : juge d'instruction : juge unique (p. 9078)

Justice : réforme (p. 9077)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)*Avant le chapitre 1er*

Intervient sur les adts n°s 77 et 81 de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9173 et s.)

Intervient sur les adts n°s 78 deuxième rectification, 79 et 80 troisième rectification de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9173 et s.)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 110 de M. André Vallini (modification de l'intitulé d'un chapitre du code de procédure pénale) (p. 9178)

Article 1er (création de pôles de l'instruction)

Ses amendements n°s 60 à 67 et 68 rectifié : adoptés (p. 9185)

Article 2 (cosaisine des juges d'instruction)

Ses amendements n°s 69, 70 et 71 rectifié : adoptés (p. 9185 et s.)

Son intervention (p. 9186)

Son amendement n° 72 : adopté (p. 9186)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 140 de M. Michel Vaxès (détachement d'agents et d'officiers de police judiciaire auprès de l'autorité judiciaire) (p. 9186)

Intervient sur l'adt n° 82 de M. Philippe Houillon (rapport du Gouvernement sur la préparation de la mise en œuvre de la collégialité de l'instruction) (p. 9186)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 141 de M. Michel Vaxès (suppression de la saisine du juge des libertés et de la détention par le parquet pour demander le placement en détention provisoire) (p. 9187)

Intervient sur l'adt n° 161 de M. André Vallini (limitation des cas motivant la détention provisoire) (p. 9187)

Article 3 (conditions dans lesquelles la détention provisoire peut être ordonnée)

Son intervention (p. 9187 et s.)

Article 4 (débat public et contradictoire sur le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 9191 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (correction de références) (p. 9192)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. André Vallini (instauration de délais maximum de détention provisoire avant l'audience de jugement) (p. 9192 et s.)

Intervient sur les adts n°s 146, 147, 149 et 148 de M. Michel Vaxès (limitation de la détention provisoire) (p. 9194)

Article 5 (contrôle de la détention provisoire par la chambre de l'instruction)

Son intervention (p. 9194 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 119 de M. André Vallini (rapport annuel sur les gardes à vue) (p. 9196)

Intervient sur l'adt n° 112 de M. André Vallini (motivation en fait inscrite au procès-verbal des décisions de placement en garde à vue) (p. 9196)

Intervient sur l'adt n° 113 de M. André Vallini (information de la personne placée en garde à vue sur les faits qui lui sont reprochés) (p. 9196 et s.)

Intervient sur l'adt n° 114 de M. André Vallini (personne placée en garde à vue informée sur son droit à garder le silence) (p. 9197)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. André Vallini (information de la personne placée en garde à vue sur son droit à connaître six mois après celle-ci les suites données à la procédure la concernant) (p. 9197)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. André Vallini (présence de l'avocat à tous les interrogatoires effectués pendant la garde à vue) (p. 9198)

Intervient sur l'adt n° 117 de M. André Vallini (accès au dossier pour l'avocat de la personne gardée à vue au-delà de 24 heures) (p. 9198 et s.)

Intervient sur l'adt n° 118 de M. André Vallini (accès limité au dossier en cas de criminalité organisée) (p. 9199)

Intervient sur l'adt n° 120 rectifié de M. André Vallini (possibilité d'observations et de demandes d'investigations complémentaires de l'avocat dans les enquêtes menées par le procureur) (p. 9200)

Intervient sur l'adt n° 111 rectifié de M. André Vallini (amélioration du droit des personnes placées en garde à vue) (p. 9200)

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Michel Vaxès (suppression de la détention provisoire en matière délictuelle pour les mineurs de treize à seize ans en cas de non-respect d'un placement en centre éducatif) (p. 9200)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 152 de M. Michel Vaxès (rapport sur la création d'un internat du barreau pour l'aide juridictionnelle) (p. 9201)

Article 6 (enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes majeures gardées à vue et des interrogatoires réalisés dans le cabinet du juge d'instruction des personnes mises en examen)

Son intervention (p. 9201 et s.)

Article 7 (enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes majeures gardées à vue et des interrogatoires réalisés dans le cabinet du juge d'instruction des personnes mises en examen)

Son intervention (p. 9203)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 130 de M. André Vallini (institution d'une procédure marquant la fin de l'enquête préalable à la demande de personnes mises en cause) (p. 9203)

Article 8 (droits de la personne mise en examen et du témoin assisté)

Son intervention (p. 9203)

Son amendement n° 73 : adopté (p. 9203)

Article 9 (dispositions visant à renforcer le caractère contradictoire des expertises - transmission des documents aux avocats des parties par voie électronique)

Son intervention (p. 9204 et s.)

Avant l'article 11

Intervient sur l'adt n° 137 de M. André Vallini (durée raisonnable et horaire non tardif des audiences) (p. 9205)

Article 11 (restrictions apportées à la suspension du jugement civil en raison du déclenchement d'une action publique et à la révision du jugement civil)

Son intervention (p. 9205 et s.)

Son amendement n° 83 (p. 9205)

Article 12 (recevabilité en matière délictuelle de la plainte avec constitution de partie civile - pouvoirs du procureur de la République avant l'ouverture de l'information judiciaire - complément de consignation aux fins de réalisation d'une expertise - mise à la charge de la partie civile des frais d'expertise)

Ses amendements n°s 74 rectifié et 75 : adoptés (p. 9208)

Article 13 (audiencement des affaires criminelles)

Son intervention (p. 9208)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission (désistement du ministère public de son appel à titre principal d'une décision de cour d'assises) (p. 9208)

Intervient sur l'adt n° 44 rectifié de la commission (tribunal correctionnel composé d'un président et de deux citoyens) (p. 9208 et s.)

Intervient sur l'adt n° 45 rectifié de la commission (institution d'un délai pour le dépôt du mémoire du ministère public ayant formé un pourvoi en cassation) (p. 9209)

Article 14 (obligation d'assistance par un avocat pour les mineurs victimes d'infractions sexuelles)

Son intervention (p. 9209)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 47 de la commission (harmonisation des dispositions applicables pour l'enregistrement des gardes à vue des mineurs délinquants avec les mesures prévues pour celui des gardes à vue en matière criminelle) (p. 9210)

Avant l'article 16

Intervient sur l'adt n° 58 de M. Léonce Deprez (atteinte à la présomption d'innocence punie d'une amende civile de 15 000 euros) (p. 9210)

Article 16 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 9210)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 55 de la commission (rapport dressant le bilan de l'obligation d'enregistrement des gardes à vue et des interrogatoires des personnes mises en examen dans le cabinet du juge d'instruction) (p. 9211)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1485)

Son intervention (p. 1486)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 1486)

Droit pénal : garde à vue (p. 1486)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 1486)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 1487)

Justice : auditions : audiovisuel (p. 1486)

Justice : Cour de cassation : avocats (p. 1486)

Justice : erreurs judiciaires (p. 1486)

Justice : juge d'instruction (p. 1486)

Lois : application : délais (p. 1486)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 320)

Thèmes :

Constitution : article 68 (p. 321)

Constitution : révision : référendums (p. 321)

Elections et référendums : élection présidentielle : suffrage universel (p. 321)

Président de la République : statut pénal (p. 320)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 402 et s.)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 453 et s.)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Son intervention (p. 481)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 504)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 482, 504)

Coopération intercommunale : parité (p. 505)

Elections et référendums : élections cantonales : modes de scrutin (p. 482)

Elections et référendums : élections législatives : Seine-et-Marne (p. 504)

Elections et référendums : élections municipales : parité (p. 481)

Elections et référendums : élections sénatoriales (p. 482)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 505)

Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 482)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 481)

Partis et mouvements politiques : opposition : parité (p. 504)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Seconde délibération

Article 1er bis A (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités)

Son intervention (p. 520 et s.)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. René Dosièrre (p. 1017)

Thème :

Constitution : article 74 (p. 1017)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er bis (renforcement des plans pour l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri)

Son intervention (p. 1268)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad. n° 314 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (maintien en structure d'hébergement d'urgence jusqu'à une orientation vers une structure pérenne) (p. 1270)

Proposition de loi n° 3607 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2007] (p. 1512)

Article 2 (création du corps de réserve sanitaire et d'un établissement public chargé de gérer les moyens de lutte contre les menaces sanitaires de grande ampleur)

Son intervention (p. 1513)

André GERIN

*Rhône (14^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 décembre 2006] (p. 19205)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 décembre 2006] (p. 19205)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à la fourniture minimale d'eau et d'énergie [19 décembre 2006] (p. 9151)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : rémunération (p. 7041)

Alain GEST

*Somme (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Biocarburants. Développement
[10 octobre 2006] (p. 5941)

Personnes âgées. Journée de solidarité. Mise en œuvre
[5 décembre 2006] (p. 8516)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier.
Maîtrise des dépenses de santé [20 février 2007] (p. 1317)

Jean-Marie GEVEAUX

*Sarthe (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de loi portant diverses dispositions
relatives aux arbitres (n° 3190) [27 septembre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales sur la proposition, adoptée par le Sénat,
portant diverses dispositions relatives aux arbitres (n° 3190)
[4 octobre 2006] (n° 3355)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sports. Politique du sport. Sportifs de haut niveau, aides de l'État
[14 février 2007] (p. 1176)

*DEBATS***Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)

Son intervention (p. 5924)

Thèmes :

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de
service public (p. 5924)

Fonctionnaires et agents publics : règles de cumul : arbitrage
(p. 5924)

Sports : arbitres (p. 5924, 5925, 5932)

Sports : arbitres : cotisations sociales (p. 5924)

Sports : arbitres : formation professionnelle (p. 5932)

Sports : arbitres : impôt sur le revenu (p. 5925)

Sports : arbitres : indépendance (p. 5924)

Sports : arbitres : missions de service public (p. 5924)

Sports : arbitres : risques professionnels (p. 5932)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5924, 5925, 5932)

Sports : compétitions : arbitrage (p. 5924, 5925)

Sports : compétitions : sécurité (p. 5924, 5925)

Sports : fédérations : arbitrage (p. 5932)

Sports : stades : ordre public (p. 5924)

Discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5933)

Article 1er (définition de la pratique arbitrale)

Son intervention (p. 5933)

Proposition de loi n° 3608 portant réforme de l'assurance de protection juridique**PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [8 février 2007] (p. 1069)

Article 1er (point de départ de la déclaration du sinistre - obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - obligation de recourir à un avocat)

Son intervention (p. 1069)

Ses amendements n°s 4 et 5 (p. 1070)

Article 3 (libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client)

Son intervention (p. 1072)

Son amendement n° 6 (p. 1072)

Paul GIACOBBI

*Haute-Corse (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Collectivités territoriales. Corse. Sécurité publique
[17 janvier 2007] (p. 387)

*DEBATS***Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale****PREMIERE LECTURE**

**Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ;
[12 octobre 2006] (p. 6134)**

Avant l'article 1er

Son amendement n° 182 (ensemble des règles à caractère législatif,
y compris le droit à la formation, regroupé au sein de la loi portant
dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale) :
rejeté (p. 6065)

Article 4 (formations obligatoires, dérogations du fait de l'expérience professionnelle et obligations de servir)

Son amendement n° 183 (p. 6071)

*Article 31 (coordinations apportées à certaines dispositions de la loi
du 26 janvier 1984)*

Son amendement n° 185 (p. 6149)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6238)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole (p. 6238)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6238 et s.)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 6238)

Régions : dépenses (p. 6239)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Régions : Corse : programme exceptionnel d'investissement (PEI) (p. 7418)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7031)

Thèmes avant la procédure des questions :

Démographie : population : Corse (p. 7032)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : banlieues (p. 7032)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : statistiques (p. 7032)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées : Corse (p. 7031)

Justice : parquet : délinquance et criminalité organisées (p. 7032)

Ordre public : attentats : Corse (p. 7031)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 7032)

Franck GILARD

*Eure (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3417 visant à ramener la période de restitution des points du permis de conduire de trois ans à dix-huit mois [3 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Maisons de l'emploi, mise en place [20 décembre 2006] (p. 9222)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1834, posée le 16 janvier 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets électriques et électroniques (J.O. Questions p. 416). Appelée le 16 janvier 2007. Recyclage, réglementation (p. 278)

Bruno GILLES

*Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3442 prévoyant l'indemnisation des commerces qui subissent des préjudices financiers en raison de travaux sur la voie publique d'une durée supérieure à douze mois [15 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Jeunes. Milieux défavorisés, carrière [20 février 2007] (p. 1319)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1797, posée le 9 janvier 2007. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 168). Appelée le 9 janvier 2007. Numéros surtaxés, services sociaux, décret d'application, publication (p. 18)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6563)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6564)

Sécurité sociale : déficit (p. 6563, 6564)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 6564)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 5 (contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques)

Son amendement n° 308 (p. 6597)

Après l'article 5

Son amendement n° 321 (extension de l'accès au régime social des étudiants pour les étudiants pourvus d'un emploi salarié) (p. 6597) : rejeté (p. 6598)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son amendement n° 311 (p. 6609) : retiré ; repris par Mme Paulette Guinchart p. 6609

Son amendement n° 312 (p. 6609)

Après l'article 13

Son amendement n° 347 (institution d'un départ à la retraite décidé en commun ouvrant droit au régime fiscal et social de la mise à la retraite) (p. 6628) : adopté (p. 6630)

Article 15 (affectation des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance-vie au Fonds de réserve pour les retraites)

Son amendement n° 314 (de suppression) (p. 6633)

Article 16 (modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements)

Son amendement n° 315 (p. 6636)

Article 18 (taux de la contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur leur chiffre d'affaires)

Ses amendements n°s 316 et 317 (p. 6642)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad n° 103 de la commission (habilitation des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales à la vérification de l'assiette des cotisations des régimes de retraite complémentaire et des contributions d'assurance chômage) (p. 6657)

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son amendement n° 318 (de suppression) (p. 6658)

Après l'article 21

Son amendement n° 309 (exonération de cotisations sociales des cotisations de retraites complémentaires prises en charge par l'employeur) (p. 6659) : rejeté (p. 6660)

Article 28 (autorisation donnée à l'ACOSS d'émettre des titres de créances négociables)

Son amendement n° 319 (de suppression) (p. 6663)

Article 32 (définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail)

Son amendement n° 320 (p. 6667)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son amendement n° 322 (p. 6672)

Article 35 (encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) – conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations)

Son amendement n° 324 (p. 6679)

Son amendement n° 325 (p. 6679) : adopté (p. 6680)

Son amendement n° 326 (de coordination) : adopté (p. 6681)

Article 36 (conditions d'autorisation de mise sur le marché et de fixation du prix de certains médicaments autorisés dans un autre Etat membre et non en France)

Son amendement n° 327 : adopté (p. 6681)

Article 37 (conditions de prise en charge des médicaments susceptibles de faire l'objet d'un usage détourné, abusif ou de mésusage)

Son amendement n° 328 (p. 6681)

Article 39 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son amendement n° 329 (p. 6684)

Après l'article 39

Son sous-amendement n° 463 (nécessité d'un non-respect substantiel) à l'ad n° 444 de la commission (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6685) : adopté (p. 6686)

Son sous-amendement n° 464 (nécessité d'un non-respect substantiel) à l'ad n° 444 de la commission (p. 6685) : adopté (p. 6686)

Son amendement n° 335 (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6685) : adopté (p. 6686)

Son sous-amendement n° 462 (élaboration d'un rapport trimestriel sur l'évolution des dépenses hospitalières ; conditions de consultation de l'Observatoire par le Gouvernement) à l'ad n° 450 de la commission (création d'un Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 6686) : adopté (p. 6687)

Article 43 précédemment réservé (création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Ses amendements n°s 340 et 341 (p. 6718)

Article 44 précédemment réservé (amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 342 (p. 6720)

Article 45 précédemment réservé (conventions entre les pharmaciens d'officine et les EHPAD ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur – forfaits soins de ces EHPAD – accès du médecin coordonnateur des EHPAD au dossier médical personnel des résidents)

Son amendement n° 343 (p. 6721)

Article 60 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son amendement n° 348 (p. 6735)

Article 61 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son amendement n° 356 (p. 6736)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Après l'article 17

Son amendement n° 232 (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 178) : rejeté (p. 179)

Son amendement n° 234 (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) : rejeté (p. 179)

Son amendement n° 241 (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) : retiré (p. 179)

Son amendement n° 235 (prévention de l'accès aux activités de jeu d'argent illégales par voie électronique) : rejeté (p. 179)

Georges GINESTA

*Var (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 31 : Sécurité civile (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7003)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : recrutement (p. 7003)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : obligations (p. 7004)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 7003)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : investissement (p. 7004)

Charles-Ange GINESY

*Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son amendement n° 5 (p. 8960)

Jean-Pierre GIRAN

*Var (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Parcs nationaux. [5 décembre 2006] (p. 8514)

Brigitte GIRARDIN

Ministre déléguée à la coopération

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Loncle. Politique extérieure. Djibouti. Décès d'un magistrat français, enquête [15 novembre 2006] (p. 7470)

M. Jérôme Bignon. Politique extérieure. Francophonie. Sommet de Bucarest, conclusions [15 novembre 2006] (p. 7473)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Afrique. Interventions militaires [7 février 2007] (p. 1008)

M. Jacques Godfrain. Politique extérieure. Afrique. Coopération [13 février 2007] (p. 1117)

M. Jacques Myard. Politique extérieure. Afrique. Sommet de Cannes [21 février 2007] (p. 1418)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

Mme Chantal Brunel. Politique extérieure. Vietnam. Droits de l'homme [29 novembre 2006] (p. 8258)

M. Bernard Brochand. Ministères et secrétariats d'Etat. Affaires étrangères : ambassades et consulats. Visas, conditions de délivrance, Russie [29 novembre 2006] (p. 8257)

M. Marc Reyman. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Réforme [29 novembre 2006] (p. 8259)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)

Son intervention (p. 6800)

Sa réponse (p. 6803)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : volontaires : aide au développement (p. 6803)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6801)

Parlement : contrôle : aide au développement (p. 6800)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 6802)

Politique extérieure : aide au développement : corps diplomatique et consulaire (p. 6803)

Politique extérieure : aide au développement : enseignement supérieur (p. 6800)

Politique extérieure : aide au développement : environnement (p. 6801)

Politique extérieure : aide au développement : immigration (p. 6801)

Politique extérieure : aide au développement : politique à l'égard des femmes (p. 6802)

Politique extérieure : aide au développement : santé (p. 6801)

Politique extérieure : annulation de dettes (p. 6800)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 6801)

Politique extérieure : coopération culturelle : aide au développement (p. 6801)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 6802)

Transports aériens : taxe sur les billets : aide au développement (p. 6801)

Réponses aux questions :

Politique extérieure : aide au développement : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6803) (Mme Martine Aurillac) (p. 6803)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6803)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 36 rectifié de la commission (relèvement du plafond des annulations de dettes) (p. 6804 et s.)

Proposition de loi n° 2624 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 702)

Son intervention (p. 703)

Thèmes :

Collectivités territoriales : actions extérieures (p. 703)

Collectivités territoriales : subventions : aide humanitaire (p. 703)

Politique extérieure : aide au développement : collectivités territoriales (p. 703)

Politique extérieure : coopération économique : collectivités territoriales (p. 703)

Politique extérieure : coopération économique : eau (p. 704)

Projet de loi n° 3407 relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 991)

Son intervention (p. 991)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) (p. 991)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 991)

Etat : Médiateur de la République (p. 991)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 991)

Discussion des articles [6 février 2007] (p. 997)

Article 1er (compétences et composition de la Commission nationale consultative des droits de l'homme)

Son intervention (p. 997)

Joël GIRAUD

Hautes-Alpes (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1825, posée le 16 janvier 2007. Transports ferroviaires. (J.O. Questions p. 414). Appelée le 16 janvier 2007. Alpes du Sud (p. 288)

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Ses amendements n° 3 et 227 (p. 9030, 9032)

Maurice GIRO

*Vaucluse (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 29 novembre 2006] (p. 17984)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1757, posée le 5 décembre 2006. Sécurité routière. Signalisation (J.O. Questions p. 12588). Appelée le 5 décembre 2006. Visibilité (p. 8481)

*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 45 (création du chèque-transport)

Son amendement n° 193 (p. 6014) : retiré

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 décembre 2006] (p. 8523)

Son intervention (p. 8524)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 8524)

Entreprises : intéressement et participation (p. 8524, 8525)

Entreprises : intéressement et participation : ouvriers de l'Etat (p. 8524)

Justice : conseillers prud'hommes (p. 8524)

Politique économique : pôles de compétitivité : contrats de travail (p. 8524)

Sociétés : conseils d'administration (p. 8524)

Travail : heures supplémentaires : transports routiers (p. 8525)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 8 (élargissement du crédit d'impôt pour les dépenses de services à la personne)

Son intervention (p. 1430)

Louis GISCARD d'ESTAING

*Puy-de-Dôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 21 : Politiques des territoires (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Entreprises. Plan innovation [28 novembre 2006] (p. 8166)

RAPPELS AU REGLEMENT

Estime qu'un député peut soutenir un amendement dont il n'est pas l'auteur [19 octobre 2006] (p. 6362)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 5

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2006] (p. 6362)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 231 de M. Hervé Mariton (impôt sur les sociétés – seuil de l'imposition forfaitaire annuelle porté de 300 000 € à 400 000 € de chiffre d'affaires) (p. 6375)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. Thierry Mariani (restauration – application du taux réduit de TVA) (p. 6387)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**CULTURE**

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)*Procédure des questions :*

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 7535)

DÉFENSE**Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)**

Son intervention (p. 7131)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7132)

Défense : chars de combat (p. 7132)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7131)

Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7131)

Défense : réserves (p. 7132)

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT**Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7507)**

Son intervention (p. 7508)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 7508)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 7509)

FONCTION PUBLIQUE**Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7719)***Crédits de la mission : "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B*

Son amendement n° 228 (p. 7720) : adopté après rectification (p. 7721)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7378)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 7380)

Aménagement du territoire : crédits (p. 7379)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) (p. 7378)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7379)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7379)

Aménagement du territoire : villes nouvelles (p. 7380)

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 7380)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7378)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 7378)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7379)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 7379)

Télécommunications : téléphones mobiles : accès (p. 7379)

Urbanisme : établissements publics fonciers : crédits budgétaires (p. 7380)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7424)*Crédits de la mission : "Politique des territoires" inscrits à l'Etat B*

Son intervention (p. 7424 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)**

Son intervention (p. 321)

Thèmes :

Constitution : article 68 (p. 321)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 322)

Elections et référendums : élection présidentielle : suffrage universel (p. 322)

Président de la République : prérogatives (p. 322)

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)*Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)*

Son amendement n° 10 (p. 331)

Jean GLAVANY*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 3429) [13 décembre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 3429) [6 février 2007] (n° 3666)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Prise en charge [20 décembre 2006] (p. 9223)

Claude GOASGUEN*Paris (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifestations sportives, décès d'un supporter, Parc des princes, Paris [28 novembre 2006] (p. 8159)

RAPPELS AU REGLEMENT

Distingue la procédure pénale et les mesures administratives qu'il convient de prendre. En tant que député de la circonscription où se trouve le Parc de Princes, il appelle à la dissolution de certaines associations de supporters [24 novembre 2006] (p. 8077)

Rappelle que la dissolution des associations n'est pas une décision politique mais une décision administrative, prise après consultation d'une commission quasi juridictionnelle. Il a demandé au Conseil de Paris de suspendre la subvention accordée au PSG, subvention à laquelle il s'est opposé, et réclame des sanctions à l'encontre de ce club. Il demandera, lors des prochaines questions au Gouvernement, au ministre de l'intérieur de s'expliquer sur les réponses qu'il envisage à ces graves incidents, commis avec des intentions racistes et antisémites [27 novembre 2006] (p. 8098)

Souligne que le règlement définit de manière limitative les orateurs autorisés pour l'examen d'un amendement [29 novembre 2006] (p. 8281)

Demande le respect des règles du débat parlementaire, souligne qu'il connaît bien les problèmes scolaires en qualité d'inspecteur général de l'éducation nationale et qu'il se refuse à pratiquer la critique systématique [29 novembre 2006] (p. 8284)

Assure à M. Le Guen qu'il n'a manifesté aucune réprobation à l'égard de son intervention [30 novembre 2006] (p. 8347)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son intervention (p. 6110)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-adt n° 331 de M. Marc Le Fur (valeur vénale prise en compte à partir de 1 000 000 €) à son amendement n° 60 (p. 6344)

Son amendement n° 60 (ISF – résidence principale : exonération) (p. 6339) : rejeté (p. 6345)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7892)

Thèmes :

Communes : maires : information (p. 7892)

Drogue : toxicomanie (p. 7892)

Droit pénal : mineurs : Ecole nationale de la magistrature (ENM) (p. 7894)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 7893)

Droit pénal : peines planchers (p. 7894)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 7893 et s.)

Justice : juges des enfants (p. 7894)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son intervention (p. 8059)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8077)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2006] (p. 8098)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 8136)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses rappels au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8281, 8284)

Article 13 (création d'un service volontaire citoyen de la police nationale)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8347)

Article 16 (secret médical)

Son intervention (p. 8356)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 499 de M. Charles de Courson (autorisation d'exploiter des jeux de casinos sur Internet) (p. 8365)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8457)

Son amendement n° 82 (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs coupables d'atteintes volontaires à la vie ou à l'intégrité physique des personnes commises en réitération ou récidive) : retiré (p. 8457)

Après l'article 45

Son amendement n° 83 (peines planchers pour les atteintes à la vie ou à l'intégrité physique de la personne) : retiré (p. 8464)

Son sous-amendement n° 715 rectifié (motivation au regard de l'ensemble des peines encourues) à l'adt n° 631 rectifié de la commission (motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive) (p. 8465) : adopté (p. 8467)

Après l'article 46

Son sous-amendement n° 742 (coordination) à l'adt n° 452 de M. Dino Ciniéri (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) : adopté (p. 8470)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1131)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 1131)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 1132)

Droit pénal : peines planchers (p. 1132)

Jeux et paris : Internet (p. 1132)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Parti socialiste (p. 1131)

Sports : stades : interdiction (p. 1132)

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)*Article 12 ter A (évaluation comportementale de certains chiens)*

Son amendement n° 21 (p. 1157)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 318)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution : dissolution (p. 318)

Constitution : article 68 (p. 319)

Président de la République : statut pénal (p. 318)

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)*Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)*

Son amendement n° 4 (p. 329)

Son intervention (p. 331)

Son amendement n° 5 (p. 332)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)*Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)*

Son sous-amendement n° 372 à l'adt n° 333 de M. Thierry Mariani (p. 1263)

Jacques GODFRAIN

*Aveyron (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome IV : Aide publique au développement (n° 3366) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Afrique. Coopération [13 février 2007] (p. 1117)

RAPPELS AU REGLEMENT

Estime que le fonctionnement du Conseil supérieur de la participation donne pleinement satisfaction et que sa consultation a apporté une contribution considérable à chaque texte qui lui est soumis [3 octobre 2006] (p. 5751)

Considère qu'une longue période de concertation a été observée avant l'examen du texte [10 octobre 2006] (p. 5947)

*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié**

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 5755)

Son intervention (p. 5781)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 octobre 2006] (p. 5751)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5782)

Entreprises : épargne salariale (p. 5782)

Entreprises : expression des salariés (p. 5755)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5781 et s.)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 5755)

Sociétés : participation aux résultats (p. 5782)

Travail : droit du travail (p. 5755)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 20 (développement de la pratique de l'attribution d'actions gratuites)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 octobre 2006] (p. 5947)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Gilles Carrez (extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) (p. 5948)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 131 de la commission (intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 5950)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6791)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : volontaires : aide au développement (p. 6792)

Organisations internationales : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (p. 6791)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6792)

Parlement : contrôle : aide au développement (p. 6792)

Politique extérieure : annulation de dettes (p. 6792)

Transports aériens : taxe sur les billets : aide au développement (p. 6792)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6803)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 36 rectifié de la commission (relèvement du plafond des annulations de dettes) (p. 6804)

Pierre GOLDBERG

Allier (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

Démission le 16 mars 2007. [J.O. du 16 mars 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

François-Michel GONNOT

Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1866, posée le 30 janvier 2007. Transports par eau. Canal Seine Nord (J.O. Questions p. 925). Appelée le 30 janvier 2007. Aménagement (p. 737)

Gaëtan GORCE

Nièvre (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Statistiques [24 janvier 2007] (p. 616)

Politique économique. Croissance. [14 février 2007] (p. 1173)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Son intervention (p. 7158)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 7158)

Démographie : population (p. 7159)

Emploi : chômage (p. 7159)

Emploi : contrats aidés (p. 7158)

Emploi : contrats d'avenir (p. 7158)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 7158)

Emploi : création d'emplois (p. 7159)

Emploi : politique de l'emploi (p. 7158, 7159)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7159)

Travail : crédits (p. 7158, 7159)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7172)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Article 59 (expérimentation par les départements en matière de retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son amendement n° 134 : adopté (p. 7183)

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son intervention (p. 7184)

Article 61 (diversification des ressources de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes - AFPA)

Son intervention (p. 7187)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8541) : rejetée (p. 8544)

Thèmes :

- Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 8541)
- Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 8541)
- Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8542)
- Etat : Conseil économique et social (p. 8542)
- Politique sociale : dialogue social (p. 8541 et s.)
- Syndicats : représentativité (p. 8541, 8542)
- Travail : code du travail (p. 8541)
- Travail : durée du travail (p. 8541, 8542)
- Travail : négociations (p. 8541 et s.)
- Travail : précarité (p. 8541 et s.)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de M. Alain Vidalies (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Maxime Gremetz (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 45 de Mme Martine Billard (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de M. Maxime Gremetz (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur applicables en vertu d'une convention) (p. 8575)

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Alain Vidalies (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur) (p. 8575)

Seconde délibération

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8632)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 37 (abondement de la dotation relative à l'aide exceptionnelle au titre de la réparation de dommages causés aux bâtiments par la sécheresse survenue de juillet à septembre 2003)

Son amendement n° 188 : rejeté (p. 8767)

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 931)

Son intervention (p. 933)

Thèmes :

- Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 934, 935)
- Entreprises : fonctionnement (p. 933)
- Entreprises : allègement des charges (p. 934)
- Travail : conditions de travail (p. 935)
- Travail : contrats de travail (p. 935)
- Travail : droit du travail (p. 934, 935)
- Travail : durée du travail (p. 934, 935)
- Travail : heures supplémentaires (p. 934)
- Travail : précarité (p. 935)
- Travail : repos hebdomadaire (p. 935)

Jean-Pierre GORGES

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 2 : Administration générale et territoriale de l'Etat (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3573 relative à la mise en place d'un nouveau mode de fixation des indemnités des élus dans les communes de moins de 3500 habitants [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Carrière. [8 novembre 2006] (p. 7100)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE
L'ÉTAT**

Examen du fascicule [7 novembre 2006] (p. 7051)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7051)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : modernisation : nouvelles technologies (p. 7052)

Administration : simplifications administratives (p. 7053)

Automobiles et cycles : immatriculation : réforme (p. 7052)

Départements : préfectures : crédits budgétaires (p. 7053)

Droit pénal : amendes : recouvrement (p. 7052)

Elections et référendums : élection présidentielle : financement (p. 7051)

Elections et référendums : élections législatives : financement (p. 7051)

Etat : réforme : fonctionnaires et agents publics (p. 7052)

Etrangers : titres de séjour : gestion (p. 7052)

Finances publiques : audit : modernisation (p. 7053)

Finances publiques : missions et programmes (p. 7051)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 7052)

Fonctionnaires et agents publics : reclassement (p. 7052)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 7052)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance (p. 7053)

Ordre public : personnels : lutte contre le terrorisme (p. 7052)

Papiers d'identité : carte nationale d'identité : modernisation (p. 7052)

Papiers d'identité : passeport : Imprimerie nationale (p. 7052)

Police : renseignements généraux (p. 7052)

François GOULARD

Ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Philippe Folliot. Recherche. Agriculture. Organismes génétiquement modifiés (OGM), directive européenne, transposition [4 octobre 2006] (p. 5770)

M. François Rochebloine. Enseignement technique et professionnel. Instituts universitaires de technologie (IUT). Fonctionnement, financement [18 octobre 2006] (p. 6251)

M. Michel Raison. Enseignement. Politique de l'éducation. Diplômes, emplois, adéquation, renforcement [25 octobre 2006] (p. 6552)

M. Serge Janquin. Enseignement : personnel. Inspecteurs. Procédure disciplinaire [31 octobre 2006] (p. 6783)

Mme Maryse Joissains-Masini. Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, implantation à Cadarache, conséquences [21 novembre 2006] (p. 7806)

M. Alain Marty. Enseignement supérieur. Professions de santé. Médecins généralistes, revendications [5 décembre 2006] (p. 8515)

M. Pierre Lasbordes. Recherche. Politique de la recherche. Grands équipements scientifiques [20 décembre 2006] (p. 9222)

M. Pascal Ménage. Politiques communautaires. Enseignement supérieur. Programme Erasmus [23 janvier 2007] (p. 564)

M. Henri Nayrou. Transports ferroviaires. TER. Dysfonctionnements, Midi-Pyrénées [13 février 2007] (p. 1101)

Mme Martine Billard. Recherche. Agriculture. OGM [14 février 2007] (p. 1179)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Patrick Roy. Enseignement secondaire. ZEP. Collèges ambition réussite, répartition, Nord [29 novembre 2006] (p. 8243)

M. Gilles Artigues. Enseignement privé. Etablissements sous contrat. Effectifs de personnel [29 novembre 2006] (p. 8242)

M. Daniel Paul. Enseignement secondaire. Collèges. Fonctionnement, financement, Le Havre [29 novembre 2006] (p. 8241)

M. Jean-Christophe Lagarde. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Seine-Saint-Denis [16 janvier 2007] (p. 290)

M. Pierre-Christophe Baguet. Enseignement. Fonctionnement. Calendrier, mai 2007 [16 janvier 2007] (p. 289)

M. Jacques Bascou. Enseignement secondaire. ZEP. Quartier Saint-Jean-Saint-Pierre, Narbonne [13 février 2007] (p. 1100)

M. Jean-Pierre Blazy. Transports aériens. Politique des transports aériens. ADP, privatisation, conséquences, Goussainville [13 février 2007] (p. 1102)

M. Jacques Domergue. Enseignement supérieur. Universités de médecine. Examen classant national, modalités [13 février 2007] (p. 1100)

M. Dominique Juillot. Enseignement technique et professionnel. IUT. Fonctionnement, financement, Chalon-sur-Saône [13 février 2007] (p. 1099)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Son intervention (p. 6889)

Ses réponses (p. 6899 à 6901)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 6891)

Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 6890)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 6890)

Enseignement supérieur : crédits (p. 6889)

Enseignement supérieur : doctorats (p. 6891 et s.)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 6890)

Enseignement supérieur : universités (p. 6894)

Enseignement technique et professionnel : instituts universitaires de technologie (IUT) (p. 6894)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 6895)

Logement : aides et prêts : étudiants (p. 6892)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 6892)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6891 et s.)
 Recherche : Centre européen de recherches nucléaires (CERN) (p. 6893)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 6895)

Recherche : chercheurs (p. 6889 et s.)

Recherche : innovation (p. 6890)

Recherche : Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) (p. 6891)

Recherche : recherche développement (p. 6893)

Recherche : recherche industrielle (p. 6893)

Réponses aux questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 6900) (M. André Chassaigne) (p. 6899)

Enseignement supérieur : médecine universitaire (p. 6901) (M. André Chassaigne) (p. 6901)

Enseignement supérieur : universités (p. 6899) (M. Jean Tiberi) (p. 6899)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : recrutement (p. 6901) (M. André Chassaigne) (p. 6900)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur" inscrits à l'état B

Ses interventions (p. 6902, 6903, 6906 à 6908)

Alain GOURIOU

*Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, fusion avec Lucent, conséquences, emplois [13 février 2007] (p. 1115)

DEBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad n° 89 de M. Augustin Bonrepaux (calcul de la compensation versée par les communes en contrepartie de l'assujettissement de France Télécom à la taxe professionnelle : prise en compte des bases actuelles) (p. 8773)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8957)

Proposition de loi n° 3427 visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9047)

Son intervention (p. 9049)

Thèmes :

Régions : Basse-Normandie : ports maritimes (p. 9049)

Régions : Haute-Normandie : ports maritimes (p. 9049)

Régions : Nord-Pas-de-Calais : ports maritimes (p. 9049)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : ports maritimes (p. 9049)

Transports par eau : ports maritimes : emploi (p. 9050)

Transports par eau : ports maritimes : intérêt national (p. 9049)

Transports par eau : ports maritimes : investissements (p. 9050)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9049)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 803)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 804)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 803)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 804)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 803)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 803, 804)

Audiovisuel et communication : sociétés de programme : concurrence (p. 803, 804)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 803, 804)

Union européenne : directives : audiovisuel et communication (p. 803)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Après l'article 16 quinquies

Son sous-amendement n° 190 (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'ad n° 62 de la commission (aménagement de la contribution du secteur télévisuel au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP) (p. 913) : rejeté (p. 914)

Son sous-amendement n° 191 (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'ad n° 62 de la commission (p. 913) : rejeté (p. 915)

Son sous-amendement n° 192 (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'ad n° 62 de la commission (p. 913) : rejeté (p. 915)

Son sous-amendement n° 193 (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'ad n° 62 de la commission (p. 913) : devenu sans objet (p. 915)

Jean-Pierre GRAND

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1784, posée le 19 décembre 2006. Elevage. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 13072)

n° 1858, posée le 30 janvier 2007. Professions sociales. Assistants maternels (J.O. Questions p. 923). Appelée le 30 janvier 2007. Durée du travail, réglementation (p. 725)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8357)

Thèmes :

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8357)

Hôtellerie et restauration : restaurants : salariés (p. 8357)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8357)

Tourisme et loisirs (p. 8357)

Claude GREFF

*Indre-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'U.E.O. [1^{er} octobre 2006]

Devient membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'U.E.O. [J.O. du 10 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Associations. Bénévolat. Développement [14 novembre 2006] (p. 7359)

DEBATS

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8791)

Thèmes :

Assurances : contrats : assurance invalidité décès (p. 8792)

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8792)

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 8791 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8792)

Santé : cancer (p. 8791, 8792)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription dans le code des assurances de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (retranscription dans le code des assurances de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805)

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Luc Chatel (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805)

Ses explications de vote (p. 8810)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8810)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9051)

Son intervention (p. 9058)

Thèmes :

Professions de santé : exercice de la profession

Professions de santé : infirmiers (p. 9058, 9059)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 9058, 9059)

Santé : soins palliatifs

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9060)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son intervention (p. 9061)

Maxime GREMETZ

*Somme (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 20 décembre 2006] (p. 19205)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 décembre 2006] (p. 19205)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Airbus [11 octobre 2006] (p. 6025)

Syndicats. Représentativité. Réforme [5 décembre 2006] (p. 8511)

Industrie. Construction aéronautique. Airbus [13 février 2007] (p. 1113)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1867, posée le 30 janvier 2007. Etablissements de santé. CHU (J.O. Questions p. 925). Appelée le 30 janvier 2007. Restructuration, conséquences, Amiens (p. 722)

RAPPELS AU REGLEMENT

Affirme que la composition du Conseil supérieur de la participation en fait une entité très favorable au Gouvernement [3 octobre 2006] (p. 5751)

Souligne qu'il a cité des études officielles ; déplore que le Gouvernement en conteste les chiffres [4 octobre 2006] (p. 5807)

Demande une suspension de séance [4 octobre 2006] (p. 5818)

Observe que la majorité et le Gouvernement ont obtenu une longue suspension de séance afin de se mettre d'accord pour élaborer un amendement (le n° 330 du Gouvernement) leur convenant ; en réclame également une afin de se concerter avec les organisations syndicales) [5 octobre 2006] (p. 5875)

Donne lecture d'une lettre adressée par le général De Gaulle aux membres du comité central du parti communiste français lors de l'adhésion du parti communiste au Comité national de la Résistance [5 octobre 2006] (p. 5884)

Souhaite que les présidents de commission interviennent selon leurs attributions et considère qu'ils n'ont pas à se substituer à la présidence de séance [5 octobre 2006] (p. 5893)

Observe que le règlement proscrit toute intervention lorsqu'un scrutin public a été annoncé [10 octobre 2006] (p. 6015)

Se plaint de la trop grande célérité du débat [9 novembre 2006] (p. 7180)

Demande le respect des droits de l'opposition [15 novembre 2006] (p. 7478)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5754)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5755) : rejetée (p. 5761)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5817)

Son rappel au règlement (cf supra) [3 octobre 2006] (p. 5751)

Ses rappels au règlement (cf supra) [4 octobre 2006] (p. 5807, 5818)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 5758)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 5758)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5758)

Energie et carburants : pétrole : profits (p. 5759)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5755 et s.)

Entreprises : actionnariat salarié : stock options (p. 5757)

Entreprises : bénéfices (p. 5756)

Entreprises : chefs d'entreprises : rémunération (p. 5757)

Entreprises : délocalisations (p. 5759)

Entreprises : entreprises multinationales (p. 5757)

Entreprises : épargne salariale (p. 5755 et s.)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5755 et s., 5817)

Entreprises : sous-traitance (p. 5759)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 5756)

Marchés financiers : actions (p. 5759)

Politique économique : revenus financiers (p. 5754 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5755, 5756, 5817)

Politique sociale : dialogue social (p. 5759)

Politique sociale : inégalités (p. 5756, 5757)

Politique sociale : pauvreté (p. 5756)

Secteur public : nationalisations (p. 5817)

Sports : associations et clubs : actions (p. 5759)

Syndicats : rôle (p. 5757 et s.)

Travail : droit du travail (p. 5756 et s.)

Travail : licenciements (p. 5758)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5757)

Travail : salaires (p. 5756)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission des affaires économiques (création d'un dividende du travail) (p. 5820 et 5821)

Article 1er (attribution d'un supplément d'intéressement ou de participation)

Son intervention (p. 5823 et s.)

Son amendement n° 51 (p. 5824)

Son amendement n° 52 (p. 5826) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5828)

Son amendement n° 53 (p. 5828)

Après l'article 1er

Son amendement n° 54 (accords sur l'intéressement ou la participation des salariés aux résultats de l'entreprise soumis à la

signature des organisations syndicales représentatives majoritaires ou des délégués du personnel) (p. 5830) : rejeté (p. 5832)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son intervention (p. 5841 et s.)

Article 4 (généralisation des comités de suivi des accords)

Son intervention (p. 5846 et s.)

Son sous-amendement n° 328 à l'adt n° 84 rectifié de la commission (p. 5848) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5849)

Son amendement n° 55 (p. 5849)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour toutes les entreprises, y compris les très petites, de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5853)

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour toutes les entreprises employant un minimum de dix salariés de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5854)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5857 et s.)

Son amendement n° 57 (p. 5857)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5869 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 octobre 2006] (p. 5875)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission des finances (instauration facultative d'une "prime de partage des profits" dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5881)

Article 8 (rationalisation et sécurisation des accords de participation)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 octobre 2006] (p. 5884)

Article 11 (renforcement de la diffusion du plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) dans les entreprises)

Son intervention (p. 5889)

Article 12 (report en avant de l'imposition des sommes transférées d'un compte épargne-temps sur un PERCO ou un PEE)

Son intervention (p. 5890)

Son amendement n° 59 (p. 5890) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5891)

Article 13 (modalités de fonctionnement des plans d'épargne interentreprises (PEI))

Son amendement n° 60 rectifié (p. 5891)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 octobre 2006] (p. 5893)

Article 14 (adaptation des règles de liquidité des fonds communs de placement d'entreprise - FCPÉ)

Son intervention (p. 5894)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 107 de la commission (association du comité d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 5895)

Intervient sur l'adt n° 106 rectifié de la commission (insertion d'un Chapitre IV intitulé : "Favoriser la concertation dans l'entreprise") (p. 5904)

Avant l'article 15

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Jean-Pierre Balligand (délibération portant sur la plus haute et sur la plus basse des rémunérations au sein de l'entreprise lors de l'assemblée annuelle des actionnaires) (p. 5905)

Article 15 (représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration et les directoires des entreprises)

Son intervention (p. 5905)

Après l'article 15

Son amendement n° 62 (représentation élargie du personnel au sein du conseil d'administration) (p. 5908) : rejeté (p. 5909)

Son amendement n° 211 (accès des salariés aux rapports des commissaires aux comptes) (p. 5909) : rejeté (p. 5910)

Son amendement n° 63 (attribution au comité d'entreprise ou aux représentants des salariés d'une action de préférence spécifique) : rejeté (p. 5910)

Son amendement n° 64 (accès des salariés aux procédures de discussion lors d'une OPE ou OPA) (p. 5910) : rejeté (p. 5911)

Intervient sur l'adt n° 334 de la commission (nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986) (p. 5912)

Article 16 (placement des actions gratuites sur un plan d'épargne d'entreprise (PEE) - Déduction fiscale en cas d'attribution d'actions gratuites et de souscription d'actions à titre onéreux réservée aux salariés)

Son amendement n° 65 (de suppression) (p. 5913)

Article 20 (développement de la pratique de l'attribution d'actions gratuites)

Son intervention (p. 5915)

Son amendement n° 68 (de suppression) (p. 5915)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Gilles Carrez (extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) (p. 5947)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 131 de la commission (intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 5949)

Intervient sur l'adt n° 130 deuxième rectification de la commission (crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 5952)

Avant l'article 22

Son amendement n° 73 (extension de la responsabilité de l'entreprise dominante en cas de dépendance décisionnelle et financière particulièrement marquée des sous-traitants ou des filiales) (p. 5954) : rejeté (p. 5955)

Son amendement n° 74 (droit d'agir en tant que partie civile reconnu au comité d'entreprise ou à défaut à tout représentant du personnel en cas d'abus grave de biens sociaux) (p. 5955) : rejeté (p. 5956)

Son amendement n° 70 (extension aux licenciements abusifs du régime de sanctions applicable aux licenciements nuls) (p. 5956) : rejeté (p. 5957)

Son amendement n° 71 (droit d'opposition à une procédure de licenciement du comité d'entreprise ou des représentants du personnel) : rejeté (p. 5957)

Son amendement n° 72 (responsabilités de l'entreprise donneuse d'ordre en cas de difficultés de l'entreprise sous-traitante conduisant à des licenciements) (p. 5957) : rejeté (p. 5958)

Son amendement n° 69 (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE -) (p. 5958) : rejeté (p. 5959)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son amendement n° 75 (de suppression) (p. 5959)

Article 23 (instauration d'un congé de mobilité pour certains salariés menacés de licenciement)

Son amendement n° 76 (de suppression) (p. 5975)

Son intervention (p. 5976 et s.)

Ses amendements n° 77, 164 et 165 (p. 5980 et s.)

Article 24 (ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle (CTP))

Son amendement n° 166 (p. 5988)

Après l'article 24

Son amendement n° 167 (restriction des possibilités de recours aux emplois temporaires) (p. 5990) : rejeté (p. 5991)

Article 25 (recours au travail temporaire pour compléter les revenus d'un temps partiel)

Son intervention (p. 5992)

Son amendement n° 168 (p. 5992) : adopté (p. 5993)

Article 27 (suppression de la "contribution Delalande")

Son amendement n° 171 (de suppression) (p. 5994)

Article 28 (extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans)

Son intervention (p. 5996)

Son amendement n° 173 (de suppression) : adopté (p. 5996)

Article 29 (levée des obstacles aux activités de tutorat exercées par des salariés retraités)

Son amendement n° 174 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 30 (indemnisation des activités prud'homales)

Son amendement n° 175 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 32 (clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles)

Son amendement n° 176 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Après l'article 34

Reprend l'adt n° 256 de M. Michel Charzat (gestion des œuvres sociales par le comité central d'entreprise : assouplissement de la règle de l'unanimité syndicale) (p. 5998) : rejeté (p. 5998)

Avant l'article 37

Son amendement n° 66 (suppression des stock-options) (p. 6002) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 6003)

Intervient sur l'adt n° 295 de M. François Guillaume (impossibilité de vendre les stock-options par leurs bénéficiaires durant leur mandat) (p. 6007)

Intervient sur l'adt n° 287 de M. François Guillaume (réalisation des stock-options par leurs bénéficiaires interdite avant un mois) (p. 6007)

Intervient sur l'adt n° 288 de M. François Guillaume (obligation d'opter, soit pour les stock-options, soit pour l'attribution d'actions gratuites) (p. 6007)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Édouard Ballardur (conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 6007)

Article 44 (abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne)

Son intervention (p. 6010)

Son amendement n° 177 (de suppression) (p. 6011) : SCRUTIN PUBLIC (p. 6013)

Article 45 (création du chèque-transport)

Son intervention (p. 6013)

Reprend l'adt n° 193 de M. Maurice Giro (gestion des œuvres sociales par le comité central d'entreprise : assouplissement de la règle de l'unanimité syndicale) (p. 6015) : SCRUTIN PUBLIC (p. 6016)

Reprend l'adt n° 223 de M. Yves Deniaud (gestion des œuvres sociales par le comité central d'entreprise : assouplissement de la règle de l'unanimité syndicale) (p. 6015) : SCRUTIN PUBLIC (p. 6016)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 octobre 2006] (p. 6015)

Article 46 (régime fiscal et social du chèque-transport)

Son amendement n° 203 rectifié (de suppression) (p. 6016)

Explications de vote et vote [11 octobre 2006] (p. 6033)

Ses explications de vote (p. 6034)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6035)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 décembre 2006] (p. 8523)

Son intervention (p. 8528)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 8528)

Entreprises : épargne salariale (p. 8528, 8529)

Entreprises : intéressement et participation (p. 8528, 8529)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8529)

Justice : conseillers prud'hommes (p. 8529)

Politique sociale : dialogue social (p. 8528, 8529)

Politique sociale : inégalités (p. 8528, 8529)

Travail : droit du travail (p. 8528)

Travail : salaires (p. 8528, 8529)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8531)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6584)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6585)

Entreprises : fraude et évasion fiscales (p. 6585)

Politique sociale : inégalités (p. 6585)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8187)

Ses explications de vote (p. 8189)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8189)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)

Son intervention (p. 6796)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (p. 6796)

Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 6797)

Politique extérieure : aide au développement : coopération économique (p. 6797)

Politique extérieure : aide au développement : santé (p. 6796)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7449)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7478)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7449)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7449)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7449)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7449)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7449)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7491 et s.)

Reprend l'adt n° 61 de la commission (gestion des œuvres sociales par le comité central d'entreprise : assouplissement de la règle de l'unanimité syndicale) (p. 7492)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 261 du Gouvernement (relèvement indiciaire du plafond majorable de la retraite mutualiste du combattant) (p. 7501)

Intervient sur l'adt n° 163 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur le fonctionnement de l'ONAC et les moyens lui étant alloués) (p. 7502)

Intervient sur l'adt n° 242 de M. Georges Colombier (rapport au Parlement sur le fonctionnement de l'ONAC et les moyens lui étant alloués) (p. 7502)

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Son intervention (p. 6952)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : produits dangereux (p. 6952, 6953)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 6952)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 6952, 6953)

Santé : agences sanitaires (p. 6952)

Santé : sécurité sanitaire (p. 6952, 6953)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2006] (p. 6958)

Article 52 (création d'une taxe fiscale affectée, au titre de l'évaluation et du contrôle de la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques)

Son intervention (p. 6958)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Son intervention (p. 7155)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 7155, 7156)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 7156)

Emploi : création d'emplois (p. 7156)

Entreprises : licenciements (p. 7156)

Entreprises : allègement des charges (p. 7157)

Formation professionnelle : centres de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (p. 7157)

Travail : crédits (p. 7156, 7157)

Travail : licenciements (p. 7155, 7156)

Travail : précarité (p. 7156)

Procédure des questions :

Justice : conseils de prud'hommes (p. 7165)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Après l'article 58

Son rappel au règlement (cf supra) [9 novembre 2006] (p. 7180)

Article 59 (expérimentation par les départements en matière de retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son intervention (p. 7180 et s.)

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son intervention (p. 7183)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de la commission (pérennisation du fonctionnement du comité central de coordination de l'apprentissage dans le secteur des bâtiments et travaux publics) (p. 7185)

Article 61 (diversification des ressources de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes - AFPA)

Reprend l'adt n° 127 de M. Christian Paul (de suppression) (p. 7188) (p. 7186)

Son intervention (p. 7188)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 8541)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 8541, 8564, 8565)
 Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 8554)
 Assemblée nationale : motions de procédure (p. 8540, 8541)
 Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 8554, 8562)
 Etat : Conseil économique et social (p. 8553, 8563, 8564)
 Politique sociale : dialogue social (p. 8540, 8541, 8552 et s., 8562 et s.)
 Syndicats : représentativité (p. 8553, 8554, 8562 et s.)
 Travail : droit du travail (p. 8553, 8554, 8562 et s.)
 Travail : négociations (p. 8553, 8554, 8562 et s.)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de M. Alain Vidalies (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8566 et 8570)

Intervient sur l'adt n° 45 de Mme Martine Billard (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8570)

Son amendement n° 13 (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8565) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8570)

Intervient sur l'adt n° 36 de M. Alain Vidalies (appréciation de la représentativité nationale des organisations syndicales en fonction des résultats d'une élection de représentativité réservée aux organisations respectant les valeurs républicaines) (p. 8571)

Son amendement n° 14 (subordination de la validité des conventions collectives à la signature d'organisations syndicales représentant une majorité de salariés) (p. 8572) : rejeté (p. 8573)

Son amendement n° 15 rectifié (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur applicables en vertu d'une convention) (p. 8573) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8576)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8612 et s.)
 Son sous-amendement n° 16 à l'adt n° 1 de la commission (p. 8613)
 Son amendement n° 17 (p. 8616)
 Ses amendements n° 18 et 24 (p. 8623 et s.)
 Ses amendements n° 20 et 21 (p. 8627 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 22 de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (participation des associations de protection de l'environnement au dialogue préalable à toute décision en matière d'environnement) (p. 8631)

*Seconde délibération**Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)*

Son intervention (p. 8632)

Explications de vote et vote [12 décembre 2006] (p. 8879)

Ses explications de vote (p. 8881)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8882)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8585)

Son intervention (p. 8589)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 8590)
 Logement : mal logés (p. 8590)
 Logement : politique du logement : financement (p. 8590)
 Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) : budget (p. 8590)
 Logement : ventes à la découpe (p. 8590)
 Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 8589)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 8590)

Discussion des articles [6 décembre 2006] (8593)

Article 1er (ratification et modifications de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété)

Ses explications de vote (p. 8597)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8591)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)*Avant l'article unique*

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Victorin Lurel (mention des collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans l'article 72-3 de la Constitution) (p. 9014)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 346)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : personnes défavorisées (p. 346)
 Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 348)
 Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 347)
 Départements : action sociale : compensations financières (p. 347)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 4 (simplification des dispositions relatives à la tutelle des mineurs)

Son amendement n° 292 (p. 396)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 399 et s.)
 Ses amendements n° 293 à 296 et 299 (p. 401 et s.)
 Son amendement n° 300 : adopté (p. 415)
 Ses amendements n° 302, 303, 305 à 307 (p. 420 et s.)

Ses amendements n^{os} 320 et 308 (p. 434)

Son amendement n^o 321 (p. 439)

Ses observations : conteste l'irrecevabilité opposée à des amendements de son groupe en application de l'article 40 de la Constitution [17 janvier 2007] (p. 439)

Son amendement n^o 322 (p. 440)

Article 6 (gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle)

Ses amendements n^{os} 323 et 326 (p. 445 et s.)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 450 et s.)

Son amendement n^o 334 (p. 452)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 454 et s.)

Ses amendements n^{os} 327 et 329 : adoptés (p. 456)

Après l'article 18

Son amendement n^o 331 (coordination) (p. 461) : adopté (p. 462)

Ses explications de vote (p. 466)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 466)

Projet de loi n^o 3134 de modernisation de la fonction publique

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 569)

Son intervention (p. 574)

Thèmes :

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 574)

Fonctionnaires et agents publics : accords professionnels (p. 575)

Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 574)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 575)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 575)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : mise à disposition (p. 575)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 575)

Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 575)

Discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 577)

Article 2 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - caractère transférable de ce droit au sein de la fonction publique - organisation de périodes de professionnalisation)

Son amendement n^o 24 (p. 577)

Article 31 (substitution, à titre expérimental, d'un entretien professionnel à la notation chiffrée des fonctionnaires)

Son intervention (p. 579)

Ses explications de vote (p. 581)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 581)

Proposition de loi n^o 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 931)

Son intervention (p. 935)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 935 et s., 944)

Entreprises : aides publiques (p. 936)

Entreprises : bénéfiques (p. 944)

Entreprises : entreprises multinationales (p. 944)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 944)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 944)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 936)

Travail : contrats de travail (p. 935, 936)

Travail : droit du travail (p. 936, 937)

Travail : durée du travail (p. 936)

Travail : négociations (p. 937)

Travail : précarité (p. 936)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 936)

Ses explications de vote (p. 944)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 944)

Jean GRENET

*Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Gérard GRIGNON

*Saint-Pierre-et-Miquelon (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. Collectivité territoriale : Saint-Pierre-et-Miquelon.
Relations internationales, droit international, plateau continental,
exploitation [25 octobre 2006] (p. 6554)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT****Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)**

Son intervention (p. 6826)

Thèmes avant la procédure des questions :

Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté : Saint-
Pierre-et-Miquelon (p. 6826)

Pays étrangers : Canada (p. 6826)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-
Miquelon : énergies fossiles (p. 6826)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-
Miquelon : politique économique (p. 6826)

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)***Procédure des questions :*

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : produits de la mer (p. 7240)

OUTRE-MER**Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)**

Son intervention (p. 7341)

Thèmes avant la procédure des questions :

Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté : Saint-
Pierre-et-Miquelon (p. 7342)

Outre-mer : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer
(FIDOM) : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 7342)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : budget (p. 7342)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : politique économique
(p. 7342)

Procédure des questions :

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : produits de la mer (p. 7372)

SANTÉ**Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)***Procédure des questions :*

Etablissements de santé : hôpitaux : Saint-Pierre-et-Miquelon
(p. 6854)

Politique sociale : solidarité : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6858)

**Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et
institutionnelles relatives à l'outre-mer****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ;
[24 janvier 2007] (p. 625)**

Son intervention (p. 630)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : Saint-Pierre-
et-Miquelon (p. 631)

Constitution : article 74 : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 630)

Etat : services du Premier ministre : mise à disposition (p. 630)

Mer et littoral : eaux territoriales : zones de souveraineté (p. 631)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : développement économique
(p. 631)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : industrie pétrolière (p. 630)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : limites territoriales (p. 632)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : statuts (p. 631)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)*Article 6 (dispositions organiques du statut de Saint-Pierre-et-
Miquelon)*

Ses amendements n°s 292 et 293 : adoptés (p. 649)

Son amendement n° 441 : adopté (p. 649)

Son intervention (p. 650 et s.)

Son amendement n° 5 (p. 650)

Son amendement n° 440 (p. 651)

Son amendement n° 3 rectifié (p. 652) (p. 653)

Son amendement n° 9 (p. 653)

Son amendement n° 13 rectifié (p. 654)

*Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-
Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)*

Son amendement n° 2 : adopté (p. 663)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[7 février 2007] (p. 1012)**

Son intervention (p. 1022)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : urbanisme (p. 1023)

Elections et référendums : prime majoritaire : outre-mer (p. 1023)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies
(ONU) : eaux territoriales : zones de souveraineté (p. 1023)

Outre-mer : eaux territoriales : zones de souveraineté (p. 1023)

Outre-mer : autonomie : législation (p. 1022)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 1022)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : industrie pétrolière
(p. 1023)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 1023)

**Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et
institutionnelles relatives à l'outre-mer****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ;
[24 janvier 2007] (p. 625)**

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404)
portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-
mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et
institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Article 5 bis (dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif des départements d'outre-mer, de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son amendement n° 206 (p. 683)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1023)

François GROSDIDIER

Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 40 : Ville et logement (rénovation urbaine ; équité sociale et territoriale et soutien) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3633 visant à renforcer la protection des personnes âgées à l'égard du démarchage [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. Plan de cohésion sociale, mise en oeuvre [8 novembre 2006] (p. 7097)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7561)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7562)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7561)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7562)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7562)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7562)

Enseignement (p. 7562)

Logement : mixité sociale (p. 7562)

Politique sociale : cohésion sociale : contrats (p. 7562)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7561)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7614)

Après l'article 62

Intervient sur l'adit n° 305 du Gouvernement (institution d'une contribution de la caisse de garantie du logement locatif social au programme national de rénovation urbaine) (p. 7615)

Arlette GROSSKOST

Haut-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de résolution n° 3399 tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale pour établir des règles de transparence concernant les groupes d'intérêts [30 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Négociations. Dialogue social, réforme [31 octobre 2006] (p. 6782)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5790)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi service universel (CESU) (p. 5790)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5791)

Entreprises : expression des salariés (p. 5790, 5791)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5790)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5790)

Entreprises : plan d'épargne d'entreprise (PEE) (p. 5791)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 5790)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7906)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7906)

Famille : parents : responsabilité (p. 7907)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7906)

Justice : victimes (p. 7906)

Serge GROUARD

*Loiret (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Fait état de sa consternation : malgré deux jours de débat, l'Assemblée n'a toujours pas franchi le cap de l'article premier [24 novembre 2006] (p. 8028)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7901)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7901)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7901)

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 7901)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p.8437)

Après l'article 12

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8028)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son amendement n° 481 (p. 8044) : adopté (p. 8046)

Son intervention (p. 8057)

Son amendement n° 479 (p. 8056) : adopté (p. 8058)

Son amendement n° 480 : adopté (p. 8063)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 8122)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son intervention (p. 8194)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8279 et s.)

Après l'article 11

Son amendement n° 558 précédemment réservé (élargissement du domaine d'application de la procédure d'urgence en matière d'extension des systèmes de vidéosurveillance) (p. 8318) : retiré (p. 8319)

Après l'article 11 quater

Son amendement n° 543 précédemment réservé (résiliation du bail pour troubles du voisinage aux abords immédiats des immeubles) (p. 8322) : retiré (p. 8323)

Pascale GRUNY

*Aisne (2^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Emplois jeunes. [14 novembre 2006] (p. 7361)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1729, posée le 28 novembre 2006. Matières premières. Métaux (J.O. Questions p. 12271). Appelée le 29 novembre 2006. Vol, lutte et prévention, jeunes (p. 8247)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 7237)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 6935)

Louis GUÉDON

*Vendée (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS*

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7202)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche (p. 7203)

Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer (p. 7203)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : contrôles (p. 7203)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 7202)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 7203)

Santé : sécurité sanitaire (p. 7203)

Jean-Claude GUBAL

*Alpes-Maritimes (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative aux obligations de service national en cas de double nationalité, ainsi qu'à l'échange de lettres franco-tunisien du 17 juin 1982 relatif à cette convention (n° 3350) [17 octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco (n° 3566) [17 janvier 2007]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion à la convention internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires (ensemble quatre annexes et deux appendices) adoptée à Londres le 5 octobre 2001 (n° 3086) [13 décembre 2006] (n° 3512)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne relative aux obligations de service national en cas de double nationalité, ainsi qu'à l'échange de lettres franco-tunisien du 17 juin 1982 relatif à cette convention (n° 3350) [13 décembre 2006] (n° 3513)

Proposition de loi n° 3583 visant à mieux protéger les artisans du démarchage [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Soudan. Darfour, situation politique [18 octobre 2006] (p. 6254)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)

Son intervention (p. 6799)

Thème avant la procédure des questions :

Politique extérieure : codéveloppement (p. 6799)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 353)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : maladie d'Alzheimer (p. 353)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandat de protection future (p. 354)

Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 354)

Lucien GUICHON

*Ain (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS*

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 7702)

Élisabeth GUIGOU*Seine-Saint-Denis (9^{ème} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]**DEPOT**

Proposition de loi n° 3760 relative à la lutte contre le surendettement [21 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Justice. Fonctionnement. Instruction, réforme [24 octobre 2006] (p. 6480)

Politique sociale. Surendettement. Lutte et prévention [21 février 2007] (p. 1416)

*DEBATS***Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)**

Son intervention (p. 7919)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7919)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Seine-Saint-Denis (p. 7919)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 7920)

Justice : centres éducatifs fermés : Seine-Saint-Denis (p. 7920)

Justice : exécution des décisions : moyens (p. 7920)

Justice : magistrats : Bobigny (p. 7920)

Justice : maisons de la justice et du droit : Seine-Saint-Denis (p. 7919)

Ordre public : contrats locaux de sécurité : maires (p. 7919)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : moyens (p. 7921)

Ordre public : violences urbaines (p. 7919)

Police : effectifs : Stade de France (p. 7920)

Police : police de proximité (p. 7919)

Police : policiers : Seine-Saint-Denis (p. 7920)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)*Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)*

Son intervention (p. 8145)

François GUILLAUME*Meurthe-et-Moselle (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest (n° 3551 rectifié) [17 janvier 2007]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 octobre au 4 décembre 2006 (n°s E 3103 annexe 6, E 3278 à E 3284, E 3286 à E 3296, E 3298 à E 3307, E 3312, E 3313, E 3315 à E 3319, E 3322, E 3325, E 3327, E 3330, E 3332 à E 3337, E 3342 à E 3344, E 3346 et E 3347) et sur les textes n°s E 2385, E 2847, E 2862, E 3042, E 3089, E 3115, E 3137, E 3145, E 3151, E 3157, E 3158, E 3177, E 3193, E 3205, E 3221, à E 3224, E 3235, E 3249, E 3276 et E 3277 [6 décembre 2006] (n° 3504)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 décembre 2006 au 10 janvier 2007 (n°s E 3348 à E 3350, E 3352 à E 3354, E 3356, E 3358, E 3359, E 3361, E 3366 à E 3369, E 3372, E 3373 et E 3375) et sur les textes n° E 1767, E 2657, E 3012, E 3026, E 3038, E 3190, E 3200, E 3247, E 3309, E 3314, E 3326, E 3331, E 3338, E 3339, E 3341, E 3345, E 3384 à E 3386, E 3389 annexe 1 et E 3396 [23 janvier 2007] (n° 3603)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest (n° 3551 rectifié) [24 janvier 2007] (n° 3617)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 13 février au 19 mars 2007 (n°s E 3449, E 3450, E 3454, E 3457 à E 3467 et E 3469) et sur les textes n°s E 2606, E 2821, E 2951, E 3016, E 3039, E 3044, E 3065, E 3101, E 3119, E 3166, E 3202 à E 3204, E 3207, E 3210 à E 3213, E 3246, E 3260, E 3262, E 3264, E 3265, E 3297, E 3308, E 3310, E 3355, E 3364, E 3365, E 3392, E 3393 et E 3443 [20 mars 2007] (n° 3785)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionariat salarié****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5795)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5795)

Entreprises : chefs d'entreprises : stock options (p. 5795)

Entreprises : expression des salariés (p. 5795)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5795)

Entreprises : plan d'épargne d'entreprise (PEE) (p. 5795)

Sociétés : participation aux résultats (p. 5795)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)*Après l'article 1er*

Son amendement n° 280 (dividende du travail au sein des entreprises de moins de dix salariés) (p. 5833) : retiré (p. 5834)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour toutes les entreprises, y compris les très petites, de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5853)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5859 et s.)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5877)

Son sous-amendement n° 331 à l'adt n° 330 rectifié du Gouvernement (p. 5878)

Après l'article 6

Son amendement n° 292 (prise en compte de l'évolution de la valeur des actions de l'entreprise dans la formule dérogatoire de participation) (p. 5879) : adopté (p. 5880)

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission des finances (instauration facultative d'une « prime de partage des profits » dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5881)

Après l'article 14

Son amendement n° 284 (fonds communs de placement d'entreprise : représentation de l'ensemble des salariés au conseil de surveillance) : retiré (p. 5894)

Après l'article 15

Son amendement n° 285 (représentation des salariés actionnaires et des salariés non actionnaires au sein du conseil d'administration) : rejeté (p. 5909)

Son amendement n° 282 (réunion commune entre une délégation du comité d'entreprise et une délégation du conseil d'administration) : rejeté (p. 5911)

Avant l'article 37

Son amendement n° 289 (transparence des rémunérations des mandataires sociaux et membres du directoire) (p. 6001) : rejeté (p. 6002)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Édouard Balladur (conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 6004)

Son amendement n° 286 (fixation par l'assemblée générale extraordinaire du volume de stock-options réalisables à volonté par leurs bénéficiaires et de celles qu'ils doivent conserver durant leur mandat) : retiré (p. 6004)

Son amendement n° 295 (impossibilité de vendre les stock-options par leurs bénéficiaires durant leur mandat) (p. 6004) : rejeté (p. 6007)

Son amendement n° 287 (réalisation des stock-options par leurs bénéficiaires interdite avant un mois) (p. 6004) : rejeté (p. 6007)

Son amendement n° 288 (obligation d'opter, soit pour les stock-options, soit pour l'attribution d'actions gratuites) (p. 6004) : rejeté (p. 6007)

Son amendement n° 294 (suppression du rabais de 20 pour cent sur le cours des actions acquises dans le cadre d'un plan de stock-options) (p. 6007) : rejeté (p. 6008)

Son amendement n° 290 (administration des stock-options par un mandataire extérieur à la société) : rejeté (p. 6008)

Son amendement n° 291 (incitation fiscale à consentir des actions à la majorité des membres du personnel) : rejeté (p. 6008)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)**

Son intervention (p. 7209)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : primes : distribution (p. 7209)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7209)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7209)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : espace rural (p. 7209)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7209)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 24 quater (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires)

Son amendement n° 11 (p. 8945)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son amendement n° 12 : adopté (p. 8971)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9022)

Son amendement n° 13 (p. 9029)

Son amendement n° 14 (p. 9029)

Ses amendements n°s 16, 17 et 15 (p. 9030)

Son amendement n° 18 (p. 9030)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 5 (signalement des mineurs en danger)

Son intervention (p. 124)

Jean-Jacques GUILLET

*Hauts-de-Seine (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VII : Écologie et développement durable (n° 3366) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères, en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 8 février 2006 sur : "Énergie et géopolitique" [29 novembre 2006] (n° 3468)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation du protocole à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (ensemble neuf annexes) (n° 3156) [23 janvier 2007] (n° 3605)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Son intervention (p. 6827)

Thèmes avant la procédure des questions :

Énergie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 6827)

Environnement : changements climatiques : organisations internationales (p. 6827)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : organisation (p. 6828)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7255)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : biodiversité (p. 7526)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7255)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : environnement (p. 7256)

Politiques communautaires : directives : environnement (p. 7255)

Christophe GUILLOTEAU

*Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Paulette GUINCHARD

*Doubs (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur les suites données aux observations communiquées par la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS) au Gouvernement et aux organismes de sécurité sociale [20 février 2007] (n° 3740)

Proposition de loi n° 3806 relative au baptême républicain [23 mai 2007]

Proposition de loi n° 3807 instituant des funérailles républicaines [23 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Expulsion. Réglementation famille [20 décembre 2006] (p. 9219)

RAPPELS AU REGLEMENT

Se plaint d'un examen trop rapide des amendements [21 février 2007] (p. 1422)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6556)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6584)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 6584)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6557)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 6557)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 6557)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 6557)

Risques professionnels : chirurgiens (p. 6556)

Santé : accès aux soins (p. 6584)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 4 (rectification du montant de la dotation et du plafond de dépenses du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV)

Son intervention (p. 6593)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6607)

Reprend l'adt n° 311 de M. Bruno Gilles (de suppression) (p. 6609)

Article 15 (affectation des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance-vie au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6635)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 100 de la commission (simplification du cadre de gestion des avoirs financiers du fonds de réserve pour les retraites) (p. 6636)

Intervient sur l'adt n° 22 de la commission des finances (simplification du cadre de gestion des avoirs financiers du fonds de réserve pour les retraites) (p. 6636)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 172 (produit textiles – déchets : recyclage et traitement) (p. 7766) : adopté (p. 7767)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8793)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8793)

Banques et établissements financiers : prêts (p. 8794)

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 8793, 8794)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8793, 8794)

Santé : cancer (p. 8793, 8794)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)

Article 1er (nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son intervention (p. 8801)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (retranscription dans le code des assurances de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Jean-Marie Le Guen (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 6 quater (modulation de la tarification afférente aux soins des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes en fonction d'un référentiel national)

Son amendement n° 120 : adopté (p. 1400)

Après l'article 6 quater

Son amendement n° 125 (établissements d'hébergement des personnes âgées ; extension à l'ensemble des établissements publics et privés à but non lucratif de l'exonération de taxe sur les salaires) (p. 1400) : rejeté (p. 1402)

Article 7 (création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 février 2007] (p. 1422)

H

David HABIB

*Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1828, posée le 16 janvier 2007. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 415). Appelée le 16 janvier 2007. Service de chirurgie, fermeture, conséquences, Orthez (p. 273)

DEBATS

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Son intervention (p. 6976)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6977)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6977)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 6977)

Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 6978)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 6977)

Entreprises : action spécifique (p. 6977)

Georges HAGE

*Nord (16^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3371 visant à abroger l'obligation de participation des communes de résidence aux dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'une autre commune [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3624 relative à la prise en charge médicale et aux droits des personnes atteintes de troubles mentaux [30 janvier 2007]

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (n° 3426) [7 novembre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (n° 3426) [29 novembre 2006] (n° 3466)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. [15 novembre 2006] (p. 7466)

DEBATS

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8585)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 8586)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit immobilier de France (CIF) (p. 8587)

Banques et établissements financiers : Société de crédit immobilier des chemins de fer (SOCRIF) (p. 8587)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) : action sociale (p. 8586)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) : budget (p. 8586)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) : organisation (p. 8586)

Logement : Union d'économie sociale : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) (p. 8587)

Discussion des articles [6 décembre 2006] (8593)

Article 1er (ratification et modifications de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété)

Son intervention (p. 8595)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 36

Son amendement n° 192 (article 1585 D du code général des impôts relatif à la taxe locale d'équipement – correction d'une erreur matérielle) (p. 8762) : devenu sans objet (p. 8763)

Emmanuel HAMELIN

*Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (n° 3460) [6 décembre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3442 prévoyant l'indemnisation des commerces qui subissent des préjudices financiers en raison de travaux sur la voie publique d'une durée supérieure à douze mois [15 novembre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (n° 3460) [23 janvier 2007] (n° 3604)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [13 février 2007] (n° 3684)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Accès, zones rurales [25 octobre 2006] (p. 6552)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

MEDIAS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7629)

Son intervention (p. 7631)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 7631 et s.)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 7631)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 7632)

Presse et livres : presse (p. 7631)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 7631)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 785)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 783)

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 786, 787)

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 787)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 787)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 785 et s.)

Audiovisuel et communication : sociétés de programme (p. 785)

Audiovisuel et communication : télévision : équipements (p. 786)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 785 et s.)

Télécommunications : Internet (p. 787)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 156 de M. Didier Mathus (mode de désignation des membres du CSA) (p. 832)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 280 de la commission des affaires économiques (institution d'une Commission supérieure de la convergence numérique et des postes ; compétence en matière d'attribution du dividende numérique) (p. 834)

Article 2 (procédure dérogatoire d'attribution des fréquences pour le "dividende numérique")

Son intervention (p. 835 et s.)

Ses amendements n°s 206 à 208 : adoptés (p. 836 et s.)

Son amendement n° 221 : adopté après modification (p. 838)

Après l'article 2

Son amendement n° 222 rectifié (usage de la ressource radioélectrique pour la diffusion terrestre en mode numérique dans le cadre d'une planification des fréquences par allotissement) (p. 838) : adopté (p. 839)

Article 3 (extinction de l'analogique pour le service public de la télévision et de la radio)

Son intervention (p. 839)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 234 de M. Jean Dionis du Séjour (autorisation nationale d'émission radiophonique ; droit à la couverture du territoire national) (p. 840)

Intervient sur l'adt n° 235 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (missions de France 3 au niveau régional) (p. 840)

Article 4 (modification de l'intitulé et du contenu du titre VIII de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication)

Son intervention (p. 841)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 858 et s.)

Son amendement n° 209 : adopté (p. 863)

Son amendement n° 210 rectifié : adopté (p. 869)

Son amendement n° 211 rectifié : adopté (p. 873)

Son amendement n° 220 : adopté (p. 879)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 37 deuxième rectification de la commission (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 879)

Intervient sur l'adt n° 86 troisième rectification de la commission des affaires économiques (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 879)

Intervient sur l'adt n° 167 de M. Didier Mathus (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 133 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (neutralité technologique en matière de numérotation des chaînes) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jean Dionis du Séjour (neutralité technologique en matière de numérotation des chaînes, y compris pour les chaînes gratuites de la TNT) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 83 rectifié de la commission des affaires économiques (élargissement à l'ensemble du territoire national du service antenne du câble) (p. 880)

Intervient sur l'adt n° 117 de M. Frédéric Dutoit (affectation à la diffusion de programmes associatifs de 10 % de la ressource libérée par l'extinction de la diffusion par voie hertzienne en mode analogique) (p. 881)

Article 5 bis (rapport au Parlement sur la mise en conformité des conventions liant les câblo-opérateurs aux collectivités)

Son intervention (p. 881)

Après l'article 5 bis

Intervient sur le sous-adt n° 283 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte des limites techniques) à l'adt n° 87 rectifié de la commission des affaires économiques (reprise des programmes régionaux de France 3 sur les réseaux des distributeurs de service du câble, du satellite et de l'ADSL) (p. 882)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de reprise du programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) (p. 882)

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Jean-Pierre Decool (obligation de reprise du programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) (p. 882)

Intervient sur l'adt n° 120 de M. Frédéric Dutoit (accès au programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) (p. 883)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Jean Dionis du Séjour (interdiction aux collectivités territoriales de subventionner France 3) (p. 883)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jean Dionis du Séjour (élévation à trois ans au lieu d'un seul du délai d'interdiction de prise d'intérêt de membres du CSA en cessation de mandat dans une entreprise de l'audiovisuel, du cinéma, de l'édition, de la presse, de la publicité ou des télécommunications) (p. 884)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 154 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation pour les décodeurs de permettre la réception en haute définition des programmes diffusés en clair par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 884)

Intervient sur l'adt n° 265 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation pour les décodeurs de permettre la réception en clair des programmes diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique) (p. 884)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation pour les nouveaux téléviseurs de comporter un adaptateur de télévision numérique) (p. 884)

Intervient sur l'adt n° 254 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de compatibilité des adaptateurs de télévision numérique avec la norme Mpeg-4) (p. 884)

Article 7 bis (information des consommateurs sur la compatibilité numérique des équipements et sur la haute définition)

Son intervention (p. 885)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Frédéric Dutoit (consultation publique préalable à la répartition du dividende numérique) (p. 886)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 886 et s.)

Ses amendements n° 212 à 214 : adoptés (p. 886 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 53 deuxième rectification de la commission (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 891)

Intervient sur l'adt n° 202 de M. Antoine Herth (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 891)

Intervient sur le sous-adt n° 284 de M. Patrice Martin-Lalande (exception en prévision d'une impossibilité technique) à l'adt n° 202 de M. Antoine Herth (p. 891)

Intervient sur l'adt n° 147 de Mme Martine Billard (prise en charge des coûts de transport et de diffusion des sociétés nationales de programme) (p. 891)

Article 10 (procédure d'autorisation de l'opérateur de multiplex et reprise des chaînes de télévision mobile personnelle par les distributeurs)

Ses amendements n° 215 et 217 : adoptés (p. 892)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Didier Mathus (systèmes de contrôle d'accès aux chaînes cryptées par "standards ouverts") (p. 898)

Après l'article 11

Son amendement n° 218 (de coordination) : adopté (p. 900)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de la commission des affaires économiques (mise en œuvre de la télévision interactive) (p. 900)

Article 13 (régime d'autorisation des services de communication audiovisuelle autres que de télévision en télévision mobile personnelle - Rapport sur la mise en œuvre des dispositions relatives à la télévision haute définition et à la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 900)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Didier Mathus (droit à la reprise intégrale et simultanée des services de télévision à accès libre diffusés en clair) (p. 900)

Article 14 (consultation publique préalable à l'attribution des fréquences en télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 901)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Didier Mathus (restriction de l'accès aux procédures de soumission aux marchés publics pour les sociétés liées aux sociétés de télévision) (p. 901)

Article 15 (dispositif anticoncentration pour la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 905)

Article 16 (modification de la programmation et des modalités de commercialisation d'un service de télévision mobile personnelle sans remise en cause de l'autorisation)

Son intervention (p. 906)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 187 rectifié de M. Didier Mathus (fréquence des émissions d'information multidiffusées) (p. 906)

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (lots d'images non exclusives des manifestations sportives diffusables gratuitement) (p. 908)

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Jean Dionis du Séjour (conditions de retransmission dans les huit jours après leur première diffusion exclusive des retransmissions sportives) (p. 909)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 127 de M. Frédéric Dutoit (restriction au principe d'exclusivité au bénéfice d'opérateurs de téléphonie mobile des retransmissions sportives) (p. 910)

Intervient sur l'adt n° 258 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (restriction au principe d'exclusivité au bénéfice d'opérateurs de téléphonie mobile des retransmissions sportives) (p. 910)

Article 16 ter (définition de l'œuvre audiovisuelle)

Son intervention (p. 910 et s.)

Après l'article 16 ter

Son amendement n° 219 (insertion de la division et de l'intitulé : «Titre III Dispositions diverses») : adopté (p. 911)

Article 16 quinquies (numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services)

Son intervention (p. 912 et s.)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (aménagement de la contribution du secteur télévisuel au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP) (p. 913)

Intervient sur le sous-adt n° 190 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 914)

Intervient sur le sous-adt n° 286 de la commission des affaires économiques (neutralité fiscale et technologique pour l'ensemble des distributeurs) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervient sur le sous-adt n° 191 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervient sur le sous-adt n° 192 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervient sur le sous-adt n° 285 du Gouvernement (opérateurs proposant des prestations mixtes, incluant téléphonie et Internet : accès au taux réduit de TVA pour les services de télévision) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Intervient sur le sous-adt n° 193 de M. Alain Gouriou (assiette de financement du COSIP incluant les services vidéo à la demande) à l'adt n° 62 de la commission (p. 915)

Après l'article 17

Intervient sur le sous-adt n° 231 rectifié de M. Dominique Richard (rapport au Parlement sur la mise en œuvre du crédit d'impôt) à l'adt n° 99 rectifié de la commission des affaires économiques (crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) (p. 918)

Intervient sur l'adt n° 194 de M. Didier Mathus (assujettissement des services de télévision mobile personnelle à la taxe sur les services télévisuels) (p. 919)

Intervient sur l'adt n° 72 du Gouvernement (transfert des missions du groupement d'intérêt économique "Fréquences") (p. 919)

Article 17 bis (campagne de communication sur l'extinction de la diffusion analogique et le passage à la diffusion numérique)

Son intervention (p. 919)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'adt n° 63 de la commission (dérogation à l'interdiction faite aux étrangers d'acquérir plus de 20 % du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation de diffusion hertzienne terrestre d'un service de radio ou de télévision) (p. 920)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Patrick Bloche (conditions de fixation du prix de référence en cas de contentieux concernant l'exploitation d'œuvres cinématographiques) (p. 921)

Intervient sur l'adt n° 130 de M. Frédéric Dutoit (institution d'un service universel de la télévision numérique) (p. 921)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1515)

Son intervention (p. 1516)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 1516)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 1516)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 1516)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 1516)

Audiovisuel et communication : radio (p. 1516)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 1516)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p.1524)

Son intervention (p. 1524)

Joël HART

*Somme (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome IV : Défense ; préparation et emploi des forces ; forces terrestres) (n° 3367) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Programmes. Education physique [14 février 2007] (p. 1172)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7112)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : crédits budgétaires (p. 7112)

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7113)

Défense : hélicoptères (p. 7113)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7112)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 7112)

Défense : opérations extérieures : Côte d'Ivoire (p. 7113)

Michel HEINRICH

*Vosges (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VIII : Santé (n° 3364) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3573 relative à la mise en place d'un nouveau mode de fixation des indemnités des élus dans les communes de moins de 3500 habitants [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Automobiles et cycles. Emploi et activité. [6 décembre 2006] (p. 8611)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****SANTÉ****Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6840)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : cannabis (p. 6842)

Drogue : produits de substitution (p. 6842)

Drogue : toxicomanie (p. 6841, 6842)

Santé : cancer (p. 6841)

Santé : crédits (p. 6841, 6842)

Santé : maladies sexuellement transmissibles (MST) (p. 6841)

Santé : politique de la santé (p. 6841, 6842)

Santé : sida (p. 6841)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)**

Son intervention (p. 822)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 821, 822)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 822)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 822)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 822)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son amendement n° 65 (p. 858)

Article 5 bis (rapport au Parlement sur la mise en conformité des conventions liant les câblo-opérateurs aux collectivités)

Son intervention (p. 881)

Pierre HELLIER

Sarthe (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 3156, posée le 16 janvier 2007. Logement. Accession à la propriété (J.O. Questions p. 298). Appelée le 16 janvier 2007. (p. 298)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)

Article 28 (création d'une circonstance aggravante à l'usage illicite de produits stupéfiants lorsqu'il est le fait de certaines personnes dans l'exercice de leurs fonctions - autorisation du dépistage de l'usage de produits stupéfiants dans les lieux où s'effectue le transport public des voyageurs - répression de la provocation à l'usage ou au trafic de stupéfiants)

Son intervention (p. 8403)

Laurent HÉNART

Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 février 2007] (p. 2883)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 février 2007] (p. 2883)

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances [24 janvier 2007] (n° 3615)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Son intervention (p. 6888)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 6888, 6889)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle (p. 6888)

Enseignement supérieur : universités (p. 6889)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 6888, 6889)

Recherche : chercheurs (p. 6888)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1237)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1237, 1238)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1237)

Logement : logement social (p. 1237, 1238)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 1237)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1238)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1238)

Politique sociale : services à la personne (p. 1238)

Michel HERBILLON

Val-de-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (n° E 3102) (n° 3446) [22 novembre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

DEPOTS

Proposition de résolution n° 3446 sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (n° E 3102) [15 novembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (COM (2006) 91 final/n° E 3102) [15 novembre 2006] (n° 3445)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Michel Herbillon, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (n° E 3102) (n° 3446) [22 novembre 2006] (n° 3454)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 décembre 2006 au 10 janvier 2007 (n° E 3348 à E 3350, E 3352 à E 3354, E 3356, E 3358, E 3359, E 3361, E 3366 à E 3369, E 3372, E 3373 et E 3375) et sur les textes n°s E 1767, E 2657, E 3012, E 3026, E 3038, E 3190, E 3200, E 3247, E 3309, E 3314, E 3326, E 3331, E 3338, E 3339, E 3341, E 3345, E 3384 à E 3386, E 3389 annexe 1 et E 3396 [23 janvier 2007] (n° 3603)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Logement. Squat de Cachan, évacuation, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5723)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1798, posée le 9 janvier 2007. Enseignement supérieur. Institut national du patrimoine (J.O. Questions p. 168). Appelée le 9 janvier 2007. Département des restaurateurs du patrimoine, transfert, calendrier (p. 6)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8355)

Thèmes :

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8356)

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8355)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8356)

Logement (p. 8355)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8355)

Union européenne : construction européenne (p. 8356)

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6117)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6117 et s.)

Culture : politique culturelle (p. 6118)

Politique sociale : dialogue social (p. 6119)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6117, 6118)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****CULTURE**

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Son intervention (p. 7517)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7518)

Arts et spectacles : spectacles (p. 7518)

Arts et spectacles : théâtres nationaux (p. 7518)

Culture : création (p. 7518)

Culture : politique culturelle (p. 7517 et s.)

Enseignements artistiques : crédits (p. 7518)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7518)

Patrimoine culturel : Musée des arts premiers (p. 7518)

Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 7518)

Patrimoine culturel : musées (p. 7518)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7915)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7916)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7915)

Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 7916)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7915)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7916)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 809)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 809, 810)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 810, 811)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 809)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 809)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 809, 810)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 809)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 809, 810)

Pierre HÉRIAUD

*Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 25 janvier 2007] (p. 1465)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT****Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7727) :**

- Réunion de la commission des finances du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7731)

Thèmes :

Secteur public : entreprises publiques : comptes (p. 7731)

Secteur public : entreprises publiques : dividendes (p. 7731)

Secteur public : entreprises publiques : salaires (p. 7731)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)**

Après l'article 27

Son amendement n° 109 (comptabilisation des stocks à rotation lente : abrogation de l'article 49 de la loi de finances rectificative pour 2005) (p. 8729) : retiré (p. 8730)

Patrick HERR

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Antoine HERTH

*Bas-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome I : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales (n° 3365) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de l'article 4 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique et des articles 48 et 49 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole fixant les objectifs de développement des biocarburants et établissant le régime juridique des huiles végétales pures [25 octobre 2006] (n° 3397)

Proposition de loi n° 3797 visant à favoriser l'équilibre territorial du mécénat d'entreprise [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Jeunes agriculteurs. Aides de l'État [31 janvier 2007] (p. 853)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1799, posée le 9 janvier 2007. Aménagement du territoire. Contrats de projets État-régions (J.O. Questions p. 168). Appelée le 9 janvier 2007. Déviation de Châteinois, maintien (p. 15)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7189)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : droits à paiement unique (DPU) (p. 7189)

Agriculture : agriculture raisonnée (p. 7190)

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 7190)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 7189)

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 7190)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7189)

Agriculture : produits phytosanitaires : pollution (p. 7189)

Bois et forêts : filière bois (p. 7190)
 Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 7190)
 Elevage : bâtiments (p. 7189)
 Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 7190)
 Politiques communautaires : Fonds européen de développement : espace rural (p. 7190)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7189)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Son intervention (p. 8917)

Article 18 bis (publicité portant sur les pesticides)

Son intervention (p. 8918)

Son amendement n° 216 deuxième rectification : adopté (p. 8921)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8923)

Article 20 quater (eaux noires)

Son amendement n° 382 (p. 8926)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9020 et s.)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 823)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 823)

Audiovisuel et communication : télévision : Alsace (p. 823)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 823)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 3 (extinction de l'analogique pour le service public de la télévision et de la radio)

Son intervention (p. 839)

Après l'article 9

Son amendement n° 202 (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 890) : rejeté (p. 891)

Francis HILLMEYER

*Haut-Rhin (6^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 30 novembre 2006] (p. 18061)

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les évolutions des relations transatlantiques en matière de défense [14 février 2007] (n° 3700)

Proposition de loi n° 3717 visant à encourager les entreprises à embaucher des salariés victimes des mutations industrielles [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1818, posée le 16 janvier 2007. Impôt sur le revenu. Politique fiscale (J.O. Questions p. 413). Appelée le 16 janvier 2007. Cotisations d'assurance complémentaire, retraités (p. 272)

Martin HIRSCH

Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté

Est nommé haut-commissaire aux solidarités contre la pauvreté. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

Danièle HOFFMAN-RISPAL

*Paris (6^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6528)

Thèmes :

Personnes âgées : dépendance (p. 6529)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 6529, 6530)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 6528, 6529)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 6528)

Santé : soins : personnes âgées (p. 6529)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 6528)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 32 (définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail)

Son intervention (p. 6667)

Article 42 précédemment réservé (répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée)

Son intervention (p. 6713)

Ses amendements n°s 248 à 252 (p. 6715)

Son amendement n° 280 (p. 6716)

Article 43 précédemment réservé (création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6717)

Article 44 précédemment réservé (amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6719)

Son amendement n° 281 (p. 6719)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 448)

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches [30 janvier 2007]

Proposition de résolution n° 3652 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'activité de la direction des renseignements généraux, les méthodes employées pour établir des fiches individuelles, leur utilisation en dehors de la défense des intérêts de l'Etat, leur finalité réelle et leurs destinataires ainsi que sur les modes de contrôle existants [31 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Nouvelle-Calédonie. Elections et référendums, élection du congrès et des assemblées de province [13 décembre 2006] (p. 8984)

Brice HORTEFEUX

*Ministre délégué aux collectivités territoriales
puis Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale
et du codéveloppement*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

Est nommé Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Marc-Philippe Daubresse. Etat. Fonctionnement. Evaluation des politiques publiques [24 octobre 2006] (p. 6484)

M. Bernard Derosier. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers. Revendications [21 novembre 2006] (p. 7805)

M. André Chassaigne. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers. Revendications [29 novembre 2006] (p. 8266)

M. Daniel Boisserie. Impôts locaux. Taux. Disparités [10 janvier 2007] (p. 114)

M. Michel Vergnier. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, fonctionnement [31 janvier 2007] (p. 850)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Daniel Boisserie. Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [5 décembre 2006] (p. 8493)

M. Nicolas Perruchot. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [5 décembre 2006] (p. 8495)

M. Jérôme Bignon. Industrie. Politique industrielle. Systèmes productifs locaux plus [5 décembre 2006] (p. 8490)

M. Bernard Deflesselles. Police. Commissariats. Construction, La Ciotat [5 décembre 2006] (p. 8492)

M. Michel Zumkeller. Sécurité publique. Incendies. Lutte et prévention, réglementation, petites communes [5 décembre 2006] (p. 8491)

M. Dino Cinieri. Fonction publique territoriale. Catégorie C. Rémunérations [13 février 2007] (p. 1098)

M. Jacques Masdeu-Arus. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [13 février 2007] (p. 1097)

M. Michel Raison. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [13 février 2007] (p. 1096)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6038)

Sa réponse (p. 6055)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de personnel : centres de gestion (p. 6040)

Elections et référendums : éligibilité : conseils municipaux (p. 6039)

Fonction publique territoriale : action sociale (p. 6057)

Fonction publique territoriale : mobilité (p. 6057)

Fonction publique territoriale : mutations (p. 6040)

Fonction publique territoriale : recrutement (p. 6057)

Fonction publique territoriale : Centre national de formation de la fonction publique territoriale (p. 6056)

Fonction publique territoriale : centres de gestion (p. 6039, 6056)

Fonction publique territoriale : centres de gestion : catégorie A (p. 6041, 6055)

Fonction publique territoriale : centres de gestion : concours (p. 6042)

Fonction publique territoriale : Conseil supérieur de la fonction publique (p. 6038, 6041, 6057)

Fonctionnaires et agents publics : comités d'hygiène et de sécurité (p. 6042)

Fonctionnaires et agents publics : comités techniques paritaires : coopération intercommunale (p. 6039)

Fonctionnaires et agents publics : discipline (p. 6042)

Fonctionnaires et agents publics : promotion interne (p. 6038, 6042)

Formation professionnelle : catégorie C (p. 6056)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation : fonctionnaires et agents publics (p. 6041, 6056)

Justice : chambres régionales des comptes (p. 6042)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 7 A (mission de représentation conférée au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6072)

Article 8 (missions du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6073 et s.)

Article 9 (financement du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6076)

Article 10 (attribution à un centre de gestion de la gestion des agents "A+")

Son intervention (p. 6077)

Article 11 (organisation régionale des centres de gestion)

Son intervention (p. 6077)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 278 de M. Bernard Derosier (suppression du dispositif dérogatoire applicable aux départements de la petite couronne parisienne pour les élections aux conseils d'administration des centres de gestion) (p. 6079)

Article 14 (compétences obligatoires des centres de gestion)

Son intervention (p. 6080)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 251 de M. Jacques Alain Bénisti (ensemble des concours, hormis ceux réservés au Centre national de la fonction publique territoriale, organisé exclusivement par les centres de gestion) (p. 6080)

Article 15 bis (transmission d'informations aux régimes de retraite)

Son intervention (p. 6080)

Article 15 ter (compétences facultatives des centres de gestion en matière de contrôle des règles de sécurité)

Son intervention (p. 6081)

Article 15 quater (compétences facultatives des centres de gestion en matière de comptes épargne-temps des personnels)

Son intervention (p. 6081)

Article 15 quinquies (rôle des centres de gestion en matière de contrats d'assurance couvrant les risques statutaires)

Son intervention (p. 6081)

Article 17 (création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial)

Son intervention (p. 6082)

Avant l'article 18 A

Intervient sur l'ad n° 275 du Gouvernement (maintien du contrat à durée indéterminée de l'agent non titulaire recruté par la même collectivité pour un nouveau poste avec des fonctions similaires) (p. 6082)

Intervient sur l'ad n° 224 rectifié du Gouvernement (agents en contrat à durée indéterminée : évolution de la rémunération et mise à disposition) (p. 6083)

Article 18 A (possibilité pour une collectivité membre d'un EPCI non obligatoirement affilié à un centre de gestion de constituer des commissions administratives paritaires communes avec cet EPCI)

Son intervention (p. 6083)

Article 18 C (création de comités techniques paritaires communs à l'EPCI et aux communes adhérentes)

Son intervention (p. 6083)

Après l'article 18 C

Intervient sur l'ad n° 132 de Mme Muguette Jacquaint (abrogation de la loi du 26 juillet 2005, instaurant notamment les contrats à durée indéterminée dans la fonction publique) (p. 6084)

Article 18 (rôle des comités techniques paritaires)

Son intervention (p. 6085)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 135 de Mme Muguette Jacquaint (établissement de statistiques sexuées par l'observatoire de l'emploi public territorial) (p. 6086)

Article 19 (organisation des concours de recrutement)

Son intervention (p. 6086)

Article 21 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne "au choix")

Son intervention (p. 6087)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 140 de Mme Muguette Jacquaint (curriculum vitae anonyme pour le recrutement d'agents titulaires ou contractuels) (p. 6088)

Article 21 bis (prise en compte de l'ancienneté d'agents de catégorie A relevant de la filière administrative intégrés dans les cadres)

Son intervention (p. 6089)

Article 22 (extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude)

Son intervention (p. 6138)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 223 du Gouvernement (ratios d'avancement de grade déterminés par les employeurs locaux) (p. 6138)

Article 23 (instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation des agents territoriaux)

Son intervention (p. 6140 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Patrick Beaudouin (policiers municipaux : obligation de servir trois ans la collectivité qui a financé leur formation) (p. 6142)

Article 24 (abaissement des seuils de création des emplois fonctionnels)

Son intervention (p. 6142)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Bernard Derosier (modalités de nomination des directeurs départementaux et des directeurs départementaux adjoints des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 6143)

Article 25 (octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical)

Son intervention (p. 6143)

Article 26 bis (conservation des avantages collectivement acquis pour les agents affectés dans un syndicat mixte)

Son intervention (p. 6144)

Article 28 (extension des cas de sanctions ne conduisant pas à la révocation du sursis assorti à une exclusion temporaire de fonctions)

Son intervention (p. 6144)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 44 rectifié de la commission (présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale) (p. 6144)

Article 28 bis (règles de délibération des conseils de discipline)

Son intervention (p. 6145)

Article 28 ter (définition de l'emploi supprimé)

Son intervention (p. 6145)

Article 28 quater (rémunération du fonctionnaire pris en charge en raison de la suppression de son emploi)

Son intervention (p. 6145)

Article 29 (monétisation compensant l'absence de mise à disposition d'agents au bénéfice d'organisations syndicales)

Son intervention (p. 6146)

Article 29 bis (conservation du régime indemnitaire et des avantages acquis pour les agents transférés d'une collectivité vers un établissement public ou d'un établissement public vers une collectivité)

Son intervention (p. 6146)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (création d'un titre emploi collectivité) (p. 6147)

Article 30 (création d'un chapitre relatif à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine préventive au sein du statut de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6147 et s.)

Article 31 (coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984)

Son intervention (p. 6149)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (coordination dans une disposition de la loi du 5 janvier 1988) (p. 6149)

Article 32 (coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 12 juillet 1984)

Son intervention (p. 6150)

Article 32 bis (dérogation à la limite d'âge pour les agents occupant certains emplois fonctionnels)

Son intervention (p. 6150)

Article 32 ter (extension de la possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie)

Son intervention (p. 6150 et s.)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Bernard Derosier (délégation de signature du maire aux responsables de services) (p. 6152)

Article 33 bis (effectif maximal de collaborateurs recrutés par l'autorité territoriale)

Son intervention (p. 6153)

Article 33 ter (recours à un agent non titulaire pour pourvoir un poste imposé à la collectivité)

Son intervention (p. 6153)

Article 34 bis (participation d'un agent territorial aux commissions chargées de l'octroi d'une délégation de service public)

Son intervention (p. 6153)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 282 de la commission (transfert du personnel et des biens d'un centre communal d'action sociale vers un centre intercommunal d'action sociale) (p. 6154)

Article 35 quater (possibilité de maintenir les avantages indemnitaires des fonctionnaires de l'Etat transférés aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6154 et s.)

Article 39 (inéligibilité des agents des EPCI aux élections municipales dans les communes membres de l'EPCI)

Son intervention (p. 6156)

Article 40 (moyens de défense de l'ordonnateur qui n'est plus en fonction lors de l'examen de l'exercice par la chambre régionale des comptes)

Son intervention (p. 6157)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 243 de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (agrément des formateurs des élus conditionné à l'absence de condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis) (p. 6158)

Intervient sur l'adt n° 276 rectifié du Gouvernement (consultation du conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement pour l'attribution de logements de fonction aux personnels TOS) (p. 6158)

Intervient sur l'adt n° 274 rectifié du Gouvernement (modalités de transfert des personnels TOS non affectés dans les lycées et collèges au moment du transfert des services aux collectivités territoriales) (p. 6158)

Intervient sur le sous-adt n° 284 rectifié de M. Jean-Pierre Dufau (à partir du rapport sur l'état de la collectivité) à l'adt n° 208 de M. Bernard Derosier (p. 6158)

Intervient sur le sous-adt n° 285 rectifié de M. Jean-Pierre Dufau (selon un plan pluriannuel arrêté par l'autorité territoriale) à l'adt n° 208 de M. Bernard Derosier (p. 6158 et s.)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Bernard Derosier (promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale) (p. 6159)

Son intervention à l'issue du vote (p. 6161)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1045)

Son intervention (p. 1045)

Sa réponse (p. 1054)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de personnel : enseignement secondaire (p. 1054)

Fonction publique territoriale : action sociale (p. 1047, 1054)

Fonction publique territoriale : personnel d'encadrement (p. 1045)

Fonction publique territoriale : Centre national de la fonction publique territoriale (p. 1045)

Fonction publique territoriale : centres de gestion (p. 1046, 1054)

Fonctionnaires et agents publics : catégorie C (p. 1054)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 1056)

Fonctionnaires et agents publics : discipline (p. 1046, 1055)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 1045, 1055)

Fonctionnaires et agents publics : promotion interne (p. 1045, 1054)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 1046, 1054)

Syndicats : autorisations d'absence (p. 1046, 1054)

Travail : comptes épargne-temps : compensations financières (p. 1047)

Discussion des articles [7 février 2007] (p. 1056)

Article 18 AB (évolution de la rémunération et mise à disposition des agents publics titulaires d'un contrat à durée indéterminée)

Son intervention (p. 1057)

Article 28 bis A (présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale)

Son intervention (p. 1058)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1059)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [7 novembre 2006] (p. 7051)

Son intervention (p. 7056)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : préfetures (p. 7056, 7059)

Administration : services déconcentrés : fusion (p. 7058)

Administration : services déconcentrés : moyens (p. 7058)

Administration : services déconcentrés : regroupement (p. 7058)

Automobiles et cycles : immatriculation : réforme (p. 7057)

Collectivités territoriales : contrôle de légalité : réforme (p. 7057)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : calcul (p. 7058)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 7059)

Coopération intercommunale (p. 7057)

Départements : sous-préfetures : réformes administratives (p. 7058)

Elections et référendums : élection présidentielle : financement (p. 7059)

Etrangers : titres de séjour : gestion (p. 7057)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7058)

Fonctionnaires et agents publics : reclassement (p. 7058)

Papiers d'identité : carte nationale d'identité : modernisation (p. 7057)

Papiers d'identité : passeport : modernisation (p. 7057)

Police : renseignements généraux (p. 7059)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)

Son intervention (p. 6759)

Ses réponses (p. 6764 à 6767)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compensations financières : calcul (p. 6762)

Collectivités territoriales : dépenses : autonomie financière (p. 6760)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : croissance (p. 6760)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6760)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6759, 6761)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 6762)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : compensations financières (p. 6761)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 6761)

Départements : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 6761)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 6763)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux : départements (p. 6762)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 6761)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 6760)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 6762)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : gestion (p. 6762)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : autonomie financière : fiscalité (p. 6765) (M. Bernard Derosier) (p. 6765)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : évaluation des charges (p. 6765) (M. Bernard Derosier) (p. 6764)

Impôts locaux : fracture sociale (p. 6767) (M. François Asensi) (p. 6766)

Impôts locaux : taxe professionnelle : abrogation (p. 6766) (M. Jacques Desallangre) (p. 6766)

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6764) (M. Gérard Voisin) (p. 6763)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)

Crédits de la mission : "Relations avec les collectivités territoriales" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6767)

Après l'article 51

Intervient sur l'adt n° 59 de M. Michel Bouvard (logements étudiants pris en compte pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Michel Bouvard (prise en compte des étudiants inscrits dans un centre universitaire situé sur la commune pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission ("gel" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne) (p. 6769)

Intervient sur l'adt n° 70 de Mme Marie-Jo Zimmermann (éligibilité à la DSU des communes de moins de 5 000 habitants comportant une zone urbaine sensible) (p. 6769)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de la commission (adaptation des règles d'indexation de la dotation forfaitaire au département de Paris) (p. 6769)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Gilles Carrez (instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements "historiques") (p. 6770)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Augustin Bonrepaux (révision des modalités de calcul du prélèvement "France Télécom" sur la DGF) (p. 6771)

Intervient sur l'adt n° 51 de la commission (instauration d'un prélèvement de 9,34 millions d'euros sur la dotation spéciale pour le logement des instituteurs au profit de la dotation d'aménagement) (p. 6771)

Intervient sur l'adt n° 52 de la commission (dépôt par le Gouvernement avant le 30 juin 2007 d'un rapport sur une éventuelle réforme du potentiel financier des communes) (p. 6771)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7037)

Ses réponses (p. 7041 à 7048)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chasse et pêche : permis de chasser : fichiers (p. 7040)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7038)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7037)

Etrangers : immigration clandestine : expulsion (p. 7038)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 7040)

Ordre public : personnels : création d'emplois (p. 7038)

Police : réduction du temps de travail (RTT) (p. 7038)

Police : effectifs : Nice (p. 7039)

Police : police de proximité : gauche (p. 7037)

Sécurité publique : incendies : avions (p. 7039)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : carrière (p. 7039)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires : retraites complémentaires (p. 7039)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 7040)

Réponses aux questions :

Automobiles et cycles : vélomoteurs : immatriculation (p. 7045) (M. Bernard Schreiner) (p. 7045)

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réservistes (p. 7047) (M. Bernard Schreiner) (p. 7047)

Droit pénal : procédures : formation professionnelle (p. 7041) (M. Jacques Desallangre) (p. 7041)

Etrangers : expulsion : famille (p. 7048) (M. Étienne Pinte) (p. 7047)

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 7043) (M. Mansour Kamardine) (p. 7042)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 7044) (M. Gilles Artigues) (p. 7044)

Police : commissariats : Bussy-Saint-Georges (p. 7043) (Mme Chantal Brunel) (p. 7043)

Police : commissariats : Versailles (p. 7046) (M. Étienne Pinte) (p. 7046)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : rémunération (p. 7041) (M. André Gerin) (p. 7041)

Sécurité publique : sécheresse : indemnisation (p. 7046) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 7045)

Sécurité publique : secourisme : financement (p. 7042) (M. Dominique Caillaud) (p. 7042)

Sécurité publique : secours : Mayotte (p. 7047) (M. Mansour Kamardine) (p. 7047)

Système pénitentiaire : détenus : transports (p. 7044) (M. Gilles Artigues) (p. 7044)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2006] (p. 7048)

Crédits de la mission : "Sécurité" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7050)

Crédits de la mission : "Sécurité civile" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7050)

Après l'article 51

Intervient sur l'adn n° 99 de la commission (contenu du document de politique transversale sur la sécurité civile) (p. 7051)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Son intervention (p. 473)

Sa réponse (p. 492)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 474, 492)

Collectivités territoriales : élus locaux : associations (p. 474, 492)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 474)

Communes : conseillers municipaux : parité (p. 475)

Coopération intercommunale : parité (p. 474)

Elections et référendums : campagnes électorales : financement public (p. 474)

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 473)

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 474)

Elections et référendums : statut des élus (p. 493)

Femmes : égalité professionnelle (p. 473)

Femmes : parité (p. 473)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 473)

Français de l'étranger : Assemblée des Français de l'étranger : parité (p. 475)

Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 474)

Régions : conseils régionaux : commissions (p. 474)

Henri HOUDOUIN

*Mayenne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Philippe HOUILLON

*Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (n° 3338) [4 octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution (n° 1005 rectifié) [18 octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi organique relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats (n° 3391) [8 novembre 2006]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort (n° 3596) [17 janvier 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 31 janvier 2007] (p. 1911)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 21 février 2007] (p. 3100)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 21 février 2007] (p. 3100)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant

diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la prévention de la délinquance (n° 3338) [15 novembre 2006] (n° 3436)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats (n° 3391) [6 décembre 2006] (n° 3499)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution (n° 1005 rectifié) [20 décembre 2006] (n° 3537)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort (n° 3596) [24 janvier 2007] (n° 3611)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modification par le Sénat en 2ème lecture, relatif à la prévention de la délinquance (n° 3567) [7 février 2007] (n° 3674)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [16 février 2007] (n° 3733)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [20 février 2007] (n° 3736)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy : précise que l'amendement du Gouvernement a été examiné de manière complète par la commission des lois. L'amendement rectifié intègre des sous-amendements acceptés par la commission [23 novembre 2006] (p. 8017)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy : assure que le vice-président lui demande son avis en tant que rapporteur et qu'il le donne [29 novembre 2006] (p. 8327)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 7570)

Thème :

Justice : réforme (p. 7570)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7824)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7934)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 7934)

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 7826)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7826)

Communes : maires : prestations familiales (p. 7826)

Drogue : toxicomanie (p. 7828)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7825)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7825)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7825)

Droit pénal : mineurs : procédure de présentation immédiate (p. 7827)

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 7825, 7827)

Enseignement : élèves : absentéisme (p. 7826)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 7824)

Sécurité routière : permis à points (p. 7828)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7984)

Intervient sur l'ad n° 589 de Mme Patricia Adam (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7992)

Intervient sur l'ad n° 594 de Mme Patricia Adam (rôle et fonctions des différents acteurs impliqués dans la prévention de la délinquance) (p. 7997)

Intervient sur l'ad n° 25 de M. Noël Mamère (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance) (p. 8007)

Intervient sur l'ad n° 599 de Mme Patricia Adam (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8007)

Intervient sur l'ad n° 609 de Mme Patricia Adam (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8010)

Intervient sur l'ad n° 614 de Mme Patricia Adam (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8012 et s.)

Répond aux observations de M. Jean-Pierre Blazy : précise que la rectification provient de l'intégration, dans le corps de l'amendement, de trois sous-amendements de la commission des lois (p. 8015)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 293 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives au permis à points) (p. 8018)

Intervient sur le sous-ad n° 627 de la commission (entrée en vigueur) à l'ad n° 293 rectifié du Gouvernement (p. 8018)

Intervient sur le sous-ad n° 711 de M. Jean-Christophe Lagarde (pas d'amnistie pour les retraits de points et les contraventions) à l'ad n° 293 rectifié du Gouvernement (p. 8018)

Intervient sur le sous-ad n° 712 de M. Jean-Christophe Lagarde (pas d'amnistie pour certaines infractions) à l'ad n° 293 rectifié du Gouvernement (p. 8018)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8016)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8039 et s.)

Ses observations : informe ses collègues qu'il se rendra avec M. Vallini à l'invitation du barreau de Paris qui les a distingués pour leur action dans le domaine de la justice au cours de l'année 2006 [24 novembre 2006] (p. 8050)

Article 1er bis précédemment réservé (présence de travailleurs sociaux dans les commissariats)

Ses interventions (p. 8067 et s.)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Ses interventions (p. 8072 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 472 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes) (p. 8080)

Intervient sur le sous-adt n° 716 de M. Lilian Zanchi (quelle que soit la taille des communes) à l'adt n° 472 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (p. 8081)

Article 2 bis précédemment réservé (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8085 et s.)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8087 et s.)

Son sous-amendement n° 718 à l'adt n° 674 de M. Jean-Pierre Blazy : adopté (p. 8088)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 673 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (compétence territoriale du département en matière de prévention spécialisée) (p. 8100)

Intervient sur l'adt n° 708 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (échange d'informations pour la protection des mineurs en danger entre le président du conseil général et l'autorité judiciaire) (p. 8101)

Intervient sur l'adt n° 709 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (informations confidentielles recueillies par le maire communicables uniquement aux professionnels tenus au secret ou aux magistrats) (p. 8103)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8116 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 700 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (suppression du contrat de responsabilité parentale) (p. 8141)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 8148 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 682 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (partage du secret professionnel en matière de protection de l'enfance) (p. 8204)

Intervient sur l'adt n° 684 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (organisation territoriale de leurs services par les présidents

de conseils généraux en matière d'action sociale et de protection de l'enfance pour assurer la coordination avec les maires) (p. 8208)

Intervient sur l'adt n° 371 précédemment réservé de M. Nicolas Perruchot (statut de la profession de correspondant de nuit) (p. 8208)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son intervention (p. 8212)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 686 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (suppression de la procédure de transaction proposée par le maire en réparation d'un préjudice) (p. 8213)

Intervient sur l'adt n° 129 précédemment réservé de M. Pierre Cardo (saisine du juge des enfants par le maire en cas de carence du président du conseil général) (p. 8214)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 8217 et s.)

Article 8 bis précédemment réservé (contribution de l'Education nationale à la lutte contre les violences)

Son intervention (p. 8223)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8275 et s.)

Son amendement n° 518 : adopté (p. 8287)

Son amendement n° 517 : adopté (p. 8288)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 367 précédemment réservé de M. Michel Vaxès (extension à l'entreprise donneuse d'ordres de la procédure collective dont la filiale ou le sous-traitant font l'objet) (p. 8298)

Intervient sur l'adt n° 42 précédemment réservé de M. Noël Mamère (fin de la compétence exclusive du ministre de l'économie et des finances pour initier des poursuites contre certaines infractions à la législation financière) (p. 8299)

Intervient sur l'adt n° 681 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (formation des acteurs de la protection de l'enfance et de la prévention de la délinquance) (p. 8306)

Intervient sur l'adt n° 44 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression de la répression du racolage passif) (p. 8307)

Intervient sur l'adt n° 41 précédemment réservé de M. Noël Mamère (pénalisation d'infractions à l'environnement) (p. 8309)

Intervient sur l'adt n° 365 précédemment réservé de M. Michel Vaxès (constitution de partie civile par les représentants du personnel en ce qui concerne les abus de biens sociaux ayant entraîné la liquidation judiciaire de l'entreprise et des suppressions d'emplois) (p. 8309)

Intervient sur l'adt n° 697 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (détachement de fonctionnaires de police auprès de l'autorité judiciaire) (p. 8309)

Intervient sur l'adt n° 40 précédemment réservé de M. Noël Mamère (détachement de fonctionnaires de police auprès de l'autorité judiciaire) (p. 8310)

Intervient sur l'adt n° 38 précédemment réservé de M. Noël Mamère (renforcement des moyens procéduraux applicables au délit de corruption) (p. 8310)

Intervient sur l'adt n° 462 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée) (p. 8311)

Intervient sur l'adt n° 45 précédemment réservé de M. Noël Mamère (aggravation de la sanction pour infraction à l'obligation de paiement des salaires) (p. 8312)

Intervient sur l'adt n° 46 précédemment réservé de M. Noël Mamère (contrôle de l'utilisation des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 8312)

Intervient sur l'adt n° 43 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression de la commission des infractions fiscales) (p. 8313)

Intervient sur l'adt n° 39 précédemment réservé de M. Noël Mamère (indépendance du Service central de prévention de la corruption) (p. 8314)

Intervient sur l'adt n° 37 précédemment réservé de M. Noël Mamère (création d'un chapitre consacré à la délinquance économique) (p. 8315)

Intervient sur l'adt n° 694 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (création d'un chapitre consacré à la délinquance économique) (p. 8315)

Article 10 précédemment réservé (études de sécurité publique en matière d'urbanisme)

Ses interventions (p. 8316 et s.)

Article 11 précédemment réservé (règles de vote sur les fermetures de portes dans les copropriétés)

Son intervention (p. 8318)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 558 précédemment réservé de M. Serge Grouard (élargissement du domaine d'application de la procédure d'urgence en matière d'extension des systèmes de vidéosurveillance) (p. 8318)

Article 11 bis précédemment réservé (participation possible des communes aux dépenses de sécurité des immeubles)

Ses interventions (p. 8319 et s.)

Article 11 quater précédemment réservé (résiliation du bail en cas de troubles de voisinage)

Ses interventions (p. 8320 et s.)

Après l'article 11 quater

Intervient sur l'adt n° 728 précédemment réservé du Gouvernement (obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 8322)

Intervient sur l'adt n° 543 précédemment réservé de M. Serge Grouard (résiliation du bail pour troubles du voisinage aux abords immédiats des immeubles) (p. 8322)

Intervient sur l'adt n° 729 précédemment réservé du Gouvernement (incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles) (p. 8324)

Intervient sur le sous-adt n° 731 de M. Jean-Christophe Lagarde (y compris pour troubles du voisinage) à l'adt n° 729 précédemment réservé du Gouvernement (p. 8324)

Intervient sur l'adt n° 547 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (sanctions pour les infractions au règlement intérieur d'un immeuble) (p. 8326)

Article 12 précédemment réservé (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8327)

Ses interventions (p. 8327 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 190 rectifié précédemment réservé de la commission (transposition de la décision-cadre concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires) (p. 8328)

Intervient sur l'adt n° 552 rectifié de M. Jean-Christophe Lagarde (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 8329)

Intervient sur l'adt n° 496 de M. Jean-Pierre Blazy (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 8329)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Ses interventions (p. 8329 et s.)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'adt n° 200 de la commission (subordination de la détention de chiens dangereux à l'obtention d'un certificat de sociabilité) (p. 8331)

Intervient sur le sous-adt n° 733 du Gouvernement (à l'évaluation comportementale du chien par un vétérinaire) à l'adt n° 519 de M. Lionnel Luca (subordination de la détention de chiens dangereux à l'obtention d'un certificat de sociabilité) (p. 8331)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Nicolas Perruchot (fichier national informatisé des permis de chasser) (p. 8332)

Article 12 ter (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Ses interventions (p. 8333 et s.)

Article 12 quater (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Son intervention (p. 8342)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'adt n° 204 de la commission (conditions du pouvoir de réquisition du préfet) (p. 8342)

Avant l'article 13

Intervient sur l'adt n° 384 de M. Jean-Pierre Blazy (nouvel intitulé du titre du chapitre IV) (p. 8343)

Article 13 (création d'un service volontaire citoyen de la police nationale)

Ses interventions (p. 8345 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 386 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (saisine de la commission nationale de déontologie de la sécurité -CNDS) (p. 8348)

Intervient sur le sous-adt n° 734 du Gouvernement (institution d'un commissaire du Gouvernement auprès de la CNDS) à l'adt n° 386 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (p. 8348)

Intervient sur l'adt n° 385 de M. Jean-Pierre Blazy (restauration de la police de proximité dans les zones urbaines sensibles) (p. 8348)

Article 14 (prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique)

Ses interventions (p. 8350 et s.)

Article 16 (secret médical)

Ses interventions (p. 8355 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Jean-Marie Le Guen (création d'une commission nationale de protection de l'enfance dans les médias) (p. 8357)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Ses interventions (p. 8359 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 254 rectifié de la commission (gel des flux financiers des personnes organisant des jeux prohibés sur Internet) (p. 8363)

Intervient sur les sous-ads n°s 620, 706, 621, 622 et 623 du Gouvernement à l'adt n° 254 rectifié de la commission (p. 8363)

Intervient sur l'adt n° 499 de M. Charles de Courson (autorisation d'exploiter des jeux de casinos sur Internet) (p. 8364)

Son amendement n° 516 (sanctions encourues par les organisateurs de jeux non autorisés) : adopté (p. 8364)

Son amendement n° 515 rectifié (sanctions en cas de publicité pour des activités illicites de jeux) : adopté (p. 8364)

Intervient sur l'adt n° 256 de la commission (saisine du juge des référés par le ministère public en vue de la fermeture d'un site Internet illégal) (p. 8365)

Intervient sur les sous-ads n°s 722 et 721 de M. Jean-Michel Dubernard (rédactionnels) à l'adt n° 256 de la commission (p. 8365)

Intervient sur l'adt n° 412 de M. Jean-Marie Le Guen (logiciel de contrôle parental fourni gratuitement par les fournisseurs d'accès à Internet) (p. 8365)

Intervient sur l'adt n° 255 de la commission (obligation pour les fournisseurs d'accès de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux) (p. 8366)

Intervient sur le sous-adt n° 720 de M. Jean-Michel Dubernard (rédactionnel) à l'adt n° 255 de la commission (p. 8366)

Intervient sur l'adt n° 411 de M. Jean-Marie Le Guen (lutte contre la pornographie infantile sur Internet) (p. 8366)

Article 17 bis (création d'une infraction de non-dénonciation volontaire de la disparition d'un enfant)

Son intervention (p. 8367)

Article 4 précédemment réservé (composante judiciaire de la prévention de la délinquance : reconnaissance explicite par la loi du rôle du ministère public en matière de prévention)

Ses interventions (p. 8375 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 475 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (obligation pour les policiers municipaux de servir pendant une durée minimum de trois ans la collectivité qui a financé leur formation) (p. 8379)

Intervient sur l'adt n° 173 précédemment réservé de la commission (information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés) (p. 8380)

Article 25 (renforcement des obligations des personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes -FJIAIS)

Son intervention (p. 8382)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 569 de M. Jean-Christophe Lagarde (extension au plaignant de la protection dont bénéficie le témoin) (p. 8384)

Article 26 (allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes)

Ses interventions (p. 8386 et s.)

Son amendement n° 522 : adopté (p. 8387)

Son amendement n° 523 : adopté (p. 8387)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 567 de M. Jean-Christophe Lagarde (paiement des contraventions prélevé sur la fraction insaisissable) (p. 8387)

Intervient sur l'adt n° 568 de M. Jean-Christophe Lagarde (aggravation des peines en cas de violation répétée d'un arrêté municipal) (p. 8388)

Intervient sur l'adt n° 101 du Gouvernement (circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 8389 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 273 de la commission (personnel pénitentiaire protégé par ce dispositif) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8389)

Intervient sur le sous-adt n° 736 de M. Philippe Houillon (incapacité totale de travail constatée par un médecin expert) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8389)

Intervient sur le sous-adt n° 738 de M. Jean-Christophe Lagarde (gardiens d'immeubles assermentés protégés par ce dispositif) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8392)

Intervient sur l'adt n° 274 de la commission (création d'une infraction spécifique de détention ou transport sans motif légitime de substances ou produits incendiaires ou explosifs) (p. 8394)

Son sous-amendement n° 736 (incapacité totale de travail constatée par un médecin expert) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8389) : adopté (p. 8394)

Avant l'article 27

Intervient sur l'adt n° 413 de M. Jean-Michel Dubernard (injonction thérapeutique pour les conducteurs habituellement consommateurs excessifs d'alcool) (p. 8396)

Article 27 (réforme de l'injonction thérapeutique)

Ses interventions (p. 8399 et s.)

Article 28 (création d'une circonstance aggravante à l'usage illicite de produits stupéfiants lorsqu'il est le fait de certaines personnes dans l'exercice de leurs fonctions - autorisation du dépistage de l'usage de produits stupéfiants dans les lieux où s'effectue le transport public des voyageurs - répression de la provocation à l'usage ou au trafic de stupéfiants)

Ses interventions (p. 8400 et s.)

Article 18 précédemment réservé (renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques)

Ses interventions (p. 8413 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 416 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de soins et période d'observation des personnes atteintes de troubles mentaux) (p. 8415)

Article 19 précédemment réservé (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 8416 et s.)

Article 20 précédemment réservé (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Ses interventions (p. 8419 et s.)

Article 21 précédemment réservé (réforme de l'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 8422 et s.)

Article 22 précédemment réservé (réforme de l'hospitalisation d'office)

Son intervention (p. 8424)

Article 23 précédemment réservé (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale)

Son intervention (p. 8424)

Article 24 précédemment réservé (extension au classement sans suite des dispositions applicables aux non-lieu, relaxe ou acquittement en raison de l'irresponsabilité pénale)

Son intervention (p. 8425)

Article 29 (extension de l'utilisation de l'injonction thérapeutique)

Ses interventions (p. 8426 et s.)

Article 30 (extension des mesures de composition pénale)

Son intervention (p. 8428)

Article 31 (traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale)

Son intervention (p. 8429)

Article 32 (dispositions sur les coups d'achat)

Son intervention (p. 8429)

Article 33 (création d'une peine de stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants)

Ses interventions (p. 8429 et s.)

Article 34 (instauration d'une circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste)

Ses interventions (p. 8430 et s.)

Article 35 (aménagement des mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - application de la composition pénale aux mineurs)

Ses interventions (p. 8441 et s.)

Article 36 (juge des enfants)

Son intervention (p. 8448)

Article 37 (contrôle judiciaire)

Ses interventions (p. 8450 et s.)

Article 38 (organisation des audiences du tribunal pour enfants - procédure de présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs)

Son intervention (p. 8452)

Article 39 (nouvelles sanctions éducatives - mesure d'activité de jour)

Ses interventions (p. 8452 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8454 et s.)

Article 40 (mesure d'activité de jour et ajournement)

Son intervention (p. 8461)

Article 41 (nouvelle hypothèse de placement dans les centres éducatifs fermés)

Son intervention (p. 8461)

Article 43 (instauration de la sanction-réparation)

Son intervention (p. 8462)

Après l'article 43

Intervient sur l'adt n° 351 rectifié de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (création d'une peine de sanction-restauration) (p. 8462)

Article 44 (stage de responsabilité parentale)

Son intervention (p. 8463)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 238 de la commission (généralisation de la peine de confiscation) (p. 8463)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 387 de M. Jean-Pierre Blazy (droit de vote à partir de seize ans) (p. 8464)

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Claude Goasguen (peines planchers pour les atteintes à la vie ou à l'intégrité physique de la personne) (p. 8464)

Intervient sur l'adt n° 631 rectifié de la commission (motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive) (p. 8465)

Intervient sur le sous-adt n° 713 rectifié du Gouvernement (motivation au regard de l'ensemble des peines encourues) à l'adt n° 631 rectifié de la commission (p. 8465)

Intervient sur l'adt n° 239 de la commission (possibilité de transmission de documents sous forme numérique à la suite d'une réquisition judiciaire) (p. 8467)

Intervient sur l'adt n° 240 de la commission (généralisation de la visioconférence pour le contentieux de la détention provisoire devant la chambre de l'instruction) (p. 8467)

Intervient sur l'adt n° 241 deuxième rectification de la commission (possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'arrêt en cas d'urgence et d'empêchement du juge de l'application des peines) (p. 8467)

Intervient sur le sous-adt n° 743 du Gouvernement (en cas de manquement à une obligation liée au placement sous surveillance électronique mobile) à l'adt n° 241 deuxième rectification de la commission (p. 8467)

Article 45 bis (écoutes par l'administration pénitentiaire de conversations téléphoniques passées par les personnes condamnées)

Son intervention (p. 8468)

Article 46 (pouvoirs de police judiciaire des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - police des chemins de fer)

Ses interventions (p. 8469 et s.)

Son amendement n° 511 : adopté (p. 8469)

Son amendement n° 512 : adopté après rectification (p. 8469)

Ses amendements n°s 513 et 514 : adoptés (p. 8470)

Après l'article 46

Intervient sur l'adt n° 452 de M. Dino Cinieri (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 8470)

Intervient sur le sous-adt n° 742 de M. Claude Goasguen (coordination) à l'adt n° 452 de M. Dino Cinieri (p. 8470)

Intervient sur le sous-adt n° 740 de la commission (coordination) à l'adt n° 452 de M. Dino Cinieri (p. 8470)

Intervient sur l'adt n° 449 de M. Dino Cinieri (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 8471)

Article 48 (date d'entrée en vigueur des dispositions du I de l'article 17)

Son intervention (p. 8471)

Article 50 (application des dispositions relatives aux pouvoirs du maire à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française)

Son intervention (p. 8472)

Article 51 (application des autres dispositions du projet de loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et-Futuna)

Son intervention (p. 8473)

Seconde délibération

Article 16 adopté en première délibération (secret médical)

Son intervention (p. 8473)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1123)

Son intervention (p. 1139)

Thèmes :

Baux : résiliation (p. 1124)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 1123)

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1123)

Environnement : dommages à l'environnement : sanctions (p. 1124)

Sports : stades : interdiction (p. 1124)

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 1er (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 1146 et s.)

Article 2 bis A (recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes)

Son amendement n° 41 : adopté (p. 1147)

Article 5 (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 1148)

Article 6 (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 1148 et s.)

Article 8 (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 1150 et s.)

Article 9 (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 1151 et s.)

Article 11 quater (dispositions relatives aux troubles de voisinage)

Son intervention (p. 1152)

Article 11 quinquies (obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation)

Ses interventions (p. 1153 et s.)

Article 12 (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)

Ses interventions (p. 1154 et s.)

Article 12 bis C (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné)

Son intervention (p. 1155)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Ses interventions (p. 1155 et s.)

Article 12 ter A (évaluation comportementale de certains chiens)

Son intervention (p. 1158)

Article 12 quinquies (conditions du pouvoir de réquisition du préfet)

Son intervention (p. 1158)

Article 12 sexies (allongement de la durée de la mesure d'interdiction administrative de stade)

Son intervention (p. 1159)

Article 13 bis (dispositions relatives à la Commission nationale de déontologie de la sécurité)

Son intervention (p. 1159)

Article 16 (secret médical - diffamation en raison du handicap - diffamation des maires)

Son intervention (p. 1160)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son intervention (p. 1160)

Article 17 bis E (obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux)

Son intervention (p. 1161)

Article 18 (renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques)

Ses interventions (p. 1162 et s.)

Article 19 (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 1162 et s.)

Article 20 (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Ses interventions (p. 1162 et s.)

Article 21 (déclenchement de la procédure d'hospitalisation d'office par le maire)

Ses interventions (p. 1162 et s.)

Article 22 (confirmation de la décision d'hospitalisation d'office par le préfet)

Ses interventions (p. 1162 et s.)

Article 23 (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale)

Ses interventions (p. 1162 et s.)

Article 24 (extension au classement sans suite des dispositions applicables aux non-lieu, relaxe ou acquittement en raison de l'irresponsabilité pénale)

Ses interventions (p. 1162 et s.)

Article 26 bis A (circonstance aggravante de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion - "happy slapping")

Son intervention (p. 1164)

Article 43 (sanction-réparation)

Son intervention (p. 1165)

Article 44 bis (généralisation de la mesure de confiscation)

Son intervention (p. 1165)

Article 45 bis D (possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'amener en cas de manquement à une obligation liée à une condamnation exécutée en milieu ouvert)

Son intervention (p. 1166)

Article 50 (application des dispositions relatives aux pouvoirs du maire à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française)

Ses interventions (p. 1166 et s.)

Son amendement n° 45 : adopté (p. 1167)

Article 51 (application des autres dispositions du projet de loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna)

Son intervention (p. 1167)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1524)

Son intervention (p. 1524)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 1525)

Coopération intercommunale : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 1525)

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1525)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9074)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9074)

Justice : carte judiciaire (p. 9074)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 9074)

Justice : expertise (p. 9074)

Justice : faute : juge unique (p. 9075)

Justice : magistrats : recrutement (p. 9075)

Justice : magistrats : responsabilité civile (p. 9075)

Justice : magistrats : sanctions disciplinaires (p. 9075)

Justice : réforme (p. 9074)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission (intitulé du chapitre complété par : "et au recrutement des magistrats") (p. 9100)

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de M. Michel Vaxès (nominations aux emplois de procureurs généraux soumises à un avis préalable du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 9100)

Intervient sur l'adt n° 44 de M. André Vallini (option du magistrat après dix années de carrière pour les fonctions du siège ou du parquet) (p. 9100)

Intervient sur l'adt n° 45 de M. André Vallini (rétablissement des listes d'aptitude aux postes de magistrats) (p. 9101)

Intervient sur l'adt n° 61 de Mme Anne-Marie Comparini (formation des magistrats à l'audition des enfants et au traitement des infractions sexuelles) (p. 9102)

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission (soumission des magistrats à une obligation de formation continue) (p. 9102)

Intervient sur l'adt n° 3 de la commission (augmentation du nombre maximal de postes d'auditeurs de justice pourvus par recrutement sur titre) (p. 9102)

Intervient sur l'adt n° 47 de M. André Vallini (stage obligatoire d'un an chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9102)

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (stage obligatoire chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9102)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de la commission (contenu de l'avis du jury chargé du classement des auditeurs de justice aptes à l'exercice des fonctions judiciaires) (p. 9104)

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission (versement de la recommandation et des réserves du jury de classement au dossier des magistrats) (p. 9104 et s.)

Article 1er (soumission des candidats reçus au concours complémentaire de l'Ecole nationale de la magistrature à une formation probatoire - suivi d'une formation complémentaire pour tous les candidats déclarés aptes)

Son intervention (p. 9105)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 12 de la commission (augmentation du nombre maximal de recrutements au titre de l'intégration directe dans le corps judiciaire) (p. 9105)

Intervient sur l'adt n° 13 de la commission (augmentation du nombre maximal de recrutements au titre de l'intégration directe dans le corps judiciaire) (p. 9105)

Article 2 (généralisation, sauf dispense exceptionnelle, de la formation probatoire pour les candidats admis à l'intégration directe dans le corps judiciaire)

Son intervention (p. 9105)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 15 de la commission (interdiction de choisir un premier poste ayant fait l'objet de réserves de la part du jury de classement des auditeurs de justice) (p. 9106)

Article 4 (généralisation de la formation probatoire pour les juges de proximité)

Son intervention (p. 9106)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 64 rectifié de M. Michel Vaxès (plafonnement du montant des sommes recouvrées dans le cadre d'une action récursoire contre un magistrat) (p. 9106)

Intervient sur l'adt n° 69 deuxième rectification du Gouvernement (violation grave et intentionnelle des droits des parties constitutive d'une faute disciplinaire) (p. 9107)

Intervient sur le sous-adt n° 73 rectifié de M. Michel Vaxès (et n'ayant pas fait l'objet de voies de recours) à l'adt n° 69 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9107)

Article 5 (interdiction de l'exercice des fonctions de juge unique)

Son intervention (p. 9108)

Article 6 (possibilité d'assortir une sanction disciplinaire d'un déplacement d'office et interdiction de l'honorariat pour les magistrats mis à la retraite d'office)

Son intervention (p. 9109)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 75 du Gouvernement (réforme de l'organisation du parquet général de la Cour de cassation - assouplissement des règles d'accès aux emplois hors hiérarchie à la Cour de cassation au bénéfice des anciens conseillers ou avocats généraux référendaires) (p. 9110)

Intervient sur l'ad t n° 48 de M. André Vallini (code de déontologie de la magistrature établi par décret en Conseil d'Etat sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 9110)

Intervient sur l'ad t n° 25 de la commission (élaboration par le Conseil supérieur de la magistrature d'un recueil des obligations déontologiques des magistrats) (p. 9110)

Intervient sur l'ad t n° 23 de la commission (passerelle entre la responsabilité civile de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice et la responsabilité des magistrats; poursuites disciplinaires) (p. 9110)

Intervient sur l'ad t n° 49 de M. André Vallini (passerelle entre la responsabilité civile de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice et la responsabilité des magistrats) (p. 9110)

Intervient sur l'ad t n° 51 de M. André Vallini (rapport annuel sur les différents aspects de l'activité judiciaire) (p. 9113)

Intervient sur l'ad t n° 26 de la commission (rapport annuel sur les actions en responsabilité engagées contre l'Etat du fait des dysfonctionnements du service public de la justice) (p. 9113)

Avant l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 27 de la commission (actualisation d'une référence à l'outre-mer au sein de l'ordonnance du 22 décembre 1958) (p. 9113)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 71 de la commission (mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 9114)

Intervient sur l'ad t n° 57 de M. André Vallini (mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 9114)

Intervient sur l'ad t n° 43 de M. Jacques Alain Bénisti (extension des possibilités de détachement judiciaire) (p. 9114)

Intervient sur l'ad t n° 33 de la commission (exclusion de la mobilité statutaire de la limitation du nombre de magistrats en position de détachement) (p. 9115)

Intervient sur l'ad t n° 58 de M. André Vallini (coordination) (p. 9115)

Article 9 (coordination)

Son intervention (p. 9115)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 76 du Gouvernement (coordination avec la création des avocats généraux référendaires) (p. 9115)

Son sous-amendement n° 72 (rédactionnel) à l'ad t n° 76 du Gouvernement : adopté (p. 9115)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 34 de la commission (abrogation d'une disposition transitoire de l'ordonnance du 22 décembre 1958, liée à la décolonisation) (p. 9115)

Article 11 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 9115)

Titre

Son intervention (p. 9116)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1479)

Son intervention (p. 1479)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 1480)

Etat : Médiateur de la République (p. 1480)

Grandes écoles : Ecole nationale de la magistrature (ENM) : stages (p. 1480)

Justice : fonctionnement (p. 1479)

Justice : faute : sanctions disciplinaires (p. 1479)

Justice : magistrats : maladies (p. 1479)

Justice : magistrats : mobilité (p. 1480)

Justice : magistrats : recrutement (p. 1479)

Justice : magistrats : statuts (p. 1479)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Avant le chapitre 1er

Ses amendements n° 77 et 81 (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9172 et 9173) : adoptés (p. 9178)

Ses amendements n° 78 deuxième rectification, 79 et 80 troisième rectification (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9173) : adoptés (p. 9178)

Son amendement n° 76 (intitulé du nouveau chapitre : dispositions instaurant la collégialité de l'instruction) : adopté (p. 9178)

Après l'article 2

Son amendement n° 82 (rapport du Gouvernement sur la préparation de la mise en œuvre de la collégialité de l'instruction) (p. 9186) : adopté (p. 9187)

Article 11 (restrictions apportées à la suspension du jugement civil en raison du déclenchement d'une action publique et à la révision du jugement civil)

Son intervention (p. 9206 et s.)

Article 16 (entrée en vigueur)

Son amendement n° 85 : adopté (p. 9210)

Son amendement n° 84 précédemment réservé : adopté (p. 9210)

Article 17 (application dans les collectivités d'outre-mer)

Ses amendements n° 86, 87 et 88 rectifié : adoptés (p. 9210 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 307)

Thèmes :

Assemblée nationale : règlement (p. 308)

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 308)

Constitution : article 68 (p. 308)

Justice : Haute cour de justice (p. 307)

Président de la République : responsabilité (p. 307)

Président de la République : statut pénal : pays étrangers (p. 309)

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)*Avant l'article unique*

Intervient sur l'adit n° 8 de M. René Dosière (organisation et fonctionnement de la Présidence de la République déterminés par une loi organique) (p. 327)

Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)

Son intervention (p. 330 et s.)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)*Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)*

Son intervention (p. 659 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 753)

Thèmes :

Constitution : pays étrangers (p. 755)

Droit pénal : peine de mort (p. 753)

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 754)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 754)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 755)

Président de la République : peine de mort (p. 755)

Relations internationales : guerre : peine de mort (p. 756)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 773 et s.)

Proposition de loi n° 3608 portant réforme de l'assurance de protection juridique

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2007] (p. 1069)*Article 3 (libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client)*

Son intervention (p. 1074)

Jean-Yves HUGON

*Indre (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant des délégations françaises à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'U.E.O. [J.O. du 10 octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats jeunes. CIVIS [31 janvier 2007] (p. 856)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1835, posée le 16 janvier 2007. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 417). Appelée le 16 janvier 2007. Ligne Poitiers-Limoges (p. 285)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Son intervention (p. 7645)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : égalité des chances (p. 7646)

Enseignement : examens et concours (p. 7645 et s.)

Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 7645 et s.)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9092)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9092)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 9092)

Justice : réforme (p. 9092)

Michel HUNAUT

*Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 3470 visant à intégrer la Charte pénitentiaire européenne dans la Constitution du 4 octobre 1958 [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3522 visant à modifier les règles d'indemnisation des accidents de la circulation [13 décembre 2006]

Proposition de loi n° 3790 visant à garantir le droit aux origines personnelles [27 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Liban. Situation politique [21 novembre 2006] (p. 7800)

Elections et référendums. Opérations de vote. Vote électronique [9 janvier 2007] (p. 33)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1768, posée le 19 décembre 2006. Institutions sociales et médico-sociales. CHRS (J.O. Questions p. 13069). Appelée le 19 décembre 2006. Financement (p. 9141)

RAPPELS AU REGLEMENT

Regrette les conditions d'examen de ce texte, en présence d'une poignée de députés, alors que la commission d'enquête parlementaire a fait sur ce sujet primordial des propositions ambitieuses [14 décembre 2006] (p. 9069)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 5

Son amendement n° 23 (primes d'assurance-dépendance : déduction du revenu) (p. 6363) : rejeté (p. 6364)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**JUSTICE****Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7543)**

Son intervention (p. 7546)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : aide juridictionnelle (p. 7547)

Lois : lois d'orientation : justice (p. 7547)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : centres pénitentiaires (p. 7547)

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire (p. 7547)

Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : Fleury-Mérogis (p. 7547)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)**

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7420)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE**Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)**

Son intervention (p. 7032)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : récidive : libération conditionnelle (p. 7033)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 7033)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Gouvernement (p. 7032)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers volontaires (p. 7033)

Union européenne : coopération policière et pénale : blanchiment des capitaux (p. 7033)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)**

Son rappel au règlement (cf supra) [14 décembre 2006] (p. 9069)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)**

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Article 3 (conditions dans lesquelles la détention provisoire peut être ordonnée)

Son intervention (p. 9188 et s.)

Article 4 (débat public et contradictoire sur le placement en détention provisoire)

Son intervention (p. 9191)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 162 de M. André Vallini (instauration de délais maximum de détention provisoire avant l'audience de jugement) (p. 9193)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 113 de M. André Vallini (information de la personne placée en garde à vue sur les faits qui lui sont reprochés) (p. 9196)

Intervient sur l'adt n° 117 de M. André Vallini (accès au dossier pour l'avocat de la personne gardée à vue au-delà de 24 heures) (p. 9198 et s.)

Article 11 (restrictions apportées à la suspension du jugement civil en raison du déclenchement d'une action publique et à la révision du jugement civil)

Son intervention (p. 9207)

Ses explications de vote (p. 9211)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9211)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)

Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)

Son intervention (p. 327 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 762)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 763)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 763)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 763)

Président de la République : peine de mort (p. 762)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1206)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1206)

Logement : personnes défavorisées (p. 1206)

Logement : logement social (p. 1206, 1207)

François HUWART

*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Sébastien HUYGHE

*Nord (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives (n° 3525) [20 décembre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3442 prévoyant l'indemnisation des commerces qui subissent des préjudices financiers en raison de travaux sur la voie publique d'une durée supérieure à douze mois [15 novembre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives (n° 3525) [10 janvier 2007] (n° 3558)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Politique économique. Sommet de Davos [30 janvier 2007] (p. 750)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 347 de M. Jean-Louis Christ (revenus perçus par les non adhérents aux centres de gestion agréés : suppression de la majoration de 25 %) (p. 7771)

Intervient sur l'adt n° 348 de M. Jean-Louis Christ (revenus perçus par les non adhérents aux centres de gestion agréés mais faisant appel à un professionnel comptable ou à un expert comptable : suppression de la majoration de 25 %) (p. 7771)

Son amendement n° 300 (valeurs locatives – actualisation ou révision générale : plafonnement de la hausse de l'imposition à 20 % par an sauf reconstruction ou agrandissement de plus de 20 % de la surface) (p. 7777) : retiré (p. 7778)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 26

Son sous-amendement n° 546 (personnel pénitentiaire protégé par ce dispositif) à l'ad n° 101 du Gouvernement (circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) : retiré (p. 8390)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 25

Son amendement n° 292 (successions – inventaire simplifié des meubles meublants) : retiré (p. 8717)

Son amendement n° 296 (successions – déductibilité des frais funéraires : limite portée de 1 500 € à 3 000 € sur justificatifs) (p. 8717) : rejeté (p. 8718)

Son amendement n° 294 (successions – PACS : déductibilité des loyers ou indemnités d'occupation afférents au droit temporaire au logement bénéficiant au partenaire survivant) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8718)

Son amendement n° 291 (donations-partage transgénérationnelles – réincorporation de donations simples antérieures : assujettissement aux droits de partage et non aux droits de mutation) : retiré (p. 8718)

Son amendement n° 289 (donations-partages transgénérationnelles : cumul des abattements) : retiré (p. 8718)

Son amendement n° 315 (successions - dons faits par des héritiers à des établissements publics de l'Etat : abattement égal à leur montant) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8718)

Son amendement n° 293 (successions – PACS : exonération du droit temporaire au logement bénéficiant au partenaire survivant) (p. 8718) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8719)

Son amendement n° 295 (successions – PACS : exonération de l'avantage retiré par le partenaire survivant des acquisitions en indivision quel que soit leur financement) : retiré (p. 8719)

Après l'article 36

Son amendement n° 302 (valeurs locatives des locaux d'habitation - étalement sur trois ans des augmentations supérieures à 30 %) : adopté (p. 8760)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 357)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : capacité juridique (p. 358)

Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 357)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 397 et s.)

Son amendement n° 432 (p. 401)

Son amendement n° 459 (p. 406)

Son amendement n° 433 (p. 422)

Son amendement n° 435 (p. 429)

Son amendement n° 336 rectifié : adopté (p. 431)

Son amendement n° 337 (p. 433)

Proposition de loi n° 3382 portant diverses dispositions intéressant la Banque de France

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 375)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 5 de M. Gilles Carrez (conversion du privilège de prêteurs de deniers en hypothèque rechargeable : exonération de taxe de publicité foncière et du droit fixe d'enregistrement) à l'ad n° 4 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n° 2006-346 du 23 mars 2006 relative aux sûretés - hypothèque rechargeable et prêt viager hypothécaire - et conversion du privilège de prêteurs de deniers en hypothèque rechargeable) (p. 380)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Son intervention (p. 475)

Son intervention la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 481)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 503)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux : associations (p. 476)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 476, 503)

Communes : conseillers municipaux : parité (p. 476)

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 476, 503)

Elections et référendums : femmes : histoire (p. 475)

Français de l'étranger : Assemblée des Français de l'étranger : parité (p. 476)

Lois : évaluation : parité (p. 476)

Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 476, 503)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 13 de Mme Muguette Jacquaint (extension à l'ensemble des communes du mode de scrutin proportionnel assorti d'une prime majoritaire) (p. 507)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 4 de Mme Marie-Jo Zimmermann (élections municipales : acte de candidature obligatoire pour être élu ; principe de parité pour les déclarations collectives de candidature) (p. 508)

Intervient sur l'adt n° 3 de Mme Marie-Jo Zimmermann (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités) (p. 508 et s.)

Article 3 (parité aux élections cantonales - institution d'un suppléant du conseiller général, obligatoirement de sexe opposé)

Son intervention (p. 511 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (élection des députés au scrutin proportionnel) (p. 512)

Intervient sur l'adt n° 26 de Mme Martine Billard (scrutin de liste avec prime majoritaire pour les élections cantonales, listes composées alternativement d'un homme et d'une femme) (p. 512)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Philippe Folliot (renouvellement intégral des conseillers généraux tous les six ans à partir de 2010) (p. 513)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Bernard Derosier (renouvellement intégral des conseillers généraux tous les six ans) (p. 513)

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Philippe Folliot (scrutin proportionnel pour les élections des conseillers généraux issus de cantons situés dans une agglomération) (p. 513)

Article 4 (renforcement des incitations financières à la parité aux élections législatives)

Son intervention (p. 514 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 14 de Mme Muguette Jacquaint (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 517 et s.)

Intervient sur l'adt n° 7 de Mme Marie-Jo Zimmermann (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 517 et s.)

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux élus municipaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 518)

Intervient sur l'adt n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte des compétences acquises dans l'exercice des mandats locaux pour l'ouverture des droits au congé individuel de formation) (p. 519)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers généraux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 519)

Intervient sur l'adt n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers régionaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 519)

Seconde délibération

Article 1er bis A (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités)

Son intervention (p. 522)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son amendement n° 64 (p. 869)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Jean-Pierre Decool (obligation de reprise du programme régional de France 3 par les différents modes de diffusion) (p. 882)

I**Jean-Louis IDIART**

*Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 17 janvier 2007]

Françoise IMBERT

*Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS
[10 octobre 2006] (p. 5940)

J

Christian JACOB

Ministre de la fonction publique

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REponses AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Pierre Gorges. Fonctionnaires et agents publics. Carrière. [8 novembre 2006] (p. 7100)

M. André Schneider. Fonctionnaires et agents publics. Formation professionnelle. Formation continue, réglementation [29 novembre 2006] (p. 8269)

M. Jacques Alain Bénisti. Fonction publique de l'Etat. Personnel. Gestion, modernisation, mise en œuvre [24 janvier 2007] (p. 622)

M. Georges Tron. Fonction publique de l'Etat. Personnel. Aide au transport, généralisation [31 janvier 2007] (p. 854)

M. Daniel Paul. Fonctionnaires et agents publics. Revendications. [7 février 2007] (p. 1006)

M. Bruno Gilles. Fonctionnaires et agents publics. Jeunes. Milieux défavorisés, carrière [20 février 2007] (p. 1319)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Ses interventions (p. 6037)

Sa réponse (p. 6054)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : carrière (p. 6037, 6055)

Fonction publique territoriale : concertation avec le personnel (p. 6037, 6055)

Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 6037, 6055)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 6037, 6055)

Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 6038)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation : fonctionnaires et agents publics (p. 6037, 6055)

Formation professionnelle : formation continue (p. 6037)

Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 6037, 6055)

Outre-mer : La Réunion : fonction publique territoriale (p. 6055)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 182 de M. Paul Giacobbi (ensemble des règles à caractère législatif, y compris le droit à la formation,

regroupé au sein de la loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale) (p. 6065)

Article 1er (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie)

Son intervention (p. 6066 et s.)

Article 2 (modalités d'exercice des actions de formation)

Son intervention (p. 6069)

Article 3 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle)

Son intervention (p. 6070 et s.)

Article 4 (formations obligatoires, dérogations du fait de l'expérience professionnelle et obligations de servir)

Son intervention (p. 6071)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (congé pour validation des acquis de l'expérience - congé pour bilan de compétences) (p. 6072)

Article 12 (affiliation volontaire aux centres de gestion pour la gestion des agents TOS)

Son intervention (p. 6078)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7507)

Son intervention (p. 7509)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 7510)

Etat : services du Premier ministre (p. 7509)

Presse et livres : Documentation française (p. 7510)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7510)

Après l'article 62

Intervient sur l'adt n° 304 du Gouvernement (rémunération des services rendus par la Documentation française) (p. 7510)

FONCTION PUBLIQUE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7717)

Son intervention (p. 7717)

Thème avant la procédure des questions :

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7717)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7719)

Crédits de la mission : "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7719 et s.)

Après l'article 47

Intervient sur l'ad n° 265 de la commission (rapport annuel sur l'état de la fonction publique) (p. 7723)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Son intervention (p. 7747)

Sa réponse (p. 7750, 7753 et 7754)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 7751)

Fonction publique de l'Etat : mutuelles (p. 7750)

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7747, 7750, 7753)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 7753)

Fonction publique territoriale : effectifs (p. 7754)

Fonctionnaires et agents publics : gestion (p. 7747)

Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 7747, 7753)

Fonctionnaires et agents publics : accès : diplômés (p. 7751)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7753)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 7747)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 7747)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 7753)

Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 7747)

Fonctionnaires et agents publics : promotion interne (p. 7747, 7751)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : pouvoir d'achat (p. 7750)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 7748, 7750)

Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 7747, 7754)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : majorations des pensions : outre-mer (p. 7754)

Secteur public : établissements publics : effectifs (p. 7751)

Travail : chèque-transport (p. 7748)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 569)

Son intervention (p. 569)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 569)

Fonctionnaires et agents publics : carrière (p. 570)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 570)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 570)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 570)

Fonctionnaires et agents publics : notation (p. 570)

Politique sociale : dialogue social : fonctionnaires et agents publics (p. 569)

Discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 577)

Article 2 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - caractère transférable de ce droit au sein de la fonction publique - organisation de périodes de professionnalisation)

Son intervention (p. 577 et s.)

Article 18 A (définition de l'action sociale)

Son intervention (p. 578 et s.)

Article 31 (substitution, à titre expérimental, d'un entretien professionnel à la notation chiffrée des fonctionnaires)

Son intervention (p. 579 et s.)

Article 32 (substitution, à titre expérimental, d'un entretien professionnel à la notation chiffrée des fonctionnaires)

Son intervention (p. 580)

Muguette JACQUAINT

Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Enfants. Pauvreté, lutte et prévention [15 novembre 2006] (p. 7468)

Prestations familiales. Allocation de parent isolé. Conditions d'attribution [21 février 2007] (p. 1414)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1878, posée le 13 février 2007. Communes. Administration (J.O. Questions p. 1433). Appelée le 13 février 2007. Services d'hygiène et de sécurité, fonctionnement, Seine-Saint-Denis (p. 1087)

RAPPELS AU REGLEMENT

Estime que les résultats des élections professionnelles de la police traduisent son malaise et gênent le Gouvernement [24 novembre 2006] (p. 8028)

Rappelle que le Gouvernement interprète parfois de façon tendancieuse les résultats de certaines élections professionnelles et insiste sur le malaise de la police [24 novembre 2006] (p. 8029)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6044)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 6044)

Fonction publique territoriale : Centre national de la fonction publique territoriale : concours (p. 6045)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 6044)

Formation professionnelle : financement (p. 6044)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 1er (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie)

Son intervention (p. 6066)

Ses amendements n°s 115 (de suppression), 116 et 177 (p. 6066 et s.)

Article 2 (modalités d'exercice des actions de formation)

Son amendement n° 118 : adopté (p. 6069)

Son amendement n° 119 (p. 6069)

Article 3 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle)

Son amendement n° 120 (de suppression) (p. 6070)

Article 8 (missions du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6073)

Article 12 (affiliation volontaire aux centres de gestion pour la gestion des agents TOS)

Son amendement n° 129 (de suppression) (p. 6078)

Après l'article 18 C

Son amendement n° 132 (abrogation de la loi du 26 juillet 2005, instaurant notamment les contrats à durée indéterminée dans la fonction publique) : rejeté (p. 6084)

Article 18 (rôle des comités techniques paritaires)

Ses amendements n°s 133 et 134 (p. 6084 et s.)

Après l'article 18

Son amendement n° 135 (établissement de statistiques sexuées par l'observatoire de l'emploi public territorial) (p. 6085) : rejeté (p. 6086)

Article 21 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne "au choix")

Son amendement n° 138 (de suppression) (p. 6086)

Après l'article 21

Son amendement n° 140 (curriculum vitae anonyme pour le recrutement d'agents titulaires ou contractuels) (p. 6087) : rejeté (p. 6088)

Article 23 (instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation des agents territoriaux)

Son amendement n° 142 (de suppression) (p. 6140)

Article 24 (abaissement des seuils de création des emplois fonctionnels)

Son amendement n° 143 (p. 6142)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 208 de M. Bernard Derosier (promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale) (p. 6159)

Ses explications de vote (p. 6159 et s.)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6160)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1045)

Son intervention (p. 1048)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de personnel : enseignement secondaire (p. 1048)

Fonction publique territoriale : contrats à durée indéterminée (p. 1049)

Fonction publique territoriale : Centre national de formation de la fonction publique territoriale (p. 1049)

Fonctionnaires et agents publics : discipline (p. 1049)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 1049)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1059)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6527)

Son intervention (p. 6534)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6535)

Entreprises : charges (p. 6535)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6535)

Pharmacie et médicaments : médicaments : remboursement (p. 6535)

Santé : accès aux soins (p. 6535)

Sécurité sociale : déficit (p. 6534)

Travail : précarité (p. 6535)

Travail : salaires (p. 6535)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7701)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 7701)

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Examen des fascicules [17 novembre 2006] (p. 7712)

Son intervention (p. 7715)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : dépenses fiscales : "niches fiscales" (p. 7715 et s.)

Finances publiques : dette publique : gestion (p. 7716 et s.)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7716)

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7708)

Son intervention (p. 7708)

Thèmes avant la procédure des questions :

Secteur public : entreprises publiques : rôle (p. 7709)

Secteur public : privatisations (p. 7709)

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Son intervention (p. 6842)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : cancer (p. 6843)

Santé : crédits (p. 6843)

Santé : santé publique : personnel (p. 6843)

Sécurité sociale : action sanitaire et sociale : effectifs (p. 6843)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : professions médicales : internes (p. 6851)

Professions de santé : sages-femmes : diplômés (p. 6852)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 7609)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 12

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8028, 8029)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8035 et s.)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8797)

Thèmes :

Assurances : primes (p. 8797)

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8797)

Banques et établissements financiers : prêts (p. 8798)

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 8797, 8798)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8797)

Santé : sida (p. 8797)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)

Article 1er (nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son intervention (p. 8801)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription dans le code des assurances de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 8 de Mme Jacqueline Fraysse (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 7 de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 10 de Mme Jacqueline Fraysse (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" lors de l'adhésion à un contrat d'assurance de prêt (p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Jacqueline Fraysse (sanctions frappant les organismes ayant entravé de manière discriminatoire l'application de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" dans le domaine de l'assurance de prêt) (p. 8806)

Article 2 (rubriques obligatoires de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son intervention (p. 8807 et s.)

Ses explications de vote (p. 8810)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8810)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 49)

Thèmes :

Enfants : défenseur des enfants (p. 49)

Enfants : droits de l'enfant (p. 49, 50)

Enfants : mauvais traitements (p. 49)

Enfants : protection maternelle et infantile (PMI) (p. 50)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 50)

Etrangers : enfants (p. 49)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 49 et s.)

Politique sociale : action sanitaire et sociale (p. 50)

Politique sociale : personnes défavorisées : précarité (p. 49, 50)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 50)
 Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 50)
 Santé : santé publique : enfants (p. 50)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 39 de Mme Patricia Adam (changement de terminologie, notamment substitution du terme "accueil" au terme "placement") (p. 72)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Ses amendements n°s 166, 165 (p. 72, 75)

Son intervention (p. 77 et s.)

Ses amendements n°s 169, 167, 170, 168 (p. 80 et s.)

Article 2 (élargissement des missions de la politique de protection de l'enfance à la prévention des risques de danger pour l'enfant)

Son intervention (p. 86)

Son amendement n° 171 (p. 87)

Après l'article 2

Son amendement n° 172 (protection des mineurs étrangers recueillis en France en vertu d'une décision judiciaire de kafala de droit coranique) : retiré (p. 88)

Après l'article 3

Son amendement n° 173 (assouplissement des conditions d'octroi de la nationalité ou d'une carte de séjour temporaire pour les jeunes étrangers scolarisés en France) : rejeté (p. 89)

Son amendement n° 174 (accès au placement rapide pour les enfants étrangers isolés se trouvant en zone d'attente) (p. 89) : rejeté (p. 90)

Son amendement n° 175 (interdiction du placement des mineurs étrangers en centre de rétention administrative) : rejeté (p. 90)

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son intervention (p. 95)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 125 corrigé de M. Georges Fenech (désignation d'un avocat chargé de défendre un mineur sous emprise sectaire dans les procédures de reconnaissance de droit de visite ou de garde ou les procédures pénales) (p. 98)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Patrick Delnatte (conditions de saisine, par un mineur, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP)) (p. 118)

Intervient sur l'adt n° 217 de Mme Patricia Adam (possibilité pour les mineurs étrangers dont la loi personnelle prohibe l'adoption de bénéficier du droit commun en matière d'adoption) (p. 121)

Article 5 (signalement des mineurs en danger)

Son amendement n° 176 (p. 124)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Ses amendements n°s 148 rectifié, 183 rectifié et 147 rectifié (p. 131)

Ses amendements n°s 184 rectifié et 178 rectifié (p. 135)

Article 7 (secret professionnel partagé)

Son amendement n° 179 (p. 140)

Article 8 (création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance)

Son intervention (p. 141)

Article 9 (l'accueil de jour comme forme nouvelle de placement judiciaire)

Son amendement n° 181 (p. 141)

Son amendement n° 182 (p. 142) : adopté (p. 143)

Article 10 (information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection)

Son amendement n° 149 (p. 143)

Article 11 (engagements réciproques des parents et du service de l'aide sociale à l'enfance au sujet de la prise en charge du mineur)

Ses amendements n°s 151 et 152 (p. 144)

Après l'article 11

Son amendement n° 153 (suppression du contrat de responsabilité parentale permettant la suppression des allocations familiales aux familles défailtantes) (p. 144) : rejeté (p. 145)

Article 12 (création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial)

Son amendement n° 154 (de suppression) (p. 145)

Son amendement n° 157 : adopté (p. 146)

Ses amendements n°s 155, 156 et 158 (p. 151)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Ses amendements n°s 159, 161, 160 (p. 154 et s.)

Son intervention (p. 157)

Son amendement n° 185 (p. 158)

Article 14 (organisation des établissements en unités de vie distinctes en fonction des motifs du placement)

Son intervention (p. 160)

Son amendement n° 162 (de suppression) (p. 160)

Article 16 (dispositions transitoires pour organiser les modes d'accueil séparés dans les établissements)

Son amendement n° 163 (de suppression) : adopté (p. 162)

Article 17 (création d'un fonds de financement de la protection de l'enfance pour compenser les charges de la mise en œuvre du projet de loi)

Son intervention (p. 164)

Après l'article 17

Son amendement n° 186 (substitution du terme d'"accueil" à celui de "placement" d'enfants pour désigner la prise en charge d'enfants) : rejeté (p. 165)

Intervient sur l'adt n° 306 de la commission (possibilité de reporter une partie du congé de maternité après la naissance de l'enfant) (p. 170)

Reprend l'adt n° 38 rectifié de la commission (création d'une Délégation parlementaire aux droits de l'enfant dans chacune des deux assemblées du Parlement) (p. 172) : rejeté (p. 173)

Ses explications de vote (p. 183)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 184)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 480)

Son intervention (p. 483)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 505)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 480)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 484)

Elections et référendums : élections cantonales (p. 484)

Elections et référendums : élections municipales : représentation proportionnelle (p. 484)

Elections et référendums : élus : Assemblée nationale (p. 483)

Elections et référendums : élus : statistiques (p. 483)

Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 484)

Elections et référendums : statut des élus (p. 485)

Femmes : égalité professionnelle (p. 485, 505)

Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 484)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 13 (extension à l'ensemble des communes du mode de scrutin proportionnel assorti d'une prime majoritaire) : rejeté (p. 506)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 3 de Mme Marie-Jo Zimmermann (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités) (p. 509 et s.)

Article 3 (parité aux élections cantonales - institution d'un suppléant du conseiller général, obligatoirement de sexe opposé)

Son intervention (p. 511 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 15 rectifié (élection des députés au scrutin proportionnel) : rejeté (p. 512)

Article 4 (renforcement des incitations financières à la parité aux élections législatives)

Son intervention (p. 516)

Après l'article 4

Son amendement n° 14 (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 517) : rejeté (p. 518)

Son amendement n° 16 (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux élus municipaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) : rejeté (p. 518)

Son amendement n° 19 (prise en compte des compétences acquises dans l'exercice des mandats locaux pour l'ouverture des droits au congé individuel de formation) (p. 518) : rejeté (p. 520)

Son amendement n° 17 (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers généraux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 518) : rejeté (p. 520)

Son amendement n° 18 (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers régionaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 518) : rejeté (p. 520)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 269 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (institution d'une association départementale d'information sur le logement) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 289 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (nécessité de l'accord du préfet pour le non-renouvellement des conventions en matière de logement social) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 274 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (plans locaux d'urbanisme ; élévation du pourcentage de logements sociaux en zones urbaines) (p. 1446)

Intervient sur l'adt n° 297 précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (interdiction des coupures de fourniture en eau et énergie) (p. 1446 et s.)

Intervient sur l'adt n° 296 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (interdiction des expulsions locatives) (p. 1447)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 266 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (abrogation de la disposition instituant, sous la responsabilité du représentant de l'Etat dans le département, une commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 288 rectifié précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (vente des logements locatifs sociaux subordonnée à autorisation préfectorale quand celle-ci a pour effet de franchir le seuil de 20 % de logements sociaux) (p. 1450)

Intervient sur l'adt n° 287 rectifié précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (interdiction aux communes ne respectant pas le quota de 20 % de logements sociaux d'autoriser tout programme de plus de 20 logements ne comportant pas au moins 20 % de logements sociaux) (p. 1450)

Après l'article 5 octies

Intervient sur l'adt n° 298 précédemment réservé de M. Jean-Claude Sandrier (bénéfice du tarif "social" de l'énergie pour les personnes non-imposables sur leur revenu) (p. 1453)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1487)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[22 février 2007] (p. 1479)**

Son intervention (p. 1483)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 1483)
- Droit pénal : détention provisoire (p. 1484)
- Droit pénal : présomption d'innocence (p. 1483)
- Justice : aide juridictionnelle (p. 1484)
- Justice : indépendance : parquet (p. 1484)
- Justice : magistrats : recrutement (p. 1484)
- Police : police judiciaire : organisation (p. 1484)
- Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1484)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[22 février 2007] (p. 1487)**

Son intervention (p. 1489)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 1490)
- Déchéances et incapacités : mandat de protection future (p. 1489)
- Déchéances et incapacités : tutelle : professionnalisation (p. 1490)
- Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1490)

Denis JACQUAT

*Moselle (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3346 relative au transfert des routes nationales d'intérêt local au profit des communes [3 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3347 tendant à la reconnaissance juridique du métier de pompier d'aérodrome [3 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n° 3362)

de M. Pierre-Louis Fagniez, tome I : recettes et équilibre général (17 janvier 2006)

M. Jean-Marie Rolland, tome II : assurance maladie et accidents du travail (17 janvier 2006)

Mme Marie-Françoise Clergeau, tome III : famille (17 janvier 2006)

M. Denis Jacquat, tome IV : assurance vieillesse (17 janvier 2006)

et de M. Pierre-Louis Fagniez, M. Jean-Marie Rolland, M. Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [17 octobre 2006] (n° 3384)

Proposition de loi n° 3478 relative aux associations sans but lucratif gestionnaires ou propriétaires de foyers-logements pour personnes âgées [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3632 relative au versement de l'aide personnalisée au logement [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Pharmacie et médicaments. Médicaments. Déremboursement, économies [31 octobre 2006] (p. 6784)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

**Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ;
[25 octobre 2006] (p. 6555)**

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 6503)

Thèmes :

- Démographie : vieillissement de la population (p. 6503)
- Enfants : orphelins (p. 6505)
- Prétraitements : cumul avec une activité professionnelle (p. 6504)
- Retraites : généralités : prétraitements (p. 6504)
- Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 6504, 6505)
- Retraites : généralités : Fonds de solidarité vieillesse (p. 6504)
- Retraites : généralités : liquidation des pensions (p. 6504)
- Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 6505)
- Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 6504)
- Sécurité sociale : déficit (p. 6503, 6504)

**Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ;
[26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)**

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6615)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 347 de M. Bruno Gilles (institution d'un départ à la retraite décidé en commun ouvrant droit au régime fiscal et social de la mise à la retraite) (p. 6630)

Article 15 (affectation des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance-vie au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6635)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 100 de la commission (simplification du cadre de gestion des avoirs financiers du fonds de réserve pour les retraités) (p. 6635)

Article 32 (définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail)

Son intervention (p. 6667)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 198 de M. Bernard Accoyer (situation des travailleurs frontaliers employés en Suisse au regard de l'assurance maladie obligatoire) (p. 6668)

Article 64 (report de la date de versement de l'allocation de base de la PAJE)

Son intervention (p. 6707)

Article 67 (création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active)

Son intervention (p. 6709)

Article 54 précédemment réservé (assouplissement des règles de cumul emploi-retraite)

Son intervention (p. 6730)

Après l'article 55

Intervient sur l'adt n° 146 précédemment réservé de M. Yves Censi (amélioration des petites retraites agricoles) (p. 6731)

Article 57 précédemment réservé (affiliation des moniteurs de ski à l'assurance vieillesse obligatoire des professions libérales)

Son intervention (p. 6732 et s.)

Article 58 précédemment réservé (participation des employeurs à la constitution des droits à retraite des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires)

Son amendement n° 417 : adopté (p. 6733)

*Seconde délibération**Article 9 et annexe B (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)*

Son intervention (p. 6740)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7594)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 7594)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 7594)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7594)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7594)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1243)

Thèmes :

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1243)

Logement : offices publics d'aménagement et de construction de la ville (OPAC) (p. 1243)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 1243)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 1243)

Édouard JACQUE

*Meurthe-et-Moselle (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Éric JALTON

*Guadeloupe (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7335)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 7337)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines : outre-mer (p. 7336)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7335)

Etablissements de santé : service public hospitalier : Guadeloupe (p. 7336)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 7336)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 7336)
 Outre-mer : loi de programme (p. 7337)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 7336)
 Outre-mer : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) : crédits budgétaires (p. 7336)
 Outre-mer : Guadeloupe : transports (p. 7336)
 Régions : coopération interrégionale : outre-mer (p. 7337)
Procédure des questions :
 Outre-mer : Guadeloupe : syndicats (p. 7373)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)
 Son intervention (p. 7596)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : politique du logement (p. 7596)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : logement (p. 7596)
 Logement : habitat insalubre : outre-mer (p. 7596)
 Logement : logement social : outre-mer (p. 7596)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro : outre-mer (p. 7596)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7596)

Procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : financement (p. 7606)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer : logement social (p. 7605)

Janine JAMBU

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Hôtellerie et restauration. Durée du travail. Réglementation [25 octobre 2006] (p. 6548)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 1er (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie)

Son intervention (p. 6067)

Article 2 (modalités d'exercice des actions de formation)

Son intervention (p. 6069)

Article 3 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle)

Son intervention (p. 6069 et s.)

Après l'article 18 C

Intervient sur l'ad n° 132 de Mme Muguette Jacquaint (abrogation de la loi du 26 juillet 2005, instaurant notamment les contrats à durée indéterminée dans la fonction publique) (p. 6084)

Article 18 (rôle des comités techniques paritaires)

Son intervention (p. 6084)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 135 de Mme Muguette Jacquaint (établissement de statistiques sexuées par l'observatoire de l'emploi public territorial) (p. 6086)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Procédure des questions :

Logement : logement social : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 7608)

Proposition de loi n° 3427 visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9047)

Son intervention (p. 9050)

Thèmes :

Collectivités territoriales : évaluation des charges : Commission (p. 9050)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 9050)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : ports maritimes (p. 9050)

Régions : Basse-Normandie : ports maritimes (p. 9050)

Régions : contrats de plan Etat-régions : ports maritimes (p. 9050)

Régions : Haute-Normandie : ports maritimes (p. 9050)

Transports par eau : ports maritimes : investissements (p. 9050)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9050)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9051)

Son intervention (p. 9057)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 9057, 9058)

Professions de santé : infirmiers : salariés (p. 9057)
 Professions de santé : ordre professionnel : cotisations (p. 9057)
 Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 9057, 9058)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9060)

Article 1er (création et définition des modalités de fonctionnement de l'ordre national des infirmiers)

Son intervention (p. 9061)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9058)

Serge JANQUIN

*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement : personnel. Inspecteurs. Procédure disciplinaire [31 octobre 2006] (p. 6783)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 22 (extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude)

Son intervention (p. 6138)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 223 du Gouvernement (ratios d'avancement de grade déterminés par les employeurs locaux) (p. 6139 et s.)

Article 23 (instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation des agents territoriaux)

Son intervention (p. 6141)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (création d'un titre emploi collectivité) (p. 6147)

Article 32 ter (extension de la possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie)

Son intervention (p. 6151)

Article 32 quater (intégration dans la fonction publique territoriale des agents titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A)

Son intervention (p. 6152)

Article 33 bis (effectif maximal de collaborateurs recrutés par l'autorité territoriale)

Son intervention (p. 6153)

Article 39 (inéligibilité des agents des EPCI aux élections municipales dans les communes membres de l'EPCI)

Son intervention (p. 6156)

Après l'article 41

Intervient sur le sous-adt n° 284 rectifié de M. Jean-Pierre Dufau (à partir du rapport sur l'état de la collectivité) à l'adt n° 208 de M. Bernard Derosier (promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale) (p. 6158)

Intervient sur le sous-adt n° 285 rectifié de M. Jean-Pierre Dufau (selon un plan pluriannuel arrêté par l'autorité territoriale) à l'adt n° 208 de M. Bernard Derosier (p. 6158)

Olivier JARDÉ

*Somme (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3486 visant à accorder une liberté de définition de l'intérêt communautaire en matière de voirie [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3716 relative aux situations d'ivresse publique [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3756 permettant la levée du secret médical dans le cas des transmissions des documents médicaux aux juridictions du contentieux technique [21 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Canada. Ressortissante française détenue, affaire Nathalie Gettlife [3 octobre 2006] (p. 5722)

Santé. Jeunes. Obésité, lutte et prévention [6 décembre 2006] (p. 8604)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 39 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son amendement n° 163 (p. 6684)

Après l'article 39

Son amendement n° 187 rectifié (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6685) : adopté (p. 6686)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Avant le chapitre Ier

Intervient sur les adts n°s 77 et 81 de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9176)

Christian JEANJEAN

*Hérault (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Yves JEGO

*Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3344 relative à la pérennisation de la filière de récupération des textiles usagés [3 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7268)

Thèmes avant la procédure des questions :

Énergie et carburants : énergies renouvelables : énergie éolienne (p. 7268)

Impôts et taxes : contributions : textile et habillement (p. 7268)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléant de M. Alain Joyandet

Son intervention (p. 7153)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 7153)

Emploi : chômage (p. 7153, 7154)

Emploi : politique de l'emploi (p. 7153)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7154)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7153)

Travail : crédits (p. 7153, 7154)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7179)

Article 57 (prorogation et augmentation de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 7179)

Après l'article 57

Intervient sur l'adt n° 175 du Gouvernement (mise en place d'une aide à l'embauche des "extras" dans le secteur de l'hôtellerie, des cafés et des restaurants) (p. 7179)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 174 du Gouvernement (allègement du montant restant à la charge des départements lors d'une activation du RMI dans le cadre du contrat d'avenir) (p. 7180)

Article 59 (expérimentation par les départements en matière de retour à l'emploi des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son amendement n° 150 rectifié (p. 7180) : adopté (p. 7182)

Son amendement n° 151 : adopté (p. 7182)

Son amendement n° 152 (rédactionnel) : adopté (p. 7182)

Son amendement n° 153 (p. 7182)

Son amendement n° 154 : adopté (p. 7182)

Son amendement n° 156 (p. 7182)

Son intervention (p. 7183)

Ses amendements n°s 157 rectifié et 158 : adoptés (p. 7183)

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son intervention (p. 7183)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de la commission (pérennisation du fonctionnement du comité central de coordination de l'apprentissage dans le secteur des bâtiments et travaux publics) (p. 7185 et s.)

Article 61 (diversification des ressources de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes - AFPA)

Son intervention (p. 7187)

Après l'article 61

Son amendement n° 125 rectifié (extension de l'accès au chèque emploi-service) (p. 7188) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 7189)

Son amendement n° 126 rectifié (alignement du régime fiscal et social des agents publics bénéficiant du chèque emploi service sur celui des agents privés) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 7189)

Maryse JOISSAINS-MASINI

*Bouches-du-Rhône (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, implantation à Cadarache, conséquences [21 novembre 2006] (p. 7806)

Marc JOULAUD

*Sarthe (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les évolutions des relations transatlantiques en matière de défense [14 février 2007] (n° 3700)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1885, posée le 13 février 2007. Audiovisuel et communication. Réseaux câblés (J.O. Questions p. 1434). Appelée le 13 février 2007. Dysfonctionnements, opérateurs, sanctions (p. 1094)

Jean-Pierre JOUYET

Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes

Est nommé secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

Alain JOYANDET

*Haute-Saône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 39 : Travail et emploi (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, compatibilité, missions de service public [19 décembre 2006] (p. 9155)

Finances publiques. Déficit budgétaire. [30 janvier 2007] (p. 748)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5749)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5750)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5749, 5750)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5749, 5750)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 280 de M. François Guillaume (dividende du travail au sein des entreprises de moins de dix salariés) (p. 5833)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5860)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5871 et s.)

Son amendement n° 196 deuxième rectification : adopté (p. 5871)

Son sous-amendement n° 332 à l'ad n° 330 rectifié du Gouvernement (p. 5878)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 43 de la commission des finances (instauration facultative d'une « prime de partage des profits » dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5880)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Yves Jegou

Dominique JUILLOT

*Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les conditions de transfert des joueurs professionnels de football et le rôle des agents sportifs [20 février 2007] (n° 3741)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1886, posée le 13 février 2007. Enseignement technique et professionnel. IUT (J.O. Questions p. 1434). Appelée le 13 février 2007. Fonctionnement, financement, Chalon-sur-Saône (p. 1099)

*DEBATS***Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres**

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)

Son intervention (p. 5930)

Thèmes :

Sports : arbitres (p. 5930)

Sports : arbitres : indépendance (p. 5930)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5930)

Sports : compétitions : arbitrage (p. 5930)

Sports : métiers du sport (p. 5930)

Didier JULIA

*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Armand JUNG

*Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3345 tendant à l'élimination des bombes à sous-munitions [3 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3377 instaurant une cotisation patronale pour le régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3378 rectifiée visant à assurer la mise en application du principe de développement durable au transport aérien [13 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Ateliers et chantiers d'insertion, financement [25 octobre 2006] (p. 6553)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1720, posée le 28 novembre 2006. Agroalimentaire. Chocolat (J.O. Questions p. 12269). Appelée le 29 novembre 2006. Suchard, emploi et activité, Strasbourg (p. 8255)

n° 1810, posée le 9 janvier 2007. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 170). Appelée le 9 janvier 2007. Aides soignants, Bas-Rhin (p. 21)

Alain JUPPÉ

Ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

Est nommé ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

K

Mansour KAMARDINE

*Mayotte (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1909, posée le 20 février 2007. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte (J.O. Questions p. 1644). Appelée le 20 février 2007. Accès aux soins, carte vitale (p. 1292)

RAPPELS AU REGLEMENT

S'insurge contre l'"interprétation intégriste" de l'article 40 de la Constitution - dont il donne deux exemples - qui réduit le droit d'amendement et condamne la représentation nationale au rôle de chambre d'enregistrement [24 janvier 2007] (p. 641)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 7042)

Sécurité publique : secours : Mayotte (p. 7047)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Procédure des questions :

Outre-mer : Mayotte : emploi (p. 7171)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 627)

Thèmes :

Outre-mer : Mayotte : aide sociale (p. 628)

Outre-mer : Mayotte : DOM (p. 628)

Outre-mer : Mayotte : immigration clandestine (p. 629)

Outre-mer : Mayotte : législation (p. 627)

Outre-mer : Mayotte : modernisation (p. 627)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 3 (dispositions organiques du statut de Mayotte)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 janvier 2007] (p. 641)

Ses amendements n°s 426 et 467 rectifié : adoptés (p. 642)

Son amendement n° 406 (p. 642)

Ses amendements n°s 408 et 409 : adoptés (p. 643)

Son intervention (p. 645)

Son amendement n° 428 (p. 645)

Son amendement n° 468 : adopté (p. 645)

Article 9 (présentation par les élus locaux des collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin des candidats à la présidence de la République - organisation du scrutin pour les élections présidentielles à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin)

Son amendement n° 430 (p. 668)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Article 1er (dispositions ordinaires complétant les statuts de Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son amendement n° 198 (p. 676)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 231 du Gouvernement (extension aux communes de Mayotte du remboursement par l'Etat de la moitié des dépenses de premier numérotage et d'adressage) (p. 679)

Article 2 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son amendement n° 193 : adopté (p. 681)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 217 du Gouvernement (plans de construction à l'intérieur de la zone dite "des cinquante pas géométriques" à Mayotte) (p. 684)

Après l'article 9

Son amendement n° 202 (adaptation pour les communes de Mayotte des règles relatives aux marchés publics) : adopté (p. 686)

Article 11 (ratification d'ordonnances)

Son amendement n° 195 (p. 689)

Après l'article 12 ter

Son amendement n° 203 (application à Mayotte de diverses dispositions relatives aux libertés et responsabilités locales et aux règles de comptabilité publique) : adopté (p. 691)

Après l'article 15

Son amendement n° 197 (mission de la commission de révision de l'état civil de Mayotte prorogée jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 692) : adopté (p. 693)

Son amendement n° 196 (application de la réforme de la filiation à Mayotte) (p. 692) : retiré (p. 693)

Ses explications de vote (p. 693)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 693)

Roger KAROUTCHI

Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement

Est nommé secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

Aimé KERGUERIS

*Morbihan (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome I : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [21 février 2007] (p. 1415)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7190)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 7191)

Aquaculture et pêche professionnelle : ostréiculture (p. 7191)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 7190)

Collectivités territoriales : interventions économiques : agriculture (p. 7190)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 7190)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 28

Son amendement n° 81 rectifié (sociétés d'armement : option pour la taxe au tonnage) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8731)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome III : Culture (n° 3364) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3373 tendant à instaurer, dans le cadre des enseignements du second degré, des stages de découverte du milieu associatif [17 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la conservation et l'entretien du patrimoine monumental [19 décembre 2006] (n° 3530)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Russie. Journaliste assassinée, enquête [10 octobre 2006] (p. 5943)

Patrimoine culturel. Musée du Louvre. Délocalisation des œuvres, Emirats arabes unis, pertinence [17 janvier 2007] (p. 391)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6121)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6122)

Chômage : indemnisation : UNEDIC : intermittents du spectacle (p. 6122)

Syndicats : accords professionnels (p. 6121, 6122)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6122)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7488)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7514)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7514, 7515)

Audiovisuel et communication : diffusion (p. 7516)

Culture : crédits (p. 7514, 7515)

Culture : politique culturelle (p. 7515)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7514)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7514)

Pays étrangers : Sénégal : culture (p. 7515)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7027)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité publique : incendies : prévention (p. 7027)

Sécurité publique : sécurité civile : associations (p. 7027)

Sécurité publique : sécurité civile : communes (p. 7027)

Sécurité publique : sécurité civile : équipement (p. 7027)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 799)

Son intervention (p. 806)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 807)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 807)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 806)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 799, 806)

Audiovisuel et communication : sociétés de programme : concurrence (p. 806, 807)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 799, 806)

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

*Essonne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Collèges. Elèves, orientation et insertion professionnelle [9 janvier 2007] (p. 34)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1910, posée le 20 février 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 1644). Appelée le 20 février 2007. Bruits, lutte et prévention, Orly (p. 1301)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Après l'article 41

Son amendement n° 243 (agrément des formateurs des élus conditionné à l'absence de condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis) (p. 6157) : adopté après rectification (p. 6158)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2006] (p. 7048)

Crédits de la mission : "Sécurité" inscrits à l'état B

Son amendement n° 41 (p. 7049)

Crédits de la mission : "Sécurité civile" inscrits à l'état B

Son amendement n° 41 (p. 7049)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 43

Son amendement n° 351 rectifié (création d'une peine de sanction-restauration) (p. 8462) : adopté (p. 8463)

Après l'article 45 bis

Intervient sur l'adt n° 243 de la commission (coordination avec le code de l'environnement) (p. 8468)

Son amendement n° 353 (coordination avec le code de l'environnement) : adopté (p. 8468)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Après l'article 2

Son amendement n° 22 (participation des associations de protection de l'environnement au dialogue préalable à toute décision en matière d'environnement) (p. 8632) : rejeté (p. 8633)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 12

Son amendement n° 336 (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) : retiré (p. 1435)

Intervient sur l'adt n° 384 de la commission (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) (p. 1436)

Jacques KOSSOWSKI

*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3598 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 977)

Son intervention (p. 982)

Thèmes :

Départements : conseils généraux : Hauts-de-Seine (p. 983)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : budget (p. 983)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : collectivités territoriales (p. 983)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : missions (p. 982)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : participation du public (p. 983)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : concurrence (p. 983)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : développement durable (p. 983)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : fiscalité (p. 983)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : rénovation urbaine (p. 983)

Ses explications de vote (p. 982)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 984)

Bernard KOUCHNER

Ministre des affaires étrangères et européennes

Est nommé ministre des affaires étrangères et européennes. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume de Norvège et le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la propriété commune d'un système de sauvetage sous-marin (n° 3196) [31 octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume de Norvège et le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la

propriété commune d'un système de sauvetage sous-marin
(n° 3196) [31 octobre 2006] (n° 3403)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mines et carrières. Nuisances. [18 octobre 2006] (p. 6251)

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Indemnisation
[21 février 2007] (p. 1418)

DEBATS

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 6 J

Son amendement n° 224 précédemment réservé (exonération de frais d'abonnement pour la fourniture énergétique à tarif spécial à caractère social) : rejeté (p. 1461)

L**Patrick LABAUNE***Drôme (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]**Yvan LACHAUD***Gard (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française
[1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [1^{er} octobre 2006]**DEPOT**Proposition de loi n° 3569 visant au désendettement des rapatriés
réinstallés dans une profession non salariée [16 janvier 2007]**INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*Agriculture. Viticulteurs. Revendications [14 novembre 2006]
(p. 7358)Enseignement secondaire. ZEP. Collèges ambition réussite,
extension, lycées [16 janvier 2007] (p. 297)*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)**

Son intervention (p. 7686)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : égalité des chances (p. 7686 et s.)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7686 et s.)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 7686)

Enseignement privé : enseignants (p. 7687)

Enseignement secondaire : collèges : sécurité (p. 7686)

Procédure des questions :

Enseignement : personnel : durée du travail (p. 7699)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7704)*Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 7706)

Son amendement n° 284 (redéploiement de crédits du programme
"enseignement scolaire public du second degré" vers le programme
"vie de l'élève" au profit de la médecine scolaire) : adopté (p. 7707)**Conchita LACUEY***Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [1^{er} octobre 2006]**Marc LAFFINEUR***Maine-et-Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]**NOMINATIONS**Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [1^{er} octobre 2006]Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le
projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006]
(p. 18934)Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le
projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du
21 décembre 2006] (p. 19292)**DEPOTS**Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007
(n° 3341) : annexe n° 27 : Relations avec les collectivités
territoriales (avances aux collectivités territoriales) (n° 3363)
[12 octobre 2006]Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances,
de l'économie générale et du Plan sur les transferts de compétences
de l'Etat aux collectivités territoriales et leur financement
[14 décembre 2006] (n° 3523)**INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE***RAPPELS AU REGLEMENT*Situe l'origine de la crise actuelle du logement à la période 1997-
2002 ; observe une reprise importante de la construction depuis
2002 ; en appelle au calme, à l'efficacité et à la sérénité
[15 février 2007] (p. 1256)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3653)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 3653)

Enseignement : histoire : génocide (p. 3653)

Parlement : rôle : histoire (p. 3653)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6243)

Thèmes :

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 6243)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6244)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6244)

Etat : missions régaliennes (p. 6244)

Finances publiques : généralités (p. 6243)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6244)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6244)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6244)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6244)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6244)

Politique extérieure : aide au développement (p. 6244)

Recherche (p. 6244)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)***Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)*

Son intervention (p. 6420)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 6426)

Article 14 (compensation des transferts de compétences aux départements)

Son intervention (p. 6429)

Article 28 (financement de l'Agence nationale des titres sécurisés)

Son intervention (p. 6442)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES****Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6747)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 6748)

Collectivités territoriales : dotation générale de décentralisation (DGD) (p. 6747)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 6747)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6747)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6747)

Communes : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 6748)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 6747)

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux : départements (p. 6748)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances : départements (p. 6748)

Impôts locaux : taux (p. 6748)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 6748)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)*Crédits de la mission : "Relations avec les collectivités territoriales" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 6767)

Après l'article 51

Intervient sur l'adt n° 59 de M. Michel Bouvard (logements étudiants pris en compte pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Michel Bouvard (prise en compte des étudiants inscrits dans un centre universitaire situé sur la commune pour le calcul de la DGF) (p. 6768)

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission ("gel" de la dotation de garantie des communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la moyenne) (p. 6769)

Intervient sur l'adt n° 70 de Mme Marie-Jo Zimmermann (éligibilité à la DSU des communes de moins de 5 000 habitants comportant une zone urbaine sensible) (p. 6769)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de la commission (adaptation des règles d'indexation de la dotation forfaitaire au département de Paris) (p. 6769)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Gilles Carrez (instauration d'un taux de progression minimal pour la dotation de fonctionnement minimale des 24 départements "historiques") (p. 6770)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Augustin Bonrepaux (révision des modalités de calcul du prélèvement "France Télécom" sur la DGF) (p. 6770)

Intervient sur l'adt n° 51 de la commission (instauration d'un prélèvement de 9,34 millions d'euros sur la dotation spéciale pour le logement des instituteurs au profit de la dotation d'aménagement) (p. 6771)

Intervient sur l'adt n° 52 de la commission (dépôt par le Gouvernement avant le 30 juin 2007 d'un rapport sur une éventuelle réforme du potentiel financier des communes) (p. 6771)

TRAVAIL ET EMPLOI**Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)***Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)*

Son intervention (p. 7185)

**ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 22 (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,8 %) : adopté (p. 7778)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Son intervention (p. 8851)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : protection des consommateurs (p. 8852)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : surendettement (p. 8851)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : fichiers informatisés (p. 8852)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : responsabilités (p. 8852)

Banques et établissements financiers : prêt hypothécaire rechargeable (p. 8852)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : protection (p. 8851)

Informatique : fichiers : Belgique (p. 8852)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8852)

Politique sociale : redressement personnel (p. 8851)

Ses explications de vote (p. 8862)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8862)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 février 2007] (p. 1256)

Jacques LAFLEUR

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 8999)

Thèmes :

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 8999)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 8999)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance (p. 9000)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : paix (p. 9000)

Christine LAGARDE

*Ministre déléguée au commerce extérieur
puis Ministre de l'agriculture et de la pêche*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

Est nommée Ministre de l'agriculture et de la pêche. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Sébastien Huyghe. Relations internationales. Politique économique. Sommet de Davos [30 janvier 2007] (p. 750)

M. Jean Proriot. Entreprises. PME. Moyens [20 février 2007] (p. 1324)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. André Chassaigne. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget et réforme de l'Etat : services du Trésor. Restructuration [19 décembre 2006] (p. 9125)

M. Alain Bocquet. Traités et conventions. Convention fiscale avec la Belgique. Avenant [19 décembre 2006] (p. 9126)

M. Jean-Paul Dupré. Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement, conséquences [19 décembre 2006] (p. 9124)

M. Yannick Favennec. Etat. Décentralisation. Conséquences, personnel, directions départementales de l'équipement [19 décembre 2006] (p. 9127)

M. Simon Renucci. Energie et carburants. Gaz. Raccordement, GALSI, Corse [30 janvier 2007] (p. 718)

M. Jean-Marie Aubron. Aménagement du territoire. Contrats de projets Etat-régions. Mise en œuvre, Lorraine [30 janvier 2007] (p. 719)

M. Jean-Pierre Decool. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Taxe régionale [30 janvier 2007] (p. 721)

M. Jean-Claude Sandrier. Entreprises. Entreprises en difficulté. Société Wagon Automotive, emploi et activité, Saint-Florent-sur-Cher [30 janvier 2007] (p. 715)

M. Christian Vanneste. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget et réforme de l'Etat : services extérieurs. Douanes, restructuration, conséquences [30 janvier 2007] (p. 717)

M. Alain Bocquet. Entreprises. Contrôle. Fonds d'investissement, conséquences [13 février 2007] (p. 1091)

M. Marc Joulaud. Audiovisuel et communication. Réseaux câblés. Dysfonctionnements, opérateurs, sanctions [13 février 2007] (p. 1094)

M. Robert Lecou. Industrie. Textile et habillement. Well, emploi et activité, Le Vigan [13 février 2007] (p. 1093)

M. Jean-Luc Reitzer. Entreprises. Entreprises en difficulté. Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, décret d'application, publication [13 février 2007] (p. 1090)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5811)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5811, 5812)

Entreprises : épargne salariale (p. 5811)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5811, 5812)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5811)

Politique économique : conjoncture : mondialisation (p. 5812)

Secteur public : entreprises publiques : intéressement et participation (p. 5811)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5870 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 292 de M. François Guillaume (prise en compte de l'évolution de la valeur des actions de l'entreprise dans la formule dérogatoire de participation) (p. 5879)

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission des finances (instauration facultative d'une « prime de partage des profits » dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5880)

Article 11 (renforcement de la diffusion du plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) dans les entreprises)

Son intervention (p. 5888)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Jean-Pierre Balligand (suppression de la possibilité d'un abondement par l'employeur du transfert de sommes d'un Plan d'épargne d'entreprises (PEE) ou d'un Plan d'épargne interentreprise vers un Plan d'épargne retraite collective - PERCO -) (p. 5890)

Article 12 (report en avant de l'imposition des sommes transférées d'un compte épargne-temps sur un PERCO ou un PEE)

Son intervention (p. 5891)

Article 14 (adaptation des règles de liquidité des fonds communs de placement d'entreprise - FCPE)

Son intervention (p. 5894)

Avant l'article 15

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Jean-Pierre Balligand (délibération portant sur la plus haute et sur la plus basse des rémunérations au sein de l'entreprise lors de l'assemblée annuelle des actionnaires) (p. 5905)

Article 15 (représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration et les directoires des entreprises)

Son intervention (p. 5906 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Maxime Gremetz (représentation élargie du personnel au sein du conseil d'administration) (p. 5909)

Intervient sur l'adt n° 285 de M. François Guillaume (représentation des salariés actionnaires et des salariés non actionnaires au sein du conseil d'administration) (p. 5909)

Intervient sur l'adt n° 282 de M. François Guillaume (réunion commune entre une délégation du comité d'entreprise et une délégation du conseil d'administration) (p. 5911)

Intervient sur l'adt n° 334 de la commission (nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986) (p. 5912)

Intervient sur le sous-adt n° 336 de M. Patrick Ollier (réduction à un seul membre des administrateurs salariés si le conseil d'administration ou de surveillance compte moins de quinze membres) à l'adt n° 334 de la commission (p. 5912)

Article 16 (placement des actions gratuites sur un plan d'épargne d'entreprise (PEE) - Déduction fiscale en cas d'attribution d'actions gratuites et de souscription d'actions à titre onéreux réservée aux salariés)

Son intervention (p. 5913)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 120 de la commission (possibilité offerte au salarié de demander la disponibilité immédiate des produits des actifs détenus dans le cadre de l'actionnariat salarié) (p. 5914)

Article 17 (participation des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) aux pactes d'actionnaires)

Son intervention (p. 5914)

Article 18 (institution d'un fonds de reprise d'entreprise)

Son intervention (p. 5914)

Article 19 (établissement d'un crédit d'impôt incitant au rachat d'une société)

Son intervention (p. 5915)

Article 20 (développement de la pratique de l'attribution d'actions gratuites)

Son intervention (p. 5916)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Gilles Carrez (extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) (p. 5947)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 130 deuxième rectification de la commission (crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 5952, 5954)

Intervient sur l'adt n° 129 de la commission (insertion d'un Chapitre IV intitulé : "Améliorer la formation des salariés aux mécanismes de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié") (p. 5954)

Avant l'article 22

Intervient sur l'adt n° 70 de M. Maxime Gremetz (extension aux licenciements abusifs du régime de sanctions applicable aux licenciements nuls) (p. 5957)

Intervient sur l'adt n° 71 de M. Maxime Gremetz (droit d'opposition à une procédure de licenciement du comité d'entreprise ou des représentants du personnel) (p. 5957)

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Maxime Gremetz (responsabilité de l'entreprise donneuse d'ordre en cas de difficultés de l'entreprise sous-traitante conduisant à des licenciements) (p. 5958)

Avant l'article 37

Intervient sur l'ad n° 19 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Balligand (mise en place de comités de rémunérations par les conseils d'administration) (p. 6000)

Intervient sur l'ad n° 289 de M. François Guillaume (transparence des rémunérations des mandataires sociaux et membres du directoire) (p. 6001)

Intervient sur l'ad n° 66 de M. Maxime Gremetz (suppression des stock-options) (p. 6003)

Intervient sur l'ad n° 279 de Mme Martine Billard (suppression des stock-options) (p. 6003)

Intervient sur l'ad n° 295 de M. François Guillaume (impossibilité de vendre les stock-options par leurs bénéficiaires durant leur mandat) (p. 6005)

Intervient sur l'ad n° 287 de M. François Guillaume (réalisation des stock-options par leurs bénéficiaires interdite avant un mois) (p. 6005)

Intervient sur l'ad n° 288 de M. François Guillaume (obligation d'opter, soit pour les stock-options, soit pour l'attribution d'actions gratuites) (p. 6005)

Intervient sur l'ad n° 2 de M. Édouard Balladur (conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 6005)

Intervient sur le sous-ad n° 343 de la commission (possibilité pour le conseil d'administration ou le conseil de surveillance d'imposer aux mandataires sociaux ou membres du directoire l'obligation de conserver tout ou partie de leurs stock-options durant leur mandat) à l'ad n° 2 de M. Édouard Balladur (p. 6005)

Intervient sur l'ad n° 294 de M. François Guillaume (suppression du rabais de 20 pour cent sur le cours des actions acquises dans le cadre d'un plan de stock-options) (p. 6008)

Intervient sur l'ad n° 290 de M. François Guillaume (administration des stock-options par un mandataire extérieur à la société) (p. 6008)

Intervient sur l'ad n° 291 de M. François Guillaume (incitation fiscale à consentir des actions à la majorité des membres du personnel) (p. 6008)

Intervient sur l'ad n° 12 rectifié de M. Jean-Pierre Balligand (octroi aux dirigeants de rémunérations annexes subordonné à la mise en place ou au renouvellement d'un accord d'intéressement) (p. 6008)

Intervient sur l'ad n° 302 de M. Jean-Pierre Balligand (taxe additionnelle sur les plus-values réalisées grâce au système des stock-options) (p. 6009)

Intervient sur l'ad n° 301 de M. Jean-Pierre Balligand (exclusion des bénéfices réalisés dans le cadre de la levée de stock-options du "bouclier fiscal") (p. 6009)

Article 37 (obligations en matière de publicité des producteurs et distributeurs de produits financiers)

Son intervention (p. 6009)

Article 38 (devoir de conseil des prestataires de services d'investissement)

Son intervention (p. 6009)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES****Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)**

Son intervention (p. 6931)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 6931)

Commerce extérieur : déficit (p. 6931)

Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) (p. 6932)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 6932)

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 6932)

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7727) :**

- Réunion de la commission des finances du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7727 et s.)

Son intervention (p. 7733 et s.)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : tarifs (p. 7734)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 7733)

Entreprises : EADS (p. 7733)

Etat : participations financières de l'Etat : gouvernance (p. 7728)

Finances publiques : Agence des participations de l'Etat (p. 7728, 7733 et s.)

Finances publiques : dette publique : agence France Trésor (p. 7728)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 7734)

Presse et livres : Imprimerie nationale : biométrie (p. 7733 et s.)

Recherche : nanotechnologies : Isère (p. 7734)

Secteur public : entreprises publiques : comptes (p. 7727 et s.)

Secteur public : entreprises publiques : rôle (p. 7728)

Secteur public : privatisations (p. 7728, 7733)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7733)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Sa réponse (p. 8856)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 8858)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : protection des consommateurs (p. 8857)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : fichiers informatisés (p. 8858)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : responsabilités (p. 8857)

Banques et établissements financiers : prêt hypothécaire rechargeable (p. 8856)

Informatique : fichiers : Belgique (p. 8858)

Politique économique : croissance (p. 8856)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8856)

Politique sociale : redressement personnel (p. 8858)

Proposition de loi n° 3382 portant diverses dispositions intéressant la Banque de France

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 365)

Sa réponse (p. 372)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France : code du travail (p. 373)

Banques et établissements financiers : Banque de France : comité de la politique monétaire (p. 373)

Banques et établissements financiers : Banque de France : conseil général (p. 372)

Banques et établissements financiers : Banque de France : règles prudentielles (p. 374)

Banques et établissements financiers : Banque de France : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 374)

Banques et établissements financiers : Banque de France : rôle et missions (p. 373 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : financement (p. 374)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : taux d'intérêt (p. 373)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 375)*Article 5 (application du droit du travail à la Banque de France)*

Son intervention (p. 377 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (directives européennes relatives aux marchés d'instruments financiers : prorogation de l'habilitation pour leur transposition par ordonnance) (p. 378)

Intervient sur l'adt n° 4 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n° 2006-346 du 23 mars 2006 relative aux sûretés - hypothèque rechargeable et prêt viager hypothécaire - et conversion du privilège de prêteurs de deniers en hypothèque rechargeable) (p. 379)

Intervient sur le sous-adt n° 5 de M. Gilles Carrez (conversion du privilège de prêteurs de deniers en hypothèque rechargeable : exonération de taxe de publicité foncière et du droit fixe d'enregistrement) à l'adt n° 4 du Gouvernement (p. 379)

Jean-Christophe LAGARDE

*Seine-Saint-Denis (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 30 novembre 2006] (p. 18061)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} décembre 2006] (p. 18145)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} décembre 2006] (p. 18145)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à prévenir le surendettement (n° 3490) [6 décembre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

DEPOTS

Proposition de loi organique n° 3396 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française [25 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3420 tendant à assurer l'indépendance et le pluralisme des médias [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement [30 novembre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi de M. Jean-Christophe Lagarde et de M. Hervé Morin tendant à prévenir le surendettement (n° 3490) [6 décembre 2006] (n° 3495)

Proposition de loi n° 3572 tendant à instaurer la gratuité de la restauration scolaire [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Michel Hunault : souhaite que la qualité des débats pallie le faible effectif de députés présents [14 décembre 2006] (p. 9069)

DEBATS

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)**

Répond au rappel au règlement de M. Michel Hunault (cf supra) [14 décembre 2006] (p. 9069)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE**Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)**

Seconde délibération

Article 1er bis A (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités)

Ses observations : souligne une particularité de notre droit : "les législateurs peuvent très bien décider d'adopter une disposition anticonstitutionnelle, pour peu qu'ils s'entendent entre eux pour ne pas la déferer au Conseil constitutionnel" [18 janvier 2007] (p. 521)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Accès aux soins [29 novembre 2006] (p. 8265)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1722, posée le 28 novembre 2006. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits (J.O. Questions p. 12270). Appelée le 29 novembre 2006. Gare de triage, Drancy (p. 8240)

n° 1819, posée le 16 janvier 2007. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 413). Appelée le 16 janvier 2007. Effectifs de personnel, Seine-Saint-Denis (p. 290)

RAPPELS AU REGLEMENT

Aurait souhaité davantage de réponses de la part du ministre à ses questions, notamment concernant les statuts de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française. [14 novembre 2006] (p. 7371)

Trouve scandaleux et inadmissible que des dizaines de personnes aient pourchassé un supporter d'un club de Tel-Aviv et un fonctionnaire de police en lançant des propos racistes et antisémites. Il s'indigne également que la déclaration du Premier ministre appelant à "des dispositions nouvelles pour s'assurer que la répression à l'encontre de ceux qui usent de violence soit exemplaire" ne l'ait pas conduit à venir s'expliquer devant le Parlement en train de discuter d'un projet de loi où de telles "dispositions nouvelles" ont naturellement leur place [24 novembre 2006] (p. 8076)

Rappelle qu'il a demandé la venue du Premier ministre pour qu'il présente les mesures nouvelles annoncées dans le cadre de la lutte contre les violences dans les stades. Souhaite une réponse à sa demande [24 novembre 2006] (p. 8089)

Dénonce l'inégalité de traitement entre le Gouvernement qui peut continuer de déposer, de modifier et de rectifier ses amendements tant qu'il le souhaite et les députés qui n'ont plus la possibilité de le faire après le début de la discussion générale [28 novembre 2006] (p. 8203)

Regrette que son amendement soit tombé car il prévoyait l'information du maire, qui a la faculté de prononcer des hospitalisations d'office, sur les antécédents du patient. Il demande au ministre de tenir compte de sa demande dans la rédaction de l'ordonnance [30 novembre 2006] (p. 8417)

Regrette la rapidité avec laquelle les amendements sont mis aux voix et rappelle que fut ainsi adoptée une disposition faisant l'apologie du colonialisme [24 janvier 2007] (p. 652)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7447)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7448)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7448)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7448)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7448)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7447)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7448)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7332)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 novembre 2006] (p. 7371)

Thèmes avant la procédure des questions :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 7333)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7332)

Logement : habitat insalubre : outre-mer (p. 7332)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7332)

Mines et carrières : permis d'exploitation : Nouvelle-Calédonie (p. 7333)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 7333)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 7332)

Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 7332)

Outre-mer : ultramarins résidant en métropole (p. 7333)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions : Polynésie française (p. 7332)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7853)

Son intervention (p. 7886)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 7887)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7888)

Communes : maires : hospitalisation d'office (p. 7853)

Communes : maires : information (p. 7889)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 7888)

Droit pénal : composition pénale (p. 7853)

Droit pénal : délinquance et criminalité : moyens (p. 7886)

Droit pénal : délinquance et criminalité : partis et mouvements politiques (p. 7886)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7887)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 7887)

Droit pénal : délinquance et criminalité : UDF (p. 7886)

Droit pénal : récidive (p. 7888)

Jeunes : insertion professionnelle : enseignement (p. 7887)

Justice : crédits (p. 7886)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 7889)

Politique sociale : cohésion sociale : logement social (p. 7887)

Politique sociale : personnes défavorisées : égalité des chances (p. 7887)

Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 7854)
 Professions sociales : travailleurs sociaux : effectifs (p. 7886)
 Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7889)
 Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 7886, 7888)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7987 et s.)

Après l'article 12

Son sous-amendement n° 711 (pas d'amnistie pour les retraits de points et les contraventions) à l'adt n° 293 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives au permis à points) (p. 8018) : retiré (p. 8019)

Son sous-amendement n° 712 (pas d'amnistie pour certaines infractions) à l'adt n° 293 rectifié du Gouvernement (p. 8018) : retiré (p. 8019)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8041 et s.)
 Son amendement n° 469 : adopté (p. 8046)
 Ses amendements n°s 570 à 573 (p. 8046)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8076)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 472 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes) (p. 8080)

Intervient sur le sous-adt n° 716 de M. Lilian Zanchi (quelle que soit la taille des communes) à l'adt n° 472 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (p. 8081)

Article 2 bis précédemment réservé (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8083 et s.)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son amendement n° 473 : adopté après modification (p. 8087)
 Son amendement n° 474 : adopté après rectification (p. 8088)
 Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8089)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8109 et s.)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 8145 et s.)
 Son amendement n° 529 (p. 8192)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 novembre 2006] (p. 8203)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 371 précédemment réservé de M. Nicolas Perruchot (statut de la profession de correspondant de nuit) (p. 8209)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son intervention (p. 8211)
 Son Intervention : demande une suspension de séance, en l'absence de réponses aux questions qu'il a posées au Gouvernement (p. 8212)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 8216 et s.)
 Son amendement n° 531 rectifié : adopté (p. 8221)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son amendement n° 533 (p. 8285)
 Ses interventions (p. 8289 et s.)
 Son amendement n° 534 rectifié (p. 8295)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 43 précédemment réservé de M. Noël Mamère (suppression de la commission des infractions fiscales) (p. 8313)

Article 10 précédemment réservé (études de sécurité publique en matière d'urbanisme)

Ses amendements n°s 535, 536 et 537 (p. 8316) : adoptés (p. 8317)

Article 11 précédemment réservé (règles de vote sur les fermetures de portes dans les copropriétés)

Son amendement n° 538 (p. 8318)

Article 11 bis précédemment réservé (participation possible des communes aux dépenses de sécurité des immeubles)

Son amendement n° 539 (de suppression) (p. 8319)

Article 11 quater précédemment réservé (résiliation du bail en cas de troubles de voisinage)

Ses sous-amendements n°s 725 et 726 à l'adt n° 185 de la commission (p. 8321)

Après l'article 11 quater

Intervient sur l'adt n° 728 précédemment réservé du Gouvernement (obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 8322)

Intervient sur l'adt n° 543 précédemment réservé de M. Serge Grouard (résiliation du bail pour troubles du voisinage aux abords immédiats des immeubles) (p. 8323)

Son sous-amendement n° 731 (y compris pour troubles du voisinage) à l'adt n° 729 précédemment réservé du Gouvernement (incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles) (p. 8324) : retiré (p. 8325)

Son amendement n° 549 précédemment réservé (contravention pour présence continue dans les parties communes d'immeubles) (p. 8325) : retiré (p. 8326)

Son amendement n° 550 précédemment réservé (possibilité de prélever sur la quotité saisissable l'amende pour présence continue dans les parties communes d'immeubles) (p. 8325) : retiré (p. 8326)

Son amendement n° 547 précédemment réservé (sanctions pour les infractions au règlement intérieur d'un immeuble) : retiré (p. 8326)

Après l'article 12

Son amendement n° 552 rectifié (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 8328) : adopté (p. 8329)

Son amendement n° 553 (interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 8328) : retiré (p. 8329)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Son amendement n° 554 : adopté (p. 8329)

Son amendement n° 555 (p. 8329)

Après l'article 12 bis

Intervient sur le sous-adt n° 733 du Gouvernement (à l'évaluation comportementale du chien par un vétérinaire) à l'adt n° 519 de M. Lionnel Luca (subordination de la détention de chiens dangereux à l'obtention d'un certificat de sociabilité) (p. 8331 et s.)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Nicolas Perruchot (fichier national informatisé des permis de chasser) (p. 8332)

Article 12 ter (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Son intervention (p. 8333)

Son amendement n° 556 (p. 8334)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 385 de M. Jean-Pierre Blazy (restauration de la police de proximité dans les zones urbaines sensibles) (p. 8348)

Article 14 (prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique)

Son amendement n° 574 (p. 8350)

Article 15 (répression des violences au sein du couple)

Son intervention (p. 8352)

Article 16 (secret médical)

Ses interventions (p. 8354 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Jean-Marie Le Guen (création d'une commission nationale de protection de l'enfance dans les médias) (p. 8358)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son amendement n° 575 : adopté après modification (p. 8359)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 499 de M. Charles de Courson (autorisation d'exploiter des jeux de casinos sur Internet) (p. 8364)

Article 4 précédemment réservé (composante judiciaire de la prévention de la délinquance : reconnaissance explicite par la loi du rôle du ministère public en matière de prévention)

Ses interventions (p. 8374 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n° 475 précédemment réservé (obligation pour les policiers municipaux de servir pendant une durée minimum de trois ans la collectivité qui a financé leur formation) : retiré (p. 8379)

Intervient sur l'adt n° 173 précédemment réservé de la commission (information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés) (p. 8380)

Article 25 (renforcement des obligations des personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes - FIJAIS)

Son intervention (p. 8382)

Après l'article 25

Son amendement n° 569 (extension au plaignant de la protection dont bénéficie le témoin) (p. 8384) : rejeté (p. 8385)

Article 26 (allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes)

Ses interventions (p. 8385 et s.)

Après l'article 26

Son amendement n° 567 (paiement des contraventions prélevé sur la fraction insaisissable) : rejeté (p. 8387)

Son amendement n° 568 (aggravation des peines en cas de violation répétée d'un arrêté municipal) (p. 8387) : rejeté (p. 8388)

Intervient sur l'adt n° 101 du Gouvernement (circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 8392)

Son sous-amendement n° 738 (gardiens d'immeubles assermentés protégés par ce dispositif) à l'adt n° 101 du Gouvernement (p. 8392) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8394)

Intervient sur l'adt n° 274 de la commission (création d'une infraction spécifique de détention ou transport sans motif légitime de substances ou produits incendiaires ou explosifs) (p. 8395)

Article 18 précédemment réservé (renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques)

Son amendement n° 576 (p. 8414)

Article 19 précédemment réservé (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8417)

Article 20 précédemment réservé (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Ses interventions (p. 8419 et s.)

Article 34 (instauration d'une circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste)

Son intervention (p. 8430)

Article 35 (aménagement des mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - application de la composition pénale aux mineurs)

Son amendement n° 579 (p. 8444)

Son amendement n° 580 (p. 8447)

Article 38 (organisation des audiences du tribunal pour enfants - procédure de présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs)

Son amendement n° 584 (p. 8452)

Explications de vote et vote [5 décembre 2006] (p. 8519)

Ses explications de vote (p. 8520)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8521)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7975)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 7975)

Santé : maladies mentales (p. 7975)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 8847)

Son intervention (p. 8858)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 8848)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : protection des consommateurs (p. 8848, 8859)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : surendettement (p. 8847)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : fichiers informatisés (p. 8847, 8859)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : responsabilités (p. 8847, 8860)

Commerce et artisanat : commerce électronique (p. 8848, 8859)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : protection (p. 8848, 8859)

Informatique : fichiers : Belgique (p. 8859 et s.)

Politique économique : croissance (p. 8848)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8847)

Politique sociale : redressement personnel (p. 8847)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 9010)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 9010)

Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 9011)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9010)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)

Avant l'article unique

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Victorin Lurel (mention des collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans l'article 72-3 de la Constitution) (p. 9014)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9011)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)

Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)

Son intervention (p. 328 et s.)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 637)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 638)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Barthélemy (p. 637)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Martin (p. 637)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 639)

Outre-mer : Mayotte : DOM (p. 638)

Outre-mer : octroi de mer (p. 639)

Pays étrangers : Pays-Bas : Saint-Martin (p. 638)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 3 (dispositions organiques du statut de Mayotte)

Son intervention (p. 644)

Article 6 (dispositions organiques du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 652 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 janvier 2007] (p. 652)

Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 655 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 11 de Mme Béatrice Vernaudo (découpage en trois circonscriptions de la circonscription des Iles du Vent pour les élections à l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 665)

Intervient sur l'adt n° 270 de la commission (modification du mode de scrutin applicable au prochain renouvellement de l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 667 et s.)

Son amendement n° 12 (rétablissement du mode de scrutin antérieur à la loi organique du 27 février 2004 pour l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 665) : rejeté (p. 668)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 693)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Son intervention (p. 1019)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 1019)

Elections et référendums : prime majoritaire : Polynésie française (p. 1020)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 1021)

Outre-mer : continuité territoriale : crédits budgétaires (p. 1021)

Outre-mer : Ile de Saint-Barthélemy (p. 1020)

Outre-mer : Ile de Saint-Martin (p. 1020)

Transports aériens : tarification sociale (p. 1021)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1021)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant disposition de révision de l'état civil de Mayotte prorogée jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 693)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adit n° 180 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (droit additionnel à l'octroi de mer régional à Cayenne et à Fort-de-France) (p. 680)

Article 9 (aménagement du dispositif de continuité territoriale)

Son amendement n° 182 : adopté (p. 685)

Après l'article 15

Intervient sur l'adit n° 197 de M. Mansour Kamardine (mission de la commission de révision de l'état civil de Mayotte prorogée jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 693)

Ses explications de vote [24 janvier 2007] (p. 693)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 693)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Thèmes :

Elections et référendums : modes et scrutin : Polynésie française (p. 1019)

Elections et référendums : prime majoritaire : Polynésie française (p. 1020)

Outre-Mer : Ile de Saint-Barthélemy (p. 1020)

Outre-Mer : Ile de Saint-Martin (p. 1020)

Transports aériens : tarification sociale (p. 1021)

Outre-Mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 1021)

Outre-Mer : continuité territoriale : crédits budgétaires (p. 1021)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1024)

Son intervention (p. 1025)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1025)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son amendement n° 73 (p. 1365)

Article 3 précédemment réservé (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son amendement n° 74 (p. 1439)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE

PARITAIRE

Son intervention à l'issue du vote (p. 1539)

Jérôme LAMBERT

*Charente (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique industrielle européenne [20 février 2007] (n° 3747)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8356)

Thèmes :

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8356)

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8356)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8356)

Logement (p. 8356)

TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8356)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6458)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Son intervention (p. 7582)

Thèmes :

Justice : aide juridictionnelle : rémunération (p. 7582)

Justice : carte judiciaire (p. 7582)

Jean-François LAMOURE

Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Claude Greff. Associations. Bénévolat. Développement [14 novembre 2006] (p. 7359)

M. Daniel Prévost. Associations. Bénévolat. Chèque-repas [20 décembre 2006] (p. 9220)

Mme Liliane Vaginay. Associations. Conférence nationale de la vie associative. [17 janvier 2007] (p. 392)

M. Jean-Marie Geveaux. Sports. Politique du sport. Sportifs de haut niveau, aides de l'Etat [14 février 2007] (p. 1176)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 44 (abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne)

Son intervention (p. 6012)

Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)

Ses interventions (p. 5923, 5932)

Thèmes :

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 5923)

Fonctionnaires et agents publics : règles de cumul : arbitrage (p. 5925)

Sports : arbitres (p. 5923 et s., 5932, 5933)

Sports : arbitres : cotisations sociales (p. 5923)

Sports : arbitres : formation professionnelle (p. 5932)

Sports : arbitres : indépendance (p. 5923)

Sports : arbitres : missions de service public (p. 5923)

Sports : arbitres : ordre public (p. 5925)

Sports : arbitres : risques professionnels (p. 5933)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5923)

Sports : compétitions : arbitrage (p. 5923, 5924)

Sports : compétitions : sécurité (p. 5923)

Sports : fédérations : arbitrage (p. 5933)

Sports : politique du sport (p. 5923, 5924)

Sports : sport de haut niveau (p. 5933)

Discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5933)

Article 1er (définition de la pratique arbitrale)

Son intervention (p. 5933)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)

Son intervention (p. 7077)

Sa réponse (p. 7083 et s.)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : aides publiques (p. 7078, 7079)

Associations : volontaires (p. 7079, 7083)

Education physique et sportive : sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) (p. 7079)

Emploi : jeunes (p. 7079, 7083)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 7083)

Jeux et paris : fonctionnement (p. 7078)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : effectifs (p. 7079)

Sports : handicapés (p. 7080)

Sports : arbitres (p. 7083)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 7078, 7080)

Sports : dopage (p. 7082, 7083)

Sports : fédérations (p. 7082)

Sports : football (p. 7082)

Sports : installations sportives (p. 7080, 7081)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 7080, 7081)

Sports : jeux olympiques (p. 7080)

Sports : métiers du sport (p. 7079)

Sports : politique du sport (p. 7077 et s.)

Sports : rugby (p. 7080)
 Sports : sportifs professionnels (p. 7078, 7081)
 Sports : sports de loisirs (p. 7080, 7081)
 Sports : sports de montagne (p. 7081)

Réponses aux questions :

Associations : bénévolat (p. 7086) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 7085)
 Education physique et sportive : sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) (p. 7084) (M. François Liberti) (p. 7084)
 Sports : dopage (p. 7083) (M. François Rochebloine) (p. 7083)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2006] (p. 7086)

Après l'article 56

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Michel Raison (non-assujettissement des associations retransmettant, sans pratiquer l'entrée payante, des événements sportifs télévisés au forfait dû au titre de la diffusion de passages musicaux) (p. 7087)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Alain Néri (rapport au Parlement sur l'évaluation des exonérations instituées par la loi n° 2004-1366 sur le sport professionnel) (p. 7088)

Projet de loi n° 3387 autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 janvier 2007] (p. 191)

Son intervention (p. 191)
 Sa réponse (p. 197)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 192)
 Organisations internationales : Agence internationale de lutte contre le dopage (p. 192, 197)
 Organisations internationales : UNESCO (p. 191, 197)
 Pays étrangers : Liban (p. 197)
 Pays étrangers : Luxembourg (p. 191)
 Santé : examen médical (p. 197)
 Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 191, 192, 197)
 Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 191)
 Sports : dopage (p. 191, 192, 197)
 Sports : fédérations (p. 191)
 Sports : Tribunal arbitral du sport (TAS) (p. 191, 192, 197)

Marguerite LAMOUR

*Finistère (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le démantèlement des navires de guerre [24 janvier 2007] (n° 3609)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Emploi et activité. Brest [6 février 2007] (p. 954)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7133)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7133)
 Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 7133)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 7133)
 Défense : militaires et assimilés : logement (p. 7133)
 Défense : porte-avions (p. 7133)
 Jeunes : insertion professionnelle : armée (p. 7133)

François LAMY

*Essonne (6^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [du 1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Robert LAMY

*Rhône (8^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Protection. Réchauffement climatique, conférence de Nairobi [21 novembre 2006] (p. 7802)

Finances publiques. Déficit public. Réduction [7 février 2007] (p. 1004)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1785, posée le 19 décembre 2006. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 13072). Suppléé par M. Dominique Richard. Appelée le 19 décembre 2006. Contrat de site, Tarare (p. 9129)

Jack LANG

*Pas-de-Calais (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Pierre LANG

*Moselle (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Gérard LARCHER

Ministre délégué à l'emploi

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Catherine Génisson. Industrie. Papier et carton. Stora-Enso, emploi et activité, Corbehem [4 octobre 2006] (p. 5775)

M. Dominique Tian. Chômage : indemnisation. Allocations. Fraude, lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6187)

M. François Sauvadet. Hôtellerie et restauration. Durée du travail. Réduction, application [24 octobre 2006] (p. 6476)

M. René Couanau. Hôtellerie et restauration. Durée du travail. Réduction, application [24 octobre 2006] (p. 6483)

Mme Arlette Grosskost. Travail. Négociations. Dialogue social, réforme [31 octobre 2006] (p. 6782)

Mme Pascale Gruny. Emploi. Emplois jeunes. [14 novembre 2006] (p. 7361)

M. Bernard Depierre. Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [15 novembre 2006] (p. 7472)

Mme Bérengère Poletti. Emploi. Politique de l'emploi. Ardennes [21 novembre 2006] (p. 7804)

M. Bernard Perrut. Travail. Négociations. Dialogue social, réforme [28 novembre 2006] (p. 8161)

M. Maxime Gremetz. Syndicats. Représentativité. Réforme [5 décembre 2006] (p. 8511)

M. Frédéric Dutoit. Emploi. Conférence sur l'emploi et les revenus [13 décembre 2006] (p. 8982)

M. Alain Vidalies. Politique économique. Conférence sur l'emploi et les revenus [19 décembre 2006] (p. 9150)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, formation [19 décembre 2006] (p. 9152)

M. Christian Paul. Industrie. Textile et habillement. DIM, emploi et activité, Nièvre [19 décembre 2006] (p. 9155)

M. Philippe Armand Martin. Emploi. Contrats jeunes. Civis [19 décembre 2006] (p. 9158)

M. François Rochebloine. Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche. Réglementation [20 décembre 2006] (p. 9217)

M. Jean-Claude Mathis. Emploi. Contrats nouvelle embauche. [20 décembre 2006] (p. 9224)

Mme Marie-Anne Montchamp. Emploi. Chômage. [9 janvier 2007] (p. 35)

M. Albert Facon. Entreprises. Chefs d'entreprise. Comportements délictueux, sanctions [16 janvier 2007] (p. 302)

M. Jean Ueberschlag. Formation professionnelle. Apprentissage. Développement [24 janvier 2007] (p. 615)

M. Gaëtan Gorce. Emploi. Chômage. Statistiques [24 janvier 2007] (p. 616)

M. François Liberti. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [24 janvier 2007] (p. 617)

M. William Dumas. Industrie. Textile et habillement. Well, emploi et activité, Le Vigan [24 janvier 2007] (p. 620)

M. Jacques Le Nay. Emploi. Chômage. [31 janvier 2007] (p. 849)

M. Alain Vidalies. Emploi. Chômage. Statistiques [31 janvier 2007] (p. 855)

M. Jean-Yves Hugon. Emploi. Contrats jeunes. CIVIS [31 janvier 2007] (p. 856)

M. Philippe Briand. Hôtellerie et restauration. Durée du travail. Réglementation [6 février 2007] (p. 957)

M. Claude Leteurte. Industrie. Machines et équipements. Moulinex, personnel, reclassement [13 février 2007] (p. 1112)

M. Bernard Perrut. Emploi. Politique de l'emploi. [13 février 2007] (p. 1119)

Mme Jacqueline Fraysse. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité [14 février 2007] (p. 1171)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Christian Paul. Industrie. Textile et habillement. DIM, emploi et activité, Nièvre [5 décembre 2006] (p. 8480)

M. Maurice Giro. Sécurité routière. Signalisation. Visibilité [5 décembre 2006] (p. 8481)

Mme Catherine Génisson. Formation professionnelle. Ateliers de pédagogie personnalisée. Financement [16 janvier 2007] (p. 265)

M. Jean-Pierre Door. Enseignement secondaire. EREA. [16 janvier 2007] (p. 266)

M. Jean Tiberi. Logement. Logement social. Crédits, statistiques [16 janvier 2007] (p. 264)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5743)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5754)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5760)

Sa réponse (p. 5803)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5815)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 5754)

Emploi : seniors (p. 5806)

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5743)

Entreprises : chefs d'entreprises : stock options (p. 5805)

Entreprises : comités d'entreprise (p. 5807)

Entreprises : concertation avec le personnel (p. 5744)

Entreprises : délocalisations (p. 5806)

Entreprises : épargne salariale (p. 5754 et 5804)

Entreprises : expression des salariés (p. 5805)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5744, 5753, 5804 à 5807)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5744, 5804)

Entreprises : sous-traitance (p. 5754)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 5804)

Industrie : automobile (p. 5807)

Politique économique : mondialisation (p. 5744)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 5806)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5743, 5744)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 5815)

Politique sociale : dialogue social (p. 5743, 5744)

Politique sociale : inégalités (p. 5804, 5805)

Sociétés : participation aux résultats (p. 5744)

Sports : football (p. 5805)

Syndicats : représentativité (p. 5754)

Travail : contentieux (p. 5806)

Travail : accords de branche (p. 5744, 5760)

Travail : chèque-transport (p. 5807)

Travail : code du travail (p. 5815)

Travail : conditions de travail (p. 5807)

Travail : licenciements (p. 5760)

Travail : négociations (p. 5744, 5754)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 5760, 5805)

Travail : salaires (p. 5805)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 105 deuxième rectification de la commission (création d'un dividende du travail) (p. 5819)

Intervient sur l'adit n° 3 rectifié de la commission des affaires économiques (création d'un dividende du travail) (p. 5819)

Article 1er (attribution d'un supplément d'intéressement ou de participation)

Son intervention (p. 5823 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 54 de M. Maxime Gremetz (accords sur l'intéressement ou la participation des salariés aux résultats de l'entreprise soumis à la signature des organisations syndicales représentatives majoritaires ou des délégués du personnel) (p. 5831)

Intervient sur l'adit n° 219 de M. François Cornut-Gentille (réforme du livret d'épargne salariale) (p. 5833)

Intervient sur l'adit n° 280 de M. François Guillaume (dividende du travail au sein des entreprises de moins de dix salariés) (p. 5834)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son intervention (p. 5843 et s.)

Article 4 (généralisation des comités de suivi des accords)

Son intervention (p. 5846 et s.)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adit n° 16 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour toutes les entreprises, y compris les très petites, de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5853)

Intervient sur l'adit n° 17 de M. Jean-Pierre Balligand (obligation pour toutes les entreprises employant un minimum de dix salariés de mettre en œuvre un dispositif de participation) (p. 5854)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5855 et s.)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5874 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adit n° 292 de M. François Guillaume (prise en compte de l'évolution de la valeur des actions de l'entreprise dans la formule dérogatoire de participation) (p. 5880)

Intervient sur l'adit n° 43 de la commission des finances (instauration facultative d'une « prime de partage des profits » dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5880)

Après l'article 7

Intervient sur l'adit n° 26 de M. Jean-Pierre Balligand (communication de données sur la masse salariale et les dispositifs d'intéressement et de participation avant la négociation annuelle sur les salaires) (p. 5883)

Article 8 (rationalisation et sécurisation des accords de participation)

Son intervention (p. 5884 et s.)

Article 9 (sécurisation de la répartition de la réserve de participation)

Son intervention (p. 5885)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 96 de la commission (extension de l'intéressement dans la fonction publique) (p. 5886)

Intervient sur l'ad t n° 98 de la commission (rapport au Parlement sur l'extension de l'intéressement dans la fonction publique) (p. 5887)

Article 10 (placement des sommes versées au titre de la participation sur un plan d'épargne d'entreprise -PEE -)

Son intervention (p. 5887 et s.)

Article 11 (renforcement de la diffusion du plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) dans les entreprises)

Son intervention (p. 5889)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad t n° 107 de la commission (association du comité d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 5894)

Intervient sur l'ad t n° 108 de la commission (incitation à la programmation de mesures de développement de l'activité dans les bassins d'emploi concernés par des restructurations) (p. 5903)

Intervient sur l'ad t n° 109 de la commission (adaptation, par voie d'accord collectif, des modalités d'information du comité d'entreprise et des salariés) (p. 5903)

Intervient sur l'ad t n° 110 de la commission (organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative) (p. 5903)

Intervient sur l'ad t n° 111 de la commission (modalités d'expression collective des salariés des entreprises de moins de 250 salariés ; dispositif expérimental et transitoire) (p. 5903)

Intervient sur l'ad t n° 106 rectifié de la commission (insertion d'un Chapitre IV intitulé : "Favoriser la concertation dans l'entreprise") (p. 5904)

Article 23 (instauration d'un congé de mobilité pour certains salariés menacés de licenciement)

Son intervention (p. 5985)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad t n° 238 de M. Michel Charzat (reclassement des salariés des petites et moyennes entreprises en difficultés économiques conduisant à des licenciements ; création d'un fonds de mutualisation de reclassement) (p. 5988)

Article 24 (ratification de l'ordonnance relative au contrat de transition professionnelle (CTP))

Son intervention (p. 5989)

Après l'article 24

Intervient sur l'ad t n° 167 de M. Maxime Gremetz (restriction des possibilités de recours aux emplois temporaires) (p. 5990)

Article 25 (recours au travail temporaire pour compléter les revenus d'un temps partiel)

Son intervention (p. 5993)

Article 27 (suppression de la "contribution Delalande")

Son intervention (p. 5994)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad t n° 195 de M. Pierre-Christophe Baguet (alignement du régime fiscal et social de l'indemnité de départ à la retraite sur celui de l'indemnité de mise à la retraite) (p. 5996)

Article 28 (extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans)

Son intervention (p. 5996)

Après l'article 34

Intervient sur l'ad t n° 190 de M. Dominique Tian (gestion du compte épargne-temps par des organismes agréés) (p. 5997)

Intervient sur l'ad t n° 256 de M. Michel Charzat (gestion des œuvres sociales par le comité central d'entreprise : assouplissement de la règle de l'unanimité syndicale) (p. 5998)

Article 35 (prolongation de l'habilitation pour la recodification du code du travail)

Son intervention (p. 5999)

Article 45 (création du chèque-transport)

Son intervention (p. 6014 et s.)

Article 46 (régime fiscal et social du chèque-transport)

Son intervention (p. 6017)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 décembre 2006] (p. 8523)

Son intervention (p. 8526)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 8527)

Entreprises : actionariat salarié (p. 8526)

Entreprises : intéressement et participation (p. 8526, 8527)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8526)

Entreprises : salariés : information (p. 8526)

Entreprises : sous-traitance (p. 8526)

Justice : conseillers prud'hommes (p. 8527)

Travail : contrats de travail (p. 8527)

Travail : droit du travail (p. 8526, 8527)

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6128)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6128)

Politique sociale : dialogue social (p. 6128)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6128)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6610)

Intervient sur le sous-ad t n° 449 de M. Pierre-Louis Fagniez (date limite pour la négociation d'un nouvel accord collectif de branche fixée au 31 janvier 2007) à l'ad t n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (p. 6611)

Intervient sur le sous-ad t n° 451 du Gouvernement (précision rédactionnelle sur les exonérations de charges : les exonérations de

droit commun s'appliqueront entre la durée légale et la durée équivalente) à l'ad t n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (p. 6611)

Article 13 (indemnités de départ volontaire)

Son intervention (p. 6616 et s.)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Son intervention (p. 8532)

Sa réponse (p. 8544)

Thèmes :

Entreprises : concertation avec le personnel (p. 8533, 8560)

Etat : Conseil économique et social (p. 8534)

Politique sociale : dialogue social (p. 8532 et s., 8544, 8559 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 8534, 8560, 8561)

Travail : droit du travail (p. 8532, 8533, 8559 et s.)

Travail : négociations (p. 8532 et s., 8544, 8559 et s.)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 30 rectifié de M. Alain Vidalies (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8567)

Intervient sur l'ad t n° 13 de M. Maxime Gremetz (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8567)

Intervient sur l'ad t n° 45 de Mme Martine Billard (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8567)

Intervient sur l'ad t n° 36 de M. Alain Vidalies (appréciation de la représentativité nationale des organisations syndicales en fonction des résultats d'une élection de représentativité réservée aux organisations respectant les valeurs républicaines) (p. 8571)

Intervient sur l'ad t n° 14 de M. Maxime Gremetz (subordination de la validité des conventions collectives à la signature d'organisations syndicales représentant une majorité de salariés) (p. 8572)

Intervient sur l'ad t n° 15 rectifié de M. Maxime Gremetz (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur applicables en vertu d'une convention) (p. 8575)

Intervient sur l'ad t n° 23 de M. Alain Vidalies (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur) (p. 8575)

Intervient sur l'ad t n° 29 de M. Alain Vidalies (suppression d'une disposition remettant en cause les règles relatives au contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 8577)

Intervient sur l'ad t n° 28 de M. Alain Vidalies (durée du mandat des délégués du personnel) (p. 8577)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8614 et s.)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8585)

Son intervention (p. 8585)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit immobilier de France (CIF) (p. 8586)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 8586)

Logement : politique du logement : financement (p. 8586)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) (p. 8585)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) : action sociale (p. 8585)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) : budget (p. 8586)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) : organisation (p. 8585)

Professions immobilières : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) (p. 8585)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 8586)

Discussion des articles [6 décembre 2006] (8593)

Article 1er (ratification et modifications de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété)

Son intervention (p. 8595 et s.)

Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 529)

Son intervention (p. 539)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 540)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 540)

Industrie : textile et habillement (p. 539)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 539)

Politiques communautaires : fonds d'ajustement à la mondialisation (p. 540)

Travail : licenciement économique (p. 539)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 251 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (prise en compte dans le dispositif d'opposabilité des logements ayant bénéficié de l'aide de l'ANAH) (p. 1349)

Intervient sur l'ad t n° 13 de la commission (location de logements conventionnés à des organismes privés ou publics en vue de leur sous-location aux demandeurs de logement) (p. 1350)

Intervient sur l'ad t n° 382 du Gouvernement (critères de détermination de l'habitat indigne et diffusion des données relatives à cet habitat) (p. 1351)

Intervient sur l'ad t n° 309 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (diffusion des données relatives à l'habitat insalubre, déclenchement des procédures départementales de lutte contre cet habitat) (p. 1351)

Intervient sur l'ad t n° 254 de M. Jean-Louis Dumont (solution pérenne d'hébergement ou de logement pour les personnes accueillies en hébergement d'urgence) (p. 1352 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 307 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (saisine de la commission de médiation dans les cas de non-respect de l'article 55 de la loi SRU ; dispositions transitoires d'accès au parc

locatif privé par l'intermédiaire de la collectivité ou de l'établissement public concerné) (p. 1354 et s.)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1355 et s.)

Pierre LASBORDES

*Essonne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. Grands équipements scientifiques [20 décembre 2006] (p. 9222)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1730, posée le 28 novembre 2006. Police. Commissaires (J.O. Questions p. 12271). Appelée le 29 novembre 2006. Nomination, Les Ulis (p. 8246)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant : guerre d'Algérie (p. 7486)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Son intervention (p. 6884)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 6685)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6684, 6685)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 6684, 6685)

Recherche : crédits (p. 6684 et s.)

Recherche : innovation (p. 6685)

Jean LASSALLE

*Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 9 décembre 2006] (p. 18700)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 décembre 2006] (p. 18700)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 décembre 2006] (p. 19135)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 19 décembre 2006] (p. 19135)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Politique énergétique. Tarifs réglementés [5 décembre 2006] (p. 8511)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne : reclassement (p. 7233)

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)

Son intervention (p. 6795)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6795)

Politique extérieure : aide au développement : corps diplomatique et consulaire (p. 6795)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7457)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7457)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7457)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7457)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7457)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7457)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7457, 7458)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7258)

Thèmes avant la procédure des questions :

Animaux : ours : protection (p. 7258)

Pays étrangers : Maroc : immigration clandestine (p. 7259)

Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) : Roissy (p. 7258)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7182)

Crédits de la mission : "Ecologie et développement durable" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7283)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Politique économique : pôles de compétitivité : aménagement du territoire (p. 7412)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 8900)

Article 8 bis (information des fédérations et associations départementales de pêcheurs sur les actes susceptibles d'affecter la faune piscicole)

Son intervention (p. 8903)

Article 26 bis A (mise en cohérence du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 8955)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)

Avant l'article unique

Intervient sur l'adit n° 3 de M. Marc Le Fur (reconnaissance des langues régionales) (p. 9013)

Jean LAUNAY

*Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Environnement. Sécurité maritime [13 décembre 2006] (p. 8986)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7267)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences (p. 7267)

Eau : eau potable : accès (p. 7268)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7267)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 7267)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7267)

Politiques communautaires : directives : environnement (p. 7267)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7182)

Crédits de la mission : "Ecologie et développement durable" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7282)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Son intervention (p. 7390)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) (p. 7391)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7391)

Recherche : crédits (p. 7391)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 7391)

Procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7420)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : hôtels (p. 7424)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7424)

Crédits de la mission : "Politique des territoires" inscrits à l'Etat B

Son amendement n° 201 rectifié (p. 7426)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8822) : rejetée (p. 8825)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8837)

Thèmes :

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 8822)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 8822)

Eau : tarification sociale (p. 8823)

Eau : agences (p. 8823)

Eau : eau potable : accès (p. 8823)

Eau : police de l'eau (p. 8822)

Eau : qualité (p. 8822)

Eau : redevances des agences de l'eau : assiette (p. 8822)

Eau : schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (p. 8837)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 8823)

Politique économique : prix : eau (p. 8823)

Politique extérieure : coopération : eau (p. 8823)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 8823, 8837)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 1er A (droit d'accès à l'eau potable)

Son intervention (p. 8838)

Son amendement n° 229 (p. 8838)

Son amendement n° 302 rectifié (p. 8839)

Article 3 (gestion du débit affecté)

Son amendement n° 291 (p. 8842)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives aux ouvrages)

Son amendement n° 292 (p. 8883)

Son amendement n° 293 : adopté (p. 8884)

Son amendement n° 294 (p. 8885)

Son amendement n° 299 (p. 8887)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son amendement n° 319 (p. 8895)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son amendement n° 303 : adopté (p. 8897)

Article 7 bis (ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets)

Ses amendements n°s 304 rectifié, 305 rectifié et 306 (p. 8898 et s.)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Ses amendements n°s 296, 307, 308 (p. 8902)

Son sous-amendement n° 311 à l'ad. n° 85 de la commission (p. 8902)

Article 11 (dispositions de lutte contre le braconnage)

Son amendement n° 297 (p. 8904)

Son amendement n° 310 : adopté (p. 8904)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Son intervention (p. 8917)

Article 18 bis (publicité portant sur les pesticides)

Son amendement n° 231 (p. 8921)

Article 20 quater (eaux noires)

Son amendement n° 385 (p. 8925)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8927 et s.)

Son sous-amendement n° 445 à l'ad. n° 92 deuxième rectification de la commission (p. 8927)

Son amendement n° 386 (p. 8932)

Article 24 quater (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires)

Son intervention (p. 8945)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8947)

Son amendement n° 233 (p. 8948)

Son sous-amendement n° 446 à l'ad. n° 110 de la commission : adopté (p. 8949)

Son amendement n° 398 (p. 8951)

Son amendement n° 230 (p. 8951) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8953)

Son amendement n° 397 (p. 8955)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son amendement n° 391 (p. 8957)

Ses amendements n°s 387 à 389 (p. 8960)

Article 28 (modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration (SATESE))

Son intervention (p. 8963)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8964 et s.)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son amendement n° 399 (p. 8968)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Ses amendements n°s 188, 189 (p. 8970 et s.)

Article 36 (orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 8971)

Ses amendements n°s 392, 190, 191, 193, 395 (p. 8971 et s.)

Son amendement n° 394 (p. 8973) : adopté (p. 8974)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9020 et s.)

Son amendement n° 396 (p. 9028)

Ses amendements n°s 217 et 218 (p. 9030)

Ses amendements n°s 192, 219, 224 (p. 9033 et s.)

Article 43 bis (garderie particulière des droits de pêche)

Son amendement n° 400 (p. 9035)

Article 47 (coordination d'articles codifiés)

Son amendement n° 390 (p. 9036)

Ses explications de vote (p. 9038)

Vote contre du groupe socialiste (p. 9039)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[20 décembre 2006] (p. 9225)**

Son intervention (p. 9228)

Thèmes :

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 9230)

Collectivités territoriales : services publics locaux : eau (p. 9229)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 9228)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 9230)

Eau : agences (p. 9228)

Eau : assainissement (p. 9228)

Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 9230)

Eau : eaux pluviales (p. 9228)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 9229)

Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 9228)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 9229)

Union européenne : directives : eau (p. 9229)

Ses explications de vote (p. 9228)

Non-participation au vote groupe socialiste (p. 9230)

Thierry LAZARO

*Nord (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Juge titulaire de la Cour de justice de la République
[1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Jean-Yves LE BOUILLONNEC

*Val-de-Marne (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 6 février 2007] (p. 2300)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 6 février 2007] (p. 2300)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le
projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant
diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du
23 février 2007] (p. 3330)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales
et sociales [J.O. des 24 et 25 février 2007] (p. 3421)

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 24 février 2007] (p. 3421)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Logement. Squat de Cachan, évacuation, conséquences
[3 octobre 2006] (p. 5725)

Logement. Politique du logement. [9 janvier 2007] (p. 33)

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen :
soutient la demande de suspension de séance motivée par l'absence
du ministre de l'intérieur [21 novembre 2006] (p. 7854)

S'indigne que M. Bignon lui ait reproché d'avoir évoqué un rapport
du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées
"simplement parce qu'il n'en est pas membre" [15 février 2007]
(p. 1256)

Considère qu'un membre du Gouvernement a tenu des propos
insultants et injurieux à l'égard de l'opposition lors des questions au
Gouvernement ; demande au ministre de l'emploi, de la cohésion
sociale et du logement de s'exprimer sur les propos tenus par son
collègue ; réclame une suspension de séance et que l'incident soit
porté à la connaissance du président de l'Assemblée nationale
[20 février 2007] (p. 1314)

Fait savoir que la commission des affaires économiques aurait dû
être saisie au fond du projet de loi relatif au droit au logement

opposable mais que la procédure adoptée par le Sénat a entraîné sa saisine pour avis [20 février 2007] (p. 1358)

S'indigne de l'absence de prise de position du Gouvernement et des rapporteurs sur le fond d'un amendement de M. Mariani qu'il considère contraire à l'esprit du projet de loi [20 février 2007] (p. 1362)

Demande au président de séance de laisser aux députés le temps d'exprimer leur vote sur les amendements [21 février 2007] (p. 1421)

Se plaint à nouveau du déroulement trop rapide des débats et des votes [21 février 2007] (p. 1423)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7567)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7567)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 7567)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7568)

Baux : loyers (p. 7568)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7568)

Logement : mixité sociale (p. 7567)

Logement : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) : subventions (p. 7568)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7568)

Logement : aides et prêts : allocations de logement : effet de seuil (p. 7568)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7567)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7567)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7839) : rejetée (p. 7846)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7852)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (cf supra) [21 novembre 2006] (p. 7854)

Thèmes :

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 7852)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7839)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7841)

Droit pénal : mineurs : répression (p. 7842)

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 7842)

Droit pénal : récidive : prévention (p. 7839, 7852)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 7842)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 7842)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 7843)

Justice : exécution des décisions : moyens (p. 7841)

Police : police de proximité (p. 7839)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7840)

Santé : maladies mentales : délinquance et criminalité (p. 7841, 7843)

Santé : maladies mentales : hospitalisation d'office (p. 7843, 7853)

Transports : police (p. 7842)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7989)

Intervient sur l'ad t n° 589 de Mme Patricia Adam (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7993)

Intervient sur l'ad t n° 594 de Mme Patricia Adam (rôle et fonctions des différents acteurs impliqués dans la prévention de la délinquance) (p. 7998)

Intervient sur l'ad t n° 25 de M. Noël Mamère (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance) (p. 8008)

Intervient sur l'ad t n° 599 de Mme Patricia Adam (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8008)

Intervient sur l'ad t n° 609 de Mme Patricia Adam (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8011)

Intervient sur l'ad t n° 614 de Mme Patricia Adam (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8014)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 293 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives au permis à points) (p. 8020)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8130 et s.)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 8144 et s.)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8585)

Son intervention (p. 8587)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations : ressources (p. 8588)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 8588)

Logement : politique du logement : financement (p. 8588)
 Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété (SACICAP) : budget (p. 8588)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8588)
 Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 8587)
 Lois : projet de loi : contrôle parlementaire (p. 8587)
 Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) : ressources (p. 8588)
 Ses explications de vote (p. 8597)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 8588)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1197) : rejetée (p. 1207)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1212)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1255)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 février 2007] (p. 1256)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 1202, 1203)

Communes : logement social (p. 1198, 1201)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 1201)

Justice : tribunaux administratifs (p. 1200)

Logement : crédits (p. 1199)

Logement : insolvabilité (p. 1200, 1201)

Logement : personnes défavorisées (p. 1198, 1213)

Logement : accédants en difficulté : médiation (p. 1199)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1197 et s., 1212, 1213, 1255)

Logement : logement social (p. 1198 et s., 1213)

Logement : logements vacants (p. 1202)

Logement : mixité sociale (p. 1201)

Logement : politique du logement (p. 1197 et s., 1212, 1213)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 1201)

Logement : aides et prêts : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (p. 1201, 1255)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1202 et s., 1213)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1202 et s., 1213)

Politique sociale : précarité (p. 1200 et s.)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1199, 1213, 1255)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 1201, 1202 et 1255)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 1200)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1261)

Ses amendements n°s 226 et 305 (p. 1262, 1267)

Article 1er bis (renforcement des plans pour l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri)

Son intervention (p. 1267 et s.)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adit n° 301 de M. Michel Piron (régime fiscal des investissements destinés à pérenniser les places d'hébergement d'urgence : TVA à taux réduit et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 1269)

Son amendement n° 314 (maintien en structure d'hébergement d'urgence jusqu'à une orientation vers une structure pérenne) (p. 1269) : adopté après modification (p. 1271)

Après l'article 1er quater

Son amendement n° 249 (extension du droit opposable au logement à tous les logements sociaux correspondant à la définition de l'article 55 de la loi SRU) (p. 1271) : retiré (p. 1273)

Son amendement n° 248 (fixation, pour le contingent préfectoral, de logements réservés dans tous les programmes de logements sociaux d'un taux minimum de 25 %) : rejeté (p. 1273)

Article 2 (procédure de médiation)

Son amendement n° 227 : adopté (p. 1273)

Son amendement n° 228 (p. 1273) : adopté (p. 1274)

Ses amendements n°s 229 et 230 (p. 1274 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 février 2007] (p. 1314)

Son amendement n° 317 (p. 1327)

Son intervention (p. 1329 et s.)

Son amendement n° 232 (p. 1331)

Son amendement n° 233 (p. 1331) : adopté (p. 1332)

Ses amendements n°s 234 et 235 (p. 1332 et 1333)

Son amendement n° 236 (p. 1337)

Son amendement n° 239 rectifié (p. 1338)

Son amendement n° 237 (p. 1339)

Son sous-amendement n° 238 à l'adit n° 7 de la commission (p. 1342)

Son amendement n° 250 (p. 1342)

Après l'article 2

Son amendement n° 251 (prise en compte dans le dispositif d'opposabilité des logements ayant bénéficié de l'aide de l'ANAH) (p. 1349) : rejeté (p. 1350)

Son amendement n° 309 deuxième rectification précédemment réservé (diffusion des données relatives à l'habitat insalubre, déclenchement des procédures départementales de lutte contre cet habitat) : devenu sans objet (p. 1351)

Intervient sur l'adit n° 254 de M. Jean-Louis Dumont (solution pérenne d'hébergement ou de logement pour les personnes accueillies en hébergement d'urgence) (p. 1353)

Son amendement n° 307 (saisine de la commission de médiation dans les cas de non-respect de l'article 55 de la loi SRU ; dispositions transitoires d'accès au parc locatif privé par l'intermédiaire de la collectivité ou de l'établissement public concerné) (p. 1354) : rejeté (p. 1355)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1356 et s.)

Son amendement n° 241 rectifié (p. 1356)

Ses rappels au règlement (cf supra) [20 février 2007] (p. 1358, 1362)

Son amendement n° 243 (p. 1364)

Article 6 M (clarification des règles en matière de domiciliation)

Son amendement n° 124 (p. 1375)

Son intervention (p. 1376 et s.)

Son amendement n° 127 (p. 1378)

Article 6 N (extension de l'expérimentation en matière d'activation des minima sociaux)

Son amendement n° 122 (de suppression) (p. 1385)

Son intervention (p. 1387)

Article 6 ter (prolongation d'un an de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle)

Son amendement n° 123 (de suppression) (p. 1399)

Article 6 quinquies (emploi des accueillants familiaux de personnes âgées ou handicapées par des personnes morales)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 février 2007] (p. 1421)

Article 7 (création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 février 2007] (p. 1423)

Article 7 bis (garantie d'accès aux soins médicaux pour les bénéficiaires de l'aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1424 et s.)

Article 8 (élargissement du crédit d'impôt pour les dépenses de services à la personne)

Son amendement n° 108 (p. 1429)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 374 du Gouvernement (négociations professionnelles des industries électriques et gazières : prolongation du délai) (p. 1433)

Article 3 précédemment réservé (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Ses amendements n°s 244 et 245 (p. 1439 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 316 précédemment réservé (relogement des occupants des logements déclarés inhabitables) : rejeté (p. 1441)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 269 précédemment réservé de M. Patrick Braouezec (institution d'une association départementale d'information sur le logement) (p. 1442)

Son amendement n° 218 précédemment réservé (nécessité de l'accord du préfet pour le non-renouvellement des conventions en matière de logement social) (p. 1442) : rejeté (p. 1443)

Son amendement n° 191 précédemment réservé (obligation aux acquéreurs d'immeubles et de terrains appartenant au domaine privé de l'Etat d'y réaliser des logements sociaux) (p. 1445) : rejeté (p. 1446)

Son amendement n° 304 rectifié précédemment réservé (conditions fiscales des aides de l'Etat à l'hébergement d'urgence et conditions d'attribution à leurs bénéficiaires) : rejeté (p. 1446)

Article 5 bis précédemment réservé (objectif légal de construction de logements sociaux)

Son amendement n° 320 (p. 1447)

Après l'article 5 bis

Son amendement n° 211 précédemment réservé (inventaire annuel des logements locatifs sociaux au niveau départemental avec ventilation par catégorie) (p. 1447) : rejeté (p. 1448)

Son amendement n° 212 précédemment réservé (développement de la construction de logements financés par des prêts locatifs aidés d'intégration) : rejeté (p. 1448)

Son amendement n° 205 précédemment réservé (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1448) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 204 précédemment réservé (accroissement des pénalités infligées aux communes n'atteignant pas le quota de logements sociaux prévu par l'article 55 de la loi SRU) (p. 1448) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 213 précédemment réservé (quota minimum de réalisation de logements locatifs sociaux) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 219 précédemment réservé (quota minimum de réalisation de logements locatifs sociaux) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 214 précédemment réservé (quota minimum de réalisation de logements locatifs sociaux ; équilibre social sur le territoire de la commune) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 215 précédemment réservé (majoration du prélèvement sur les ressources fiscales des communes n'atteignant pas le quota légal de logements sociaux) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 216 précédemment réservé (diminution de la dotation forfaitaire infligée aux communes n'ayant pas respecté le quota légal de logements sociaux) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 206 précédemment réservé (abrogation de la disposition instituant, sous la responsabilité du représentant de l'Etat dans le département, une commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux) : rejeté (p. 1449)

Son amendement n° 217 précédemment réservé (nécessité de l'accord du préfet pour la vente de logements locatifs sociaux dans les communes n'atteignant pas le quota légal de logements sociaux) (p. 1449) : rejeté (p. 1450)

Article 5 quater précédemment réservé (comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable)

Son amendement n° 222 (p. 1450)

Son amendement n° 318 (p. 1451)

Après l'article 5 sexies

Intervient sur l'ad n° 49 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (ratification et modification de l'ordonnance n° 2007-137 du 1er février 2007 relative aux offices publics de l'habitat) (p. 1452)

Après l'article 5 octies

Son amendement n° 303 précédemment réservé (conditions d'élaboration et de mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées) : rejeté (p. 1453)

Après l'article 5 nonies

Intervient sur l'ad n° 157 précédemment réservé de M. Yves Simon (pouvoir du juge d'autoriser la location d'un logement en cas d'abandon manifeste) (p. 1454 et s.)

Après l'article 6 A

Intervient sur l'ad n° 396 précédemment réservé du Gouvernement (financement des structures d'hébergement d'urgence, de réinsertion sociale et d'accueil des demandeurs d'asile) (p. 1456)

Intervient sur l'ad n° 335 précédemment réservé du Gouvernement (modification de la programmation budgétaire en matière de prêts "PLUS" et "PLAI") (p. 1456)

Intervient sur l'ad t n° 18 de la commission (bilan annuel de la mise en œuvre du dispositif de "numéro unique" de demandes de logement social) (p. 1457)

Son amendement n° 223 (bilan annuel de la mise en œuvre du dispositif de "numéro unique" de demandes de logement social) : retiré (p. 1457)

Article 6 C précédemment réservé (création d'un Fonds de garantie des risques locatifs)

Son amendement n° 302 : adopté (p. 1458)

Après l'article 6 C

Son amendement n° 319 précédemment réservé (rapport annuel sur les montants des aides publiques au logement) : rejeté (p. 1458)

Après l'article 6 I

Son amendement n° 225 précédemment réservé (documents demandés par les bailleurs aux candidats locataires) : rejeté (p. 1460)

Ses explications de vote (p. 1467 et s.)

Abstention du groupe socialiste (p. 1468)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1531)

Son intervention (p. 1534)

Thèmes :

Baux : résiliation (p. 1534)

Communes : logement social (p. 1535)

Etrangers : logement (p. 1534)

Logement : médiation (p. 1534)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1534, 1535)

Logement : logement social (p. 1534)

Logement : mal logés (p. 1534)

Logement : mixité sociale (p. 1535)

Logement : aides et prêts : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (p. 1535)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1535)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1535)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1534)

Marylise LEBRANCHU

*Finistère (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 114 de M. Augustin Bonrepaux ("bouclier fiscal" : suppression de la participation des collectivités territoriales) (p. 6310)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- *Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006*

Son intervention (p. 7581)

Thèmes :

Justice : effectifs (p. 7581)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 7582)

Parlement : débats : système pénitentiaire (p. 7582)

Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : délinquance et criminalité organisées (p. 7582)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7858)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : injonction de soins (p. 7860)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 7859)

Droit pénal : alternatives aux poursuites : internat (p. 7859)

Droit pénal : mineurs : procédure de présentation immédiate (p. 7859)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 7858)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 7859)

Ordre public : violences urbaines (p. 7859)

Professions de santé : psychiatres (p. 7860)

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 11 quinquies (obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation)

Son intervention (p. 1154)

Article 13 bis (dispositions relatives à la Commission nationale de déontologie de la sécurité)

Son intervention (p. 1159)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son intervention (p. 1160)

Article 17 bis E (obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux)

Son intervention (p. 1161)

Article 18 (renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques)

Ses interventions (p. 1163 et s.)

Article 19 (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Ses interventions (p. 1163 et s.)

Article 20 (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Ses interventions (p. 1163 et s.)

Article 21 (déclenchement de la procédure d'hospitalisation d'office par le maire)

Ses interventions (p. 1163 et s.)

Article 22 (confirmation de la décision d'hospitalisation d'office par le préfet)

Ses interventions (p. 1163 et s.)

Article 23 (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale)

Ses interventions (p. 1163 et s.)

Article 24 (extension au classement sans suite des dispositions applicables aux non-lieu, relaxe ou acquittement en raison de l'irresponsabilité pénale)

Ses interventions (p. 1163 et s.)

Article 45 bis D (possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'amener en cas de manquement à une obligation liée à une condamnation exécutée en milieu ouvert)

Son intervention (p. 1166)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7951) : rejetée (p. 7957)

Son intervention (p. 7963)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres psychiatriques (p. 7953)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 7954, 7964)

Professions de santé : psychiatres (p. 7951 et s., 7964)

Santé : alcoolisme (p. 7954)

Santé : maladies mentales (p. 7952 et s., 7964)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8967)

Article 36 (orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 8973)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 769)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : Etats-Unis (p. 769)

Droit pénal : réclusion criminelle : perpétuité (p. 770)

Relations internationales : peine de mort (p. 770)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 776)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1236)

Thèmes :

Baux : loyers (p. 1236)

Collectivités territoriales : logement social (p. 1236, 1237)

Logement : droit au logement (p. 1236, 1237)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété : avantages fiscaux (p. 1236)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 1237)

Brigitte LE BRETHON

*Calvados (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire. Brevet des collèges. Note de vie scolaire [28 novembre 2006] (p. 8164)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 14 (compétences obligatoires des centres de gestion)

Son intervention (p. 6080)

Article 31 (coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984)

Son intervention (p. 6149)

Gilbert LE BRIS

*Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7132)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 7133)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 7133)

Défense : opérations extérieures : Côte d'Ivoire (p. 7132)

Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7132)

Défense : porte-avions (p. 7133)

Défense : renseignement : crédits budgétaires (p. 7133)

Union européenne : politique de la défense (p. 7133)

Projet de loi n° 2277 rectifié modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 966)

Son intervention (p. 968)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 968)

Défense : secret défense (p. 968)

Droit pénal : code pénal (p. 968, 969)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 968)

Pays étrangers : Allemagne (p. 968)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 968)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 968)

Pays étrangers : Suède (p. 968)

Projet de loi n° 3275 ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 969)

Son intervention (p. 971)

Thèmes :

Justice : justice militaire (p. 971, 972, 973)

Justice : procédures (p. 972, 973)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement (p. 973)

Pays étrangers : Allemagne (p. 972)

Pays étrangers : Confédération helvétique (p. 972)

Pays étrangers : Espagne (p. 972, 973)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 973)

Pays étrangers : Italie (p. 972, 973)

Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 972, 973)

Robert LECOUC

*Hérault (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 décembre 2006 au 10 janvier 2007 (n°s E 3348 à E 3350, E 3352 à E 3354, E 3356, E 3358, E 3359, E 3361, E 3366 à E 3369, E 3372, E 3373 et E 3375) et sur les textes n°s E 1767, E 2657, E 3012, E 3026, E 3038, E 3190, E 3200, E 3247, E 3309, E 3314, E 3326, E 3331, E 3338, E 3339, E 3341, E 3345, E 3384 à E 3386, E 3389 annexe 1 et E 3396 [23 janvier 2007] (n° 3603)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Bassins d'emploi, Cévennes [15 novembre 2006] (p. 7474)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1893, posée le 13 février 2007. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 1436). Appelée le 13 février 2007. Well, emploi et activité, Le Vigan (p. 1093)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ;
[4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5798)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5798, 5799)

Entreprises : épargne salariale (p. 5798, 5799)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5798)

Politique sociale : dialogue social (p. 5798)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7488)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7488)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ;
[24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006]
(p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ;
[29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006]
(p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son intervention (p. 8195)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Thèmes :

Politique sociale : dialogue social (p. 8554, 8555)

Syndicats : représentativité (p. 8555)

Travail : droit du travail (p. 8554, 8555)

Travail : négociations (p. 8554, 8555)

Jean-Yves LE DÉAUT

Meurthe-et-Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire [J.O. du 15 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [8 novembre 2006] (p. 7099)

*DEBATS***Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale**

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ;
[12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 22 (extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude)

Son amendement n° 247 (p. 6138)

Jean-Yves LE DRIAN

Morbihan (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Michel LEFAIT

Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1777, posée le 19 décembre 2006. Travail. Inspection du travail (J.O. Questions p. 13070). Appelée le 19 décembre 2006. Effectifs de personnel, Saint-Omer (p. 9143)

Jean-Claude LEFORT

*Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de
l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée
nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à
l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la
Constitution du 5 décembre 2006 au 10 janvier 2007 (n^{os} E 3348 à
E 3350, E 3352 à E 3354, E 3356, E 3358, E 3359, E 3361, E 3366
à E 3369, E 3372, E 3373 et E 3375) et sur les textes n^{os} E 1767,
E 2657, E 3012, E 3026, E 3038, E 3190, E 3200, E 3247, E 3309,
E 3314, E 3326, E 3331, E 3338, E 3339, E 3341, E 3345, E 3384 à
E 3386, E 3389 annexe 1 et E 3396 [23 janvier 2007] (n^o 3603)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE
L'EQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ;
[19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006]
(p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)**

*Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat
au titre de la participation de la France au budget des Communautés
européennes)*

Son intervention (p. 6461)

Jean-Marc LEFRANC

*Calvados (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution sur le "troisième paquet de
sécurité maritime", E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086, E 3091
et E 3092 (n^o 3595) [21 février 2007]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques,
de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution
de M. Guy Lengagne et M. Didier Quentin, rapporteurs de la
délégation pour l'Union européenne, sur le "troisième paquet de
sécurité maritime", E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086,
E 3091 et E 3092 (n^o 3595) [21 février 2007] (n^o 3750)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance****PREMIERE LECTURE**

**Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ;
[24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006]
(p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ;
[29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006]
(p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p.8437)**

*Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les
professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil
général)*

Son intervention (p. 8136)

Marc LE FUR

*Côtes-d'Armor (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du
Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le
projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs
[J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie
générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007
(n^o 3341) : annexe n^o 30 : Sécurité (n^o 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n^o 3788 portant amnistie des délits et
contraventions pour téléchargements illégaux [27 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Revalorisation
[20 février 2007] (p. 1319)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE
L'EQUILIBRE FINANCIER**

**Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ;
[19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006]
(p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)**

Après l'article 2

Intervient sur l'ad^t n^o 36 de la commission (concubins - pensions
alimentaires pour enfants mineurs : plafonnement de la déduction)
(p. 6327)

Intervient sur l'ad^t n^o 226 de M. Hervé Mariton (impôt sur le
revenu - familiarisation" de la décote) (p. 6329)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son amendement n° 303 (p. 6333)

Après l'article 3

Son amendement n° 53 (parts de GFA - droits de mutation à titre gratuit - abattement de 75 % : plafond relevé de 76 000 € à 125 000 €) : retiré (p. 6337)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 331 (valeur vénale prise en compte à partir de 1 000 000 € à l'ad n° 60 de M. Claude Goasguen (ISF - résidence principale : exonération) (p. 6343) : rejeté (p. 6345)

Après l'article 5

Son amendement n° 260 (exploitants agricoles - droits à paiement unique : possibilité de prise en compte à la date d'encaissement) (p. 6358) : retiré (p. 6359)

Son amendement n° 55 (exploitants agricoles - déduction pour aléa - réintégration dans le résultat limitée à 80 % des sommes déduites) : retiré (p. 6359)

Son amendement n° 54 (exploitants agricoles - déduction pour aléa - intérêts perçus : exonération) : retiré (p. 6359)

Intervient sur l'ad n° 8 de M. Jean-Pierre Decool (régimes de prévoyance complémentaire - cotisations : déduction du revenu) (p. 6363)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7194)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 7194)

Agriculture : droits à paiement unique (DPU) (p. 7194)

Agriculture : assurance récolte (p. 7195)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 7195)

Agroalimentaire : lait et produits laitiers : quotas de production (p. 7195)

Elevage : bâtiments (p. 7195)

Elevage : volailles : gestion de crise (p. 7195)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7196)

Energie et carburants : fioul : tarif (p. 7195)

Enseignement agricole (p. 7195)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7194)

Retraites : régime agricole (p. 7196)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Après l'article 41

Son amendement n° 115 (modification du tarif de la taxe instituée au profit de l'office national d'intervention chargé du lait et des produits laitiers) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7248)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7487)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 7487)

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : classement (p. 7535)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7000)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7001)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 7002)

Etat : réforme (p. 7002)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7001)

Justice : audiences : Roissy (p. 7002)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : EADS (p. 7001)

Ordre public : personnel d'encadrement (p. 7000)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : organisation (p. 7002)

Ordre public : personnels : affectation (p. 7000)

Ordre public : personnels : création d'emplois (p. 7000)

Ordre public : personnels : équipements (p. 7000)

Ordre public : personnels : logement (p. 7001)

Ordre public : personnels : rémunération au mérite (p. 7002)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 7002)

Police : écoles de formation : classes préparatoires (p. 7002)

Sécurité routière (p. 7001)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2006] (p. 7048)

Crédits de la mission : "Sécurité" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7049)

Crédits de la mission : "Sécurité civile" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7049)

Après l'article 51

Intervient sur l'ad n° 99 de la commission (contenu du document de politique transversale sur la sécurité civile) (p. 7051)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6561)

Thèmes :

Professions de santé : exercice de la profession (p. 6562, 6563)

Professions de santé : médecins : démographie (p. 6562)

Professions de santé : médecins : installation (p. 6563)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 6562)
 Retraites : régime agricole : âge de la retraite (p. 6561)
 Retraites : régime agricole : calcul des pensions (p. 6561)
 Retraites : régime agricole : pensions de réversion (p. 6562)
 Retraites : régime agricole : retraites complémentaires (p. 6561)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 10 (assiette des cotisations et contributions sociales des professions indépendantes)

Son amendement n° 234 rectifié (p. 6600)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son intervention (p. 6671 et s.)

Article 41 (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son intervention (p. 6694)

Article 67 (création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active)

Son intervention (p. 6709)

Article 53 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) pour 2007)

Son intervention (p. 6728)

Après l'article 55

Intervient sur l'adt n° 146 précédemment réservé de M. Yves Censi (amélioration des petites retraites agricoles) (p. 6731)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 27

Son amendement n° 314 (exploitants agricoles - droits à paiement unique : prise en compte sur 7 ans du second versement au titre de l'exercice clôturé entre le 31 mai et le 30 novembre 2007) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8722)

Son amendement n° 313 (déficits agricoles - imputation sur le revenu global : limite portée de 61 080 € à 100 000 €) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8723)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8923)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8930)

Article 23 bis (crédit d'impôt pour dépenses de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif)

Son amendement n° 62 (p. 8933) : adopté (p. 8934)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9032)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 9234)

Article 23 (taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des travaux en matière d'assainissement)

Son intervention (p. 9234)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)

Avant l'article unique

Son amendement n° 3 (reconnaissance des langues régionales) (p. 9011) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 9014)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 350)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandat de protection future (p. 351)

Départements : action sociale : compensations financières (p. 351)

Etablissements de santé : missions : tutelle (p. 351)

Handicapés : mandat de protection future (p. 351)

Jean LE GARREC

*Nord (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 28 novembre 2006] (p. 17873)

Rapporteur de la proposition de loi visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches (n° 3645) [1^{er} février 2007]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches [30 janvier 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande, M. Jean Le Garrec et plusieurs de leurs collègues visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches (n° 3645) [1^{er} février 2007] (n° 3654)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Conditions de travail. Pénibilité, négociations interprofessionnelles [17 janvier 2007] (p. 389)

RAPPELS AU REGLEMENT

Estime que les reports de déficits vont considérablement réduire les effets de la participation dans certaines entreprises [5 octobre 2006] (p. 5875)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5751) : rejetée (p. 5755)

Thèmes :

Entreprises : bénéfiques (p. 5753)
 Entreprises : comités d'entreprise (p. 5753)
 Entreprises : délocalisations (p. 5753)
 Entreprises : faillites (p. 5753)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 5751 et s.)
 Entreprises : salariés : consultation (p. 5754)
 Entreprises : salariés : droits (p. 5752 et s.)
 Entreprises : sous-traitance (p. 5753)
 Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 5754)
 Politique économique : capitalisme (p. 5753)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5753)
 Politique sociale : dialogue social (p. 5752 et s.)
 Syndicats : rôle (p. 5754)
 Travail : droit du travail (p. 5752, 5753)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5857)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 octobre 2006] (p. 5875)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 5962 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 décembre 2006] (p. 8523)

Son intervention (p. 8527)

Thèmes :

Emploi : seniors (p. 8528)
 Entreprises : actionnariat salarié (p. 8527)
 Entreprises : comités d'entreprise (p. 8528)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 8527, 8528)
 Justice : conseillers prud'hommes (p. 8528)
 Travail : droit du travail (p. 8528)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 8528)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Thèmes :

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 8556)
 Entreprises : sous-traitance (p. 8557)
 Etat : Conseil économique et social (p. 8557)
 Politique sociale : dialogue social (p. 8556, et s.)
 Syndicats : représentativité (p. 8557, 8558)
 Travail : droit du travail (p. 8556, 8557)
 Travail : négociations (p. 8557)

Projet de loi n° 3387 autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 janvier 2007] (p. 191)

Son intervention (p. 195)

Thèmes :

Drogue (p. 195)
 Organisations internationales : Agence internationale de lutte contre le dopage (p. 195)
 Organisations internationales : UNESCO (p. 195)
 Pays étrangers : Espagne (p. 195)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 195)
 Santé : santé publique (p. 195)
 Sports : Comité international olympique (CIO) (p. 195)
 Sports : dopage (p. 195, 196)
 Sports : football (p. 195)
 Sports : rugby (p. 195)
 Vote pour du groupe socialiste (p. 195)

Proposition de loi n° 3227 relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 541)

Son intervention (p. 547)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 547)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 548, 549)
 Emploi : seniors (p. 547, 548)
 Entreprises : contributions patronales (p. 549)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 548)
 Etrangers : immigration (p. 548)

Politique sociale : inégalités (p. 548)
 Retraites : généralités : solidarité (p. 548, 549)
 Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 547, 548)
 Retraites : généralités : cotisations (p. 547)
 Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 548)
 Syndicats : rôle (p. 548, 549)

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 931)

Son intervention (p. 931)
 Son intervention (p. 942)

Thèmes :

Commerce et artisanat : artisanat (p. 932, 943)
 Emploi : chômage (p. 932, 933)
 Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 931 et s., 943)
 Emploi : création d'emplois (p. 932, 943)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 931, 942, 943)
 Entreprises : sous-traitance (p. 943)
 Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 931, 943)
 Syndicats : représentativité (p. 931, 932)
 Travail : droit du travail (p. 931 et s.)
 Travail : licenciements (p. 933)
 Travail : négociations (p. 931)
 Travail : précarité (p. 931, 932)

Jacques LE GUEN

*Finistère (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)

Son intervention (p. 6756)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 6756)
 Collectivités territoriales : péréquation (p. 6757)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6756)
 Coopération intercommunale : taxe professionnelle (p. 6757)
 Etat : maîtrise des dépenses (p. 6756)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 6757)
 Impôts locaux : valeur locative : révision (p. 6757)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8653)

Thèmes :

Agriculture (p. 8653)
 Agriculture : fruits et légumes (p. 8654)
 Industrie : réparation navale (p. 8653)
 Transports par eau : transports maritimes : cotisations sociales (p. 8653)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 36

Son amendement n° 7 (serres agricoles dont la construction a été autorisée entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1998 - possibilité d'exonération de taxe locale d'équipement) (p. 8766) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8767)

Jean-Marie LE GUEN

*Paris (9^{ème} circonscription)
 Socialiste
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3484 visant à l'amélioration de l'assurabilité des personnes présentant un risque de santé aggravé [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3625 visant à réduire le taux de graisses "trans" dans les aliments transformés destinés au commerce ou à la restauration [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3808 pour la modération des loyers dans les grandes agglomérations [23 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Equilibre financier. [11 octobre 2006] (p. 6029)

Sécurité sociale. Equilibre financier. Conséquences, soins de ville [19 décembre 2006] (p. 9157)

Assurance maladie maternité : généralités. Dossier médical personnel. [23 janvier 2007] (p. 564)

Sécurité publique. Réglementation. Prévention de la délinquance, projet de loi, contenu, santé mentale [31 janvier 2007] (p. 853)

RAPPELS AU REGLEMENT

Demande une suspension de séance pour permettre au ministre de l'intérieur de rejoindre l'hémicycle [21 novembre 2006] (p. 7854)

Évoque la nécessité de dissoudre certaines associations de supporters qui favorisent les rassemblements racistes et antisémites. Il demande si le ministre de l'intérieur recevra, sans discrimination, les associations de supporters du Paris Saint-Germain [24 novembre 2006] (p. 8075)

Revient sur les événements dramatiques ayant conduit au décès d'un supporter du Paris Saint-Germain et demande la position exacte du ministre de l'intérieur sur la dissolution de certaines associations de supporters de ce club [27 novembre 2006] (p. 8097)

Refuse le démantèlement des principes de l'action sociale et regrette l'absence du ministre délégué aux collectivités territoriales et du ministre de l'intérieur qu'il voudrait interroger [27 novembre 2006] (p. 8120)

Déplore l'absence du ministre de l'intérieur et juge inefficace la gestion des fichiers du ministère de l'intérieur [29 novembre 2006] (p. 8282)

Explique que le président de la commission des affaires culturelles, Jean-Michel Dubernard, substitue un amendement personnel (le n°730) à celui de Mme Boutin qui a été voté par la commission. Il pense qu'il le fait à la demande du Gouvernement qui intervient ainsi dans le débat pour empêcher un vote démocratique sur l'amendement d'un parlementaire [29 novembre 2006] (p. 8294)

Insiste sur le caractère chaotique de la discussion de ce texte : ordre du jour bousculé et articles réservés [30 novembre 2006] (p. 8347)

Souhaite savoir si le garde des sceaux arrivera dès l'après-midi et dans quel ordre les articles seront discutés [30 novembre 2006] (p. 8347)

Estime qu'informer le maire sur les antécédents psychiatriques d'une personne serait une violation importante du secret médical [30 novembre 2006] (p. 8418)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6511) : rejetée (p. 6517)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : équilibre financier (p. 6511, 6512)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire (p. 6514)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 6514)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6514)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 6513, 6514)

Professions de santé : chirurgiens (p. 6514)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 6514)

Retraites : généralités : réforme (p. 6512, 6513)

Retraites : régime agricole : salariés agricoles (p. 6513)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 6513)

Santé : personnes âgées (p. 6513)

Santé : accès aux soins (p. 6514)

Santé : maladies mentales (p. 6513)

Sécurité sociale : déficit (p. 6511)

Sécurité sociale : financement (p. 6511 et s.)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 6511, 6512)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 13 (indemnités de départ volontaire)

Son amendement n° 264 (de suppression) (p. 6616)

Article 14 (affectation à la CNAMTS de l'excédent du panier de recettes fiscales destinées à compenser les allègements généraux de charges)

Ses amendements n°s 219 et 445 (p. 6631 et s.)

Après l'article 14

Son amendement n° 268 (augmentation de 2% à 6% du taux de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine) : rejeté (p. 6633)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son amendement n° 242 (de suppression) (p. 6644)

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son amendement n° 266 (de suppression) (p. 6658)

Article 35 (encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) – conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations)

Son amendement n° 207 (p. 6680)

Son amendement n° 244 (p. 6680)

Article 38 (renforcement de l'encadrement de la publicité des dispositifs médicaux auprès du grand public)

Son amendement n° 210 (p. 6683)

Après l'article 40

Son amendement n° 278 (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690) : rejeté (p. 6691)

Article 41 précédemment réservé (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son amendement n° 241 (p. 6712)

Article 42 précédemment réservé (répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée)

Son amendement n° 279 (p. 6713)

Article 45 précédemment réservé (conventions entre les pharmaciens d'officine et les EHPAD ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur – forfaits soins de ces EHPAD – accès du médecin coordonnateur des EHPAD au dossier médical personnel des résidents)

Ses amendements n°s 253 et 254 (p. 6721)

Ses explications de vote [26 octobre 2006] (p. 6786)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6787)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8170) : rejetée (p. 8173)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : gestion (p. 8170, 8171)

Politique sociale : dialogue social (p. 8170, 8171)

Professions de santé : responsabilité civile (p. 8172)

Professions de santé : chirurgiens (p. 8171, 8172)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 8172)

Professions de santé : exercice libéral (p. 8171, 8172)

Professions de santé : médecins (p. 8171)

Santé : soins : remboursement (p. 8171, 8172)

Sécurité sociale : financement (p. 8170 et s.)

Sécurité sociale : Union des caisses d'assurance maladie (UNCAM) (p. 8171)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8182 et s.)

Ses explications de vote (p. 8188)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8189)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Son intervention (p. 6845)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : cannabis (p. 6846)

Drogue : toxicomanie (p. 6846)

Santé : alcoolisme (p. 6845)

Santé : cancer (p. 6845, 6846)

Santé : crédits (p. 6845)

Santé : obésité (p. 6845)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n° 289 de M. Michel Bouvard (produits pouvant présenter un risque pour la santé ou l'environnement : collecte et élimination) (p. 7767)

Intervient sur l'ad n° 329 de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur la publicité perçue par les communes – article 2333-7 du code général des collectivités territoriales : création d'une catégorie relative aux enseignes lumineuses) (p. 7768)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7886)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7930 et s.) : rejetée (p. 7936)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2006] (p. 7854)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : jeux vidéo (p. 7933)

Drogue : toxicomanie : cannabis (p. 7932)

Droit pénal : délinquance et criminalité : écoutes téléphoniques (p. 7930)

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 7932)

Droit pénal : violences conjugales (p. 7933)

Enfants : mauvais traitements (p. 7932)

Ordre public : terrorisme (p. 7931)

Politique sociale : inégalités (p. 7934)

Santé : maladies mentales (p. 7931)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8034 et s.)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Ses interventions (p. 8073 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8075)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2006] (p. 8097)

Avant l'article 5

Intervient sur l'ad n° 708 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (échange d'informations pour la protection des mineurs en danger entre le président du conseil général et l'autorité judiciaire) (p. 8101 et s.)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8107 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2006] (p. 8120)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8282)

Son intervention (p. 8286)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8294)

Article 13 (création d'un service volontaire citoyen de la police nationale)

Ses rappels au règlement (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8347)

Article 14 (prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique)

Son intervention (p. 8350)

Article 15 (répression des violences au sein du couple)

Ses interventions (p. 8351 et s.)

Article 16 (secret médical)

Ses interventions (p. 8353 et s.)

Son amendement n° 414 (p. 8354) : adopté (p. 8356)

Après l'article 16

Son amendement n° 410 (création d'une commission nationale de protection de l'enfance dans les médias) (p. 8356) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8358)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Ses interventions (p. 8360 et s.)

Son amendement n° 415 (p. 8360)

Après l'article 17

Son amendement n° 412 (logiciel de contrôle parental fourni gratuitement par les fournisseurs d'accès à Internet) (p. 8365) : rejeté (p. 8366)

Son amendement n° 411 (lutte contre la pornographie infantile sur Internet) : retiré (p. 8366)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 569 de M. Jean-Christophe Lagarde (extension au plaignant de la protection dont bénéficie le témoin) (p. 8384 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur le sous-adt n° 738 de M. Jean-Christophe Lagarde (gardiens d'immeubles assermentés protégés par ce dispositif) à l'adt n° 101 du Gouvernement (circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 8393)

Intervient sur l'adt n° 274 de la commission (création d'une infraction spécifique de détention ou transport sans motif légitime de substances ou produits incendiaires ou explosifs) (p. 8394)

Avant l'article 27

Intervient sur l'adt n° 413 de M. Jean-Michel Dubernard (injonction thérapeutique pour les conducteurs habituellement consommateurs excessifs d'alcool) (p. 8397)

Article 27 (réforme de l'injonction thérapeutique)

Ses interventions (p. 8399 et s.)

Article 28 (création d'une circonstance aggravante à l'usage illicite de produits stupéfiants lorsqu'il est le fait de certaines personnes

dans l'exercice de leurs fonctions - autorisation du dépistage de l'usage de produits stupéfiants dans les lieux où s'effectue le transport public des voyageurs - répression de la provocation à l'usage ou au trafic de stupéfiants)

Ses interventions (p. 8400 et s.)

Son amendement n° 663 (de suppression) (p. 8400)

Son amendement n° 662 : SCRUTIN PUBLIC (p. 8400)

Son amendement n° 421 (p. 8404)

Ses amendements n°s 422, 423 et 424 rectifié (p. 8405)

Article 18 précédemment réservé (renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques)

Son intervention (p. 8412)

Son amendement n° 654 (de suppression) (p. 8413)

Après l'article 18

Son amendement n° 416 précédemment réservé (obligation de soins et période d'observation des personnes atteintes de troubles mentaux) (p. 8414) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8415)

Article 19 précédemment réservé (mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office)

Son amendement n° 655 (de suppression) (p. 8416)

Son amendement n° 417 (p. 8416)

Son intervention (p. 8418)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 novembre 2006] (p. 8418)

Article 20 précédemment réservé (application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public)

Son intervention (p. 8419)

Son amendement n° 656 (de suppression) (p. 8419)

Article 21 précédemment réservé (réforme de l'hospitalisation d'office)

Son intervention (p. 8421)

Son amendement n° 657 (de suppression) (p. 8421)

Ses amendements n°s 418 et 419 (p. 8422 et s.)

Article 22 précédemment réservé (réforme de l'hospitalisation d'office)

Son amendement n° 658 (de suppression) (p. 8424)

Article 23 précédemment réservé (possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale)

Son amendement n° 659 (de suppression) (p. 8424)

Article 24 précédemment réservé (extension au classement sans suite des dispositions applicables aux non-lieu, relaxe ou acquittement en raison de l'irresponsabilité pénale)

Ses interventions (p. 8424 et s.)

Son amendement n° 660 (de suppression) (p. 8424)

Ses amendements n°s 420 rectifié et 453 (p. 8425)

Article 29 (extension de l'utilisation de l'injonction thérapeutique)

Ses interventions (p. 8425 et s.)

Article 30 (extension des mesures de composition pénale)

Son intervention (p. 8428)

Article 39 (nouvelles sanctions éducatives - mesure d'activité de jour)

Son intervention (p. 8453)

Après l'article 39

Intervient sur l'ad t n° 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8457 et s.)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1139) : rejetée (p. 1141)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1139)

Drogue : toxicomanie (p. 1140)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1140)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7950)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7956)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7970) : rejetée (p. 7975)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres psychiatriques (p. 7973)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 7951)

Professions de santé : assistants dentaires (p. 7970)

Professions de santé : déontologie (p. 7971)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 7970)

Professions de santé : psychiatres (p. 7971, 7972)

Santé : accès aux soins (p. 7971)

Santé : alcoolisme (p. 7956)

Santé : maladies mentales (p. 7950, 7951, 7956, 7970 et s.)

Santé : nutrition (p. 7970)

Santé : politique de la santé (p. 7951, 7970 et s.)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7975)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 1 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions relatives aux soins psychiatriques sans consentement) (p. 7979 et s.)

Ses explications de vote (p. 7982)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7982)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 249)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 251) : rejetée (p. 251)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 251)

Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 251)

Professions de santé : chirurgiens (p. 251)

Professions de santé : médecins : rémunération (p. 251)

Santé : accès aux soins (p. 251)

Santé : maladies mentales (p. 251)

Santé : politique de la santé (p. 251)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 256)

Article 13 (création d'un nouveau secteur tarifaire ouvert aux médecins relevant de certaines spécialités)

Son amendement n° 3 (de suppression) (p. 256)

Article 14 (modalités de mise en œuvre du dossier médical personnel)

Son amendement n° 4 (de suppression) (p. 257)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8790)

Thèmes :

Assurances : information des consommateurs (p. 8791)

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 8791)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8790, 8791)

Santé : cancer (p. 8791)

Santé : prévention (p. 8791)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)

Article 1er (nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son amendement n° 21 (p. 8800) : adopté (p. 8801)

Après l'article 1er

Son amendement n° 32 rectifié (retranscription dans le code des assurances de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") : rejeté (p. 8802)

Son amendement n° 29 (publicité de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8802) : rejeté (p. 8803)

Son amendement n° 28 (retranscription dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803) : rejeté (p. 8804)

Son amendement n° 31 (obligation de motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8804) : rejeté (p. 8806)

Son amendement n° 30 (sanctions frappant les organismes ayant entravé de manière discriminatoire l'application de la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)" dans le domaine de l'assurance de prêt) : rejeté (p. 8807)

Article 2 (rubriques obligatoires de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son intervention (p. 8807 et s.)

Son amendement n° 23 (p. 8807) : adopté (p. 8808)

Son amendement n° 24 (p. 8808)

Article 3 (pérennité du dispositif conventionnel d'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé)

Son amendement n° 22 rectifié : adopté (p. 8808)

Son amendement n° 25 rectifié (p. 8808) : adopté (p. 8809)

Article 4 (évaluation de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé dans les six mois précédant son échéance)

Son amendement n° 26 : adopté (p. 8809)

Article 5 (applicabilité de la loi à la convention déjà signée et évaluation intermédiaire de la convention nationale en vigueur à la date de publication de la loi)

Son amendement n° 27 : adopté (p. 8809)

Ses explications de vote [11 décembre 2006] (p. 8810)

Vote pour du groupe socialiste (p. 8810)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 211)

Thèmes :

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 212)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 211, 212)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 211, 212)

Santé : maladies (p. 212)

Santé : politique de la santé (p. 211, 212)

Union européenne : droit communautaire (p. 211, 212)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son intervention (p. 227)

Article 9 (conditions de commercialisation des médicaments génériques, biologiques similaires et quasi-génériques)

Son intervention (p. 228)

Après l'article 28

Intervient sur le sous-adt n° 106 de M. Gérard Cherpion (extension de la collecte aux pharmacies à usage intérieur) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (collecte des médicaments inutilisés) (p. 234)

Intervient sur le sous-adt n° 107 de M. Gérard Cherpion (modalités de destruction des médicaments périmés) à l'adt n° 46 deuxième rectification du Gouvernement (p. 234)

Intervient sur l'adt n° 99 de M. Richard Mallié (exercice de la profession d'assistant dentaire) (p. 236)

Intervient sur l'adt n° 109 du Gouvernement (usage du titre de psychologue) (p. 240)

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (usage du titre de psychologue) (p. 241)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychologue) (p. 241)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament)

Son intervention (p. 244 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 958)

Son intervention (p. 961)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : censure (p. 961)

Droit pénal : délinquance et criminalité : maladies mentales (p. 962)

Lois : application : décrets (p. 962)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 962)

Professions de santé : psychothérapeutes (p. 962)

Santé : maladies mentales (p. 962)

Union européenne : droit communautaire (p. 961, 962)

Vote contre du groupe socialiste (p. 962)

Proposition de loi n° 3607 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1504)

Son intervention (p. 1510)

Thèmes :

Etat : organisation : sécurité sanitaire (p. 1511, 1512)

Professions de santé : responsabilités (p. 1511, 1512)

Santé : réserve sanitaire (p. 1511)

Santé : réserve sanitaire : volontaires (p. 1511)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1510 et s.)

Discussion des articles [22 février 2007] (p. 1512)

Article 2 (création du corps de réserve sanitaire et d'un établissement public chargé de gérer les moyens de lutte contre les menaces sanitaires de grande ampleur)

Son intervention (p. 1513)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1515)

Son intervention (p. 1518)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 1520)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 1520)

Audiovisuel et communication : médias : monopole (p. 1519)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 1518 et s.)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 1519, 1520)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 1519, 1520)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 1519, 1520)

Télécommunications : Internet (p. 1520)

Vote contre du groupe socialiste [22 février 2007] (p. 1520)

Michel LEJEUNE

*Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour
2007 (n° 3341) tome VIII : Recherche et enseignement supérieur
(n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**DEBATS****Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES****Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)**

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 7407)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques
(p. 6875)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : établissements (p. 6875)

Recherche : création d'emplois (p. 6876)

Recherche : Agence nationale de la recherche (ANR) (p. 6875,
6876)

Recherche : chercheurs (p. 6876)

Recherche : crédits (p. 6875, 6876)

Recherche : recherche développement (p. 6875)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6901)

*Crédits de la mission : "Recherche et enseignement supérieur"
inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 6908)

Pierre LELLOUCHE

*Paris (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Presse et livres. Journalistes. Protection en temps de guerre
[9 janvier 2007] (p. 32)

Patrick LEMASLE

*Haute-Garonne (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces
armées [1^{er} octobre 2006]

Dominique LE MÈNER

*Sarthe (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3417 visant à ramener la période de restitution
des points du permis de conduire de trois ans à dix-huit mois
[3 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DEBAT**

n° 1786, posée le 19 décembre 2006. Etablissements de santé.
Hôpitaux (J.O. Questions p. 13072). Appelée le 19 décembre 2006.
Fonctionnement, financement, centre hospitalier de La Ferté-
Bernard (p. 9133)

DEBATS**Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance****PREMIERE LECTURE**

**Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ;
[24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006]
(p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ;
[29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006]
(p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)**

*Article 12 précédemment réservé (répression des conducteurs
étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)*

Son amendement n° 294 : adopté (p. 8327)

Jean LEMIERE

*Manche (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3414 visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités [3 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 60 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 6734)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7128)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : frégates (p. 7129)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7128)

Défense : porte-avions (p. 7128)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 7129)

Parlement : contrôle parlementaire : défense (p. 7129)

Proposition de loi n° 3427 visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9047)

Son intervention (p. 9098)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : syndicats et groupements (p. 9048)

Régions : Basse-Normandie : ports maritimes (p. 9049)

Régions : Haute-Normandie : ports maritimes (p. 9049)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9048)

Jean-Claude LEMOINE

*Manche (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hygiène et sécurité. Infections nosocomiales, lutte et prévention [23 janvier 2007] (p. 566)

Jacques LE NAY

*Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome V : Politique des territoires (aménagement du territoire ; interventions territoriales de l'Etat ; information géographique et cartographique) (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. [31 janvier 2007] (p. 849)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7381)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIAC^T) (p. 7382)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7381)

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 7381)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7382)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 7381)

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 7382)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 7382)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7382)

Recherche : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) (p. 7382)

Régions : contrats de plan Etat-régions : aménagement du territoire (p. 7382)

Secteur public : services publics (p. 7382)

Télécommunications : Internet : accès (p. 7382)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7381)

Guy LENGAGNE

*Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de résolution n° 3595 sur le "troisième paquet de sécurité maritime", E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086, E 3091 et E 3092 [17 janvier 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le "troisième paquet de sécurité maritime" (documents E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086, E 3091 et E 3092) [17 janvier 2007] (n° 3594)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche (n° 3039) [7 février 2007] (n° 3680)

Jean-Claude LENOIR

*Orne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 7 novembre 2006] (p. 16737)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie [6 novembre 2006] (n° 3424)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Téléphone et Internet. Couverture du territoire [6 février 2007] (p. 957)

DEBATS

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Son intervention (p. 6965)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 6965)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6966)

Energie et carburants : médiateur national de l'énergie (p. 6965)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 6966)

Energie et carburants : tarifs (p. 6966)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 6 A

Intervient sur l'adn n° 51 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (garantie temporaire de l'accès aux tarifs réglementés de l'électricité) (p. 1456)

Jean-Louis LÉONARD

*Charente-Maritime (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1758, posée le 5 décembre 2006. Impôts locaux. Taxe foncière sur les propriétés bâties (J.O. Questions p. 12588). Appelée le 5 décembre 2006. Exonération, sites, Natura 2000, réglementation (p. 8497)

Jean LEONETTI

*Alpes-Maritimes (7^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [3 octobre 2006] (p. 5720)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 43 de la commission des finances (instauration facultative d'une « prime de partage des profits » dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5882)

Article 13 (modalités de fonctionnement des plans d'épargne interentreprises (PEI))

Son intervention (p. 5893)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 55 de Mme Jacqueline Fraysse (rapport gouvernemental sur la responsabilité médicale) (p. 6692)

Article 53 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) pour 2007)

Son intervention (p. 6728)

Après l'article 69

Intervient sur l'adt n° 442 rectifié du Gouvernement (renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources) (p. 6738)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9082)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9082)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 9082)

Justice : réforme : financement (p. 9082)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 313)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 313)

Constitution : article 68 (p. 314)

Constitution : régime présidentiel (p. 315)

Justice : Haute cour de justice (p. 313)

Président de la République : statut pénal (p. 313)

Arnaud LEPERCQ

*Vienne (3^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Annick LEPETIT

*Paris (17^{me} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. Projet de loi [10 janvier 2007] (p. 112)

RAPPELS AU REGLEMENT

Souhaite un retour à des débats sereins et constructifs ; s'inquiète de la portée d'un amendement émanant d'un député de la majorité remettant en cause l'article 55 de la loi SRU relatif aux "20 % de logements sociaux" et demande au Gouvernement de donner d'ores et déjà sa position sur le sujet [20 février 2007] (p. 1326)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRANSPORTS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7622)

Son intervention (p. 7623)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : voirie (p. 7623)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : transports routiers (p. 7623)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7624)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7623)

Transports aériens : trafic (p. 7624)

Transports ferroviaires : investissements (p. 7623)

Transports urbains : Ile-de-France (p. 7623)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7623)

Transports urbains : transports en site propre (p. 7623)

Travail : chèque-transport (p. 7624)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7626)

Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7627)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7663)

Thèmes :

Régions : contrats de plan Etat-régions : Ile-de-France (p. 7663)

Transports urbains : Ile-de-France (p. 7663)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 7663)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7592)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7593)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7592)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7593)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7593)

Logement : aides et prêts : allocations de logement : effet de seuil (p. 7593)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7592)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7606)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : logement (p. 7604)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1205)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1248) : rejetée (p. 1255)

Thèmes :

Communes : logement social (p. 1206, 1249 et s.)

Justice : tribunaux administratifs (p. 1250, 1251)

Logement : précarité (p. 1206)

Logement : accédants en difficulté : médiation (p. 1250, 1251)

Logement : crédits (p. 1248)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1205, 1248 et s.)

Logement : logement social (p. 1206, 1248 et s.)

Logement : mixité sociale (p. 1249)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1249, 1250)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1249, 1250, 1252)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 1252)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1206, 1249)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 1251)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 2 (procédure de médiation)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 février 2007] (p. 1326)

Son intervention (p. 1333 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 254 de M. Jean-Louis Dumont (solution pérenne d'hébergement ou de logement pour les personnes accueillies en hébergement d'urgence) (p. 1353)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1356)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 191 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (obligation aux acquéreurs d'immeubles et de terrains appartenant au domaine privé de l'Etat d'y réaliser des logements sociaux) (p. 1445)

Après l'article 5 nonies

Intervient sur l'ad n° 157 précédemment réservé de M. Yves Simon (pouvoir du juge d'autoriser la location d'un logement en cas d'abandon manifeste) (p. 1455)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1531)

Son intervention (p. 1538)

Thèmes :

Communes : logement social (p. 1538)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1538)

Logement : logement social (p. 1538)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1538)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1538)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1538)

Pierre LEQUILLER

*Yvelines (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution, du 30 août au 19 octobre 2006 (n^{os} E 3225 à E 3227, E 3229, E 3237, E 3240 à E 3244, E 3248, E 3250, E 3252, E 3253, E 3255 à E 3258, E 3261, E 3263, E 3267 et E 3269 à E 3275) et sur les textes n^{os} E 1285, E 2835, E 2874, E 3015, E 3028, E 3055, E 3118, E 3161, E 3174, E 3176, E 3179, E 3180, E 3191, E 3192, E 3195, E 3198, E 3201, E 3209, E 3214 et E 3215 [24 octobre 2006] (n° 3394)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 octobre au 4 décembre 2006 (n^{os} E 3103 annexe 6, E 3278 à E 3284, E 3286 à E 3296, E 3298 à E 3307, E 3312, E 3313, E 3315 à E 3319, E 3322, E 3325, E 3327, E 3330, E 3332 à E 3337, E 3342 à E 3344, E 3346 et E 3347) et sur les textes n^{os} E 2385, E 2847, E 2862, E 3042, E 3089, E 3115, E 3137, E 3145, E 3151, E 3157, E 3158, E 3177, E 3193, E 3205, E 3221, à E 3224, E 3235, E 3249, E 3276 et E 3277 [6 décembre 2006] (n° 3504)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 décembre 2006 au 10 janvier 2007 (n° E 3348 à E 3350, E 3352 à E 3354, E 3356, E 3358, E 3359, E 3361, E 3366 à E 3369, E 3372, E 3373 et E 3375) et sur les textes n° E 1767, E 2657, E 3012, E 3026, E 3038, E 3190, E 3200, E 3247, E 3309, E 3314, E 3326, E 3331, E 3338, E 3339, E 3341, E 3345, E 3384 à E 3386, E 3389 annexe 1 et E 3396 [23 janvier 2007] (n° 3603)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 janvier au 12 février 2007 (n^{os} E 3376, E 3381, E 3382, E 3387, E 3388, E 3391, E 3394, E 3397 à E 3420, E 3422 à E 3425, E 3427 à E 3439, E 3442 et E 3444 à E 3446) et sur les textes n^{os} E 2572, E 2666, E 3056, E 3108, E 3129, E 3143, E 3206,

E 3251, E 3254, E 3311, E 3321, E 3323, E 3324, E 3328, E 3329, E 3340, E 3360 et E 3371 [21 février 2007] (n° 3765)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 13 février au 19 mars 2007 (n^{os} E 3449, E 3450, E 3454, E 3457 à E 3467 et E 3469) et sur les textes n^{os} E 2606, E 2821, E 2951, E 3016, E 3039, E 3044, E 3065, E 3101, E 3119, E 3166, E 3202 à E 3204, E 3207, E 3210 à E 3213, E 3246, E 3260, E 3262, E 3264, E 3265, E 3297, E 3308, E 3310, E 3355, E 3364, E 3365, E 3392, E 3393 et E 3443 [20 mars 2007] (n° 3785)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Traité de Rome. Commémoration [10 janvier 2007] (p. 107)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8348)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 8348)

Logement (p. 8348)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6104)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6105)

Droit pénal : génocide : Turquie (p. 6105)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 6105)

Parlement : rôle : histoire (p. 6105)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6456)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 768)

Thèmes :

- Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 769)
- Droit pénal : peine de mort (p. 768)
- Droit pénal : peine de mort : pays étrangers (p. 769)
- Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 769)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 769)
- Union européenne : peine de mort (p. 769)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 777)

Jean-Pierre LE RIDANT

*Loire-Atlantique (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Bruno LE ROUX

*Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 novembre 2006] (p. 17214)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 15 novembre 2006] (p. 17214)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 5 décembre 2006] (p. 18297)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 décembre 2006] (p. 18297)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention, Seine-Saint-Denis [4 octobre 2006] (p. 5774)

Police. Syndicats. Elections professionnelles, résultats [28 novembre 2006] (p. 8159)

RAPPELS AU REGLEMENT

Tient à préciser que l'amendement n°3 qu'il a repris et qui vise à permettre une meilleure représentation des femmes dans les intercommunalités ne constitue pas un obstacle à une réflexion sur la décentralisation et ses nouvelles étapes [18 janvier 2007] (p. 510)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Ses explications de vote (p. 6111)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6112)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 9008)

Thèmes :

- Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 9008)
- Outre-mer : Accord de Matignon (p. 9008)
- Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : paix (p. 9008)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 480)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 498) : rejetée (p. 506)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 505)

Thèmes :

- Assemblée nationale : conditions de travail (p. 498)
- Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 480, 498)
- Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 500)
- Coopération intercommunale : parité (p. 502)
- Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 502)
- Elections et référendums : élections législatives : parité (p. 499, 505)
- Elections et référendums : élections municipales : parité (p. 500)
- Elections et référendums : élections sénatoriales (p. 500)
- Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 506)
- Elections et référendums : statut des élus (p. 501)
- Femmes : politique à l'égard des femmes : égalité (p. 503)
- Partis et mouvements politiques : droite : parité (p. 499)
- Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 503)
- Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : parité (p. 500, 505)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Après l'article 1er

Article 3 (parité aux élections cantonales - institution d'un suppléant du conseiller général, obligatoirement de sexe opposé)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 janvier 2007] (p. 510)

Son intervention (p. 511)

Après l'article 3

Intervient sur l'adit n° 30 de M. Bernard Derosier (renouvellement intégral des conseillers généraux tous les six ans) (p. 513)

Article 4 (renforcement des incitations financières à la parité aux élections législatives)

Son intervention (p. 515 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adit n° 32 de M. Bernard Derosier (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 517)

Seconde délibération

Article 1er bis A (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités)

Son intervention (p. 521)

Ses explications de vote (p. 522)

Non-participation au vote du groupe socialiste (p. 522)

Jean-Claude LEROY

*Pas-de-Calais (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Maurice LEROY

*Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'être vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

HOMMAGE DE BIENVENUE DE

À une délégation de parlementaires de la République du Burundi [9 novembre 2006] (p. 7168)

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Didier Migaud : affirme, qu'en application de l'article 100 alinéa 7 du règlement, seul l'auteur ou l'un des auteurs d'un amendement peut le défendre mais "qu'on peut parfois faire la part de la souplesse et des usages" en particulier pour les prises de parole [19 octobre 2006] (p. 6360)

M. Michel Bouvard : se déclare disposé à tolérer la présentation d'amendements d'un membre absent de la commission des finances [19 octobre 2006] (p. 6363)

M. Didier Migaud : rappelle qu'il ne peut pas sous amender un amendement qui n'a pas été appelé [19 octobre 2006] (p. 6384)

M. Jean-Pierre Blazy : demande au groupe socialiste d'organiser les prises de parole en son sein et explique que, s'il n'a pas donné la parole à M. Zanchi, c'est parce que ce dernier aurait ensuite l'opportunité de présenter un amendement [23 novembre 2006] (p. 7991)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 5

Répond au rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 6360)

Répond au rappel au règlement de M. Michel Bouvard (cf supra) (p. 6362)

Après l'article 10

Répond au rappel au règlement de M. Didier Migaud (cf supra) (p. 6384)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 7990)

Répond aux observations de M. Christian Estrosi, Ministre délégué à l'aménagement du territoire, que cette demande est de droit mais qu'il faut achever auparavant l'examen des amendements déposés avant l'article premier. A l'occasion de cette dernière présidence, il remercie ses collègues et le personnel de l'Assemblée pour le plaisir qu'il a eu à présider les séances, même les plus difficiles (p. 8000)

Claude LETEURTRE

*Calvados (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Personnes âgées. Foyers-logements. Normes de sécurité, réglementation [13 décembre 2006] (p. 8981)

Travail. Conditions de travail. Pénibilité, négociations interprofessionnelles [17 janvier 2007] (p. 385)

Industrie. Machines et équipements. Moulinex, personnel, reclassement [13 février 2007] (p. 1112)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****CULTURE****Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)**

Son intervention (p. 7521)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles (p. 7521)

Audiovisuel et communication : radio (p. 7521)

Culture : création (p. 7521)

Culture : diversité culturelle (p. 7522)

Entreprises : mécénat (p. 7522)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7521)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7521)

Presse et livres : livres (p. 7521)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : monuments classés : contrats de plan Etat-régions (p. 7532)

Patrimoine culturel : monuments classés : restauration (p. 7533)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)***Avant le chapitre 1er*

Intervient sur les adts n^{os} 77 et 81 de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9178)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)**

Son intervention (p. 47)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 47 et s.)

Enfants : mauvais traitements (p. 47 et s.)

Enfants : politique de l'enfance (p. 47 et s.)

Enfants : protection maternelle et infantile (PMI) (p. 48)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 48)

Famille : parents : responsabilité (p. 49)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 47 et s.)

Politique sociale : aide sociale : enfants (p. 47 et s.)

Santé : santé publique : enfants (p. 48)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son amendement n° 188 (p. 74)

Son intervention (p. 78 et s.)

Son amendement n° 205 (p. 79) : adopté (p. 80)

Son amendement n° 206 : adopté (p. 80)

Son amendement n° 207 : adopté (p. 81)

Article 2 (élargissement des missions de la politique de protection de l'enfance à la prévention des risques de danger pour l'enfant)

Son intervention (p. 85 et s.)

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son intervention (p. 96)

Article 5 (signalement des mineurs en danger)

Son amendement n° 192 (p. 127)

Son amendement n° 193 (p. 127)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Son intervention (p. 133 et 139)

Article 7 (secret professionnel partagé)

Son amendement n° 195 (p. 140)

Article 8 (création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance)

Son amendement n° 196 (p. 140)

Article 9 (l'accueil de jour comme forme nouvelle de placement judiciaire)

Son amendement n° 197 (p. 142)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Son amendement n° 198 : adopté (p. 153)

Son intervention (p. 154 et s.)

Son amendement n° 199 : adopté (p. 159)

Après l'article 15

Son amendement n° 200 (transfert au président du conseil général de la tutelle des pupilles de l'Etat) : rejeté (p. 162)

Après l'article 16

Son amendement n° 201 (extension du bénéfice de l'accueil collectif à caractère éducatif à tout enfant de moins de six ans y ayant déjà été inscrit) : rejeté (p. 162)

Après l'article 17

Son amendement n° 190 (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales) : adopté (p. 177)

*Seconde délibération**Article 27 (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales)*

Son intervention (p. 181)

Ses explications de vote (p. 184)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 184)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 344)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : personnes défavorisées (p. 345)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : personnes âgées (p. 345)

Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 345)

Départements : action sociale : compensations financières (p. 346)

Donations et successions : successions : recours (p. 345)

Handicapés : mandat de protection future (p. 345)

Justice : greffiers : moyens (p. 345)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)*Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)*

Ses amendements n°s 353, 359 (p. 400 et s.)

Son amendement n° 360 : adopté (p. 407)

Son amendement n° 361 (p. 408)

Son amendement n° 362 : adopté (p. 410)

Ses amendements n°s 363, 364 (p. 410, 412)

Son intervention (p. 416)

Ses amendements n°s 355, 365, 366 (p. 421 et s.)

Ses amendements n°s 370, 371, 372, 373, 374 : adoptés (p. 437)

Ses amendements n°s 358, 375, 376 (p. 440 et s.)

Article 6 (gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle)

Ses amendements n°s 378 à 381 (p. 445 et s.)

Son amendement n° 377 (p. 446)

Article 7 (présomption de suggestion et de captation par les professionnels de santé et les mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son amendement n° 382 : adopté (p. 447)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son amendement n° 383 (p. 448) : adopté (p. 451)

Son amendement n° 393 (p. 452)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son amendement n° 384 (p. 455)

Son amendement n° 385 rectifié : adopté (p. 456)

Ses amendements n°s 386, 388 (p. 456 et s.)

Article 12 (financement de la protection judiciaire des majeurs)

Son amendement n° 389 (p. 458)

Article 14 (régime juridique de l'activité des personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son amendement n° 390 (p. 459)

Article 21 (contrats d'assurance sur la vie d'un majeur en tutelle ou en curatelle)

Son amendement n° 392 (p. 462)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 197 de M. Pierre-Louis Fagniez (fin de la compétence du juge des tutelles pour autoriser une recherche biomédicale sur une personne majeure non protégée hors d'état de manifester son consentement) (p. 464)

Ses explications de vote (p. 466)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 466)

Céleste LETT

<i>Moselle (5^{ème} circonscription) Union pour un Mouvement Populaire</i>
--

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Commerce et artisanat. Débits de tabac. Gérants frontaliers, revendications [7 novembre 2006] (p. 6993)

Édouard LEVEAU

<i>Seine-Maritime (11^{ème} circonscription) Non inscrit</i>
--

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Geneviève LEVY

*Var (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS*

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)
Son intervention (p. 6104)

Thèmes :

- Droit pénal : génocide : Lyon (p. 6104)
- Droit pénal : génocide : Turquie (p. 6104)
- Parlement : rôle : histoire (p. 6104)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Avant l'article 4

- Son amendement n° 228 (droit réciproque en matière de relations personnelles entre l'enfant et ses ascendants) : rejeté (p. 91)
- Son amendement n° 229 (compétence du juge des affaires familiales en matière de relations entre l'enfant et un tiers) : retiré (p. 91)

François LIBERTI

*Hérault (7^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Viticulteurs. Revendications [8 novembre 2006] (p. 7095)

Logement. Politique du logement. [9 janvier 2007] (p. 31)

Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité [24 janvier 2007] (p. 617)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1820, posée le 16 janvier 2007. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 413). Appelée le 16 janvier 2007. Sages-femmes, réforme (p. 274)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE*DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES*

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

- Agroalimentaire : viticulture : appellations d'origine contrôlée (AOC) (p. 7234)
- Aquaculture et pêche professionnelle : droit de pêche : contrôle (p. 7236)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Son intervention (p. 7687)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Emploi : jeunes : chômage (p. 7687)
- Enseignement : diplômés (p. 7687)
- Enseignement : élèves : effectifs (p. 7687)
- Enseignement : personnel : effectifs (p. 7687)
- Enseignement : personnel : pouvoir d'achat (p. 7687)
- Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 7687)
- Enseignement : personnel : vacataires (p. 7688)
- Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 7688)
- Etrangers : enfants : intégration en milieu scolaire (p. 7689)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 7688)

Procédure des questions :

- Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 7700)
- Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 7699)

MEDIAS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7629)

Son intervention (p. 7630)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication : médias (p. 7631)
- Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 7630 et s.)
- Audiovisuel et communication : radio (p. 7631)
- Audiovisuel et communication : télévision (p. 7631)

Police : fonctionnement (p. 7631)

Presse et livres : périodiques (p. 7631)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7633)

Crédits de la mission "Médias" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7635)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)

Son intervention (p. 7072)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : aides publiques (p. 7073)

Associations : animateurs (p. 7073)

Associations : bénévolat (p. 7073)

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 7073)

Sports : sport de haut niveau (p. 7072)

Sports : sportifs professionnels (p. 7073)

Sports : sports de loisirs (p. 7072)

Procédure des questions :

Education physique et sportive : sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) (p. 7084)

TRANSPORTS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7622)

Son intervention (p. 7625)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : transports routiers (p. 7625)

Sécurité routière (p. 7625)

Transports : transport combiné (p. 7625)

Transports aériens : sécurité (p. 7625)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 7625)

Transports par eau : transports fluviaux (p. 7625)

Transports par eau : transports maritimes (p. 7625)

Travail : conditions de travail : transports routiers (p. 7625)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 7625)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7626)

Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7629)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Procédure des questions :

Logement : logement social : financement (p. 7609)

Michel LIEBGOTT

*Moselle (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Politique industrielle. Lorraine [23 janvier 2007] (p. 561)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION**

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7485)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Son intervention (p. 7161)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 7161)

Emploi : chômage (p. 7161)

Emploi : contrats aidés (p. 7161)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 7161)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 7161)

Entreprises : allègement des charges (p. 7161)

Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 7161)

Procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : collectivités locales (p. 7167)

**Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les
délocalisations et favoriser l'emploi**

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 529)

Son intervention (p. 538)

Thèmes :

Industrie : sidérurgie (p. 538)

Politique économique : libéralisme (p. 539)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 538)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

*Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 5

Son amendement n° 135 (travaux pour économies d'énergie réalisés dans les logements - dépenses prises en compte pour le crédit d'impôt : alignement du plafond applicable aux personnes vivant seules sur celui bénéficiant aux couples) : rejeté (p. 6369)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE****Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)**

Son intervention (p. 7077)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : aides publiques (p. 7077)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 7077)

Politique sociale : cohésion sociale : associations (p. 7077)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)**

Son intervention (p. 489)

Thèmes :

Coopération intercommunale : parité (p. 489)

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 489)

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 489)

Elections et référendums : élections sénatoriales (p. 489)

Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 489)

Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 489)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : parité (p. 489)

Fabien LIMONTA

*Drôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Devient député le 27 avril 2007 [J.O. du 27 avril 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 28 avril 2007] (p. 7594)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 avril 2007] (p. 7594)

François LONCLE

*Eure (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale (n° 3428) [13 décembre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI) (n° 3560) [17 janvier 2007]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et les Etats-Unis du Mexique sur le mécanisme de développement propre dans le cadre du protocole de Kyoto (n° 3274) [6 février 2007] (n° 3663)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale (n° 3428) [6 février 2007] (n° 3665)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI) (n° 3560) [6 février 2007] (n° 3668)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Djibouti. Décès d'un magistrat français, enquête [15 novembre 2006] (p. 7470)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT****Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)**

Son intervention (p. 6793)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 6794)

Parlement : contrôle : aide au développement (p. 6794)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 6794)

Politique extérieure : aide alimentaire : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 6795)

Politique extérieure : aide au développement : environnement (p. 6793)

Politique extérieure : aide au développement : immigration (p. 6794)

Politique extérieure : aide au développement : politique à l'égard des femmes (p. 6793)

Politique extérieure : aide au développement : santé (p. 6793)

Politique extérieure : annulation de dettes (p. 6793)

Politique extérieure : lutte contre l'analphabétisme (p. 6793)

Transports aériens : taxe sur les billets : aide au développement (p. 6794)

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6803)

Après l'article 42

Intervient sur l'ad n° 36 rectifié de la commission (relèvement du plafond des annulations de dettes) (p. 6805)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 776)

François LOOS

Ministre délégué à l'industrie

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Christian Bataille. Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Suez, fusion, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5727)

M. Stéphane Demilly. Energie et carburants. Biocarburants. [17 octobre 2006] (p. 6180)

M. Jean-Pierre Kucheida. Mines et carrières. Nuisances. [18 octobre 2006] (p. 6251)

M. François Brottes. Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement, conséquences [24 octobre 2006] (p. 6483)

M. Jean Dionis du Séjour. Energie et carburants. Biocarburants. [8 novembre 2006] (p. 7094)

M. Jean-Yves Le Déaut. Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [8 novembre 2006] (p. 7099)

Mme Geneviève Gaillard. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention [8 novembre 2006] (p. 7101)

M. Daniel Paul. Energie et carburants. GDF. Suez, fusion, conséquences [28 novembre 2006] (p. 8158)

M. Philippe Folliot. Assurances. Assurance catastrophes naturelles. Réforme [28 novembre 2006] (p. 8161)

M. Henri Emmanuelli. Industrie. Construction aéronautique. EADS, A 350, financement [29 novembre 2006] (p. 8264)

M. William Dumas. Industrie. Textile et habillement. Well, emploi et activité, Le Vigan [29 novembre 2006] (p. 8268)

M. François Brottes. Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement, conséquences [29 novembre 2006] (p. 8271)

M. François Asensi. Automobiles et cycles. Emploi et activité. [6 décembre 2006] (p. 8604)

M. Michel Heinrich. Automobiles et cycles. Emploi et activité. [6 décembre 2006] (p. 8611)

M. Alain Joyandet. Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, compatibilité, missions de service public [19 décembre 2006] (p. 9155)

M. Claude Birraux. Energie et carburants. Politique énergétique. Politique nucléaire [20 décembre 2006] (p. 9224)

M. Alain Néri. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, répercussion, consommateurs [9 janvier 2007] (p. 37)

M. Éric Woerth. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, répercussion, consommateurs [9 janvier 2007] (p. 38)

M. Jean Dionis du Séjour. Energie et carburants. Politique énergétique. Politiques communautaires [10 janvier 2007] (p. 109)

Mme Marie-George Buffet. Automobiles et cycles. Industrie. Politiques communautaires [10 janvier 2007] (p. 110)

M. Michel Liebgott. Industrie. Politique industrielle. Lorraine [23 janvier 2007] (p. 561)

M. Philippe Folliot. Postes. La Poste. Portage de repas à domicile, tarifs [23 janvier 2007] (p. 562)

M. Jean-Marie Binetruy. Automobiles et cycles. Réglementation. Délais de paiement [24 janvier 2007] (p. 624)

M. Jean-Pierre Brard. Entreprises. Charges. Exonération, statistiques [31 janvier 2007] (p. 848)

M. Stéphane Demilly. Industrie. Construction aéronautique. Airbus, emploi et activité [6 février 2007] (p. 953)

M. Gérard Bapt. Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [6 février 2007] (p. 956)

M. Maxime Gremetz. Industrie. Construction aéronautique. Airbus [13 février 2007] (p. 1113)

M. Alain Gouriou. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, fusion avec Lucent, conséquences, emplois [13 février 2007] (p. 1115)

M. Jean Dionis du Séjour. Energie et carburants. Biocarburants. [21 février 2007] (p. 1413)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Jean-Yves Cousin. Associations. Centre d'initiative aux énergies renouvelables. Activité de transport et de négoce de déchet, agrément [9 janvier 2007] (p. 15)

M. Bruno Gilles. Télécommunications. Téléphone. Numéros surtaxés, services sociaux, décret d'application, publication [9 janvier 2007] (p. 18)

M. Michel Sainte-Marie. Industrie. Construction aéronautique. EADS, A 350, financement [9 janvier 2007] (p. 16)

M. Frédéric Dutoit. Agroalimentaire. Sucre. Saint-Louis Sucre, emploi et activité, Marseille [9 janvier 2007] (p. 16)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Son intervention (p. 6929)

Ses réponses (p. 6933 à 6935)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ACERP) (p. 6931)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6930)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 6930)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6930)

Entreprises : recherche et développement (p. 6930)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6930)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6930)

Postes : retraites (p. 6931)

Postes : service universel (p. 6930)

Postes : livret A (p. 6931)

Sécurité publique : risques technologiques : contrôle (p. 6930)

Réponses aux questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 6935) (Mme Pascale Gruny) (p. 6935)

Politique économique : pôles de compétitivité : petites et moyennes entreprises (p. 6933) (Mme Anne-Marie Comparini) (p. 6933)

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 6934) (M. André Chassaigne) (p. 6934)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6936)

Crédits de la mission : "Développement et régulation économiques" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6937)

Après l'article 46

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Yves Censi (extension au secteur des industries du bois de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement) (p. 6937)

Intervient sur l'adt n° 82 de M. Yves Censi (extension au secteur des arts de la table de la taxe pour le développement de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie) (p. 6938)

Intervient sur l'adt n° 78 de M. Jean-Louis Christ (exclusion de la profession de prothésistes dentaires de l'assujettissement à la taxe pour le développement d'un certain nombre de secteurs d'activité prévue à l'article 71-E de la loi de finances rectificative du 30 décembre 2003) (p. 6940)

Intervient sur l'adt n° 37 de M. Philippe Tourtelier (inclusion de l'industrie des roches ornementales et de construction dans le champ d'application de la taxe pour le développement des industries de matériaux de construction) (p. 6940)

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Robert Diat (inclusion de l'industrie des roches ornementales et de construction dans le champ d'application de la taxe pour le développement des industries de matériaux de construction) (p. 6941)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6970)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6974)

Son intervention (p. 6983)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 6974)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 6983)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 6984)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6974)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 6971, 6974)

Energie et carburants : médiateur national de l'énergie (p. 6983)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6984)

Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 6971)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 6983)

Entreprises : action spécifique (p. 6983)

Parlement : commissions mixtes paritaires : fonctionnement (p. 6983 et s.)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 863 et s.)

Gérard LORGEUX

*Morbihan (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1759, posée le 5 décembre 2006. Etablissements de santé. Fonctionnement (J.O. Questions p. 12588). Appelée le 5 décembre 2006. Pôle de santé public-privé, Morbihan (p. 8501)

Gabrielle LOUIS-CARABIN

*Guadeloupe (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : transports aériens. Jeunes, passeport mobilité, financement [4 octobre 2006] (p. 5775)

Outre-mer. Etrangers. Immigration clandestine, lutte et prévention [25 octobre 2006] (p. 6548)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1836, posée le 16 janvier 2007. Outre-mer. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 417)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****OUTRE-MER****Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)**

Son intervention (p. 7345)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : bananes (p. 7345)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7345)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 7345)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7346)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7345)

Outre-mer : Guadeloupe : déchets ménagers (p. 7346)

Outre-mer : Guadeloupe : lutte contre l'insécurité (p. 7346)

Outre-mer : Ile de Saint-Barthélemy : statuts (p. 7346)

Outre-mer : Ile de Saint-Martin : statuts (p. 7346)

Outre-mer : octroi de mer (p. 7345)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 7345)

Outre-mer : service militaire adapté (SMA) (p. 7345)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7865)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7865)

Drogue : établissements de soins : Guadeloupe (p. 7865)

Drogue : toxicomanie : Guadeloupe (p. 7865)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 625)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 625)

Elections et référendums : calendrier électoral : outre-mer (p. 626)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : députés (p. 626)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Barthélemy (p. 625)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Martin (p. 625)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 626)

Outre-mer : octroi de mer (p. 626)

Prestations familiales (p. 626)

Lionnel LUCA

*Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3376 visant à établir une journée nationale du souvenir de la quatrième génération du feu [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3474 relative à la reconnaissance du génocide ukrainien de 1932-1933 [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3575 visant à conférer au dernier médaillé de la Résistance française l'honneur de reposer dans la crypte du Mont Valérien [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3576 relative à l'implantation des antennes relais et à l'utilisation des appareils de téléphonie mobile [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3754 relative à la reconnaissance du génocide vendéen [21 février 2007]

Proposition de loi n° 3786 instituant le 9 mai, Journée de l'Europe [27 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Commerce et artisanat. Débits de tabac. Gérants, contrats d'avenir [10 octobre 2006] (p. 5945)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1731, posée le 28 novembre 2006. Mer et littoral. Domaine public maritime (J.O. Questions p. 12272). Appelée le 29 novembre 2006. Concessions, réforme (p. 8238)

n° 1911, posée le 20 février 2007. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 1644). Appelée le 20 février 2007. Application, biens immobiliers, dépréciation, aides de l'Etat (p. 1300)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7868)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 7868)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7868)

Communes : maires : officiers de police judiciaire (p. 7868)

Police : effectifs (p. 7868)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son amendement n° 510 (p. 8064)

Après l'article 12 bis

Son amendement n° 519 (subordination de la détention de chiens dangereux à l'obtention d'un certificat de sociabilité) (p. 8331) : adopté après modification (p. 8332)

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 12 ter A (évaluation comportementale de certains chiens)

Son amendement n° 2 rectifié (p. 1158)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 766)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 766)

Droit pénal : peine de mort : pays étrangers (p. 766)

Ordre public : terrorisme (p. 766)

Relations internationales : guerre : peine de mort (p. 766)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son amendement n° 3 (p. 773)

Victorin LUREL

*Guadeloupe (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM) : Polynésie française. Ordre public [24 octobre 2006] (p. 6478)

RAPPELS AU REGLEMENT

Propose d'appeler au début de la discussion de chaque article les amendements purement formels qui s'y rattachent [24 janvier 2007] (p. 640)

DEBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 9005)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 9005)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 9005)

Parlement : Congrès du Parlement (p. 9005)

Président de la République : Nouvelle-Calédonie (p. 9005)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)

Avant l'article unique

Intervient sur l'ad n° 3 de M. Marc Le Fur (reconnaissance des langues régionales) (p. 9013)

Son amendement n° 4 (mention des collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans l'article 72-3 de la Constitution) : rejeté (p. 9014)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9006)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. René Dosière (p. 596)

Son intervention (p. 597)

Thèmes :

Constitution : article 73 (p. 597)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 599)

Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 596)

Outre-mer : autonomie : Saint-Martin (p. 598)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : députés (p. 599)
Outre-mer : collectivités d'outre-mer : pauvreté (p. 596)
Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Barthélemy (p. 597)
Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Martin (p. 597)
Outre-mer : continuité territoriale (p. 597)
Outre-mer : octroi de mer : carburants (p. 599)
Traités et conventions : conventions fiscales : Saint-Barthélemy (p. 598)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 5 (statut de la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin)

Son amendement n° 448 (p. 648)

Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 656 et s.)

Ses amendements n°s 444, 447 : adoptés (p. 662 et s.)

Vote pour du groupe socialiste (p. 597)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 180 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (droit additionnel à l'octroi de mer régional à Cayenne et à Fort-de-France) (p. 680)

Article 9 (aménagement du dispositif de continuité territoriale)

Son intervention (p. 684 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 226 du Gouvernement (affectation possible des personnels des DDE transférés dans un syndicat mixte pour la gestion des routes outre-mer) (p. 686)

Article 10 (habilitations données au Gouvernement pour légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 688)

Article 13 (abrogation de dispositions obsolètes)

Son intervention (p. 691 et s.)

Ses explications de vote (p. 693)

Vote pour du groupe socialiste (p. 693)

M

Daniel MACH

*Pyrénées-Orientales (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi organique n° 3792 visant à préciser les règles d'inéligibilité pour les élections législatives et sénatoriales des personnes condamnées [30 mars 2007]

Proposition de loi n° 3796 visant à aligner les règles d'inéligibilité des élus condamnés sur celles des membres de la fonction publique [2 mai 2007]

Alain MADELIN

*Ille-et-Vilaine (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Bernard MADRELLE

*Gironde (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1742, posée le 5 décembre 2006. Voirie. Agglomération bordelaise (J.O. Questions p. 12585). Appelée le 5 décembre 2006. (p. 8503)

Richard MALLIÉ

*Bouches-du-Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 17 janvier 2007]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 32 : Sécurité sanitaire (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3374 visant à imposer aux établissements bancaires une obligation d'information envers leurs clients avant toute décision d'interdiction bancaire [17 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Commerce et artisanat. Débits de tabac. Gérants, contrats d'avenir [10 janvier 2007] (p. 113)

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. [20 février 2007] (p. 1323)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1800, posée le 9 janvier 2007. Santé. Maladies rares (J.O. Questions p. 168). Appelée le 9 janvier 2007. Prise en charge, cystinurie (p. 20)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6100)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6100)

Droit pénal : génocide : recherches universitaires (p. 6100)

Pays étrangers : Pays-Bas : négationnisme (p. 6101)

Politique extérieure : relations commerciales : Turquie (p. 6100)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6279)

Thèmes :

Commerce et artisanat : buralistes (p. 6279 et s.)

Finances publiques : généralités (p. 6279)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6279)

Travail (p. 6279)

**PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE
L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 10

Son amendement n° 235 (cafés et bars-tabacs – jeux – taxe unique d'Etat de 5 € par appareil substituée à l'impôt communal) (p. 6389) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 6390)

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

SECURITE SANITAIRE

Examen du fascicule [6 novembre 2006] (p. 6945)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, suppléé par M. Gilles Carrez

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2006] (p. 6958)

Article 52 (création d'une taxe fiscale affectée, au titre de l'évaluation et du contrôle de la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques)

Son intervention (p. 6958)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 321 de M. Bruno Gilles (extension de l'accès au régime social des étudiants pour les étudiants pourvus d'un emploi salarié) (p. 6598)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son intervention (p. 6670 et s.)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Son intervention (p. 7964)

Thèmes :

Professions de santé : assistants dentaires (p. 7965)

Professions de santé : diététiciens (p. 7964)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 7964)

Santé : obésité (p. 7964)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7975)

Après l'article 5

Son amendement n° 14 (composition de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des chirurgiens-dentistes d'Ile-de-France) : adopté (p. 7976)

Son amendement n° 15 (modalités d'élection des membres de la chambre disciplinaire interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse) (p. 7976) : adopté (p. 7977)

Après l'article 10

Son amendement n° 2 (statut des assistants dentaires) : adopté (p. 7979)

Ses explications de vote [23 novembre 2006] (p. 7982)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7982)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9051)

Son intervention (p. 9053)

Thèmes :

Professions de santé : professions paramédicales (p. 9053)

Professions de santé : déontologie (p. 9053, 9054)

Professions de santé : exercice de la profession : démographie (p. 9054)

Professions de santé : infirmiers (p. 9053, 9054)

Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 9053, 9054)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [14 décembre 2006] (p. 9054)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 62)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 62)

Enfants : garde alternée (p. 62)

Enfants : mauvais traitements (p. 62)

Famille : parents : responsabilité (p. 62)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 62)

Justice : enfants (p. 62)

Télécommunications : Internet : protection de la famille et de l'enfance (p. 62)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Son intervention (p. 157)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 306 de la commission (possibilité de reporter une partie du congé de maternité après la naissance de l'enfant) (p. 171)

Intervient sur l'ad n° 232 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 178)

Intervient sur l'ad n° 234 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 179)

Intervient sur l'ad n° 241 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 179)

Intervient sur l'ad n° 235 de M. Bruno Gilles (prévention de l'accès aux activités de jeu d'argent illégales par voie électronique) (p. 179)

Seconde délibération

Article 27 (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales)

Son intervention (p. 181)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Après l'article 28

Son amendement n° 99 (exercice de la profession d'assistant dentaire) (p. 236) : retiré (p. 237)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 817)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 817)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 817, 818)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 817)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : télévision (p. 817, 818)

Noël MAMÈRE

Gironde (3^{ème} circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Demande la présence du ministre de l'intérieur, dénonce un texte qu'il juge axé sur la sanction et la méfiance et refuse le rôle qu'il attribue aux maires [23 novembre 2006] (p. 7991)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy : aimerait que le ministre de l'intérieur soit présent. Il se demande pourquoi une disposition concernant la sécurité routière figure dans un texte de prévention de la délinquance si ce n'est dans un but électoraliste. [23 novembre 2006] (p. 8017)

S'insurge contre les propos politiques du ministre délégué à l'aménagement du territoire qui a annoncé dans l'hémicycle les bons résultats des syndicats de police proches de la droite [23 novembre 2006] (p. 8021)

Conteste la présentation des résultats des élections professionnelles de la police faite par le ministre délégué à l'aménagement du

territoire, dénonce un projet de loi fourre-tout, de complaisance et électoraliste [24 novembre 2006] (p. 8027)

Estime qu'il n'était pas utile, vu le rythme d'avancement du débat, de ne pas suivre le déroulement normal des travaux [24 novembre 2006] (p. 8029)

Remarque que les amendements relatifs aux sanctions applicables en cas d'infraction à des arrêtés municipaux soulèvent la question de la sous-pénalisation de certaines infractions ou formes de délinquance. Par ailleurs, des arrêtés municipaux discriminant les SDF ou les gens du voyage incitent à se méfier des pouvoirs exorbitants accordés aux maires [24 novembre 2006] (p. 8048)

Répond à une remarque de M. Bénisti sur le rôle du maire [24 novembre 2006] (p. 8049)

Observe que M. Sarkozy, ministre d'Etat et ministre de l'intérieur, est absent depuis trois jours [24 novembre 2006] (p. 8065)

Réclame la présence du ministre de la famille pour examiner un article qui le concerne [24 novembre 2006] (p. 8066)

Reproche au ministre de l'intérieur d'être plus empressé à cultiver son image qu'à gouverner la France et déplore la rivalité entre le ministre de l'intérieur et le Premier ministre [24 novembre 2006] (p. 8077)

Refuse d'examiner les articles concernant le ministre de la famille en son absence [24 novembre 2006] (p. 8088)

Demande le report des travaux au lundi pour que l'Assemblée puisse débattre en présence du ministre de la famille [24 novembre 2006] (p. 8090)

Fustige le laxisme du ministre de l'intérieur qui reçoit certaines associations de supporters coupables de discriminations, d'actes racistes et d'atteintes aux personnes au lieu d'appliquer la loi de juillet 2006 qui permet de les dissoudre [27 novembre 2006] (p. 8097)

Revient sur la restriction apportée au droit de rectification de leurs amendements par les députés et regrette le manque d'intérêt du ministre de l'intérieur et de la majorité pour ce "texte d'affichage". Il dénonce la politique du Gouvernement en matière de soutien aux élèves en difficulté et refuse qu'on attribue au maire des fonctions qui ne sont pas les siennes [29 novembre 2006] (p. 8283)

Observe que, d'après le ministre, l'amendement n°730 n'émane pas du Gouvernement mais de M. Dubernard à titre personnel, sans mandat de la commission [29 novembre 2006] (p. 8294)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6121)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6121)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 6121)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) : intermittents du spectacle (p. 6121)

Syndicats : accords professionnels (p. 6121)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6121)

Vote sur le passage à la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6129)

Son intervention (p. 6130)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006]

(p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7985 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 novembre 2006] (p. 7991)

Intervient sur l'adit n° 589 de Mme Patricia Adam (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7993)

Intervient sur l'adit n° 594 de Mme Patricia Adam (rôle et fonctions des différents acteurs impliqués dans la prévention de la délinquance) (p. 7999)

Intervient sur l'adit n° 599 de Mme Patricia Adam (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8009)

Son amendement n° 25 (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance) (p. 8006) : rejeté (p. 8010)

Intervient sur l'adit n° 614 de Mme Patricia Adam (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8014)

Après l'article 12

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8016)

Intervient sur l'adit n° 293 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives au permis à points) (p. 8020)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 novembre 2006] (p. 8021)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8027)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8029)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8031 et s.)

Son amendement n° 26 (de suppression) (p. 8039)

Son amendement n° 27 (p. 8042)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8048)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8049)

Ses observations : félicite MM. Houillon et Vallini pour cet hommage et regrette que les préconisations de la commission d'enquête sur l'affaire d'Outreau n'aient pas été suivies par le Gouvernement [24 novembre 2006] (p. 8050)

Son amendement n° 28 (p. 8056) : adopté (p. 8058)

Ses amendements n°s 29, 30 (p. 8058)

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8065, 8066)

Article 1er bis précédemment réservé (présence de travailleurs sociaux dans les commissariats)

Son intervention (p. 8066)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Son intervention (p. 8069)

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 8071)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8077)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 472 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes) (p. 8080)

Article 2 bis précédemment réservé (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8082)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Ses rappels au règlement (cf supra) [24 novembre 2006] (p. 8088, 8090)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2006] (p. 8097)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adit n° 673 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (compétence territoriale du département en matière de prévention spécialisée) (p. 8100)

Intervient sur l'adit n° 708 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (échange d'informations pour la protection des mineurs en danger entre le président du conseil général et l'autorité judiciaire) (p. 8102 et s.)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8104 et s.)

Son amendement n° 33 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8114)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 700 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (suppression du contrat de responsabilité parentale) (p. 8141)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 8141 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adit n° 682 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (partage du secret professionnel en matière de protection de l'enfance) (p. 8205)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Ses interventions (p. 8209 et s.)

Son amendement n° 35 (de suppression) (p. 8212)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Son intervention (p. 8214)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son amendement n° 508 rectifié (p. 8275)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8283)

Ses interventions (p. 8289 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 novembre 2006] (p. 8294)

Après l'article 9

Son amendement n° 42 précédemment réservé (fin de la compétence exclusive du ministre de l'économie et des finances pour initier des poursuites contre certaines infractions à la législation financière) (p. 8298) : rejeté (p. 8301)

Son amendement n° 44 précédemment réservé (suppression de la répression du racolage passif) (p. 8306) : rejeté (p. 8308)

Intervient sur l'ad t n° 697 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Blazy (détachement de fonctionnaires de police auprès de l'autorité judiciaire) (p. 8309)

Son amendement n° 41 précédemment réservé (pénalisation d'infractions à l'environnement) (p. 8308) : rejeté (p. 8309)

Son amendement n° 40 précédemment réservé (détachement de fonctionnaires de police auprès de l'autorité judiciaire) : rejeté (p. 8310)

Intervient sur l'ad t n° 462 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée) (p. 8311)

Son amendement n° 38 précédemment réservé (renforcement des moyens procéduraux applicables au délit de corruption) (p. 8310) : rejeté (p. 8311)

Son amendement n° 45 précédemment réservé (aggravation de la sanction pour infraction à l'obligation de paiement des salaires) (p. 8311) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 46 précédemment réservé (contrôle de l'utilisation des fonds publics accordés aux entreprises) : rejeté (p. 8312)

Son amendement n° 43 précédemment réservé (suppression de la commission des infractions fiscales) (p. 8312) : rejeté (p. 8313)

Son amendement n° 85 précédemment réservé (indépendance de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics) (p. 8313) : rejeté (p. 8314)

Son amendement n° 39 précédemment réservé (indépendance du Service central de prévention de la corruption) : rejeté (p. 8314)

Son amendement n° 37 précédemment réservé (création d'un chapitre consacré à la délinquance économique) (p. 8314) : rejeté (p. 8315)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 9001)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 9001)

Mines et carrières : exploitation : Nouvelle-Calédonie (p. 9002)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9001)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance (p. 9001)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 319)

Thèmes :

Justice : Cour de cassation (p. 319)

Justice : Haute cour de justice (p. 319)

Président de la République : statut pénal (p. 320)

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)

Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)

Son amendement n° 7 (p. 329)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 764)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 764)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 764)

Relations internationales : peine de mort (p. 765)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 775)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 826)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : pluralisme (p. 827)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 827)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 827)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 827)

Audiovisuel et communication : sociétés de programme : concurrence (p. 827)

Audiovisuel et communication : télévision : équipements (p. 827)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 826, 827)

Environnement : principe de précaution : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 827)

Jean-François MANCEL

*Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3441 permettant une décharge de la solidarité entre époux lors d'impositions complémentaires au paiement de l'impôt sur le revenu [15 novembre 2006]

Proposition de loi organique n° 3448 tendant à une meilleure égalité dans l'accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [17 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3472 tendant à une meilleure égalité des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3772 tendant à établir une réelle liberté de gestion des établissements culturels [13 mars 2007]

Proposition de loi n° 3773 tendant à empêcher l'utilisation des dénonciations anonymes dans les procédures administratives et judiciaires [13 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Lois de finances. 2007 [24 octobre 2006] (p. 6482)

Louis-Joseph MANSCOUR

*Martinique (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

Déclare n'avoir jamais soutenu en privé le budget de l'outre-mer. [14 novembre 2006] (p. 7371)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7204)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : bananes : Antilles (p. 7204)

Agriculture : produits phytosanitaires : pollution (p. 7204)

Environnement : protection : agriculture (p. 7204)

Outre-mer : politique agricole (p. 7204)

Outre-mer : Antilles : pêche (p. 7204)

Procédure des questions :

Agriculture : organisations professionnelles : crédits budgétaires (p. 7229)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7340)

Son rappel au règlement (cf supra) [14 novembre 2006] (p. 7371)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : produits phytosanitaires : Antilles (p. 7341)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7340)

Logement : habitat insalubre : outre-mer (p. 7341)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7341)

Outre-mer : santé publique (p. 7341)

Outre-mer : congé-solidarité (p. 7341)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7341)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 7340)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : outre-mer (p. 7341)

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7301)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7301)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 7301)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7301)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 7301)

Outre-mer : logement (p. 7301)

Politique sociale : inégalités (p. 7301, 7302)

Thierry MARIANI

*Vaucluse (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 2948) (n° 3043) [17 janvier 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VIII : Sécurité civile (n° 3368) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3438 permettant aux exploitants de restaurants, bars et discothèques de petite taille d'avoir la liberté de déclarer leur établissement fumeur ou non fumeur [15 novembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les politiques d'intégration des migrants dans l'Union européenne (COM 52005)b389 final/n° E 2952) [6 décembre 2006] (n° 3502)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile [13 février 2007] (n° 3686)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Thierry Mariani, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de directive relative aux normes et procédures communes applicables dans les

Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 2948) (n° 3043) [21 février 2007] (n° 3763)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique européenne des visas (E 2811, E 3023, E 3159 et E 3208) [21 février 2007] (n° 3764)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 janvier au 12 février 2007 (n°s E 3376, E 3381, E 3382, E 3387, E 3388, E 3391, E 3394, E 3397 à E 3420, E 3422 à E 3425, E 3427 à E 3439, E 3442 et E 3444 à E 3446) et sur les textes n°s E 2572, E 2666, E 3056, E 3108, E 3129, E 3143, E 3206, E 3251, E 3254, E 3311, E 3321, E 3323, E 3324, E 3328, E 3329, E 3340, E 3360 et E 3371 [21 février 2007] (n° 3765)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [4 octobre 2006] (p. 5773)

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [13 décembre 2006] (p. 8980)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [20 février 2007] (p. 1321)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1787, posée le 19 décembre 2006. Agriculture. Viticulture (J.O. Questions p. 13072). Appelée le 19 décembre 2006. Aides de l'Etat, PACA (p. 9131)

n° 1887, posée le 13 février 2007. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 1435). Appelée le 13 février 2007. Inondations, Vaucluse (p. 1104)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8348)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : TVA (p. 8349)

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8349)

Hôtellerie et restauration : restaurants : salariés (p. 8349)

Pays étrangers : Allemagne (p. 8349)

Président de la République (p. 8349 et s.)

TVA : taux réduit : lois de finances (p. 8349 et s.)

Ses explications de vote (p. 8361)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8361)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son intervention (p. 6107)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 5

Ses amendements n°s 71 à 79 (débrassage : réduction d'impôt) (p. 6370) : retirés (p. 6371)

Après l'article 10

Son amendement n° 24 rectifié (restauration – application du taux réduit de TVA) (p. 6385) : retiré (p. 6387)

Intervient sur l'ad n° 235 de M. Richard Mallié (cafés et bars-tabacs – jeux – taxe unique d'Etat de 5 € par appareil substituée à l'impôt communal) (p. 6390)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire : consulats : Russie (p. 6834)

Elections et référendums : opérations de vote : Français de l'étranger (p. 6834)

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : buralistes (p. 6857)

Etablissements de santé : centres hospitaliers : Vaucluse (p. 6853)

Professions de santé : médecins : Haute-Normandie (p. 6852)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 7007)

Son intervention (p. 7017)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7017)

Etrangers : immigration clandestine : expulsion (p. 7017)

Etrangers : rétention administrative : établissements (p. 7017)

Lois : loi d'orientation : sécurité (p. 7018)

Ordre public : fichiers informatisés (p. 7018)

Ordre public : personnels : agressions (p. 7017)

Ordre public : personnels : effectifs (p. 7018)

Police : équipements (p. 7018)

Police : police de proximité (p. 7018)

Sécurité publique : équipements (p. 7008)

Sécurité publique : incendies (p. 7008)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 7008)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : carrière (p. 7008)

Sécurité publique : secourisme (p. 7009)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 7007)

Sécurité publique : sécurité civile : textes d'application (p. 7007)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : investissement (p. 7008)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7664)

Thème :

Voirie : autoroutes : Vaucluse (p. 7664)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6604)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6615)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 19 (aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules "propres")

Son amendement n° 225 (p. 8702)

Son amendement n° 226 (p. 8702)

Après l'article 25

Son amendement n° 205 (passeports délivrés aux mineurs de quinze ans : exonération du droit de timbre) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8719)

Après l'article 27

Ses amendements n°s 110, 224, 223, 221, 222, 218 à 220 et 217 (travaux de débroussaillage : institution d'une réduction d'impôt) (p. 8726) : retirés (p. 8728)

Après l'article 31

Son amendement n° 207 (crédit d'impôt recherche – dépenses éligibles : possibilité d'appréciation par le ministère chargé de la recherche) (p. 8739) : retiré (p. 8740)

Après l'article 36

Intervient sur l'ad n° 298 de M. Patrice Martin-Lalande (adaptation du logement à une personne handicapée, invalide ou âgée de plus de 60 ans : abattement supplémentaire de taxe d'habitation) (p. 8758)

Son amendement n° 245 (petits commerces ayant subi une perte de chiffre d'affaires du fait de travaux de voirie réalisés par des collectivités territoriales : possibilité d'exonération de taxe professionnelle) (p. 8759) : retiré (p. 8760)

Proposition de loi n° 3482 relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les Médailleurs Militaires"

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 697)

Son intervention (p. 700)

Thèmes :

Associations : statuts : médaille militaire (p. 700)

Décorations, insignes et emblèmes : médaille militaire (p. 700)

Défense : militaires et assimilés (p. 700)

Défense : militaires et assimilés : famille (p. 700)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1136)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 1137)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 1136)

Droit pénal : récidive : aggravation des peines (p. 1137)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1137)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1240)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : logement (p. 1241)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1240)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son amendement n° 333 (p. 1263)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son amendement n° 334 rectifié (p. 1359) : adopté (p. 1362)

Proposition de loi n° 3607 relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [22 février 2007] (p. 1512)

Article 2 (création du corps de réserve sanitaire et d'un établissement public chargé de gérer les moyens de lutte contre les menaces sanitaires de grande ampleur)

Son amendement n° 1 (p. 1512)

Son amendement n° 2 (p. 1514)

Alfred MARIE-JEANNE

*Martinique (4^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Martinique. Transports, politique des transports [23 janvier 2007] (p. 568)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1767, posée le 19 décembre 2006. Outre-mer. DOM : Antilles et Guyane (J.O. Questions p. 13069). Appelée le 19 décembre 2006. Etablissements de santé, équipements, imagerie médicale (p. 9138)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7344)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 7344)

Etrangers : visas : politique du tourisme (p. 7345)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7344)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : budget (p. 7344)

Outre-mer : octroi de mer (p. 7345)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 7344)

Transports urbains : transports en site propre (p. 7344)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire

[19 décembre 2006] (p. 9159)

Son intervention (p. 9169)

Thèmes :

Outre-mer : Fonds régional pour le développement et l'emploi (p. 9170)

Outre-mer : Martinique : communes (p. 9169 et s.)

Outre-mer : octroi de mer (p. 9169)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7862)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : trafic de stupéfiants (p. 7863)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Martinique (p. 7862)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7863)

Outre-mer : blanchiment des capitaux (p. 7863)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 626)

Thèmes :

Collectivités territoriales : réforme (p. 627)

Outre-mer : Martinique (p. 626)

Outre-mer : octroi de mer (p. 626)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad. n° 180 deuxième rectification de Mme Christiane Taubira (droit additionnel à l'octroi de mer régional à Cayenne et à Fort-de-France) (p. 681)

Article 9 (aménagement du dispositif de continuité territoriale)

Son intervention (p. 684)

Article 10 (habilitations données au Gouvernement pour légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 688 et s.)

Hervé MARITON

*Drôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Ministre de l'outre-mer*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Cessation de son mandat de député le 27 avril 2007 [J.O. du 27 avril 2007]

Est nommé Ministre de l'outre-mer. Décret du 26 mars 2007 [J.O. du 27 mars 2007] (p. 5642)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 38 : Transports (transports routiers, ferroviaires, fluviaux et maritimes); Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3421 visant à modifier le mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement [3 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Déficit public. [17 octobre 2006] (p. 6188)

Transports. Politique des transports. Vallée du Rhône, arc languedocien [6 décembre 2006] (p. 8607)

Enseignement. Politique de l'éducation. [21 février 2007] (p. 1415)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1801, posée le 9 janvier 2007. Télécommunications. Réseaux (J.O. Questions p. 168). Appelée le 9 janvier 2007. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, accès, Drôme (p. 9)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6269)

Thèmes :

- Assurance maladie maternité : généralités (p. 6271)
- Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6271)
- Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6270, 6272)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6270)
- Etat : réforme (p. 6272)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6271)
- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6271)
- Finances publiques : dette publique (p. 6272)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6271)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6271)
- Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6271 et s.)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6270 et s.)
- Politique économique : croissance : prévisions (p. 6270)
- Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6271)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (concubins – pensions alimentaires pour enfants mineurs : plafonnement de la déduction) (p. 6328)

Son amendement n° 226 (impôt sur le revenu - familiarisation" de la décote) (p. 6329) : rejeté (p. 6330)

Après l'article 8

Son amendement n° 231 (impôt sur les sociétés – seuil de l'imposition forfaitaire annuelle porté de 300 000 € à 400 000 € de chiffre d'affaires) (p. 6375) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 6376)

Explications de vote et vote [24 octobre 2006] (p. 6485)

Ses explications de vote (p. 6487)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6487)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRANSPORTS

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan]

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7626)

Crédits de la mission "Transports" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7626 et s.)

Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7627 et s.)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Ses interventions (p. 7652, 7653, 7665)

Thèmes :

- Sécurité routière : contraventions : produits (p. 7665)
- Sécurité routière : permis à points : fichiers informatisés (p. 7665)
- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7652)
- Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 7652)
- Transports ferroviaires : TGV : Espagne (p. 7653)
- Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 7653)
- Transports par eau : canal Seine-Nord : contrats de partenariat public-privé (p. 7653)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Explications de vote et vote [21 novembre 2006] (p. 7807)

Ses explications de vote (p. 7809)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7809)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9159)

Son intervention (p. 9161)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : dépenses (p. 9162)
- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9162)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9162)
 Finances publiques : dette publique (p. 9162)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 9162)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 9162)
 Impôt sur le revenu : retenue à la source (p. 9163)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9162)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : administrations centrales (p. 9162)
 Parlement : contrôle : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9163)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 9163)
 Politique économique : croissance (p. 9163)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9162)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9164)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8649)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8649)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8649)
 Impôts et taxes : fiscalité écologique : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8649)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8649)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8649)
 Régions : fiscalité : gauche (p. 8650)
 TVA : fraude (p. 8649)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 10

Intervient sur l'adit n° 324 du Gouvernement (produit des amendes forfaitaires de police : prélèvements en 2006 de 50 millions d'euros au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale et de 50 millions d'euros au profit de la dotation pour l'aménagement des communes) (p. 8689)

Intervient sur le sous-adit n° 360 de M. Michel Bouvard (prélèvement au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale pour la seule année 2006) à l'adit n° 324 du Gouvernement (p. 8689)

Muriel MARLAND-MILITELLO

*Alpes-Maritimes (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son intervention (p. 6108)

Alain MARLEIX

*Cantal (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 4 : Agriculture, pêche, forêt, et affaires rurales (développement agricole et rural) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7191)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides : installation (p. 7193)

Agriculture : assurance récolte (p. 7193)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 7191)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 7193)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 7193)

Agriculture : produits phytosanitaires : pollution (p. 7193)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 7193)

Bois et forêts : filière bois (p. 7193)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 7193)
 Collectivités territoriales : interventions économiques : agriculture (p. 7192)
 Commerce extérieur : exportations : produits agricoles (p. 7192)
 Elevage : bovins : aides (p. 7192)
 Emploi : allègement des charges sociales : agriculture (p. 7192)
 Energie et carburants : énergie hydraulique : agriculture (p. 7193)
 Enseignement agricole (p. 7192)
 Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : crédits budgétaires (p. 7191)
 Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 7194)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7191)
 Retraites : régime agricole (p. 7191)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 7192)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Crédits de la mission : "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 7243 et s.)

Article 41 (fixation du plafond d'augmentation de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Son intervention (p. 7247)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 115 de M. Marc Le Fur (modification du tarif de la taxe instituée au profit de l'office national d'intervention chargé du lait et des produits laitiers) (p. 7248)

Franck MARLIN

*Essonne (2^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3723 modifiant la partie législative du code de la défense en matière d'armes, de véhicules et de matériels de collection d'origine militaire [15 février 2007]

Alain MARSAUD

*Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)

Article 1^{er} précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8036 et s.)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9093)

Thèmes :

Justice : juge d'instruction : juge unique (p. 9094)

Justice : magistrats : mariage (p. 9094)

Justice : réforme (p. 9093)

Jean MARSAUDON

*Essonne (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Hugues MARTIN

*Gironde (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Pôles de compétitivité, concurrence, conséquences [21 novembre 2006] (p. 7806)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1760, posée le 5 décembre 2006. Santé. Tabagisme (J.O. Questions p. 12589). Appelée le 5 décembre 2006. Interdiction de fumer, lieux publics, conséquences, buralistes (p. 8485)

DEBATS**Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7863)

Thèmes :

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 7863)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7863)

Communes : maires : information (p. 7864)

Ordre public : violences urbaines : délinquance et criminalité organisées (p. 7864)

Philippe MARTIN

*Gers (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**DEBATS****Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Article 22 (modifications apportées à certains comptes spéciaux)

Son amendement n° 195 (p. 6435)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**TRANSPORTS**

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7626)

Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route" inscrits à l'état D

Son amendement n° 68 (p. 7627)

Après l'article 62

Ses amendements n° 67 rectifié et 28 rectifié (reversement du produit des amendes perçues en conséquence d'un contrôle automatique aux départements propriétaires du domaine routier concerné) : rejetés (p. 7629)

Philippe Armand MARTIN

*Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la situation de la viticulture [15 novembre 2006] (n° 3435)

Proposition de loi n° 3573 relative à la mise en place d'un nouveau mode de fixation des indemnités des élus dans les communes de moins de 3500 habitants [16 janvier 2007]

Proposition de résolution n° 3644 sur la réforme du secteur vitivinicole européen [30 janvier 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme du secteur vitivinicole européen, (COM [2006] 319 final/E 3184) [30 janvier 2007] (n° 3643)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Philippe-Armand Martin, rapporteur de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la réforme du secteur vitivinicole européen (n° 3644) [14 février 2007] (n° 3699)

Proposition de loi n° 3712 tendant à fixer un plancher et un plafond au montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3726 visant à protéger les noms de domaines [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Contrats jeunes. Civis [19 décembre 2006] (p. 9158)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1761, posée le 5 décembre 2006. Personnes âgées. Revendications (J.O. Questions p. 12589). Appelée le 5 décembre 2006. (p. 8500)

n° 1912, posée le 20 février 2007. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale (J.O. Questions p. 1644). Appelée le 20 février 2007. (p. 1291)

DEBATS**Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7210)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 7210)

Agroalimentaire : viticulture (p. 7210)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7210)

Environnement : protection : agriculture (p. 7210)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7210)

Retraites : régime agricole (p. 7210)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Son intervention (p. 6926)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 6926)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6927)

Entreprises : transmission (p. 6927)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 7422)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 34

Son amendement n° 67 (taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles - part variable : prorogation du plafonnement) : retiré (p. 8754)

Henriette MARTINEZ

*Hautes-Alpes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Aide médicale. Pays en voie de développement, Unitaid, fonctionnement [11 octobre 2006] (p. 6026)

Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [22 novembre 2006] (p. 7884)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1859, posée le 30 janvier 2007. Handicapés. Enfants (J.O. Questions p. 924). Suppléée par M. Jean-Pierre Grand. Appelée le 30 janvier 2007. Pôle enfance, Gap, financement (p. 725)

RAPPELS AU REGLEMENT

Se plaint de l'oubli de l'appel en séance publique d'un amendement qu'elle avait déposé : réclame son examen à un autre moment des débats [10 janvier 2007] (p. 117)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)

Son intervention (p. 6797)

Thèmes avant la procédure des questions :

Parlement : contrôle : aide au développement (p. 6797)

Politique extérieure : Agence française de développement (p. 6797)

Politique extérieure : aide au développement : politique à l'égard des femmes (p. 6797)

Politique extérieure : aide au développement : santé (p. 6797)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7909)

Thèmes :

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance : coopération intercommunale (p. 7909)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7909)

Famille : parents : aides (p. 7909)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7910)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 5

Intervient sur l'ad n° 708 précédemment réservé de Mme Patricia Adam (échange d'informations pour la protection des mineurs en danger entre le président du conseil général et l'autorité judiciaire) (p. 8102)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8120 et s.)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son intervention (p. 8148)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 8968)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son amendement n° 154 (p. 9030)

Son amendement n° 153 (p. 9033)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son amendement n° 243 (p. 73)

Son intervention (p. 76 et s.)

Son amendement n° 242, deuxième rectification (p. 79)

Article 2 (élargissement des missions de la politique de protection de l'enfance à la prévention des risques de danger pour l'enfant)

Son intervention (p. 85)

Son amendement n° 244 (p. 85)

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son amendement n° 247 (p. 91)

Son amendement n° 246 (p. 93) : adopté (p. 94)

Son amendement n° 245 (p. 94)

Article 4 bis (demande d'agrément au président du conseil général en vue d'adoption)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 janvier 2007] (p. 117)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'ad n° 124 de M. Patrick Delnatte (conditions de saisine, par un mineur, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP)) (p. 119)

Article 5 (signalement des mineurs en danger)

Son amendement n° 249 : adopté (p. 125)

Ses amendements n°s 248 et 250 (p. 128 et s.)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Son intervention (p. 133)

Son amendement n° 251 (p. 136)

Son amendement n° 252 (p. 136)

Son sous-amendement n° 305 à l'ad n° 81 de Mme Patricia Adam : adopté (p. 139)

Article 8 (création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance)

Son intervention (p. 141)

Article 9 (l'accueil de jour comme forme nouvelle de placement judiciaire)

Son intervention (p. 142)

Article 12 (création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial)

Son amendement n° 253 (p. 145)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Ses amendements n°s 254 et 257 (p. 153)

Son amendement n° 256 (p. 156)

Son amendement n° 258 (p. 159)

Son amendement n° 255 (p. 159)

Article 15 (obligation de formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance à la problématique de l'enfance en danger)

Son amendement n° 259 (p. 161)

Son amendement n° 260 (p. 161)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 302 rectifié de la commission (répression de la pédo-pornographie sur Internet) (p. 168)

Ses explications de vote (p. 183)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 183)

Patrice MARTIN-LALANDE

*Loir-et-Cher (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 19 : Médias (avances à l'audiovisuel public) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan relatif à la société de l'information dans le budget de l'Etat [20 mars 2007] (n° 3783)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 7

Son amendement n° 27 (entreprises de distribution de programmes audiovisuels : constitution de provisions déductibles) (p. 6372) : retiré (p. 6373)

Son amendement n° 28 (création de jeux vidéo présentant un caractère culturel : institution d'un crédit d'impôt) (p. 6374) : retiré (p. 6375)

Après l'article 10

Son amendement n° 26 (presse sur support électronique – TVA : taux de 2,1 %) : retiré (p. 6389)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES**

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture : exportations (p. 7241)

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Procédure des questions :

Défense : bases : Loir-et-Cher (p. 7145)

MEDIAS

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7633)

Crédits de la mission "Médias" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7633)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 96 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'activité et les moyens de l'audiovisuel extérieur) (p. 7635)

Crédits de la mission "Avances à l'audiovisuel public" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7636)

Article 63 (répartition, au profit des organismes de l'audiovisuel public, des ressources de la redevance audiovisuelle)

Son amendement n° 285 (de suppression) (p. 7636) : adopté (p. 7637)

Après l'article 63

Intervient sur l'adt n° 279 de M. Patrick Bloche (dégrèvement de la redevance en faveur des étudiants boursiers) (p. 7637)

Intervient sur l'adt n° 280 de M. Patrick Bloche (dégrèvement de la redevance en faveur des bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité) (p. 7637)

Intervient sur l'adt n° 281 de M. Patrick Bloche (émission de l'avis d'imposition de la redevance avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 7637)

Intervient sur l'adt n° 286 de la commission (conclusion de contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et les organismes de l'audiovisuel public) (p. 7638)

Intervient sur l'adt n° 98 de la commission (obligation pour chaque organisme de l'audiovisuel public de négocier avec l'Etat un contrat d'objectifs et de moyens) (p. 7639)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :

- *Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006*

Ses interventions (p. 7671 et s.)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : outre-mer (p. 7676)

Audiovisuel et communication : Arte (p. 7676)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 7671 et s.)

Audiovisuel et communication : Radio France (p. 7676)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 7676)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 7676)

Presse et livres : presse : aides (p. 7676)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Procédure des questions :

Sécurité publique : sécheresse : indemnisation (p. 7045)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2006] (p. 7048)

Crédits de la mission : "Sécurité" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7050)

Crédits de la mission : "Sécurité civile" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7050)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)

Procédure des questions :

Associations : bénévolat (p. 7085)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7907)

Thèmes :

Gens du voyage : stationnement : création (p. 7907)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 7907)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8654)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : programmes : jeux vidéo (p. 8654)

Impôt sur le revenu : souscriptions en faveur des sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 8654 et s.)

Presse et livres : presse : Internet (p. 8655)

Sécurité publique : sécheresse : indemnisation (p. 8654)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 36

Son amendement n° 298 (adaptation du logement à une personne handicapée, invalide ou âgée de plus de 60 ans : abattement supplémentaire de taxe d'habitation) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8758)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 8899)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son amendement n° 343 (p. 9033)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son amendement n° 344 (p. 9035)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Son intervention (p. 488)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 488)

Coopération intercommunale : réforme (p. 488)

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 488)

Elections et référendums : statut des élus (p. 488)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 488)

Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 489)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Après l'article 5

Son amendement n° 11 (comités d'entreprise composés de la même proportion d'hommes et de femmes que celle des salariés de l'entreprise) : retiré (p. 520)

Son amendement n° 12 (listes pour les élections aux comités d'entreprise établies en respectant la proportionnalité homme-femme) : retiré (p. 520)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 825)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : diversité culturelle (p. 826)

Audiovisuel et communication : pluralisme (p. 826)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 826)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 826)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 826)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 826)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 825)

Télécommunications : Internet (p. 826)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 826)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son sous-amendement n° 274 à l'adt n° 29 de la commission (p. 863) : adopté (p. 864)

Son sous-amendement n° 275 à l'adt n° 29 de la commission (p. 863) : adopté (p. 864)

Son sous-amendement n° 272 à l'adt n° 30 rectifié de la commission (p. 864)

Son sous-amendement n° 271 à l'adt n° 150 du Gouvernement : retiré (p. 866)

Son sous-amendement n° 271 à l'adt n° 150 du Gouvernement (p. 866)

Son intervention (p. 869 et s.)

Son sous-amendement n° 273 à l'adt n° 31 rectifié de la commission (p. 870) : adopté (p. 871)

Après l'article 5

Son amendement n° 133 rectifié (neutralité technologique en matière de numérotation des chaînes) : adopté (p. 880)

Après l'article 5 bis

Son sous-amendement n° 283 (prise en compte des limites techniques) à l'adt n° 87 rectifié de la commission des affaires économiques (reprise des programmes régionaux de France 3 sur les réseaux des distributeurs de service du câble, du satellite et de l'ADSL) : adopté (p. 882)

Après l'article 9

Son sous-amendement n° 284 (exception en prévision d'une impossibilité technique) à l'adt n° 202 de M. Antoine Herth (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) : rejeté (p. 891)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (aménagement de la contribution du secteur télévisuel au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP) (p. 914)

Son amendement n° 15 (aménagement de la contribution du secteur télévisuel au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP) (p. 913) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 915)

Article 17 (contribution majorée au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP - des éditeurs de télévision haute définition et de télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 917)

Après l'article 17

Son amendement n° 148 (crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) (p. 917) : devenu sans objet (p. 919)

Alain MARTY

*Moselle (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement supérieur. Professions de santé. Médecins généralistes, revendications [5 décembre 2006] (p. 8515)

Jacques MASDEU-ARUS

*Yvelines (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome II : Développement et régulation économiques (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1888, posée le 13 février 2007. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 1435). Appelée le 13 février 2007. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 1097)

DEBATS**Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES****Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6911)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 6912)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 6912)

Energie et carburants : biocarburants (p. 6912)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 6912)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6912)

Industrie : construction navale (p. 6912)

Mines et carrières : mines (p. 6912)

Politique sociale : prestations sociales : travailleurs de la mine (p. 6912)

Christophe MASSE

*Bouches-du-Rhône (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 octobre 2006] (p. 15183)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 octobre 2006] (p. 15183)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 octobre 2006] (p. 15288)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 octobre 2006] (p. 15288)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3707 visant à réformer et simplifier les modalités de validation du permis de chasser [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3771 relative à la création d'un Observatoire de la vie urbaine [13 mars 2007]

Proposition de loi n° 3799 visant à mettre à la charge de chaque propriétaire les frais de débroussaillage de sa propriété ou de la puissance publique en cas de non identification du propriétaire [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1811, posée le 9 janvier 2007. Enseignement secondaire. Lycées (J.O. Questions p. 170). Appelée le 9 janvier 2007. Construction, site, Marseille (p. 26)

n° 1846, posée le 30 janvier 2007. Etablissements de santé. Centre gérontologique départemental (J.O. Questions p. 921). Appelée le 30 janvier 2007. Effectifs de personnel, Marseille (p. 728)

DEBATS**Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)**

Son intervention (p. 3646)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 3646)

Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3646)
 Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 3646)
 Lois : application : génocide (p. 3646)
 Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 3646)
 Pays étrangers : Arménie (p. 3646)
 Pays étrangers : Turquie (p. 3646)

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)
 Son intervention (p. 6105)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6106)
 Droit pénal : génocide : groupe socialiste (p. 6106)

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son intervention (p. 6109 et s.)
 Son amendement n° 1 rectifié : adopté (p. 6109)
 Son amendement n° 2 : adopté (p. 6111)

Après l'article unique

Son amendement n° 3 rectifié (constitution de partie civile par les associations) : adopté (p. 6111)
 Son amendement n° 4 (coordination) : adopté (p. 6111)

Titre

Son amendement n° 5 (nouveau titre : "proposition de loi tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien") : adopté (p. 6111)

Jean-Claude MATHIS

*Aube (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 6 : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Anciens combattants et victimes de guerre. Pensions. Décristallisation, Union française, modalités [3 octobre 2006] (p. 5728)

Emploi. Contrats nouvelle embauche. [20 décembre 2006] (p. 9224)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1802, posée le 9 janvier 2007. Agriculture. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 169)

n° 1860, posée le 30 janvier 2007. Agriculture. Viticulture (J.O. Questions p. 924). Appelée le 30 janvier 2007. Vins AOC, aires, extension (p. 714)

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri : explique les critères retenus par la commission des finances pour opposer l'irrecevabilité aux amendements ayant un impact budgétaire et voit dans d'autres amendements des cavaliers budgétaires [15 novembre 2006] (p. 7476)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Desallangre : explique les critères retenus par la commission des finances pour opposer l'irrecevabilité aux amendements ayant un impact budgétaire [15 novembre 2006] (p. 7476)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6278)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6278)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6278)
 Finances publiques : généralités (p. 6278)
 Impôts locaux : dégrèvement : exonérations (p. 6278)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7433)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Néri (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7475, 7477)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Desallangre (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7476, 7477)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7433, 7435)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7433)

Anciens combattants et victimes de guerre : décristallisation (p. 7434)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7435)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7434, 7435)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7435)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7433)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7434, 7435)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 7435)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7489 et s.)

Article 43 (revalorisation de la retraite du combattant)

Son amendement n° 234 : adopté (p. 7500)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad n° 258 du Gouvernement (décristallisation des pensions militaires d'invalidité et retraites du combattants servis aux anciens combattants ayant servi sous drapeau français et ressortissants d'états placés anciennement sous juridiction française) (p. 7500)

Intervient sur l'ad n° 261 du Gouvernement (relèvement indiciaire du plafond majorable de la retraite mutualiste du combattant) (p. 7501)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Procédure des questions :

Enseignement privé : enseignants : effectifs (p. 7702)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Procédure des questions :

Logement : logement social : financement (p. 7613)

Didier MATHUS

*Saône-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6119)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6119, 6120)

Culture : politique culturelle (p. 6120)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) : intermittents du spectacle (p. 6120)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6119, 6120)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

MEDIAS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :

- *Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006*

Ses interventions (p. 7678)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : paysage audiovisuel français (PAF) (p. 7678)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 7678)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 7678)

Presse et livres : périodiques (p. 7679)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 794)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 795) : rejetée (p. 800)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : pluralisme (p. 796)

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 795, 797)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 797)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 795 et s.)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 796)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 795 et s.)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 795)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 795, 796)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 796, 797)

Audiovisuel et communication : télévision : concurrence (p. 794 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision : équipements (p. 797)

Audiovisuel et communication : télévision : sociétés de programme (p. 796, 797)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 795 et s.)

Marchés publics : transparence (p. 797)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 156 (mode de désignation des membres du CSA) (p. 832) : rejeté (p. 834)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

- Son amendement n° 159 (p. 863)
- Son sous-amendement n° 276 à l'adt n° 29 de la commission (p. 863) : adopté (p. 864)
- Son sous-amendement n° 277 à l'adt n° 29 de la commission (p. 863) : adopté (p. 864)
- Son amendement n° 160 (p. 864)
- Son sous-amendement n° 279 à l'adt n° 150 du Gouvernement (p. 864) : adopté (p. 866)
- Son amendement n° 161 (p. 869)
- Son amendement n° 162 (p. 870)
- Son sous-amendement n° 278 à l'adt n° 31 rectifié de la commission (p. 870) : adopté (p. 871)
- Son amendement n° 164 (p. 871)
- Son amendement n° 166 (p. 873) : SCRUTIN PUBLIC (p. 878)

Après l'article 5

- Son amendement n° 167 (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 879) : devenu sans objet (p. 880)
- Son amendement n° 168 (obligation aux syndicats d'informer les propriétaires - dans les relevés de charges - sur l'existence et les modalités de réception du « service antenne » numérique) : devenu sans objet (p. 880)
- Son amendement n° 169 (obligation, dès lors que l'offre du câblo-opérateur le permet, d'examen, par l'assemblée générale de copropriété, d'une proposition commerciale permettant la distribution de la TNT) : devenu sans objet (p. 880)

Après l'article 5 bis

- Son amendement n° 171 rectifié (reprise des programmes régionaux de France 3 sur les réseaux des distributeurs de service du câble, du satellite et de l'ADSL) (p. 881) : adopté après modification (p. 882)

Article 5 quater (reprise intégrale et simultanée des services de radios autorisés en mode analogique)

- Son amendement n° 172 (de suppression) : adopté (p. 883)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

- Son amendement n° 173 rectifié (p. 886)
- Son amendement n° 174 (p. 887)
- Son amendement n° 175 rectifié (p. 887)
- Son amendement n° 176 (p. 887) : SCRUTIN PUBLIC (p. 889)
- Ses amendements nos 177 et 178 (p. 889)
- Son amendement n° 179 : adopté (p. 890)

Après l'article 9

- Son amendement n° 180 (obligation pour les distributeurs de TMP de reprendre l'ensemble des chaînes du service public sur leurs bouquets) (p. 890) : rejeté (p. 891)

Après l'article 10

- Son amendement n° 181 (systèmes de contrôle d'accès aux chaînes cryptées par "standards ouverts") (p. 898) : rejeté (p. 899)

Article 11 (abrogation)

- Son amendement n° 182 (de suppression) (p. 899) : SCRUTIN PUBLIC (p. 900)

Après l'article 13

- Son amendement n° 183 (droit à la reprise intégrale et simultanée des services de télévision à accès libre diffusés en clair) (p. 900) : rejeté (p. 901)

Après l'article 14

- Son amendement n° 184 (restriction de l'accès aux procédures de soumission aux marchés publics pour les sociétés liées aux sociétés de télévision) (p. 901) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 903)
- Son amendement n° 185 (limitation à 37,5 % de la part maximum d'audience des services nationaux de télévision) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 903)

Article 16 (modification de la programmation et des modalités de commercialisation d'un service de télévision mobile personnelle sans remise en cause de l'autorisation)

- Son amendement n° 186 (de suppression) (p. 905)

Après l'article 16

- Son amendement n° 187 rectifié (fréquence des émissions d'information multidiffusées) : rejeté (p. 906)
- Son amendement n° 188 rectifié (lots d'images non exclusives des manifestations sportives diffusables gratuitement) (p. 906) : rejeté (p. 908)

Article 16 quinquies (numérotation des services de télévision dans les offres des distributeurs de services)

- Son amendement n° 189 (p. 912)

Après l'article 17

- Son amendement n° 194 (assujettissement des services de télévision mobile personnelle à la taxe sur les services télévisuels) : rejeté (p. 919)

Bernard MAZOUAUD

*Dordogne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Pierre MÉHAIGNERIE

*Ille-et-Vilaine (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 4 novembre 2006] (p. 16408)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 15 décembre 2006] (p. 18978)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

COUR DES COMPTES

Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2006 [7 février 2007] (p. 1032)

RAPPELS AU REGLEMENT

Rappelle que le règlement prévoit que les amendements doivent être motivés ; souligne qu'aucun gouvernement n'a jamais remis en cause l'article 40 [15 novembre 2006] (p. 7477)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 6205 et s.)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6301)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6301)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6301)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6206)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6205)

Etat : réforme (p. 6206)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6205)

Finances publiques : dette publique (p. 6205)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 6206)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 6205)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6205 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6205 et s.)

Impôts locaux : dégrèvement : exonérations (p. 6206 et s., 6301)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6205, 6301)

Secteur public : privatisations (p. 6205)

Travail : chèque-transport (p. 6205)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6323 et s.)

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (concubins – pensions alimentaires pour enfants mineurs : plafonnement de la déduction) (p. 6329)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 6334)

Après l'article 4

Intervient sur le sous-adt n° 331 de M. Marc Le Fur (valeur vénale prise en compte à partir de 1 000 000 €) à l'adt n° 60 de M. Claude Goasguen (ISF – résidence principale : exonération) (p. 6344)

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – objets d'art et d'antiquité : exonération de ceux présentés au public ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égal à 3 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure) (p. 6352)

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Didier Migaud (ISF – souscription au capital de PME – exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts : suppression) (p. 6355)

Après l'article 5

Intervient sur les adts n°s 71 à 79 de M. Thierry Mariani (débroussaillage : réduction d'impôt) (p. 6371)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 16 de la commission (dépenses de défense de brevets imputables sur le crédit d'impôt recherche : suppression du plafond) (p. 6374)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. Thierry Mariani (restauration – application du taux réduit de TVA) (p. 6387)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 139 précédemment réservé de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières – bénéficiaires – taux d'imposition : majoration lorsque la progression de leurs profits d'une année sur l'autre excède 20 %) (p. 6400)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 83 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (biocarburant super éthanol E 85 : régime fiscal) (p. 6403)

Intervient sur l'adt n° 283 rectifié précédemment réservé de M. Charles de Courson (biocarburant super éthanol E 85 – définition – régime fiscal) (p. 6403)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 6427)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 21 de la commission (monuments historiques appartenant aux collectivités territoriales – fonds de compensation pour la TVA : éligibilité des dépenses quels que soient l'affectation finale et le mode de location ou de mise à disposition) (p. 6433)

Intervient sur l'adt n° 281 de M. Didier Migaud (RMI et RMA – compensation aux départements : mode de calcul - prise en compte de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 6433)

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA
NATION**

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)
Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7477)

FONCTION PUBLIQUE

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :
- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006
Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 7750)

Thème :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7750)

MEDIAS

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7633)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 96 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'activité et les moyens de l'audiovisuel extérieur) (p. 7635)

Crédits de la mission "Avances à l'audiovisuel public" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7636)

Après l'article 63

Intervient sur l'adt n° 93 de la commission des affaires culturelles (exonération de la redevance en faveur des centres de formation pour apprentis) (p. 7638)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Ses interventions en qualité de président de la commission des finances (p. 7668, 7672, 7674, 7676)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 7668)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 7672)

Presse et livres : presse : aides (p. 7672)

PARTICIPATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7727) :

- Réunion de la commission des finances du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7731, 7732)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7731)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : tarifs (p. 7731)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 7731)

Politique économique : libéralisme : politique sociale (p. 7732)

Presse et livres : Imprimerie nationale : biométrie (p. 7731)

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Procédure des questions :

Santé : santé publique : régions (p. 6859)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 7650)

**ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 137 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (zones de revitalisation rurale ou éligibles à la réduction d'impôt au titre des investissements touristiques – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe foncière – compensation pour les collectivités territoriales) : rectifié : (application aux seules zones de revitalisation rurale) (p. 7773)

Intervient sur l'adt n° 322 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux – "déliation" des taux) (p. 7780)

Seconde délibération

Article 35 et état C (crédits des budgets annexes)

Son amendement n° 1 (mission publications officielles et information administrative : suppression de l'augmentation du fonds de roulement) : adopté (p. 7793)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9159)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 9161)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9161)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 9161)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : administrations centrales (p. 9161)

Parlement : contrôle : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9161)

Parlement : Sénat : article 40 (p. 9161)

Parlement : Sénat : lois de finances (p. 9161)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 6982)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 6982)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 6982)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)*Après l'article 3*

Intervient sur l'adt n° 66 rectifié de M. Jacques Péliissard (imprimés non sollicités – taxe générale sur les activités polluantes : modification de l'assiette et du montant) (p. 8673)

Intervient sur l'adt n° 84 de M. Henri Emmanuelli (abaissement à 1,5 kilowattheure par euro de valeur ajoutée du seuil d'admission aux souscriptions en capital de sociétés d'approvisionnement en électricité) (p. 8674)

Article 23 (instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)

Son intervention (p. 8711)

Après l'article 27

Son amendement n° 323 (sociétés civiles immobilières ayant pour objet la réalisation d'opérations de construction en faveur des jeunes travailleurs et des personnes âgées ou handicapés disposant de faibles ressources : exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 8721) : retiré (p. 8722)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8735)

Article 31 (possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes)

Son intervention (p. 8738)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8741, 8744)

Seconde délibération

Son intervention (p. 8778)

*Seconde délibération**Article 35 supprimé en première délibération (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)*

Son intervention (p. 8779)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9246)***Article 27 quater B (emploi d'un salarié à domicile - transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt pour la garde d'enfants)*

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat : application à toutes les prestations éligibles à la réduction d'impôt) (p. 9247 et s.)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)***Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)*

Son intervention (p. 658 et s.)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)***Article 6 ter (prolongation d'un an de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle)*

Son amendement n° 79 (p. 1399) : adopté (p. 1400)

Hamlaoui MÉKACHÉRA

Ministre délégué aux anciens combattants

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE*

M. Jean-Claude Mathis. Anciens combattants et victimes de guerre. Pensions. Décrystallisation, Union française, modalités [3 octobre 2006] (p. 5728)

M. Marc Bernier. Anciens combattants et victimes de guerre. Associations. Bleuet de France, missions [8 novembre 2006] (p. 7100)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Christian Bataille. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins. Indemnisation, champ d'application [29 novembre 2006] (p. 8244)

M. Éric Raoult. Transports ferroviaires. SNCF. Rôle joué dans la déportation, poursuites judiciaires, pertinence [29 novembre 2006] (p. 8245)

M. Dominique Le Mèner. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, centre hospitalier de La Ferté-Bernard [19 décembre 2006] (p. 9133)

M. Jean-Marie Rolland. Enseignement. Médecine scolaire et universitaire. Infirmiers, effectifs de personnel [19 décembre 2006] (p. 9133)

Mme Chantal Brunel. Enseignement supérieur. Universités. Fonctionnement, aménagements, université de Marne-la-Vallée [9 janvier 2007] (p. 25)

Mme Josette Pons. Défense. Armement. Atelier industriel de l'aéronautique, emploi et activité, Cuers-Pierrefeu [9 janvier 2007] (p. 27)

M. Christophe Masse. Enseignement secondaire. Lycées. Construction, site, Marseille [9 janvier 2007] (p. 26)

DEBATS**Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)**

Son intervention (p. 7458)

Ses réponses (p. 7479 à 7489)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7460)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7460)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7458, 7459)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7458 et s.)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7460)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7461)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7459)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7461)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7460)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 7461)

Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides (p. 7460)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7484) (M. Bernard Schreiner) (p. 7484)

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7486) (M. Michel Liebgott) (p. 7485)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7483) (M. Jean-Pierre Decool) (p. 7483)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7487) (M. Yannick Favennec) (p. 7487)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant : retraite du combattant (p. 7481) (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 7481)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7479) (M. Michel Français) (p. 7479)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7489) (M. Christian Kert) (p. 7488)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire : commémorations (p. 7479) (M. Henri Nayrou) (p. 7479)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7485) (M. Michel Vergnier) (p. 7485)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7488) (M. Marc Le Fur) (p. 7487)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7488) (M. Robert Lecou) (p. 7488)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant : guerre d'Algérie (p. 7486) (M. Pierre Lasbordes) (p. 7486)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7480) (M. Gilles Artigues) (p. 7480)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7488) (M. Robert Lecou) (p. 7488)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7479) (M. Jean-Louis Dumont) (p. 7478)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7480) (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 7480)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7482) (M. Jean-Claude Sandrier) (p. 7482)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7483) (M. Denis Merville) (p. 7482)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7486) (M. Christian Vanneste) (p. 7486)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 7481) (M. André Chassaing) (p. 7481)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 7484) (M. Francis Saint-Léger) (p. 7483)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 7488) (M. Marc Le Fur) (p. 7487)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7489 et s.)

Article 43 (revalorisation de la retraite du combattant)

Son intervention (p. 7500)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad t n° 258 du Gouvernement (dé cristallisation des pensions militaires d'invalidité et retraites du combattants servies aux anciens combattants ayant servi sous drapeau français et ressortissants d'états placés anciennement sous juridiction française) (p. 7500)

Intervient sur l'ad t n° 261 du Gouvernement (relèvement indiciaire du plafond majorable de la retraite mutualiste du combattant) (p. 7501)

Intervient sur l'ad t n° 163 de la commission des affaires culturelles (rapport au Parlement sur le fonctionnement de l'ONAC et les moyens lui étant alloués) (p. 7502)

Intervient sur l'ad t n° 242 de M. Georges Colombier (rapport au Parlement sur le fonctionnement de l'ONAC et les moyens lui étant alloués) (p. 7502)

Proposition de loi n° 3482 relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les Médailles Militaires"

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 697)

Sa réponse (p. 701)

Thèmes :

Associations : statuts : médaille militaire (p. 701)

Décorations, insignes et emblèmes : médaille militaire (p. 701)

Défense : militaires et assimilés (p. 701)

Economie sociale : mutuelles (p. 701)

Projet de loi n° 2277 rectifié modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 966)

Son intervention (p. 966)

Thèmes :

Défense : politique de défense (p. 966)

Droit pénal : code pénal (p. 966)

Union européenne : politique de la défense (p. 966)

Projet de loi n° 3275 ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 969)

Son intervention (p. 969)

Sa réponse (p. 975)

Thèmes :

Droit pénal : ministère public (p. 970)

Droit pénal : perquisitions (p. 970)

Droits de l'homme et libertés publiques : écoutes téléphoniques (p. 970)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 969, 970, 975)

Justice : cours d'appel (p. 970)

Justice : justice militaire (p. 969, 970, 975)

Police : officiers de police judiciaire (p. 970)

Discussion des articles [6 février 2007] (p. 975)

Article 2 (introduction dans le code de justice militaire de la procédure d'appel en matière criminelle et modification de dispositions législatives annexes)

Son intervention (p. 976)

Article 3 (modification de certaines dispositions du code de la défense concernant la protection et le contrôle des matières nucléaires)

Son intervention (p. 977)

Titre

Son intervention (p. 977)

Pascal MÉNAGE

*Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique (n° 2674 rectifié) [22 novembre 2006] (n° 3453)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions, modifiant le code de la santé publique et habilitant le Gouvernement à modifier les dispositions relatives aux soins psychiatriques sans consentement (n° 3550) [10 janvier 2007] (n° 3555)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques. Remboursement, prévention de la bronchiolite [22 novembre 2006] (p. 7881)

Politiques communautaires. Enseignement supérieur. Programme Erasmus [23 janvier 2007] (p. 564)

DEBATS

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Son intervention (p. 7943)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7950)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7955)

Thèmes :

Professions de santé : simplifications administratives (p. 7943)

Professions de santé : diététiciens (p. 7944)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 7942 et s.)

Professions de santé : exercice illégal de la profession (p. 7943, 7944)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 7943)

Santé : maladies mentales (p. 7944)

Santé : politique de la santé (p. 7943, 7944)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7975)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005)

Son intervention (p. 7975)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 4 de la commission (procédures de décision des chambres disciplinaires ordinaires des professions de santé) (p. 7975)

Intervient sur l'ad n° 5 de la commission (fonctionnement des commissions de conciliation placées auprès des conseils départementaux des ordres des professions médicales) (p. 7975)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Jean-Luc Prével (fonctionnement des chambres de discipline de l'ordre des pharmaciens) (p. 7976)

Intervient sur l'ad n° 16 rectifié de M. Jean-Marie Rolland (fonctionnement des chambres de discipline de l'ordre des pharmaciens) (p. 7976)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 14 de M. Richard Mallié (composition de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des chirurgiens-dentistes d'Ile-de-France) (p. 7976)

Intervient sur l'ad n° 15 de M. Richard Mallié (modalités d'élection des membres de la chambre disciplinaire interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse) (p. 7977)

Intervient sur l'ad n° 6 de la commission (harmonisation des dispositions relatives aux fonctionnements des chambres disciplinaires nationales des ordres des professions médicales) (p. 7977)

Article 6 (dispositions applicables aux masseurs-kinésithérapeutes exerçant à La Réunion)

Son intervention (p. 7977)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 8 de la commission (règles professionnelles applicables aux orthophonistes et aux orthoptistes) (p. 7977)

Article 7 (statut des diététiciens)

Son intervention (p. 7978)

Article 9 (dispositions applicables à Mayotte et à Wallis-et-Futuna)

Son intervention (p. 7978)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Richard Mallié (statut des assistants dentaires) (p. 7979)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions relatives aux soins psychiatriques sans consentement) (p. 7979)

DEUXIEME LECTURE**Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 249)**

Son intervention (p. 249)

Thèmes :

Professions de santé : responsabilité civile (p. 250)

Professions de santé : assistants dentaires (p. 250)

Professions de santé : déontologie (p. 250)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 249 et s.)

Professions de santé : exercice illégal de la profession (p. 250)

Professions de santé : médecins : rémunération (p. 250)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 250)

Santé : accès aux soins (p. 250)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 256)*Article 13 (création d'un nouveau secteur tarifaire ouvert aux médecins relevant de certaines spécialités)*

Son intervention (p. 257)

Article 14 (modalités de mise en œuvre du dossier médical personnel)

Son intervention (p. 257)

Christian MÉNARD

*Finistère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3711 visant à élargir les conditions d'ouverture du droit à pension militaire d'invalidité [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Santé. Sida. Lutte et prévention [29 novembre 2006] (p. 8264)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)**

Son intervention (p. 7211)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : assurance récolte (p. 7211)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 7211)

Agriculture : horticulture (p. 7212)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution**PREMIERE LECTURE****Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)***Avant l'article unique*

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Marc Le Fur (reconnaissance des langues régionales) (p. 9012)

Gérard MENUÉL

*Aube (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur de la proposition de résolution sur les droits fondamentaux dans l'espace pénal européen (E 2226, E 2589, E 2694, E 3072, E 3134 et E 3236) (n° 3331) [4 octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Christian Philip sur les droits fondamentaux dans l'espace pénal européen (E 2589, E 3072, E 3134) (n° 3331) [24 janvier 2007] (n° 3612)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports ferroviaires. SNCF. Grèves, conséquences [13 décembre 2006] (p. 8985)

*DEBATS***Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)**

Son intervention (p. 6051)

Thèmes :

Communes : formalités administratives (p. 6051)

Fonction publique territoriale : mutations (p. 6051)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'adit n° 50 de la commission (création d'un titre emploi collectivité) (p. 6146)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Article 41 (fixation du plafond d'augmentation de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Son amendement n° 26 (p. 7247)

Alain MERLY

*Lot-et-Garonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Denis MERVILLE

*Seine-Maritime (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 35 : Sport, jeunesse et vie associative (n° 3363) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les relations entre le ministère chargé de la jeunesse et de la vie associative, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) et les associations intervenant en direction des jeunes [22 novembre 2006] (n° 3459)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [22 novembre 2006] (p. 7885)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7482)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7263)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chasse et pêche : période de chasse (p. 7264)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7264)

Eau : eaux pluviales : crédit d'impôt (p. 7263)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7264)

Energie et carburants : lignes à haute tension : santé publique (p. 7264)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7263)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7263)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7264)

Politiques communautaires : directives : environnement (p. 7263)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7264)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7415)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7065)

Thèmes avant la procédure des questions :

Education physique et sportive : centres régionaux d'éducation physique et sportive (CREPS) (p. 7067)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : crédits (p. 7065)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : fonctionnaires et agents publics (p. 7067)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 7065 et s.)

Sports : dopage (p. 7066, 7067)

Sports : fédérations (p. 7067)

Sports : football : jeunes (p. 7067)

Sports : installations sportives (p. 7065, 7066)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 7065, 7066)

Sports : jeux olympiques (p. 7067)

Sports : politique du sport (p. 7066, 7067)

Sports : politique du sport : femmes (p. 7066)

Sports : rugby (p. 7066)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2006] (p. 7086)

Après l'article 56

Intervient sur l'adt n° 65 de M. Michel Raison (non-assujettissement des associations retransmettant, sans pratiquer l'entrée payante, des évènements sportifs télévisés au forfait dû au titre de la diffusion de passages musicaux) (p. 7087)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Alain Néri (rapport au Parlement sur l'évaluation des exonérations instituées par la loi n° 2004-1366 sur le sport professionnel) (p. 7088)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Procédure des questions :

Logement : économies d'énergie (p. 7612)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 20

Son amendement n° 20 (équipements électriques et électroniques mis sur le marché - tenue des statistiques : institution d'une taxe perçue au profit de l'ADEME) : retiré (p. 8705)

Article 21 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de logements neufs et des logements achevés avant le 1er janvier 1977 économes en énergie)

Son intervention (p. 8707)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales - TIPP applicable au gazole diminuée de la réduction bénéficiant aux esters méthyliques d'huile végétale) (p. 8712)

Après l'article 24

Son amendement n° 21 rectifié (contributions versées aux organismes de surveillance de la qualité de l'air - relèvement du plafond de la déduction de la TGAP) : retiré (p. 8716)

Après l'article 27

Son amendement n° 22 (déductibilité du revenu de la pension versée à des enfants majeurs non rattachés : limite portée de 5 398 € à 6 000 €) (p. 8723) : retiré (p. 8724)

Article 31 (possibilité pour l'administration fiscale de faire appel à des experts externes)

Son sous-amendement n° 368 à l'adt n° 179 de M. Jean-Michel Fourgous (p. 8736)

Après l'article 36

Son amendement n° 72 (habitations situées en zones "Seveso" : possibilité d'exonération à hauteur de 50 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8758)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son amendement n° 175 (p. 8931)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son amendement n° 7 : adopté (p. 8959)

Damien MESLOT

*Territoire-de-Belfort (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Kléber MESQUIDA

*Hérault (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Viticulture. Aides de l'État [23 janvier 2007] (p. 566)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1823, posée le 16 janvier 2007. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 414). Appelée le 16 janvier 2007. Echangeurs, raccordement, Béziers (p. 287)

Gilbert MEYER

*Haut-Rhin (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire des délégations françaises à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'U.E.O. [J.O. du 10 octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'Etablissement Public d'Insertion de la Défense (EPIDe) [31 janvier 2007] (n° 3650)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Protection. Réchauffement climatique, conférence de Nairobi [7 novembre 2006] (p. 6995)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1788, posée le 19 décembre 2006. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion (J.O. Questions p. 13072). Appelée le 19 décembre 2006. Ateliers et chantiers d'insertion, financement (p. 9140)

n° 1913, posée le 20 février 2007. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 1645). Appelée le 20 février 2007. Réglementation (p. 1305)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [7 novembre 2006] (p. 7051)

Son intervention (p. 7056)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 7056)

Administration : services déconcentrés : directions départementales de l'équipement (DDE) (p. 7056)

Administration : services déconcentrés : moyens (p. 7056)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : calcul (p. 7056)

FONCTION PUBLIQUE

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Son intervention (p. 7753)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : stages (p. 7753)

Fonction publique territoriale : centres de gestion : non-titulaires (p. 7753)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7589)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 7589)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7589)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7589)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7590)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7589)

Politique sociale : cohésion sociale : contrats (p. 7590)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7589)

Pierre MICAUX

Aube (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : crédits budgétaires (p. 7416)

Jean MICHEL

Puy-de-Dôme (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341)

tome IX : Défense (équipement des forces ; espace, communications, dissuasion) (n° 3367) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7118)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : dissuasion nucléaire (p. 7118)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 7118)

Espace : satellites : défense (p. 7118)

Union européenne : politique de la défense : Agence européenne de défense (AED) (p. 7119)

Didier MIGAUD

*Isère (4^{ème} circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2007 [J.O. du 14 décembre 2006] (p. 18934)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2006 [J.O. du 21 décembre 2006] (p. 19292)

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le prélèvement à la source et le rapprochement et la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG [13 mars 2007] (n° 3779)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Dette publique. [10 octobre 2006] (p. 5942)

Politique économique. Croissance. [21 novembre 2006] (p. 7799)

Emploi. Chômage. Statistiques, fiabilité [20 février 2007] (p. 1322)

RAPPELS AU REGLEMENT

S'interroge sur la faible présence des députés du groupe UMP [18 octobre 2006] (p. 6262)

Considère qu'un député peut soutenir un amendement dont il n'est pas l'auteur et que l'en empêcher constitue une atteinte au droit d'amendement [19 octobre 2006] (p. 6360)

Souhaite défendre un sous-amendement à un amendement retiré [19 octobre 2006] (p. 6384)

Reproche au ministre de l'économie d'avoir invité la présidente du MÉDEF à commenter les propositions des responsables du parti socialiste [19 octobre 2006] (p. 6395)

Souhaite que l'appréciation de la recevabilité financière des amendements par la commission des finances s'effectue avec plus d'impartialité et moins de rigidité [15 novembre 2006] (p. 7476)

Rappelle que la LOLF permet aux parlementaires de proposer des réorientations de l'action publique par arbitrage entre des programmes ; demande une clarification des règles de motivation des amendements de crédits [15 novembre 2006] (p. 7477)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Ses explications de vote [14 décembre 2006] (p. 8360)

Vote pour du groupe socialiste (p. 8360)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3650)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 3650)

Droit pénal : génocide : communautarisme (p. 3650)

Pays étrangers : Turquie (p. 3650)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6207 et s.) : rejetée (p. 6216)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6302)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2006] (p. 6262)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances (p. 6213)

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6211)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6211)

Finances publiques : audit (p. 6212)

Finances publiques : débudgétisations : prélèvements sur recettes (p. 6209, 6211)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6212, 6302)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6208 et s., 6302)

Finances publiques : dette publique (p. 6208, 6210)

Finances publiques : exécution du budget (p. 6209)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6208, 6210, 6302)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6211, 6213)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 6209)
 Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6213)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 6210 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6208)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 6208 et s.)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 6212)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6208, 6212 et s.)
 Secteur public : privatisations (p. 6210)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Avant l'article 2

Son amendement n° 112 ("bouclier fiscal" : suppression) (p. 6305) : rejeté (p. 6308)
 Son amendement n° 116 ("bouclier fiscal" : maintien d'une contribution à l'ISF) : rejeté (p. 6309)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2006)

Son amendement n° 111 (p. 6314)

Après l'article 2

Son amendement n° 118 (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % du revenu) (p. 6321) : rejeté (p. 6327)
 Son amendement n° 119 (réductions d'impôt sur le revenu : plafonnement à 7 500 €) : rejeté (p. 6329)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son amendement n° 129 (p. 6330)
 Son intervention (p. 6332)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 138 de M. Patrick Bloche (PACS – droits de mutation à titre gratuit : alignement sur les taux applicables aux couples mariés) (p. 6336)
 Son amendement n° 131 (prime pour l'emploi : montant minimal de 30 €) (p. 6335) : rejeté (p. 6336)
 Son amendement n° 132 (assurance-vie : somme exonérée de droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) : rejeté (p. 6337)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 60 de M. Claude Goasguen (ISF – résidence principale : exonération) (p. 6342)
 Son amendement n° 123 (ISF – titres de sociétés – abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 6353) : rejeté (p. 6354)
 Son amendement n° 124 (ISF – souscription au capital de PME – exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts : suppression) (p. 6354) : rejeté (p. 6355)
 Son amendement n° 125 (ISF – titres de sociétés – abattement de 75 % prévu par l'article 885 I quater du code général des impôts au bénéfice des salariés ou mandataires sociaux des sociétés concernées : suppression) (p. 6355) : rejeté (p. 6357)
 Son amendement n° 126 (ISF – barème – indexation automatique : suppression) : rejeté (p. 6357)

Article 5 (amélioration de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance)

Son intervention (p. 6358)

Après l'article 5

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2006] (p. 6360)
 Son amendement n° 120 (emploi d'un salarié à domicile : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt – plafonds réduits à 2 200 € et à 4 400 €) : rejeté (p. 6364)
 Intervient sur l'adt n° 121 de M. Augustin Bonrepaux (emploi d'un salarié à domicile : réduction des plafonds des dépenses prises en compte pour la réduction d'impôt) (p. 6365)
 Intervient sur l'adt n° 14 de la commission (déclaration de revenus - internet : réduction d'impôt de 20 € pour les seuls primodéclarants par voie électronique) (p. 6366)
 Son amendement n° 127 (déclaration de revenus - internet : suppression de la réduction d'impôt de 20 €) : rejeté (p. 6366)
 Son amendement n° 128 (déclaration de revenus - internet : réduction d'impôt de 20 € pour les seuls primodéclarants par voie électronique) (p. 6366) : rejeté (p. 6367)
 Son amendement n° 122 (bénévoles auprès d'associations : crédit d'impôt) (p. 6367) : rejeté (p. 6368)
 Son amendement n° 136 (travaux pour économies d'énergie réalisés dans les logements : majoration de 10 points des taux des crédits d'impôt) : rejeté (p. 6369)
 Son amendement n° 137 (achat de "véhicules propres" : doublement des crédits d'impôt) (p. 6369) : rejeté (p. 6370)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 170 de M. Jean-Pierre Balligand (report en avant des déficits : limitation à trois ans) (p. 6373)

Après l'article 9

Son amendement n° 169 (mise en œuvre de la « taxe Tobin » sur les transactions sur devises au taux de 0,05 %) (p. 6378) : rejeté (p. 6381)

Après l'article 10

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2006] (p. 6384)
 Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. Thierry Mariani (restauration – application du taux réduit de TVA) (p. 6386)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 139 précédemment réservé de M. Henri Emmanuelli (sociétés pétrolières – bénéficiaires – taux d'imposition : majoration lorsque la progression de leurs profits d'une année sur l'autre excède 20 %) (p. 6399 et s.)

Après l'article 10

Son amendement n° 140 précédemment réservé (TIPP flottante) (p. 6406) : rejeté (p. 6407)
 Son amendement n° 141 précédemment réservé (carburéacteurs destinés aux aéronefs – TIPP : suppression de l'exonération) (p. 6407) : rejeté (p. 6408)

Article 13 (compensation des transferts de compétences aux régions)

Son intervention (p. 6429)

Après l'article 14

Son amendement n° 281 (RMI et RMA – compensation aux départements : mode de calcul – prise en compte de l'augmentation du nombre d'allocataires induite par la limitation de la durée de versement de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 6433) : rejeté (p. 6434)

Article 22 (modifications apportées à certains comptes spéciaux)

Son intervention (p. 6435)

Après l'article 23

Son amendement n° 174 (associations – taxe sur les salaires : abattement porté de 5 185 € à 10 900 €) (p. 6437) : rejeté (p. 6438)

Article 24 (affectation d'une fraction de la taxe sur les installations nucléaires de base - INB - à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire - IRSN)

Son intervention (p. 6438)

Explications de vote et vote [24 octobre 2006] (p. 6485)

Ses explications de vote (p. 6487)

Vote contre du groupe socialiste (p. 6488)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7477)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7476)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 172 de Mme Paulette Guinchard (produit textiles – déchets : recyclage et traitement) (p. 7766)

Intervient sur l'adt n° 344 de M. Henri Emmanuelli (taxe de séjour – renforcement des pénalités en cas de non-respect des obligations imposées aux professionnels en vue de sa perception) (p. 7769)

Intervient sur l'adt n° 323 de M. Augustin Bonrepaux (réévaluation des valeurs locatives : plus 2 %) (p. 7778)

Intervient sur l'adt n° 322 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux – "déliaison" des taux) (p. 7779 et s.)

Intervient sur l'adt n° 339 de M. François Brottes (entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers - taxe professionnelle - plafonnement : taux ramené de 1,5 % à 1 % de la valeur ajoutée) (p. 7780)

Son amendement n° 337 (taxe professionnelle - abrogation du plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée) (p. 7782) : rejeté (p. 7784)

Son amendement n° 343 (taxe professionnelle – plafonnement – part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : financement par la majoration de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 7785) : rejeté (p. 7786)

Son amendement n° 333 (éducation nationale - conséquences des transferts de personnels aux collectivités territoriales sur les charges de pensions dues par la CNRACL) : rejeté (p. 7790)

Explications de vote et vote [21 novembre 2006] (p. 7807)

Ses explications de vote (p. 7809)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7810)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9159)

Son intervention (p. 9164)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 9164)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9164)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9164)

Finances publiques : dette publique (p. 9164)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 9163)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 9164)

Impôt sur le revenu : retenue à la source (p. 9165)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 9164)

Parlement : contrôle : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9165)

Parlement : Sénat : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9165)

Parlement : Sénat : lois de finances (p. 9165)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 9164)

Politique économique : croissance (p. 9164)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9164)

Vote contre du groupe socialiste [19 décembre 2006] (p. 9165)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8646)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8647)

Finances publiques : dette publique (p. 8647)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8647 et s.)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8646)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8646 et s.)

Parlement : contrôle (p. 8648)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8647)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 8647)

Secteur public : privatisations (p. 8647)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 1er (allègement de la taxe sur les véhicules des sociétés afférente aux véhicules des salariés ou dirigeants pour lesquels l'entreprise procède à des remboursements de frais kilométriques)

Son amendement n° 83 (p. 8666)

Article 3 (prorogation et aménagement du dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de TICGN en faveur des agriculteurs)

Son intervention (p. 8672)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 84 de M. Henri Emmanuelli (abaissement à 1,5 kilowattheure par euro de valeur ajoutée du seuil d'admission aux souscriptions en capital de sociétés d'approvisionnement en électricité) (p. 8674 et s.)

Article 4 (instauration d'une exonération de TIPP au bénéfice du ministère de la défense)

Son intervention (p. 8677 et s.)

Son amendement n° 85 (de suppression) (p. 8678)

Article 14 et état B (budget général : ouverture de crédits supplémentaires)

Son intervention (p. 8699)

Article 15 et état B' (budget général : annulation de crédits)

Son intervention (p. 8699)

Article 18 (définition d'un régime fiscal pour le développement de la filière superéthanol E85)

Son intervention (p. 8700)

Son amendement n° 181 (p. 8700)

Article 19 (aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules "propres")

Son amendement n° 184 (p. 8702)

Son amendement n° 185 (p. 8703)

Après l'article 19

Son amendement n° 183 (économies d'énergie dans l'habitation – crédit d'impôt : majoration des taux de dix points) : rejeté (p. 8703)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (huiles végétales pures : usage autorisé comme carburant des véhicules des collectivités territoriales - TIPP applicable au gazole diminuée de la réduction bénéficiant aux esters méthyliques d'huile végétale) (p. 8715)

Intervient sur le sous-adt n° 362 de M. Jean Dionis du Séjour (ajout des entreprises de transports en commun) à l'adt n° 55, deuxième rectification de M. Michel Diefenbacher (p. 8715)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission (vendeurs de télévision : suppression des obligations déclaratives) (p. 8752)

Article 37 (abondement de la dotation relative à l'aide exceptionnelle au titre de la réparation de dommages causés aux bâtiments par la sécheresse survenue de juillet à septembre 2003)

Son intervention (p. 8767)

Article 42 (exonération de redevance sur la création de bureaux)

Son amendement n° 189 (de suppression) (p. 8769)

Son amendement n° 190 (p. 8770)

Seconde délibération

Article 35 supprimé en première délibération (prorogation de la réfaction sur les taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers prévue par la régionalisation de cette taxe)

Son intervention (p. 8779)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9240)

Son intervention (p. 9243)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : prévisions (p. 9243)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 9244)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : enfants (p. 9244)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 9243 et s.)

Lois de finances rectificatives (p. 9244)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9246)

Article 27 quater B (emploi d'un salarié à domicile - transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt pour la garde d'enfants)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat : application à toutes les prestations éligibles à la réduction d'impôt) (p. 9248)

Hélène MIGNON

Haute-Garonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste
Vice-présidente de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-présidente

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

Mme Henriette Martinez : constate que l'article concerné ayant été adopté, il est impossible de revenir dessus [10 janvier 2007] (p. 117)

DEBATS

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 4 bis (demande d'agrément au président du conseil général en vue d'adoption)

Répond au rappel au règlement de Mme Henriette Martinez (cf supra) [10 janvier 2007] (p. 117)

En qualité de Députée

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1914, posée le 20 février 2007. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires (J.O. Questions p. 1645). Appelée le 20 février 2007. Desserte, Melun (p. 1299)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 63 (attribution du complément de libre choix du mode de garde de la PAJE aux familles ayant recours à des établissements d'accueil expérimentaux)

Son intervention (p. 6705)

Article 64 (report de la date de versement de l'allocation de base de la PAJE)

Son intervention (p. 6707)

Article 67 (création d'un prêt à taux zéro pour les jeunes qui entrent dans la vie active)

Son intervention (p. 6710)

Article 41 précédemment réservé (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son intervention (p. 6712)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad t n° 255 précédemment réservé de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur le reclassement des techniciens de laboratoire en catégorie B) (p. 6712)

Après l'article 69

Intervient sur l'ad t n° 442 rectifié du Gouvernement (renforcement du contrôle des droits à l'ouverture de prestations sous condition de ressources) (p. 6738)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7303)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 7304)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 7304)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 7304)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 7304)

Procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : enfants (p. 7317)

Avortement : centres d'interruption volontaire de grossesse (p. 7316)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7318)

Article 55 (alignement du forfait logement de l'allocation de parent isolé - API - sur celui du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son amendement n° 189 (de suppression) (p. 7318)

Article 56 (subsidiarité de l'allocation de parent isolé - API)

Son amendement n° 190 (de suppression) (p. 7319)

Jean-Claude MIGNON

*Seine-et-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Libye. Personnel médical étranger, procès, condamnations à mort [20 décembre 2006] (p. 9220)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1732, posée le 28 novembre 2006. Voirie. A 6 (J.O. Questions p. 12272). Appelée le 29 novembre 2006. Aménagements, Melun (p. 8234)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7864)

Thèmes :

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 7865)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7864)

Communes : maires : information (p. 7864)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 7864)

Famille : parents : responsabilité (p. 7865)

Ordre public : violences urbaines (p. 7864)

Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 7865)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7865)

Marie-Anne MONTCHAMP

*Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 19 janvier 2007] (p. 1170)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Négociations. Dialogue social, réforme [11 octobre 2006] (p. 6028)

Emploi. Chômage. [9 janvier 2007] (p. 35)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1915, posée le 20 février 2007. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs (J.O. Questions p. 1645). Appelée le 20 février 2007. Dépollution, site de l'ancienne école Marie-Curie, Nogent-sur-Marne (p. 1303)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ;
[4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5800)

Thèmes :

- Entreprises : actionnariat salarié (p. 5800)
- Entreprises : expression des salariés (p. 5800)
- Entreprises : intéressement et participation (p. 5800)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8799)

Thèmes :

- Banques et établissements financiers : crédit (p. 8799)
- Banques et établissements financiers : prêts (p. 8799)
- Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8799)
- Handicapés : droits (p. 5799)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 767)

Thèmes :

- Droit pénal : peine de mort : Etats-Unis (p. 767)
- Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 767)
- Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 767)

Arnaud MONTEBOURG

*Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3729 relative à l'introduction de l'action de groupe en France [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Police. Fichiers informatisés, contenu [28 novembre 2006] (p. 8162)

Justice. Magistrats. Exercice des fonctions [6 février 2007] (p. 951)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1716, posée le 28 novembre 2006. Sécurité sociale. Mutualité sociale agricole (J.O. Questions p. 12269). Appelée le 29 novembre 2006. FFIPSA, financement (p. 8251)

DEBATS

Proposition de loi n° 3385 instituant la fiducie

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1025)

Son intervention (p. 1035)

Thèmes :

- Banques et établissements financiers : fiducie : blanchiment des capitaux (p. 1036)
- Banques et établissements financiers : prêts : entreprises (p. 1037)
- Consommation : recours collectifs de consommateurs : projet de loi (p. 1035)
- Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1036)
- Impôts et taxes : évasion fiscale (p. 1035)
- Impôts et taxes : paradis fiscaux (p. 1038)
- Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1035)

Discussion des articles [7 février 2007] (p. 1039)

Article 1er (régime juridique de la fiducie)

Son amendement n° 1 rectifié (p. 1039)

Article 2 (déclaration de sommes ou d'opérations soupçonnées d'être illicites)

Ses amendements n° 2 rectifié (p. 1039)

Article 18 (coordination au sein du code du commerce)

Son intervention (p. 1040)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1038)

Pierre MORANGE

*Yvelines (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics [4 octobre 2006] (n° 3353)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur les suites données aux observations communiquées par la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS) au Gouvernement et aux organismes de sécurité sociale [20 février 2007] (n° 3740)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 70

Son amendement n° 195 (création d'un répertoire commun aux organismes sociaux) (p. 6739) : adopté (p. 6740)

Son amendement n° 194 (mutualisation des ressources des organismes de sécurité sociale) : adopté (p. 6740)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 4 (définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires)

Son amendement n° 100 (p. 215)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son amendement n° 101 (p. 225)

Nadine MORANO

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [4 octobre 2006] (p. 5771)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7903)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7903)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7903)

Droit pénal : peines planchers (p. 7903)

Elections et référendums : candidats : Président de la République (p. 7903)

Ordre public : violences urbaines (p. 7903)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7903)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)

Article 16 (secret médical)

Son amendement n° 394 : adopté (p. 8356)

Après l'article 39

Intervient sur l'ad n° 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8455 et s.)

Son amendement n° 395 (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs coupables d'atteintes volontaires à la vie, de tortures ou d'actes de barbarie) (p. 8454) : retiré (p. 8455)

Après l'article 45

Son amendement n° 396 (peines planchers pour les atteintes à la vie ou à l'intégrité physique de la personne) : retiré (p. 8464)

Après l'article 46

Intervient sur l'ad n° 452 de M. Dino Ciniéri (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 8470)

Intervient sur l'ad n° 449 de M. Dino Ciniéri (création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 8471)

Pierre MOREL-A-L'HUISSIER

*Lozère (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome I : Administration générale et territoriale de l'Etat (n° 3368) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3372 visant à permettre aux parlementaires de saisir la justice en cas d'atteinte à la dignité de la Nation [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3518 tendant à instaurer le principe d'une certification ISO des collectivités territoriales [13 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, formation [19 décembre 2006] (p. 9152)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1803, posée le 9 janvier 2007. Télécommunications. Internet (J.O. Questions p. 169). Appelée le 9 janvier 2007. Accès, ADSL, Lozère (p. 11)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 70

Son amendement n° 153 rectifié (création à titre expérimental d'une caisse multi-branches de sécurité sociale dans les départements dont toutes les communes sont classées en zone de revitalisation rurale) : adopté (p. 6740)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [7 novembre 2006] (p. 7051)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 7054)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : réformes administratives : préfetures (p. 7055)

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 7055)

Départements : préfetures : crédits budgétaires (p. 7054)

Départements : sous-préfetures : réformes administratives (p. 7055)

Départements : sous-préfets : rôle et missions (p. 7056)

Elections et référendums : élection présidentielle : financement (p. 7054)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : application (p. 7054)

Régions : contrats de plan Etat-régions : réforme (p. 7055)

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7214)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides : installation (p. 7215)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 7215)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 7215)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 7215)

Agriculture : montagne : aides (p. 7215)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7215)

Chambres consulaires : chambres d'agriculture (p. 7215)

Elevage : bâtiments (p. 7215)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement : espace rural (p. 7214)

Retraites : régime agricole (p. 7215)

Santé : sécurité sanitaire (p. 7215)

Procédure des questions :

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7242)

Elevage : bâtiments : modernisation (p. 7228)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Article 41 (fixation du plafond d'augmentation de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Son intervention (p. 7247)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7456)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7456)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7456, 7457)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7456)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7456)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7456)

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Procédure des questions :

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 6857)

Professions de santé : médecins : zones rurales (p. 6853)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Son intervention (p. 7162)

Thèmes avant la procédure des questions :

Départements : Lozère : emploi (p. 7162)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 7162)
 Emploi : contrats aidés (p. 7162)
 Emploi : maisons de l'emploi (p. 7162)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 7162)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7162)
 Hôtellerie et restauration : TVA (p. 7162)
 Travail : crédits (p. 7162)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[17 novembre 2006] (p. 7764)***Après l'article 40*

Son amendement n° 208 (téléphonie mobile – investissements des collectivités territoriales en vue de l'extension de la couverture du territoire – éligibilité au fonds de compensation pour la TVA : prorogation jusqu'au 31 décembre 2008) (p. 7767) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7768)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 355)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : famille (p. 356)
 Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 356)
 Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 355)
 Départements : action sociale : compensations financières (p. 355)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 824)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 825)
 Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 825)
 Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 824, 825)
 Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 825)
 Télécommunications : Internet (p. 825)
 Télécommunications : téléphones mobiles (p. 825)

Hervé MORIN

*Eure (3^{ème} circonscription)
 Président du groupe de l'Union pour la Démocratie Française
 puis Ministre de la défense*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

Président du groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

Est nommé Ministre de la défense. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi organique n° 3396 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française [25 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006**

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)*Après l'article 28*

Son amendement n° 301 (exonération des plus values de cession de matériels agricoles ou forestiers - calcul du seuil de recettes pour 2006 : option pour l'exercice ou l'année civile) : rejeté (p. 8731)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 310)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 310)
 Constitution : article 68 (p. 310)
 Justice : Haute cour de justice (p. 311)
 Président de la République : responsabilité pénale (p. 311)
 Président de la République : statut pénal (p. 311)
 Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 311)

Jean-Marie MORISSET

*Deux-Sèvres (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Georges MOTHRON

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Étienne MOURRUT

*Gard (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1837, posée le 16 janvier 2007. Eau. Eaux usées (J.O. Questions p. 417). Appelée le 16 janvier 2007. Recyclage (p. 279)

Alain MOYNE-BRESSAND

*Isère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3521 tendant à la fusion de la médaille d'honneur du travail et de la médaille d'honneur régionale, départementale et communale [13 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Hongrie. Commémoration de l'insurrection hongroise de 1956 [25 octobre 2006] (p. 6550)

Culture. Politique culturelle. [20 février 2007] (p. 1321)

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son amendement n° 214 : adopté (p. 8931)

Jacques MYARD

*Yvelines (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3374 visant à imposer aux établissements bancaires une obligation d'information envers leurs clients avant toute décision d'interdiction bancaire [17 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique industrielle européenne [20 février 2007] (n° 3747)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Jeux et paris. Pari mutuel urbain (PMU). Politiques communautaires [11 octobre 2006] (p. 6032)

Politique extérieure. Afrique. Sommet de Cannes [21 février 2007] (p. 1418)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6280)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6280)

Finances publiques : dette publique (p. 6280)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6280 et s.)

Politique économique : investissement (p. 6280 et s.)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 6281)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 4

Son amendement n° 34 (ISF – résidence principale : exonération) (p. 6340) : rejeté (p. 6345)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6465)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Son intervention (p. 6825)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : francophonie (p. 6826)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 6824)

Pays étrangers : Iran (p. 6826)

Pays étrangers : Palestine (p. 6824)

Politique extérieure : aide au développement (p. 6824)

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6790)

Son intervention (p. 6798)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique extérieure : aide au développement : organisations internationales (p. 6798)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 6799)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 6799)

MEDIAS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7680)

Son intervention (p. 7682)

Thème :

Langue française : défense : presse (p. 7680)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 9007)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 9007)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 9007)

Elections et référendums : suffrage universel (p. 9007)

Etat : valeurs républicaines (p. 9007)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9007)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)

Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)

Son intervention (p. 328)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 767)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 767)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 768)

Elections et référendums : référendums : peine de mort (p. 768)

Relations internationales : guerre : peine de mort (p. 768)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 773 et s.)

N

Henri NAYROU

*Ariège (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. TER. Dysfonctionnements, Midi-Pyrénées [13 février 2007] (p. 1432)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1775, posée le 19 décembre 2006. Associations. Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (J.O. Questions p. 13070). Appelée le 19 décembre 2006. Missions, financement (p. 9143)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5792)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : sports (p. 5792, 5793)

Sports : associations et clubs : actions (p. 5792, 5793)

Sports : football (p. 5792, 5793)

Sports : sportifs professionnels (p. 5792, 5793)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 15 (représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration et les directoires des entreprises)

Son intervention (p. 5908)

Article 44 (abrogation de l'interdiction pour les sociétés anonymes sportives de faire appel public à l'épargne)

Son intervention (p. 6010)

Son amendement n° 202 (de suppression) (p. 6011) : SCRUTIN PUBLIC (p. 6013)

Article 45 (création du chèque-transport)

Son intervention (p. 6015)

Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)

Son intervention (p. 5930)

Thèmes :

Sports : arbitres (p. 5930, 5931)

Sports : arbitres : formation professionnelle (p. 5931)

Sports : arbitres : indépendance (p. 5931)

Sports : arbitres : missions de service public (p. 5931)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5931)

Sports : compétitions : arbitrage (p. 5930, 5931)

Sports : football (p. 5931)

Sports : rugby (p. 5931)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire : commémorations (p. 7479)

MEDIAS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7680)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : radio (p. 7680)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 7680)

Presse et livres : presse : aides (p. 7680)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Politique économique : pôles de compétitivité : aménagement du territoire (p. 7410)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)

Son intervention (p. 7075)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 7076)

Jeux et paris : fonctionnement (p. 7076)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : effectifs (p. 7076, 7077)

Sports : métiers du sport (p. 7076, 7082)

Sports : sport de haut niveau (p. 7076)

Sports : sportifs professionnels (p. 7076)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2006] (p. 7086)

Après l'article 56

Intervient sur l'ad n° 106 de M. Alain Néri (rapport au Parlement sur l'évaluation des exonérations instituées par la loi n° 2004-1366 sur le sport professionnel) (p. 7089)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son amendement n° 235 (p. 8890) : adopté (p. 8892)

Article 14 A (modification des dispositions relatives aux objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Son intervention (p. 8904)

Article 24 quater (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires)

Son amendement n° 383 (p. 8945)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son amendement n° 236 (p. 9030)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 821)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 821, 822)

Audiovisuel et communication : télévision : montagne (p. 821, 822)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 821, 822)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son amendement n° 158 (p. 862)

Son amendement n° 163 (p. 871)

Alain NÉRI

*Puy-de-Dôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant

diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

DEPOT

Proposition de loi n° 3789 relative à la création d'un Fonds national de garantie des loyers [27 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, répercussion, consommateurs [9 janvier 2007] (p. 37)

RAPPELS AU REGLEMENT

Se déclare surpris et irrité de constater que onze amendements émanant du groupe socialiste ont été frappés d'irrecevabilité [15 novembre 2006] (p. 7475, 7477)

Souligne l'importance de la question soulevée par l'amendement n° 53 concernant les liens d'attachement noués par l'enfant placé ; invite ses collègues à le voter [9 janvier 2007] (p. 87)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5799)

Thèmes :

Sports : associations et clubs : actions (p. 5799, 5800)

Sports : football (p. 5799, 5800)

Sports : sportifs professionnels (p. 5799, 5800)

Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)

Son intervention (p. 5926)

Thèmes :

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 5926)

Sports : arbitres (p. 5926, 5927)

Sports : arbitres : formation professionnelle (p. 5926)

Sports : arbitres : indépendance (p. 5927)

Sports : arbitres : missions de service public (p. 5927)

Sports : arbitres : risques professionnels (p. 5927)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5927)

Sports : compétitions : arbitrage (p. 5926, 5927)

Sports : compétitions : sécurité (p. 5927)

Sports : fédérations : arbitrage (p. 5926, 5927)

Sports : métiers du sport (p. 5926)

Discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5933)

Article 1er (définition de la pratique arbitrale)

Son amendement n° 1 (p. 5933)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6560)

Thèmes :

Politique sociale : solidarité (p. 6560, 6561)

Retraites : généralités : invalidité (p. 6561)

Travail : conditions de travail (p. 6560)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7439)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2006] (p. 7475, 7477)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7440, 7441)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7439)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7440, 7441)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7441)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7439, 7440)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7441)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7440)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7441)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)

Son intervention (p. 7069)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeux et paris : fonctionnement (p. 7069, 7070)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 7069 et s.)

Sports : dopage (p. 7070)

Sports : football (p. 7070)

Sports : politique du sport (p. 7070)

Sports : sport de haut niveau (p. 7070)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2006] (p. 7086)

Après l'article 56

Intervient sur l'ad t n° 65 de M. Michel Raison (non-assujettissement des associations retransmettant, sans pratiquer l'entrée payante, des événements sportifs télévisés au forfait dû au titre de la diffusion de passages musicaux) (p. 7087)

Son amendement n° 106 (rapport au Parlement sur l'évaluation des exonérations instituées par la loi n° 2004-1366 sur le sport professionnel) (p. 7088) : rejeté (p. 7089)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 218 (anciens combattants – demi-part supplémentaire : condition d'âge ramenée de 75 ans à 70 ans) : rejeté (p. 7771)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 60)

Thèmes :

Départements : dépenses : protection de la famille et de l'enfance (p. 61)

Départements : présidents de conseil général (p. 60)

Enfants : droits de l'enfant (p. 60)

Enfants : protection maternelle et infantile (PMI) (p. 61)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 60)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son intervention (p. 83)

Article 2 (élargissement des missions de la politique de protection de l'enfance à la prévention des risques de danger pour l'enfant)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2007] (p. 87)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Son intervention (p. 132)

Proposition de loi n° 3227 relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 541)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 554)

Handicapés : pensions des invalides (p. 554)

Politique sociale : égalité des chances (p. 553)

Retraites : généralités : majorations des pensions (p. 554)

Ses explications de vote (p. 553)

Vote pour du groupe socialiste (p. 554)

Proposition de loi n° 3482 relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les Médailleurs Militaires"

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 697)

Son intervention (p. 699)

Thèmes :

- Anciens combattants et victimes de guerre : mutuelles (p. 700)
- Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant : gestion (p. 700)
- Décorations, insignes et emblèmes : médaille militaire (p. 699, 701)
- Abstention du groupe socialiste (p. 700)

Proposition de loi n° 2624 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 702)

Son intervention (p. 705)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : actions extérieures (p. 706)
- Collectivités territoriales : subventions : aide humanitaire (p. 705)
- Politique extérieure : aide au développement (p. 705)
- Vote pour du groupe socialiste (p. 706)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1232)

Thèmes :

- Communes : logement social (p. 1232, 1233)
- Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1234)
- Logement : logement social (p. 1232 et s.)
- Logement : logements vacants (p. 1233)
- Logement : mixité sociale (p. 1232 et s.)
- Logement : aides et prêts : associations (p. 1233)
- Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 1233)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)*Article 6 M (clarification des règles en matière de domiciliation)*

Son intervention (p. 1378 et s.)

Article 6 N (extension de l'expérimentation en matière d'activation des minima sociaux)

Son intervention (p. 1384 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre-Christophe Baguet (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1395)

Article 6 ter (prolongation d'un an de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle)

Son intervention (p. 1399)

Après l'article 6 quater

Intervient sur l'adt n° 125 de Mme Paulette Guinhard (établissements d'hébergement des personnes âgées ; extension à l'ensemble des établissements publics et privés à but non lucratif de l'exonération de taxe sur les salaires) (p. 1402)

Article 7 bis (garantie d'accès aux soins médicaux pour les bénéficiaires de l'aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1425 et s.)

Article 9 (restriction de l'accès à certaines prestations sociales pour les ressortissants communautaires entrés en France pour y rechercher un emploi)

Son amendement n° 153 (de suppression) (p. 1430)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 371 de la commission (rapport au Parlement sur l'indemnisation des dommages liés à la sécheresse) (p. 1434 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 384 de la commission (encadrement des frais bancaires liés à un incident de paiement) (p. 1435 et s.)

Jean-Marc NESME

Saône-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3439 visant à attribuer une aide spécifique pour tierce personne aux parents qui se trouvent dans l'incapacité physique de s'occuper de leurs enfants en raison d'une intervention chirurgicale ou de traitements médicaux lourds et invalidants [15 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3440 visant à améliorer les règles relatives à l'implantation des aires permanentes d'accueil des gens du voyage [15 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3724 tendant à élargir les conditions d'accès au congé parental d'éducation [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Liban. Situation politique [30 janvier 2007] (p. 745)

Jean-Pierre NICOLAS

Eure (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Modes de garde. Capacités d'accueil, financement [8 novembre 2006] (p. 7102)

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Rénovation urbaine [13 février 2007] (p. 1113)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1838, posée le 16 janvier 2007. Industrie. Emploi et activité (J.O. Questions p. 417). Appelée le 16 janvier 2007. Georgia Pacific, Brionne (p. 267)

Yves NICOLIN

*Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3375 tendant à assouplir la législation sur la participation des particuliers aux ventes au déballage [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3380 tendant à rendre obligatoire la réussite à l'épreuve théorique générale pour la conduite de tout véhicule à moteur sur la voie publique [17 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole du 27 novembre 2003 établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) modifiant ladite convention (n° 3191) [18 octobre 2006] (n° 3386)

Proposition de loi n° 3582 tendant à supprimer les règles de quotas dans la fonction publique territoriale [16 janvier 2007]

Hervé NOVELLI

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341): annexe n° 11: Développement et régulation économiques (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3730 relative aux partenariats public-privé [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6277)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6277)

Etat : réforme (p. 6277)

Finances publiques : généralités (p. 6277)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6277)

Recherche (p. 6277)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6277)

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 6909)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ACERP) (p. 6911)

Administration : Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (p. 6910)

Administration : directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) (p. 6910)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : organisation (p. 6911)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 6910)

Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 6911)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 6910)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6910)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : douanes (p. 6909)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 6910)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 6909)

Mines et carrières : mines (p. 6911)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 6910)

Politique économique : Conseil de la concurrence (p. 6911)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6910)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6936)

Crédits de la mission : "Développement et régulation économiques" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 6937)

Après l'article 46

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Yves Censi (extension au secteur des industries du bois de la taxe pour le développement des industries de l'ameublement) (p. 6937)

Intervient sur l'adt n° 82 de M. Yves Censi (extension au secteur des arts de la table de la taxe pour le développement de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie) (p. 6938)

Intervient sur l'adt n° 78 de M. Jean-Louis Christ (exclusion de la profession de prothésistes dentaires de l'assujettissement à la taxe pour le développement d'un certain nombre de secteurs d'activité prévue à l'article 71-E de la loi de finances rectificative du 30 décembre 2003) (p. 6939)

Intervient sur l'adt n° 37 de M. Philippe Tourtelier (inclusion de l'industrie des roches ornementales et de construction dans le champ d'application de la taxe pour le développement des industries de matériaux de construction) (p. 6940)

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Robert Diat (inclusion de l'industrie des roches ornementales et de construction dans le champ d'application de la taxe pour le développement des industries de matériaux de construction) (p. 6940)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)*Après l'article 2*

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Jean-Louis Dumont (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : augmentation des cotisations limitée à 10 %) (p. 8672)

Après l'article 27

Son amendement n° 62 (souscription au capital des sociétés non cotées - dispositifs prévus par l'article 199 terdecies OA du code général des impôts : institution d'un plafond global d'investissement - 40 000 € pour une personne seule et 80 000 € pour un couple) (p. 8724) : retiré (p. 8726)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8735 et s.)

Proposition de loi n° 3385 instituant la fiducie

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1025)

Son intervention (p. 1033)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : fiducie : fichiers (p. 1034)

Donations et successions : libéralités (p. 1034)

Droit civil : contrats : fiducie (p. 1033)

Entreprises : délocalisations (p. 1034)

Entreprises : procédure de sauvegarde (p. 1034)

Impôts et taxes : évasion fiscale (p. 1034)

Union européenne (p. 1034)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1035)

Jean-Marc NUDANT

*Côte-d'Or (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

O

Marie-Renée OGET

*Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Procédure des questions :

Emploi : missions locales (p. 7168)

Nelly OLIN

Ministre de l'écologie et du développement durable

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Serge Poignant. Environnement. Politique de l'environnement. Pacte national [10 octobre 2006] (p. 5945)

M. Jean-Luc Reitzer. Environnement. Politique de l'environnement. [18 octobre 2006] (p. 6258)

M. Gilbert Meyer. Environnement. Protection. Réchauffement climatique, conférence de Nairobi [7 novembre 2006] (p. 6995)

M. Robert Lamy. Environnement. Protection. Réchauffement climatique, conférence de Nairobi [21 novembre 2006] (p. 7802)

M. Denis Merville. Environnement. Protection. Réchauffement climatique, lutte et prévention [22 novembre 2006] (p. 7885)

M. Jean-Pierre Giran. Environnement. Parcs nationaux. [5 décembre 2006] (p. 8514)

Mme Hélène Tanguy. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Usines d'incinération, conséquences, santé [6 décembre 2006] (p. 8609)

M. Jean Launay. Politiques communautaires. Environnement. Sécurité maritime [13 décembre 2006] (p. 8986)

Mme Geneviève Gaillard. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention [10 janvier 2007] (p. 108)

M. Éric Diard. Déchets, pollutions et nuisances. Etang de Berre. Réhabilitation [16 janvier 2007] (p. 302)

M. Jean-Pierre Decool. Chasse et pêche. Pêche. Carte de pêche, tarif [14 février 2007] (p. 1174)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. William Dumas. Eau. Qualité. Mise aux normes, financement [5 décembre 2006] (p. 8499)

M. Pierre Cardo. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, mise en place, conséquences, Yvelines [5 décembre 2006] (p. 8498)

M. Jean-Louis Léonard. Impôts locaux. Taxe foncière sur les propriétés bâties. Exonération, sites, Natura 2000, réglementation [5 décembre 2006] (p. 8497)

Mme Josette Pons. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Incendies de forêt, mise en œuvre, Var [5 décembre 2006] (p. 8496)

M. Franck Gilard. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets électriques et électroniques. Recyclage, réglementation [16 janvier 2007] (p. 278)

M. Étienne Mourrut. Eau. Eaux usées. Recyclage [16 janvier 2007] (p. 279)

M. Gilles Cocquempot. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie. Personnel, droit du travail, respect [13 février 2007] (p. 1103)

Mme Françoise de Panafieu. Emploi. ANPE et UNEDIC, coordination des services [13 février 2007] (p. 1106)

M. Thierry Mariani. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, Vaucluse [13 février 2007] (p. 1104)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7269)

Ses réponses (p. 7277 à 7281)

Thèmes avant la procédure des questions :

Animaux : loup : protection (p. 7272)

Animaux : ours : protection (p. 7272)

Chasse et pêche : période de chasse (p. 7274)

Déchets, pollutions et nuisances : plans d'exposition au bruit (p. 7274)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7271, 7275)

Eau : eaux pluviales : crédit d'impôt (p. 7271)

Eau : pollution (p. 7271)

Énergie et carburants : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (p. 7273)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7270)

Environnement : biodiversité (p. 7271)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7271)

Environnement : Natura 2000 (p. 7274)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7272)
 Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux : Guyane (p. 7274)
 Environnement : paysages (p. 7275)
 Impôts et taxes : contributions : textile et habillement (p. 7275)
 Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : environnement (p. 7270)
 Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 7273)
 Mines et carrières : mines : risques technologiques (p. 7272)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'écologie et du développement durable : effectifs (p. 7270)
 Politiques communautaires : directives : environnement (p. 7270)
 Santé : saturnisme (p. 7275)
 Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 7270, 7275)
 Sécurité publique : risques technologiques (p. 7275)
 Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) : Roissy (p. 7272)

Réponses aux questions :

Agriculture : calamités agricoles : oiseaux (p. 7281) (M. Gérard Voisin) (p. 7281)
 Déchets, pollutions et nuisances : pollution industrielle : principe pollueur payeur (p. 7277) (M. Patrick Braouezec) (p. 7277)
 Eau : gestion quantitative de l'eau : Guyane (p. 7279) (Mme Juliana Rimane) (p. 7279)
 Environnement : sites : contrats de plan Etat-régions (p. 7281) (M. Gérard Voisin) (p. 7280)
 Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7280) (M. Frédéric Reiss) (p. 7279)
 Logement : économies d'énergie (p. 7278) (M. Patrick Braouezec) (p. 7278)
 Produits dangereux : fibres céramiques réfractaires (p. 7277) (M. François Rochebloine) (p. 7276)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7182)

Crédits de la mission : "Ecologie et développement durable" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7282 et s.)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Son intervention (p. 8815)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8820)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8823)

Sa réponse (p. 8833)

Thèmes :

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 8816, 8820)
 Chasse et pêche : pêche (p. 8833)
 Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 8833)
 Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 8823)
 Eau : agences (p. 8834)
 Eau : assainissement (p. 8816, 8834)

Eau : eau potable : accès (p. 8816, 8833)
 Eau : eau potable : contrôles sanitaires (p. 8834)
 Eau : eau potable : personnes défavorisées (p. 8833)
 Eau : eaux pluviales (p. 8816, 8834)
 Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 8834)
 Eau : police de l'eau (p. 8815)
 Eau : redevances des agences de l'eau : élevage (p. 8816, 8820, 8834)
 Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 8816)
 Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 8824, 8833)
 Environnement : changements climatiques (p. 8815, 8834)
 Politiques communautaires : directives : eau (p. 8815, 8833 et s.)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 1er A (droit d'accès à l'eau potable)

Son intervention (p. 8838 et s.)

Article 1er (habilitation de Voies Navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 8841)

Article 3 (gestion du débit affecté)

Son intervention (p. 8842)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives aux ouvrages)

Son intervention (p. 8883 et s.)

Article 4 bis A (sanctions applicables aux entreprises hydrauliques exploitées sans titre et suppression du droit de préférence)

Son intervention (p. 8888 et s.)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8890 et s.)

Article 6 (sanctions administratives en cas de non respect des dispositions relatives à la police de l'eau)

Son intervention (p. 8895)

Article 7 (extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau)

Son intervention (p. 8897)

Article 7 bis (ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets)

Son intervention (p. 8897 et s.)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 8901 et s.)

Article 8 bis (information des fédérations et associations départementales de pêcheurs sur les actes susceptibles d'affecter la faune piscicole)

Son intervention (p. 8903)

Article 11 (dispositions de lutte contre le braconnage)

Son intervention (p. 8904)

Article 14 A (modification des dispositions relatives aux objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau)

Son intervention (p. 8912)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Son intervention (p. 8914 et s.)

Article 17 bis (vente, mise à disposition, application et mise sur le marché de produits biocides)

Son intervention (p. 8917)

Article 18 bis (publicité portant sur les pesticides)

Son intervention (p. 8920)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8922 et s.)

Article 20 (règles relatives aux matériels destinés à l'application de produits phytopharmaceutiques)

Son intervention (p. 8924)

Article 20 quater (eaux noires)

Son intervention (p. 8925 et s.)

Article 21 (Fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues d'épuration urbaines ou industrielles et taxe destinée à financer ce fonds)

Son intervention (p. 8926)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8929 et s.)

Article 22 bis (mise en cohérence d'articles du code de la construction et de l'habitation)

Son intervention (p. 8933)

Article 23 (taxe pour la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales)

Son intervention (p. 8933)

Article 23 bis (crédit d'impôt pour dépenses de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8934)

Article 23 ter (crédit d'impôt pour les dépenses d'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux pluviales)

Son intervention (p. 8944 et s.)

Article 24 quater (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires)

Son intervention (p. 8946 et s.)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8948 et s.)

Article 26 bis A (mise en cohérence du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales)

Son intervention (p. 8956)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8956 et s.)

Article 27 bis AA (modification des seuils de création des commissions consultatives des services publics locaux)

Son intervention (p. 8962)

Article 27 bis (adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte compétent en matière de gestion de l'eau ou des déchets ménagers)

Son intervention (p. 8962)

Article 27 ter (assainissement collectif des eaux usées dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne)

Son intervention (p. 8962)

Article 27 sexies (interruption des contrats d'abonnement des usagers des services de distribution d'eau)

Son intervention (p. 8963)

Article 27 nonies (saisie des navires abandonnés sur le domaine public fluvial)

Son intervention (p. 8963)

Article 27 decies (accord du maire de la commune sur les autorisations d'occupation du domaine public fluvial)

Son intervention (p. 8963)

Article 28 (modalités d'intervention des services départementaux d'assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration (SATESE))

Son intervention (p. 8964)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8965)

Article 30 (définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE))

Son intervention (p. 8967 et s.)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 8968 et s.)

Article 34 (modification, révision et mise en conformité du SAGE)

Son intervention (p. 8969)

Article 34 bis (dispositions particulières au SDAGE et au SAGE de Corse)

Son intervention (p. 8969 et s.)

Article 34 ter (compatibilité du schéma départemental des carrières avec le SDAGE ou le SAGE)

Son intervention (p. 8970)

Article 35 (composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)

Son intervention (p. 8970 et s.)

Article 36 (orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son intervention (p. 8971 et s.)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9021 et s.)

Article 38 (pour coordination)

Son intervention (p. 9034)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son intervention (p. 9035)

Article 43 (Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique)

Son intervention (p. 9035)

Article 43 bis (garderie particulière des droits de pêche)

Son intervention (p. 9035)

Article 46 (exercice des droits reconnus à la partie civile)

Son intervention (p. 9035)

Article 47 (coordination d'articles codifiés)

Son intervention (p. 9036)

Article 47 bis (régimes de garanties collectives en matière de prévoyance et de retraite supplémentaire des personnels des agences de l'eau, validation législative)

Son intervention (p. 9036)

Article 48 (encadrement de l'évolution des redevances de l'eau)

Son intervention (p. 9036)

Article 49 (abrogation de certains articles)

Son intervention (p. 9036 et s.)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son intervention (p. 9037)

Son intervention à l'issue du vote (p. 9040)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 9225)

Son intervention (p. 9227)

Thèmes :

Agriculture : pollution : produits phytosanitaires (p. 9227)

Chasse et pêche : conseil supérieur de la pêche (p. 9228)

Déchets, pollutions et nuisances : boues d'épandage : fonds de garantie (p. 9228)

Eau : agences (p. 9227)

Eau : assainissement (p. 9228)

Eau : eau potable : accès (p. 9227)

Eau : eaux pluviales (p. 9227)

Eau : gestion quantitative de l'eau (p. 9227)

Environnement : changements climatiques (p. 9228)

Sécurité publique : inondations : prévention (p. 9227)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2006] (p. 9234)

Article 23 (taxe instaurée par les communes ou leurs groupements sur les volumes d'eaux pluviales et de ruissellement pour financer des travaux en matière d'assainissement)

Son intervention (p. 9234)

Patrick OLLIER

*Hauts-de-Seine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 7 novembre 2006] (p. 16737)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 20 décembre 2006] (p. 19209)

Rapporteur de la proposition de loi relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense (n° 3598) [23 janvier 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

Président de l'Assemblée Nationale [J.O. débats du 7 mars 2007]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense (n° 3598) [23 janvier 2007] (n° 3600)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le bilan de l'activité de la commission des affaires économiques, de

l'environnement et du territoire pendant la douzième législature (2002-2007) [21 février 2007] (n° 3751)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Président

DEBATS

Allocation de M. Patrick Ollier, Président de l'Assemblée nationale

[7 mars 2007] (p. 1545)

Thèmes :

Assemblée nationale : anciens présidents (p. 1545)

Assemblée nationale : députés : conditions de travail (p. 1545)

Assemblée nationale : groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : président (p. 1545)

Assemblée nationale : majorité (p. 1545)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 1545)

En qualité de Député

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : propose la réserve de la discussion des articles 3 à 6 K du projet de loi instituant le droit opposable au logement jusqu'à la discussion des amendements portant articles additionnels après l'article 6 L inclus [20 février 2007] (p. 1358)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 5746)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5748)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5746 et s.)

Entreprises : intéressement et participation : secteur public (p. 5748)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5747)

Politique sociale : dialogue social (p. 5747 et s.)

Sociétés : actionnaires : représentation (p. 5748)

Sociétés : participation aux résultats (p. 5747)

Syndicats : rôle (p. 5748)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission des affaires économiques (création d'un dividende du travail) (p. 5818, 5821)

Article 1er (attribution d'un supplément d'intéressement ou de participation)

Son amendement n° 263 : adopté (p. 5823)

Son intervention (p. 5824 et s.)

Son amendement n° 306 rectifié (p. 5823) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 5824)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 219 de M. François Cornut-Gentille (réforme du livret d'épargne salariale) (p. 5832)

Intervient sur l'adt n° 280 de M. François Guillaume (dividende du travail au sein des entreprises de moins de dix salariés) (p. 5833)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son intervention (p. 5842 et s.)

Article 4 (généralisation des comités de suivi des accords)

Son intervention (p. 5849 et s.)

Son amendement n° 308 : adopté après modification (p. 5849)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5856 et s.)

Son amendement n° 264 (p. 5860) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 5862)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5872)

Article 8 (rationalisation et sécurisation des accords de participation)

Son amendement n° 309 (p. 5883) : adopté (p. 5884)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 96 de la commission (extension de l'intéressement dans la fonction publique) (p. 5885)

Intervient sur l'adt n° 98 de la commission (rapport au Parlement sur l'extension de l'intéressement dans la fonction publique) (p. 5887)

Article 13 (modalités de fonctionnement des plans d'épargne interentreprises (PEI))

Son intervention (p. 5892 et s.)

Après l'article 14

Son amendement n° 311 (association du comité d'entreprise à la négociation des accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 5894) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5895)

Intervient sur l'adt n° 108 de la commission (incitation à la programmation de mesures de développement de l'activité dans les bassins d'emploi concernés par des restructurations) (p. 5903)

Intervient sur l'adt n° 109 de la commission (adaptation, par voie d'accord collectif, des modalités d'information du comité d'entreprise et des salariés) (p. 5903)

Intervient sur l'adt n° 110 de la commission (organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative) (p. 5903)

Son amendement n° 312 (incitation à la programmation de mesures de développement de l'activité dans les bassins d'emploi concernés par des restructurations) (p. 5902) : adopté (p. 5903)

Son amendement n° 313 (adaptation, par voie d'accord collectif, des modalités d'information du comité d'entreprise et des salariés) : adopté (p. 5903)

Son amendement n° 314 (organisation de débats en comité d'entreprise sur l'évolution de la démarche participative) : adopté (p. 5903)

Intervient sur l'adt n° 106 rectifié de la commission (insertion d'un Chapitre IV intitulé : "Favoriser la concertation dans l'entreprise") (p. 5904)

Son amendement n° 315 (modalités d'expression collective des salariés des entreprises de moins de 250 salariés ; dispositif expérimental et transitoire) (p. 5903) : retiré (p. 5904)

Son amendement n° 310 (insertion d'un Chapitre IV intitulé : "Favoriser la concertation dans l'entreprise") : adopté (p. 5904)

Article 15 (représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration et les directoires des entreprises)

Son intervention (p. 5907 et s.)

Après l'article 15

Son sous-amendement n° 336 (réduction à un seul membre des administrateurs salariés si le conseil d'administration ou de surveillance compte moins de quinze membres) à l'adt n° 334 de la commission (nombre de représentants salariés au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés privatisées sur la base de la loi de 1986) (p. 5911) : adopté (p. 5912)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 120 de la commission (possibilité offerte au salarié de demander la disponibilité immédiate des produits des actifs détenus dans le cadre de l'actionnariat salarié) (p. 5913)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Gilles Carrez (extension aux entreprises contrôlées par plusieurs organes centraux des règles applicables en matière d'options de souscription ou d'achat d'actions et en matière d'attribution d'actions gratuites) (p. 5946)

Intervient sur l'adt n° 341 deuxième rectification du Gouvernement (assouplissement des règles de blocage des actions et parts placées sur un plan d'épargne d'entreprise - PÉE -) (p. 5948)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 131 de la commission (intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 5948)

Intervient sur l'adt n° 130 deuxième rectification de la commission (crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 5952)

Intervient sur l'adt n° 129 de la commission (insertion d'un Chapitre IV intitulé : "Améliorer la formation des salariés aux mécanismes de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié") (p. 5954)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 5967)

Article 25 (recours au travail temporaire pour compléter les revenus d'un temps partiel)

Son intervention (p. 5992)

Son amendement n° 28 (de suppression) (p. 5992) : adopté (p. 5993)

Article 28 (extinction de la faculté conventionnelle de mise à la retraite d'office avant soixante-cinq ans)

Son amendement n° 29 (de suppression) : adopté (p. 5996)

Article 29 (levée des obstacles aux activités de tutorat exercées par des salariés retraités)

Son amendement n° 30 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 30 (indemnisation des activités prud'homales)

Son amendement n° 31 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 31 (publicité des données relatives à l'inscription sur les listes électorales prud'homales)

Son amendement n° 32 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 32 (clarification du décompte des effectifs et du droit de vote aux élections professionnelles)

Son amendement n° 33 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 33 (modalités d'enregistrement des contrats d'apprentissage et d'utilisation de la fraction de la taxe d'apprentissage versée au Trésor public)

Son amendement n° 34 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 34 (conditions de récupération des indus d'allocation temporaire d'attente et d'allocation de solidarité spécifique)

Son amendement n° 35 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Article 36 (habilitation pour la transposition des obligations communautaires en matière de garantie des créances salariales lors des faillites transnationales)

Son amendement n° 36 (de suppression) : adopté (p. 5999)

Article 48 (application outre-mer de certaines dispositions de la présente loi)

Son amendement n° 42 : adopté (p. 6017)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 décembre 2006] (p. 8523)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 8525)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 8525)

Entreprises : intéressement et participation (p. 8525)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 8525)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6969)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 6983)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 6969)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6970)

Energie et carburants : gaz naturel liquéfié (GNL) (p. 6970)

Energie et carburants : indépendance énergétique (p. 6970)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 6983)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 6970)

Entreprises : GDF / SUEZ : fusion (p. 6970)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :
- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 7650)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 2006] (8593)

Article 1er (ratification et modifications de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété)

Son intervention (p. 8593 et s.)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 8861)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : fichiers informatisés (p. 8862)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : responsabilités (p. 8861)

Proposition de loi n° 3559 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 529)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 531)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : délocalisations (p. 531)

Entreprises : salariés : mobilité (p. 532)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 532)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 532)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 532)

Politique économique : investissement : création d'emplois (p. 532)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 532)

Politiques communautaires : marché unique (p. 532)

Travail : licenciement économique (p. 531)

Travail : précarité (p. 531)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 859 et s.)

Article 16 ter (définition de l'œuvre audiovisuelle)

Son intervention (p. 910 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 99 rectifié de la commission des affaires économiques (crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) (p. 917 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1515)

Son intervention (p. 1520)

Thèmes :

Aménagement du territoire : audiovisuel et communication (p. 1521)

Audiovisuel et communication : création (p. 1521)

Audiovisuel et communication : jeux vidéo (p. 1521)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 1520, 1521)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 1520, 1521)

Proposition de loi n° 3598 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 977)

La présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 979)

Thèmes :

Départements : conseils généraux : Hauts-de-Seine (p. 980)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : budget (p. 980)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : collectivités territoriales (p. 980)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : missions (p. 980)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : participation du public (p. 980)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : concurrence (p. 979)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : rénovation urbaine (p. 980)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 1204)

Thèmes :

Communes : logement social (p. 1204)

Logement : précarité (p. 1204)

Logement : logement social (p. 1204)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

*Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours
juridictionnel)*

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes (cf
supra) (p. 1357)

P

Dominique PAILLÉ

*Deux-Sèvres (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3516 visant à clarifier les conditions de réalisation des essais ou pratiques de modification du temps atmosphérique [13 décembre 2006]

Proposition de loi constitutionnelle n° 3805 tendant à la création d'un comité médical d'information sur l'état de santé du Président de la République [15 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1762, posée le 5 décembre 2006. Agriculture. Calamités agricoles (J.O. Questions p. 12589). Appelée le 5 décembre 2006. Sécheresse de 2006, reconnaissance, Deux-Sèvres (p. 8490)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ;
[25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6566)

Thèmes :

- Professions de santé : médecins : assurances (p. 6567)
- Professions de santé : médecins : diplômés (p. 6566)
- Santé : soins : remboursement (p. 6566)
- Sécurité sociale : médecine de ville (p. 6567)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Son intervention (p. 7162)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Professions sociales : aides familiales (p. 7162, 7163)
- Professions sociales : éducateurs spécialisés (p. 7162, 7163)

Procédure des questions :

Professions sociales : éducateurs spécialisés : durée du travail
(p. 7170)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ;
[31 janvier 2007] (p. 816)

Son intervention (p. 824)

Thèmes :

- Audiovisuel et communication : France 3 (p. 824)
- Audiovisuel et communication : France télévision (p. 824)
- Audiovisuel et communication : secteur public (p. 824)

Bernadette PAÏX

*Haute-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Intégration en milieu scolaire. [19 décembre 2006]
(p. 9157)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7128)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Défense : militaires et assimilés : action sociale (p. 7128)
- Défense : militaires et assimilés : logement (p. 7128)
- Défense : militaires et assimilés : rémunération (p. 7128)
- Défense : professionnalisation (p. 7128)

Michel PAJON

*Seine-Saint-Denis (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Françoise de PANAFIEU

*Paris (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Protection. Gouvernance écologique mondiale [7 février 2007] (p. 1007)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1889, posée le 13 février 2007. Emploi. (J.O. Questions p. 1435). Suppléée par M. Jean-Marie Binetruy. Appelée le 13 février 2007. ANPE et UNEDIC, coordination des services (p. 1106)

Robert PANDRAUD

*Seine-Saint-Denis (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Christian PAUL

*Nièvre (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Textile et habillement. DIM, emploi et activité, Nièvre [19 décembre 2006] (p. 9155)

Enseignement. Rentrée scolaire de 2007 [16 janvier 2007] (p. 300)

Droits de l'homme et libertés publiques. CNIL. Missions [7 février 2007] (p. 1005)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1746, posée le 5 décembre 2006. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 12585). Appelée le 5 décembre 2006. DIM, emploi et activité, Nièvre (p. 8480)

RAPPELS AU REGLEMENT

Considère que le débat "s'emballe"; précise qu'un amendement important de l'opposition aurait dû être appelé; accuse le Gouvernement de reconfigurer l'audiovisuel français "au profit de ses amis"; réclame du Gouvernement des éclaircissements sur la nature du préjudice subi par les grandes chaînes commerciales qui justifierait la compensation exorbitante qui leur est consentie [31 janvier 2007] (p. 873)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****TRAVAIL ET EMPLOI****Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)***Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B*

Son amendement n° 129 (redéploiement de crédits de la ligne "accès et retour à l'emploi" vers la ligne "développement de l'emploi") (p. 7179)

Article 61 (diversification des ressources de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes - AFPA)

Son amendement n° 127 (de suppression) (p. 7186); repris par M. Maxime Gremetz

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)**

Son intervention (p. 9000)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 9001)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 9000)

Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 9001)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 9000)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9000)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 789) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 794)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 790, 792)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 790, 792)

Audiovisuel et communication : cryptage (p. 791)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 790 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision : concurrence (p. 791 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision : équipements (p. 792, 793)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 790 et s.)

Télécommunications : Internet (p. 790 et s.)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 156 de M. Didier Mathus (mode de désignation des membres du CSA) (p. 832)

Article 2 (procédure dérogatoire d'attribution des fréquences pour le "dividende numérique")

Son intervention (p. 837)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 861 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 janvier 2007] (p. 873)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Didier Mathus (obligation aux syndics d'informer les propriétaires - dans les relevés de charges - sur l'existence et les modalités de réception du « service antenne » numérique) (p. 880)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 887 et s.)

Article 10 (procédure d'autorisation de l'opérateur de multiplex et reprise des chaînes de télévision mobile personnelle par les distributeurs)

Son intervention (p. 892)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Didier Mathus (systèmes de contrôle d'accès aux chaînes cryptées par "standards ouverts") (p. 898)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Didier Mathus (restriction de l'accès aux procédures de soumission aux marchés publics pour les sociétés liées aux sociétés de télévision) (p. 901)

Intervient sur l'adt n° 185 de M. Didier Mathus (limitation à 37,5 % de la part maximum d'audience des services nationaux de télévision) (p. 904)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 187 rectifié de M. Didier Mathus (fréquence des émissions d'information multidiffusées) (p. 906)

Intervient sur l'adt n° 188 rectifié de M. Didier Mathus (lots d'images non exclusives des manifestations sportives diffusables gratuitement) (p. 906)

Après l'article 16 quinquies

Répond aux intervention de M. Jean Dionis du Séjour : exprime l'inquiétude du groupe socialiste devant les conséquences du sous-financement de l'audiovisuel public (p. 916)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 99 rectifié de la commission des affaires économiques (crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) (p. 918)

Ses explications de vote (p. 922)

Vote contre du groupe socialiste (p. 922)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)**

Son intervention (p. 1017)

Thèmes :

Constitution : article 73 (p. 1017)

Constitution : article 74 (p. 1018)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 1019)

Elections et référendums : prime majoritaire : Polynésie française (p. 1019)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 1019)

Outre-mer : Ile de Saint-Barthélemy : parlementaires (p. 1018)

Outre-mer : Ile de Saint-Martin : dotations de l'Etat (p. 1018)

Transports aériens : tarification sociale (p. 1019)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1017)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)**

Vote pour du groupe socialiste (p. 1017)

Daniel PAUL

*Seine-Maritime (8^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides (n° 3227) [17 janvier 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1740)

DEPOTS

Proposition de résolution n° 3451 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la panne d'électricité survenue le samedi 6 novembre 2006 en Europe, qui a privé de courant environ un foyer français sur dix, et sur la nécessité de réviser la politique énergétique en France et en Europe pour prendre les mesures préventives qui s'imposent [21 novembre 2006]

Proposition de résolution n° 3585 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dysfonctionnements du dispositif d'indemnisation des victimes d'accidents de la voie publique [17 janvier 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Daniel Paul et plusieurs de ses collègues relative à la revalorisation des pensions de retraite pour les personnes invalides (n° 3227) [17 janvier 2007] (n° 3586)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Suez, fusion, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5722)

Energie et carburants. GDF. Suez, fusion, conséquences [28 novembre 2006] (p. 8158)

Fonctionnaires et agents publics. Revendications. [7 février 2007] (p. 1006)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1741, posée le 28 novembre 2006. Enseignement secondaire. Collèges (J.O. Questions p. 12274). Appelée le 29 novembre 2006. Fonctionnement, financement, Le Havre (p. 8241)

n° 1918, posée le 20 février 2007. Etablissements de santé. Etablissements publics (J.O. Questions p. 1646). Appelée le 20 février 2007. Groupe hospitalier du Havre, fonctionnement, financement (p. 1295)

DEBATS

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6971)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6975)

Son intervention (p. 6979)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 6975)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : production (p. 6979)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 6975)

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 6975)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 6972)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6971, 6980)

Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 6981)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 6972, 6980)

Energie et carburants : tarifs (p. 6980)

Entreprises : GDF / SUEZ : fusion (p. 6971, 6980)

Environnement : changements climatiques (p. 6975, 6980)

Ses explications de vote (p. 6997)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6998)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7657)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 7657)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7657)

Transports : infrastructures : contrats de partenariat public-privé (p. 7657)

Transports : transport combiné (p. 7657)

Transports ferroviaires : Haute-Normandie (p. 7664)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 7657)

Transports par eau : immatriculation des navires : droit communautaire (p. 7664)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7658)

Voie : autoroutes : privatisations (p. 7657)

Proposition de loi n° 3227 relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 541)

Son intervention (p. 541)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 543)

Entreprises : contributions patronales (p. 543)

Handicapés : pensions des invalides (p. 541 et s.)

Handicapés : pouvoir d'achat (p. 541)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 541)

Politique sociale : solidarité (p. 541 et s.)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 542)

Retraites : généralités : Fonds de solidarité vieillesse (p. 541)

Retraites : généralités : majorations des pensions (p. 541 et s.)

Retraites : généralités : réforme (p. 542, 543)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 543)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1267)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1328 et s.)

Son sous-amendement n° 379 à l'ad. n° 376 rectifié du Gouvernement (p. 1329)

Béatrice PAVY

*Sarthe (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Rapporteuse spécial au nom de la commission des finances : Solidarité et intégration : Accueil des étrangers et intégration de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 34 : Solidarité et intégration (accueil des étrangers et intégration) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7290)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7291)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 7290)

Etrangers : intégration (p. 7291)

Politique sociale : crédits (p. 7290, 7291)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 7290)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7318)

Article 54 (financement de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations)

Son intervention (p. 7318)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 28

Son amendement n° 60 (régime fiscal des groupements de coopération sociale et médico-sociale: alignement sur celui des groupements de coopération sanitaire - choix entre l'impôt sur les sociétés et la fiscalité des sociétés de personnes) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8731)

Christophe PAYET

*La Réunion (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7347)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7347)

Energie et carburants : énergies renouvelables : La Réunion (p. 7347)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt (p. 7347)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7348)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : La Réunion (p. 7348)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions : outre-mer (p. 7347)

Valérie PECRESSE

*Yvelines (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Est nommée Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en 2^e lecture, réformant la protection de l'enfance (n° 3683) [13 février 2007] (n° 3687)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Réglementation. Projet de loi réformant la protection de l'enfance, contenu [9 janvier 2007] (p. 37)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1839, posée le 16 janvier 2007. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 418). Appelée le 16 janvier 2007. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé (p. 271)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 8104)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 42)

Thèmes :

Départements : présidents de conseil général (p. 43)

Enfants : droits de l'enfant (p. 42 et s.)

Enfants : enfants accueillis (p. 42 et s.)

Enfants : mauvais traitements (p. 42 et s.)

Enfants : politique de l'enfance (p. 42 et s.)

Enfants : protection maternelle et infantile (PMI) (p. 44)

Enseignement : élèves : protection de la famille et de l'enfance (p. 43)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 43)

Famille : familles monoparentales (p. 46)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 42 et s.)

Justice : droits de l'enfant (p. 45)

Politique sociale : aide sociale : enfants (p. 43 et s., 67)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 46)

Professions sociales : secret professionnel (p. 45)

Santé : santé publique : enfants (p. 44)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 39 de Mme Patricia Adam (changement de terminologie, notamment substitution du terme "accueil" au terme "placement") (p. 72)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son intervention (p. 73 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 285 de la commission (dispositions de coordination dans le code de l'éducation) (p. 84)

Article 2 (élargissement des missions de la politique de protection de l'enfance à la prévention des risques de danger pour l'enfant)

Son intervention (p. 84 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 172 de Mme Muguette Jacquaint (protection des mineurs étrangers recueillis en France en vertu d'une décision judiciaire de kafala de droit coranique) (p. 88)

Article 3 (assouplissement des conditions de dispense de l'obligation alimentaire)

Son intervention (p. 88)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 173 de Mme Muguette Jacquaint (assouplissement des conditions d'octroi de la nationalité ou d'une carte de séjour temporaire pour les jeunes étrangers scolarisés en France) (p. 89)

Intervient sur l'adt n° 204 de Mme Michèle Tabarot (saisine du tribunal de grande instance par le président du conseil général en vue d'un prononcé d'abandon) (p. 89)

Intervient sur l'adt n° 56 de Mme Patricia Adam (conditions de cessation de l'obligation alimentaire envers les parents naturels en cas d'adoption simple) (p. 89)

Intervient sur l'adt n° 174 de Mme Muguette Jacquaint (accès au placement rapide pour les enfants étrangers isolés se trouvant en zone d'attente) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 55 de Mme Patricia Adam (maintien sur le territoire français des enfants étrangers scolarisés et de leurs parents ainsi que des jeunes étrangers confiés au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 175 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction du placement des mineurs étrangers en centre de rétention administrative) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 9 rectifié de la commission (réglementation de l'installation des établissements vendant des objets à caractère pornographique) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 286 de la commission (compétences du Défenseur des enfants) (p. 90)

Intervient sur l'adt n° 283 de la commission (modalités de la saisine du Défenseur des enfants) (p. 91)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 228 de Mme Geneviève Levy (droit réciproque en matière de relations personnelles entre l'enfant et ses ascendants) (p. 91)

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (droit de l'enfant à entretenir des relations personnelles avec ses ascendants) (p. 91)

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son intervention (p. 92 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 222 de Mme Patricia Adam (extension au PACS de la règle de dévolution de l'autorité parentale en cas de mariage entre l'adoptant et le parent de l'adopté) (p. 97)

Intervient sur l'adt n° 13 rectifié de la commission (droits de l'enfant ayant la capacité de discernement en matière de saisine du juge des affaires familiales sur les conditions d'exercice de l'autorité parentale) (p. 97)

Intervient sur le sous-adt n° 273 de la commission (désignation de l'avocat "si nécessaire" dans la procédure civile) à l'adt n° 125 corrigé de M. Georges Fenech (désignation d'un avocat chargé de défendre un mineur sous emprise sectaire dans les procédures de reconnaissance de droit de visite ou de garde ou les procédures pénales) (p. 98)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Patrick Delnatte (conditions de saisine, par un mineur, du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP)) (p. 117)

Intervient sur l'adt n° 217 de Mme Patricia Adam (possibilité pour les mineurs étrangers dont la loi personnelle prohibe l'adoption de bénéficier du droit commun en matière d'adoption) (p. 120)

Intervient sur l'adt n° 274 de la commission (impossibilité de bénéficier de l'adoption plénière pour les mineurs étrangers ressortissants d'un Etat prohibant cette institution ; possibilité de bénéficier, en revanche, de l'adoption simple) (p. 121)

Intervient sur l'adt n° 219 de Mme Patricia Adam (possibilité pour les mineurs originaires d'un Etat prohibant l'adoption de bénéficier du droit commun en matière d'adoption en cas d'acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité) (p. 123)

Intervient sur l'adt n° 220 de Mme Patricia Adam (accès à la délivrance d'un titre de séjour pour les enfants étrangers recueillis par des Français selon une décision de kafala judiciaire) (p. 123)

Intervient sur l'adt n° 221 de Mme Patricia Adam (possibilité de réclamer la nationalité française pour les enfants étrangers recueillis par des Français selon une décision de kafala judiciaire) (p. 124)

Article 5 (signalement des mineurs en danger)

Son intervention (p. 125 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Serge Blisko (convention entre l'Etat et le président du conseil général pour élargir la prise en charge sociale des mineurs isolés demandeurs d'asile) (p. 130)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 227 de M. Serge Blisko (accès à la carte de séjour temporaire portant la mention "vie privée et familiale" pour les étrangers atteignant leur majorité et préalablement confiés après 16 ans au service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 131)

Article 6 (coordination de la protection administrative et de la protection judiciaire des mineurs en danger)

Son intervention (p. 131 et s.)

Article 7 (secret professionnel partagé)

Son intervention (p. 139 et s.)

Article 8 (création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance)

Son intervention (p. 140 et s.)

Article 9 (l'accueil de jour comme forme nouvelle de placement judiciaire)

Son intervention (p. 141 et s.)

Article 10 (information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection)

Son intervention (p. 143)

Article 11 (engagements réciproques des parents et du service de l'aide sociale à l'enfance au sujet de la prise en charge du mineur)

Son intervention (p. 144)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 95 de Mme Patricia Adam (suppression du contrat de responsabilité parentale permettant la suppression des allocations familiales aux familles défaillantes) (p. 145)

Intervient sur l'adt n° 153 de Mme Muguette Jacquaint (suppression du contrat de responsabilité parentale permettant la suppression des allocations familiales aux familles défaillantes) (p. 145)

Article 12 (création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial)

Son intervention (p. 145 et s.)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Son intervention (p. 153 et s.)

Article 14 (organisation des établissements en unités de vie distinctes en fonction des motifs du placement)

Son intervention (p. 160)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 268 du Gouvernement (décompte du temps de travail des permanents des lieux de vie) (p. 161)

Article 15 (obligation de formation des professionnels participant à des missions de protection de l'enfance à la problématique de l'enfance en danger)

Son intervention (p. 161)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission (rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en oeuvre de la convention internationale relative aux droits de l'enfant) (p. 162)

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Claude Leteurre (transfert au président du conseil général de la tutelle des pupilles de l'Etat) (p. 162)

Intervient sur l'adt n° 115 de Mme Patricia Adam (participation de l'autorité judiciaire à la définition des orientations de la politique départementale de protection de l'enfance) (p. 162)

Article 16 (dispositions transitoires pour organiser les modes d'accueil séparés dans les établissements)

Son intervention (p. 162)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 201 de M. Claude Leteurre (extension du bénéfice de l'accueil collectif à caractère éducatif à tout enfant de moins de six ans y ayant déjà été inscrit) (p. 162)

Intervient sur l'adt n° 117 de Mme Patricia Adam (compensation pour les départements des charges financières induites par leurs nouvelles responsabilités en matière de protection de l'enfance) (p. 162)

Intervient sur l'adt n° 118 de Mme Patricia Adam (compensation pour les départements des charges financières induites par leurs nouvelles responsabilités en matière de protection de l'enfance) (p. 163)

Article 17 (création d'un fonds de financement de la protection de l'enfance pour compenser les charges de la mise en œuvre du projet de loi)

Son intervention (p. 163 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 122 de Mme Patricia Adam (recherche de l'existence ou non d'une reconnaissance paternelle anténatale en cas d'accouchement sous X) (p. 164)

Intervient sur l'adt n° 186 de Mme Muguette Jacquaint (substitution du terme d' "accueil" à celui de "placement" d'enfants pour désigner la prise en charge d'enfants) (p. 165)

Intervient sur l'adt n° 307 du Gouvernement (reconnaissance de la qualification professionnelle des ressortissants européens souhaitant accéder aux métiers du travail social) (p. 166)

Intervient sur l'adt n° 301 de la commission (délégation parentale à un tiers pour les actes de la vie courante relatifs à la surveillance et à l'éducation de l'enfant) (p. 166)

Intervient sur l'adt n° 302 rectifié de la commission (répression de la pédo-pornographie sur Internet) (p. 168)

Intervient sur l'adt n° 306 de la commission (possibilité de reporter une partie du congé de maternité après la naissance de l'enfant) (p. 169)

Intervient sur l'adt n° 264 du Gouvernement (base légale de la commission en charge d'autoriser l'emploi des mineurs dans les entreprises de spectacle ou de mannequinat) (p. 172)

Intervient sur l'adt n° 38 rectifié de la commission (création d'une Délégation parlementaire aux droits de l'enfant dans chacune des deux assemblées du Parlement) (p. 172)

Intervient sur l'adt n° 127 de M. Georges Fenech (contrôle des motivations du choix de l'enseignement à distance) (p. 174)

Intervient sur l'adt n° 128 de M. Georges Fenech (obligation d'utiliser les instruments pédagogiques du Centre national d'enseignement à distance ou d'organismes privés agréés pour les familles pratiquant l'instruction à domicile) (p. 174)

Intervient sur l'adt n° 129 de M. Georges Fenech (entrée en vigueur dès la rentrée scolaire de 2007 du dispositif concernant l'enseignement à distance) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Georges Fenech (nouveau chapitre : "Les organismes de soutien scolaire" au sein du code de l'éducation) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 130 de M. Georges Fenech (qualification des directeurs des organismes privés d'enseignement à distance) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 131 de M. Georges Fenech (régime des incapacités relatives à l'exercice de fonctions au sein d'un organisme privé d'enseignement à distance) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Georges Fenech (régime des incapacités relatives à l'exercice des fonctions de directeur d'un organisme de soutien scolaire) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 134 de M. Georges Fenech (nouveau titre : "Dispositions relatives à l'éducation" au sein du projet de loi) (p. 175)

Intervient sur l'adt n° 240 de M. Serge Blisko (suppression de l'opposition administrative aux donations entre vifs ou par testament au profit de fondations, congrégations et associations) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Georges Fenech (répression des actes visant à empêcher un mineur d'accéder à une éducation permettant son insertion sociale) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Serge Blisko (répression de l'enfermement social des mineurs) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Georges Fenech (répression du défaut de déclaration d'une naissance) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Serge Blisko (sanctions applicables en cas de défaut de déclaration d'une naissance) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Philippe Vuilque (ouverture à compter de la majorité de la victime du délai de prescription en matière d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse commis contre un mineur dans le cadre d'une organisation sectaire) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 137 de M. Georges Fenech (ouverture à compter de la majorité de la victime du délai de prescription en matière d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse commis contre un mineur dans le cadre d'une organisation sectaire) (p. 176)

Intervient sur l'adt n° 138 de M. Georges Fenech (pouvoir du médecin de procéder en cas de nécessité à une transfusion sanguine) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 231 de M. Serge Blisko (pouvoir du médecin de procéder en cas de nécessité à une transfusion sanguine) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Georges Fenech (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 190 de M. Claude Leteurtre (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 141 de M. Georges Fenech (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Philippe Vuilque (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 177)

Intervient sur l'adt n° 142 de M. Georges Fenech (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 211 de M. Philippe Vuilque (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 140 de M. Georges Fenech (renforcement des dispositions permettant de poursuivre les mouvements sectaires faisant du prosélytisme envers la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 210 de M. Philippe Vuilque (renforcement des dispositions permettant de poursuivre les mouvements sectaires faisant du prosélytisme envers la jeunesse) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 212 de M. Philippe Vuilque (répression de la publicité des mouvements sectaires sur Internet) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Philippe Vuilque (enquête sur les délits commis par voie électronique contre les mineurs et personnes vulnérables) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 143 de M. Georges Fenech (nouveau titre : "Protection des enfants contre les dérives sectaires" au sein du projet de loi) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 232 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 178)

Intervient sur l'adt n° 234 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 179)

Intervient sur l'adt n° 241 de M. Bruno Gilles (responsabilité des fournisseurs d'accès en matière de contrôle de l'accès des mineurs aux sites Internet) (p. 179)

Intervient sur l'adt n° 235 de M. Bruno Gilles (prévention de l'accès aux activités de jeu d'argent illégales par voie électronique) (p. 179)

Intervient sur l'adt n° 269 du Gouvernement (abrogation de la condition de nationalité pour le bénéfice de la carte famille nombreuse SNCF) (p. 180)

Intervient sur l'adt n° 308 du Gouvernement (application outre-mer) (p. 180)

Titre

Son intervention (p. 180)

Seconde délibération

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son intervention (p. 180)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Son intervention (p. 181)

Article 27 (sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales)

Son intervention (p. 181)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1496)

Suppléé par M. Jean-Michel Dubernard

Germinal PEIRO

*Dordogne (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides, répartition [25 octobre 2006] (p. 6548)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Son intervention (p. 7196)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : droits à paiement unique (DPU) (p. 7197)

Agriculture : agriculture biologique (p. 7197)

Agriculture : assurance récolte (p. 7197)

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 7197)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 7198)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 7198)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7197)

Chambres consulaires : chambres d'agriculture (p. 7197)

Enseignement agricole (p. 7197)

Retraites : régime agricole (p. 7198)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7241)

Crédits de la mission : "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 7244 et s.)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 8820)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8824)

Son intervention (p. 8825)

Thèmes :

Agriculture : pollution (p. 8821, 8825)

Collectivités territoriales : services publics locaux : eau (p. 8820)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 8826)

Déchets, pollutions et nuisances : principe pollueur payeur (p. 8821)

Eau : tarification sociale (p. 8824)

Eau : eau potable : accès (p. 8824)

Eau : eaux pluviales (p. 8826)

Eau : qualité (p. 8825)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 8824)

Politique économique : prix : eau (p. 8821)

Politiques communautaires : directives : eau (p. 8825)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8826)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 1er (habilitation de Voies Navigables de France à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine)

Son intervention (p. 8841)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives aux ouvrages)

Son amendement n° 300 (p. 8886)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8891)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Son intervention (p. 8913)

Son amendement n° 298 rectifié (p. 8916) : adopté (p. 8917)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8922)

Article 23 ter (crédit d'impôt pour les dépenses d'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux pluviales)

Son amendement n° 349 (p. 8944)

Article 36 (orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son amendement n° 384 : adopté (p. 8972)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9032)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Son intervention (p. 8852)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 8853)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : protection des consommateurs (p. 8853)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : fichiers informatisés (p. 8853)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : responsabilités (p. 8853)

Droits de l'homme et libertés publiques : atteintes à la vie privée : protection (p. 8854)

Etat : Médiateur de la République : surendettement (p. 8853)

Informatique : fichiers : Belgique (p. 8854)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8853)

Ses explications de vote (p. 8862)

Vote pour du groupe socialiste (p. 8862)

Jacques PÉLISSARD

*Jura (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3344 relative à la pérennisation de la filière de récupération des textiles usagés [3 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 48 rectifié (produit textiles – déchets : recyclage et traitement) (p. 7766) : adopté (p. 7767)

Son amendement n° 53 rectifié (taxe perçue par les communes sur les déchets ménagers réceptionnés dans une installation de stockage ou un incinérateur – article 2333-92 du code général des collectivités territoriales : extension aux équipements créés antérieurement au 1^{er} janvier 2006 et aménagements) : adopté (p. 7770)

Son amendement n° 43 (réévaluation des valeurs locatives : plus 1,8 %) : adopté (p. 7778)

Son amendement n° 42 (taxe professionnelle - plafonnement - part du dégrèvement à la charge de la collectivité territoriale : imputation sur les recettes de l'année suivant celle de l'imposition) (p. 7786) : rejeté (p. 7788)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7860)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7860)

Communes : maires : information (p. 7860)

Communes : maires : officiers de police judiciaire (p. 7860)

Communes : maires : prestations familiales (p. 7860)

Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 7860)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7860)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 3

Son amendement n° 66 rectifié (imprimés non sollicités – taxe générale sur les activités polluantes : modification de l'assiette et du montant) (p. 8673) : adopté (p. 8674)

Philippe PEMEZEC

*Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XV : Ville et logement (rénovation urbaine ; équité sociale et territoriale et soutien) (n° 3365) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3374 visant à imposer aux établissements bancaires une obligation d'information envers leurs clients avant toute décision d'interdiction bancaire [17 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [21 février 2007] (n° 3752)

Proposition de loi n° 3801 visant à renforcer l'information des enfants mineurs sur leurs droits dans une procédure de divorce [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Programme personnalisé de réussite éducative [11 octobre 2006] (p. 6033)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1861, posée le 30 janvier 2007. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 924). Appelée le 30 janvier 2007. Maisons médicales de garde, financement (p. 724)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6103)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6103)

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6103)

Droit pénal : génocide : recherches universitaires (p. 6103)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse (p. 6103)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7564)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7654)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7654)

Politique sociale : cohésion sociale : contrats (p. 7654)

TVA : taux réduit : logement (p. 7654)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7564)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7564)

Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)

Son intervention (p. 8798)

Thèmes :

Assurances : contrats (p. 8798, 8799)

Assurances : primes (p. 8798)

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8798)

Banques et établissements financiers : prêts (p. 8798)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8798, 8799)

Proposition de loi n° 3598 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 977)

Son intervention (p. 985)

Thèmes :

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : budget (p. 986)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : concurrence (p. 986)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : rénovation urbaine (p. 986)

Ses explications de vote (p. 985)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 986)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1243)

Thèmes :

Communes : logement social (p. 1244)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : logement (p. 1244)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1243, 1244)

Logement : logement social (p. 1243, 1244)

Logement : aides et prêts : associations (p. 1243)

Dominique PERBEN

Ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REponses AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Cohen. Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [4 octobre 2006] (p. 5769)

M. Richard Dell'Agnola. Sécurité routière. Politique et réglementation. [18 octobre 2006] (p. 6256)

M. Frédéric Dutoit. Transports ferroviaires. SNCF. Dialogue social [24 octobre 2006] (p. 6477)

M. Serge Poignant. Transports routiers. Chauffeurs routiers. Durée du travail, réforme, conséquences [31 octobre 2006] (p. 6780)

M. Jean-Paul Anciaux. Transports ferroviaires. Matériel roulant. Renouvellement, attribution du marché [7 novembre 2006] (p. 6990)

M. Éric Woerth. Transports ferroviaires. SNCF. Grèves, conséquences [7 novembre 2006] (p. 6992)

M. Georges Fenech. Transports aériens. Aéroports. Mesures de sécurité [8 novembre 2006] (p. 7098)

M. Gérard Bapt. Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [15 novembre 2006] (p. 7466)

M. Jean-Jacques Descamps. Sécurité routière. Permis de conduire. Points, aménagement [15 novembre 2006] (p. 7469)

M. François Scellier. Patrimoine culturel. Musée de l'air et de l'espace. Développement, Le Bourget [28 novembre 2006] (p. 8162)

M. Hervé Mariton. Transports. Politique des transports. Vallée du Rhône, arc languedocien [6 décembre 2006] (p. 8607)

M. Gérard Menuel. Transports ferroviaires. SNCF. Grèves, conséquences [13 décembre 2006] (p. 8985)

M. Richard Dell'Agnola. Sécurité routière. Accidents. [10 janvier 2007] (p. 114)

M. François Vannson. Transports ferroviaires. TGV Est. Calendrier, financement [24 janvier 2007] (p. 621)

M. Jacques Bobe. Urbanisme. Permis de construire. Réforme, mise en œuvre [31 janvier 2007] (p. 852)

M. Bernard Depierre. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [7 février 2007] (p. 1009)

M. Jean-Marie Sermier. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles. Véhicules non polluants, développement [13 février 2007] (p. 1116)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Jean-Christophe Lagarde. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. Gare de triage, Drancy [29 novembre 2006] (p. 8240)

M. Jean-Pierre Decool. Voirie. RN 42. Contournement, Borre Pradelles [29 novembre 2006] (p. 8239)

M. Jean-Claude Mignon. Voirie. A 6. Aménagements, Melun [29 novembre 2006] (p. 8234)

M. Jean-Luc Reitzer. Sécurité routière. Permis de conduire. Présentation aux épreuves, délais [29 novembre 2006] (p. 8236)

M. Lionnel Luca. Mer et littoral. Domaine public maritime. Concessions, réforme [29 novembre 2006] (p. 8238)

M. Gérard Voisin. Voirie. Routes. Route Centre-Europe Atlantique, nuisances sonores [29 novembre 2006] (p. 8235)

M. Jacques Desallangre. Transports. Politique des transports. Infrastructures, développement, Aisne [29 novembre 2006] (p. 8237)

M. Kléber Mesquida. Voirie. Autoroutes. Echangeurs, raccordement, Béziers [16 janvier 2007] (p. 287)

M. Joël Giraud. Transports ferroviaires. Alpes du Sud [16 janvier 2007] (p. 288)

M. Claude Birraux. Transports ferroviaires. Ligne Cornavin Eaux-Vives Annemasse. Calendrier, financement [16 janvier 2007] (p. 284)

M. Patrick Beaudouin. Ministères et secrétariats d'Etat. Transports, équipement, tourisme et mer : IGN. Transfert [16 janvier 2007] (p. 283)

M. Jean-Yves Hugon. Transports ferroviaires. TGV. Ligne Poitiers-Limoges [16 janvier 2007] (p. 285)

M. Bruno Bourg-Broc. Voirie. RN 44. Déviation de Chepy, mise en œuvre, Châlons-en-Champagne [20 février 2007] (p. 1302)

M. Lionnel Luca. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Application, biens immobiliers, dépréciation, aides de l'Etat [20 février 2007] (p. 1300)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports. Bruits, lutte et prévention, Orly [20 février 2007] (p. 1301)

Mme Hélène Mignon. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires. Desserte, Melun [20 février 2007] (p. 1299)

M. Axel Poniatowski. Transports urbains. RER. Ligne A, fonctionnement, Cergy-Pontoise [20 février 2007] (p. 1298)

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Blazy : indique qu'il a demandé que l'examen de l'amendement du Gouvernement soit avancé en raison des contraintes de calendrier que lui impose un sommet franco-italien. [23 novembre 2006] (p. 8017)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRANSPORTS

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7622)

Son intervention (p. 7622)

Thèmes avant la procédure des questions :

Parlement : rôle : politique des transports (p. 7622)

Sécurité routière (p. 7622)

Transports : sécurité (p. 7622)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7622)

Transports : transport de marchandises (p. 7622)

Transports par eau : ports fluviaux (p. 7623)

Voie : péages : pollution automobile (p. 7623)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7626)

Crédits de la mission "Transports" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7626 et s.)

Crédits de la mission "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7628)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7650)

Ses réponses (p. 7652 à 7667)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : transports ferroviaires (p. 7651)

Aménagement du territoire : villes nouvelles : voirie (p. 7662)

Aménagement du territoire : zones rurales : transports ferroviaires (p. 7666)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : transports (p. 7652, 7658, 7660)

Entreprises : EADS (p. 7660)

Outre-mer : continuité territoriale : transports aériens (p. 7666)

Régions : Centre : routes nationales (p. 7665)

Régions : contrats de plan Etat-régions : transports (p. 7651, 7658, 7666)

Sécurité routière (p. 7651)

Sécurité routière : contraventions : produits (p. 7667)

Sécurité routière : permis à points : fichiers informatisés (p. 7667)

Sécurité routière : radars (p. 7651)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7650, 7653, 7658)

Transports : infrastructures : contrats de partenariat public-privé (p. 7653, 7658)

Transports : politique des transports : développement durable (p. 7651)

Transports : transport combiné (p. 7651, 7656, 7658)

Transports aériens : aéroports : contrats de partenariat public-privé (p. 7663)

Transports aériens : aviation civile : impôts et taxes (p. 7653)

Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 7655, 7660)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 7654)

Transports aériens : sécurité (p. 7651, 7655)

Transports aériens : sécurité : contrôle parlementaire (p. 7667)

Transports aériens : sécurité : financement (p. 7660)

Transports ferroviaires : Haute-Normandie (p. 7666)

Transports ferroviaires : Rhône-Alpes (p. 7666)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : investissements (p. 7658)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : sécurité (p. 7651, 7655)

Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 7652)

Transports ferroviaires : TGV : Bretagne (p. 7661)

Transports ferroviaires : TGV : Espagne (p. 7650, 7653, 7666)

Transports ferroviaires : TGV : Limousin (p. 7662, 7666)

Transports ferroviaires : TGV Lyon-Turin (p. 7659)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 7650)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 7653)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 7656)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 7655)

Transports par eau : immatriculation des navires : droit communautaire (p. 7666)

Transports par eau : ports maritimes (p. 7651, 7656)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 7651, 7655)

Transports routiers : chauffeurs routiers : durée du travail (p. 7660)

Transports urbains : Ile-de-France (p. 7665)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 7665)

Transports urbains : transports en site propre (p. 7658, 7661)

Travail : chèque-transport (p. 7658, 7660)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 7658)

Voirie : autoroutes : Vaucluse (p. 7666)

Voirie : péages : pollution automobile (p. 7661)

Voirie : routes : investissements (p. 7651)

Voirie : routes nationales : Cantal (p. 7666)

Voirie : routes nationales : Eure (p. 7662)

Voirie : routes nationales : Haute-Loire (p. 7666)

Voirie : routes nationales : Tarn (p. 7661, 7666)

Voirie : tunnels routiers : sécurité routière (p. 7655)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 12

Intervient sur l'adit n° 293 rectifié du Gouvernement (dispositions relatives au permis à points) (p. 8015)

Intervient sur le sous-adit n° 627 de la commission (entrée en vigueur) à l'adit n° 293 rectifié du Gouvernement (p. 8019)

Intervient sur le sous-adit n° 711 de M. Jean-Christophe Lagarde (pas d'amnistie pour les retraits de points et les contraventions) à l'adit n° 293 rectifié du Gouvernement (p. 8019)

Intervient sur le sous-adit n° 712 de M. Jean-Christophe Lagarde (pas d'amnistie pour certaines infractions) à l'adit n° 293 rectifié du Gouvernement (p. 8019)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8016)

Proposition de loi n° 3427 visant à faciliter le transfert des ports maritimes aux groupements de collectivités

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9047)

Son intervention (p. 9047)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 9047)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : syndicats et groupements (p. 9047)

Régions : Basse-Normandie : ports maritimes (p. 9047)

Régions : Haute-Normandie : ports maritimes (p. 9047)

Transports par eau : ports maritimes : intérêt national (p. 9047)

Proposition de loi n° 3598 relative aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense et portant création d'un établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 977)

Son intervention (p. 977)

Thèmes :

Régions : Ile-de-France : aménagement du territoire (p. 978)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : budget (p. 978)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : collectivités territoriales (p. 978)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : missions (p. 978)

Urbanisme : établissement public d'aménagement de La Défense (EPAD) : participation du public (p. 978)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : concurrence (p. 978)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : fiscalité (p. 979)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : rénovation urbaine (p. 978)

Urbanisme : quartier d'affaires de La Défense : transports (p. 979)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Jean-Claude PEREZ

*Aude (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1844, posée le 30 janvier 2007. Justice. Conseils de prud'hommes (J.O. Questions p. 921). Appelée le 30 janvier 2007. Fonctionnement, Carcassonne (p. 715)

Pierre-André PÉRISSOL

*Allier (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [17 octobre 2006] (p. 6183)

Logement. Politique du logement. Droit opposable au logement, modalités [17 janvier 2007] (p. 386)

Logement. Logement social. Droit au logement opposable [23 janvier 2007] (p. 563)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)**

Son intervention (p. 7692)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : pédagogie (p. 7692)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7692)

VILLE ET LOGEMENT**Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)**

Son intervention (p. 7597)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 7597)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7597)

Bâtiment et travaux publics : entreprises : emploi (p. 7597)

Logement : logement social : livret A (p. 7597)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7597)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8585)**

Son intervention (p. 8591)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit immobilier de France (CIF) (p. 8591)

Banques et établissements financiers : Société de crédit immobilier des chemins de fer (SOCRIF) (p. 8592)

Logement : politique du logement : financement (p. 8591)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété (SACICAP) : action sociale (p. 8592)

Logement : aides et prêts : accessions à la propriété (p. 8591)

Discussion des articles [6 décembre 2006] (8593)

Article 1er (ratification et modifications de l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété)

Son intervention (p. 8596)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)**

Son intervention (p. 1239)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1240)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1239, 1240)

Logement : logement social (p. 1240)

Logement : logements vacants (p. 1240)

Logement : aides et prêts : accessions à la propriété (p. 1240)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 1240)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

*Haute-Vienne (3^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'être secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 octobre 2006] (p. 14744)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Plan de cohésion sociale [21 novembre 2006] (p. 7803)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1849, posée le 30 janvier 2007. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels (J.O. Questions p. 922). Suppléée par M. Jean-Marie Aubron. Appelée le 30 janvier 2007. Revendications (p. 729)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****POLITIQUE DES TERRITOIRES****Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)**

Son intervention (p. 7386)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions : politique du tourisme (p. 7387)

Tourisme et loisirs : chèques vacances (p. 7386)

Tourisme et loisirs : personnes âgées (p. 7387)

Tourisme et loisirs : tourisme social : associations (p. 7386)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 7386)

TRANSPORTS**Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :**

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7661)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : transports ferroviaires (p. 7662)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : transports (p. 7661)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 7661)

Transports ferroviaires : TGV : Limousin (p. 7662)

Nicolas PERRUCHOT

*Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 8 : Culture (patrimoines) (n° 3363) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3570 visant à mettre à la charge des étrangers en situation irrégulière le coût engendré par les décisions d'expulsion [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Impôt sur les sociétés. Imposition forfaitaire annuelle. Réforme conséquences [15 novembre 2006] (p. 7468)

Union européenne. BCE. Missions [19 décembre 2006] (p. 9151)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1751, posée le 5 décembre 2006. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 12586). Appelée le 5 décembre 2006. Couverture du territoire (p. 8495)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6232)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : fiscalité (p. 6233)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 6233)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6233)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6233)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6233)

Finances publiques : dette publique (p. 6233)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6233)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6232)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6233)

Partis et mouvements politiques : Union pour un mouvement populaire (UMP) : finances publiques (p. 6233 et s.)

Régions : fiscalité : gauche (p. 6233)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 277 rectifié de M. Charles de Courson (parts de sociétés – donation avec pacte de conservation : abattement porté de 50 % à 75 %) (p. 6337)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 122 de M. Didier Migaud (bénévoles auprès d'associations : crédit d'impôt) (p. 6368)

Article 8 (aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)

Son intervention (p. 6375)

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7513)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : crédits (p. 7513)

Entreprises : mécénat (p. 7514)

Patrimoine culturel : crédits (p. 7513)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7513)

Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 7513)

Patrimoine culturel : musées (p. 7513, 7514)

Patrimoine culturel : musées : personnel (p. 7513)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 7513, 7514)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7029)

Gens du voyage : permis de chasser (p. 7030)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 7030)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 6

Son amendement n° 371 précédemment réservé (statut de la profession de correspondant de nuit) (p. 8208) : rejeté (p. 8209)

Après l'article 12 bis

Son amendement n° 372 (fichier national informatisé des permis de chasser) : rejeté (p. 8332)

Bernard PERRUT

*Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

Rapporteur du projet de loi de modernisation du dialogue social (n° 3456) [22 novembre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XIII : Travail et emploi (n° 3364) [12 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de modernisation du dialogue social (n° 3456) [29 novembre 2006] (n° 3465)

Proposition de loi n° 3627 visant à encadrer les délais de paiement dans la sous-traitance industrielle [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3758 visant à instituer une prestation de serment pour les maires et les adjoints des communes de la République française [21 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Négociations. Dialogue social, réforme [28 novembre 2006] (p. 8161)

Emploi. Politique de l'emploi. [13 février 2007] (p. 1119)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5791)

Thèmes :

Entreprises : actionnariat salarié (p. 5791)

Entreprises : épargne salariale (p. 5791)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5791)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5791)

Sociétés : participation aux résultats (p. 5791, 5792)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6527)

Son intervention (p. 6557)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6558)

Entreprises : allégement des charges : petites et moyennes entreprises (p. 6527)

Famille : politique familiale (p. 6527 et 6558)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 6558)

Politique sociale : aide sociale (p. 6558)

Politique sociale : solidarité (p. 6527, 6558 et s.)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 6558)

Professions de santé : diplômés (p. 6559)

Retraites : généralités : majorations des pensions (p. 6559)

Sécurité sociale : déficit (p. 6527)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6557, 6558)

Sécurité sociale : financement (p. 6557)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7453)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7453)

Anciens combattants et victimes de guerre : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) (p. 7453)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7453)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7453)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7453)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 7154)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 7154, 7155)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7154)

Enseignement supérieur : orientation scolaire et professionnelle : formation en alternance (p. 7155)

Entreprises : recrutement (p. 7154, 7155)

Entreprises : allégement des charges (p. 7154)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 7154, 7155)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7155)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 7154)

Travail : crédits (p. 7154, 7155)

Travail : contrats de travail (p. 7155)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7179)

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son intervention (p. 7183)

Article 61 (diversification des ressources de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes - AFPA)

Son intervention (p. 7186 et s.)

Après l'article 61

Intervient sur l'ad n° 125 rectifié de M. Yves Jégo (extension de l'accès au chèque emploi-service) (p. 7188)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Son intervention (p. 8534)

Thèmes :

Entreprises : concertation avec le personnel (p. 8535)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 8537)

Politique sociale : dialogue social (p. 8534 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 8535)

Travail : code du travail (p. 8537)

Travail : droit du travail (p. 8535, 8536)

Travail : négociations (p. 8535)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 30 rectifié de M. Alain Vidalies (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8567)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Maxime Gremetz (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8567)

Intervient sur l'ad n° 45 de Mme Martine Billard (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8567)

Intervient sur l'ad n° 36 de M. Alain Vidalies (appréciation de la représentativité nationale des organisations syndicales en fonction des résultats d'une élection de représentativité réservée aux organisations respectant les valeurs républicaines) (p. 8571)

Intervient sur l'ad n° 14 de M. Maxime Gremetz (subordination de la validité des conventions collectives à la signature d'organisations syndicales représentant une majorité de salariés) (p. 8572)

Intervient sur l'ad n° 15 rectifié de M. Maxime Gremetz (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur applicables en vertu d'une convention) (p. 8574)

Intervient sur l'ad n° 23 de M. Alain Vidalies (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur) (p. 8574)

Intervient sur l'ad n° 29 de M. Alain Vidalies (suppression d'une disposition remettant en cause les règles relatives au contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 8576)

Intervient sur l'ad n° 28 de M. Alain Vidalies (durée du mandat des délégués du personnel) (p. 8577)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8613 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Francis Vercamer (élaboration, par le Gouvernement, d'un document d'orientation sur la réforme des règles de représentativité des organisations syndicales) (p. 8629)

Intervient sur l'adt n° 44 de M. Alain Vidalies (rapport au Parlement sur la mise en œuvre de l'accord du 12 décembre 2001 sur le dialogue social dans l'artisanat) (p. 8630)

Article 2 (modification des attributions de la commission nationale de la négociation collective et du comité supérieur de l'emploi)

Son intervention (p. 8361)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 22 de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (participation des associations de protection de l'environnement au dialogue préalable à toute décision en matière d'environnement) (p. 8631)

Christian PHILIP

*Rhône (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'évolution de la République de Chypre depuis son adhésion à l'Union européenne [22 novembre 2006] (n° 3458)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Pour une Europe en mouvement - Mobilité durable pour notre continent - Examen à mi-parcours du Livre blanc sur les transports publié en 2001 par la Commission européenne [6 décembre 2006] (n° 3503)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 octobre au 4 décembre 2006 (n°s E 3103 annexe 6, E 3278 à E 3284, E 3286 à E 3296, E 3298 à E 3307, E 3312, E 3313, E 3315 à E 3319, E 3322, E 3325, E 3327, E 3330, E 3332 à E 3337, E 3342 à E 3344, E 3346 et E 3347) et sur les textes n°s E 2385, E 2847, E 2862, E 3042, E 3089, E 3115, E 3137, E 3145, E 3151, E 3157, E 3158, E 3177, E 3193, E 3205, E 3221, à E 3224, E 3235, E 3249, E 3276 et E 3277 [6 décembre 2006] (n° 3504)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les échanges d'informations et la protection des données à caractère personnel dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale (COM [2005] 475 final/n° E 2977), (COM [2005] 490 final/n° E 2981) et (COM [2005] 695 final/n° E 3066) [13 février 2007] (n° 3695)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 janvier au 12 février 2007 (n°s E 3376, E 3381, E 3382, E 3387, E 3388, E 3391, E 3394, E 3397 à E 3420, E 3422 à E 3425, E 3427 à E 3439, E 3442 et E 3444 à E 3446) et sur les textes n°s E 2572, E 2666, E 3056, E 3108, E 3129, E 3143, E 3206,

E 3251, E 3254, E 3311, E 3321, E 3323, E 3324, E 3328, E 3329, E 3340, E 3360 et E 3371 [21 février 2007] (n° 3765)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 13 février au 19 mars 2007 (n°s E 3449, E 3450, E 3454, E 3457 à E 3467 et E 3469) et sur les textes n°s E 2606, E 2821, E 2951, E 3016, E 3039, E 3044, E 3065, E 3101, E 3119, E 3166, E 3202 à E 3204, E 3207, E 3210 à E 3213, E 3246, E 3260, E 3262, E 3264, E 3265, E 3297, E 3308, E 3310, E 3355, E 3364, E 3365, E 3392, E 3393 et E 3443 [20 mars 2007] (n° 3785)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)

Article 32 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 6457)

Étienne PINTÉ

*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Liban. Situation politique [13 décembre 2006] (p. 8985)

DEBATS

Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)

Son intervention (p. 6122)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6122, 6123)

Chômage : indemnisation : intermittents du spectacle (p. 6123)

Syndicats : accords professionnels (p. 6123)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6123)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6281)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 6282)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6282)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6282)

Etat : missions régaliennes (p. 6282)

Finances publiques : généralités (p. 6282)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Son intervention (p. 7691)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : enseignement privé (p. 7691 et s.)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7692)

Enseignement privé : élèves : effectifs (p. 7691 et s.)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Son intervention (p. 7580)

Thèmes :

Justice : moyens (p. 7581)

Justice : exécution des décisions (p. 7581)

Justice : greffiers : effectifs (p. 7581)

Justice : réforme (p. 7580)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Procédure des questions :

Etrangers : expulsion : famille (p. 7047)

Police : commissariats : Versailles (p. 7046)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7610)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1234)

Thèmes :

Communes : construction (p. 1234, 1235)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1234, 1235)

Logement : logement social (p. 1234, 1235)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1235)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1366)

Après l'article 6 M

Son amendement n° 97 rectifié (salariés intérimaires : affectation de fonds correspondant à la taxe d'apprentissage à des actions en faveur de la formation continue et de l'aide au logement) (p. 1383) : adopté (p. 1384)

Michel PIRON

*Maine-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 23 février 2007] (p. 3330)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modification en deuxième lecture par le Sénat, relatif à la fonction publique territoriale (n° 3547) [6 février 2007] (n° 3660)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Politique du logement. [9 janvier 2007] (p. 34)

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet : rappelle que l'article 1er du projet de loi instituant le droit opposable au logement a fait l'objet d'un accord sur le fond ; en appelle en conséquence à une poursuite sereine des débats [20 février 2007] (p. 1362)

*DEBATS***Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6042)

Thèmes :

Elections et référendums : éligibilité : conseils municipaux (p. 6043)

Fonction publique territoriale : centres de gestion (p. 6043)

Fonction publique territoriale : centres de gestion : catégorie A (p. 6043)

Fonction publique territoriale : centres de gestion : concours (p. 6043)

Fonction publique territoriale : Conseil supérieur de la fonction publique (p. 6042, 6056)

Fonctionnaires et agents publics : catégorie A : retraites (p. 6042)

Fonctionnaires et agents publics : discipline (p. 6043)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition : coopération intercommunale (p. 6043)

Formation professionnelle : congé individuel de formation (p. 6043)

Formation professionnelle : validation des acquis de l'expérience (p. 6043)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Ses observations : attire l'attention de ses collègues sur le fait que de nombreux amendements ont été déclarés irrecevables étant donné qu'il est rare qu'une mesure réformant l'organisation d'une fonction publique ou la carrière de ses agents ne constitue pas une charge publique [11 octobre 2006]

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 182 de M. Paul Giacobbi (ensemble des règles à caractère législatif, y compris le droit à la formation, regroupé au sein de la loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale) (p. 6065)

Article 1er (définition et contenu de la formation professionnelle tout au long de la vie)

Son intervention (p. 6066 et s.)

Article 2 (modalités d'exercice des actions de formation)

Son intervention (p. 6069)

Article 3 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle)

Son intervention (p. 6070 et s.)

Article 4 (formations obligatoires, dérogations du fait de l'expérience professionnelle et obligations de servir)

Son intervention (p. 6071)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (congé pour validation des acquis de l'expérience - congé pour bilan de compétences) (p. 6072)

Article 7 A (mission de représentation conférée au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6072)

Article 8 (missions du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6075 et s.)

Article 9 (financement du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6076)

Article 10 (attribution à un centre de gestion de la gestion des agents "A+")

Son intervention (p. 6077)

Article 11 (organisation régionale des centres de gestion)

Son amendement n° 100 : adopté (p. 6077)

Article 12 (affiliation volontaire aux centres de gestion pour la gestion des agents TOS)

Son intervention (p. 6078)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 278 de M. Bernard Derosier (suppression du dispositif dérogatoire applicable aux départements de la petite couronne parisienne pour les élections aux conseils d'administration des centres de gestion) (p. 6078 et s.)

Article 13 (financement des centres de gestion et modalités de transfert des compétences du Centre national de la fonction publique territoriale)

Ses amendements n°s 101 et 102 : adoptés (p. 6079)

Article 14 (compétences obligatoires des centres de gestion)

Son intervention (p. 6079 et s.)

Son amendement n° 103 : adopté (p. 6079)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jacques Alain Bénisti (ensemble des concours, hormis ceux réservés au Centre national de la fonction publique territoriale, organisé exclusivement par les centres de gestion) (p. 6080)

Article 15 bis (transmission d'informations aux régimes de retraite)

Son intervention (p. 6080)

Article 15 ter (compétences facultatives des centres de gestion en matière de contrôle des règles de sécurité)

Son intervention (p. 6081)

Article 15 quater (compétences facultatives des centres de gestion en matière de comptes épargne-temps des personnels)

Son intervention (p. 6081)

Article 15 quinquies (rôle des centres de gestion en matière de contrats d'assurance couvrant les risques statutaires)

Son intervention (p. 6081)

Article 17 (création d'une conférence régionale pour l'emploi public territorial)

Son intervention (p. 6081 et s.)

Avant l'article 18 A

Intervient sur l'adt n° 275 du Gouvernement (maintien du contrat à durée indéterminée de l'agent non titulaire recruté par la même collectivité pour un nouveau poste avec des fonctions similaires) (p. 6082 et s.)

Intervient sur l'adt n° 224 rectifié du Gouvernement (agents en contrat à durée indéterminée : évolution de la rémunération et mise à disposition) (p. 6083)

Article 18 A (possibilité pour une collectivité membre d'un EPCI non obligatoirement affilié à un centre de gestion de constituer des commissions administratives paritaires communes avec cet EPCI)

Son intervention (p. 6083)

Article 18 C (création de comités techniques paritaires communs à l'EPCI et aux communes adhérentes)

Son intervention (p. 6083 et s.)

Après l'article 18 C

Intervient sur l'adt n° 132 de Mme Muguette Jacquaint (abrogation de la loi du 26 juillet 2005, instaurant notamment les contrats à durée indéterminée dans la fonction publique) (p. 6084)

Article 18 (rôle des comités techniques paritaires)

Son intervention (p. 6084 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 135 de Mme Muguette Jacquaint (établissement de statistiques sexuées par l'observatoire de l'emploi public territorial) (p. 6086)

Article 19 (organisation des concours de recrutement)

Son intervention (p. 6086)

Article 21 (prise en compte de l'expérience professionnelle dans le cadre de la promotion interne "au choix")

Son intervention (p. 6087)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 140 de Mme Muguette Jacquaint (curriculum vitae anonyme pour le recrutement d'agents titulaires ou contractuels) (p. 6088)

Article 21 bis (prise en compte de l'ancienneté d'agents de catégorie A relevant de la filière administrative intégrés dans les cadres)

Son intervention (p. 6088)

Article 22 (extension des cas de suspension de la période d'inscription sur une liste d'aptitude)

Son intervention (p. 6138)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 223 du Gouvernement (ratios d'avancement de grade déterminés par les employeurs locaux) (p. 6139)

Article 23 (instauration d'un mécanisme de régulation des mutations intervenant rapidement après la titularisation des agents territoriaux)

Son intervention (p. 6140 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 166 de M. Patrick Beaudouin (policiers municipaux : obligation de servir trois ans la collectivité qui a financé leur formation) (p. 6142)

Article 24 (abaissement des seuils de création des emplois fonctionnels)

Son intervention (p. 6142)

Article 25 (octroi d'autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical)

Son intervention (p. 6143)

Article 26 bis (conservation des avantages collectivement acquis pour les agents affectés dans un syndicat mixte)

Son intervention (p. 6144)

Article 28 (extension des cas de sanctions ne conduisant pas à la révocation du sursis assorti à une exclusion temporaire de fonctions)

Son intervention (p. 6144)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 44 rectifié de la commission (présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale) (p. 6144)

Article 28 bis (règles de délibération des conseils de discipline)

Son intervention (p. 6144)

Article 28 ter (définition de l'emploi supprimé)

Son intervention (p. 6145)

Article 28 quater (rémunération du fonctionnaire pris en charge en raison de la suppression de son emploi)

Son intervention (p. 6145)

Article 29 (monétisation compensant l'absence de mise à disposition d'agents au bénéfice d'organisations syndicales)

Son intervention (p. 6146)

Article 29 bis (conservation du régime indemnitaire et des avantages acquis pour les agents transférés d'une collectivité vers un établissement public ou d'un établissement public vers une collectivité)

Son intervention (p. 6146)

Après l'article 29 bis

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (création d'un titre emploi collectivité) (p. 6147)

Article 30 (création d'un chapitre relatif à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine préventive au sein du statut de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6147 et s.)

Article 31 (coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984)

Son intervention (p. 6149)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (coordination dans une disposition de la loi du 5 janvier 1988) (p. 6149)

Article 32 (coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 12 juillet 1984)

Son intervention (p. 6150)

Article 32 bis (dérogation à la limite d'âge pour les agents occupant certains emplois fonctionnels)

Son intervention (p. 6150)

Article 32 ter (extension de la possibilité de recruter des agents non titulaires pour l'emploi de secrétaire de mairie)

Son intervention (p. 6150 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 188 de M. Bernard Derosier (délégation de signature du maire aux responsables de services) (p. 6152)

Article 33 bis (effectif maximal de collaborateurs recrutés par l'autorité territoriale)

Son intervention (p. 6153)

Article 33 ter (recours à un agent non titulaire pour pourvoir un poste imposé à la collectivité)

Son intervention (p. 6153)

Article 34 (abrogation d'articles du code des communes)

Son intervention (p. 6153)

Article 34 bis (participation d'un agent territorial aux commissions chargées de l'octroi d'une délégation de service public)

Son intervention (p. 6153)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 282 de la commission (transfert du personnel et des biens d'un centre communal d'action sociale vers un centre intercommunal d'action sociale) (p. 6154)

Article 35 quater (possibilité de maintenir les avantages indemnitaires des fonctionnaires de l'Etat transférés aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 6154)

Article 39 (inéligibilité des agents des EPCI aux élections municipales dans les communes membres de l'EPCI)

Son intervention (p. 6155 et s.)

Article 40 (moyens de défense de l'ordonnateur qui n'est plus en fonction lors de l'examen de l'exercice par la chambre régionale des comptes)

Son intervention (p. 6157)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 243 de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet (agrément des formateurs des élus conditionné à l'absence de condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis) (p. 6157)

Intervient sur l'adt n° 276 rectifié du Gouvernement (consultation du conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement pour l'attribution de logements de fonction aux personnels TOS) (p. 6158)

Intervient sur l'adt n° 274 rectifié du Gouvernement (modalités de transfert des personnels TOS non affectés dans les lycées et collèges au moment du transfert des services aux collectivités territoriales) (p. 6158)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Bernard Derosier (promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale) (p. 6158)

Intervient sur le sous-adt n° 284 rectifié de M. Jean-Pierre Dufau (à partir du rapport sur l'état de la collectivité) à l'adt n° 208 de M. Bernard Derosier (p. 6158)

Intervient sur le sous-adt n° 285 rectifié de M. Jean-Pierre Dufau (selon un plan pluriannuel arrêté par l'autorité territoriale) à l'adt n° 208 de M. Bernard Derosier (p. 6158)

DEUXIEME LECTURE**Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1045)**

Son intervention (p. 1047)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : action sociale (p. 1048)

Fonction publique territoriale : Centre national de la fonction publique territoriale : catégorie A (p. 1047)

Fonction publique territoriale : centres de gestion (p. 1048)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition : contrats à durée indéterminée (p. 1047)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 1047)

Syndicats : autorisations d'absence (p. 1047)

Travail : comptes épargne-temps : compensations financières (p. 1048)

Discussion des articles [7 février 2007] (p. 1056)*Article 18 AB (évolution de la rémunération et mise à disposition des agents publics titulaires d'un contrat à durée indéterminée)*

Son intervention (p. 1056 et s.)

Article 28 bis A (présidence des conseils de discipline par l'autorité territoriale)

Son intervention (p. 1057)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)**

Son intervention (p. 6102)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression : histoire (p. 6102)

Parlement : rôle : histoire (p. 6102)

Ses explications de vote (p. 6112)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES****Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)**

Son intervention (p. 6751)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : endettement (p. 6751)

Collectivités territoriales : compensations financières (p. 6751)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 6751)

Finances publiques : dette publique (p. 6751)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 6751)

VILLE ET LOGEMENT**Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)**

Son intervention (p. 7595)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 7595)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7595)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7596)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7596)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7596)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)**

Son intervention (p. 9004)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 9004)

Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 9005)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 569)

Son intervention (p. 572)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 572)

Fonctionnaires et agents publics : accords professionnels (p. 572)

Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 572)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 572)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : mise à disposition (p. 572)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 572)

Ses explications de vote (p. 581)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 581)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 763)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 763)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 763)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 776)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1205)

Son intervention (p. 1224)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1253)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1225, 1254)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 1225, 1226)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1205, 1225)

Logement : logement social (p. 1225, 1254)

Logement : logements vacants (p. 1225, 1254)

Logement : mal logés (p. 1225)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 1254)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 1225)

Logement : aides et prêts : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (p. 1225)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1225)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1225)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 1254)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1205)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1253)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1262)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 301 (régime fiscal des investissements destinés à pérenniser les places d'hébergement d'urgence : TVA à taux réduit et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 1268) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 1269)

Après l'article 1er quater

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Jean-Yves Le Bouillonec (extension du droit opposable au logement à tous les logements sociaux correspondant à la définition de l'article 55 de la loi SRU) (p. 1272)

Article 2 (procédure de médiation)

Son intervention (p. 1329 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jean-Yves Le Bouillonec (prise en compte dans le dispositif d'opposabilité des logements ayant bénéficié de l'aide de l'ANAH) (p. 1349 et s.)

Intervient sur l'adt n° 307 de M. Jean-Yves Le Bouillonec (saisine de la commission de médiation dans les cas de non-respect de l'article 55 de la loi SRU ; dispositions transitoires d'accès au parc locatif privé par l'intermédiaire de la collectivité ou de l'établissement public concerné) (p. 1355)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonec (cf supra) (p. 1362)

Son intervention (p. 1364 et s.)

Article 6 M (clarification des règles en matière de domiciliation)

Son intervention (p. 1380 et s.)

Après l'article 6 N

Intervient sur l'adt n° 279 de M. Patrick Braouezec (suppression du contrat "nouvelles embauches (CNE)") (p. 1389)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre-Christophe Baguet (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1393 et s.)

Article 6 bis (ratification des ordonnances relatives à la création du régime social des indépendants et instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants)

Son intervention (p. 1397 et s.)

Article 7 (création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son intervention (p. 1422)

Après l'article 6 E

Son amendement n° 299 précédemment réservé (conditions de financement hypothécaire de la construction d'un logement en bail à construction ou de son acquisition en cours de bail) (p. 1458) : adopté (p. 1459)

Après l'article 6 L

Son amendement n° 300 rectifié précédemment réservé (extension du dispositif "Borloo dans l'ancien") : adopté après modification (suppression du gage) (p. 1462)

Ses explications de vote (p. 1466 et s.)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1467)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[22 février 2007] (p. 1531)**

Son intervention (p. 1537)

Thèmes :

- Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1537)
- Collectivités territoriales : compétences : logement (p. 1537)
- Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1537)
- Logement : logement social (p. 1537)
- Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1537)

Serge POIGNANT

*Loire-Atlantique (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome II : Développement et régulation économiques (n° 3365) [12 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de l'article 4 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique et des articles 48 et 49 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole fixant les objectifs de développement des biocarburants et établissant le régime juridique des huiles végétales pures [25 octobre 2006] (n° 3397)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Politique de l'environnement. Pacte national [10 octobre 2006] (p. 5945)

Transports routiers. Chauffeurs routiers. Durée du travail, réforme, conséquences [31 octobre 2006] (p. 6780)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6913)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 6913, 6914)

Emploi : réductions de cotisations patronales sur les bas salaires (p. 6914)

Entreprises : création : aides (p. 6914)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6913 et s.)

Entreprises : transmission (p. 6914)

Formation professionnelle : financement (p. 6914)

Hôtellerie et restauration : durée du travail (p. 6914)

Professions libérales : centres et associations de gestion agréés (p. 6914)

Régions : contrats de plan Etat-régions : artisanat (p. 6914)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6936)

Après l'article 46

Intervient sur l'adit n° 78 de M. Jean-Louis Christ (exclusion de la profession de prothésistes dentaires de l'assujettissement à la taxe pour le développement d'un certain nombre de secteurs d'activité prévue à l'article 71-E de la loi de finances rectificative du 30 décembre 2003) (p. 6939)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[7 novembre 2006] (p. 6965)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6974)

Son intervention (p. 6981)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 6975)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 6975, 6981)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : missions de service public (p. 6981)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6975, 6981)

Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 6975)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 6981)

Energie et carburants : tarification sociale (p. 6981)

Entreprises : action spécifique (p. 6981)

Entreprises : GDF / SUEZ : fusion (p. 6981)

Ses explications de vote (p. 6998)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 6999)

Béregère POLETTI

*Ardennes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, conséquences, Ardennes [18 octobre 2006] (p. 6258)

Emploi. Politique de l'emploi. Ardennes [21 novembre 2006] (p. 7804)

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [23 janvier 2007] (p. 567)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1862, posée le 30 janvier 2007. Transports ferroviaires. TGV Est (J.O. Questions p. 924). Appelée le 30 janvier 2007. Tarification, conséquences (p. 734)

Axel PONIATOWSKI

*Val-d'Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 6 octobre 2006] (p. 14833)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport (n° 3387) [31 octobre 2006]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport (n° 3387) [9 janvier 2007] (n° 3553)

Proposition de loi n° 3584 instituant une TVA sociale [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Construction. [8 novembre 2006] (p. 7103)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1804, posée le 9 janvier 2007. Etablissements de santé. Etablissements privés (J.O. Questions p. 169). Appelée le 9 janvier 2007. Fondation Chantepie-Mancier, situation financière, L'Isle-Adam (p. 19)

n° 1916, posée le 20 février 2007. Transports urbains. RER (J.O. Questions p. 1645). Appelée le 20 février 2007. Ligne A, fonctionnement, Cergy-Pontoise (p. 1298)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6281)

Thèmes :

Donations et successions : exonérations : résidence principale (p. 6281)

Logement (p. 6281)

Projet de loi n° 3387 autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 janvier 2007] (p. 191)

Son intervention (p. 192)

Thèmes :

Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 193)

Etat : souveraineté (p. 193)

Organisations internationales : Agence internationale de lutte contre le dopage (p. 192)

Organisations internationales : UNESCO (p. 192)

Sports : dopage (p. 192, 193)

Sports : Tribunal arbitral du sport (TAS) (p. 193)

Josette PONS

*Var (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1763, posée le 5 décembre 2006. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 12589). Appelée le 5 décembre 2006. Incendies de forêt, mise en œuvre, Var (p. 8496)

n° 1805, posée le 9 janvier 2007. Défense. Armement (J.O. Questions p. 169). Appelée le 9 janvier 2007. Atelier industriel de l'aéronautique, emploi et activité, Cuers-Pierrefeu (p. 27)

Daniel POULOU

*Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Parents d'élèves. Statut [15 novembre 2006]
(p. 7469)

Bernard POUSET

*Indre (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes
présentant un risque aggravé de santé (n° 3457) [22 novembre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales sur le projet de loi relatif à l'accès au crédit
des personnes présentant un risque aggravé de santé (n° 3457)
[6 décembre 2006] (n° 3492)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurances. Prêts. Discriminations fondées sur l'état de santé
[16 janvier 2007] (p. 301)

*DEBATS***Projet de loi n° 3457 relatif à l'accès au crédit des personnes
présentant un risque aggravé de santé**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8786)**

Son intervention (p. 8788)

Thèmes :

Assurances : contrats (p. 8789)

Assurances : primes (p. 8789)

Banques et établissements financiers : crédit (p. 8788)

Droits de l'homme et libertés publiques : droits du malade (p. 8789,
8790)

Santé : cancer (p. 8788)

Santé : sida (p. 8788)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8800)

*Article 1er (nature, signataires et objet de la convention nationale
relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque
aggravé de santé)*

Son intervention (p. 8800 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse
(retranscription dans le code des assurances de la convention
"S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé
(AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen
(retranscription dans le code des assurances de la convention
"S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé
(AERAS)") (p. 8802)

Intervient sur l'adt n° 8 de Mme Jacqueline Fraysse (publicité de la
convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé
(AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 18 de M. Luc Chatel (publicité de la
convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé
(AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Jean-Marie Le Guen (publicité de la
convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé
(AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription
dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et
emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8803)

Intervient sur l'adt n° 7 de Mme Jacqueline Fraysse (retranscription
dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et
emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. Jean-Marie Le Guen (retranscription
dans le code de la consommation de la convention "S'assurer et
emprunter avec un risque aggravé de santé (AERAS)") (p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 10 de Mme Jacqueline Fraysse (publicité de
la convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de
santé (AERAS)" lors de l'adhésion à un contrat d'assurance de prêt
(p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Luc Chatel (publicité de la
convention "S'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé
(AERAS)" lors de l'adhésion à un contrat d'assurance de prêt
(p. 8804)

Intervient sur l'adt n° 12 de Mme Jacqueline Fraysse (obligation de
motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805)

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Luc Chatel (obligation de motiver
un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Jean-Marie Le Guen (obligation de
motiver un refus de prêt lié à l'état de santé de l'intéressé) (p. 8805)

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Jacqueline Fraysse (sanctions
frappant les organismes ayant entravé de manière discriminatoire
l'application de la convention "S'assurer et emprunter avec un
risque aggravé de santé (AERAS)" dans le domaine de l'assurance
de prêt) (p. 8807)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Jean-Marie Le Guen (sanctions
frappant les organismes ayant entravé de manière discriminatoire
l'application de la convention "S'assurer et emprunter avec un
risque aggravé de santé (AERAS)" dans le domaine de l'assurance
de prêt) (p. 8807)

*Article 2 (rubriques obligatoires de la convention nationale relative à
l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de
santé)*

Son intervention (p. 8808)

*Article 3 (pérennité du dispositif conventionnel d'accès au crédit des
personnes présentant un risque aggravé de santé)*

Son intervention (p. 8808 et s.)

Article 4 (évaluation de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé dans les six mois précédant son échéance)

Son intervention (p. 8809)

Article 5 (applicabilité de la loi à la convention déjà signée et évaluation intermédiaire de la convention nationale en vigueur à la date de publication de la loi)

Son intervention (p. 8809)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 6 de la commission (accès des assurés aux éléments médicaux recueillis par les compagnies d'assurance) (p. 8809)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son intervention (p. 9033)

Article 41 (Office national de l'eau et des milieux aquatiques)

Son intervention (p. 9035)

Proposition de loi n° 3227 relative à la revalorisation des pensions pour les personnes invalides

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 541)

Son intervention (p. 544)

Thèmes :

Démographie : natalité (p. 547)

Emploi : politique de l'emploi (p. 547)

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 547)

Handicapés : pensions des invalides (p. 545)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 545, 546)

Retraites : généralités : Fonds de solidarité vieillesse (p. 545)

Retraites : généralités : réforme (p. 545 et s.)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 547)

Jean-Luc PRÉEL

*Vendée (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1744)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Dossier médical personnel. Mise en œuvre [24 janvier 2007] (p. 616)

Professions de santé. Ordre professionnel. Infirmiers, création, décrets d'application, publication [14 février 2007] (p. 1171)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6516)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6527)

Son intervention (p. 6530)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6583)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 6584)

Assemblée nationale : amendements (p. 6584)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6530, 6531)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 6533)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6532, 6533)

Personnes âgées : dépendance (p. 6534)

Professions de santé : démographie (p. 6527)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 6527)

Retraites : généralités : réforme (p. 6533, 6534)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 6534)

Santé : accès aux soins (p. 6532, 6533)

Santé : politique de la santé (p. 6532, 6533)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 6530)

Sécurité sociale : déficit (p. 6517, 6527, 6530 et 6584)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6530)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 6532)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 1er (approbation au titre de l'exercice 2005 des tableaux d'équilibre)

Son intervention (p. 6591)

Article 3 (rectification pour 2006 des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 6591)

Article 4 (rectification du montant de la dotation et du plafond de dépenses du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV)

Son intervention (p. 6592)

Article 5 (contribution exceptionnelle assise sur le chiffre d'affaires hors taxes 2006 due par les entreprises de vente en gros de spécialités pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6596)

Article 6 (rectification pour 2006 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale – rectification pour 2006 des prévisions de recettes affectées au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6598)

Article 8 (rectification pour 2006 du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie -ONDAM)

Son intervention (p. 6599)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 94 de la commission (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Intervient sur l'adt n° 84 de M. Jean-Luc Prél (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Intervient sur l'adt n° 92 de M. Patrick Beaudouin (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) (p. 6604)

Son amendement n° 84 (exonération de cotisations sociales personnelles d'assurance maladie en cas d'installation de professionnels libéraux en zone franche urbaine ou en zone de renouvellement urbain) : rejeté (p. 6604)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6606 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6613)

Article 18 (taux de la contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur leur chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 6640)

Article 19 (affectation du produit net comptable des cessions des terrains et des bâtiments des établissements de santé à la CNAMTS)

Son intervention (p. 6643)

Son amendement n° 86 (de suppression) (p. 6644)

Article 21 (absence de compensation par l'Etat des pertes de recettes pour la sécurité sociale des mesures relatives à l'assujettissement des stagiaires en entreprise, au contrat de transition professionnelle et à l'extension de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises)

Son amendement n° 87 (de suppression) (p. 6658)

Article 22 (approbation du montant des compensations des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale)

Son intervention (p. 6661)

Article 23 et annexe C (prévisions pour 2007 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général)

Son intervention (p. 6661)

Article 24 (prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base de sécurité sociale)

Son intervention (p. 6662)

Article 26 (prévisions pour 2007 du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 6663)

Article 31 (habilitation pour 2007 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes)

Son intervention (p. 6664)

Article 9 et annexe B précédemment réservés (approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2007-2010 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement)

Son intervention (p. 6664)

Article 32 (définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail)

Son intervention (p. 6666)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son intervention (p. 6669)

Article 34 (possibilité pour les infirmiers de prescrire certains dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 6675 et s.)

Son amendement n° 88 (p. 6676)

Article 35 (encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) – conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations)

Son amendement n° 148 (de suppression) (p. 6677)

Ses amendements n°s 162 et 149 (p. 6677 et s.)

Son amendement n° 161 (p. 6678)

Après l'article 37

Son amendement n° 221 rectifié (affections de longue durée : conditions de prise en charge des médicaments) : rejeté (p. 6682)

Article 39 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Ses amendements n°s 60, 164 et 165 (p. 6684 et s.)

Après l'article 39

Son amendement n° 62 rectifié (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6685) : adopté (p. 6686)

Intervient sur l'adt n° 450 de la commission (création d'un Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 6687)

Intervient sur le sous-adt n° 462 de M. Bruno Gilles (élaboration d'un rapport trimestriel sur l'évolution des dépenses hospitalières ; conditions de consultation de l'Observatoire par le Gouvernement) à l'adt n° 450 de la commission (p. 6687)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Jean Dionis du Séjour (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de la complexité et de la multiplicité des actes) (p. 6687)

Son amendement n° 288 (modification des tarifs de psychiatrie sur la base de données collectées tout au long de l'année) : devenu sans objet (p. 6687)

Son amendement n° 289 (modification des tarifs de psychiatrie après neutralisation de l'impact financier des créations et fermetures d'établissements) : rejeté (p. 6687)

Son amendement n° 168 (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de l'évolution de l'activité médicale des établissements) : rejeté (p. 6888)

Après l'article 40

Son amendement n° 172 (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690) : rejeté (p. 6691)

Article 41 (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son intervention (p. 6695)

Article 42 précédemment réservé (répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée)

Son intervention (p. 6713)

Son amendement n° 67 (p. 6714)

Article 43 précédemment réservé (création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Ses amendements n°s 154, 156 et 158 (p. 6718 et s.)

Article 45 précédemment réservé (conventions entre les pharmaciens d'officine et les EHPAD ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur – forfaits soins de ces EHPAD – accès du médecin coordonnateur des EHPAD au dossier médical personnel des résidents)

Son amendement n° 68 (p. 6721)

Article 47 précédemment réservé (exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans)

Son intervention (p. 6722 et s.)

Après l'article 47

Son amendement n° 295 précédemment réservé (rapport au Parlement sur la lutte contre la toxicomanie) (p. 6723) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 307 précédemment réservé (vote annuel par le Parlement des priorités en matière de santé à partir des propositions de la Conférence nationale de la santé) (p. 6723) : rejeté (p. 6724)

Son amendement n° 350 précédemment réservé (débat annuel organisé au Parlement sur l'actualisation et l'évaluation des priorités en matière de santé) (p. 6723) : rejeté (p. 6724)

Article 50 précédemment réservé (fixation pour 2007 du montant de la dotation et du plafond de dépenses du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville (FAQSV) et prolongation de sa participation à la mise en œuvre du dossier médical personnel -DMP)

Son intervention (p. 6724)

Article 51 précédemment réservé (création d'un Fonds de prévention des risques sanitaires -FPRS)

Son intervention (p. 6725)

Article 52 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2007)

Son intervention (p. 6726)

Article 53 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) pour 2007)

Son intervention (p. 6727)

Son amendement n° 205 (de suppression) (p. 6729)

Après l'article 55

Intervient sur l'adt n° 146 précédemment réservé de M. Yves Censi (amélioration des petites retraites agricoles) (p. 6731)

Ses explications de vote (p. 6787)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)

Son intervention (p. 8177)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 8178)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 8178)

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 8177, 8178)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8178)

Professions de santé : infirmiers (p. 8178)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 8178)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 8178)

Santé : prévention (p. 8178)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 8177)

Sécurité sociale : déficit (p. 8177, 8178)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8177)

Sécurité sociale : financement (p. 8177, 8178)

Syndicats : représentativité (p. 8177)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8182)

Ses explications de vote (p. 8187)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8188)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Son intervention (p. 6846)

Thèmes avant la procédure des questions :

Professions de santé : infirmiers (p. 6847)

Professions de santé : sages-femmes (p. 6847)

Santé : accès aux soins (p. 6847)
 Santé : cancer (p. 6847)
 Santé : crédits (p. 6846 et s.)
 Santé : politique de la santé (p. 6846 et s.)
 Santé : prévention (p. 6847)
 Santé : santé publique : organisation (p. 6847)
 Santé : santé publique : personnel (p. 6847)
 Santé : veille sanitaire (p. 6848)
 Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 6847)

Procédure des questions :

Santé : santé publique : régions (p. 6855)
 Santé : soins palliatifs (p. 6856)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Son intervention (p. 7961)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 7961 et s.)
 Professions de santé : médecins spécialistes (p. 7962)
 Professions de santé : ordre professionnel (p. 7961)
 Santé : maladies mentales (p. 7962)
 Santé : politique de la santé (p. 7961, 7962)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7975)

Après l'article 1er

Son amendement n° 13 (fonctionnement des chambres de discipline de l'ordre des pharmaciens) : retiré (p. 7976)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions relatives aux soins psychiatriques sans consentement) (p. 7980)

Ses explications de vote (p. 7981, 7982)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7982)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 249)

Son intervention (p. 254)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 255)
 Assurance maladie maternité : généralités : assurance complémentaire (p. 255)
 Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 255)
 Professions de santé : chirurgiens (p. 255)
 Professions de santé : médecins : rémunération (p. 255)
 Professions de santé : médecins spécialistes (p. 255)
 Santé : accès aux soins (p. 255, 256)
 Santé : données médicales (p. 255)

Proposition de loi n° 2996 portant création d'un ordre national des infirmiers

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9051)

Son intervention (p. 9055)

Thèmes :

Professions de santé : professions paramédicales (p. 9055)
 Professions de santé : exercice libéral (p. 9055, 9056)
 Professions de santé : infirmiers (p. 9055, 9056)
 Professions de santé : ordre professionnel : cotisations (p. 9056)
 Professions de santé : ordre professionnel : infirmiers (p. 9055 et s.)
 Santé : droits du malade (p. 9056)
 Santé : soins palliatifs (p. 9056)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9056)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 198)

Son intervention (p. 204)

Thèmes :

Ordonnances : recours (p. 206)
 Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 205)
 Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 205)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 204 et s.)
 Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 205)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 205)
 Santé : maladies (p. 205)
 Santé : politique de la santé (p. 204 et s.)
 Union européenne : droit communautaire (p. 204 et s.)

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Article 4 (définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires)

Son amendement n° 39 (p. 214)

Son amendement n° 40 rectifié (p. 215)

Article 5 (modification du régime d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des médicaments)

Ses amendements n°s 41 et 42 (p. 224)

Article 8 (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un générique d'informer l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets)

Son amendement n° 43 (p. 225)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 99 de M. Richard Mallié (exercice de la profession d'assistant dentaire) (p. 236)

Intervient sur l'ad n° 47 rectifié du Gouvernement (contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) (p. 238)

Intervient sur l'adt n° 109 du Gouvernement (usage du titre de psychothérapeute) (p. 241)

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (usage du titre de psychothérapeute) (p. 241)

Intervient sur l'adt n° 105 de la commission (caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychothérapeute) (p. 241)

Article 29 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament)

Son intervention (p. 243)

Son amendement n° 44 (p. 243) : SCRUTIN PUBLIC (p. 244)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 958)

Son intervention (p. 963)

Thèmes :

Ordonnances : recours (p. 963)

Pharmacie et médicaments : autorisations de mise sur le marché (p. 963)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 963, 964)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 963, 964)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 963)

Professions de santé : médecins : prérogatives (p. 963)

Professions de santé : psychothérapeutes (p. 964)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (p. 963)

Santé : maladies (p. 963)

Union européenne : droit communautaire (p. 963)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 964)

Projet de loi n° 3387 autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [11 janvier 2007] (p. 191)

Son intervention (p. 196)

Thèmes :

Organisations internationales : Agence internationale de lutte contre le dopage (p. 196)

Organisations internationales : UNESCO (p. 196, 197)

Sports (p. 196)

Sports : dopage (p. 196, 197)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 197)

Daniel PRÉVOST

*Ille-et-Vilaine (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Associations. Bénévolat. Chèque-repas [20 décembre 2006] (p. 9220)

Christophe PRIOU

*Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome III : Ecologie et développement durable (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7254)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7254)

Eau : eaux pluviales : crédit d'impôt (p. 7255)

Eau : pollution (p. 7255)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 7254)

Environnement : Natura 2000 (p. 7254)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7255)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 7255)

Jean PRORIOL

*Haute-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté [6 décembre 2006] (n° 3497)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Electricité. Puissance disponible, seuil de rupture, conséquences, pays européens [7 novembre 2006] (p. 6989)

Agriculture. Politique agricole. [30 janvier 2007] (p. 746)

Entreprises. PME. Moyens [20 février 2007] (p. 1324)

*DEBATS***Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie****EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6971)

Thèmes :

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 6971)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 6971)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6971)

Energie et carburants : politique énergétique : politiques communautaires (p. 6971)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)**

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7494)

TRANSPORTS**Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :**

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7664)

Thème :

Voirie : routes nationales : Haute-Loire (p. 7664)

Q

Didier QUENTIN

*Charente-Maritime (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle complétant l'article 77 de la Constitution (n° 3004) [18 octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (n° 3404) [8 novembre 2006]

Rapporteur du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (n° 3405) [8 novembre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 31 janvier 2007] (p. 1911)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 31 janvier 2007] (p. 1911)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome V : Outre-mer (n° 3368) [12 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle complétant l'article 77 de la Constitution (n° 3004) [6 décembre 2006] (n° 3506)

Proposition de résolution n° 3595 sur le "troisième paquet de sécurité maritime", E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086, E 3091 et E 3092 [17 janvier 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- le projet de loi organique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (n° 3404)

- le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (n° 3405) [17 janvier 2007] (n° 3593)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le "troisième paquet de

sécurité maritime" (documents E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086, E 3091 et E 3092) [17 janvier 2007] (n° 3594)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [30 janvier 2007] (n° 3640)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [30 janvier 2007] (n° 3641)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1789, posée le 19 décembre 2006. Pharmacie et médicaments. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 13073)

n° 1840, posée le 16 janvier 2007. Pharmacie et médicaments. Officines (J.O. Questions p. 418). Appelée le 16 janvier 2007. Services de garde, organisation, zones rurales (p. 275)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7453)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7454)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7454)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7453, 7454)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7454)

Pensions militaires d'invalidité : pouvoir d'achat (p. 7454)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7260)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : plans d'exposition au bruit (p. 7261)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7261)

Eau : Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) (p. 7261)

Environnement : biodiversité (p. 7260)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7261)

Environnement : Natura 2000 (p. 7261)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7261)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 7261)

Politique extérieure : coopération : littoral (p. 7261)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 7261)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 7328)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : crimes et délits contre les biens : blanchiment des capitaux (p. 7329)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 7329)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 7329)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 7329)

Outre-mer : santé publique (p. 7328)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 7329)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 8990)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 8991)

Constitution : révision : article 77 (p. 8992)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 8991)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 8990)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 8990)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : paix (p. 8990)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)*Avant l'article unique*

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Marc Le Fur (reconnaissance des langues régionales) (p. 9012)

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Victorin Lurel (mention des collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans l'article 72-3 de la Constitution) (p. 9014)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 323)

Thèmes :

Justice : Haute cour de justice (p. 323)

Président de la République : responsabilité (p. 323)

Président de la République : statut pénal (p. 323)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléé par M. Jérôme Bignon

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 588)

Thèmes :

Constitution : article 73 : conseils généraux (p. 588)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 589)

Justice : tribunaux administratifs : visioconférence (p. 590)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : droit de pétition (p. 589)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 588)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 589)

Outre-mer : Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) (p. 590)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 1er (adaptation des lois et règlements dans les départements et régions d'outre-mer - DOM-TOM)

Son intervention (p. 641)

Ses amendements n°s 339 et 340 : adoptés (p. 641)

Ses amendements n°s 341 à 344 : adoptés (p. 641)

Article 3 (dispositions organiques du statut de Mayotte)

Son intervention (p. 642 et s.)

Son sous-amendement n° 465 à l'adt n° 406 de M. Mansour Kamardine (p. 642)

Ses amendements n°s 296, 348, 407, 410, 411, 352, 413, 354, 415 rectifié, 356, 357, 418, 419 : adoptés (p. 642 et s.)

Article 4 (statut de la collectivité d'outre mer de Saint-Barthélemy)

Son intervention (p. 646 et s.)

Ses amendements n°s 297, 300 à 303 à 311, 313 à 317 : adoptés (p. 646 et s.)

Article 5 (statut de la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin)

Son intervention (p. 647 et s.)

Ses amendements n°s 298, 318 à 326 rectifié, 327 à 329, 331 à 333, 337, 334 à 336 et 338, 331 à 333, 337, 334 à 336 et 338 : adoptés (p. 648 et s.)

Article 6 (dispositions organiques du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 649 et s.)

Son sous-amendement n° 466 à l'adt n° 449 du Gouvernement : adopté (p. 650)

Ses amendements n°s 299, 360 à 368 : adoptés (p. 650 et s.)

Article 2 précédemment réservé (création et organisation d'une sixième partie du code général des collectivités territoriales relative aux collectivités d'outre-mer)

Son intervention (p. 654)

Article 7 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 656 et s.)

Ses amendements n°s 369 à 379, 380 rectifié, 381 à 390 rectifié, 391 à 397 : adoptés (p. 656 et s.)

on amendement n° 397 : adopté (p. 664)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 11 de Mme Béatrice Vernaudo n (découpage en trois circonscriptions de la circonscription des Iles du Vent pour les élections à l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 664)

Intervient sur l'ad t n° 12 de M. Jean-Christophe Lagarde (rétablissement du mode de scrutin antérieur à la loi organique du 27 février 2004 pour l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 666)

Intervient sur l'ad t n° 270 de la commission (modification du mode de scrutin applicable au prochain renouvellement de l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 666 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 10 de Mme Béatrice Vernaudo n (modification du mode de scrutin applicable au prochain renouvellement de l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 666)

Article 9 (présentation par les élus locaux des collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin des candidats à la présidence de la République - organisation du scrutin pour les élections présidentielles à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin)

Son intervention (p. 668)

Article 10 (pouvoirs des juridictions financières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 668)

Son amendement n° 399 : adopté (p. 668)

Article 11 (modernisation terminologique et coordination)

Son intervention (p. 668)

Article 12 (incompatibilités applicables aux magistrats judiciaires dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie)

Ses amendements n°s 400 et 401 : adoptés (p. 668)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 464 du Gouvernement (précisions concernant l'entrée en vigueur des lois et actes administratifs à Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) (p. 669)

Article 14 (coordination)

Son intervention (p. 669)

Ses amendements n°s 345 et 346 : adoptés (p. 669)

Article 15 (constitution des nouvelles collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin)

Son intervention (p. 669)

Ses amendements n°s 402 et 403 : adoptés (p. 669)

Article 16 (modalités d'entrée en vigueur)

Son amendement n° 347 rectifié : adopté (p. 669)

Article 17 (entrée en vigueur des dispositions relatives aux collectivités d'outre-mer de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son amendement n° 404 : adopté (p. 669)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad t n° 454 du Gouvernement (décrets nécessaires à la période transitoire) (p. 670)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Suppléé par M. Jérôme Bignon

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Article 1er (dispositions ordinaires complétant les statuts de Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 675 et s.)

Article 1er bis (création en Guyane d'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge (CCPAB))

Son intervention (p. 678)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad t n° 231 du Gouvernement (extension aux communes de Mayotte du remboursement par l'Etat de la moitié des dépenses de premier numérotage et d'adressage) (p. 679)

Intervient sur l'ad t n° 233 du Gouvernement (prise en compte du transport scolaire fluvial dans le calcul de la dotation générale de décentralisation en Guyane) (p. 679)

Intervient sur l'ad t n° 232 du Gouvernement (compétence de l'Etat sur les routes nationales 1 et 2 en Guyane) (p. 679)

Article 2 (dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 681 et s.)

Article 4 (application des dispositions législatives relatives aux sondages d'opinion dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin - modalités d'élection des représentants français au Parlement européen dans la circonscription outre-mer - actualisation des tableaux de répartition des sièges de sénateurs relatifs aux prochains renouvellements partiels du Sénat)

Son intervention (p. 682 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 223 du Gouvernement (coordination) (p. 683)

Article 5 bis (dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif des départements d'outre-mer, de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 683)

Article 9 (aménagement du dispositif de continuité territoriale)

Son intervention (p. 685 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 202 de M. Mansour Kamardine (adaptation pour les communes de Mayotte des règles relatives aux marchés publics) (p. 686)

Intervient sur l'ad t n° 226 du Gouvernement (affectation possible des personnels des DDE transférés dans un syndicat mixte pour la gestion des routes outre-mer) (p. 686)

Article 10 (habilitations données au Gouvernement pour légiférer par ordonnances)

Son intervention (p. 687 et s.)

Article 11 (ratification d'ordonnances)

Son intervention (p. 689 et s.)

Article 12 (modernisations terminologiques et coordination)

Son intervention (p. 690 et s.)

Après l'article 12 ter

Intervient sur l'ad n° 203 de M. Mansour Kamardine (application à Mayotte de diverses dispositions relatives aux libertés et responsabilités locales et aux règles de comptabilité publique) (p. 691)

Article 13 (abrogation de dispositions obsolètes)

Son intervention (p. 691)

Son amendement n° 186 rectifié : adopté (p. 691)

Article 14 (adaptation provisoire des dispositions relatives aux sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, aux élections au conseil territorial de Saint-Martin - élections au conseil d'exploitation et à la commission administrative du service d'incendie et de secours de Mayotte)

Son intervention (p. 692)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 197 de M. Mansour Kamardine (mission de la commission de révision de l'état civil de Mayotte prorogée jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 692)

*Seconde délibération**Article 1er bis (création en Guyane d'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge - CCPAB)*

Son intervention (p. 693)

Jean-Jack QUEYRANNE

Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Paul QUILÈS

Tarn (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre l'Agence spatiale européenne et certains de ses États membres concernant le lancement de fusées-sondes et de ballons (n° 3561) [17 janvier 2007]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome V : Défense (n° 3366) [12 octobre 2006]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre l'Agence spatiale européenne et certains de ses États membres concernant le lancement de fusées-sondes et de ballons (n° 3561) [13 février 2007] (n° 3690)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Soudan. Darfour, situation politique [18 octobre 2006] (p. 6257)

Politique extérieure. Afrique. Interventions militaires [7 février 2007] (p. 1008)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉFENSE****Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7108)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 7109)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7109)

Défense : opérations extérieures : Afghanistan (p. 7108)

Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7109)

Défense : opérations extérieures : Liban (p. 7108)

Organisations internationales : Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (p. 7109)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7109)

Pays étrangers : Corée du Nord (p. 7109)

Pays étrangers : Irak (p. 7108)

Pays étrangers : Soudan (p. 7108)

Politique extérieure : désarmement (p. 7109)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 7109)

R

Michel RAISON

*Haute-Saône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3416 visant à compléter le droit applicable en cas d'abandon de véhicules chez les garagistes [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3422 modifiant la procédure de saisie et de cession de rémunérations [3 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Diplômes, emplois, adéquation, renforcement [25 octobre 2006] (p. 6552)

Transports. Transport multimodal. [21 février 2007] (p. 1420)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1890, posée le 13 février 2007. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 1435). Appelée le 13 février 2007. Couverture du territoire (p. 1096)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2006] (p. 7086)

Après l'article 56

Son amendement n° 65 (non-assujettissement des associations retransmettant, sans pratiquer l'entrée payante, des événements sportifs télévisés au forfait dû au titre de la diffusion de passages musicaux) (p. 7086) : retiré (p. 7088)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8620)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 4

Son amendement n° 306 (aménagement des dispositions relatives aux mutations à titre onéreux et à titre gratuit des fonds agricoles) (p. 8679) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8680)

Article 19 (aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules "propres")

Ses amendements n°s 104 rectifié, 105 rectifié, 11 rectifié (p. 8702 et s.)

Après l'article 27

Son amendement n° 9 (micro-foncier : abattement sur le revenu brut porté de 30 % à 50 %) : retiré (p. 8722)

Son amendement n° 305 (exploitants agricoles - droits à paiement unique : prise en compte sur 7 ans du second versement au titre de l'exercice clôturé entre le 31 mai et le 30 novembre 2007) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8722)

Son amendement n° 304 (déficits agricoles - imputation sur le revenu global : limite portée de 61 080 € à 100 000 €) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8723)

Son amendement n° 2 rectifié (rémunération des salariés ayant contribué à une invention : bénéfice du régime de l'intéressement) (p. 8728) : retiré (p. 8729)

Après l'article 30

Son amendement n° 1 (équipements de protection des conducteurs de deux roues : taux réduit de TVA) : rejeté (p. 8734)

Son amendement n° 3 (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - établissements de vente de véhicules automobiles : exonération en deçà de 3 000 mètres carrés et réduction du taux de 70 % au-delà) : retiré (p. 8735)

Son amendement n° 303 (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : allègement des taux applicables aux deux premières tranches de chiffre d'affaires) (p. 8735) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8736)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son amendement n° 213 (p. 9022)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 12 (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)

Son amendement n° 1 rectifié (p. 1155)

Marcelle RAMONET

*Finistère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3628 portant création d'une médaille des activités sociales, caritatives et humanitaires [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3629 visant à renforcer la protection des mineurs face à la propagation de la pornographie sur internet [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3633 visant à renforcer la protection des personnes âgées à l'égard du démarchage [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3635 tendant à instaurer une déclaration officielle lors du transfert de garde d'un chien dangereux [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3636 tendant à renforcer l'information des consommateurs sur les composants cancérigènes des cigarettes [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3638 visant à intégrer une obligation d'information des enfants en milieu scolaire sur l'hygiène alimentaire, la préparation des aliments et l'équilibre des menus et à organiser le dépistage des troubles du poids chez l'enfant [30 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3639 visant à accorder la dispense de droit d'entrée dans les musées nationaux et établissements muséographiques de l'armée et de la mémoire combattante placés sous la responsabilité de l'Etat, aux titulaires de la carte du combattant [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Plan de lutte contre les fraudes [7 février 2007] (p. 1009)

DEBATS**Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES****Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)**

Son intervention (p. 6923)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : petites et moyennes entreprises (p. 6924)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 6924)

Commerce extérieur : déficit (p. 6924)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 6924)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6924)

Entreprises : création : aides (p. 6923)

Entreprises : recherche et développement (p. 6924)

Entreprises : transmission (p. 6923)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 6923)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 6924)

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 6924)

TRANSPORTS**Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :**

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7660)

Thème :

Transports ferroviaires : TGV : Bretagne (p. 7660)

Éric RAOULT

*Seine-Saint-Denis (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi organique n° 3768 visant à modifier la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et visant à faire parrainer chaque candidat par au moins 500 000 citoyens inscrits sur les listes électorales [7 mars 2007]

Proposition de loi n° 3777 visant à l'extension du droit à réparation à l'ensemble des pupilles de la Nation et orphelins de guerre [13 mars 2007]

Proposition de loi n° 3794 visant à alourdir les sanctions pour les incendiaires de véhicules [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

REPONSES AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Claude Goasguen : prend acte de cette remarque et attire son attention sur la difficulté qu'il aura à refuser de nouveaux rappels au règlement [29 novembre 2006] (p. 8281)

DEBATS**Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses observations : rappelle le contenu de l'alinéa 4 de l'article 100 du règlement (p. 8294)

Répond au rappel au règlement de M. Claude Goasguen (cf supra) (p. 8281)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Agressions de policiers. Sanctions [24 octobre 2006] (p. 6481)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1733, posée le 28 novembre 2006. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 12272). Appelée le 29 novembre 2006. Rôle joué dans la déportation, poursuites judiciaires, pertinence (p. 8245)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6099)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6099)

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6099)

Elections et référendums : campagnes électorales : génocide (p. 6100)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7299)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7300)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 7300)

Etrangers : intégration (p. 7300)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 7300)

Politique sociale : solidarité (p. 7299)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : droit du travail (p. 7300)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 7299)

Procédure des questions :

Etrangers : naturalisation (p. 7315)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7916)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7917)

Droit pénal : délinquance et criminalité : gauche (p. 7916)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Seine-Saint-Denis (p. 7916)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 7917)

Ordre public : violences urbaines (p. 7918)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8054 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 8992)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 8993)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 8993)

Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 8994)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 8993)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : paix (p. 8993)

Président de la République : Nouvelle-Calédonie (p. 8992)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 636)

Thèmes :

Constitution : article 73 (p. 636)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Barthélemy (p. 637)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Saint-Martin (p. 637)

Proposition de loi n° 3482 relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les Médailleurs Militaires"

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [25 janvier 2007] (p. 697)

Son intervention (p. 701)

Jean-François RÉGÈRE

*Gironde (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement
[13 février 2007] (p. 1115)

Frédéric REISS

*Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant des délégations françaises à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée de l'U.E.O. [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

DEPOT

Proposition de loi n° 3476 relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1790, posée le 19 décembre 2006. Etat civil. Prénoms (J.O. Questions p. 13073). Appelée le 19 décembre 2006. Francisation, Alsace-Moselle (p. 9130)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE****Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)***Procédure des questions :*

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7279)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)**

Son intervention (p. 7692)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : langues étrangères (p. 7693)

Enseignement : langues régionales : Alsace (p. 7693 et s.)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 7693)

Enseignement : pédagogie (p. 7692 et s.)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 7693)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 7693)

Procédure des questions :

Enseignement : personnel : non-enseignants : contrats aidés (p. 7703)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7704)*Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B*

Son amendement n° 283 (redéploiement de crédits du programme "enseignement scolaire public du second degré" vers le programme "vie de l'élève" au profit des élèves handicapés) : adopté (p. 7706)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1212)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1212)

Logement : logement social (p. 1212)

Jean-Luc REITZER

*Haut-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les Français rapatriés de Côte d'Ivoire [13 février 2007] (n° 3694)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Politique de l'environnement. [18 octobre 2006] (p. 6258)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1734, posée le 28 novembre 2006. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 12272). Appelée le 29 novembre 2006. Présentation aux épreuves, délais (p. 8236)

n° 1891, posée le 13 février 2007. Entreprises. Entreprises en difficulté (J.O. Questions p. 1436). Appelée le 13 février 2007. Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, décret d'application, publication (p. 1090)

Jacques REMILLER

*Isère (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données (n° 3564) [17 janvier 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à une coopération en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Fédération de Russie (n° 3620) [6 février 2007]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la construction d'un pont routier sur le fleuve Oyapock reliant la Guyane française et l'Etat de l'Amapà (n° 3080) [10 octobre 2006] (n° 3358)

Proposition de loi n° 3577 visant à créer une réserve de points supplémentaires pour les conducteurs qui utilisent un véhicule à des fins professionnelles [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3578 visant à permettre aux propriétaires de petits établissements de choisir d'être fumeurs ou non [16 janvier 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers (n° 3195) [23 janvier 2007] (n° 3606)

Proposition de résolution n° 3657 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes de la surmortalité dans les ruchers français [2 février 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données. (n° 3564) [20 février 2007] (n° 3744)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à une coopération en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Fédération de Russie (n° 3620) [20 février 2007] (n° 3745)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Instruction, réforme [24 octobre 2006] (p. 6477)

Finances publiques. Dette publique. Réduction [13 février 2007] (p. 1114)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1841, posée le 16 janvier 2007. Agriculture. Tabaculture (J.O. Questions p. 418). Appelée le 16 janvier 2007. (p. 277)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5796)

Thèmes :

Entreprises : expression des salariés (p. 5796)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5796, 5797)

Politique sociale : dialogue social (p. 5797)

Sociétés : participation aux résultats (p. 5797)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 17 (protection des mineurs vis-à-vis des messages pornographiques ou violents - lutte contre la pédophilie sur Internet)

Son amendement n° 520 (p. 8361)

Simon RENUCCI

Corse-du-Sud (1^{ère} circonscription)
Appartient au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1847, posée le 30 janvier 2007. Energie et carburants. Gaz (J.O. Questions p. 921). Appelée le 30 janvier 2007. Raccordement, GALSI, Corse (p. 718)

DEBATS

Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6051)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : Centre national de formation de la fonction publique territoriale (p. 6052)

Fonction publique territoriale : centres de gestion (p. 6052)

Formation professionnelle : catégorie C (p. 6052)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 6052)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 10 (attribution à un centre de gestion de la gestion des agents "A+")

Son intervention (p. 6076)

Article 31 (coordinations apportées à certaines dispositions de la loi du 26 janvier 1984)

Son intervention (p. 6149)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention (p. 6565)

Thèmes :

Professions de santé : médecins : démographie (p. 6565)

Santé : accès aux soins (p. 6565, 6566)

Santé : santé publique : inégalités (p. 6566)

Marc REYMANN

*Bas-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général entre la République française, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, le Royaume d'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg (n° 3562) [17 janvier 2007]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi , adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général entre la République française, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, le Royaume d'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg (n° 3562) [7 février 2007] (n° 3679)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1735, posée le 28 novembre 2006. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle (J.O. Questions p. 12272). Appelée le 29 novembre 2006. Réforme (p. 8259)

n° 1863, posée le 30 janvier 2007. Personnes âgées. Politique de la vieillesse (J.O. Questions p. 925). Appelée le 30 janvier 2007. Plan solidarité grand âge (p. 723)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT****Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)***Procédure des questions :*

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : crédits budgétaires (p. 6832)

Dominique RICHARD

*Maine-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Patrimoine culturel. Monuments classés ; monuments historiques. Conservation, aides de l'Etat [11 octobre 2006] (p. 6031)

*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT**DEBATS***Proposition de loi n° 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [12 octobre 2006] (p. 6113)**

Son intervention (p. 6124)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 6124)

Chômage : indemnisation : UNEDIC : intermittents du spectacle (p. 6124)

Syndicats : accords professionnels (p. 6124)

Travail : négociations : intermittents du spectacle (p. 6124)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****CULTURE****Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)***Procédure des questions :*

Presse et livres : livres (p. 7533)

MEDIAS**Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :**

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Son intervention (p. 7671)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 7671)

Audiovisuel et communication : médias (p. 7671)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 7671)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 793)

Son intervention (p. 801)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 793, 802)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 793, 801 et s.)

Audiovisuel et communication : production (p. 802)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 803)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 801, 802)

Organisations internationales : UNESCO : diversité culturelle (p. 802)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 801)

Télécommunications : Internet (p. 801)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 156 de M. Didier Mathus (mode de désignation des membres du CSA) (p. 833)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 280 de la commission des affaires économiques (institution d'une Commission supérieure de la convergence numérique et des postes ; compétence en matière d'attribution du dividende numérique) (p. 835)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 857)

Son amendement n° 229 (p. 864)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

Son sous-amendement n° 228 à l'adt n° 52 de la commission (p. 890)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Didier Mathus (restriction de l'accès aux procédures de soumission aux marchés publics pour les sociétés liées aux sociétés de télévision) (p. 902)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (lots d'images non exclusives des manifestations sportives diffusables gratuitement) (p. 906)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (aménagement de la contribution du secteur télévisuel au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP) (p. 913)

Après l'article 17

Son sous-amendement n° 231 rectifié (rapport au Parlement sur la mise en œuvre du crédit d'impôt) à l'adt n° 99 rectifié de la commission des affaires économiques (crédit d'impôt en faveur des entreprises de création de jeux vidéo) (p. 917) : adopté (p. 919)

Après l'article 17 bis

Son amendement n° 266 (crédit d'impôt pour dépenses de tournages et de post-production d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles étrangères engagées en France) : retiré (p. 920)

Ses explications de vote (p. 921)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 921)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1515)

Son intervention (p. 1518)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 1518)

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 1518)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 1518)

Audiovisuel et communication : programmes : aides publiques (p. 1518)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 1518)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1518)

Juliana RIMANE

*Guyane (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Logement. Logement social [17 octobre 2006] (p. 6185)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : monuments classés : Guyane (p. 7531)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Procédure des questions :

Eau : gestion quantitative de l'eau : Guyane (p. 7279)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7346)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7346)
 Energie et carburants : biocarburants (p. 7347)
 Etablissements de santé : service public hospitalier : Guyane (p. 7346)
 Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 7347)
 Logement : logement social : Guyane (p. 7347)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 7346)
 Outre-mer : Guyane : aménagement du territoire (p. 7346)
 Outre-mer : Guyane : budget (p. 7347)
 Outre-mer : Guyane : lutte contre l'insécurité (p. 7347)
 Outre-mer : passeport mobilité (p. 7346)
 Politiques communautaires : Fonds européen de développement : pêche (p. 7347)
 Transports par eau : transports fluviaux : Guyane (p. 7347)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)*Procédure des questions :*

Outre-mer : Guyane : aménagement du territoire (p. 7407)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer
--

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Article 1er bis (création en Guyane d'un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge (CCPAB))

Son intervention (p. 678)

Jérôme RIVIÈRE

*Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VIII : Défense (équipement des forces) (n° 3367) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3569 visant au désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3787 visant à rendre plus juste le système du permis à points [27 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU REGLEMENT

S'étonne de ne pas avoir entendu, dans la défense de l'exception d'irrecevabilité, de références à des dispositions constitutionnelles [30 janvier 2007] (p. 756)

Reconnaît que la lettre du règlement est respectée mais il estime que les trois motions de procédure de ses collègues ne sont qu'une "parodie de débat démocratique visant à éviter la discussion" [30 janvier 2007] (p. 772)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007
--

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
 PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7116)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7116)
 Défense : hélicoptères (p. 7116)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 7116)
 Défense : porte-avions (p. 7117)
 Défense : sous-marins nucléaires (p. 7117)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7116)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7117)
 Parlement : contrôle parlementaire : défense (p. 7118)
 Union européenne : politique de la défense (p. 7117)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 janvier 2007] (p. 756)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 janvier 2007] (p. 772)

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 772)

Jean ROATTA

*Bouches-du-Rhône (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (n° 3731) [12 février 2007]

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif au statut de leurs forces (n° 3276) [6 février 2007] (n° 3664)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (n° 3731) [20 février 2007] (n° 3746)

Gilles de ROBIEN

Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Patricia Burckhart-Vandeveld. Droits de l'homme et libertés publiques. Liberté d'expression. Enseignants, publication dans la presse [3 octobre 2006] (p. 5726)

M. Philippe Vitel. Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [4 octobre 2006] (p. 5772)

M. Yves Durand. Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [11 octobre 2006] (p. 6026)

M. Robert Diat. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [11 octobre 2006] (p. 6029)

M. Pierre-André Périssol. Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [17 octobre 2006] (p. 6183)

M. Jean-Claude Thomas. Enseignement secondaire. Elèves. Tutorat, mise en œuvre [24 octobre 2006] (p. 6479)

M. Michel Roumegoux. Enseignement supérieur. Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM). Réforme [14 novembre 2006] (p. 7364)

M. Daniel Poulou. Enseignement. Parents d'élèves. Statut [15 novembre 2006] (p. 7469)

M. Olivier Dassault. Enseignement supérieur. Sorbonne. Etudiants, coopération avec les Emirats arabes unis [22 novembre 2006] (p. 7880)

Mme Brigitte Le Brethon. Enseignement secondaire. Brevet des collèges. Note de vie scolaire [28 novembre 2006] (p. 8164)

M. Jean-Louis Christ. Enseignement maternel et primaire. Programmes. Grammaire, réforme [5 décembre 2006] (p. 8513)

M. Guy Geoffroy. Enseignement. Politique de l'éducation. Diplômes, emploi, adéquation, renforcement [13 décembre 2006] (p. 8983)

M. Michel Terrot. Enseignement secondaire : personnel. Enseignants. Décharges statutaires, réforme [19 décembre 2006] (p. 9154)

Mme Bernadette Paix. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. [19 décembre 2006] (p. 9157)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Enseignement secondaire. Collèges. Elèves, orientation et insertion professionnelle [9 janvier 2007] (p. 34)

M. Pierre Amouroux. Enseignement maternel et primaire. Programmes. Calcul mental [10 janvier 2007] (p. 111)

M. Alain Bocquet. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Nord, Picardie [16 janvier 2007] (p. 297)

M. Yvan Lachaud. Enseignement secondaire. ZEP. Collèges ambition réussite, extension, lycées [16 janvier 2007] (p. 297)

Mme Patricia Burckhart-Vandeveld. Enseignement. Programmes. Grammaire [16 janvier 2007] (p. 299)

M. Christian Paul. Enseignement. Rentrée scolaire de 2007 [16 janvier 2007] (p. 300)

M. Claude Gaillard. Enseignement. Programmes. Commémoration de la Shoah [24 janvier 2007] (p. 620)

M. Yves Durand. Enseignement. Politique de l'éducation. [24 janvier 2007] (p. 623)

M. Bernard Carayon. Enseignement secondaire. Orientation scolaire et professionnelle. [31 janvier 2007] (p. 851)

M. Serge Roques. Enseignement. Programmes. Protection de l'environnement [6 février 2007] (p. 951)

M. Jean-François Régère. Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement [13 février 2007] (p. 1115)

M. Joël Hart. Enseignement. Programmes. Education physique [14 février 2007] (p. 1172)

M. Hervé Mariton. Enseignement. Politique de l'éducation. [21 février 2007] (p. 1415)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Georges Colombier. Enseignement technique et professionnel. IUT. Département génie électrique et informatique industrielle, maintien, L'Isle-d'Abeau [19 décembre 2006] (p. 9138)

M. Gilles Artigues. Enseignement maternel et primaire. Elèves. Admission en classe maternelle, enfants âgés de deux ans [20 février 2007] (p. 1284)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, enseignants, Hautes-Pyrénées [20 février 2007] (p. 1285)

M. Jean-Louis Dumont. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Age de la retraite. Enseignants, retraite anticipée, réglementation [20 février 2007] (p. 1287)

M. Michel Zumkeller. Enseignement : personnel. Personnel de direction. Enseignants, responsabilité pénale [20 février 2007] (p. 1284)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Son intervention (p. 7694)

Ses réponses (p. 7699 à 7704)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : enseignement privé (p. 7697)

Enseignement : crédits (p. 7694)

Enseignement : diplômés (p. 7698)

Enseignement : égalité des chances (p. 7694 et s.)

Enseignement : élèves : effectifs (p. 7696)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7698)
 Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 7694)
 Enseignement : pédagogie (p. 7694 et s.)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 7694 et s.)
 Enseignement : programmes (p. 7695)
 Enseignement : personnel : effectifs (p. 7696)
 Enseignement : personnel : enseignants (p. 7696 et s.)
 Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 7698)
 Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 7698)
 Enseignement : personnel : remplaçants (p. 7697)
 Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 7696)
 Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 7695)
 Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 7698)
 Enseignement secondaire : collèges (p. 7696)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 7697)

Réponses aux questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 7701)
 (Mme Muguette Jacquaint) (p. 7701)
 Enseignement : personnel : durée du travail (p. 7699) (M. Yvan Lachaud) (p. 7699)
 Enseignement : personnel : indemnités (p. 7704) (M. Yves Durand) (p. 7704)
 Enseignement : personnel : non-enseignants : contrats aidés (p. 7703) (M. Frédéric Reiss) (p. 7703)
 Enseignement agricole : enseignants : effectifs (p. 7703) (M. Yves Durand) (p. 7703)
 Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 7700) (M. François Liberti) (p. 7700)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 7700) (M. François Liberti) (p. 7699)
 Enseignement privé : enseignants : effectifs (p. 7702) (M. Jean-Claude Mathis) (p. 7702)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 7701) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 7701)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 7702) (M. Lucien Guichon) (p. 7702)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7704)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7704 et s.)

Après l'article 48

Intervient sur l'ad. n° 292 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur les incidences de la disposition prévoyant la contribution des communes aux frais de scolarisation des enfants domiciliés sur leur territoire dans un établissement privé d'une autre commune) (p. 7708)

Chantal ROBIN-RODRIGO

*Hautes-Pyrénées (2^{ème} circonscription)
 Apparentée au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1719, posée le 28 novembre 2006. Santé. Soins et maintien à domicile (J.O. Questions p. 12269). Appelée le 29 novembre 2006. Financement, Lourdes et Ossun (p. 8252)

n° 1899, posée le 20 février 2007. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1642). Appelée le 20 février 2007. Effectifs de personnel, enseignants, Hautes-Pyrénées (p. 1285)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7491)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8585)

Son intervention (p. 8591)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Crédit immobilier de France (CIF) (p. 8591)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 8591)

Logement : politique du logement : financement (p. 8591)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété (SACICAP) : budget (p. 8591)

Lois : projet de loi : Conseil d'Etat (p. 8591)

Lois : projet de loi : contrôle parlementaire (p. 8591)

Professions immobilières : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) : action sociale (p. 8591)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 8591)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 354)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 355)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : recensements (p. 355)

Déchéances et incapacités : tutelle : financement public (p. 355)

Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 354)

Départements : action sociale : compensations financières (p. 354)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 399 et s.)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 453)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 456)

Camille de ROCCA SERRA

Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 36 : Stratégie économique et pilotage des finances publiques (accords monétaires internationaux) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Lois de finances. 2007 [4 octobre 2006] (p. 5775)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

GESTION ET CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7735) :

- Réunion du 7 novembre 2006 de la commission des finances du 7 novembre 2006

Son intervention (p. 7744)

Thèmes :

Administration : modernisation : audit (p. 7745)

Etat : réforme (p. 7744)

Finances publiques : mission stratégie économique et pilotage des finances publiques (p. 7744 et s.)

Politique économique : prévisions (p. 7744)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 254 (fonds d'investissement de proximité : réduction d'impôt portée de 25 % à 50 % jusqu'en 2011 - actif constitué pour 60 % par des sociétés exerçant principalement en Corse) (p. 7771) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 7772)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 31

Son amendement n° 255 (Corse : transmission d'informations par l'administration fiscale aux maires, aux présidents des conseils généraux et au président de la collectivité territoriale) : adopté après rectification (p. 8740)

François ROCHEBLOINE

Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'être secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 30 novembre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome II : Action extérieure de l'Etat (rayonnement culturel et scientifique) (n° 3366) [12 octobre 2006]

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome VIII : Médias (audiovisuel extérieur ; chaîne française d'information internationale) (n° 3366) [12 octobre 2006]

Proposition de loi constitutionnelle n° 3408 tendant à remplacer l'allocation de rentrée scolaire par une allocation d'éducation [3 novembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 3 octobre 2006 sur l'organisation et le financement de l'audiovisuel extérieur [17 janvier 2007] (n° 3589)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement technique et professionnel. Instituts universitaires de technologie (IUT). Fonctionnement, financement [18 octobre 2006] (p. 6251)

Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche. Réglementation [20 décembre 2006] (p. 9217)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1769, posée le 19 décembre 2006. Pharmacie et médicaments. Médicaments (J.O. Questions p. 13069). Appelée le 19 décembre 2006. Prix, hausse, lutte et prévention (p. 9136)

n° 1851, posée le 30 janvier 2007. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 922). Appelée le 30 janvier 2007. Conseillers d'orientation psychologiques, effectifs de personnel, statut (p. 731)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8352)

Thèmes :

Hôtellerie et restauration : restaurants (p. 8353)

Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8352)

Logement (p. 8352)

Politiques communautaires : directives : fiscalité (p. 8352)

Président de la République (p. 8352)

Union européenne : Commission : Conseil (p. 8352)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 mai 2006] (p. 3646)

Son intervention (p. 3651)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 3651)

Droit pénal : négationnisme : Arménie (p. 3651)

Lois : loi du 29 juillet 1881 sur la presse : négationnisme (p. 3651)

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6096)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6096)

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6096)

Droit pénal : génocide : Turquie (p. 6096)

Proposition de loi n° 3190 portant diverses dispositions relatives aux arbitres

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2006] (p. 5923)

Son intervention (p. 5927)

Thèmes :

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public (p. 5927, 5928)

Sports : arbitres (p. 5927, 5928)

Sports : arbitres : impôt sur le revenu (p. 5928)

Sports : arbitres : indépendance (p. 5928)

Sports : arbitres : missions de service public (p. 5928)

Sports : arbitres : statut juridique (p. 5928)

Sports : compétitions : sécurité (p. 5927)

Sports : fédérations : arbitrage (p. 5928)

Sports : football (p. 5928)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 6817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur : étrangers (p. 6818)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (p. 6817)

Politique extérieure : relations culturelles : centres culturels (p. 6817)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2006] (p. 6836)

Crédits de la mission : "Action extérieure de l'Etat" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 6837)

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Eau : gestion quantitative de l'eau : réserves (p. 7233)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7442)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7443, 7444)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7443)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 7442)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7443, 7444)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7443)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7442)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7443, 7444)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7444)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7443, 7444)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7491 et s.)

Son amendement n° 237 (p. 7492)

Son amendement n° 235 (p. 7492) : SCRUTIN PUBLIC (p. 7494)

Son amendement n° 236 (p. 7495) : SCRUTIN PUBLIC (p. 7498)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Procédure des questions :

Produits dangereux : fibres céramiques réfractaires (p. 7276)

MEDIAS

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7668) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 2 novembre 2006

Ses interventions (p. 7675, 7682)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Radio France outre-mer (RFO) (p. 7674)

Audiovisuel et communication : Arte (p. 7674)

Audiovisuel et communication : câble (p. 7674 et s.)

Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 7674)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 7674)

Audiovisuel et communication : satellites (p. 7682)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 7674 et s.)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 7674 et s.)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 7674 et s.)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Procédure des questions :

Industrie : restructurations (p. 7411)

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Procédure des questions :

Santé : maladies nouvelles : soins (p. 6856)

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Examen du fascicule [8 novembre 2006] (p. 7065)

Son intervention (p. 7071)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : bénévolat (p. 7072)

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 7072)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports (p. 7071)

Sports : Centre national pour le développement du sport (CNDS) (p. 7071, 7072)

Sports : dopage (p. 7072)

Sports : Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) (p. 7071)

Sports : métiers du sport (p. 7072)

Sports : politique du sport (p. 7071, 7072)

Sports : sports de loisirs (p. 7071)

Procédure des questions :

Sports : dopage (p. 7083)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [21 décembre 2006] (p. 9240)

Son intervention (p. 9241)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 9241)

Finances publiques : dépenses : prévisions (p. 9241 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 9241 et s.)

Impôt sur les sociétés : acomptes : réforme (p. 9241)

Impôts et taxes : taxe sur les véhicules de société (p. 9241)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 9241)

Alain RODET

*Haute-Vienne (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 20 : Outre-mer (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1808, posée le 9 janvier 2007. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 170). Appelée le 9 janvier 2007. Ligne Poitiers Limoges (p. 7)

RAPPELS AU REGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière : indique à M. Dosière que son amendement ainsi que celui de Mme Taubira ont été déposés après la réunion de la commission des finances qui n'a donc pas pu les étudier [14 novembre 2006] (p. 7378)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7325)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : outre-mer (p. 7325)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7325)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt (p. 7326)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7325)

Outre-mer : loi de programme (p. 7326)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7326)

Outre-mer : passeport mobilité (p. 7326)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : outre-mer (p. 7325)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7374)*Crédits de la mission : "Outre-mer" inscrits à l'Etat B*

Son intervention (p. 7374, 7375)

Après l'article 50

Intervient sur l'ad. n° 249 du Gouvernement (prolongation d'un an et adaptations du dispositif du congé-solidarité en outre-mer) (p. 7376)

Intervient sur le rappel au règlement de M. René Dosière (cf supra) [14 novembre 2006] (p. 7378)

Jean-Marie ROLLAND

*Yonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 (n° 3362)

de M. Pierre-Louis Fagniez, tome I : recettes et équilibre général (17 janvier 2006)

M. Jean-Marie Rolland, tome II : assurance maladie et accidents du travail (17 janvier 2006)

Mme Marie-Françoise Clergeau, tome III : famille (17 janvier 2006)

M. Denis Jacquat, tome IV : assurance vieillesse (17 janvier 2006)

et de M. Pierre-Louis Fagniez, M. Jean-Marie Rolland, M. Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [17 octobre 2006] (n° 3384)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. Retraités [14 février 2007] (p. 1178)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1792, posée le 19 décembre 2006. Enseignement. Médecine scolaire et universitaire (J.O. Questions p. 13073). Appelée le 19 décembre 2006. Infirmiers, effectifs de personnel (p. 9133)

n° 1842, posée le 16 janvier 2007. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 418). Appelée le 16 janvier 2007. Permanence des soins, financement (p. 271)

*DEBATS***Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007**

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 6502)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : caisses (p. 6502)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 6503)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6503)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 6502, 6503)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 6503)

Santé : accès aux soins (p. 6502)

Santé : données médicales (p. 6502)

Santé : prévention (p. 6502)

Santé : prévention : dépendance (p. 6502)

Santé : soins : remboursement (p. 6503)

Sécurité sociale : déficit (p. 6502)

Sécurité sociale : financement (p. 6502, 6503)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 8 (rectification pour 2006 du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie -ONDAM)

Son amendement n° 376 (rédactionnel) : adopté (p. 6599)

Article 12 (élargissement du champ de l'agrément des structures prestataires ou mandataires de services à la personne et bénéficiaires, à ce titre, d'exonérations sociales)

Son intervention (p. 6606 et s.)

Article 32 (définition par voie réglementaire des règles applicables en matière d'heures de sorties pour les assurés en arrêt de travail)

Son intervention (p. 6667)

Article 33 (relèvement du plafond annuel de ressources ouvrant droit au dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire de santé)

Son intervention (p. 6671 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'ad. n° 29 de la commission des finances (utilisation de la télétransmission par les médecins) (p. 6673)

Article 34 (possibilité pour les infirmiers de prescrire certains dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 6676)

Article 35 (encadrement du prix des médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) – conditions dérogatoires de prise en charge pour certains médicaments, produits ou prestations)

Son intervention (p. 6677 et s.)

Ses amendements n^{os} 378 et 379 : adoptés (p. 6678)

Ses amendements n^{os} 380 et 381 (p. 6678) : adoptés (p. 6679)

Ses amendements n^{os} 382 à 384 : adoptés (p. 6679)

Son amendement n^o 385 : adopté (p. 6680)

Article 36 (conditions d'autorisation de mise sur le marché et de fixation du prix de certains médicaments autorisés dans un autre État membre et non en France)

Son intervention (p. 6681)

Après l'article 36

Son amendement n^o 386 (compétences de la Haute Autorité de santé : simplification de la procédure d'inscription des actes à la nomenclature) : adopté (p. 6681)

Article 37 (conditions de prise en charge des médicaments susceptibles de faire l'objet d'un usage détourné, abusif ou de mésusage)

Son intervention (p. 6682)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n^o 221 rectifié de M. Jean-Luc Prével (affections de longue durée : conditions de prise en charge des médicaments) (p. 6682)

Intervient sur l'adt n^o 214 rectifié de M. Yves Bur (délivrance de médicaments en grands conditionnements) (p. 6682)

Intervient sur l'adt n^o 31 de la commission des finances (obligation pour les médecins d'établir la prescription en dénomination commune internationale en cas d'affections de longue durée) (p. 6683)

Article 38 (renforcement de l'encadrement de la publicité des dispositifs médicaux auprès du grand public)

Son intervention (p. 6683)

Article 39 (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité)

Son intervention (p. 6684 et s.)

Ses amendements n^{os} 387 et 388 : adoptés (p. 6684)

Ses amendements n^{os} 389 et 390 : adoptés (p. 6684)

Ses amendements n^{os} 391, 392, 393 rectifié, 394, 396 rectifié et 395 : adoptés (p. 6685)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n^o 444 de la commission (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6685)

Intervient sur le sous-adt n^o 463 de M. Bruno Gilles (nécessité d'un non-respect substantiel) à l'adt n^o 444 de la commission (p. 6686)

Intervient sur le sous-adt n^o 464 de M. Bruno Gilles (nécessité d'un non-respect substantiel) à l'adt n^o 444 de la commission (p. 6686)

Intervient sur l'adt n^o 62 rectifié de M. Jean-Luc Prével (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'adt n^o 187 rectifié de M. Olivier Jardé (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'adt n^o 335 de M. Bruno Gilles (sanctions applicables en cas de non-respect des objectifs quantifiés prévus dans le cadre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) (p. 6686)

Intervient sur l'adt n^o 450 de la commission (création d'un Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) (p. 6686)

Intervient sur le sous-adt n^o 462 de M. Bruno Gilles (élaboration d'un rapport trimestriel sur l'évolution des dépenses hospitalières ; conditions de consultation de l'Observatoire par le Gouvernement) à l'adt n^o 450 de la commission (p. 6686)

Intervient sur l'adt n^o 289 de M. Jean-Luc Prével (modification des tarifs de psychiatrie après neutralisation de l'impact financier des créations et fermetures d'établissements) (p. 6687)

Son amendement n^o 397 rectifié (possibilité de modification des tarifs de psychiatrie au fur et à mesure de l'année en cours) : adopté (p. 6687)

Intervient sur l'adt n^o 209 de M. Jean Dionis du Séjour (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de la complexité et de la multiplicité des actes) (p. 6688)

Intervient sur l'adt n^o 32 de la commission des finances (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de l'évolution de l'activité médicale des établissements) (p. 6688)

Intervient sur l'adt n^o 168 de M. Jean-Luc Prével (frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie : prise en compte de l'évolution de l'activité médicale des établissements) (p. 6688)

Son amendement n^o 402 (compensation, pour les établissements, de la charge causée par l'encadrement des stagiaires) : retiré (p. 6688)

Intervient sur l'adt n^o 245 rectifié du Gouvernement (compétences de l'établissement public chargé de la gestion des personnels de direction de la fonction publique hospitalière et des praticiens hospitaliers) (p. 6689)

Intervient sur l'adt n^o 213 rectifié de M. Yves Bur (expérimentation de nouveaux modes de financement des activités de psychiatrie) (p. 6689)

Son amendement n^o 398 (expérimentation de nouveaux modes de financement des activités de psychiatrie) : retiré (p. 6689)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n^o 460 du Gouvernement (aide à l'installation des médecins ou chirurgiens-dentistes) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n^o 33 de la commission des finances (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n^o 172 de M. Jean-Luc Prével (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n^o 278 de M. Jean-Marie Le Guen (incitation à développer dans les hôpitaux locaux la dialyse et l'hospitalisation à domicile) (p. 6690)

Intervient sur l'adt n^o 55 de Mme Jacqueline Fraysse (rapport gouvernemental sur la responsabilité médicale) (p. 6691)

Article 41 précédemment réservé (conditions d'exercice des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sages-femmes titulaires d'un diplôme obtenu hors Union européenne)

Son intervention (p. 6710 et s.)

Son amendement n^o 403 : adopté (p. 6710)

Son amendement n^o 404 : adopté (p. 6711)

Ses amendements n^{os} 405 et 406 (p. 6711) : adoptés (p. 6712)

Son amendement n^o 407 : adopté (p. 6712)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n^o 255 précédemment réservé de Mme Catherine Génisson (rapport au Parlement sur le reclassement des techniciens de laboratoire en catégorie B) (p. 6712)

Article 42 précédemment réservé (répartition des capacités d'accueil et des crédits des unités de soins de longue durée)

Son intervention (p. 6714 et s.)

Article 43 précédemment réservé (création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6716 et s.)

Article 44 précédemment réservé (amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6720)

Article 45 précédemment réservé (conventions entre les pharmaciens d'officine et les EHPAD ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur – forfaits soins de ces EHPAD – accès du médecin coordonnateur des EHPAD au dossier médical personnel des résidents)

Son intervention (p. 6721)

Son amendement n° 408 (p. 6721)

Article 46 précédemment réservé (gestion des crédits de promotion des actions innovantes et de renforcement de la professionnalisation par la CNSA)

Son intervention (p. 6722)

Article 47 précédemment réservé (exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans)

Son intervention (p. 6722)

Après l'article 47

Intervient sur l'ad t n° 295 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur la lutte contre la toxicomanie) (p. 6723)

Intervient sur l'ad t n° 307 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prél (vote annuel par le Parlement des priorités en matière de santé à partir des propositions de la Conférence nationale de la santé) (p. 6723)

Intervient sur l'ad t n° 350 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prél (débat annuel organisé au Parlement sur l'actualisation et l'évaluation des priorités en matière de santé) (p. 6723)

Article 49 précédemment réservé (missions et montant de la dotation du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés -FMESPP)

Son amendement n° 409 rectifié : adopté (p. 6724)

Article 51 précédemment réservé (création d'un Fonds de prévention des risques sanitaires -FPRS)

Ses amendements n°s 411 et 412 : adoptés (p. 6724)

Ses amendements n°s 413 et 414 : adoptés (p. 6725)

Article 52 précédemment réservé (objectifs de dépenses de la branche maladie pour 2007)

Son intervention (p. 6726)

Article 53 précédemment réservé (fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) pour 2007)

Son amendement n° 415 : adopté (p. 6729)

Après l'article 53

Intervient sur l'ad t n° 467 précédemment réservé du Gouvernement (permanence des soins) (p. 6729)

Avant l'article 60

Intervient sur l'ad t n° 40 précédemment réservé de la commission des finances (extension de la lutte contre les abus en matière de frais de transport ou d'indemnités journalières) (p. 6733)

Article 60 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 6734)

Article 61 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6736)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7974)

Thème :

Santé : maladies mentales (p. 7974)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7975)

Après l'article 1er

Son amendement n° 16 rectifié (fonctionnement des chambres de discipline de l'ordre des pharmaciens) : adopté (p. 7976)

Vincent ROLLAND

*Savoie (2^{me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Bernard ROMAN

*Nord (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 22 novembre 2006] (p. 17533)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Serge ROQUES

*Aveyron (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. [24 octobre 2006] (p. 6479)

Enseignement. Programmes. Protection de l'environnement [6 février 2007] (p. 951)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

CULTURE

Examen du fascicule [15 novembre 2006] (p. 7510)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : monuments classés : protection (p. 7531)

SANTÉ

Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6838)

Son intervention (p. 6843)

Thèmes avant la procédure des questions :

Démographie : espérance de vie (p. 6843)

Santé : cancer (p. 6844)

Santé : crédits (p. 6843)

Santé : maladies mentales (p. 6844)

Santé : obésité (p. 6844)

Santé : prévention (p. 6843, 6844)

Santé : sida (p. 6844)

Santé : tabagisme (p. 6844)

Philippe ROUAULT

*Ille-et-Vilaine (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 14 : Écologie et développement durable (n° 3363) [12 octobre 2006]

Avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276 deuxième rectification [22 novembre 2006] (n° 3455)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7253)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : agences (p. 7253)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7253)

Environnement : biodiversité (p. 7254)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7253)

Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 7253)

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7704)

Crédits de la mission "Enseignement scolaire" inscrits à l'état B

Son amendement n° 295 (redéploiement de crédits du programme "soutien de la politique de l'éducation nationale" vers le programme "enseignement privé du premier et du second degré") (p. 7704)

Son amendement n° 296 (redéploiement de crédits du programme "soutien de la politique de l'éducation nationale" vers le programme "enseignement technique agricole") (p. 7706)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8815)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8824)

Son intervention (p. 8832)

Thèmes :

Eau : agences (p. 8832)

Eau : eaux pluviales (p. 8833)

Eau : redevances des agences de l'eau : inconstitutionnalité (p. 8824, 8832)

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 23 (taxe pour la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales)

Son amendement n° 210 (de suppression) : adopté (p. 8933)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son amendement n° 211 (de suppression) (p. 8965) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8967)

Jean-Marc ROUBAUD

*Gard (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar relatif à l'établissement à Paris d'une délégation de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) et de l'avenant n° 1 à cet accord (n° 3351) [17 octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (n° 3565) [17 janvier 2007]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar relatif à l'établissement à Paris d'une délégation de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) et de l'avenant n° 1 à cet accord (n° 3351) [12 décembre 2006] (n° 3510)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Services bancaires. Tarification [14 novembre 2006] (p. 7357)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1806, posée le 9 janvier 2007. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 169). Appelée le 9 janvier 2007. Sages-femmes, réforme (p. 24)

Michel ROUMEGOUX

*Lot (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM). Réforme [14 novembre 2006] (p. 7364)

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. [7 février 2007] (p. 1011)

René ROUQUET

*Val-de-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1813, posée le 9 janvier 2007. Collectivités territoriales. DGF (J.O. Questions p. 171). Appelée le 9 janvier 2007. Bonification, aménagements urbains, pratiques écologiques (p. 10)

n° 1902, posée le 20 février 2007. Parlement. Sénat (J.O. Questions p. 1642). Appelée le 20 février 2007. Ordre du jour, inscription, proposition de loi visant à réprimer la négation du génocide arménien (p. 1303)

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6095)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6095)

Droit pénal : génocide : recherches universitaires (p. 6096)

Droit pénal : génocide : Turquie (p. 6095)

Parlement : rôle : histoire (p. 6095)

Max ROUSTAN

*Gard (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1736, posée le 28 novembre 2006. Chômage : indemnisation. Réglementation (J.O. Questions p. 12273). Appelée le 29 novembre 2006. Fonctionnaires territoriaux, OPAC (p. 8253)

Xavier de ROUX

*Charente-Maritime (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur (n° 3392) [8 novembre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

Rapporteur de la proposition de loi instituant la fiducie (n° 3385) [10 janvier 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

DEPOTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur (n° 3392) [6 décembre 2006] (n° 3500)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005 de sauvegarde des entreprises [31 janvier 2007] (n° 3651)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, instituant la fiducie (n° 3385) [1^{er} février 2007] (n° 3655)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iran. Conférence négationniste, conséquences, relations bilatérales [13 décembre 2006] (p. 8983)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5801)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : stock options (p. 5801)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5801)

Marchés financiers : actions (p. 5802)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son intervention (p. 5845)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 5963)

Avant l'article 37

Ses sous-amendements n°s 48, 49 et 50 à l'ad n° 2 de M. Édouard Balladur : retirés (p. 6005)

Intervient sur l'ad n° 295 de M. François Guillaume (impossibilité de vendre les stock-options par leurs bénéficiaires durant leur mandat) (p. 6006)

Intervient sur l'ad n° 287 de M. François Guillaume (réalisation des stock-options par leurs bénéficiaires interdite avant un mois) (p. 6006)

Intervient sur l'ad n° 288 de M. François Guillaume (obligation d'opter, soit pour les stock-options, soit pour l'attribution d'actions gratuites) (p. 6006)

Intervient sur l'ad n° 2 de M. Édouard Balladur (conditions d'exercice des stock-options attribuées aux dirigeants d'entreprise) (p. 6006)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)

Son intervention (p. 6927)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : petites et moyennes entreprises (p. 6927)

Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 6927)

Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) (p. 6927)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6927)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 568 de M. Jean-Christophe Lagarde (aggravation des peines en cas de violation répétée d'un arrêté municipal) (p. 8388)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9076)

Thèmes :

Etat : Médiateur de la République (p. 9076)

Justice : magistrats : responsabilité (p. 9076)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Avant l'article 5

Intervient sur le sous-adt n° 73 rectifié de M. Michel Vaxès (et n'ayant pas fait l'objet de voies de recours) à l'adt n° 69 deuxième rectification du Gouvernement (violation grave et intentionnelle des droits des parties constitutive d'une faute disciplinaire) (p. 9107)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de la commission (examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 9111)

Intervient sur le sous-adt n° 65 rectifié de M. Michel Vaxès (réclamations portant non pas sur le comportement d'un magistrat mais sur un dysfonctionnement du service public de la justice) à l'adt n° 24 rectifié de la commission (p. 9111)

Intervient sur le sous-adt n° 74 du Gouvernement (susceptible de constituer une faute disciplinaire) à l'adt n° 24 rectifié de la commission (p. 9111)

Intervient sur le sous-adt n° 66 rectifié de M. Michel Vaxès (et possibilité de saisir le Conseil supérieur de la magistrature) à l'adt n° 24 rectifié de la commission (p. 9111)

Intervient sur l'adt n° 52 de M. André Vallini (examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur les dysfonctionnements du service public de la justice et possibilité pour celui-ci de saisir le Conseil supérieur de la magistrature) (p. 9111)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 70 de la commission (durée maximale d'exercice des conseillers et avocats généraux en service extraordinaire à la Cour de cassation portée de cinq à huit ans) (p. 9113 et s.)

Projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion de l'article unique [14 décembre 2006] (p. 9116)

Article unique (examen par le Médiateur de la République des réclamations relatives au fonctionnement du service de la justice mettant en cause le comportement d'un magistrat de l'ordre judiciaire)

Son intervention (p. 9116)

Proposition de loi n° 3385 instituant la fiducie

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2007] (p. 1025)

Son intervention (p. 1027)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : fiducie : blanchiment des capitaux (p. 1028)

Banques et établissements financiers : fiducie : histoire (p. 1027)

Donations et successions : libéralités (p. 1027)

Donations et successions : successions : fiducie (p. 1027)

Droit civil : contrats : fiducie (p. 1028)

Enregistrement et timbre : formalités : fiducie (p. 1027)

Entreprises : délocalisations (p. 1028)

Entreprises : procédure de sauvegarde (p. 1027)

Impôts et taxes : évasion fiscale (p. 1027)

Discussion des articles [7 février 2007] (p. 1039)

Article 1er (régime juridique de la fiducie)

Son intervention (p. 1039)

Article 2 (déclaration de sommes ou d'opérations soupçonnées d'être illicites)

Son intervention (p. 1039)

Proposition de loi n° 3608 portant réforme de l'assurance de protection juridique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2007] (p. 1063)

Son intervention (p. 1068)

Thèmes :

Assurances : assurance juridique (p. 1068)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : rémunération (p. 1068)

Discussion des articles [8 février 2007] (p. 1069)

Article 3 (libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client)

Son intervention (p. 1073)

Patrick ROY

Nord (19^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Pauvreté. Lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6186)

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation, délais [20 décembre 2006] (p. 9221)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1717, posée le 28 novembre 2006. Enseignement secondaire. ZEP (J.O. Questions p. 12269). Appelée le 29 novembre 2006. Collèges ambition réussite, répartition, Nord (p. 8243)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Après l'article 12

Intervient sur l'adn n° 239 de M. Jean-Michel Dubernard (validation de l'accord collectif du 13 juillet 2004 fixant la durée de travail hebdomadaire dans le secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 6615)

Article 60 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 6734)

Article 61 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6736)

Projet de loi n° 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6975)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies fossiles : ressources (p. 6976)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : participations financières de l'Etat (p. 6976)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : privatisations (p. 6976)

Energie et carburants : tarifs (p. 6976)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7492 et s.)

Ségolène ROYAL

Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 octobre 2006] (p. 15183)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 octobre 2006] (p. 15183)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 octobre 2006] (p. 15288)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 octobre 2006] (p. 15288)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 janvier 2007] (p. 563)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 19 janvier 2007] (p. 1170)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 janvier 2007] (p. 1170)

S

Martial SADDIER

*Haute-Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [J.O. du 16 décembre 2006] (p. 19026)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XII : Transports (n° 3365) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3627 visant à encadrer les délais de paiement dans la sous-traitance industrielle [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Tourisme et loisirs. Stations de montagne. Déficit d'enneigement, conséquences [17 janvier 2007] (p. 390)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****TRANSPORTS**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7654)

Thèmes :

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : sécurité (p. 7654)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) : contrats de partenariat public-privé (p. 7654)

Transports urbains : sécurité des usagers (p. 7654)

Voirie : tunnels routiers : sécurité routière (p. 7654)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques**DEUXIEME LECTURE**

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son amendement n° 286 (p. 8890) : adopté (p. 8892)

Son amendement n° 285 (p. 8893)

Article 7 bis (ordonnance relative aux polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets)

Son amendement n° 315 rectifié (p. 8898)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 8903)

Article 8 bis (information des fédérations et associations départementales de pêcheurs sur les actes susceptibles d'affecter la faune piscicole)

Ses amendements n°s 287 et 354 (p. 8903)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8929)

Article 23 bis (crédit d'impôt pour dépenses de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif)

Son amendement n° 363 (p. 8933)

Article 24 quater (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires)

Son amendement n° 364 (p. 8945)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8966)

Article 36 (orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau entre 2007 et 2012)

Son amendement n° 365 (p. 8973) : adopté (p. 8974)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son amendement n° 366 (p. 9030)

Son intervention (p. 9033)

Article 46 (exercice des droits reconnus à la partie civile)

Son amendement n° 367 (p. 9035)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur**PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)***Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)*

Son intervention (p. 861)

Son amendement n° 131 (p. 871)

Michel SAINTE-MARIE

*Gironde (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1809, posée le 9 janvier 2007. Industrie. Construction aéronautique (J.O. Questions p. 170). Appelée le 9 janvier 2007. EADS, A 350, financement (p. 16)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention (p. 7129)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 7129)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 7129)

Politique extérieure : désarmement (p. 7130)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 7129)

Union européenne : politique de la défense (p. 7130)

Francis SAINT-LÉGER

*Lozère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3416 visant à compléter le droit applicable en cas d'abandon de véhicules chez les garagistes [3 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)

Procédure des questions :

Agriculture : montagne : aides (p. 7227)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations : guerre d'Algérie (p. 7483)

Rudy SALLES

*Alpes-Maritimes (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son intervention (p. 6109)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7021)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7021)

Ordre public : personnels : affectation (p. 7021)

Ordre public : personnels : zones urbaines sensibles (p. 7022)

Ordre public : violences urbaines (p. 7021)

Police : effectifs : Nice (p. 7021)

Police : police de proximité (p. 7021)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7590)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7591)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7591)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : logement (p. 7592)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7591)

Logement : mixité sociale (p. 7591)

Logement : politique du logement : droit (p. 7591)

Logement : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) : subventions (p. 7591)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 7591)

Logement : aides et prêts : allocations de logement : effet de seuil (p. 7592)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7591)

Politique sociale : cohésion sociale : contrats (p. 7591)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7591)

Jean-Claude SANDRIER

*Cher (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]**DEPOTS**

Proposition de résolution n° 3535 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société Wagon Automotive [20 décembre 2006]

Proposition de loi n° 3623 relative à l'extension du droit à réparation à tous les pupilles de la Nation, orphelins de guerre ou du devoir [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. Politique budgétaire. [10 octobre 2006] (p. 5938)

Impôt sur le revenu. Paiement. Prélèvement à la source [20 décembre 2006] (p. 9217)

Impôts et taxes. Politique fiscale. [17 janvier 2007] (p. 385)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1749, posée le 5 décembre 2006. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 12586). Appelée le 5 décembre 2006. Infrastructures, Cher (p. 8481)

n° 1868, posée le 30 janvier 2007. Entreprises. Entreprises en difficulté (J.O. Questions p. 925). Appelée le 30 janvier 2007.

Société Wagon Automotive, emploi et activité, Saint-Florent-sur-Cher (p. 715)

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Ses explications de vote [14 décembre 2006] (p. 8362)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8362)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007
--

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)**

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 6216) : rejetée (p. 6225)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 6218)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 3218)

Emploi : chômage : création d'emplois (p. 6219)

Emploi : politique de l'emploi : allègement des charges sociales (p. 6218)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 6218)

Finances publiques : dette publique (p. 6219)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6217)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6219)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 6217 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 6217 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 6218)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6218)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 6221)

Politique économique : capitalisme (p. 6219 et s.)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 6218 et s.)

Politique générale : populisme : extrême droite (p. 6217)

Politique sociale : pauvreté : inégalités (p. 6217)

Recherche (p. 6219, 6221)

Sociétés : dirigeants (p. 6217, 6219)

Travail : précarité (p. 6219)

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [18 octobre 2006] (p. 6305) ; [19 octobre 2006] (p. 6321, 6350, 6396) ; [20 octobre 2006] (p. 6420) ; [23 octobre 2006] (p. 6449)***Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu 2006)*

Son intervention (p. 6311 et s.)

Article 3 (revalorisation de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 6330)

Article 4 (aménagement du régime de l'hypothèque rechargeable)

Son intervention (p. 6338)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - biens professionnels : intégration dans l'assiette pour 50 % de leur valeur avant correction en fonction de l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés où ils sont situés) (p. 6339)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - titres de sociétés - abattement de 75 % en cas de pacte de conservation prévu par l'article 885 I bis du code général des impôts : suppression) (p. 6353)

Article 5 (amélioration de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance)

Son intervention (p. 6357 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 105 de M. Jean-Pierre Brard (presse bénéficiant des aides de l'Etat - dons aux associations de soutien : réduction d'impôt) (p. 6368)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Jean-Pierre Brard (presse bénéficiant des aides de l'Etat - dons aux associations de soutien : réduction d'impôt) (p. 6373)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Jean-Pierre Brard (TVA - taux normal ramené à 18,6 %) (p. 6385)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Jean-Pierre Brard (dépenses funéraires - application du taux réduit de TVA) (p. 6388)

Intervient sur l'adt n° 94 de M. Jean-Pierre Brard (énergie éolienne - matériels de production et de stockage - application du taux réduit de TVA) (p. 6388)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Jean-Pierre Brard (réseaux de chaleur - abonnements - application du taux réduit de TVA) (p. 6388)

Intervient sur l'adt n° 91 de M. Jean-Pierre Brard (établissements publics de santé et établissements accueillant des personnes handicapées- travaux : application du taux réduit de TVA) (p. 6388)

Article 6 précédemment réservé (création d'une réduction d'impôt en faveur des PME de croissance)

Son intervention (p. 6396)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 90 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières - bénéfiques - taux d'imposition : majoration égale à 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 6397)

Article 18 précédemment réservé (suppression du budget annexe des Monnaies et médailles et création de l'établissement public dénommé "La Monnaie de Paris")

Son intervention (p. 6410 et s.)

Article 11 (prélèvement sur la Caisse des dépôts et consignations)

Son intervention (p. 6416)

Article 12 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 6425)

Article 26 (prélèvement de solidarité pour l'eau)

Son intervention (p. 6441)

Explications de vote et vote [24 octobre 2006] (p. 6485)

Ses explications de vote (p. 6489)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 6490)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)**

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7482)

DÉFENSE**Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)**

Procédure des questions :

Défense : entreprises : restructurations (p. 7144)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**Explications de vote et vote [21 novembre 2006] (p. 7807)**

Ses explications de vote (p. 7811)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7811)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 2006] (p. 9159)**

Son intervention (p. 9168)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9169)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 9169)

Entreprises : investissements : industrie (p. 9168)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : financement (p. 9168)

Finances publiques : dette publique (p. 9168)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 9168)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 9169)

Politique sociale : inégalités : précarité (p. 9168)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9169)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)**

Son intervention (p. 8642)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8643 et s.)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 8644)

Environnement (p. 8644)

Finances publiques : dette publique (p. 8643)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8645)

Marchés financiers : fonds d'investissement (p. 8642, 8644)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : délocalisations (p. 8643)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : impôts et taxes (p. 8644)

Politique économique : capitalisme (p. 8612)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 8642)

Politique sociale : exclusion (p. 8643)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 3 (prorogation et aménagement du dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de TICGN en faveur des agriculteurs)

Son intervention (p. 8672)

Article 4 (instauration d'une exonération de TIPP au bénéfice du ministère de la défense)

Son intervention (p. 8677)

Article 7 (affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers - TIPP)

Son intervention (p. 8680)

Article 9 (compensation du transfert aux départements du financement du revenu minimum d'insertion - RMI)

Son intervention (p. 8685)

Article 19 (aménagement du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules "propres")

Son intervention (p. 8701)

Article 21 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de logements neufs et des logements achevés avant le 1er janvier 1977 économes en énergie)

Son intervention (p. 8705)

Article 23 (instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)

Son intervention (p. 8712)

Après l'article 29

Son amendement n° 276 (bénéfices des sociétés pétrolières – taux d'imposition : majoration égale à 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) : rejeté (p. 8733)

Article 32 (transformation de la déduction du revenu global au titre des souscriptions au capital des SOFICA en une réduction d'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8740 et s.)

Après l'article 36

Son amendement n° 275 (taxe professionnelle - abrogation du plafonnement à 3,5 % de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 8764)

Article 41 (modification des modalités de gestion des cotisations et prestations de retraite des fonctionnaires de La Poste)

Son intervention (p. 8768)

Après l'article 45

Son amendement n° 273 (rapport sur l'"optimisation fiscale" et la délocalisation fiscale des sociétés) (p. 8777) : rejeté (p. 8778)

Son amendement n° 274 (rapport sur le régime du bénéfice mondial) : rejeté (p. 8778)

Proposition de loi n° 3382 portant diverses dispositions intéressant la Banque de France

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 365)

Son intervention (p. 366)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France : code du travail (p. 366 et s.)

Banques et établissements financiers : Banque de France : retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 367)

Banques et établissements financiers : Banque de France : rôle et missions (p. 366 et s.)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 375)

Article 5 (application du droit du travail à la Banque de France)

Son intervention (p. 375 et s.)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 367)

Projet de loi n° 3275 ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1er juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 969)

Son intervention (p. 973)

Thèmes :

Défense : code de la défense (p. 973)

Droit pénal : procédures (p. 973, 974)

Energie et carburants : sécurité nucléaire (p. 973)

Justice : justice militaire (p. 973)

Justice : procédures (p. 973)

Police : officiers de police judiciaire (p. 973)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1213)

Thèmes :

Logement : personnes défavorisées (p. 1214)

Logement : accédants en difficulté : médiation (p. 1214)

Logement : droit au logement (p. 1213)

Politique sociale : précarité (p. 1214)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 1er (garantie par l'Etat du droit au logement)

Son intervention (p. 1260)

Après l'article 5

Son amendement n° 297 précédemment réservé (interdiction des coupures de fourniture en eau et énergie) (p. 1446) : rejeté (p. 1447)

Son amendement n° 296 rectifié précédemment réservé (interdiction des expulsions locatives) : rejeté (p. 1447)

Après l'article 5 octies

Son amendement n° 298 précédemment réservé (bénéfice du tarif "social" de l'énergie pour les personnes non-imposables sur leur revenu) : rejeté (p. 1453)

André SANTINI

*Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 novembre 2006] (p. 17299)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 novembre 2006] (p. 17299)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 novembre 2006] (p. 17981)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 novembre 2006] (p. 17981)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 décembre 2006] (p. 18700)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 9 décembre 2006] (p. 18700)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 19 décembre 2006] (p. 19135)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 décembre 2006] (p. 19135)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Ses explications de vote [12 octobre 2006] (p. 6112)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 6112)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son amendement n° 350 (p. 8951)

Son amendement n° 348 (p. 8955)

Nicolas SARKOZY

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 26 mars 2007 [J.O. du 27 mars 2007] (p. 5642)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Herbillon. Etrangers. Logement. Squat de Cachan, évacuation, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5723)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Etrangers. Logement. Squat de Cachan, évacuation, conséquences [3 octobre 2006] (p. 5725)

Mme Nadine Morano. Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [4 octobre 2006] (p. 5771)

M. Thierry Mariani. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [4 octobre 2006] (p. 5773)

M. Bruno Le Roux. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention, Seine-Saint-Denis [4 octobre 2006] (p. 5774)

M. Manuel Valls. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Policiers victimes d'agressions, lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6180)

Mme Chantal Bourragué. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun [18 octobre 2006] (p. 6253)

Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. Etrangers. Immigration clandestine, lutte et prévention [25 octobre 2006] (p. 6548)

M. Bernard Derosier. Droit pénal. Procédure pénale. Perquisitions, réglementation [7 novembre 2006] (p. 6993)

M. Claude Goasguen. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifestations sportives, décès d'un supporter, Parc des princes, Paris [28 novembre 2006] (p. 8159)

M. Bruno Le Roux. Police. Syndicats. Elections professionnelles, résultats [28 novembre 2006] (p. 8159)

M. Arnaud Montebourg. Ordre public. Police. Fichiers informatisés, contenu [28 novembre 2006] (p. 8162)

M. Christophe Caresche. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifestations sportives, décès d'un supporter, Parc des princes, Paris [28 novembre 2006] (p. 8165)

M. Thierry Mariani. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [13 décembre 2006] (p. 8980)

Mme Paulette Guinchard. Etrangers. Expulsion. Réglementation famille [20 décembre 2006] (p. 9219)

M. Christian Bataille. Etat. Organisation. Laïcité, rapport, conclusions [16 janvier 2007] (p. 296)

M. Paul Giacobbi. Collectivités territoriales. Corse. Sécurité publique [17 janvier 2007] (p. 387)

M. Pierre Bourguignon. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Banlieues [13 février 2007] (p. 1111)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

SÉCURITÉ ET SÛRETÉ CIVILE

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)
Son intervention (p. 7009)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7009)
- Droit pénal : récidive : mineurs (p. 7014)
- Droit pénal : violences conjugales : éloignement du domicile (p. 7010)
- Enfants : mauvais traitements : secret professionnel (p. 7010)
- Etrangers : immigration clandestine : expulsion (p. 7010)
- Ordre public : personnels : agressions (p. 7011)
- Ordre public : personnels : recrutement (p. 7011)
- Ordre public : personnels : rémunération au mérite (p. 7012)
- Ordre public : personnels : violences urbaines (p. 7013)
- Police : action sociale (p. 7011)
- Police : fichiers informatisés (p. 7013)
- Police : transports ferroviaires (p. 7013)
- Police : commissariats : construction (p. 7012)
- Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) : sécurité publique (p. 7013)
- Police : équipements (p. 7011)
- Police : policiers : affectation (p. 7011)
- Sécurité publique : sécurité civile : hélicoptères (p. 7014)
- Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : investissement (p. 7014)
- Sécurité routière : statistiques (p. 7009)
- Sports : stades : interdiction (p. 7013)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)
Ses interventions (p. 7812, 7898)

Thèmes :

- Animaux : animaux dangereux (p. 7819)
- Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 7816)
- Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 7815)
- Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7815, 7899)
- Communes : maires : information (p. 7816)
- Communes : maires : officiers de police judiciaire (p. 7815)
- Drogue : cannabis (p. 7817)
- Drogue : toxicomanie (p. 7817)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : Internet (p. 7818)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7813, 7820)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : Parti socialiste (p. 7812)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7813)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7812)
- Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 7813)

Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public : répression (p. 7819)

Droit pénal : mineurs : sanctions (p. 7814, 7900)

Droit pénal : peines planchers (p. 7820, 7900)

Droits de l'homme et libertés publiques : antisémitisme (p. 7899)

Enseignement : élèves : absentéisme (p. 7815)

Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 7816)

Famille : parents : responsabilité (p. 7816)

Gens du voyage : stationnement : expulsion (p. 7818)

Jeux et paris : Internet (p. 7818)

Justice : délais : mineurs (p. 7814)

Justice : victimes (p. 7814, 7898)

Police : effectifs : création d'emplois (p. 7812)

Police : équipements (p. 7812)

Police : police de proximité (p. 7898)

Police : police scientifique (p. 7813)

Police : policiers : carrière (p. 7813)

Police : service volontaire citoyen (p. 7819)

Politique sociale : aide sociale : conseils généraux (p. 7816)

Prestations familiales : tutelle (p. 7816)

Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 7817)

Santé : maladies mentales : hospitalisation d'office (p. 7817)

Sécurité routière : lutte contre la violence routière (p. 7819)

Sécurité routière : permis à points (p. 7819)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1120)

Thèmes :

- Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1122)
- Drogue : usage : peines (p. 1120)
- Droit pénal : lutte contre le racisme (p. 1121)
- Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 1120)
- Droit pénal : menaces contre les personnes exerçant une mission de service public : aggravation des peines (p. 1121)
- Droit pénal : mineurs : délais (p. 1120)
- Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 1120)
- Droit pénal : mineurs : récidive (p. 1121)
- Enseignement : personnel : agressions (p. 1121)
- Justice : victimes (p. 1122)
- Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 1121)

Joël SARLOT

*Vendée (5^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Odile SAUGUES

*Puy-de-Dôme (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome XIV : Transports (transports aériens ; contrôle et exploitation aériens) (n° 3365) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3778 rectifiée visant à assurer la mise en application du principe de développement durable au transport aérien [13 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****TRANSPORTS**

Rapporteuse pour avis au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006*

Ses interventions (p. 7654, 7665, 7667)

Thèmes :

Aménagement du territoire : transports aériens (p. 7654)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 7654)

Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 7654)

Transports aériens : personnel : conditions de travail (p. 7654)

Transports aériens : sécurité (p. 7654)

Transports aériens : sécurité : contrôle parlementaire (p. 7665, 7667)

Transports aériens : sécurité : lutte contre le terrorisme (p. 7654)

Transports aériens : trafic : redevances aéronautiques (p. 7654)

François SAUVADET

*Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3479 tendant à aménager l'interdiction du tabac en fonction de la taille de l'établissement [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Hôtellerie et restauration. Durée du travail. Réduction, application [24 octobre 2006] (p. 6476)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES****Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7189, 7227)**

Son intervention (p. 7198)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives : agriculture (p. 7199)

Agriculture : droits à paiement unique (DPU) (p. 7200)

Agriculture : assurance récolte (p. 7199)

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 7200)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 7200)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 7200)

Agriculture : Fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) (p. 7199)

Agriculture : indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) (p. 7199)

Agriculture : prêts bonifiés (p. 7199)

Agriculture : prime herbagère environnementale (p. 7199)

Agriculture : produits agricoles : principe de précaution (p. 7199)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 7200)

Bois et forêts : filière bois (p. 7199)

Commerce extérieur : exportations : produits agricoles (p. 7199)

Elevage : bâtiments (p. 7199)

Elevage : bovins : aides (p. 7199)

Energie et carburants : biocarburants (p. 7198)

Enseignement agricole (p. 7200)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 7198)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7198)

Retraites : régime agricole (p. 7200)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)**

Son intervention (p. 7387)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 7387)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7387)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 7388)

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7387)

Commerce et artisanat : buralistes : aménagement du territoire (p. 7388)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés : tourisme et loisirs (p. 7388)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7387)

Secteur public : services publics : zones rurales (p. 7388)

Télécommunications : Internet : accès (p. 7387)

Télécommunications : téléphones mobiles : accès (p. 7387)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 7388)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 4 (critères de classement des cours d'eau et obligations relatives aux ouvrages)

Son amendement n° 316 (p. 8882)

Article 4 bis A (sanctions applicables aux entreprises hydrauliques exploitées sans titre et suppression du droit de préférence)

Son intervention (p. 8887)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son intervention (p. 8894)

Article 23 bis (crédit d'impôt pour dépenses de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif)

Son amendement n° 355 (p. 8933)

Article 23 ter (crédit d'impôt pour les dépenses d'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux pluviales)

Son intervention (p. 8945)

Article 26 (dispositions relatives aux services publics de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8949)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son intervention (p. 8959)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8965)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son intervention (p. 8968)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 6 bis (ratification des ordonnances relatives à la création du régime social des indépendants et instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants)

Son intervention (p. 1397)

François SCCELLIER

*Val-d'Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 41 : Ville et logement (aide à l'accès au logement ; développement et amélioration de l'offre de logement) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Patrimoine culturel. Musée de l'air et de l'espace. Développement, Le Bourget [28 novembre 2006] (p. 8162)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7562)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7562)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 7563)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7563)

Logement : habitat insalubre (p. 7563)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 7563)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 7563)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7562)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7614)

Article 62 (harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement -FNAL)

Son intervention (p. 7615)

**ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS****[17 novembre 2006] (p. 7764)***Après l'article 40*

Son amendement n° 294 (logements locatifs sociaux – fixation à 20 ans de l'exonération de taxe foncière sous condition de respect de critères de qualité environnementale : ajout des matériaux indéfiniment recyclables) : rejeté (p. 7775)

Projet de loi n° 3426 ratifiant l'ordonnance n° 2006-1048 du 25 août 2006 relative aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8585)**

Son intervention (p. 8588)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 8589)

Logement : mixité sociale (p. 8589)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété (SACICAP) : action sociale (p. 8589)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété (SACICAP) : budget (p. 8589)

Logement : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété (SACICAP) : organisation (p. 8588)

Logement : Union d'économie sociale : sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accèsion à la propriété (SACICAP) (p. 8588)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8589)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)**

Son intervention (p. 491)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 491)

Elections et référendums : élections cantonales : modes de scrutin (p. 491)

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 492)

Elections et référendums : élections municipales : parité (p. 492)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Article 3 (parité aux élections cantonales - institution d'un suppléant du conseiller général, obligatoirement de sexe opposé)

Son intervention (p. 510)

Son amendement n° 9 (p. 512)

Ses explications de vote (p. 522)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 522)

André SCHNEIDER

*Bas-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont ferroviaire sur le Rhin à Kehl (n° 3677) [7 février 2007]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution, du 30 août au 19 octobre 2006 (n°s E 3225 à E 3227, E 3229, E 3237, E 3240 à E 3244, E 3248, E 3250, E 3252, E 3253, E 3255 à E 3258, E 3261, E 3263, E 3267 et E 3269 à E 3275) et sur les textes n°s E 1285, E 2835, E 2874, E 3015, E 3028, E 3055, E 3118, E 3161, E 3174, E 3176, E 3179, E 3180, E 3191, E 3192, E 3195, E 3198, E 3201, E 3209, E 3214 et E 3215 [24 octobre 2006] (n° 3394)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont ferroviaire sur le Rhin à Kehl (n° 3677) [13 février 2007] (n° 3691)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la situation de la langue française dans le monde [13 février 2007] (n° 3693)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Fonctionnaires et agents publics. Formation professionnelle. Formation continue, réglementation [29 novembre 2006] (p. 8269)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1764, posée le 5 décembre 2006. Enseignement : personnel. Enseignants (J.O. Questions p. 12590). Appelée le 5 décembre 2006. Voyages scolaires, accompagnateurs, frais, prise en charge (p. 8504)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)**

Son intervention (p. 7868)

Thèmes :

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 7869)

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 7869)

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7868)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 7869)

Enseignement : élèves : absentéisme (p. 7869)

Professions sociales : travailleurs sociaux : secret professionnel (p. 7869)

Bernard SCHREINER

*Bas-Rhin (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la quatrième partie de sa session ordinaire de 2006 [21 décembre 2006] (n° 3548)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la première partie de sa session ordinaire de 2007 [20 février 2007] (n° 3742)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2007 [12 juin 2007] (n° 3813)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Intégration. Contrat d'intégration [30 janvier 2007] (p. 749)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT****Examen du fascicule [2 novembre 2006] (p. 6811)**

Son intervention (p. 6824)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : crédits budgétaires (p. 6824)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 6824)

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)***Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7484)

SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE**Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)***Procédure des questions :*

Automobiles et cycles : vélomoteurs : immatriculation (p. 7045)

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) : réservistes (p. 7047)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)**

Son intervention (p. 7963)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres psychiatriques (p. 7963)

Santé : maladies mentales (p. 7963)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

*Val-de-Marne (3^{ème} circonscription)
Apparté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3571 instituant un droit à l'hébergement et au logement des personnes sans domicile fixe [16 janvier 2007]

Proposition de résolution n° 3681 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les infections nosocomiales [9 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution****PREMIERE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)**

Son intervention (p. 315)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 316)

Constitution : article 68 (p. 316)

Justice : Cour de cassation (p. 316)

Justice : Haute cour de justice (p. 317)

Président de la République : responsabilité (p. 317)

Président de la République : cohabitation : contrôle parlementaire (p. 318)

Président de la République : statut pénal (p. 316)

Président de la République : statut pénal : Etats-Unis (p. 316)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)**

Son intervention (p. 771)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 771)

Droit pénal : réclusion criminelle : perpétuité (p. 771)

Relations internationales : peine de mort (p. 771)

Jean-Marie SERMIER

*Jura (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution, du 30 août au 19 octobre 2006 (n^{os} E 3225 à E 3227, E 3229, E 3237, E 3240 à E 3244, E 3248, E 3250, E 3252, E 3253, E 3255 à E 3258, E 3261, E 3263, E 3267 et E 3269 à E 3275) et sur les textes n^{os} E 1285, E 2835, E 2874, E 3015, E 3028, E 3055, E 3118, E 3161, E 3174, E 3176, E 3179, E 3180, E 3191, E 3192, E 3195, E 3198, E 3201, E 3209, E 3214 et E 3215 [24 octobre 2006] (n^o 3394)

Proposition de loi n^o 3416 visant à compléter le droit applicable en cas d'abandon de véhicules chez les garagistes [3 novembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes (COM [2007] 17 final/n^o E 3448) [20 février 2007] (n^o 3748)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 janvier au 12 février 2007 (n^{os} E 3376, E 3381, E 3382, E 3387, E 3388, E 3391, E 3394, E 3397 à E 3420, E 3422 à E 3425, E 3427 à E 3439, E 3442 et E 3444 à E 3446) et sur les textes n^{os} E 2572, E 2666, E 3056, E 3108, E 3129, E 3143, E 3206, E 3251, E 3254, E 3311, E 3321, E 3323, E 3324, E 3328, E 3329, E 3340, E 3360 et E 3371 [21 février 2007] (n^o 3765)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides, versement anticipé [17 octobre 2006] (p. 6185)

Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles. Véhicules non polluants, développement [13 février 2007] (p. 1116)

DEBATS

Projet de loi n^o 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8965)

Henri SICRE

*Pyrénées-Orientales (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n^o 1898, posée le 20 février 2007. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p.1642). Suppléé par M. Albert Facon. Appelée le 20 février 2007. Inondations, travaux, financement, Pyrénées-Orientales (p. 1310)

Yves SIMON

*Allier (3^{ème} circonscription)
Apparté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie [J.O. du 27 octobre 2006] (p. 16154)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. [20 décembre 2006] (p. 9218)

DEBATS

Projet de loi n^o 3201 relatif au secteur de l'énergie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 novembre 2006] (p. 6965)

Son intervention (p. 6981)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 6982)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 6982)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 6982)

Projet de loi n^o 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 5 (entretien des cours d'eau non domaniaux)

Son amendement n° 329 (p. 8894)

Ses amendements n°s 20, 21 et 22 (p. 8895)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Son amendement n° 381 (p. 8915)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8929)

Article 23 bis (crédit d'impôt pour dépenses de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8934)

Article 24 quater (présomption de qualité des eaux de source consommées depuis plusieurs générations sans avoir suscité de problèmes sanitaires)

Son amendement n° 330 (p. 8945)

Article 28 bis (Fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement)

Son intervention (p. 8966)

Article 34 ter (compatibilité du schéma départemental des carrières avec le SDAGE ou le SAGE)

Son amendement n° 23 (de suppression) : adopté (p. 8970)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 13 (diversification des modes d'accueil des enfants placés et aménagement des règles d'exercice de l'autorité parentale)

Son intervention (p. 158)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 5 nonies

Son amendement n° 157 précédemment réservé (pouvoir du juge d'autoriser la location d'un logement en cas d'abandon manifeste) (p. 1453) : adopté après modification (p. 1455)

Après l'article 6 L

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone urbaine sensible) (p. 1464)

Intervient sur l'adt n° 404 précédemment réservé du Gouvernement (extension à la Foncière logement du taux réduit de TVA pour les logements intermédiaires construits en zone faisant l'objet d'une convention ANRU) (p. 1464)

Jean-Pierre SOISSON

*Yonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Hausse, conséquences [21 novembre 2006] (p. 7803)

RAPPELS AU REGLEMENT

Remercie le Gouvernement d'avoir modifié l'ordre du jour, pour permettre à l'Assemblée de terminer la discussion du projet de loi sur l'eau [13 décembre 2006] (p. 9021)

DEBATS**Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale**

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6037)

Son intervention (p. 6054)

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 3 (reconnaissance d'un droit individuel à la formation - prise en compte de la formation dans la reconnaissance de l'expérience professionnelle)

Son intervention (p. 6070 et s.)

Article 8 (missions du Centre national de la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 6074)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7499)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son intervention (p. 8193)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8539)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8543)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 8565)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 8549)

Etat : Conseil économique et social (p. 8540)

Politique sociale : dialogue social (p. 8539, 8540, 8543, 8549, 8550)

Syndicats : représentativité (p. 8540, 8543, 8550)

Travail : code du travail (p. 8549)

Travail : négociations (p. 8549, 8550)

Travail : précarité (p. 8549)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de M. Alain Vidalies (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Maxime Gremetz (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 45 de Mme Martine Billard (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 36 de M. Alain Vidalies (appréciation de la représentativité nationale des organisations syndicales en fonction des résultats d'une élection de représentativité réservée aux organisations respectant les valeurs républicaines) (p. 8571)

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Alain Vidalies (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur) (p. 8576)

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié de M. Maxime Gremetz (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur applicables en vertu d'une convention) (p. 8576)

Intervient sur l'adt n° 29 de M. Alain Vidalies (suppression d'une disposition remettant en cause les règles relatives au contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 8577)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8614 et s.)

Seconde délibération

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8633)

Explications de vote et vote [12 décembre 2006] (p. 8879)

Ses explications de vote (p. 8879)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8880)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 décembre 2006] (p. 9021)

Son intervention (p. 9024)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte des compétences acquises dans l'exercice des mandats locaux pour l'ouverture des droits au congé individuel de formation) (p. 519)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers généraux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 519)

Intervient sur l'adt n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers régionaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 519)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 772)

Son intervention (p. 776)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1244)

Thèmes :

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1244)

Logement : logement social (p. 1244)

Logement : aides et prêts : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (p. 1244)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1496)

Son intervention (p. 1502)

Thèmes :

Départements : action sociale : dépenses (p. 1502)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1502)

Michel SORDI

*Haut-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Frédéric SOULIER

*Corrèze (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (n° 3460) [6 décembre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [J.O. du 8 février 2007] (p. 2454)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3348 relative à l'instauration du péage sans barrière [3 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3417 visant à ramener la période de restitution des points du permis de conduire de trois ans à dix-huit mois [3 novembre 2006]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (n° 3460) [24 janvier 2007] (n° 3613)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Couverture du territoire [30 janvier 2007] (p. 747)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1737, posée le 28 novembre 2006. Formation professionnelle. Apprentissage (J.O. Questions p. 12273). Appelée le 29 novembre 2006. Mise en place, modalités (p. 8256)

DEBATS**Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2007] (p. 781) ; [31 janvier 2007] (p. 816)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 788)

Thèmes :

Aménagement du territoire : équipement : télévision (p. 788)

Audiovisuel et communication : télévision mobile personnelle (TMP) (p. 788, 789)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 788)

Audiovisuel et communication : chaînes locales (p. 789)

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 788)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 788, 789)

Audiovisuel et communication : télévision : équipements (p. 789)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 788, 789)

Télécommunications : Internet (p. 788)

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)**Avant l'article 2**

Intervient sur l'ad n° 280 de la commission des affaires économiques (institution d'une Commission supérieure de la convergence numérique et des postes ; compétence en matière d'attribution du dividende numérique) (p. 834)

Article 2 (procédure dérogatoire d'attribution des fréquences pour le "dividende numérique")

Son intervention (p. 836)

Article 5 (modalités d'extension de la couverture de la TNT et d'extinction de la diffusion analogique)

Son intervention (p. 858 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 37 deuxième rectification de la commission (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 879)

Intervient sur l'ad n° 86 troisième rectification de la commission des affaires économiques (obligation à toute personne qui construit un ensemble d'habitations de mettre en place les équipements permettant la réception de l'ensemble des réseaux de communications électroniques) (p. 879)

Article 9 (régime spécifique d'autorisation pour les services de télévision en haute définition et la télévision mobile personnelle)

Son intervention (p. 889)

Article 10 (procédure d'autorisation de l'opérateur de multiplex et reprise des chaînes de télévision mobile personnelle par les distributeurs)

Son intervention (p. 891)

Article 16 ter (définition de l'œuvre audiovisuelle)

Son intervention (p. 910)

Après l'article 16 quinquies

Intervient sur le sous-adt n° 286 de la commission des affaires économiques (neutralité fiscale et technologique pour l'ensemble des distributeurs) à l'ad n° 62 de la commission (aménagement de la contribution du secteur télévisuel au compte de soutien à l'industrie des programmes - COSIP) (p. 914)

Daniel SPAGNOU

*Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Montagne. [5 décembre 2006]
(p. 8517)

Dominique STRAUSS-KAHN

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

Alain SUGUENOT

*Côte-d'Or (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Accession à la propriété. Aides de l'État
[29 novembre 2006] (p. 8267)

T

Michèle TABAROT

*Alpes-Maritimes (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome IV : Justice (administration pénitentiaire ; protection judiciaire de la jeunesse) (n° 3368) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3442 prévoyant l'indemnisation des commerces qui subissent des préjudices financiers en raison de travaux sur la voie publique d'une durée supérieure à douze mois [15 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3755 visant à qualifier de traite d'être humain tout fait portant atteinte au principe d'inaliénabilité de la personne [21 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Adoption. Pupilles de l'État, développement [13 décembre 2006] (p. 8987)

Relations internationales. Droits de l'homme et libertés publiques. Recrutement des enfants soldats, lutte et prévention [7 février 2007] (p. 1008)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1892, posée le 13 février 2007. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 1436). Appelée le 13 février 2007. Portables, antennes relais, installation, conséquences, santé (p. 1089)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Rapporteuse pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7548)

Article 34 (crédits du budget général)

Son intervention (p. 7551)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Son intervention (p. 7574)

Thèmes :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 7575)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires (p. 7574)

Système pénitentiaire : détenus : cohabitation (p. 7574)

Système pénitentiaire : détenus : cultes (p. 7575)

Système pénitentiaire : détenus : formation professionnelle (p. 7575)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 27 (règlements et tarification des services de distribution d'eau et d'assainissement)

Son amendement n° 265 (p. 8960)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 55)

Thèmes :

Départements : présidents de conseil général (p. 56)

Enfants : droits de l'enfant (p. 55, 56)

Famille : abandon de famille : enfants (p. 56)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 55, 56)

Justice : enfants (p. 55)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Après l'article 3

Son amendement n° 204 (saisine du tribunal de grande instance par le président du conseil général en vue d'un prononcé d'abandon) : retiré (p. 89)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Son intervention (p. 492)

Thèmes :

Femmes : parité : législation (p. 492)

Femmes : politique à l'égard des femmes (p. 492)

Hélène TANGUY

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3104 relative au suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires [18 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Usines d'incinération, conséquences, santé [6 décembre 2006] (p. 8609)

Christiane TAUBIRA

*Guyane (1^{ère} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Traités et conventions. Convention sur les armes classiques produisant des effets traumatiques. Attitude de la France [25 octobre 2006] (p. 6551)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6282)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 6283)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6283)

Impôt sur le revenu : réforme : "bouclier fiscal" (p. 6283)

Parlement : prérogatives : opposition (p. 6282 et s.)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**OUTRE-MER**

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7343)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : service public hospitalier : Guyane (p. 7343)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 7344)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : outre-mer (p. 7343)

Justice : Cour des comptes : outre-mer (p. 7343)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7344)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : moyens (p. 7343)

Outre-mer : transports aériens (p. 7343)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7343)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions : outre-mer (p. 7343)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7374)

Crédits de la mission : "Outre-mer" inscrits à l'Etat B

Son amendement n° 104 (p. 7375)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7935)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7935)

Constitution : séparation des pouvoirs : Assemblée nationale (p. 7936)

Droit pénal : délinquance et criminalité : insertion professionnelle et sociale (p. 7935)

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 7935)

Ordonnances : loi d'habilitation : maladies mentales (p. 7936)

Politique sociale : inégalités (p. 7936)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 602)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : villes (p. 603)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 603)

Outre-mer : généralités (p. 602)

Politiques communautaires : territoires d'outre-mer (p. 603)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 6 (dispositions organiques du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 651)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Discussion générale commune du projet de loi organique (n° 3404) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi (n° 3405) portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (voir outre-mer 3404)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 180 deuxième rectification (droit additionnel à l'octroi de mer régional à Cayenne et à Fort-de-France) : retiré (p. 681)

Son amendement n° 207 (droit additionnel à l'octroi de mer régional à Cayenne) : retiré (p. 681)

Jean-Charles TAUGOURDEAU

*Maine-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 14 (délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable et sécurité des ouvrages hydrauliques)

Son amendement n° 194 (p. 8914)

Article 19 (habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à la réglementation des produits phytosanitaires)

Son intervention (p. 8923)

Article 23 bis (crédit d'impôt pour dépenses de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8934)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son amendement n° 196 deuxième rectification (p. 8968)

Son amendement n° 197 (p. 8968)

Article 37 (redevances des agences de l'eau)

Son amendement n° 198 (p. 9028)

Son intervention (p. 9029 et s.)

Article 50 (entrée en vigueur de certains articles)

Son amendement n° 200 (p. 9037)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)

Article unique (définition du corps électoral pour l'élection des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie)

Son intervention (p. 9014)

Guy TEISSIER

*Bouches-du-Rhône (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3442 prévoyant l'indemnisation des commerces qui subissent des préjudices financiers en raison de travaux sur la voie publique d'une durée supérieure à douze mois [15 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3574 visant à soumettre la création de nouvelles zones d'aménagement concerté au respect des normes de haute qualité environnementale et des principes d'habitat durable [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3722 visant à obliger les résidences étudiantes en zone "UA" à avoir une place de parking par logement [15 février 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le contrôle de l'exécution des crédits de la défense pour l'exercice 2006 [21 février 2007] (n° 3753)

Proposition de loi n° 3798 visant à permettre aux résidents des immeubles en copropriété accueillant des équipements publics d'obtenir un crédit d'impôt sur les travaux d'entretien ou de rénovation des parties communes favorisant l'accès à des services publics de proximité [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1864, posée le 30 janvier 2007. Urbanisme. Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 925). Appelée le 30 janvier 2007. Marseille (p. 733)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 7119)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7119)

Défense : armements et équipements : recherche développement (p. 7119)

Défense : avions (p. 7119)

Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 7120)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 7120)

Défense : entreprises : GIAT-Industries (p. 7120)
 Défense : hélicoptères (p. 7119)
 Défense : loi de programmation militaire (p. 7119)
 Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7119)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7120)

Pascal TERRASSE

*Ardèche (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 22 : Politiques des territoires (tourisme) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de résolution n° 2730 tendant à exprimer le soutien de l'Assemblée nationale au Gouvernement dans la négociation européenne sur les taux réduits de TVA (E 2365)

Avant la discussion de l'article unique [14 décembre 2005] (p. 8346)

Son intervention (p. 8357)

Thèmes :

Finances publiques : recettes fiscales (p. 8358)
 Hôtellerie et restauration : restauration rapide (p. 8357)
 Logement (p. 8357)
 Politiques communautaires : budget (p. 8358)
 Tourisme et loisirs (p. 8357)
 TVA : taux réduit : groupe socialiste (p. 8357)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 6516)

Son intervention (p. 6537)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 6537, 6538)
 Etablissements de santé : établissements privés (p. 6538)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6538)
 Professions de santé : médecins (p. 6539)
 Santé : zones rurales (p. 6539)

Santé : données médicales (p. 6539)

Santé : politique de la santé (p. 6539, 6540)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 6538)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 6539)

Sécurité sociale : déficit (p. 6538)

Sécurité sociale : financement (p. 6516, 6537 et s.)

Travail : durée du travail : hôtellerie et restauration (p. 6516)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7384)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 7385)

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 7384)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés : tourisme et loisirs (p. 7384)

Hôtellerie et restauration : classement (p. 7384)

Régions : contrats de plan Etat-régions : politique du tourisme (p. 7385)

Tourisme et loisirs : chèques vacances (p. 7385)

Tourisme et loisirs : crédits budgétaires (p. 7384)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 7384)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 7385)

Union européenne : fonds structurels : politique du tourisme (p. 7385)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7424)

Crédits de la mission : "Politique des territoires" inscrits à l'Etat B

Son intervention (p. 7425 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2006] (p. 8637)

Son intervention (p. 8655)

Thèmes :

Agroalimentaire : viticulture : taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 8655)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8655)

Emploi : création d'emplois (p. 8655)

Hôtellerie et restauration (p. 8655 et s.)

Impôt sur les sociétés : acomptes : réforme (p. 8655)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 8655)

Politique économique : généralités (p. 8655)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8655)

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 3 (prorogation et aménagement du dispositif de remboursement partiel de la TIPP et de TICGN en faveur des agriculteurs)

Son intervention (p. 8672)

Article 8 (affectation aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances automobiles - TSCA)

Son intervention (p. 8684)

Article 10 (majoration et répartition des concours du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion)

Son intervention (p. 8686 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 324 du Gouvernement (produit des amendes forfaitaires de police : prélèvements en 2006 de 50 millions d'euros au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale et de 50 millions d'euros au profit de la dotation pour l'aménagement des communes) (p. 8689)

Intervient sur le sous-adt n° 360 de M. Michel Bouvard (prélèvement au profit de l'agence nationale pour la cohésion sociale pour la seule année 2006) à l'adt n° 324 du Gouvernement (p. 8689)

Article 21 (exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties des constructions de logements neufs et des logements achevés avant le 1er janvier 1977 économes en énergie)

Son intervention (p. 8707 et s.)

Prend l'adt n° 32 de la commission (de suppression) (p. 8708)

Article 26 (mise en œuvre du contrat de croissance signé entre les organisations professionnelles et l'Etat en faveur de l'emploi et de la modernisation du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 8720)

Michel TERROT

*Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement secondaire : personnel. Enseignants. Décharges statutaires, réforme [19 décembre 2006] (p. 9154)

Irène THARIN

*Doubs (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Rapporteuse pour avis au nom de la commission des affaires culturelles : Enseignement scolaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome IV : Enseignement scolaire (n° 3364) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. [21 février 2007] (p. 1417)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2006] (p. 7639, 7684)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7643)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : bourses d'études (p. 7643)

Enseignement : crédits (p. 7643)

Enseignement : élèves : effectifs (p. 7643)

Enseignement : langues étrangères (p. 7644)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 7644)

Enseignement : parents d'élèves (p. 7643 et s.)

Enseignement : pédagogie (p. 7644 et s.)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 7643 et s.)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 7643)

Enseignement : personnel : recrutement (p. 7643)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 7644)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Son intervention (p. 1235)

Thèmes :

Collectivités territoriales : logement social (p. 1235, 1236)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1235, 1236)

Logement : logement social (p. 1236)

Logement : mal logés (p. 1235)

Jean-Claude THOMAS

*Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement secondaire. Elèves. Tutorat, mise en œuvre [24 octobre 2006] (p. 6479)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1807, posée le 9 janvier 2007. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 170). Appelée le 9 janvier 2007. Masseurs-kinésithérapeutes, institut de formation, création, Reims (p. 19)

Rodolphe THOMAS

*Calvados (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} décembre 2006] (p. 18145)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} décembre 2006] (p. 18145)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 décembre 2006] (p. 18844)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7846)

Son intervention (p. 7854)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7855)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7856)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 7855)

Ordre public : violences urbaines (p. 7855)

Police : police de proximité (p. 7855)

Police : police municipale (p. 7846, 7855)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Après l'article 6 L

Son amendement n° 128 rectifié précédemment réservé (conditions d'usage professionnel dans une partie des logements locatifs sociaux en zone urbaine sensible) : adopté (p. 1462)

Dominique TIAN

*Bouches-du-Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les moyens de contrôle de l'Unedic et des Assédic [19 décembre 2006] (n° 3529)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Chômage : indemnisation. Allocations. Fraude, lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6187)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Incendies d'autobus, conséquences [31 octobre 2006] (p. 6776)

*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Son intervention (p. 5802)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 5802)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5802)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5802)

Travail : accords de branche (p. 5802)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son amendement n° 181 (p. 5845) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (suppression du gage) (p. 5846)

Article 4 (généralisation des comités de suivi des accords)

Son amendement n° 182 (p. 5846)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5858)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5868 et s.)

Son amendement n° 183 (p. 5871)

Article 10 (placement des sommes versées au titre de la participation sur un plan d'épargne d'entreprise -PEE -)

Son amendement n° 184 (de suppression) (p. 5887)

Article 14 (adaptation des règles de liquidité des fonds communs de placement d'entreprise -FCPE)

Son intervention (p. 5894)

Article 15 (représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration et les directoires des entreprises)

Son intervention (p. 5908)

Article 20 (développement de la pratique de l'attribution d'actions gratuites)

Son amendement n° 185 (p. 5916)

Article 22 (expérimentation du prêt de personnel dans le cadre des pôles de compétitivité)

Son amendement n° 209 : adopté (p. 5964)

Son amendement n° 210 : adopté (p. 5965)

Après l'article 34

Son amendement n° 190 (gestion du compte épargne-temps par des organismes agréés) (p. 5997) : retiré (p. 5998)

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 43 précédemment réservé (création de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6718 et s.)

Article 44 précédemment réservé (amortissement des investissements immobiliers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 6720)

Article 45 précédemment réservé (conventions entre les pharmaciens d'officine et les EHPAD ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur – forfaits soins de ces EHPAD – accès du médecin coordonnateur des EHPAD au dossier médical personnel des résidents)

Son intervention (p. 6721)

Article 60 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 6735)

Article 61 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 6736)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8182)

Son intervention (p. 8186)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son amendement n° 461 (p. 8212)

Après l'article 9

Son amendement n° 462 rectifié précédemment réservé (extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée) : adopté (p. 8311)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'ad n° 519 de M. Lionnel Luca (subordination de la détention de chiens dangereux à l'obtention d'un certificat de sociabilité) (p. 8331)

Article 12 ter (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Son sous-amendement n° 732 à l'ad n° 87 rectifié de M. Éric Woerth (p. 8332) : adopté après rectification (p. 8334)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 6 M (clarification des règles en matière de domiciliation)

Son amendement n° 193 : adopté (p. 1375)

Son amendement n° 195 (p. 1379)

Son amendement n° 196 (p. 1382)

Après l'article 6 M

Son amendement n° 203 rectifié (salariés intérimaires : affectation de fonds correspondant à la taxe d'apprentissage à des actions en faveur de la formation continue et de l'aide au logement) (p. 1383) : adopté (p. 1384)

Après l'article 6

Son amendement n° 190 (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1391) : rejeté (p. 1396)

Article 7 bis (garantie d'accès aux soins médicaux pour les bénéficiaires de l'aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Son amendement n° 197 (de suppression) (p. 1426)

Son amendement n° 198 (p. 1426)

Jean TIBERI

Paris (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1843, posée le 16 janvier 2007. Logement. Logement social [J.O. Questions p. 418]. Appelée le 16 janvier 2007. Crédits, statistiques (p. 264)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen des fascicules [3 novembre 2006] (p. 6865, 6899)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : universités (p. 6899)

Philippe TOURTELIER

Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3774 relative aux compétences des établissements publics de coopération intercommunale en matière économique [13 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2006] (p. 6936)

Après l'article 46

Son amendement n° 37 (inclusion de l'industrie des roches ornementales et de construction dans le champ d'application de la taxe pour le développement des industries de matériaux de construction) (p. 6940) : adopté (p. 6941)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7265)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7265)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7265)

Environnement : développement durable : crédits budgétaires (p. 7266)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Son intervention (p. 8217)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8289 et s.)

Alfred TRASSY-PAILLOGUES

*Seine-Maritime (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome II : Développement et régulation économiques (n° 3365) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Fonds national pour l'aménagement et le développement du territoire (FNDAT). Financement [4 octobre 2006] (p. 5777)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES****Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6915)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ACERP) (p. 6915)

Politique économique : service universel : télécommunications (p. 6915)

Postes : retraites (p. 6916)

Postes : service universel (p. 6916)

Postes : livret A (p. 6916)

Presse et livres : pluralisme : aides (p. 6915)

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques**DEUXIEME LECTURE**

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 22 (pouvoirs de contrôle des communes en matière de raccordements des immeubles aux réseaux publics de collecte des eaux usées, de déversement des eaux usées et des installations d'assainissement non collectif, et inclusion dans toute promesse de vente d'un diagnostic de conformité des installations d'assainissement non collectif)

Son intervention (p. 8931)

Georges TRON

*Essonne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) : annexe n° 13 : Direction de l'action du Gouvernement (fonction publique ; gestion du patrimoine immobilier de l'Etat ; prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés) (n° 3363) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Fonction publique de l'Etat. Personnel. Aide au transport, généralisation [31 janvier 2007] (p. 854)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [17 octobre 2006] (p. 6188, 6229) ; [18 octobre 2006] (p. 6259, 6295)

Son intervention (p. 6244)

Thèmes :

Etat : missions régaliennes (p. 6244)

Etat : patrimoine : gestion (p. 6245)

Etat : réforme (p. 6245)

Finances publiques : généralités (p. 6244)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : agences (p. 6245)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6245)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 6245)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 6245)

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**FONCTION PUBLIQUE****Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2006] (p. 7719)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Crédits de la mission : "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7721 et s.)

Après l'article 47

Intervient sur l'ad n° 265 de la commission (rapport annuel sur l'état de la fonction publique) (p. 7723)

Crédits de la mission : "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat" inscrits à l'état D

Son intervention (p. 7724)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7746) :

- Réunion de la commission des lois du 14 novembre 2006

Ses interventions (p. 7748, 7750, 7756, 7760)

Thèmes :

Etat : patrimoine immobilier : vente (p. 7756)

Femmes : égalité professionnelle (p. 7749)

Finances publiques : service France domaine (p. 7756)

Fonction publique de l'Etat : mutuelles (p. 7748, 7750)

Fonction publique de l'Etat : pensions (p. 7748)

Fonction publique de l'Etat : action sociale interministérielle (p. 7748)

Fonctionnaires et agents publics : accès : diplômés (p. 7749)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 7748)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : pouvoir d'achat (p. 7750)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 7748)

Ministères et secrétariats d'Etat : loyers (p. 7756)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : personnels (p. 7756)

Secteur public : établissements publics : effectifs (p. 7750)

Secteur public : établissements publics : non-titulaires (p. 7748)

Projet de loi n° 3134 de modernisation de la fonction publique**DEUXIEME LECTURE****Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 569)**

Son intervention (p. 576)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : égalité des sexes (p. 577)

Fonctionnaires et agents publics : pouvoir d'achat (p. 576)

Fonctionnaires et agents publics : accès : catégorie C (p. 577)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 576)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 576)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 576)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 577)

Formation professionnelle : droit individuel à la formation (p. 577)

U**Jean UEBERSCHLAG**

*Haut-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A,
comptabilité, droit communautaire [14 novembre 2006] (p. 7363)

Formation professionnelle. Apprentissage. Développement
[24 janvier 2007] (p. 615)

V

Léon VACHET

*Bouches-du-Rhône (15^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Liliane VAGINAY

*Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur du projet de loi relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme (n° 3407) [25 janvier 2007]

DEPOT

Rapport déposé au nom la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme (n° 3407) [31 janvier 2007] (n° 3647)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Associations. Conférence nationale de la vie associative. [17 janvier 2007] (p. 392)

*DEBATS***Projet de loi n° 3407 relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme**

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 991)**

Son intervention (p. 992)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) : histoire (p. 992)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration universelle des droits de l'homme (p. 993)

Etat : Médiateur de la République (p. 993)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 993)

Discussion des articles [6 février 2007] (p. 997)

Article 1er (compétences et composition de la Commission nationale consultative des droits de l'homme)

Son intervention (p. 997)

Daniel VAILLANT

*Paris (19^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

André VALLINI

*Isère (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 22 novembre 2006] (p. 17533)

Devient membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****JUSTICE****Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7543)**

Son intervention (p. 7546)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : centres éducatifs fermés (p. 7546)

Justice : crédits : annulations de crédits (p. 7546)

Justice : crédits : informatique (p. 7546)

Justice : frais de justice (p. 7546)

Justice : greffiers : effectifs (p. 7546)
 Justice : juges de proximité (p. 7546)
 Système pénitentiaire : centres pénitentiaires (p. 7546)
 Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 7546)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9079) : rejetée (p. 9083)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9079, 9082)
 Droit pénal : détention provisoire (p. 9080)
 Droit pénal : droits de la défense (p. 9079)
 Droit pénal : garde à vue (p. 9079)
 Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 9079)
 Etat : Médiateur de la République (p. 9081)
 Grandes écoles : Ecole nationale de la magistrature (ENM) (p. 9080)
 Justice : moyens (p. 9081)
 Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 9081)
 Justice : juge des libertés et de la détention (p. 9080)
 Justice : magistrats : formation professionnelle (p. 9080)
 Justice : magistrats : sanctions disciplinaires (p. 9080)
 Justice : réforme (p. 9079)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 44 (option du magistrat après dix années de carrière pour les fonctions du siège ou du parquet) (p. 9100) : rejeté (p. 9101)
 Son amendement n° 45 (rétablissement des listes d'aptitude aux postes de magistrats) : rejeté (p. 9101)
 Son amendement n° 46 (augmentation du nombre maximal de postes d'auditeurs de justice pourvus par recrutement sur titre) : adopté (p. 9102)
 Intervient sur l'ad n° 4 de la commission (stage obligatoire chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9103)
 Son amendement n° 47 (stage obligatoire d'un an chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9102) : rejeté (p. 9104)

Article 5 (interdiction de l'exercice des fonctions de juge unique)

Son amendement n° 56 (de suppression) (p. 9108)

Article 6 (possibilité d'assortir une sanction disciplinaire d'un déplacement d'office et interdiction de l'honorariat pour les magistrats mis à la retraite d'office)

Son amendement n° 50 (de suppression) (p. 9109)

Après l'article 6

Son amendement n° 48 (code de déontologie de la magistrature établi par décret en Conseil d'Etat sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature) : rejeté (p. 9110)
 Son amendement n° 49 (passerelle entre la responsabilité civile de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice et la responsabilité des magistrats) : retiré (p. 9110)

Son amendement n° 52 (examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur les dysfonctionnements du service public de la justice et possibilité pour celui-ci de saisir le Conseil supérieur de la magistrature) (p. 9111) : devenu sans objet (p. 9112)

Son amendement n° 51 (rapport annuel sur les différents aspects de l'activité judiciaire) (p. 9112) : rejeté (p. 9113)

Après l'article 8

Son amendement n° 57 (mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) : devenu sans objet (p. 9114)

Son amendement n° 58 (coordination) : rejeté (p. 9115)

Article 9 (coordination)

Son amendement n° 53 (de suppression) (p. 9115)

Article 10 (entrée en vigueur du rattachement des procureurs généraux aux emplois hors hiérarchie de la Cour de cassation)

Son amendement n° 54 (p. 9115)

Ses explications de vote (p. 9116)

Abstention du groupe socialiste (p. 9116)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1479)

Son intervention (p. 1482)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 1483)
 Droit pénal : détention provisoire (p. 1482)
 Droit pénal : droits de la défense (p. 1483)
 Droit pénal : garde à vue : avocats (p. 1482)
 Etat : Médiateur de la République (p. 1482)
 Justice : carte judiciaire (p. 1482)
 Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 1482)
 Justice : magistrats : responsabilité (p. 1482)
 Abstention du groupe socialiste (p. 1483)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)

Avant le chapitre 1er

Intervient sur les adts n°s 77 et 81 de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9174 et s.)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 110 (modification de l'intitulé d'un chapitre du code de procédure pénale) : rejeté (p. 9178)

Avant l'article 3

Son amendement n° 161 (limitation des cas motivant la détention provisoire) : rejeté (p. 9187)

Article 3 (conditions dans lesquelles la détention provisoire peut être ordonnée)

Son amendement n° 154 (p. 9187)

Son sous-amendement n° 160 à l'adt n° 2 rectifié de la commission (p. 9189)

Article 4 (débat public et contradictoire sur le placement en détention provisoire)

Son amendement n° 155 (p. 9190)

Son amendement n° 156 : adopté (p. 9192)

Après l'article 4

Son amendement n° 162 (instauration de délais maximum de détention provisoire avant l'audience de jugement) (p. 9192) : rejeté (p. 9193)

Article 5 (contrôle de la détention provisoire par la chambre de l'instruction)

Son amendement n° 159 rectifié : adopté (p. 9194)

Son amendement n° 163 : adopté (p. 9194)

Son amendement n° 164 (p. 9194)

Son sous-amendement n° 174 à l'adt n° 8 de la commission (p. 9194)

Ses amendements n°s 173, 157 et 158 (p. 9195)

Après l'article 5

Son amendement n° 119 (rapport annuel sur les gardes à vue) : adopté après rectification (p. 9196)

Son amendement n° 112 (motivation en fait inscrite au procès-verbal des décisions de placement en garde à vue) : rejeté (p. 9196)

Son amendement n° 113 (information de la personne placée en garde à vue sur les faits qui lui sont reprochés) (p. 9196) : rejeté (p. 9197)

Son amendement n° 114 (personne placée en garde à vue informée sur son droit à garder le silence) : rejeté (p. 9197)

Son amendement n° 115 (information de la personne placée en garde à vue sur son droit à connaître six mois après celle-ci les suites données à la procédure la concernant) : rejeté (p. 9197)

Son amendement n° 116 (présence de l'avocat à tous les interrogatoires effectués pendant la garde à vue) : rejeté (p. 9198)

Son amendement n° 117 (accès au dossier pour l'avocat de la personne gardée à vue au-delà de 24 heures) (p. 9198) : rejeté (p. 9199)

Son amendement n° 118 (accès limité au dossier en cas de criminalité organisée) : rejeté (p. 9199)

Son amendement n° 120 rectifié (possibilité d'observations et de demandes d'investigations complémentaires de l'avocat dans les enquêtes menées par le procureur) (p. 9199) : rejeté (p. 9200)

Son amendement n° 111 rectifié (amélioration du droit des personnes placées en garde à vue) : rejeté (p. 9200)

Article 6 (enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes majeures gardées à vue et des interrogatoires réalisés dans le cabinet du juge d'instruction des personnes mises en examen)

Ses amendements n°s 121, 124 et 123 (p. 9101)

Ses amendements n°s 125, 126 et 127 (p. 9202)

Article 7 (enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes majeures gardées à vue et des interrogatoires réalisés dans le cabinet du juge d'instruction des personnes mises en examen)

Son amendement n° 128 (p. 9202)

Son amendement n° 129 (p. 9203)

Après l'article 7

Son amendement n° 130 (institution d'une procédure marquant la fin de l'enquête préalable à la demande de personnes mises en cause) : rejeté (p. 9203)

Article 8 (droits de la personne mise en examen et du témoin assisté)

Son amendement n° 131 (p. 9203)

Article 9 (dispositions visant à renforcer le caractère contradictoire des expertises - transmission des documents aux avocats des parties par voie électronique)

Ses amendements n°s 133 et 132 (p. 9204)

Son sous-amendement n° 135 à l'adt n° 27 de la commission (p. 9204)

Son amendement n° 134 (p. 9204)

Son amendement n° 136 rectifié (p. 9205)

Avant l'article 11

Son amendement n° 137 (durée raisonnable et horaire non tardif des audiences) : rejeté (p. 9205)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 44 rectifié de la commission (tribunal correctionnel composé d'un président et de deux citoyens) (p. 9209)

Article 14 (obligation d'assistance par un avocat pour les mineurs victimes d'infractions sexuelles)

Son amendement n° 138 (p. 9209)

Ses explications de vote (p. 9212)

Abstention du groupe socialiste (p. 9212)

Projet de loi constitutionnelle n° 1005 rectifié portant modification du titre IX de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 305)

Son intervention (p. 309)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 309)

Constitution : article 68 (p. 309)

Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 310)

Etat : République (p. 310)

Justice : Haute cour de justice (p. 310)

Président de la République : responsabilité (p. 309)

Président de la République : statut pénal (p. 309)

Discussion de l'article unique [16 janvier 2007] (p. 326)*Article unique (régime de responsabilité du Président de la République - création d'une procédure de destitution)*

Son amendement n° 9 (p. 333) : adopté (p. 334)

Vote pour du groupe socialiste (p. 310)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 762)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 762)

Droit pénal : peine de mort : Etats-Unis (p. 762)
 Relations internationales : peine de mort (p. 762)
 Vote pour du groupe socialiste (p. 762)

Manuel VALLS

*Essonne (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Policiers victimes d'agressions, lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6180)

Recherche. Médecine. Collecte de fonds, procédure [5 décembre 2006] (p. 8513)

RAPPELS AU REGLEMENT

S'élève contre la mise en cause des parlementaires socialistes en leur qualité de maires et contre le transfert aux maires de responsabilités en matière sociale qu'ils n'ont pas les moyens d'assumer [27 novembre 2006] (p. 8120)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1^{er} décembre 2006] (p. 8437)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 8111)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2006] (p. 8120)

Christian VANNESTE

*Nord (10^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3349 visant à lutter contre l'arrêt de commercialisation intempestif de produits médicamenteux [3 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3369 instaurant un système proportionnel et équitable dans la gestion du permis de conduire [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3474 relative à la reconnaissance du génocide ukrainien de 1932-1933 [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hygiène et sécurité. Infections nosocomiales, lutte et prévention [25 octobre 2006] (p. 6555)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1865, posée le 30 janvier 2007. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget et réforme de l'Etat : services extérieurs (J.O. Questions p. 925). Appelée le 30 janvier 2007. Douanes, restructuration, conséquences (p. 717)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7486)

François VANNSON

*Vosges (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [J.O. du 14 février 2007] (p. 2763)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3481 tendant à interdire les sites Internet valorisant et faisant l'apologie de l'anorexie [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3488 tendant à instaurer la prise en charge par l'assurance maladie des substituts nicotiniques médicalement prescrits [30 novembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats d'avenir. [5 décembre 2006] (p. 8512)

Transports ferroviaires. TGV Est. Calendrier, financement [24 janvier 2007] (p. 621)

DEBATS

Projet de loi n° 2276 deuxième rectification sur l'eau et les milieux aquatiques

DEUXIEME LECTURE

Discussion des articles [11 décembre 2006] (p. 8838) ; [12 décembre 2006] (p. 8882, 8912) ; [13 décembre 2006] (p. 8943, 9020)

Article 8 (sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)

Son intervention (p. 8901)

Article 31 (composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)

Son amendement n° 351 (p. 8968)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9092)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9092)

Droit civil : procédure civile : procédure pénale (p. 9093)

Droit pénal : détention provisoire (p. 9093)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 9093)

Justice : juge d'instruction : juge unique (p. 9093)

Justice : magistrats : formation professionnelle (p. 9093)

Catherine VAUTRIN

Ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Philippe Pemezec. Enseignement. Politique de l'éducation. Programme personnalisé de réussite éducative [11 octobre 2006] (p. 6033)

Mme Christine Boutin. Politique sociale. Pauvreté. Lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6179)

M. Jacques Desallangre. Politique sociale. Pauvreté. Lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6181)

M. Patrick Roy. Politique sociale. Pauvreté. Lutte et prévention [17 octobre 2006] (p. 6186)

M. Philippe Vuilque. Emploi. Chômage. Lutte et prévention, Ardennes [7 novembre 2006] (p. 6987)

M. Patrick Beaudouin. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernal [7 novembre 2006] (p. 6994)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Plan de cohésion sociale [21 novembre 2006] (p. 7803)

M. Émile Blessig. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [28 novembre 2006] (p. 8166)

M. André Gerin. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à la fourniture minimale d'eau et d'énergie [19 décembre 2006] (p. 9151)

M. Jean Glavany. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Prise en charge [20 décembre 2006] (p. 9223)

M. Michel Piron. Logement. Politique du logement. [9 janvier 2007] (p. 34)

Mme Bérengère Poletti. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [23 janvier 2007] (p. 567)

M. Éric Besson. Emploi. Contrats nouvelle embauche. [30 janvier 2007] (p. 749)

M. Bernard Schreiner. Etrangers. Intégration. Contrat d'intégration [30 janvier 2007] (p. 749)

Mme Irène Tharin. Femmes. Politique à l'égard des femmes. [21 février 2007] (p. 1417)

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DEBAT DE

M. Michel Hunault. Institutions sociales et médico-sociales. CHRS. Financement [19 décembre 2006] (p. 9141)

M. Michel Lefait. Travail. Inspection du travail. Effectifs de personnel, Saint-Omer [19 décembre 2006] (p. 9143)

M. Henri Nayrou. Associations. Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles. Missions, financement [19 décembre 2006] (p. 9143)

Mme Sylvie Andrieux. Travail. Conditions de travail. Centres d'appel, label de responsabilité sociale, mise en place [19 décembre 2006] (p. 9142)

M. Jean-Louis Dumont. Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, lutte et prévention, conséquences [19 décembre 2006] (p. 9144)

M. Gilbert Meyer. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Ateliers et chantiers d'insertion, financement [19 décembre 2006] (p. 9140)

M. Pierre Hellier. Logement. Accession à la propriété. [16 janvier 2007] (p. 298)

M. Jean-Paul Garraud. Industrie. Textile et habillement. Aréna, délocalisation, conséquences [30 janvier 2007] (p. 732)

M. Guy Teissier. Urbanisme. Rénovation urbaine. Marseille [30 janvier 2007] (p. 733)

M. Charles de Courson. Banques et établissements financiers. Crédit immobilier de France. SOFIAP, restitution à la SNCF [13 février 2007] (p. 1107)

M. Jean-Marie Binetruy. Logement. Maisons individuelles. Construction, paiement, modalités [13 février 2007] (p. 1106)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 23 (instauration d'un congé de mobilité pour certains salariés menacés de licenciement)

Son intervention (p. 5976 et s.)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

SOLIDARITE ET INTEGRATION

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7304)

Ses réponses (p. 7313 à 7318)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7307)

Droit civil : domicile (p. 7306)

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 7307)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 7306, 7307)

Etrangers : intégration (p. 7306, 7307)

Femmes : parité (p. 7308)

Handicapés : handicap mental (p. 7305)

Logement : accès (p. 7305, 7306)

Logement : logement social (p. 7306)

Outre-mer : pouvoir d'achat (p. 7305)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 7304, 7305)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7304 et s.)

Rapatriés : harkis (p. 7308)

Travail : femmes (p. 7308)

Réponses aux questions :

Avortement : centres d'interruption volontaire de grossesse (p. 7316) (Mme Hélène Mignon) (p. 7316)

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 7317) (M. Serge Blisko) (p. 7316)

Etrangers : naturalisation (p. 7315) (M. Éric Raoult) (p. 7315)

Jeunes : insertion professionnelle : organismes (p. 7313) (Mme Jacqueline Fraysse) (p. 7313)

Logement : aides et prêts : allocations de logement (p. 7314) (M. Patrick Braouezec) (p. 7314)

Politique sociale : hébergement d'urgence : crédits (p. 7316) (M. Serge Blisko) (p. 7315)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2006] (p. 7318)*Article 54 (financement de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations)*

Son intervention (p. 7318)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Son intervention (p. 7598)

Ses réponses (p. 7604 à 7614)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 7600)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 7601)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 7601)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 7600)

Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 7600)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 7600)

Enseignement (p. 7600)

Logement : logement social : location (p. 7599)

Logement : mixité sociale (p. 7599)

Logement : sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) : subventions (p. 7599)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 7599)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 7599)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 7602)

Politique sociale : cohésion sociale : contrats (p. 7601)

Politique sociale : insertion (p. 7600)

TVA : taux réduit : logement (p. 7599)

Urbanisme : Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) (p. 7599)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 7606) (Mme Annick Lepetit) (p. 7606)

Aménagement du territoire : contrats de ville : réforme (p. 7608) (M. Francis Vercamer) (p. 7607)

Bâtiment et travaux publics : construction : financement (p. 7606) (M. Éric Jalton) (p. 7606)

Bâtiment et travaux publics : construction : logement (p. 7604) (M. Jean-Louis Dumont) (p. 7604)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs : accession à la propriété (p. 7614) (M. Claude Birraux) (p. 7613)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : logement social (p. 7605) (M. Éric Jalton) (p. 7605)

Logement : économies d'énergie (p. 7612) (M. Denis Merville) (p. 7612)

Logement : logement social : domaine public (p. 7610) (M. Alain Ferry) (p. 7610)

Logement : logement social : financement (p. 7610) (M. François Libert) (p. 7609)

Logement : logement social : financement (p. 7610) (M. Claude Birraux) (p. 7611)

Logement : logement social : financement (p. 7613) (M. Jean-Claude Mathis) (p. 7613)

Logement : logement social : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 7608) (Mme Janine Jambu) (p. 7608)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 7609) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 7609)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) : accession à la propriété (p. 7614) (M. Robert Diat) (p. 7614)

Logement : aides et prêts : aides à la personne : loyers (p. 7612) (M. Robert Diat) (p. 7611)

Logement : aides et prêts : subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7611) (M. Étienne Pinte) (p. 7610)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance : logement (p. 7605) (Mme Annick Lepetit) (p. 7604)

Union européenne : fonds structurels : quartiers défavorisés (p. 7607) (M. Francis Vercamer) (p. 7607)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2006] (p. 7614)*Crédits mission : "Ville et logement" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 7615)

Après l'article 62

Intervient sur l'ad t n° 305 du Gouvernement (institution d'une contribution de la caisse de garantie du logement locatif social au programme national de rénovation urbaine) (p. 7615)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 503)

Thèmes :

Coopération intercommunale : parité (p. 504)

Elections et référendums : parité (p. 503)

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 504)

Elections et référendums : statut des élus (p. 504)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 13 de Mme Muguette Jacquaint (extension à l'ensemble des communes du mode de scrutin proportionnel assorti d'une prime majoritaire) (p. 507)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 4 de Mme Marie-Jo Zimmermann (élections municipales : acte de candidature obligatoire pour être élu; principe de parité pour les déclarations collectives de candidature) (p. 508)

Intervient sur l'ad t n° 3 de Mme Marie-Jo Zimmermann (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités) (p. 509)

Article 3 (parité aux élections cantonales - institution d'un suppléant du conseiller général, obligatoirement de sexe opposé)

Son intervention (p. 511 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 15 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (élection des députés au scrutin proportionnel) (p. 512)

Intervient sur l'ad t n° 26 de Mme Martine Billard (scrutin de liste avec prime majoritaire pour les élections cantonales, listes composées alternativement d'un homme et d'une femme) (p. 512)

Intervient sur l'ad t n° 20 de M. Philippe Folliot (renouvellement intégral des conseillers généraux tous les six ans à partir de 2010) (p. 513)

Intervient sur l'ad t n° 30 de M. Bernard Derosier (renouvellement intégral des conseillers généraux tous les six ans) (p. 513)

Intervient sur l'ad t n° 29 de M. Philippe Folliot (scrutin proportionnel pour les élections des conseillers généraux issus de cantons situés dans une agglomération) (p. 513)

Article 4 (renforcement des incitations financières à la parité aux élections législatives)

Son intervention (p. 514 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 14 de Mme Muguette Jacquaint (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 518)

Intervient sur l'ad t n° 7 de Mme Marie-Jo Zimmermann (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 518)

Intervient sur l'ad t n° 16 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux élus

municipaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 518)

Intervient sur l'ad t n° 19 de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte des compétences acquises dans l'exercice des mandats locaux pour l'ouverture des droits au congé individuel de formation) (p. 519)

Intervient sur l'ad t n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers généraux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 519)

Intervient sur l'ad t n° 18 de Mme Muguette Jacquaint (versement par leur employeur de l'intégralité de leurs salaires aux conseillers régionaux au titre des absences autorisées liées à l'exercice de leur mandat, dès lors que leurs indemnités ne couvrent pas leurs pertes de salaire) (p. 519)

Seconde délibération

Article 1er bis A (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités)

Son intervention (p. 521)

Son intervention à l'issue du vote (p. 523)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2007] (p. 1185, 1219)

Sa réponse (p. 1245)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1252)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1246)

Communes : logement social (p. 1246, 1247)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : logement (p. 1247)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 1247)

Logement : personnes défavorisées (p. 1246, 1252)

Logement : accédants en difficulté : médiation (p. 1252)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1245 et s.)

Logement : droit au logement : outre-mer (p. 1247)

Logement : HLM (p. 1247)

Logement : logement social (p. 1246, 1247, 1252)

Logement : logements vacants (p. 1246)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 1247)

Logement : aides et prêts : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (p. 1252)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 1246)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 1246, 1252)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 1246, 1252)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 1246, 1252)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1248)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1247, 1252)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe (p. 1247)

TVA : taux réduit : logement : aides et prêts (p. 1247)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 1252)

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Avant l'article 6 M

Intervient sur l'adt n° 20 rectifié de la commission (intitulé du Chapitre II : "Dispositions en faveur de la cohésion sociale") (p. 1374)

Article 6 M (clarification des règles en matière de domiciliation)

Son intervention (p. 1374 et s.)

Après l'article 6 M

Intervient sur l'adt n° 97 rectifié de M. Étienne Pinte (salariés intérimaires : affectation de fonds correspondant à la taxe d'apprentissage à des actions en faveur de la formation continue et de l'aide au logement) (p. 1384)

Article 6 N (extension de l'expérimentation en matière d'activation des minima sociaux)

Son intervention (p. 1385 et s.)

Après l'article 6 N

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Patrick Braouezec (encadrement des conventions de stage ; statut et droits du stagiaire) (p. 1388)

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Patrick Braouezec (quota de contrats de travail autres que les CDI) (p. 1388)

Intervient sur l'adt n° 277 de M. Patrick Braouezec (conditions de requalification en temps complet d'un contrat de travail à temps partiel) (p. 1388)

Intervient sur l'adt n° 278 de M. Patrick Braouezec (interdiction des grilles de salaires débutant en dessous du SMIC) (p. 1390)

Article 6 (instauration de cotisations sociales proportionnelles au chiffre d'affaires pour les activités non salariées nouvelles ou restant modestes)

Son intervention (p. 1391)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Pierre-Christophe Baguet (décompte des effectifs d'une entreprise : prise en compte des effectifs de sous-traitance ou de prestations de services uniquement dans le cadre des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) (p. 1392 et s.)

Article 6 bis (ratification des ordonnances relatives à la création du régime social des indépendants et instituant un interlocuteur social unique pour les indépendants)

Son intervention (p. 1397 et s.)

Article 6 ter (prolongation d'un an de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle)

Son intervention (p. 1399 et s.)

Article 6 quater (modulation de la tarification afférente aux soins des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes en fonction d'un référentiel national)

Son intervention (p. 1400)

Après l'article 6 quater

Intervient sur l'adt n° 125 de Mme Paulette Guinhard (établissements d'hébergement des personnes âgées ; extension à l'ensemble des établissements publics et privés à but non lucratif de l'exonération de taxe sur les salaires) (p. 1400 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1531)

Son intervention (p. 1532)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 1533)

Logement : personnes défavorisées (p. 1533)

Logement : droit au logement : opposabilité (p. 1532, 1533)

Logement : logement social (p. 1533)

Logement : mal logés (p. 1533)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 1533)

Politique sociale : hébergement d'urgence (p. 1533)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1538)

Son intervention (p. 1538 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1539)

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Electricité. Puissance disponible, seuil de rupture, conséquences, pays européens [7 novembre 2006] (p. 6988)

Secteur public. Services publics. Maintien [23 janvier 2007] (p. 560)

RAPPELS AU REGLEMENT

Se plaint des modifications de l'ordre du jour et répond aux commentaires de M. Bénisti relatifs au colloque sur la prévention de la délinquance qu'il a organisé avec M. Braouezec. [23 novembre 2006] (p. 8005)

Exprime son attachement et celui de son groupe à l'indépendance des organisations syndicales [23 novembre 2006] (p. 8022)

Estime que ces actes de délinquance graves et de surcroît accompagnés de manifestations racistes mériteraient un débat avec le ministre de l'intérieur qui a été très peu présent lors de l'examen du texte [27 novembre 2006] (p. 8099)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7543)

Son intervention (p. 7547)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 7548)

Justice : aide juridictionnelle (p. 7548)

Justice : réforme (p. 7548)

Lois : lois d'orientation : justice (p. 7547)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 7548)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2006] (p. 7570) :

- Réunion de la commission des lois du 9 novembre 2006

Ses interventions (p. 7579)

Thèmes :

Justice : aide juridictionnelle (p. 7579)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 7579)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7329)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7329)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt (p. 7330)

Logement : logement social : outre-mer (p. 7330)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : outre-mer (p. 7330)

Procédure des questions :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 7372)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)*Procédure des questions :*

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 7414)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7844)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 7851)

Son intervention (p. 7889)

Thèmes :

Communes : maires : délinquance et criminalité (p. 7890)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : moyens (p. 7890)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7851, 7891)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 7852, 7889)

Droit pénal : délinquance financière (p. 7891)

Droit pénal : mineurs (p. 7844)

Droit pénal : récidive : mineurs (p. 7845)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 7845)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : moyens (p. 7891)

Politique sociale : aide sociale (p. 7892)

Politique sociale : personnes défavorisées : sanctions (p. 7890)

Santé : maladies mentales : délinquance et criminalité (p. 7891)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Pierre Blazy (contractualisation des moyens de sécurité affectés à une commune comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 7986 et s.)

Intervient sur l'adt n° 589 de Mme Patricia Adam (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7994)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 novembre 2006] (p. 8005)

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Noël Mamère (création d'un conseil interministériel de prévention de la délinquance) (p. 8008)

Intervient sur l'adt n° 599 de Mme Patricia Adam (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8008)

Intervient sur l'adt n° 614 de Mme Patricia Adam (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8014)

Après l'article 12

Son rappel au règlement (cf supra) [23 novembre 2006] (p. 8022)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son amendement n° 300 (de suppression) (p. 8039)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Son amendement n° 301 (de suppression) (p. 8071)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Son amendement n° 302 (de suppression) (p. 8086)

Son rappel au règlement (cf supra) [27 novembre 2006] (p. 8099)

Article 5 précédemment réservé (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Ses interventions (p. 8108 et s.)

Son amendement n° 303 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8114)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Son amendement n° 304 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 8147)

Son intervention (p. 8202)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son amendement n° 305 (de suppression) (p. 8212)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Son amendement n° 306 (de suppression) (p. 8216)

<p>Son intervention (p. 8222)</p> <p><i>Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)</i></p> <p>Son amendement n° 307 (p. 8274)</p> <p>Ses interventions (p. 8279 et s.)</p> <p><i>Après l'article 9</i></p> <p>Son amendement n° 367 précédemment réservé (extension à l'entreprise donneuse d'ordres de la procédure collective dont la filiale ou le sous-traitant font l'objet) (p. 8297) : rejeté (p. 8298)</p> <p>Son amendement n° 361 précédemment réservé (fin de la compétence exclusive du ministre de l'économie et des finances pour initier des poursuites contre certaines infractions à la législation financière) (p. 8298) : rejeté (p. 8301)</p> <p>Son amendement n° 363 précédemment réservé (suppression de la répression du racolage passif) (p. 8307) : rejeté (p. 8308)</p> <p>Son amendement n° 365 précédemment réservé (constitution de partie civile par les représentants du personnel en ce qui concerne les abus de biens sociaux ayant entraîné la liquidation judiciaire de l'entreprise et des suppressions d'emplois) : rejeté (p. 8309)</p> <p>Son amendement n° 360 précédemment réservé (détachement de fonctionnaires de police auprès de l'autorité judiciaire) : rejeté (p. 8310)</p> <p>Intervient sur l'adt n° 462 rectifié précédemment réservé de M. Dominique Tian (extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée) (p. 8311)</p> <p>Son amendement n° 357 précédemment réservé (renforcement des moyens procédurales applicables au délit de corruption) (p. 8310) : rejeté (p. 8311)</p> <p>Son amendement n° 364 précédemment réservé (aggravation de la sanction pour infraction à l'obligation de paiement des salaires) : rejeté (p. 8312)</p> <p>Son amendement n° 362 précédemment réservé (suppression de la commission des infractions fiscales) (p. 8312) : rejeté (p. 8313)</p> <p>Son amendement n° 359 précédemment réservé (indépendance de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics) (p. 8313) : rejeté (p. 8314)</p> <p>Son amendement n° 358 précédemment réservé (indépendance du Service central de prévention de la corruption) : rejeté (p. 8314)</p> <p>Son amendement n° 366 précédemment réservé (réglementation relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises rétablie dans l'état antérieur à la loi du 30 décembre 2002) : rejeté (p. 8314)</p> <p>Son amendement n° 356 précédemment réservé (création d'un chapitre consacré à la délinquance économique) (p. 8314) : rejeté (p. 8315)</p> <p><i>Article 10 précédemment réservé (études de sécurité publique en matière d'urbanisme)</i></p> <p>Son amendement n° 308 (de suppression) (p. 8316)</p> <p><i>Article 11 précédemment réservé (règles de vote sur les fermetures de portes dans les copropriétés)</i></p> <p>Son amendement n° 309 (de suppression) (p. 8318)</p> <p><i>Article 11 bis précédemment réservé (participation possible des communes aux dépenses de sécurité des immeubles)</i></p> <p>Son amendement n° 310 (de suppression) (p. 8319)</p> <p><i>Article 11 ter précédemment réservé (pouvoirs du maire en matière d'application des règles de sécurité des locaux contenant des matières explosives ou inflammables)</i></p> <p>Son amendement n° 311 (de suppression) (p. 8320)</p>	<p><i>Article 11 quater précédemment réservé (résiliation du bail en cas de troubles de voisinage)</i></p> <p>Son amendement n° 312 (de suppression) (p. 8320)</p> <p><i>Article 12 précédemment réservé (répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - fonctionnement des fourrières)</i></p> <p>Son amendement n° 313 (de suppression) (p. 8326)</p> <p><i>Article 12 quater (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)</i></p> <p>Son amendement n° 315 (de suppression) (p. 8342)</p> <p><i>Article 13 (création d'un service volontaire citoyen de la police nationale)</i></p> <p>Son amendement n° 316 (de suppression) (p. 8345)</p> <p><i>Article 14 (prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique)</i></p> <p>Son amendement n° 317 (de suppression) (p. 8350)</p> <p><i>Article 25 (renforcement des obligations des personnes inscrites au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes -FIJAIS)</i></p> <p>Son amendement n° 324 (de suppression) (p. 8382)</p> <p><i>Article 26 (allongement des délais de réhabilitation pour les récidivistes)</i></p> <p>Son amendement n° 325 (de suppression) (p. 8385)</p> <p><i>Article 29 (extension de l'utilisation de l'injonction thérapeutique)</i></p> <p>Son amendement n° 328 (de suppression) (p. 8426)</p> <p><i>Article 30 (extension des mesures de composition pénale)</i></p> <p>Son amendement n° 329 rectifié (p. 8428)</p> <p><i>Article 31 (traitement de l'usage de stupéfiants par le biais de l'ordonnance pénale)</i></p> <p>Son amendement n° 330 (de suppression) (p. 8429)</p> <p><i>Article 32 (dispositions sur les coups d'achat)</i></p> <p>Son amendement n° 331 (de suppression) (p. 8429)</p> <p><i>Article 33 (création d'une peine de stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants)</i></p> <p>Son amendement n° 332 (de suppression) (p. 8429)</p> <p><i>Article 34 (instauration d'une circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste)</i></p> <p>Son amendement n° 333 (de suppression) (p. 8430)</p> <p><i>Article 36 (juge des enfants)</i></p> <p>Son amendement n° 335 (de suppression) (p. 8448)</p> <p><i>Article 37 (contrôle judiciaire)</i></p> <p>Son amendement n° 336 (de suppression) (p. 8450)</p> <p><i>Article 38 (organisation des audiences du tribunal pour enfants - procédure de présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs)</i></p> <p>Son amendement n° 337 (de suppression) (p. 8452)</p> <p><i>Article 39 (nouvelles sanctions éducatives - mesure d'activité de jour)</i></p> <p>Son amendement n° 338 (de suppression) (p. 8452)</p>
---	---

Article 40 (*mesure d'activité de jour et ajournement*)

Son amendement n° 339 (de suppression) (p. 8461)

Article 41 (*nouvelle hypothèse de placement dans les centres éducatifs fermés*)

Son amendement n° 340 (de suppression) (p. 8461)

Article 44 (*stage de responsabilité parentale*)

Son amendement n° 341 (de suppression) (p. 8463)

Article 46 (*pouvoirs de police judiciaire des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - police des chemins de fer*)

Son amendement n° 342 (de suppression) (p. 8469)

Article 47 (*extension du champ d'application de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer*)

Son amendement n° 343 (de suppression) (p. 8471)

Article 49 (*application en Alsace-Moselle*)

Son amendement n° 344 (de suppression) (p. 8471)

Article 50 (*application des dispositions relatives aux pouvoirs du maire à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française*)

Son amendement n° 345 (de suppression) (p. 8472)

Article 51 (*application des autres dispositions du projet de loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et-Futuna*)

Son amendement n° 346 (de suppression) (p. 8473)

Explications de vote et vote [5 décembre 2006] (p. 8519)

Ses explications de vote (p. 8521)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8521)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7974)

Thèmes :

Professions de santé : psychiatres (p. 7974)

Santé : maladies mentales (p. 7974)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7975)

Article 7 (*statut des diététiciens*)

Son intervention (p. 7977 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions relatives aux soins psychiatriques sans consentement) (p. 7980)

Ses explications de vote (p. 7980, 7981)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7981)

Projet de loi constitutionnelle n° 3004 complétant l'article 77 de la Constitution

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 décembre 2006] (p. 8987)

Son intervention (p. 8997)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie (p. 8997)

Constitution : révision : histoire (p. 8997)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 8999)

Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 8998)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 8999)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 8998)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 8997)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2006] (p. 9011)

Avant l'article unique

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Marc Le Fur (reconnaissance des langues régionales) (p. 9013)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8999)

Projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Son intervention (p. 9087)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 9087)

Droit pénal : détention provisoire (p. 9087, 9088)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 9087)

Etat : Médiateur de la République (p. 9088)

Justice : moyens (p. 9089)

Justice : aide juridictionnelle (p. 9088)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 9087)

Justice : juge d'instruction : juge unique (p. 9089)

Justice : magistrats : indépendance (p. 9088)

Justice : magistrats : recrutement (p. 9087)

Justice : magistrats : sanctions disciplinaires (p. 9087)

Discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9100)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 67 rectifié (nominations aux emplois de procureurs généraux soumises à un avis préalable du Conseil supérieur de la magistrature) : rejeté (p. 9100)

Intervient sur l'adt n° 44 de M. André Vallini (option du magistrat après dix années de carrière pour les fonctions du siège ou du parquet) (p. 9101)

Intervient sur l'adt n° 47 de M. André Vallini (stage obligatoire d'un an chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9104)

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (stage obligatoire chez un avocat pour les auditeurs de justice) (p. 9104)

Avant l'article 5

Son amendement n° 64 rectifié (plafonnement du montant des sommes recouvrées dans le cadre d'une action récursoire contre un magistrat) (p. 9106) : rejeté (p. 9107)

Son sous-amendement n° 73 rectifié (et n'ayant pas fait l'objet de voies de recours) à l'ad t n° 69 deuxième rectification du Gouvernement (violation grave et intentionnelle des droits des parties constitutive d'une faute disciplinaire) (p. 9107) : rejeté (p. 9108)

Après l'article 6

Son sous-amendement n° 65 rectifié (réclamations portant non pas sur le comportement d'un magistrat mais sur un dysfonctionnement du service public de la justice) à l'ad t n° 24 rectifié de la commission (examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 9111) : rejeté (p. 9112)

Son sous-amendement n° 66 rectifié (et possibilité de saisir le Conseil supérieur de la magistrature) à l'ad t n° 24 rectifié de la commission (p. 9111) : rejeté (p. 9112)

Ses explications de vote (p. 9116)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9116)

Projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2006] (p. 9069)

Discussion générale commune du projet de loi organique n° 3391 relatif à la formation et à la responsabilité des magistrats, du projet de loi n° 3392 modifiant la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur et du projet de loi n° 3393 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (voir Justice 3391)

Discussion des articles [19 décembre 2006] (p. 9172, 9185)*Avant le chapitre 1er*

Intervient sur les adts n°s 77 et 81 de M. Philippe Houillon (institution de la collégialité de l'instruction) (p. 9175)

Article 2 (cosaisine des juges d'instruction)

Son amendement n° 139 (p. 9186)

Après l'article 2

Son amendement n° 140 (détachement d'agents et d'officiers de police judiciaire auprès de l'autorité judiciaire) : rejeté (p. 9186)

Avant l'article 3

Son amendement n° 141 (suppression de la saisine du juge des libertés et de la détention par le parquet pour demander le placement en détention provisoire) : rejeté (p. 9187)

Article 3 (conditions dans lesquelles la détention provisoire peut être ordonnée)

Ses amendements n°s 142 et 143 (p. 9187)

Son amendement n° 144 (p. 9187)

Son sous-amendement n° 145 à l'ad t n° 2 rectifié de la commission (p. 9189)

Après l'article 4

Ses amendements n°s 146, 147, 149 et 148 (limitation de la détention provisoire) (p. 9193) : rejetés (p. 9194)

Après l'article 5

Son amendement n° 150 (suppression de la détention provisoire en matière délictuelle pour les mineurs de treize à seize ans en cas de non-respect d'un placement en centre éducatif) : rejeté (p. 9200)

Avant l'article 6

Son amendement n° 152 (rapport sur la création d'un internat du barreau pour l'aide juridictionnelle) (p. 9200) : retiré (p. 9201)

Article 6 (enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes majeures gardées à vue et des interrogatoires réalisés dans le cabinet du juge d'instruction des personnes mises en examen)

Son amendement n° 153 (p. 9202)

Ses explications de vote (p. 9212)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9212)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer
--

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)

Son intervention (p. 600)

Thèmes :

Constitution : article 74 : collectivités d'outre-mer (p. 600)

Impôts et taxes : paradis fiscaux : Saint-Barthélemy (p. 600)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : autonomie (p. 600)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : contrôle et contentieux (p. 601)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : statuts (p. 600)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 601)

Projet de loi constitutionnelle n° 3596 relatif à l'interdiction de la peine de mort

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 janvier 2007] (p. 752)

Son intervention (p. 759)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 760)

Constitution (p. 759)

Droit pénal : peine de mort : groupe communiste (p. 759)

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 759)

Droit pénal : peine de mort : mineurs (p. 760)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : résolution (p. 760)

Relations internationales : peine de mort (p. 760)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 760)

Alain VENOT

<i>Eure-et-Loir (4^{ème} circonscription) Union pour un Mouvement Populaire</i>

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Francis VERCAMER

*Nord (7^{me} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française
[1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3541 visant à créer pour certains immeubles en location un permis de louer [20 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*DEBATS***Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Article 30 (indemnisation des activités prud'homales)

Son amendement n° 298 (de suppression) : adopté (p. 5997)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****SOLIDARITÉ ET INTÉGRATION**

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7287)

Son intervention (p. 7295)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7296, 7297)

Etrangers : intégration (p. 7297)

Fonctionnaires et agents publics : handicapés (p. 7296)

Handicapés : allocations et ressources (p. 7296)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 7296)

Logement : habitat insalubre (p. 7296)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7295, 7296)

Produits dangereux : amiante (p. 7297)

Rapatriés : harkis (p. 7297)

Travail : égalité des chances (p. 7297)

Procédure des questions :

Handicapés : emplois réservés (p. 7312)

Politique sociale : centres d'action sociale : financement (p. 7311)

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)

Son intervention (p. 7159)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 7159)

Emploi : contrats d'avenir (p. 7160)

Emploi : création d'emplois (p. 7160)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 7160)

Entreprises : allègement des charges (p. 7160)

Entreprises : difficultés : Nord (p. 7159)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 7160)

Procédure des questions :

Emploi : recrutement : discrimination (p. 7170)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2006] (p. 7178)

Article 60 (modification du régime d'exonération de cotisations associée aux contrats en alternance)

Son intervention (p. 7184)

Après l'article 60

Intervient sur l'ad t n° 15 rectifié de la commission (pérennisation du fonctionnement du comité central de coordination de l'apprentissage dans le secteur des bâtiments et travaux publics) (p. 7186)

VILLE ET LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2006] (p. 7561, 7587)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville : réforme (p. 7607)

Union européenne : fonds structurels : quartiers défavorisés (p. 7607)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance**PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Après l'article 2

Son amendement n° 472 précédemment réservé (recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes) (p. 8080) : adopté (p. 8081)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8540)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 8551)

Politique sociale : dialogue social (p. 8540, 8550 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 8540, 8551, 8552)

Travail : durée du travail (p. 8543)

Travail : négociations (p. 8550 et s.)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de M. Alain Vidalies (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Maxime Gremetz (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 45 de Mme Martine Billard (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8568)

Intervient sur l'adt n° 36 de M. Alain Vidalies (appréciation de la représentativité nationale des organisations syndicales en fonction des résultats d'une élection de représentativité réservée aux organisations respectant les valeurs républicaines) (p. 8571)

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Alain Vidalies (suppression de dispositions dérogoatoires au principe de faveur) (p. 8575)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8612 et s.)

Son amendement n° 9 (p. 8624)

Son amendement n° 7 (p. 8625)

Son sous-amendement n° 52 à l'adt n° 3 de la commission (p. 8626)

Son amendement n° 10 (p. 8628)

Après l'article 1er

Son amendement n° 8 (élaboration, par le Gouvernement, d'un document d'orientation sur la réforme des règles de représentativité des organisations syndicales) (p. 8629) : rejeté (p. 8630)

Explications de vote et vote [12 décembre 2006] (p. 8879)

Ses explications de vote (p. 8881)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8881)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 2 (procédure de médiation)

Son amendement n° 113 rectifié (p. 1331)

Son amendement n° 114 (p. 1338)

Article 3 (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1365)

Article 3 précédemment réservé (création d'une nouvelle procédure de recours juridictionnel)

Son intervention (p. 1439 et s.)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 117 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Abelin (développement de la construction de logements financés par des prêts locatifs aidés d'intégration ou des subventions de l'agence nationale de l'habitat) (p. 1448)

Son amendement n° 116 rectifié précédemment réservé (quota minimum de réalisation de logements locatifs sociaux) : rejeté (p. 1449)

Après l'article 6 L

Intervient sur l'adt n° 128 rectifié précédemment réservé de M. Rodolphe Thomas (conditions d'usage professionnel dans une

partie des logements locatifs sociaux en zone urbaine sensible) (p. 1462)

Ses explications de vote (p. 1468 et s.)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1468)

Michel VERGNIER

*Creuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, fonctionnement [31 janvier 2007] (p. 850)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)**

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7485)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATION ÉCONOMIQUES**Examen du fascicule [3 novembre 2006] (p. 6909)**

Son intervention (p. 6918)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 6919)

Emploi : réductions de cotisations patronales sur les bas salaires (p. 6919)

Energie et carburants : prix (p. 6919)

Entreprises : création : aides (p. 6918)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6918)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 6918)

Formation professionnelle : financement (p. 6918)

Impôts locaux : taxe professionnelle : "bouclier fiscal" (p. 6919)

Marchés financiers : titres participatifs : déduction (p. 6919)

POLITIQUE DES TERRITOIRES**Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325)**

Procédure des questions :

Départements : Creuse : transferts de charges (p. 7417)

Béatrice VERNAUDON

*Polynésie Française (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [J.O. du 26 janvier 2007] (p. 1743)

DEPOT

Proposition de loi organique n° 3383 modifiant le mode d'élection des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française [17 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. Environnement. Politique dans le Pacifique sud [23 janvier 2007] (p. 568)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****OUTRE-MER****Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)**

Son intervention (p. 7348)

Thèmes avant la procédure des questions :

Elections et référendums : droit de vote : Polynésie française (p. 7349)

Impôts et taxes : investissements outre-mer : réductions d'impôt (p. 7349)

Logement : logement social : Polynésie française (p. 7349)

Logement : aides et prêts : allocations de logement : étudiants (p. 7349)

Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 7348)

Outre-mer : Polynésie française : budget (p. 7349)

Outre-mer : Polynésie française : enseignement (p. 7349)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : Polynésie française (p. 7349)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance**PREMIERE LECTURE**

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7922)

Thèmes :

Drogue : toxicomanie : Polynésie française (p. 7922)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Polynésie française (p. 7922)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : moyens (p. 7922)

Logement : logement social : Polynésie française (p. 7923)

Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 7923)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Polynésie française (p. 7922)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 38 (organisation des audiences du tribunal pour enfants - procédure de présentation immédiate devant la juridiction pour mineurs)

Son intervention (p. 8452)

Article 50 (application des dispositions relatives aux pouvoirs du maire à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française)

Ses interventions (p. 8471 et s.)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)**

Son intervention (p. 356)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : protection (p. 356)

Lois : application : outre-mer (p. 356)

Outre-mer : Polynésie française : législation (p. 357)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)**

Son intervention (p. 491)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 491)

Elections et référendums : élections municipales : Polynésie française (p. 491)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 janvier 2007] (p. 585) ; [24 janvier 2007] (p. 625)**

Son intervention (p. 633)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 634)

Elections et référendums : élections européennes : circonscriptions (p. 634)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 633)

Elections et référendums : prime majoritaire : Polynésie française (p. 634)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : Polynésie française (p. 634)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 634)

Outre-mer : Polynésie française : circonscriptions (p. 634)

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 7 (*dispositions électorales particulières à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon*)

Son intervention (p. 654)

Après l'article 7

Son amendement n° 11 (découpage en trois circonscriptions de la circonscription des Iles du Vent pour les élections à l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 664) : retiré (p. 665)

Son amendement n° 10 (modification du mode de scrutin applicable au prochain renouvellement de l'Assemblée de la Polynésie française) : retiré (p. 666)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [7 février 2007] (p. 1012)

Son intervention (p. 1023)

Thèmes :

Constitution : article 74 (p. 1024)

Elections et référendums : modes de scrutin : Polynésie française (p. 1023)

Elections et référendums : prime majoritaire : assemblée territoriale (p. 1024)

Logement : habitat insalubre : Polynésie française (p. 1024)

Outre-mer : continuité territoriale : crédits budgétaires (p. 1024)

Projet de loi n° 3405 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 675)

Article 9 (*aménagement du dispositif de continuité territoriale*)

Son intervention (p. 684)

Article 10 (*habilitations données au Gouvernement pour légiférer par ordonnances*)

Son intervention (p. 689)

Jean-Sébastien VIALATTE

Var (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

René-Paul VICTORIA

La Réunion (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [14 novembre 2006] (p. 7325, 7367)

Son intervention (p. 7349)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : outre-mer (p. 7350)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 7350)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : La Réunion (p. 7350)

Logement : logement social : La Réunion (p. 7350)

Outre-mer : congé-solidarité (p. 7350)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 7350)

Outre-mer : La Réunion : sécurité sanitaire (p. 7350)

Outre-mer : La Réunion : transports ferroviaires (p. 7350)

Outre-mer : La Réunion : transports routiers (p. 7350)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2006] (p. 7374)

Après l'article 50

Intervient sur l'ad n° 249 du Gouvernement (prolongation d'un an et adaptations du dispositif du congé-solidarité en outre-mer) (p. 7377)

Alain VIDALIES

Landes (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 novembre 2006] (p. 17214)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 novembre 2006] (p. 17214)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié [J.O. du 16 novembre 2006] (p. 17267)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 novembre 2006] (p. 17870)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 novembre 2006] (p. 17870)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 décembre 2006] (p. 18781)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 12 décembre 2006] (p. 18781)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Conférence sur l'emploi et les revenus [19 décembre 2006] (p. 9150)

Emploi. Chômage. Statistiques [31 janvier 2007] (p. 855)

Travail. Réforme. Code du travail [21 février 2007] (p. 1412)

RAPPELS AU REGLEMENT

Estime que les reports de déficits vont considérablement réduire dans certaines entreprises les effets de la participation [5 octobre 2006] (p. 5875)

Demande au Gouvernement de retirer les dispositions n'ayant pas fait l'objet de dialogue entre partenaires sociaux conformément aux engagements pris par le Président de la République [10 octobre 2006] (p. 5947)

Demande au Gouvernement de ne pas demander une seconde délibération de l'amendement n° 383 s'il était adopté car, issu du travail de députés de toutes tendances, il exprime la souveraineté nationale [17 janvier 2007] (p. 449)

DEBATS

Projet de loi n° 3175 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2006] (p. 5740) ; [4 octobre 2006] (p. 5778, 5811)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5755)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 5761)

Son intervention (p. 5787)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : bénéficiaires : mobilité (p. 5788)

Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 5787)

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 5787)

Entreprises : actionnariat salarié : stock options (p. 5755)

Entreprises : chefs d'entreprises : stock options (p. 5817)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5761)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5788)

Entreprises : sous-traitance (p. 5788)

Politique sociale : dialogue social (p. 5787 et s.)

Travail : mobilité (p. 5787 et s.)

Travail : chèque-transport (p. 5789)

Travail : code du travail (p. 5787)

Travail : congé de mobilité (p. 5817)

Travail : contrats de travail (p. 5787)

Travail : travail temporaire (p. 5788)

Discussion des articles [4 octobre 2006] (p. 5818) ; [5 octobre 2006] (p. 5841, 5868, 5902) ; [10 octobre 2006] (p. 5946, 5975)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 3 rectifié de la commission des affaires économiques (création d'un dividende du travail) (p. 5820)

Article 1er (attribution d'un supplément d'intéressement ou de participation)

Son intervention (p. 5825 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 54 de M. Maxime Gremetz (accords sur l'intéressement ou la participation des salariés aux résultats de l'entreprise soumis à la signature des organisations syndicales représentatives majoritaires ou des délégués du personnel) (p. 5832)

Article 3 (développement de la participation dans les groupements d'employeurs et les groupements d'intérêt économique)

Son intervention (p. 5842 et s.)

Article 5 (négociations de branche sur la participation)

Son intervention (p. 5855 et s.)

Article 6 (élargissement de l'assiette fiscale de la participation)

Son intervention (p. 5873)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 octobre 2006] (p. 5875)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 292 de M. François Guillaume (prise en compte de l'évolution de la valeur des actions de l'entreprise dans la formule dérogatoire de participation) (p. 5879)

Intervient sur l'ad t n° 43 de la commission des finances (instauration facultative d'une « prime de partage des profits » dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5881)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 26 de M. Jean-Pierre Balligand (communication de données sur la masse salariale et les dispositifs d'intéressement et de participation avant la négociation annuelle sur les salaires) (p. 5883)

Article 11 (renforcement de la diffusion du plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) dans les entreprises)

Ses amendements n°s 21 et 22 (p. 5888)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad t n° 20 de M. Jean-Pierre Balligand (suppression de la possibilité d'un abondement par l'employeur du transfert de sommes d'un Plan d'épargne d'entreprises (PEE) ou d'un Plan d'épargne interentreprise vers un Plan d'épargne retraite collective - PERCÔ -) (p. 5890)

Article 20 (développement de la pratique de l'attribution d'actions gratuites)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 octobre 2006] (p. 5947)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 131 de la commission (intégration des actions de formation à l'intéressement, à la participation et aux plans d'épargne salariale dans le champ de la formation professionnelle) (p. 5950)

Intervient sur l'adt n° 130 deuxième rectification de la commission (crédit d'impôt au bénéfice des petites entreprises offrant des actions de formation aux dispositifs d'épargne salariale et d'actionnariat salarié à leurs salariés) (p. 5953, 5954)

Avant l'article 22

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Maxime Gremetz (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE -) (p. 5959)

Article 23 (instauration d'un congé de mobilité pour certains salariés menacés de licenciement)

Son intervention (p. 5977 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 238 de M. Michel Charzat (reclassement des salariés des petites et moyennes entreprises en difficultés économiques conduisant à des licenciements ; création d'un fonds de mutualisation de reclassement) (p. 5987)

Article 25 (recours au travail temporaire pour compléter les revenus d'un temps partiel)

Son intervention (p. 5992)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Michel Charzat (gestion des œuvres sociales par le comité central d'entreprise : assouplissement de la règle de l'unanimité syndicale) (p. 5998)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****TRAVAIL ET EMPLOI****Examen du fascicule [9 novembre 2006] (p. 7153)****Procédure des questions :**

Travail : inspection du travail : recrutement (p. 7169)

Projet de loi n° 3456 de modernisation du dialogue social**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8531)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8537) : rejetée (p. 8541)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8543)

Thèmes :

Emploi : Contrat première embauche (CPE) (p. 8537)

Entreprises : comités d'entreprise (p. 8537)

Etat : Conseil économique et social (p. 8539)

Politique sociale : dialogue social (p. 8537 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 8538, 8539, 8543, 8544)

Travail : code du travail (p. 8538)

Travail : contrats de travail (p. 8537)

Travail : droit du travail (p. 8537 et s.)

Travail : licenciements (p. 8537)

Travail : négociations (p. 8538, 8539)

Discussion des articles [5 décembre 2006] (p. 8565) ; [6 décembre 2006] (p. 8612)**Avant l'article 1er**

Son amendement n° 30 rectifié (élection professionnelle de représentativité au niveau national des organisations syndicales) (p. 8565) : rejeté (p. 8570)

Son amendement n° 36 (appréciation de la représentativité nationale des organisations syndicales en fonction des résultats d'une élection de représentativité réservée aux organisations respectant les valeurs républicaines) (p. 8570) : rejeté (p. 8572)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Maxime Gremetz (subordination de la validité des conventions collectives à la signature d'organisations syndicales représentant une majorité de salariés) (p. 8573)

Son amendement n° 23 (suppression de dispositions dérogatoires au principe de faveur) (p. 8573) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8576)

Son amendement n° 25 (suppression d'une disposition de la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle remettant en cause la hiérarchie des normes entre accords des branches et accords d'entreprise) : rejeté (p. 8576)

Son amendement n° 26 (suppression d'une disposition de la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle remettant en cause la hiérarchie des normes entre accords des branches et accords d'entreprise) : rejeté (p. 8576)

Son amendement n° 27 (suppression d'une disposition de la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle concernant les commissions paritaires locales) : rejeté (p. 8576)

Son amendement n° 29 (suppression d'une disposition remettant en cause les règles relatives au contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 8576) : rejeté (p. 8577)

Son amendement n° 28 (durée du mandat des délégués du personnel) : rejeté (p. 8577)

Article 1er (institution de nouvelles procédures de dialogue social)

Son intervention (p. 8614 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 40 (modification des règles de calcul des effectifs de salariés et salariés électeurs dans l'entreprise soumise à consultation préalable des syndicats) : rejeté (p. 8630)

Son amendement n° 41 (réforme des règles de représentation du personnel soumise à consultation préalable des syndicats) : rejeté (p. 8630)

Son amendement n° 42 (durée du travail dans les hôtels, cafés, restaurants : nouvelle négociation collective) : rejeté (p. 8630)

Son amendement n° 43 (durée du travail des transporteurs routiers) : rejeté (p. 8630)

Son amendement n° 44 (rapport au Parlement sur la mise en œuvre de l'accord du 12 décembre 2001 sur le dialogue social dans l'artisanat) : rejeté (p. 8630)

Explications de vote et vote [12 décembre 2006] (p. 8879)

Ses explications de vote (p. 8880)

Abstention du groupe socialiste (p. 8881)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)**

Son intervention (p. 349)

Thèmes :

- Déchéances et incapacités : incapables majeurs : avocats (p. 350)
- Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 350)
- Déchéances et incapacités : mandat de protection future (p. 350)
- Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 349)
- Départements : action sociale : compensations financières (p. 350)
- Départements : action sociale : tutelle (p. 349)
- Justice : parquet : moyens (p. 350)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)*Article 4 (simplification des dispositions relatives à la tutelle des mineurs)*

- Son sous-amendement n° 427 à l'ad t n° 12 de la commission (p. 395)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

- Son intervention (p. 398 et s.)
- Ses amendements n° 428 à 431, 436, 438, 439 à 445 (p. 400 et s.)
- Ses amendements n° 440 et 441 (p. 411 et s.)
- Son sous-amendement n° 448 rectifié à l'ad t n° 39 de la commission (p. 414)
- Son amendement n° 451 : adopté (p. 415)
- Ses amendements n° 450 à 454 (p. 420 et s.)
- Son amendement n° 455 : adopté (p. 432)
- Ses amendements n° 457 et 456 (p. 432)
- Son amendement n° 403 (p. 432)
- Son amendement n° 404 rectifié : rejeté après rectification (p. 434)
- Son amendement n° 395 (p. 437)
- Ses amendements n° 405 (p. 437 et 406) : adoptés (p. 438)
- Ses amendements n° 40 et 3967 (p. 439 et s.)
- Son amendement n° 397 (p. 441) : adopté (p. 443)
- Ses amendements n° 408 et 409 (p. 444)

Après l'article 5

- Son amendement n° 422 (formation et soutien des mandataires bénévoles) : rejeté (p. 445)
- Son amendement n° 410 (coordination) : rejeté (p. 445)
- Son amendement n° 411 (divorce d'un époux sous mandat de protection) : rejeté (p. 445)
- Son amendement n° 412 (fourniture gratuite obligatoire par les banques de prestations informatiques facilitant la gestion des comptes des personnes protégées) : rejeté (p. 445)

Article 6 (gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle)

- Ses amendements n° 413 à 417 (p. 445 et s.)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

- Son intervention (p. 447 et s.)
- Son rappel au règlement (cf supra) [17 janvier 2007] (p. 449)
- Son amendement n° 398 (p. 451)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

- Ses amendements n° 418, 419, 400 (p. 455 et s.)

Article 21 (contrats d'assurance sur la vie d'un majeur en tutelle ou en curatelle)

- Ses amendements n° 420 et 421 (p. 462 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad t n° 214 rectifié du Gouvernement (substitution du nouveau code de procédure civile à l'ancien) (p. 464)

Son sous-amendement n° 461 (prescriptions prévues imposées, à peine de nullité, pour les personnes sous tutelle) à l'ad t n° 215 du Gouvernement (de la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions commises par des majeurs protégés) : rejeté (p. 465)

Ses explications de vote (p. 466)

Abstention du groupe socialiste (p. 466)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 février 2007] (p. 1487)**

- Son intervention (p. 1490)

Thèmes :

- Conseil constitutionnel : censure : amendements (p. 1491)
- Déchéances et incapacités : incapables majeurs : fiducie (p. 1491)
- Déchéances et incapacités : mandat de protection future (p. 1491)
- Déchéances et incapacités : tutelle : fichiers informatisés (p. 1490)
- Départements : conseils généraux : transferts de compétences (p. 1491)
- Professions judiciaires et juridiques : exercice de la profession (p. 1491)
- Abstention du groupe socialiste (p. 1491)

Proposition de loi n° 3645 visant à abroger le contrat de travail nouvelles embauches**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 février 2007] (p. 931)**

- Son intervention (p. 938)

Thèmes :

- Emploi : statistiques (p. 940)
- Emploi : Contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 938 et s.)
- Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 939)
- Politique économique : libéralisme (p. 939)
- Travail : contrats de travail (p. 939)
- Travail : droit du travail (p. 939)
- Travail : licenciements (p. 939)
- Travail : précarité (p. 939, 940)

Proposition de loi n° 3608 portant réforme de l'assurance de protection juridique**PREMIERE LECTURE****Avant la discussion des articles [8 février 2007] (p. 1063)**

- Son intervention (p. 1067)

Thèmes :

- Assurances : assurance juridique : clauses abusives (p. 1067)
- Entreprises : salariés : assurance juridique (p. 1068)
- Justice : aide juridictionnelle (p. 1068)

Discussion des articles [8 février 2007] (p. 1069)

Article 3 (libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client)

Son intervention (p. 1073 et s.)

Article 5 (subsidiarité de l'aide juridictionnelle pour les frais couverts par une protection juridique)

Son amendement n° 1 (de suppression) (p. 1075)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1068)

Gérard VIGNOBLE

*Nord (8^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

François-Xavier VILLAIN

*Nord (18^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

Dominique de VILLEPIN

Premier Ministre

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 15 mai 2007 [J.O. du 16 mai 2007] (p. 9091)

DEPOTS

Déclaration du Gouvernement n° 3508 préalable au Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006 [12 décembre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

REPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean Leonetti. Politique économique. Pouvoir d'achat. [3 octobre 2006] (p. 5720)

M. Christian Kert. Politique extérieure. Russie. Journaliste assassinée, enquête [10 octobre 2006] (p. 5943)

M. Jacques Remiller. Justice. Fonctionnement. Instruction, réforme [24 octobre 2006] (p. 6477)

M. Dominique Tian. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Incendies d'autobus, conséquences [31 octobre 2006] (p. 6776)

M. Yves Censi. Emploi. Chômage. Statistiques [31 octobre 2006] (p. 6779)

M. Jean-Marc Ayrault. Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [8 novembre 2006] (p. 7096)

M. Hervé de Charette. Politique extérieure. Liban. Situation politique [22 novembre 2006] (p. 7878)

M. François Hollande. Outre-mer. Nouvelle-Calédonie. Elections et référendums, élection du congrès et des assemblées de province [13 décembre 2006] (p. 8984)

M. Jean-Marc Ayrault. Police. Renseignements généraux. Elections présidentielles, enquêtes, réglementation enquête [30 janvier 2007] (p. 742)

M. Bernard Accoyer. Parlement. Législature [21 février 2007] (p. 1411)

Jean-Claude VIOLLET

*Charente (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J 1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 17 janvier 2007]

DEPOT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome I : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (liens entre la Nation et son armée) (n° 3367) [12 octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7438)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7438)

Défense : communication (p. 7438)

Défense : journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD) (p. 7439)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2006] (p. 7489)

Crédits de la mission : "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 7490 et s.)

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Procédure des questions :

Jeunes : insertion professionnelle : armée (p. 7146)

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Après l'article 40

Son amendement n° 342 (gens du voyage - résidences mobiles terrestres - taxe d'habitation : taux ramené de 25 € à 15 € par mètre carré) : rejeté (p. 7779)

Philippe VITEL

<i>Var (2^{ème} circonscription) Union pour un Mouvement Populaire</i>
--

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2006]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 [J.O. du 21 novembre 2006] (p. 17477)

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2007 (n° 3341) tome V : Défense (préparation et emploi des forces ; marine) (n° 3367) [12 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3725 visant à permettre la sauvegarde de leur toit familial aux rapatriés réinstallés en situation difficile [15 février 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement maternel et primaire. Pédagogie. Apprentissage de la lecture [4 octobre 2006] (p. 5772)

Droit pénal. Atteintes à l'intégrité de la personne. Excision, lutte et prévention [5 décembre 2006] (p. 8513)

Aménagement du territoire. Contrats de plan État-régions. [16 janvier 2007] (p. 304)

DEBATS

Projet de loi n° 3362 de financement de la sécurité sociale pour 2007
--

PREMIERE LECTURE**Avant la discussion des articles [24 octobre 2006] (p. 6492) ; [25 octobre 2006] (p. 6555)**

Son intervention (p. 6569)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 6583)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : caisses (p. 6570)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 6570)

Professions de santé : médecins généralistes (p. 6570)

Santé : accès aux soins (p. 6570 et 6583)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 6569)

Sécurité sociale : financement (p. 6583)

Discussion des articles [25 octobre 2006] (p. 6590, 6701) ; [26 octobre 2006] (p. 6626, 6652, 6704)

Article 15 (affectation des avoirs non réclamés issus de contrats d'assurance-vie au Fonds de réserve pour les retraites)

Son intervention (p. 6633)

Article 16 (modalités de versement de l'acompte versé par les établissements financiers au titre des contributions sociales dues sur les revenus des placements)

Son intervention (p. 6637)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2006] (p. 8167)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8175)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 8175)

Santé : accès aux soins (p. 8175)

Syndicats : représentativité (p. 8175)

Ses explications de vote (p. 8189)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8189)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007
--

PREMIERE LECTURE**DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7113)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : disponibilité (p. 7114)

Défense : Direction des chantiers navals (DCN) (p. 7113)

Défense : frégates (p. 7114)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7113)

Défense : marine : crédits budgétaires (p. 7143)

Défense : marine : effectifs (p. 7113)

Défense : marine : logement (p. 7114)

Défense : marine : rémunération (p. 7114)

Défense : opérations extérieures : Liban (p. 7114)

Défense : porte-avions (p. 7114)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 7114)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Son intervention (p. 7907)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7907)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 7908)

Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 7908)

Projet de loi n° 2674 rectifié ratifiant l'ordonnance n° 2005-1040 du 26 août 2005 relative à l'organisation de certaines professions de santé et à la répression de l'usurpation de titres et de l'exercice illégal de ces professions et modifiant le code de la santé publique

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7941)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7950)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7955)

Son intervention (p. 7958)

Thèmes :

Professions de santé : diététiciens (p. 7958, 7959)

Santé : cancer (p. 7959)

Santé : maladies mentales (p. 7959)

Santé : obésité (p. 7959)

Gérard VOISIN

*Saône-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la situation de la viticulture [15 novembre 2006] (n° 3435)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1738, posée le 28 novembre 2006. Voirie. Routes (J.O. Questions p. 12273). Appelée le 29 novembre 2006. Route Centre-Europe Atlantique, nuisances sonores (p. 8235)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)

Son intervention (p. 7454)

DÉFENSE

Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armements et équipements : recherche développement (p. 7126)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 7124)

Défense : loi de programmation militaire (p. 7123)

Défense : militaires et assimilés : effectifs (p. 7124)

Défense : opérations extérieures : Côte d'Ivoire (p. 7126)

Défense : opérations extérieures : crédits budgétaires (p. 7124)

Défense : opérations extérieures : Liban (p. 7124)

Défense : personnel civil (p. 7125)

Défense : professionnalisation (p. 7124)

Défense : réserves (p. 7124)

Energie et carburants : tarifs : défense (p. 7124)

Jeunes : insertion professionnelle : armée (p. 7125)

Ordre public : plan Vigipirate (p. 7124)

Union européenne : politique de la défense : Agence européenne de défense (AED) (p. 7126)

ÉCOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [10 novembre 2006] (p. 7253)

Son intervention (p. 7266)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : biodiversité (p. 7266)

Environnement : changements climatiques : effet de serre (p. 7266)

Environnement : Natura 2000 (p. 7266)

Environnement : paysages (p. 7266)

Procédure des questions :

Agriculture : calamités agricoles : oiseaux (p. 7281)

Environnement : sites : contrats de plan Etat-régions (p. 7280)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [31 octobre 2006] (p. 6747)

Procédure des questions :

Impôts locaux : taxe professionnelle : coopération intercommunale (p. 6763)

TRANSPORTS

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2006] (p. 7649) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 8 novembre 2006

Son intervention (p. 7663)

Thèmes :

Régions : Centre : routes nationales (p. 7663)

Transports aériens : sécurité (p. 7663)

Michel VOISIN*Ain (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
[1^{er} octobre 2006]**NOMINATIONS**Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [1^{er} octobre 2006]Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]**DEPOT**Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) sur les travaux de la XV^{ème} session annuelle de cette Assemblée (Bruxelles : 3-7 juillet 2006) [31 janvier 2007] (n° 3646)**INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Défense. Politique de la défense. Opérations extérieures, Afghanistan [19 décembre 2006] (p. 9153)

*DEBATS***Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007****PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION****Examen des fascicules [15 novembre 2006] (p. 7433, 7475)***Thèmes avant la procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7455)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7455)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7455)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7455)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7455)

DÉFENSE**Examen des fascicules [8 novembre 2006] (p. 7104, 7137)**

Son intervention (p. 7123)

Philippe VUILQUE*Ardennes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]**NOMINATION**Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]**DEPOT**

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête relative à l'influence des mouvements à caractère sectaire et aux conséquences de leurs pratiques sur la santé physique et mentale des mineurs [12 décembre 2006] (n° 3507)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Chômage. Lutte et prévention, Ardennes [7 novembre 2006] (p. 6987)

*DEBATS***Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance****PREMIERE LECTURE****Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)***Après l'article 17*

Son amendement n° 209 (ouverture à compter de la majorité de la victime du délai de prescription en matière d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de faiblesse commis contre un mineur dans le cadre d'une organisation sectaire) : rejeté (p. 176)

Son amendement n° 215 (contrôle des publications destinées à la jeunesse) : rejeté (p. 177)

Son amendement n° 211 (contrôle des publications destinées à la jeunesse) (p. 177) : rejeté (p. 178)

Son amendement n° 210 (renforcement des dispositions permettant de poursuivre les mouvements sectaires faisant du prosélytisme envers la jeunesse) : retiré (p. 178)

Son amendement n° 212 (répression de la publicité des mouvements sectaires sur Internet) : rejeté (p. 178)

Son amendement n° 213 (enquête sur les délits commis par voie électronique contre les mineurs et personnes vulnérables) : rejeté (p. 178)

W

Jean-Luc WARSMANN

*Ardennes (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3343 visant à accorder la possibilité aux médecins pharmaciens de se faire remplacer ou aider dans leur activité [3 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3379 visant à supprimer le délai de six mois subordonnant la demande d'un nouveau permis de conduire en cas de retrait de la totalité des points [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3410 portant adaptation de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 au territoire et à l'organisation territoriale actuels de la République [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3718 visant à appliquer le taux plancher de la taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites utilisés pour la production de luzerne déshydratée [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3719 visant à assouplir les règles de délégation de l'exercice des actes de la vie courante relatifs à la surveillance et à l'éducation de l'enfant, en faveur d'un beau-parent [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3800 visant à favoriser l'accueil à l'école des enfants de deux ans dans les zones de revitalisation rurale et les bassins d'emploi à redynamiser à la demande de leurs parents [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

REponses AUX RAPPELS AU REGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Blazy : répond qu'il n'a pas de doute sur le rejet de l'amendement n°127 et refuse le vote par assis et levé [28 novembre 2006] (p. 8203)

M. Jean-Pierre Blazy : assure que le règlement est respecté et souligne qu'il a demandé si quelqu'un souhaitait s'exprimer. [29 novembre 2006] (p. 8330 et s.)

M. Victorin Lurel : répond qu'il doit appeler les amendements dans leur ordre logique pour garder son sens au débat mais que, sauf avis contraire des auteurs de ces amendements formels, il les mettra directement aux voix [24 janvier 2007] (p. 640)

M. Jean-Christophe Lagarde : indique qu'en appelant les amendements, il veille à ce que les députés le souhaitant puissent s'exprimer [24 janvier 2007] (p. 652)

M. Jean-Pierre Brard : répond que c'est précisément une de ses interventions qui a permis la modification d'un amendement, ensuite adopté à l'unanimité [24 janvier 2007] (p. 652)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : répond que le vote de l'amendement, purement rédactionnel, qu'il conteste s'est déroulé de façon régulière ; il se déclare tout disposé à donner la parole à tout orateur la lui demandant [21 février 2007] (p. 1421)

Mme Paulette Guinchard : répond qu'il a appelé chaque amendement ; il lui précise qu'il donne la parole à trois orateurs du groupe socialiste pour s'exprimer, bien légitimement, sur l'amendement, de fond, qui se présente [21 février 2007] (p. 1422)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8203)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Blazy (cf supra) (p. 8330)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Répond aux observations de M. Maxime Gremetz qu'il s'agit de décisions du président de la commission des finances (p. 439)

Projet de loi organique n° 3404 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [24 janvier 2007] (p. 640)

Répond au rappel au règlement de M. Victorin Lurel (cf supra) [24 janvier 2007] (p. 640)

Article 6 (dispositions organiques du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Christophe Lagarde (cf supra) (p. 652)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 652)

Projet de loi n° 3460 relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2007] (p. 832, 857, 898)

Après l'article 16 quinquies

Rappelle que l'on ne débat pas sur un amendement dont l'auteur est absent [31 janvier 2007] (p. 916)

Projet de loi n° 3656 instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [15 février 2007] (p. 1258) ; [20 février 2007] (p. 1325, 1349) ; [21 février 2007] (p. 1374, 1421)

Article 6 quinquies (emploi des accueillants familiaux de personnes âgées ou handicapées par des personnes morales)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf supra) (p. 1421)

Article 7 (création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d'origine)

Répond au rappel au règlement de Mme Paulette Guinchard (cf supra) (p. 1422)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Maladies du bétail. Fièvre catarrhale, lutte et prévention [3 octobre 2006] (p. 5728)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1765, posée le 5 décembre 2006. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 12590). Appelée le 5 décembre 2006. Examen, Ardennes (p. 8502)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[17 novembre 2006] (p. 7764)

Article 40 (renforcement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre des souscriptions au capital de PME)

Son amendement n° 138 rectifié (p. 7765)

Après l'article 40

Son amendement n° 137 rectifié (zones de revitalisation rurale ou éligibles à la réduction d'impôt au titre des investissements touristiques – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe foncière – compensation pour les collectivités territoriales) : rectifié : (application aux seules zones de revitalisation rurale) (p. 7773) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7775)

Son amendement n° 135 deuxième rectification (zones de revitalisation rurale – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe d'habitation – compensation pour les collectivités territoriales) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7775)

Son amendement n° 136 rectifié (zones de revitalisation rurale – hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôte : faculté d'exonération de taxe professionnelle – compensation pour les collectivités territoriales) : retiré (p. 7775)

Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Article 23 (instauration d'une taxe intérieure de consommation sur le charbon, les houilles et les lignites)

Son amendement n° 23 (p. 8709)

Après l'article 36

Son amendement n° 288 (institution des bassins d'emploi à redynamiser : régime fiscal et social) (p. 8763) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8764)

Après l'article 43

Son amendement n° 5 (investissements des collectivités territoriales relatifs à la lutte contre les incendies réalisés sur des biens appartenant à des tiers : éligibilité aux attributions du FCTVA) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8771)

Proposition de loi n° 3490 tendant à prévenir le surendettement

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2006] (p. 8847)

Son intervention (p. 8854)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 8855)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : protection des consommateurs (p. 8854)

Banques et établissements financiers : crédit à la consommation : taux d'intérêt (p. 8854)

Informatique : fichiers : Belgique (p. 8855)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8854)

Laurent WAUQUIEZ

Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [1^{er} octobre 2006]

Rapporteur pour avis du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (n° 3462) [6 décembre 2006]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [J.O. du 17 février 2007] (p. 2944)

DEPOTS

Proposition de loi n° 3416 visant à compléter le droit applicable en cas d'abandon de véhicules chez les garagistes [3 novembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la santé et la protection sociales des étudiants [6 décembre 2006] (n° 3494)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les articles 8 à 19, 22, 23, 25 et 26 du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (n° 3462) [10 janvier 2007] (n° 3556)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la mise en application de la loi n° 2006-339 du 23 mars 2006 pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux [17 janvier 2007] (n° 3588)

Proposition de loi n° 3776 visant à améliorer la cohabitation des divers usagers des chemins ruraux [13 mars 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Déchéances et incapacités. Incapables majeurs. Tutelle et curatelle, réforme [6 décembre 2006] (p. 8607)

*DEBATS***Projet de loi de finances rectificative n° 3447 pour 2006**

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2006] (p. 8666, 8698, 8751)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 106, deuxième rectification de M. Charles de Courson (sacs de caisse en matière plastique non biodégradable : institution d'une taxe au profit de l'ADEME et perçue à compter du 1er janvier 2009) (p. 8704)

Projet de loi n° 3062 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [11 janvier 2007] (p. 213, 223)

Après l'article 28

Son amendement n° 102 (contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) : retiré (p. 237)

Projet de loi n° 3462 portant réforme de la protection juridique des majeurs

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2007] (p. 337)

Son intervention (p. 343)

Thèmes :

Associations : tutelle (p. 344)

Déchéances et incapacités : personnes défavorisées (p. 344)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : maladie d'Alzheimer (p. 343)

Déchéances et incapacités : incapables majeurs : mandataires judiciaires (p. 344)

Déchéances et incapacités : tutelle (p. 344)

Déchéances et incapacités : tutelle : réforme (p. 343)

Professions sociales : assistants de service social (p. 344)

Discussion des articles [17 janvier 2007] (p. 394, 429)

Article 5 (de la majorité et des majeurs protégés par la loi)

Son intervention (p. 397 et s.)

Article 8 (accompagnement social personnalisé des personnes en difficulté)

Son intervention (p. 448 et s.)

Article 9 (régime juridique de l'activité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 455 et s.)

Article 12 (financement de la protection judiciaire des majeurs)

Son intervention (p. 458)

Son sous-amendement n° 271 à l'adt n° 160 rectifié de la commission : adopté (p. 458)

Article 14 (régime juridique de l'activité des personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs)

Son intervention (p. 459)

Article 16 (règles applicables aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs dans les hôpitaux et les structures de soins psychiatriques)

Son intervention (p. 461)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 480)

Thème :

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 480)

Gérard WEBER

*Ardèche (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3381 visant à soumettre la vente d'alcool la nuit dans les commerces de proximité à une autorisation préalable des maires [17 octobre 2006]

Proposition de loi n° 3542 modifiant le délai de restitution du dépôt de garantie prévu pour les baux d'habitation [20 décembre 2006]

Proposition de loi n° 3573 relative à la mise en place d'un nouveau mode de fixation des indemnités des élus dans les communes de moins de 3500 habitants [16 janvier 2007]

Proposition de loi n° 3633 visant à renforcer la protection des personnes âgées à l'égard du démarchage [30 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité sociale. Prestations. Fraudes, lutte et prévention [25 octobre 2006] (p. 6550)

Éric WOERTH

*Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

Est nommé Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique. Décret du 18 mai 2007 [J.O. du 19 mai 2007] (p. 9714)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 18 juin 2007 [J.O. du 19 juin 2007] (p. 10505)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [1^{er} octobre 2006]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. SNCF. Grèves, conséquences [7 novembre 2006] (p. 6992)

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, répercussion, consommateurs [9 janvier 2007] (p. 38)

DEBATS

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Article 12 ter (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Son amendement n° 87 rectifié (p. 8332) : adopté après modification (p. 8334)

Z

Lilian ZANCHI

*Rhône (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [1^{er} octobre 2006]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 octobre 2006] (p. 15134)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 novembre 2006] (p. 17214)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 novembre 2006] (p. 17214)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 5 décembre 2006] (p. 18297)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 5 décembre 2006] (p. 18297)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [J.O. du 16 février 2007] (p. 2888)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6095)

Son intervention (p. 6103)

Thèmes :

Droit pénal : génocide : Arménie (p. 6103)

Droit pénal : génocide : négationnisme (p. 6103)

Parlement : rôle : histoire (p. 6104)

Projet de loi n° 3338 relatif à la prévention de la délinquance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2006] (p. 7812, 7839) ; [22 novembre 2006] (p. 7886, 7913)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7845)

Son intervention (p. 7866)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 7867)

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 7845, 7867)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 7866)

Jeunes : discrimination (p. 7845)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 7867)

Discussion des articles [23 novembre 2006] (p. 7983, 8005) ; [24 novembre 2006] (p. 8027, 8054) ; [27 novembre 2006] (p. 8097, 8129) ; [28 novembre 2006] (p. 8190, 8200) ; [29 novembre 2006] (p. 8274, 8306) ; [30 novembre 2006] (p. 8342, 8374, 8412) ; [1er décembre 2006] (p. 8437)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 593 (définition de la politique de prévention de la délinquance) (p. 7992) : rejeté (p. 7996)

Son amendement n° 598 (rôle et fonctions des différents acteurs impliqués dans la prévention de la délinquance) (p. 7996) : rejeté (p. 8000)

Intervient sur l'ad. n° 609 de Mme Patricia Adam (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8010)

Son amendement n° 603 (politique de prévention de la délinquance rattachée au Premier ministre) (p. 8006) : rejeté (p. 8010)

Son amendement n° 613 (création d'un contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance rénové) (p. 8010) : rejeté (p. 8012)

Son amendement n° 618 (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions de prévention et de lutte contre la délinquance) (p. 8012) : rejeté (p. 8015)

Article 1er précédemment réservé (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Ses interventions (p. 8033 et s.)

Article 1er bis précédemment réservé (présence de travailleurs sociaux dans les commissariats)

Son intervention (p. 8067)

Article 2 précédemment réservé (délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale)

Ses interventions (p. 8070 et s.)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 716 (quelle que soit la taille des communes) à l'ad. n° 472 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes) (p. 8081)

Article 2 bis précédemment réservé (création d'un fonds pour la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8083)

Article 3 précédemment réservé (participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance)

Ses interventions (p. 8086 et s.)

Article 6 précédemment réservé (création et attributions du conseil pour les droits et devoirs des familles - accompagnement parental proposé par le maire)

Ses interventions (p. 8143 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad. n° 371 précédemment réservé de M. Nicolas Perruchot (statut de la profession de correspondant de nuit) (p. 8208)

Article 7 précédemment réservé (saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales)

Son intervention (p. 8209)

Article 8 précédemment réservé (rappel à l'ordre par le maire)

Ses interventions (p. 8215 et s.)

Article 8 bis précédemment réservé (contribution de l'Education nationale à la lutte contre les violences)

Son intervention (p. 8223)

Article 9 précédemment réservé (information du maire sur l'absentéisme scolaire - concours de l'Education nationale à la prévention de la délinquance)

Son intervention (p. 8224)

Article 10 précédemment réservé (études de sécurité publique en matière d'urbanisme)

Ses interventions (p. 8315 et s.)

Article 11 quater précédemment réservé (résiliation du bail en cas de troubles de voisinage)

Son intervention (p. 8321)

Après l'article 11 quater

Intervient sur l'ad n° 729 précédemment réservé du Gouvernement (incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles) (p. 8325)

Article 12 ter (évacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage)

Son intervention (p. 8335)

Article 13 (création d'un service volontaire citoyen de la police nationale)

Son intervention (p. 8345)

Article 14 (prise en compte des périodes de service civil volontaire dans la fonction publique)

Ses interventions (p. 8349 et s.)

Article 4 précédemment réservé (composante judiciaire de la prévention de la délinquance : reconnaissance explicite par la loi du rôle du ministère public en matière de prévention)

Ses interventions (p. 8376 et s.)

Article 28 (création d'une circonstance aggravante à l'usage illicite de produits stupéfiants lorsqu'il est le fait de certaines personnes dans l'exercice de leurs fonctions - autorisation du dépistage de l'usage de produits stupéfiants dans les lieux où s'effectue le transport public des voyageurs - répression de la provocation à l'usage ou au trafic de stupéfiants)

Son intervention (p. 8405)

Article 21 précédemment réservé (réforme de l'hospitalisation d'office)

Son intervention (p. 8423)

Article 35 (aménagement des mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - application de la composition pénale aux mineurs)

Ses interventions (p. 8438 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'ad n° 632 de la commission (limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 8456)

Article 42 (ouverture de la possibilité d'accomplir un travail d'intérêt général au profit d'une personne morale de droit privé chargée d'une mission de service public)

Son intervention (p. 8462)

Après l'article 45

Intervient sur l'ad n° 387 de M. Jean-Pierre Blazy (droit de vote à partir de seize ans) (p. 8464)

Seconde délibération

Article 16 adopté en première délibération (secret médical)

Son intervention (p. 8473)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 février 2007] (p. 1120)

Son intervention (p. 1133)

Thèmes :

Communes : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (p. 1133)

Déchéances et incapacités : hospitalisation d'office (p. 1134)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 1134)

Droit pénal : sanctions pénales : personnes défavorisées (p. 1133)

Droits de l'homme et libertés publiques : fichiers informatisés (p. 1133)

Famille : conseil pour les droits et devoirs des familles (p. 1133)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 1134)

Discussion des articles [13 février 2007] (p. 1146)

Article 1er (animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire)

Son intervention (p. 1147)

Article 5 (partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale, le maire et le président du conseil général)

Son intervention (p. 1148)

Article 8 (rappel à l'ordre par le maire)

Son intervention (p. 1150)

Article 11 quater (dispositions relatives aux troubles de voisinage)

Son intervention (p. 1153)

Article 12 bis (durcissement de la législation relative aux chiens dangereux)

Son intervention (p. 1156)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1135)

Projet de loi n° 3184 réformant la protection de l'enfance

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 39)

Son intervention (p. 58)

Thèmes :

Départements : protection de la famille et de l'enfance (p. 59)

Enfants : droits de l'enfant (p. 58, 59)

Enfants : mauvais traitements (p. 58, 59)

Famille : parents : responsabilité (p. 59)

Famille : protection de la famille et de l'enfance (p. 58, 59)

Discussion des articles [9 janvier 2007] (p. 72) ; [10 janvier 2007] (p. 117, 151)

Article 1er (missions de la protection de l'enfance et extension des compétences des services de protection maternelle et infantile)

Son intervention (p. 73 et s.)

Article 4 (audition de l'enfant dans les procédures le concernant)

Son intervention (p. 93)

Après l'article 4 bis

Intervient sur l'adit n° 220 de Mme Patricia Adam (accès à la délivrance d'un titre de séjour pour les enfants étrangers recueillis par des Français selon une décision de kafala judiciaire) (p. 123)

Article 12 (création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial)

Son intervention (p. 152)

Après l'article 17

Intervient sur l'adit n° 302 rectifié de la commission (répression de la pédo-pornographie sur Internet) (p. 169)

Intervient sur l'adit n° 306 de la commission (possibilité de reporter une partie du congé de maternité après la naissance de l'enfant) (p. 171)

DEUXIEME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 février 2007] (p. 1496)

Son intervention (p. 1500)

Thèmes :

Départements : action sociale : dépenses (p. 1501)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1500 et s.)

Enfants : mauvais traitements (p. 1500)

Enfants : politique de l'enfance (p. 1500 et s.)

Famille : adoption (p. 1500, 1501)

Famille : autorité parentale (p. 1501)

Famille : familles monoparentales (p. 1500)

Pays étrangers : Algérie (p. 1501)

Travail : congé de maternité (p. 1501)

Abstention du groupe socialiste (p. 1502)

Marie-Jo ZIMMERMANN

*Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3409 tendant à préciser certaines modalités de contrôle des financements politiques et des campagnes électorales [3 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3483 tendant à réglementer les nuisances sonores le long des infrastructures autoroutières construite avant 1992 [30 novembre 2006]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur son activité au cours de la période octobre 2005 - février 2007 [6 février 2007] (n° 3670)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

DEBATS

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007

PREMIERE LECTURE

DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Vote des crédits et articles rattachés [31 octobre 2006] (p. 6767)

Après l'article 51

Son amendement n° 70 (éligibilité à la DSU des communes de moins de 5 000 habitants comportant une zone urbaine sensible) : retiré (p. 6769)

Projet de loi n° 3525 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

PREMIERE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 473, 498)

Son intervention (p. 487)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation parlementaire pour le droit des femmes (p. 487)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 488)

Coopération intercommunale : parité (p. 488)

Elections et référendums : élections cantonales : suppléants (p. 488)

Elections et référendums : élections municipales : parité (p. 488)

Elections et référendums : élections sénatoriales (p. 488)

Partis et mouvements politiques : financement public : sanctions (p. 488)

Discussion des articles [18 janvier 2007] (p. 506)

Après l'article 1er

Son amendement n° 4 (élections municipales : acte de candidature obligatoire pour être élu; principe de parité pour les déclarations collectives de candidature) : retiré (p. 508)

Son amendement n° 3 (scrutin de liste proportionnel, avec obligation de parité, pour l'élection des délégués des communes dans les intercommunalités) (p. 508) : retiré

Article 4 (renforcement des incitations financières à la parité aux élections législatives)

Son amendement n° 5 (p. 513)

Son amendement n° 6 (p. 515)

Après l'article 4

Son amendement n° 7 (scrutin proportionnel étendu aux départements élisant au moins trois sénateurs) (p. 517) : rejeté (p. 518)

Émile ZUCCARELLI

*Haute-Corse (1^{ère} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1^{er} octobre 2006]

DEPOT

Proposition de loi n° 3571 instituant un droit à l'hébergement et au logement des personnes sans domicile fixe [16 janvier 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, fonctionnement [14 novembre 2006] (p. 7364)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

n° 1739, posée le 28 novembre 2006. Agriculture. Châtaignes (J.O. Questions p. 12273). Appelée le 29 novembre 2006. (p. 8250)

*DEBATS***Projet de loi n° 2972 relatif à la fonction publique territoriale****PREMIERE LECTURE**

Discussion des articles [11 octobre 2006] (p. 6065) ; [12 octobre 2006] (p. 6134)

Article 21 bis (prise en compte de l'ancienneté d'agents de catégorie A relevant de la filière administrative intégrés dans les cadres)

Son intervention (p. 6088 et s.)

Article 32 quater (intégration dans la fonction publique territoriale des agents titulaires d'un emploi spécifique de catégorie A)

Son intervention (p. 6152)

Proposition de loi n° 3030 rectifiée complétant la loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915**PREMIERE LECTURE**

Discussion de l'article unique [12 octobre 2006] (p. 6107)

Article unique (répression de la contestation de l'existence du génocide arménien)

Son intervention (p. 6108)

Projet de loi de finances n° 3341 pour 2007**PREMIERE LECTURE****DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPECIALES****SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ CIVILE**

Examen des fascicules [7 novembre 2006] (p. 7000) ; (p. 7027)

Son intervention (p. 7030)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : rémunération (p. 7030)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 7030)

Michel ZUMKELLER

*Territoire-de-Belfort (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [1^{er} octobre 2006]

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1^{er} octobre 2006]

DEPOTS

Proposition de loi n° 3489 visant à instituer de manière officielle un cérémonial d'accès à la citoyenneté et à la majorité civile et pénale [30 novembre 2006]

Proposition de loi n° 3709 tendant à instituer une baisse des cotisations patronales et salariales afin d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés avec pour contrepartie la création d'une TVA sociale [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3721 visant à créer un délit d'atteinte à la dignité et à l'intégrité de la personne humaine en cas de vente ou de tentative de vente d'êtres humains [15 février 2007]

Proposition de loi n° 3803 visant à interdire la vente en France des cigarettes aromatisées, dites "cigarettes bonbons", manifestement destinées aux mineurs [2 mai 2007]

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DEBAT*

n° 1766, posée le 5 décembre 2006. Sécurité publique. Incendies (J.O. Questions p. 12590). Appelée le 5 décembre 2006. Lutte et prévention, réglementation, petites communes (p. 8491)

n° 1917, posée le 20 février 2007. Enseignement : personnel. Personnel de direction (J.O. Questions p. 1646). Appelée le 20 février 2007. Enseignants, responsabilité pénale (p. 1284)

CONGRÈS

19 février 2007

- Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 77 de la Constitution
- Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution
- Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort

**CONGRES DU PARLEMENT DU
19 FEVRIER 2007**

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle
complétant l'article 77 de la Constitution**

Jean-Louis DEBRÉ

*Président de l'Assemblée nationale
Président du Congrès*

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du
Parlement [J.O. du 10 février 2007] (p. 2553) (p. 5)

René DOSIÈRE

Député

Son explication de vote (p. 10)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : Nouvelle-Calédonie
(p. 10)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie
(p. 10)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10)

Robert HUE

Sénateur

Son explication de vote (p. 7)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 7)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 7)

Jean-Jacques HYEST

Sénateur

Son explication de vote (p. 8)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 8)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 8)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 8)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : souveraineté (p. 9)

Jean-Christophe LAGARDE

Député

Son explication de vote (p. 11)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie
(p. 12)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 11)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 11)

Louis LE PENSEC

Sénateur

Son explication de vote (p. 12)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie
(p. 13)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 12)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 12)

Michel MERCIER

Sénateur

Son explication de vote (p. 7)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 7)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : développement économique
(p. 8)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance (p. 8)

Georges OTHILY

Sénateur

Son explication de vote (p. 9)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 9)

Outre-mer : Accord de Matignon (p. 9)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9)

Didier QUENTIN

Député

Son explication de vote (p. 10)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie
(p. 11)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 10)

Michel VAXÈS

Député

Son explication de vote (p. 6)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 6)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 6)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : souveraineté (p. 7)

Dominique DE VILLEPIN

Premier Ministre

Son intervention avant les explications de vote (p. 5)

Thèmes :

Constitution : révision : article 77 (p. 6)

Elections et référendums : droit de vote : Nouvelle-Calédonie (p. 5)

Etat : République : Nouvelle-Calédonie (p. 6)

Outre-mer : Accord de Nouméa (p. 5)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : citoyenneté (p. 5)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie : indépendance (p. 5)

Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution

Nicolas ALFONSI

Sénateur

Son explication de vote (p. 23)

Thèmes :

Justice : Haute cour de justice (p. 24)

Président de la République : Cour pénale internationale (p. 23)

Président de la République : responsabilité (p. 24)

Jean-Pierre BEL

Sénateur

Son explication de vote (p. 25)

Thèmes :

Parlement : Sénat (p. 26)

Président de la République : responsabilité (p. 26)

Président de la République : statut pénal (p. 25)

Nicole BORVO COHEN-SEAT

Sénateur

Son explication de vote (p. 26)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 26)

Parlement : parlementaires : parité (p. 26)

Président de la République : responsabilité (p. 27)

Jacques BRUNHES

Député

Son explication de vote (p. 27)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 28)

Président de la République (p. 28)

Président de la République : responsabilité (p. 28)

Anne-Marie COMPARINI

Députée

Son explication de vote (p. 24)

Thèmes :

Président de la République : responsabilité (p. 24)

Président de la République : statut pénal (p. 24)

Pierre FAUCHON

Sénateur

Son explication de vote (p. 25)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 25)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 25)

Président de la République (p. 25)

Patrice GÉLARD

Sénateur

Son explication de vote (p. 23)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : recrutement (p. 23)

Justice : Cour de cassation : jurisprudence (p. 23)

Président de la République : responsabilité (p. 23)

Philippe HOULLON

Député

Son explication de vote (p. 27)

Thèmes :

Président de la République : responsabilité (p. 27)

Président de la République : statut pénal (p. 27)

André VALLINI

Député

Son explication de vote (p. 22)

Thèmes :

Justice : Haute cour de justice (p. 22)

Président de la République : responsabilité (p. 22)

Dominique DE VILLEPIN

Premier Ministre

Son intervention avant les explications de vote (p. 21)

Thèmes :

Constitution : article 68 (p. 21)

Justice : Haute cour de justice (p. 22)

Président de la République : responsabilité (p. 21)

Président de la République : statut pénal (p. 21)

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort

Éliane ASSASSI

Sénatrice

Son explication de vote (p. 32)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : pays étrangers (p. 32)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 32)

Robert BADINTER

Sénateur

Son explication de vote (p. 33)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 34)

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 33)

Droit pénal : peine de mort : pays étrangers (p. 34)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 34)

Jean-Michel BAYLET

Sénateur

Son explication de vote (p. 30)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 30)

Droit pénal : peine de mort : pays étrangers (p. 30)

Marie-George BUFFET

Députée

Son explication de vote (p. 32)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : Etats-Unis (p. 33)

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 32)

Droit pénal : peine de mort : pays étrangers (p. 33)

Philippe FOLLIOU

Député

Son explication de vote (p. 31)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 31)

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 31)

Union européenne : peine de mort (p. 31)

Philippe HOULLON

Député

Son explication de vote (p. 35)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 35)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 36)

Jack LANG

Député

Son explication de vote (p. 34)

Thème :

Président de la République : peine de mort (p. 34)

Hugues PORTELLI

Sénateur

Son explication de vote (p. 34)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 35)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 35)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 34)

Système pénitentiaire (p. 35)

Dominique DE VILLEPIN

Premier Ministre

Son intervention avant les explications de vote (p. 29)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 29)

Constitution : révision (p. 29)

Droit pénal : peine de mort : histoire (p. 29)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 29)

Président de la République : peine de mort (p. 29)

Relations internationales : guerre : peine de mort (p. 29)

François ZOCCHETTO

Sénateur

Son explication de vote (p. 30)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort : Irak (p. 30)

Droit pénal : peine de mort : pays étrangers (p. 30)

Relations internationales : Chine (p. 31)